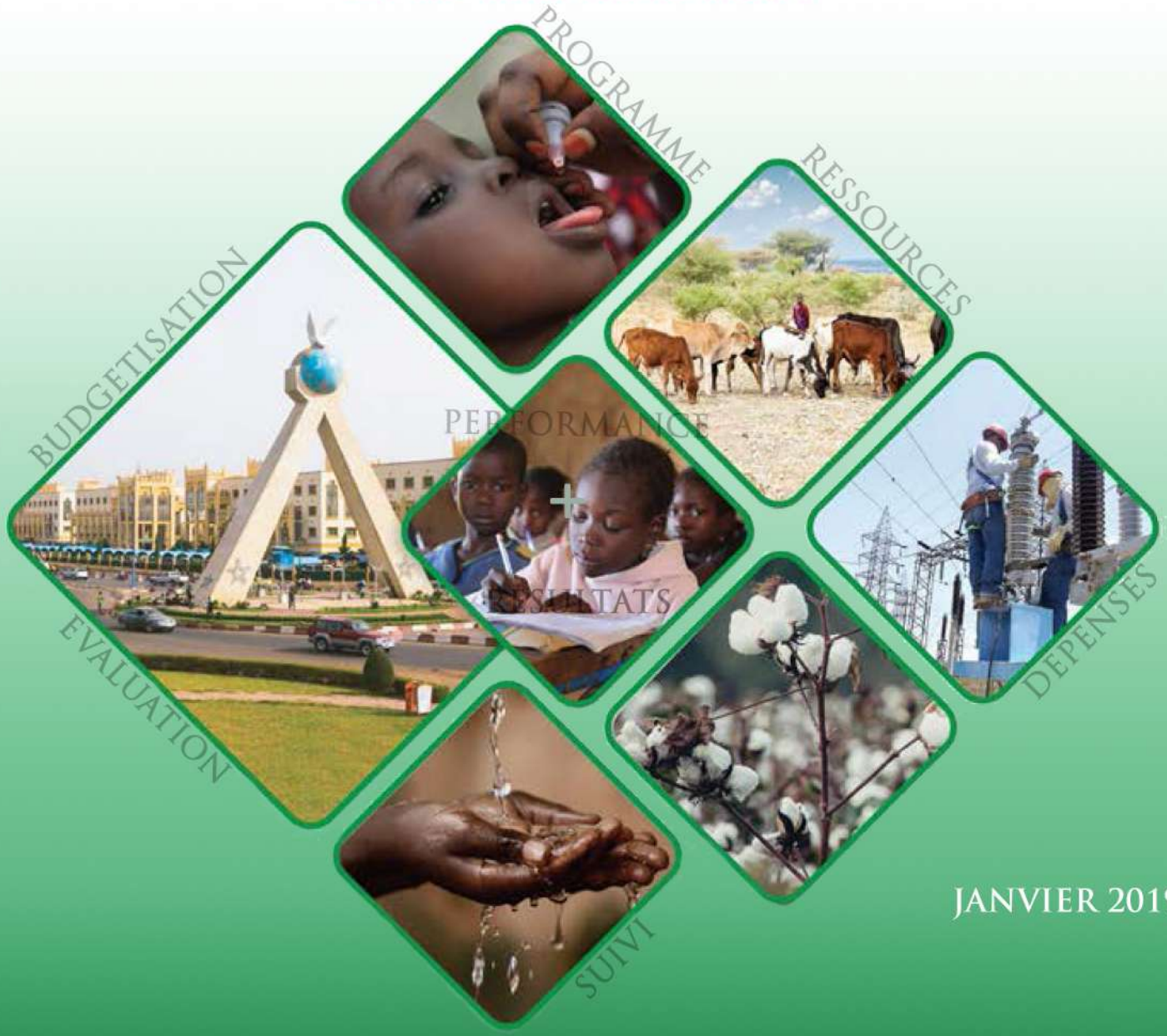
RÉPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

~ LOI DE FINANCES 2019 ~

DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DÉPENSES ET PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE (DPPD-PAP) 2019-2021



JANVIER 2019

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS		1-8
INTRODUCTION		9-11
SECTION 120	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	12-19
SECTION 130	PRIMATURE	20-31
SECTION 131	DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS	32-34
SECTION 140	COUR CONSTITUTIONNELLE	35-39
SECTION 150	COUR SUPREME	40-44
SECTION 155	HAUTE COUR DE JUSTICE	45-47
SECTION 160	CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL	48-52
SECTION 170	HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES	53-57
SECTION 180	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	58-69
SECTION 185	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE	70-79
SECTION 190	BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL	80-84
SECTION 192	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	85-89
SECTION 195	COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT	90-93
SECTION 210	MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	94-105
SECTION 220	MINISTERE DE LA JUSTICE	106-120
SECTION 223	OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE	121-125
Section 225	MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME	126-127
SECTION 226	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	128-131
SECTION 230	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	132-141
SECTION 310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	142-179
SECTION 311	CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES	180-184
SECTION 312	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	185-188
SECTION 320	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	189-200
SECTION 323	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE	201-226
SECTION 328	MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE	227-233
SECTION 330	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	234-254
SECTION 334	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	255-260
SECTION 335	MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	261-264
SECTION 340	MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE	265-270
SECTION 341	MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE	271-277
SECTION 380	MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE	278-287
Section 400	MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	288-297
SECTION 410	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	298-319
SECTION 412	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	320-323
SECTION 510	MINISTERE DE LA CULTURE	324-341
SECTION 520	MINISTERE DES SPORTS	342-350
SECTION 525	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE	351-355
SECTION 610	MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE	356-373
SECTION 614	HAUT CONSEIL NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	374-378
SECTION 640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	379-393
SECTION 660	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE	394-409
SECTION 700	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT	410-419
SECTION 714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	420-444
SECTION 720	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	445-459
SECTION 726	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE	460-473
SECTION 730	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION	474-483
SECTION 732	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	484-487
SECTION 740	MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME	488-499
SECTION 750	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	500-513
SECTION 770	MINISTERE DES TRANSPORTS	514-527
Section 800	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	528-530
SECTION 812	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS	531-547
SECTION 820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	548-568
SECTION 822	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	569-583
SECTION 850	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	584-587
SECTION 860	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME	588-600

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABFN	Agence du Bassin du Fleuve Niger
BS	Appui Budgétaire Sectoriel
ACCT	Agence Centrale Comptable du Trésor
ACEFOR	Amélioration de la Compétitivité des Entreprises par la Formation
ACTE	Appui aux Collectivités Territoriales en matière d'Education
ADR	Agences de Développement Régional
AE/CP	Autorisations d'Engagement/Crédits de Paiement
AEP	Adduction d'Eau Potable
AER	Agence de l'Energie Renouvelable
AES	Adduction d'Eau Sommaire
AFD	Agence Française pour le Développement
AGCC2	Alliance Globale contre le Changement Climatique au Mali phase 2
AGEFAU	Agence de Gestion du Fonds d'Accès Universel
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
AGETIER	Agence d'exécution des Travaux d'Infrastructures et d'Équipements Ruraux
AGRA	Alliance pour une Révolution verte en Afrique
AICE2	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AMADER	Agence Malienne de Développement de l'Energie Rurale
AMAM	Agence Malienne de Métrologie.
AMALAN	Académie Malienne des Langues
AMANORM	Agence Malienne de Normalisation et de Promotion de la Qualité
AMAP	Agence Malienne de Presse
AMARAP	Agence Malienne de Radio Protection
AMCOMET	Conférence Ministérielle Africaine de la Météorologie
AMC	Ateliers Militaires Centraux
ANAC	Agence Nationale de l'Aviation Civile
ANADEB	Agence Nationale de Développement des Biocarburants
ANCD	Agence Nationale de Communication du Développement
ANE	Acteurs Non Étatiques
ANGESEM	Agence nationale de gestion des stations d'épuration du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
ANPE	Agence Nationale de la Promotion des l'Emploi
AN-RM	Assemblée Nationale de la République du Mali
APC	Approche Par Compétences
APCAM	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
APCMM	Assemblée Permanente des Chambres de Métier du Mali
APEJ	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
APEX	Agence pour la Promotion des Exportation
API	Agence de Promotion des Investissements
ATI	Agence d'Aménagement des Terres et de fourniture de l'eau d'Irrigation
APRM	Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali
ASACE	Association Signataire d'Accord Cadre avec l'Etat
ASACO	Association des Santé Communautaire
AUREP	Autorité pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
BCS	Bureau Central de la Solde
BEEC	Bureau d'Expertise d'Évaluation et de Certification des diamants bruts
BID	Banque Islamique pour la Développement
BMCESP	Bureau du Modérateur de Concertation État /Secteur Privé
ACMAD	Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement
ADM	Aéroport Du Mali
ADRS	Agence de Développement Rural de la Vallée du Fleuve Sénégal
BOP	Budget Opérationnel de Programme
BRMN	Bureau de restructuration et mise à niveau des entreprises industrielles du Mali
BSI	Budget Spécial d'Investissement
BUMDA	Bureau Malien du Droit d'Auteur
BT	Brevet de Technicien
BVG	Bureau du Vérificateur Général
CAA	Centres d'Apprentissage Agricole
CAAGM	Cellule d'Appui à l'Aménagement et à la Gestion des Marchés
CADA	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du secteur de l'Agriculture
CADD	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration
CADDEE	Cellule d'Appui à la Déconcentration et à la Décentralisation du Secteur Énergie-Eau

CAF	Centres d'Alphabétisation Fonctionnelle
CAFé	Centres d'Apprentissage Féminin
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Financiers et Fiscaux
CAMM-BFK	Conservatoire des Arts et Métiers multimédia Balla Fasséké Kouyaté.
CNAOM	Centre National d'Appareillage Orthopédique du Mali
CAP	Centres d'Animation Pédagogique
CAP	Certificat d'Aptitude Professionnel
CARFIP	Cellule d'Appui à la Reforme des Finances Publiques ;
CAVSPA	Cellule d'appui à la valorisation des sous-produits d'abattage
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CCLMT	Cellule de Lutte Contre les Mouches Tsé-tsé
CCMD-BRE	Centre de Conservation, de Multiplication et de Diffusion du Bétail Ruminant Endémique de Madina Diassa
CCS/SFD	Cellule de Contrôle et de Surveillance des Système Financiers Décentralisés
CDA	Centre de développement du secteur agroalimentaire
CDAT	Centre de Développement de l'Artisanat Textile
CC	Conseils de Cercles
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CDN	Comité Directeur National
CDPE	Centres de Développement de la Petite Enfance
CED	Centres d'Éducation pour le Développem
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI	Centres d'Education pour l'Intégration
CEMAPI	Centre Malien de promotion de la Propriété Industrielle
CENOU	Centre National des Œuvres Universitaires ;
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement de l'Information Financière
CERCAP	Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer
CETRU	Cellule des Travaux d'Urgence Routiers
CFP-STAT	Centre de Formation et de Perfectionnement en Statistique
CFPF-T	Centre de Formation Pratique Forestier de Tabakoro
CICB	Centre International des Conférences de Bamako
CESC	Conseil Economique Social et Culturel
CFCT	Centre de Formation des Collectivités Territoriales
CFD	Centre de Formation pour le Développement
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CGS	Comité de Gestion Scolaire
CIGMA	Centre d'Information Gouvernementale du Mali
CILSS	Comité Inter-état de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CEMAPI	Centre malien de promotion de la propriété intellectuelle
CMC	Conseil Malien des Chargeurs
CIGEM	Centre d'Information et de Gestion des Migrations
CMDT	Compagnie Malienne de Développement du Textile
CM/UEMOA	Conseil de Ministres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
CMTR	Conseil Malien des Transporteurs Routier
CNASA	Centre national d'Appui à la Santé Animale
CNCM	Centre National de la Cinématographie du Mali
CNIA	Centre National d'Insémination Artificiel Animale
CNLCP	Centre de Lutte conte Criquet Pèlerin
CNLP	Centre National de la Lecture Publique
CNRA	Comité National de la Recherche Agricole
CNREX/BTP	Centre National de Recherche et d'Expérimentation pour le Bâtiment et les Travaux Publics
COMANAV	Compagnie Malienne de Navigation
CNCS	Centre National de Cantines Scolaires
CNECE	Centre National des Examens et Concours de l'Éducation
CNLTE	Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants
CNMU	Commission Nationale Malienne pour l'UNESCO
CNODER	Cadre National d'Orientation du Développement Economique Régional
CNOU	Centre National des Opérations d'Urgence
CNR/ENF	Centre National des Ressources de l'Education Non Formelle
COLLOC	Logiciel de gestion budgétaire et Comptable des Collectivités Territoriales
COVACC	Centre Opérationnel de Veille, d'Alerte et de Conduite de Crises
CPA	Centre de Promotion d'Appui
CPA/SFD	Centre de Promotion et d'Appui aux Systèmes Financiers Décentralisés
CPM	Comité de Prévision et de Modélisation
CPER	Contrats Plans Etat- Régions ou District
CPS/CI	Cellule de Planification et de Statistique / Coopération Internationale

CPS/SDR	Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Développement Rural
CPS/SICAEPIP	Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Industrie, Commerce, Artisanat, Emploi et Promotion de l'Investissement Privé
CPS-SEEUDE	Cellule de Planification et de Statistique du secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaine de l'Etat
CPS/SME	Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Mine-Energie
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CROCEP	Comité Régional d'Orientation, de Coordination et d'Evaluation du Prodess
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSCRP	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CSLP	Cellule Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSPP	Cellule de suivi des projets et programmes financés par les PTF
CSREF	Centre de Santé de Référence
CT	Collectivités Territoriales
CT/CSLP	Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
CTRCA	Cellule Technique des Reformes du Climat des Affaires
DBF	Dakar-Bamako-Ferroviaire
CVJR	Commission Vérité, Justice et Réconciliation
DAE	Directions d'Académie d'Enseignement
DCPNAT	Document Cadre de Politique Nationale de l'Administration du Territoire
DCSSA	Direction Centrale des Services de Santé des Armées
DEF	Diplôme d'Etudes Fondamentales
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGAT	Direction Générale de l'Administration du Territoire
DGB	Direction Générale du Budget
DGCC	Direction Général du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence ;
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGESRS	Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
DGI	Direction Générale des Impôts
DGME	Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur
DGMP-DSP	Direction Générale des Marchés Publics et de Délégation des Services Publics
DIAPO	Directive Interarmées de Préparation Opérationnelle
DIPPO	Directive Interarmées Annuelle de Préparation Opérationnelle
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNA	Direction Nationale de l'Artisanat
DNAC	Direction Nationale de l'Action Culturelle
DNACPN	Direction Nationale de l'Assainissement du de Contrôle des Pollutions et Nuisances
DNAT	Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire
DNBD	Direction Nationale des Bibliothèques et de la Documentation
DNC	Direction Nationale du Cadastre
DNAPES	Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée
DNCC	Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DNDC	Direction Nationale des Domaine et du Cadastre
DNE	Direction Nationale de l'Energie
DNE	Direction Nationale de l'Emploi
DNEF	Direction Nationale des Eaux et Forets
DNCF	Direction Nationale du Contrôle Financier
DNEC	Direction Nationale de l'Etat Civile
DNEF	Direction Nationale de l'enseignement Fondamental
DNEN	Direction Nationale de l'Enseignement Normal
DNENF-LN	Direction Nationale de l'Education Non Formelle et des Langues Nationales
DNEPS	Direction Nationale de l'Education Préscolaire et Spéciale
DNESG	Direction Nationale de l'Enseignement Secondaire Général
DNFP	Direction Nationale de la Formation Professionnelle
DNFPCT	Direction Nationale de la Fonction Publique des Collectivités Territoriales
DNFPP	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DNGM	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNGR	Direction Nationale du Géni Rural
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DNI	Direction Nationale de l'Industrie
DNTTMF	Direction Nationale des Transports Terrestres Maritimes et Fluviaux
DNTH	Direction Nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie
DNUH	Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat
DNPC	Direction Nationale du Patrimoine Culturel

DNP	Direction Nationale de la Population
DNP	Direction Nationale de la Pêche
DNP	Direction Nationale de la Pédagogie
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNPIA	Direction Nationale des productions et Industries Animales
DNS	Direction Nationale de la Santé
DNSEP	Direction Nationale du Sport et de l'Education Physique
DNSV	Direction Nationale des Services Vétérinaires
DNT	Direction Nationale du Travail
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle
DPPD	Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement du de Contrôle des Pollutions et Nuisances
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forêts
DNR	Direction Nationale des Routes
DRA	Direction Régionale de l'Artisanat
DRB	Direction Régionale du Budget
DRCF	Direction Régionale du Contrôle Financier
DREFP	Direction Régionale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
DRH	Direction des Ressources Humaines
DRP	Direction Régionale de la Pêche
DRPIA	Direction Régionale des productions et Industries Animales
DRPSIAP	Direction Régionale du Plan, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population
DRSV	Direction Régionale des Services Vétérinaires
DRTH	Direction Régionale du Tourisme et de l'Hôtellerie
DRT	Direction Régionale du Travail
DSAF	Direction des Services Administratifs et Financiers
EAC	Appui Enquête Agricole De Conjoncture
EBES	Enfants à Besoins Educatifs Spéciaux
EDM-SA	Énergie du Mali-SA
EFEP	Ecole de Formation des Educateurs Préscolaires
EID	Espace d'Interpellation Démocratique
EMAA	Etat-major de l'Armée de l'Air
EMABE	Entrepôts du Mali au Bénin
EMACI	Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire
EMAGHA	Entrepôts du Mali au Ghana
EMAGUI	Entrepôts du Mali en Guinée
EMAMAU	Entrepôts du Mali en Mauritanie
EMASE	Entrepôts du Mali au Sénégal
EMATO	Entrepôts du Mali au Togo
EMIA	Ecole Militaire Inter Arme
EMOP	Enquête Modulaire et Permanente
EMP	Ecole de Maintien de Paix
ENETP	Ecole Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel
EnR	Énergie Renouvelable
ENSup	Ecole Normale Supérieure
EP	Établissement Public
EPA	Établissement Public à caractère Administratif
EPEM	Équivalent Point d'Eau Moderne
EPS	Education Physique et Sportive
EPST	Établissement Public à caractère Scientifique et Technique
ESJSC	Ecole Supérieure de Journalisme et des sciences de la Communication
ESO	Ecole des Sous-Officiers
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FARE	Fonds Auto Renouvelable pour l'Emploi
FCRIT	Fonds Compétitifs pour la Recherche et l'Innovation Technologique
FDE	Fonds de Développement Economique
FEBAK	Foire Exposition de Bamako
FIER	Formation professionnelle, Insertion et appui à l'Entreprenariat des jeunes Ruraux
FMI	Fonds Monétaire International
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FND-STAT	Fonds National pour le Développement de la Statistique
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GEDEFOR II	Gestion Décentralisée des Forets phase 2
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GRH	Gestion des Ressources Humaines

GRI-GAR Mali	Groupe de Réflexion sur l'Institutionnalisation de la GAR au Mali
HCC	Haut Conseil des Collectivités
HCME	Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur
HIMO	Haute Intensité de Mains d'œuvre
IA	Inspection de l'Agriculture
IDA	Association Internationale de Développement
IDAF	Inspection des Domaine et Affaires Foncières
IEA	Inspection de l'Environnement et de l'Assainissement
IES	Institutions d'Education Spéciale
IER	Institut d'Economie Rurale
IET	Inspection de l'Équipement et des Transports
IFM	Instituts de Formation de Maîtres
IFP	Institut de Formation Professionnelle
IGEN	Inspection Générale de l'Education Nationale
IGM	Institut Géographique du Mali
INA	Institut National des Arts
INFP/BTP	Institut Nationale De Formation Professionnelle en Bâtiments Transports Et Travaux Publics
INFTS	Institut National de Formation des Travailleurs Sociaux
INIFORP	Institut National d'Ingénierie et de Formation Professionnelle
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
INSTAT	Institut National de Statistique
IPRES	Inspections Pédagogiques Régionales de l'Enseignement Secondaire
ITIE	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
KV	Kilovolt
LAR	Laboratoire d'Analyse et de Recherche
LC	Langue et Communication
LCV	Laboratoire Central Vétérinaire
LFI	Loi de Finances Initiale
LNE	Laboratoire National des Eaux
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LBC/ FT	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LSBOS	Lycée Sportif Ben Oumar SY
LT	Lycée Technique
MA	Ministère de l'Agriculture
MAEP	Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs
MAP	Maison Africaine de la Photographie.
MAT	Ministère de l'Artisanat et du Tourisme
MDC	Missions Diplomatiques et Consulaires
MDI	Ministère du Développement Industriel
MEADD	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEFP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MEE	Ministère de l'Énergie et de l'Eau
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MENC	Ministère de l'Économie Numérique et de la Communication
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
MME	Modèle Macroéconomique (Logiciel)
MTD	Ministère des Transports et du Désenclavement
MTFPRE	Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
NINA	Numéro d'Identification Nationale
ODRS	Office de Développement Rural de Sélingué
OCLEI	Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite
OCS	Office Central des Stupéfiants
ODD	Objectifs du Développement Durable
OFII	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
OHVN	Office de la Haute Vallée du Niger
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMB	Office Moyen Bani
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
OMH	Office Malienne de l'Habitat
OMM	Organisation Mondiale Météorologique
ON	Office du Niger
ONAP	Office National des Produits Pétroliers
ONAV	Observatoire National de la Ville

ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OPAM	Office des produits Agricoles du Mali
OPIB	Office du Périmètre Irrigué de Baguineda
OPNBB	Protection, Aménagement Forêts et Parc Nationaux
OPV	Office de Protection des Végétaux
ORM	Office Riz de Mopti
ORS	Office Riz de Ségo
ORSEC	Ordre et Sécurité
ORTM	Office des Radios et Télévisons du Mali
PACD	Projet d'Appui aux Commerçants Détaillants
PACEN	Projet d'Appui à la Consolidation de l'Education au Nord
PACUM	Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali
PADDE	Programme d'Appui à la Décentralisation et Déconcentration de l'Education
PADES	Programme d'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur
PADEPA-KS	Projet d'Appui au Développement de l'Élevage dans la zone de Kayes Sud
PAFIP	Programme d'Appui à la formation et à l'Insertion Professionnelle
PAG	Programme d'Action du Gouvernement ;
PAGAM/GFP	Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques
PAGE	Projet d'Appui à la Gouvernance Economique
PANETEM	Plan d'Action National pour l'Élimination du Travail des Enfants au Mali
PAP	Projets Annuels de Performance
PAPAM	Projet d'Appui à la Productivité Agricole au Mali
PAQAMA	Projet d'Amélioration de la Qualité et de l'Accès à l'Education au Mali
PAT	Projet d'Assistance Technique
PCA-GIRE	Programme Commun Appui à la GIRE
PCAHB	Palais de la Culture Amadou Hampaté BAH
PCDA	Programme Compétitivité et Diversification Agricoles
PCDJ	Politique Cadre de Développement de la Jeunesse
PDA	Politique de Développement Agricole
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine
PDD-DIN	Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger
PDELG	Projet de Développement de l'Élevage dans la Région du Liptako Gourma
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PDIRAAM	Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles du Mali
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PDRIK II	Projet Développement Rural Intégré du Kita Phase2
PDSEC	Programme de Développement Économique, Social et Culturel
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PEJ	Programme Emplois Jeunes
PEN	Politique Énergétique Nationale
PERSHI 32	Projet d'Électrification Rurale par Système Hybride de 32 localités
PGA	Prime Globale d'Alimentation
PGT	Paierie Générale du Trésor
PIB :	Produit Intérieur Brut
PIEV	Projet d'Insertion des Enfants Vulnérables
PISE	Programme d'Investissement pour le Secteur de l'Education
PIT	Programme d'Initiatives Transfrontalières
PLCE/BN	Programme du Lutte contre l'Ensablement dans le Bassin du Fleuve Niger
PM	Puits Moderne
PMAJ	Projet de formation en Mécanique Auto et d'insertion socioprofessionnelle des Jeunes
PME/PMI	Petite et Moyenne Entreprise/ Petite et Moyenne Industrie
PMK	Prytanée Militaire de Kati
PM-RM	Premier Ministre-République du Mali
PNA/ERP	Programme National d'Actions pour l'Emploi en vue de Réduire la Pauvreté
PNAT	Politique Nationale d'Aménagement du Territoire
PNCC	Politique Nationale de la Citoyenneté et du Civisme
PNCD	Politique Nationale de Communication pour le Développement
PNDE	Politique Nationale de Développement de l'Élevage
PNDMF PA	Politique Nationale de Développement de la Micro Finance et son Plan d'Actions
PNDPA	Politique Nationale de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture
PNDS	Politique Nationale de Développement du Sport
PNE	Politique Nationale de l'Emploi
PNFP	Politique Nationale de Formation Professionnelle
PNISA	Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole

PNP	Politique Nationale de la Population
PNPI	Politique Nationale de Promotion des Investissements
PNPJ	Programme National de Promotion de la Jeunesse
PNPS	Politique Nationale de Protection Sociale
PNQ	Politique Nationale de la Qualité
PNR	Politique Nationale en matière de Religion
PNS	Politique Nationale du Sport
PNT	Politique Nationale du Travail
PNTITD	Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement
PolNSAN	Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
PONAM	Politique Nationale de Migration
PONAV	Politique Nationale de la Ville
PPAAO/WAPP	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PPCB	Péripneumonie Contagieus Bovine
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPTD	Programme Pays de Promotion du Travail Décent
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
PPP	Partenariat-Public-Privé
PQAA	Programme Quinquennal d'Aménagements Aquacoles
PRAPS	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme dans le Sahel
PRED 5	Application de Programmation et d'exécution du budget
PRED	Programme de Restructuration Économique et de Développement
PREM	Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali
PRIA	Projet de Renforcement de la résilience à l'Insécurité Alimentaire au Mali
P-RM	Présidence -République du Mali
PRMC	Programme de restructuration du marché céréalier
PROCEJ	Projet de Développement des Compétences et Emploi Jeunes
PRODEC	Programme Décennal de Développement de l'Education
PRODEFA	Projet de Développement de la Filière Aquacole
PRODEVALAIT	Projet de Développement et de Valorisation de la production laitière au Mali
PRODEFPE	Programme Décennal pour le Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi
PROFAC	Projet de Formation des Acteurs du Commerce de détail
PRRE	Projet de Reconstruction et de Relance Economique
PSDU	Politique Sectorielle de Développement Urbain
PST	Potentiel Scientifique et Technique
PTA	Plan de Travail annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTG	Programme de Travail Gouvernemental
PUS	Plan d'urbanisme Sectoriel
PTI	Programme Triennal d'Investissement
PUEPT	Projet d'Urgence Éducation Pour Tous
PURD	Programme d'Urgence pour la Relance du Développement dans les Régions du Nord
PURSJ	Programme d'Urgence de Renforcement du Système Judiciaire
PV	Procès Verbal
RAP	Rapport Annuel de Performance
RAVEC	Recensement Administratif à Vocation d'Etat Civil
RGD	Recettes Générales du District
RH	Ressources Humaines
RPROG	Responsable de Programme
SACPN	Service Subrégional de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
SAPEP	Projet d'Amélioration pour la Productivité des Petits Exploitants en Afrique sud saharienne
SAT	Schéma d'Aménagement du Territoire
SCAT	Schéma Communal d'Aménagement du Territoire
SDNI	Schéma Directeur National des Infrastructures
SDR	Services des données routières
SDS	Schéma Directeur de la Statistique
SDU	Schéma Directeur de l'Urbanisme
SFD	Système Financier Décentralisé
SHA	Secrétariat à l'Harmonisation de l'Aide ;
SICA-UEMOA	Système Interbancaire de Compensation Automatisé dans l'UEMOA
SIFOR	Système d'Information Forestier
SIG	Système d'Information Géographique
SIGMAP	Système Intégré de Gestion des Marchés Publics
SIGTAS	Système Intégré de Gestion des Taxes et Assimilées
SLGR	Services Locaux du Génie Rural
SLPIA	Service Local des productions et Industries Animales
SLPSIAP	Service Local de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du

	Territoire et de la Population
SLIS	Système Local d'Information Sanitaire
SMT	Sciences, Mathématiques et Technologie
SNACR	Schéma National d'Analyse et de Couverture de Risques
SNAT	Schéma National d'Aménagement du Territoire
SNDPI	Stratégie Nationale de Développement de la Propriété Intellectuelle
SNJ	Service National des Jeunes
S N L	Stratégie Nationale du Logement
SNS	Stock National de Sécurité
SNSA	Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire
SIAGRI	Salon International de l'Agriculture
SSA/P	Stratégie de Scolarisation Accélérée/Passerelle
SNTR	Stratégie Nationale du Transport Rural
SP-RDF	Secrétariat Permanant de la Reforme Domaniale et Foncière
SSN	Système Statistique National
STP/CSSP	Secrétariat Technique Permanent du Conseil Supérieur du Secteur Privé
SYDONIA	Système Douanier Automatisé
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TED	Tableau d'Effectifs et de Dotation
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TRE	Techniques de Recherche d'Emploi
TSPA	Transformation sous-produits Abattage
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africain
UMOCI	Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNDAF	Nations Unies pour l'Aide au Développement au Mali
UOP	Unité Opérationnel de Programme
VA	Valeur Actualisée
VN	Valeur Nominale

INTRODUCTION

Depuis janvier 2018 le Mali a franchi un nouveau palier dans le cadre du processus de modernisation de la gestion de ses finances publiques, à travers l'opérationnalisation du budget-programmes. A ce titre, le budget 2019 est présenté en mode budget-programmes.

Le présent Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses et Projet Annuel de Performance (PAP) portant sur la période 2019-2021 est élaboré en application de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances. En effet, selon l'article 45 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances, le DPPD-PAP fait partie des annexes obligatoires à la loi de finances.

Le DPPD-PAP 2019-2021 est élaboré dans un contexte marqué par la consolidation des actions inscrites dans le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) qui sert de cadre de référence pour les politiques économiques et financières sur la période 2016–2018 en vue d'impulser la croissance inclusive et durable.

Ce cadre de référence pour les politiques économiques et financières intègre le Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2013–2018), adopté en avril 2013, qui s'attèle aussi à poursuivre :

- ✓ la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019) ;
- ✓ la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021) ;
- ✓ la mise en oeuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai 2015 et parachevé le 20 juin 2015 ;
- ✓ la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15% au secteur « Agriculture » ;
- ✓ la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux ;
- ✓ le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs ;
- ✓ le renforcement des allocations pour la décentralisation budgétaire en vue de l'atteinte de 30% des recettes budgétaires ;
- ✓ l'atteinte des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030.

Le DPPD-PAP est présenté par ministère, par institution et par programme.

L'aspect pluri annualité budgétaire du DPPD-PAP est structuré par ministère/ Institution comme suit :

- missions ministère/ institution ;
- contraintes et défis ;
- évolution d'indicateurs socio-économiques finaux non imputables à un programme particulier ;

- la programmation des dépenses sur la période t-1 à t+3 par grande catégorie économique en ressources et en dépenses par programme ;
- commentaires sur les liens entre l'évolution de l'allocation intra-ministérielle des ressources et la stratégie du secteur ou du ministère.

Par rapport à l'aspect annualité budgétaire, le PAP des programmes du ministère/Institution fait ressortir par programme :

- la présentation stratégique du programme ;
- la description du programme, ses actions et projets ;
- la présentation détaillée des objectifs et indicateurs avec les valeurs cibles chiffrées ;
- les prévisions financières par action et par nature économique ;
- les prévisions d'effectifs ;
- les autorisations d'engagement.

Le budget 2019 est bâti autour de 145 programmes, 328 actions, 457 objectifs et 1097 indicateurs contre respectivement 148 programmes, 334 actions 478 objectifs et 1082 indicateurs en 2018

Les programmes dans le Budget 2019 se répartissent comme suit :

- ✓ trente six (36) programmes de pilotage contre trente neuf (39) en 2018 ;
- ✓ quatre vingt dix-sept (97) programmes opérationnels contre quatre vingt seize (96) en 2018 ;
- ✓ un (1) programme de budget annexe au même titre que 2018 ;
- ✓ Onze (11) programmes de comptes spéciaux du Trésor sans changement par rapport à 2018.

La variation du nombre de programmes, d'actions, d'objectifs et d'indicateurs dans le budget 2019 par rapport au budget 2018 est consécutive à la création de deux (02) nouveaux programmes, la suppression de quatre (04) autres, ainsi que la migration de quatre (04) programmes vers d'autres sections budgétaires. Ainsi :

<u>Au titre de la création</u>

- ✓ d'un (01) programme d'administration générale pour le Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Transparence de la Vie Publique ;
- ✓ d'un (01) programme opérationnel dans le budget du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, regroupant les Agences de Développement Régional et l'Agence pour le Développement du Nord du Mali ;

<u>Au titre de la suppression :</u>

- ✓ des programmes d'administration générale (i) de l'ex-Ministère des Droit de l'Homme, (ii) de l'ex-Ministère des Collectivités Territoriales, (iii) de l'ex-Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne et (iv) de l'ex-Ministère du Développement Industriel ;

Au titre de la migration

- ✓ du programme opérationnel de l'ex-Ministère des Collectivités Territoriales vers le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation ;
- ✓ des deux (02) programmes opérationnels de l'ex-Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne vers le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne ;
- ✓ du programme opérationnel de l'ex-Ministère du Développement Industriel vers le Ministère du Développement Industriel et de la Promotion des Investissements.

Dans le présent DPPD-PAP, les montants sont exprimés en milliers de francs CFA.

Afin de tirer les leçons de l'exécution du budget, un Rapport annuel de Performance (RAP) sera élaboré en fin de gestion. Il permettra notamment d'exposer les résultats de l'évaluation du Projet Annuel de Performance (PAP).

SECTION :120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Les missions de la Présidence de la République sont énumérées dans les articles 29, 38 et 52 de la Constitution du 25 février 1992 aux termes desquels le Président de la République veille au respect scrupuleux de la Constitution et au fonctionnement régulier des institutions et des pouvoirs publics.

I.2 Les contraintes et les défis

Les contraintes et défis majeurs de la Présidence de la République sont ci-dessous présentés.

I.2.1 Contraintes

D'une manière générale, la mise en oeuvre des différents programmes de la Présidence de la République rencontre beaucoup de contraintes liées aux spécificités de la superstructure. Il s'agit entre autres de :

- la multiplicité des intervenants pouvant conduire à de potentiels conflits de compétence ;
- la faible disponibilité de statistiques fiables pour de bonnes prévisions et la prise de décision ;
- la faible prévisibilité des phénomènes socio-politiques ;
- l'inadéquation des ressources par rapport aux besoins.

I.2.2 Défis

D'énormes défis se posent à notre superstructure.

Il s'agit essentiellement :

- de fixer clairement et faire respecter les domaines de compétences ;
- d'améliorer rapidement le système statistique national ;
- d'assurer sans cesse une gestion efficiente des ressources.

I.3 La politique sectorielle

Les missions de la Présidence s'inscrivent dans le cadre de la mise en oeuvre des objectifs spécifiques des axes préalables 1 et 2 du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux de croissance du PIB	%	5,3	6	6	5,3
2	Flux des IDE (en millions de $)	%	114,0	275,4	125,5	-
3	Nombre de personnes déplacées internes	Nombre	-	49 883	20 000	-
4	Taux de chômage de la population	%	-	9,6	9,5	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Formulation et coordination de l'action présidentielle	4 153 389	6 706 281	4 200 381	4 446 799
Administration générale	7 377 638	6 735 983	7 411 405	8 239 327
Sécurité et défense	698 886	655 746	705 876	765 814
Total :	**12 229 913**	**14 098 010**	**12 317 662**	**13 451 940**

<u>Tableau 2</u> : Répartition des dépenses par nature économique

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 524 061	1 524 061	1 644 266	1 836 147
Biens et services	8 080 427	10 947 709	8 058 267	8 810 863
Transferts et subventions	915 000	808 600	909 717	989 385
Investissement	1 710 425	817 640	1 705 412	1 815 545
Total :	**12 229 913**	**14 098 010**	**12 317 662**	**13 451 940**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle

Responsable du Programme : le Secrétaire général de la Présidence de la République.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme 1.001 s'occupe de l'analyse :

i) stratégique et le suivi de la conjoncture socio-économique, culturelle et religieuse au plan national, sous régional et international ;

ii) de la situation politique nationale et internationale ainsi que le suivi des activités diplomatiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.001 est bâti autour de trois (3) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) au développement économique, social et culturel du pays (ii) au contrôle et la supervision de l'activité gouvernementale, (iii) au développement des initiatives d'intégration sous régionale, régionale et internationale.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter les efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Impulser le développement économique, social et culturel du pays

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités de développement économique	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : comptes rendus des rencontres (conseil supérieur de l'agriculture, conseil présidentiel de l'investissement, conseil supérieur de la magistrature, cellule affaire économique emploi formation professionnelle)					
Précision Méthodologique : (nombre de concertations organisées / nombre de concertations prévues) x100.					
1.2 Taux de réalisation des actions sociales	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : comptes rendus des rencontres (session du haut conseil national de lutte contre le sida, distinctions honorifiques, organisation de la société civile)					
Précision Méthodologique : (nombre de concertations organisées / nombre de concertations prévues) x100.					
1.3 Taux de réalisation des actions culturelles	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activité					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x 100.					

Objectif 2: Assurer le contrôle et la supervision de l'action gouvernementale

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage des rapports de contrôle analysés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : bulletin de synthèse des rapports					
Précision Méthodologique : (nombre de rapports analysés / nombre total de rapports soumis à l'analyse) x 100.					
2.2 Taux de décernement des distinctions honorifiques	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité					
Précision Méthodologique : (nombre de distinctions honorifiques décernées / nombre de distinctions honorifiques prévues) x 100.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 083 776	1 083 776	1 170 476	1 307 068
Biens et services	2 339 613	4 877 005	2 297 098	2 345 658
Transferts et subventions	280 000	318 000	279 162	314 692
Investissement	450 000	427 500	453 645	479 381
Total :	**4 153 389**	**6 706 281**	**4 200 381**	**4 446 799**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Pilotage de la stratégie présidentielle.	3 537 916	6 124 209	3 584 281	3 800 212
Coordination et surveillance de l'action présidentielle	615 473	582 072	616 100	646 587
Total :	**4 153 389**	**6 706 281**	**4 200 381**	**4 446 799**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	23	25	25	25
CATEGORIE B1	4	3	3	3
CATEGORIE B2	7	6	6	6
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	109	115	117	119
Total :	**144**	**150**	**152**	**154**

Action 01 Pilotage de la stratégie présidentielle.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 080 651	1 080 651	1 167 101	1 303 300
Biens et services	2 177 265	4 725 558	2 138 018	2 182 220
Transferts et subventions	280 000	318 000	279 162	314 692
Total	**3 537 916**	**6 124 209**	**3 584 281**	**3 800 212**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Mettre en oeuvre les activités de développement économique	3 167 537
1.1.4	Entretenir les matériels de transport aérien	2 610 600
1.2.1	Participation au fonctionnement, activités sociales	230 026
1.3.1	Participation au fonctionnement, activités culturelles	116 046
Total		**6 124 209**

Action 02 Coordination et surveillance de l'action présidentielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	3 125	3 125	3 375	3 768
Biens et services	162 348	151 447	159 080	163 438
Investissement	450 000	427 500	453 645	479 381
Total	**615 473**	**582 072**	**616 100**	**646 587**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Réaliser le projet de réhabilitation de bureaux et villas à Koulouba	332 500
1.1.3	Réhaliser le projet de réhabilitation du camp 3 à koulouba	95 000
2.1.1	Production de bulletins et rapports de synthèses	13 572
2.2.1	Participation au fonctionnement , distinctions honorifiques	141 000
Total		**582 072**

Le Programme : 1.002 Administration générale

Responsable du programme : le Secrétaire général adjoint de la Présidence de la République.

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles, financières et des infrastructures de la Présidence de la République. Il renferme, la gestion des activités des palais et résidences ainsi que celles du courrier, des archives et de la documentation.

Pour sa mise en oeuvre, il dispose d'une seule action : "coordination administrative et financière".

Les structures, services et projets qui composent cette action sont les suivants :

- Intendance des palais ;
- Direction administrative et financière ;
- Parc présidentiel ;
- Bureau du Courrier.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme 1.002 vise à atteindre spécifiquement quatre (4) objectifs.

i) assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières ;

ii) améliorer le fonctionnement des services ;

iii) améliorer le suivi des politiques et stratégies de l'action gouvernementale ;

iv) assurer une meilleure visibilité des actions menées par la Présidence de la République.

Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux d'exécution du budget	%	99	100	99	99
Moyen de Vérification : comptes administratifs					
Formule : (montant exécuté / dotation budgétaire) X 100.					
1.2 Taux de satisfaction des cadres organiques	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : actes administratifs					
Précision Méthodologique : (nombre de postes pourvus /nombre de postes prévus dans le cadre organique) x 100.					
1.3 Taux d'exécution du plan de formation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport de formation					
Précision Méthodologique : (nombre d'agents formés / nombre d'agents à former) x 100.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	440 285	440 285	473 790	529 079
Biens et services	5 281 928	5 604 958	5 256 913	5 911 898
Transferts et subventions	635 000	490 600	630 555	674 693
Investissement	1 020 425	200 140	1 050 147	1 123 657
Total :	**7 377 638**	**6 735 983**	**7 411 405**	**8 239 327**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination administrative et financière	7 377 638	6 735 983	7 411 405	8 239 327
Total :	**7 377 638**	**6 735 983**	**7 411 405**	**8 239 327**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	18	18	18	18
CATEGORIE B1	5	7	7	7
CATEGORIE B2	6	9	9	9
CATEGORIE C	4	4	4	4
CONTRACTUEL	146	182	185	188
Total :	**179**	**220**	**223**	**226**

Action 01 Coordination administrative et financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	440 285	440 285	473 790	529 079
Biens et services	5 281 928	5 604 958	5 256 913	5 911 898
Transferts et subventions	635 000	490 600	630 555	674 693
Investissement	1 020 425	200 140	1 050 147	1 123 657
Total	**7 377 638**	**6 735 983**	**7 411 405**	**8 239 327**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Participation au fonctionnement des services	6 285 927
1.2.1	Traitement de salaire et accessoires de salaire	440 285
1.3.1	Renforcement des capacités	9 771
Total		**6 735 983**

Le Programme : 2.001 Sécurité et défense

Responsable de Programme : le Chef d'Etat Major particulier du Président de la République.

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise entre autres, la sécurité du Président de la République et de sa famille, des palais de Koulouba, des résidences du Président de la République, des déplacements et le service des honneurs à rendre au Président de la République.

En outre, le programme assure l'organisation des réunions du conseil supérieur de défense, la tenue des archives, le suivi des décisions issues dudit conseil et de la mise en oeuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM).

La préparation des décisions du Président de la République en matière de défense, le suivi des opérations militaires en cours au Mali : MINUSMA, BARKANE, DAMBE, la consolidation des partenariats bilatéraux et multilatéraux avec ECAP SAHEL EUTM, SGI et G5 Sahel s'inscrivent également dans le cadre de ce programme.

Pour sa mise en oeuvre, le programme dispose d'une action unique : «sécurisation de l'institution Président de la République ».

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme:

La mise en oeuvre du programme « Sécurité et Défense» vise à atteindre spécifiquement deux objectifs:

i) veiller à la sécurité du Président de la République et sa famille;

ii) veiller à la sécurité des Palais et Résidences et assurer le service des honneurs à rendre au Président de la République.

Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Veiller à la sécurité du Président de la République, de sa famille, des palais et résidences

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage des missions réalisées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activité.					
Précision Méthodologique : (nombre de missions realisées / nombre de missions programmées) x 100.					
1.2 Taux d'exécution des activités de renforcement de capacités	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports de mission					
Précision Méthodologique : (nombre de formations organisées / nombre de formations programmées) x100.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	458 886	465 746	504 256	553 307
Investissement	240 000	190 000	201 620	212 507
Total :	**698 886**	**655 746**	**705 876**	**765 814**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Sécurisation de l'institution Président de la République	698 886	655 746	705 876	765 814
Total :	**698 886**	**655 746**	**705 876**	**765 814**

Action 01 Sécurisation de l'institution Président de la République

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	458 886	465 746	504 256	553 307
Investissement	240 000	190 000	201 620	212 507
Total	**698 886**	**655 746**	**705 876**	**765 814**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Assurer la défense et la sécurité du Président de la République	427 746
1.1.2	Réaliser le projet de réhabilitation de l'ancien bâtiment du SGG au profit de l'EMP	190 000
1.2.1	Renforcer les capacités	38 000
Total		**655 746**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
1.001	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION /AMENAGEMENT BUREAUX & VILLAS KOULO		332 500	300 000	332 500	302 430	318 761
REHABILITATION CAMP 3 GARDE PRESIDENTIELLE		95 000	150 000	95 000	151 215	160 620
Total :		**427 500**	**450 000**	**427 500**	**453 645**	**479 381**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.001	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION ANCIEN SECRETARIAT GENERAL GOUVERNEI		190 000	200 000	190 000	201 620	212 507
Total :		**190 000**	**200 000**	**190 000**	**201 620**	**212 507**

SECTION :130 PRIMATURE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

La Primature est chargée de l'élaboration de la Déclaration de Politique Générale (DPG) du Gouvernement. Plus spécifiquement, elle a pour mission de :

- déterminer et conduire la politique de la nation ;
- diriger et coordonner l'action gouvernementale ;
- contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de l'Etat ;
- élaborer les éléments de la politique nationale en matière d'archives et assurer la coordination, le contrôle et la mise en oeuvre de cette politique ;
- développer les ressources humaines au sein de l'Administration publique;
- défendre les intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des organismes personnalisés.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans l'accomplissement de sa mission, la Primature fait face à certaines contraintes et se propose de relever les défis qui en découlent.

I.2.1 Contraintes

Les contraintes majeures auxquelles la Primature fait face sont :

- la tendance baissière du Budget face à un accroissement des besoins ;
- la mobilité des agents ;
- l'insuffisance des effectifs au niveau du CGSP, du SGG, de la DGCE, de la DNAM et de l'ENA ;
- la faible appropriation par les gestionnaires du contrôle interne comme outil de gestion.

I.2.2 Défis

Quant aux principaux défis à relever, ils concernent :

- la sécurisation de la Cité administrative ;
- la stabilisation du Mali ;
- la dématérialisation de la gestion du courrier des services de la Primature ;
- la numérisation des Archives du Mali ;
- le passage d'une logique de vérification centrée sur la régularité à une logique de vérification centrée sur la performance au regard du nouveau contexte marqué par la mise en oeuvre de la gestion axée sur les résultats et l'entrée en vigueur de l'approche de gestion budgétaire par programme ;
- l'opérationnalisation de la gestion budgétaire par programme par une forte implication des responsables de programme (RPROG), des responsables du budget opérationnel de programme (RBOP) et des responsables des unités operationnelles de programme (RUOP) ;
- le renforcement des capacités des gestionnaires en contrôle interne.

I.3 La politique sectorielle

La DPG et le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) constituent le socle de l'action gouvernementale dont les actions phares sont déclinées ainsi qu'il suit :

- mise en place d'institutions fortes et crédibles ;
- restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national ;
- mise en oeuvre d'une politique active de réconciliation nationale ;
- reconstruction de l'école malienne ;
- construction d'une économie émergente ;
- mise en oeuvre d'une politique active de développement social.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux d'exécution du programme de Travail Gouvernemental (PTG)	%	85,61	59,77	68,65	65,36
2	Taux d'adoption des textes législatifs et règlementaires	%	181,11	208,83	195,58	229,80
3	Nombre de textes legislatifs et règlementaires numerisés et publiés dans la base documentaire structurée	Nombre	549	500	500	1509
4	Taux de proprété des bâtiments et espaces communs	%	-	-	-	100
5	Fiabilité et fonctionnalité des équipements	%	-	-	-	90
6	Taux d'exécution du programme d'activités annuel (mission de vérification)	%	65	74	90	94
7	Taux de traitement des archives collectées	%	5	68	70	80
8	Nombre d'articles communiqués aux usagers	Nombre	981	1334	645	893
9	Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	-	-	100	-
10	Pourcentage de procès gagnés	%	56,47	51,30	53,20	58,70
11	Pourcentage des recouvrements issus des décisions de justice favorable à l'Etat	%	45	0	0	0
12	Taux de réalisation des nouveaux plans d'action des politiques nationales GAR et de Transparence	%	-	-	-	-
13	Taux de réalisation des mesures de participation des citoyens au controle de l'action administrative et à l'évaluation des services rendus	%	-	-	-	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	5 951 043	6 026 321	6 689 792	7 084 896
Administration générale et contrôle	6 348 017	3 542 547	3 338 060	3 593 414
Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	504 688	495 750	516 164	566 114
Total :	**12 803 748**	**10 064 618**	**10 544 016**	**11 244 424**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 753 950	1 455 649	1 565 986	1 744 116
Biens et services	5 594 814	5 692 725	6 033 483	6 339 034
Transferts et subventions	1 486 867	2 156 244	2 099 588	2 255 960
Investissement	3 968 117	760 000	844 959	905 314
Total :	**12 803 748**	**10 064 618**	**10 544 016**	**11 244 424**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale

Responsable de programme : Le Directeur de Cabinet adjoint du Premier ministre

a) Présentation stratégique

Le programme 1.003 a été élaboré dans le cadre de la consolidation des acquis du CREDD 2016-2018 et vise l'amélioration de la mise en oeuvre de l'action gouvernementale à travers, notamment :

- l'élaboration et l'évaluation du PAG ;
- la coordination, le suivi et l'évaluation de l'action gouvernementale ;
- l'information du citoyen sur l'action gouvernementale.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs

Le cadre de performance du programme 1.003 s'articule autour de deux (2) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la mise en oeuvre de l'action gouvernementale.

A ces objectifs sont associés des indicateurs de performance dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter les efforts à fournir à court et moyen termes. Ainsi, les objectifs et les indicateurs qui leur sont associés sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Conduire et coordonner la mise en oeuvre de l'action gouvernementale					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux d'exécution du Programme de Travail Gouvernemental (PTG)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'évaluation du PTG					
Précision Méthodologique : (nombre de dossiers traités / nombre de dossiers inscrits au PTG) x100.					
1.2 Taux d'adoption des textes législatifs et réglementaires	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités et d'évaluation					
Précision Méthodologique : (nombre de projets de textes législatifs et règlementaires adoptés en Conseil des Ministres / nombre prévus dans le PTG) x100.					
1.3 Nombre de textes législatifs et règlementaires numérisés et publiés dans la base documentaire structurée	Nombre	500	1000	1000	1000
Moyen de Vérification : rapport d'activités et base de données					
Précision Méthodologique : décompte du nombre de textes législatifs et règlementaires publiés dans la base documentaire structurée.					
1.4 Nombre de rapports émanant des services de défense et de sécurité analysés	Nombre	443	443	452	452
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : décompte du nombre de rapports analysés.					
1.5 Taux de mise en oeuvre des consignes de sécurité élaborées avec les Hauts fonctionnaires de la Défense	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de consignes élaborées et exécutées / nombre de consignes à élaborer) x 100.					

Objectif 2: Entretenir les bâtiments, les équipements et espaces verts, suivre et contrôler la consommation d'eau, d'électricité et téléphone, maintenir le RMS

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de propreté des bâtiments et espaces communs	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités du SGCA					
Précision Méthodologique : renseignement des fiches d'appréciation auprès des travailleurs et collecte des informations.					
2.2 Taux de fiabilité et fonctionnalité des équipements	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités du SGCA					
Précision Méthodologique : sondage auprès des travailleurs et usagers de la Cité administrative sur la fiabilité et la fonctionnalité des équipements					
2.3 Taux de fiabilité et fonctionnalité du RMS	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités du SGCA					
Précision Méthodologique : sondages auprès des responsables de système informatique des départements logés dans la Cité administrative sur la fonctionnalité du réseau.					

Objectif 3: Contribuer à la préservation de la paix et au développement dans les Régions de Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudénit et Ménaka

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Nombre de concertations régionales et interrégionales sur les thématiques de la paix et du développement organisées et/ou appuyées	Nombre	-	2	2	2
Moyen de Vérification : procès-verbaux et comptes rendus					
Précision Méthodologique : dénombrement.					
3.2 Nombre de jeunes réinsérés	Nombre	-	300	300	300
Moyen de Vérification : conventions de financement et procès-verbaux					
Précision Méthodologique : dénombrement.					
3.3 Nombre d'infrastructures socio-économiques réalisées et /ou réhabilitées	Nombre	-	3	3	3
Moyen de Vérification : rapport de passation des marchés, marchés/contrats, procès-verbaux de réceptions					
Précision Méthodologique : dénombrement.					
3.4 Nombre de rapports de suivi des projets et programmes	Nombre	-	4	4	4
Moyen de Vérification : rapports de suivi, missions de terrain					
Précision Méthodologique : dénombrement.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 010 994	1 010 994	1 091 712	1 219 114
Biens et services	3 393 725	3 681 292	4 155 289	4 289 986
Transferts et subventions	475 000	1 239 035	1 341 981	1 469 543
Investissement	1 071 324	95 000	100 810	106 253
Total :	**5 951 043**	**6 026 321**	**6 689 792**	**7 084 896**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Pilotage de l'action gouvernementale	3 459 095	2 899 286	3 302 048	3 503 513
Coordination Administrative	2 491 948	2 428 000	2 517 438	2 616 532
Renforcement des actions de développement dans les régions du nord		699 035	870 306	964 851
Total :	**5 951 043**	**6 026 321**	**6 689 792**	**7 084 896**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	54	52	53	54
CATEGORIE B1	23	26	26	26
CATEGORIE B2	18	22	22	22
CATEGORIE C	9	8	8	8
CONTRACTUEL	124	203	207	211
Total :	**228**	**311**	**316**	**321**

Action 01 Pilotage de l'action gouvernementale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	994 975	994 975	1 074 572	1 199 974
Biens et services	1 789 120	1 364 311	1 755 801	1 798 847
Transferts et subventions	475 000	540 000	471 675	504 692
Investissement	200 000			
Total	**3 459 095**	**2 899 286**	**3 302 048**	**3 503 513**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Evaluation du Programme de Travail du Gouvernement au titre du 2ème semestre 2018	162 450
1.1.2	Elaboration et mise en oeuvre du Programme de Travail du Gouvernement au titre de l'année 2019	187 330
1.1.3	Evaluation du Programme de Travail du Gouvernement au titre du 1er semestre 2018	171 440
1.1.4	Organisation des réunions de coordination du Premier ministre (Conseil de Cabinet).	65 550
1.1.5	Rémunération du Personnel pour le pilotage de l'Action gouvernementale	994 975
1.1.6	Appui (Unité PPP)	400 000
1.1.7	Appui (CNAP)	140 000
1.1.8	Prise en charge des dépenses de souveraineté	518 094
1.1.9	Prise en charge des dépenses d'alimentation des éléments assurant la sécurité du Premier ministre	20 978
1.1.10	Accueil et réception des hôtes et invités de marque du Cabinet du Premier ministre	72 239
1.1.14	Elaboration et mise en oeuvre du PTG au titre de l'année 2019	3 800
1.1.15	Coordination du travail gouvernemental au titre du 1er semestre 2019	3 800
1.2.1	Tenue des sessions du Conseil des Ministres	14 460
1.2.2	Tenue de réunions du Comité de Coordination des Secrétaires généraux des Département ministériels	1 900
1.2.3	Tenue de réunions interministérielles	5 991
1.2.4	Publication et diffusion des numéros du Journal officiel	9 500
1.2.5	Diffusion régulière des communiqués du Conseil des Ministres	9 500
1.2.6	Suivi de la procédure législative	11 970
1.2.7	Organisation de la consultation des institutions	9 878
1.2.8	Coordination du travail gouvernemental au titre du 2ème semestre 2019	3 420
1.2.9	Organisation des réunions de coordination du Premier ministre (Conseil de Cabinet)	950
1.3.1	Constitution d'une base de données documentaire, numérisée et classée de textes législatifs et des numéros du Journal officiel	10 092
1.3.2	Numérisation et classement des archives du Secrétariat Général du Gouvernement	1 900
1.3.3	Suivi et coordination des activités des services rattachés au Secrétariat Général du Gouvernement	7 600
1.3.4	Mise en jour et exploitation du logiciel de gestion électronique interconnecté et sécurisé du courrier	1 900
1.3.5	Etude et formulation d'avis juridiques sur l'élaboration des textes législatifs et règlementaires	1 900
1.4.1	Analyse de rapports et émission d'avis	740
1.5.1	Elaboration et supervision de la mise en oeuvre des consignes de sécurité	950
1.5.2	Amélioration des conditions de rentabilité du Cabinet de Défense sur le lieu du travail	31 390
1.5.3	Déplacement et alimentation des troupes d'honneur à l'occasion des visites des homologues du Premier ministre	2 850
1.5.4	Organisation de simulation sur la sécurité de la CITAD (2 fois par an)	1 672
1.5.5	Prise en charge des dépenses d'alimentation des éléments assurant la sécurité de la Cité administrative	25 840
1.5.6	Organisation des séminaires avec les Hauts Fonctionnaires de la Défense ou d'autres cadres des Forces de Défense, de Sécurité et Civils	950
1.5.7	Renouvellement et renforcement des équipements spécifiques individuels et collectifs de sécurité	3 277
Total		**2 899 286**

Action 02 Coordination Administrative

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	16 019	16 019	17 140	19 140
Biens et services	1 604 605	2 316 981	2 399 488	2 491 139
Investissement	871 324	95 000	100 810	106 253
Total	**2 491 948**	**2 428 000**	**2 517 438**	**2 616 532**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.11	Rémunération du personnel pour la Coordination administrative	16 019
1.1.12	Prise en charge des dépenses d'alimentation de l'Intendance des palais	21 033
1.1.13	Mise en oeuvre du PTG au titre de l'année 2019	47 505
1.3.6	Modernisation du SGG (renforcement des capacités)	95 000
2.1.1	Entretien des bâtiments (nettoyage, travaux d'électricité, de plomberie, de balayage, de ramassage, d'évacuation des ordures, d'entretien des espaces verts, de gardiennage, de génie civil et de la peinture)	385 662
2.1.2	Tenue des réunions du comité de gestion pour l'adaptation de la fiche d'appréciation du prestataire, distribution auprès des points focaux de ladite fiche pour renseignement sur les prestations effectuées	18 924
2.1.3	Collecte et traitement des données de la fiche d'appréciation du prestataire pour la délivrance d'attestation de service fait par le SGCA	6 308
2.2.1	Entretien, maintenance, réparation des bâtiments et des équipements	472 241
2.2.2	Organisation des sondages en relation avec les points focaux	6 308
2.2.3	Paiement des factures d'eau, d'électricité et de communication de tous les départements ministériels logés à la Cité Administrative	1 359 000
Total		**2 428 000**

Action 03 Renforcement des actions de développement dans les régions du nord

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		699 035	870 306	964 851
Total		**699 035**	**870 306**	**964 851**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel	226 264
3.1.2	Participation au fonctionnement normal du service	142 181
3.1.3	Organisation des cadres de concertation et ou appuis aux autorités régionales et Collectivités territoriales dans le cadre des initiatives d'amélioration de la gouvernance locale	80 000
3.2.1	Appui au financement de projets de réinsertion socio-économique de jeunes non combattants dans les régions affectées par la crise	161 147
3.3.1	Exécution des travaux d'urgence de réalisation et/ ou réhabilitation d'infrastructures socio-économiques de base dans les régions du Nord	50 000
3.4.1	Elaboration de rapports de suivi de l'exécution des projets /programmes dans les régions du Nord	39 443
Total		**699 035**

Le Programme : 1.004 Administration générale et contrôle

Responsable de programme : Le Directeur administratif et financier

a) Présentation stratégique

Le programme 1.004 vise à formuler les grandes lignes de l'action gouvernementale, gérer de manière efficiente les ressources, améliorer la gouvernance et la qualité des services rendus par l'administration.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs

Le cadre de performance de ce programme est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques que sont :

- assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financières et matérielles ;
- améliorer la gouvernance économique et financière des services, organismes publics et Collectivités territoriales. ;
- assurer la collecte, la centralisation, la conservation et la communication des documents d'archives du Mali ;
- Assurer les missions de formation, d'études et de recherche de l'ENA.

Le détail de ces objectifs, assortis d'indicateurs de performance, se présente comme suit :

Objectif 1: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, financière et matérielle

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : comptes administratifs					
Précision Méthodologique : (crédits engagés / crédits ouverts) x 100.					
1.2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : nombre de marchés programmés / nombre de marchés passés x 100.					
1.3 Taux de satisfaction du cadre organique	%	100	80	85	90
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : nombre de postes pourvus / nombre de postes prévus dans le cadre organique x 100.					

Objectif 2: Assurer la collecte, la centralisation, la conservation et la communication des documents d'archives du Mali

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Nombre d'articles collectés et transférés	nombre	100	5000	7000	8000
Moyen de Vérification : rapport d'activités.					
Précision Méthodologique : nombre d'articles collectés et transférés / nombre d'articles prévus x 100.					
2.2 Taux de traitement des archives collectées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activité					
Précision Méthodologique : nombre d'archives traités / nombre d'archives collectées x 100.					
2.3 Nombre d'articles communiqués aux usagers	nombre	220	850	900	950
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : nombre d'articles communiqués / nombre d'articles à communiquer x 100.					
2.4 Nombre d'activités de promotion des archives	nombre	-	3	4	6
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : nombre d'activités réalisées / nombre d'activités programmées x 100.					

Objectif 3: Assurer les missions de formation, d'études et de recherche

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de réussite aux évaluations de fin de formation initiale	%	6000	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activité de l'ENA					
Précision Méthodologique : nombre d'élèves fonctionnaires en formation initiale admis / nombre d'élèves fonctionnaires en formation initiale x 100.					
3.2 Taux de réalisation des programmes de formation continue	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activité de l'ENA					
Précision Méthodologique : nombre de programmes de formation continue organisés / nombre de programmes planifiés x 100.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	624 700	325 655	348 450	389 113
Biens et services	2 046 157	1 834 683	1 709 510	1 864 648
Transferts et subventions	991 867	907 209	737 571	762 374
Investissement	2 685 293	475 000	542 529	577 279
Total :	**6 348 017**	**3 542 547**	**3 338 060**	**3 593 414**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Régulation et renforcement de la gouvernance	3 379 669	675 991	447 069	451 538
Coordination Administrative et financière	2 968 348	2 866 556	2 890 991	3 141 876
Total :	**6 348 017**	**3 542 547**	**3 338 060**	**3 593 414**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	136	26	26	26
CATEGORIE B1	11	10	10	10
CATEGORIE B2	28	21	21	21
CATEGORIE C	3	1	1	1
CONTRACTUEL	59	47	47	47
Total :	**237**	**105**	**105**	**105**

Action 01 Régulation et renforcement de la gouvernance

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	299 045			
Biens et services	270 690			
Transferts et subventions	699 317	675 991	447 069	451 538
Investissement	2 110 617			
Total	**3 379 669**	**675 991**	**447 069**	**451 538**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Rémunération personnel EPA	372 000
3.2.1	Subvention aux organismes publics EPA	271 305
3.2.2	Electricité, eau et téléphone EPA	32 686
Total		**675 991**

Action 02 Coordination Administrative et financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	325 655	325 655	348 450	389 113
Biens et services	1 775 467	1 834 683	1 709 510	1 864 648
Transferts et subventions	292 550	231 218	290 502	310 836
Investissement	574 676	475 000	542 529	577 279
Total	**2 968 348**	**2 866 556**	**2 890 991**	**3 141 876**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Exécution du Budget 2019	21 850
1.1.2	Elaboration de l'avant-projet de budget 2020	4 750
1.1.3	Production de situations périodiques 2019 et du compte Administratif 2018	950
1.1.4	Tenue de l'atelier de la revue du calendrier harmonisé des projets/programme de la Primature	4 750
1.1.5	Construction et équipement de la DAF de la Primature	190 000
1.1.6	Rémunération du personnel	325 655
1.1.7	Appui au CLCCDF (subvention)	53 618
1.1.8	Appui (Commissariat Réforme Secteur Sécurité)	177 600
1.1.9	Location de bâtiments administratifs baillés	192 000
1.2.1	Exécution du plan de passation des marchés 2019	4 275
1.2.2	Acquisition de biens et services destinés aux services de la Primature	1 772 873
1.2.3	Elaboration du plan de passation des marchés 2020	2 850
1.2.5	Réalisation d'un système de sécurité incendie et de vidéo surveillance à la DNAM	47 500
1.3.1	Actualisation du fichier du personnel	950
1.3.2	Mise à disposition du personnel	950
1.3.3	Formation du personnel	9 500
1.3.4	Mise à jour du fichier du Personnel	2 279
2.1.1	Identification des fonds d'archives historiques	25 134
2.1.2	Transfert des fonds d'archives historiques	5 535
2.3.1	Communication de documents d'archives	10 450
2.4.2	Formation en pré-archivage des archivistes des Ministères, Régions, Cercles et Communes	2 993
2.4.3	Célébration de la journée internationale des Archives du Mali le 9 juin	2 375
2.4.5	Participation du Mali aux Conférences internationales des Archives	7 722
Total		**2 866 558**

Le Programme : 2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés

Responsable de programme : Le Directeur général du contentieux

a) Présentation stratégique

Le programme 2.002 s'occupe de l'élaboration des éléments de la politique nationale en matière de prévention et de gestion des affaires contentieuses intéressant l'État et ses démembrements. Cette mission se traduit par la représentation, la défense des intérêts de l'État devant les juridictions et le recouvrement des montants dus à l'État.

b) Présentation détaillée de l'objectif et des indicateurs

le cadre de performance de ce programme est bâti autour d'un objectif unique : "assurer la défense des intérêts de l'État, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés dans la gestion des affaires précontentieuses et contentieuses les intéressant".

Le détail de cet objectif, assorti d'indicateurs de performance, se présente comme suit :

Objectif 1: Assurer la défense des interêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés dans la gestion des affaires précontentieuses et contentieuses les intéressant					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Pourcentage de procès gagnés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités de la Direction générale du Contentieux de l'Etat (DGCE)
Précision Méthodologique : (nombre de procès gagnés / nombre de décisions rendues interéssant l'Etat et ses demembrements) x 100.

1.2 Pourcentage des recouvrements à la suite des décisions de justice favorable à l'Etat	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités de la DGCE
Précision Méthodologique : (montant recouvré / montant à recouvrer) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	118 256	119 000	125 824	135 889
Biens et services	154 932	176 750	168 684	184 400
Transferts et subventions	20 000	10 000	20 036	24 043
Investissement	211 500	190 000	201 620	221 782
Total :	**504 688**	**495 750**	**516 164**	**566 114**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Protection de l'intérêt public	504 688	495 750	516 164	566 114
Total :	**504 688**	**495 750**	**516 164**	**566 114**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	16	8	8	8
CATEGORIE B1	6	2	2	2
CATEGORIE B2	4			
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	9	8	8	8
Total :	**38**	**21**	**21**	**21**

Action 01 Protection de l'intérêt public

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	118 256	119 000	125 824	135 889
Biens et services	154 932	176 750	168 684	184 400
Transferts et subventions	20 000	10 000	20 036	24 043
Investissement	211 500	190 000	201 620	221 782
Total	**504 688**	**495 750**	**516 164**	**566 114**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Défense des interêts de l'Etat et de ses demembrements	153 950
1.1.3	Dotation de la DGCE en matériels roulants (véhicules et motos)	3 800
1.1.4	Construction et équipement de la DGCE	190 000
1.1.5	Rémunération personnel	119 000
1.1.6	Appui PAGAM/PREM	10 000
1.2.1	Suivi des décisions de justice favorables à l'Etat	5 700
1.2.2	Exécution des décisions de justice favorables à l'Etat	13 300
Total		**495 750**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
1.003	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
MODERNISATION SGG		95 000	100 000	95 000	100 810	106 253
Total :		**95 000**	**100 000**	**95 000**	**100 810**	**106 253**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
1.004	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION / AMENAGEMENT DAF PRIMATURE		190 000	200 000	190 000	201 620	212 507
Total :		**190 000**	**200 000**	**190 000**	**201 620**	**212 507**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.002	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION EQUIP. DIRECTION GLE CONTENTIEUX ETAT		190 000	200 000	190 000	201 620	221 782
Total :		**190 000**	**200 000**	**190 000**	**201 620**	**221 782**

SECTION :131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Créée par la loi n° 00-058 du 30 Août 2000 portant loi électorale, remplacée par la loi n° 02-007 du 12 février 2002 modifiée par la loi n° 04-012 du 30 janvier 2004 puis la loi n° 06-044 du 04 septembre 2006, la loi N° 2016-048 du 17 octobre 2016 et la loi n° 2018-014 du 23 AVRIL 2018, la DGE est chargée de l'élaboration et la gestion du fichier électoral biométrique et la gestion du financement public des partis politiques.

I.2 Les contraintes et les défis

Les contraintes et défis majeurs de la DGE sont ci-dessous présentés.

I.2.1 Contraintes

Les contraintes majeures auxquelles la DGA fait face sont :

- le retard constaté dans la mise en place des crédits électoraux ;
- le vieillissement du parc informatique servant à la saisie et à l'impression des documents électoraux ;
- le parc auto vieillissant rendant difficile les missions des agents et des techniciens d'appui dans les Régions et Communes.
- le manque d'infrastructures adequates pour la saisie et l' impression des documents electoraux .

I.2.2 Défis

Quant aux principaux défis à relever, ils concernent :

- la mise à disposition d'un fichier électoral actualisée et fiable ;
- l'exécution des tâches assignées à la DGE dans les délais légaux.

I.3 La politique sectorielle

La politique de la Délégation Générale aux Elections est orientée vers les objectifs spécifiques suivants :

- actualiser le fichier électoral biométrique de manière à disposer d'un fichier fiable accepté par tous les acteurs ;
- assurer la répartition de l'aide publique aux partis politiques ;
- renforcer les capacités de la DGE en ressources humaines, financières et matérielles.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Indice de démocratie (source : htpps://atlasocio.com/classements/politique/democratie/classement-etats-par-indice-de-democratie-afrique.php)	score	-	-	5,70	5,64

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Participation à la gestion des élections	584 019	503 062	581 036	634 748
Total :	**584 019**	**503 062**	**581 036**	**634 748**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	66 816	66 816	71 493	79 836
Biens et services	472 084	421 883	493 669	537 927
Investissement	45 119	14 363	15 874	16 985
Total :	**584 019**	**503 062**	**581 036**	**634 748**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.003 Participation à la gestion des élections

Responsable de programme : le Délégué général aux élections.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme vise à assurer (i) la disponibilité permanente du fichier électoral aux fins de la tenue régulière d'élections crédibles, transparentes et apaisées et, (ii) la gestion du financement public des partis politiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bâti autour de trois objectifs spécifiques : (i) actualiser le fichier électoral ; (ii) assurer la répartition de l'aide publique aux partis politiques ; (iii) renforcer les capacités de la DGE en ressources humaines, financières et matérielles.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter les efforts à fournir à court et moyen termes. Le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Actualiser le fichier électoral biométrique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Disponibilité des listes electorales actualiséés	-	Dispo	disponible	disponible	disponible

Moyen de Vérification : Fiches de remise des listes électorales au MATD
Précision Méthodologique : Consultation du rapport de remise.

1.2 Taux de traitement des tableaux rectificatifs	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité.
Précision Méthodologique : (Nombre de tableaux traités / nombre de tableaux reçus) x 100.

Objectif 2: Assurer la répartition de l'aide publique aux partis politiques

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de traitement des dossiers des partis politiques	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités
Précision Méthodologique : (Nombre de demande de financement traité / Nombre de demandes reçues)*100

2.2 Pourcentage des partis politiques éligibles au financement public	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité, décret de répartition de l'aide financière.
Précision Méthodologique : (Nombre de dossiers éligibles / nombre de dossiers déposés) x 100.

Objectif 3: Renforcer les capacités de la Délégation générale aux élections

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de réalisation du plan de formation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activité.
Précision Méthodologique : (nombre de formations realisées / nombre de formations prévues) x 100.

3.2 Taux d'execution du plan de passation des marchés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités ,PV de reception des marchés
Précision Méthodologique : (Nombre de marchés passés / Nombre de marchés prévus)*100

3.3 Taux d'execution du Budget	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités , comptes administratifs
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés / Crédits notifiés) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	66 816	66 816	71 493	79 836
Biens et services	472 084	421 883	493 669	537 927
Investissement	45 119	14 363	15 874	16 985
Total :	**584 019**	**503 062**	**581 036**	**634 748**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Délégation générale aux élections	584 019	503 062	581 036	634 748
Total :	**584 019**	**503 062**	**581 036**	**634 748**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	7	7	7	7
CATEGORIE B2	1	1	1	1
CATEGORIE C	5	6	6	6
CONTRACTUEL	9	8	8	8
Total :	**22**	**22**	**22**	**22**

Action 01 Délégation générale aux élections

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	66 816	66 816	71 493	79 836
Biens et services	472 084	421 883	493 669	537 927
Investissement	45 119	14 363	15 874	16 985
Total	**584 019**	**503 062**	**581 036**	**634 748**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement de salaires accéssoires de salaires	66 816
1.2.1	Révision annuel des listes electorales	228 000
3.3.1	Participation au fonctionnement de la DGE	208 246
Total		**503 062**

SECTION :140 COUR CONSTITUTIONNELLE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Aux termes de la Constitution, la Cour constitutionnelle a pour mission de :

- contrôler la conformité à la Constitution des lois et des règlements intérieurs de certaines institutions ;
- contrôler tous les actes de l'élection du Président de la République et des élections législatives ;
- donner son avis sur la question à poser à l'occasion d'un référendum ;
- donner son avis sur la mise en oeuvre des pouvoirs exceptionnels du Président de la République ;
- garantir les droits fondamentaux de la personne humaine et les libertés publiques ;
- réguler le fonctionnement des institutions et l'activité des pouvoirs publics ;
- constater l'empêchement définitif du Président de la République et déclarer la vacance de la Présidence de la République.

I.2 Les contraintes et les défis

Les principales contraintes que rencontre l'Institution et les défis qu'elle se propose de relever sont ci-dessous présentés.

I.2.1 Contraintes

Les contraintes majeurs rencontrées par la Cour dans l'exercice de sa mission sont :

- la faible 'autonomie de gestion : l'autonomie de gestion de la Cour constitutionnelle est consacrée par les dispositions de l'article 15 de la loi n°97-010 du 11 février 1997 modifiée par la loi n°02-011 du 5 mars 2002 portant loi organique déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Cour constitutionnelle ainsi que la procédure suivie devant elle aux termes desquelles « la Cour constitutionnelle jouit de l'autonomie de gestion. Le Président de la Cour est l'ordonnateur de son budget, lequel est inscrit au Budget général d'Etat » ;
- le caractère non opérationnel du contrôle de conventionalité : la compétence de la Cour constitutionnelle en matière de contrôle de conventionalité ressort à l'article 90 de la Constitution ;
- l'insuffisance des moyens financiers : la Cour constitutionnelle manque de moyens pour l'organisation ou la participation à des colloques internationaux.

I.2.2 Défis

Les principaux défis que la Cour constitutionnelle se doit de relever sont :

- parvenir à un traitement électronique, par les membres de l'Institution, des résultats issus des élections ;
- administrer la matière constitutionnelle afin de veiller à la suprématie de la Constitution.

I.3 La politique sectorielle

La mission de la Cour constitutionnelle ne s'inscrit pas dans une politique sectorielle.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Indice de démocratie (source : https://atlasocio.com/classements/politique/démocratie/classement-etats-par-indice-de-democratie-afrique.php)	score	-	-	5,70	5,64

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme** En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	1 155 864	842 350	971 664	1 024 797
Total :	**1 155 864**	**842 350**	**971 664**	**1 024 797**

<u>Tableau 2</u> : Répartition des dépenses par nature économique

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	230 149	230 149	248 560	277 566
Biens et services	554 551	500 746	591 715	605 954
Transferts et subventions	43 700	33 212	43 263	46 983
Investissement	327 464	78 243	88 126	94 294
Total :	**1 155 864**	**842 350**	**971 664**	**1 024 797**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

Responsable de programme : Le Président de la Cour constitutionnelle.

a).Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à :

- veiller à la constitutionnalité des lois, des engagements internationaux, des règlements intérieurs des institutions de l'État ;
- assurer la régularité des élections présidentielle, législatives et des opérations de référendum dont la Cour proclame les résultats.

Sa mise en oeuvre est assurée à travers l'action «Protection du droit constitutionnel ».

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

le cadre de performance du programme est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la constitutionnalité des lois, des engagements internationaux et règlements intérieurs des institutions (ii) à la régularité des élections présidentielles, législatives et des opérations de référendum, (iii) au respect des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques, (iv) à la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter les efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Contrôler la constitutionnalité des lois, engagements internationaux et règlements intérieurs de certaines institutions

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Décisions de conformité et de non-conformité rendues	Nombre	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Répertoire des Arrêts.					
Précision Méthodologique : Dénombrement des décisions rendues.					
1.2 Décisions publiées	Nombre	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Rapports d'activités.					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					

Objectif 2: Assurer la régularité des élections présidentielle, législatives et des opérations référendaires

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Arrêts rendus en matière électorale et référendaire	Nombre	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Répertoire des Arrêts.					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					
2.2 Avis donnés	Nombre	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Repertoire des Arrêts.					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					

Objectif 3: Garantir le respect des droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés publiques					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Requêtes examinées sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine	Nombre	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Répertoire des Arrêts.					
Précision Méthodologique : dénombrement.					
3.2 Arrêts rendus sur le respect des droits fondamentaux de la personne humaine	Nombre	-	-	-	-
Moyen de Vérification : Repertoire des Arrêts.					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					

Objectif 4: Assurer la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux d'exécution des activités de formation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités.					
Précision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées / nombre de formations prévues) x 100					
4.2 Taux de satisfaction des besoins en matériels	%	90	90	90	90
Moyen de Vérification : Fiches d'expression des besoins.					
Précision Méthodologique : (Nombre de matériels acquis / nombre de matériels prévus) x 100.					
4.3 Taux d'exécution du budget	%	99	99	99	99
Moyen de Vérification : Compte administratif.					
Précision Méthodologique : (Montant liquidé / montant notifié) x 100.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	230 149	230 149	248 560	277 566
Biens et services	554 551	500 746	591 715	605 954
Transferts et subventions	43 700	33 212	43 263	46 983
Investissement	327 464	78 243	88 126	94 294
Total :	**1 155 864**	**842 350**	**971 664**	**1 024 797**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Protection du droit constitutionnel	1 155 864	842 350	971 664	1 024 797
Total :	**1 155 864**	**842 350**	**971 664**	**1 024 797**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	6	7	7	7
CATEGORIE B1	3	3	3	3
CATEGORIE B2	3	3	3	3
CATEGORIE C	4	4	4	4
CONTRACTUEL	33	32	33	34
Total :	**49**	**49**	**50**	**51**

Action 01 Protection du droit constitutionnel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	230 149	230 149	248 560	277 566
Biens et services	554 551	500 746	591 715	605 954
Transferts et subventions	43 700	33 212	43 263	46 983
Investissement	327 464	78 243	88 126	94 294
Total	**1 155 864**	**842 350**	**971 664**	**1 024 797**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Participation aux rencontres statutaires	49 400
1.1.2	Tenue des audiences de Constitutionnalité	2 000
1.2.1	Publication des décisions rendues sur la Constitutionnalité	1 900
2.1.1	Tenue des audiences de regularité	2 000
3.1.1	Tenue des audiences sur le respect des droits fondamentaux	2 000
3.2.1	Publication des Arrêts rendus	1 900
4.1.1	Formation des membres et du personnel d'appui de la Cour	30 913
4.2.1	Equipement et approvisionnement du service	49 755
4.3.1	Participation au fonctionnement du service	465 068
4.3.2	Traitement des salaires et accéssoires de salaire	230 149
4.3.3	Préparation du Budget (RAP, DPPD PAP)	4 000
4.3.4	Suivi de l'exécution du budget	3 266
Total		**842 350**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

La Cour suprême, plus haute juridiction des ordres judiciaire, administratif et des comptes du Mali, a pour mission d'assurer l'unité de la règle de droit par l'unicité de la jurisprudence. Elle est au creuset de l'exercice du pouvoir judiciaire et participe à l'ancrage de la démocratie.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette rubrique fait l'analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Elle porte aussi sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie de la Cour suprême.

I.2.1 Contraintes

De sa création à nos jours, la Cour suprême a connu de nombreuses contraintes qui sont d'ordre humain, matériel et financier.

Au plan structurel, si l'ancrage institutionnel a été pris en compte par les différentes constitutions, il n'en demeure pas moins que l'exercice du pouvoir judiciaire tant prôné par les textes se heurte à de nombreuses contraintes ne permettant pas le libre exercice de ce pouvoir.

Au plan des ressources humaines, les effectifs ont été en dessous des besoins. Le déficit concerne aussi bien le personnel magistrat que le personnel d'appui :

- le personnel magistrat présente deux caractéristiques : l'une liée aux compétences requises pour exercer à la Cour Suprême ; l'autre à l'inexistence de grille indiciaire réservée aux magistrats devant occuper les fonctions de Conseillers référendaires ou d'auditeurs ;
- pour le personnel d'appui, notamment, les greffiers et secrétaires des greffes et parquets, la contrainte réside dans leur très faible niveau à exercer à la cour suprême ;
- pour les autres catégories de personnel (fonctionnaires et contractuels), la principale contrainte réside dans l'insuffisance de personnel en informatique.

La Cour suprême est à la fois une juridiction, une institution et une administration.

Le personnel non magistrat a pour vocation de gérer les questions institutionnelles, administratives, financières et techniques (informatiques et de maintenance).

Les contraintes matérielles sont essentiellement liées à :

- l'insuffisance et la vétusté des moyens de locomotion ;
- l'insuffisance d'ouvrages et de codes.

La principale contrainte financière résulte de la faiblesse des allocations budgétaires pour l'ensemble des services de la Cour.

I.2.2 Défis

Au plan des Ressources Humaines :

- renforcer les effectifs des membres et du personnel de la Cour suprême par la nomination d'auditeurs, de Conseillers et de personnel en informatique ;
- renforcer les capacités des membres et du personnel à travers l'organisation d'ateliers de formation chaque trimestre avec l'appui des membres de la Cour de cassation française, du Conseil d'Etat, de la Cour des Comptes de France et de l'Institut national de Formation judiciaire.
- faire participer les membres de la Cour à des séminaires ou des colloques sous régionaux et internationaux.

Au plan matériel :

- doter chaque Magistrat, Greffier, Secrétaire de Greffe et Parquet, chaque Agent Comptable, chaque Secrétaire d'administration ou Attaché d'Administration, bref chaque bureau d'un ou plusieurs ordinateurs ;
- connecter chaque ordinateur au réseau intranet et internet ;
- doter tous les membres du Bureau de la Cour, tous les Présidents de chambre, le Gestionnaire et son adjoint, le régisseur, le chargé de Protocole, l'Attaché du Président et le Chef de Cabinet de Véhicules de fonction, de mission ou de liaison,

- doter tous les chauffeurs et plantons en engins à deux roues ;
- permettre à la Cour de s'équiper en ouvrages, Codes ;
- assurer la fonctionnalité effective du Service de Documentation et des Etudes, du Comité Scientifique et du service informatique.

Au plan financier

- augmenter les allocations budgétaires de tous les services et chapitres fonctionnels ;
- adopter le nouveau projet de texte relatif au traitement indiciaire ;

Les Défis au plan interne s'articulent autour des axes ci-après

- réduire le délai de traitement des dossiers au niveau des chambres ;
- élaborer obligatoirement les sommaires des arrêts ;
- publier mensuellement une trentaine d'arrêts ;
- améliorer la qualité des arrêts ;
- réaliser le programme annuel de vérification des Comptes en veillant à atteindre les objectifs à cent pour cent ;
- élaborer à terme échu tous les rapports prévus par la loi.

I.3 La politique sectorielle

La Cour suprême participe à l'ancrage de la démocratie dans notre pays et assure une mission d'harmonisation et de cohérence de la jurisprudence des cours et tribunaux de la République du Mali. Elle veille à l'indépendance des juges, à la garantie des droits et libertés des citoyens ou des justiciables et contribue à l'épanouissement économique du pays.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Indice de démocratie (source : https://atlasocio.com/classements/politique/démocratie/classement-etats-par-indice-de-démocratie-afrique.php)	score	-	-	5,70	5,64

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Cour Suprême	2 413 500	2 211 097	2 522 955	2 715 027
Total :	**2 413 500**	**2 211 097**	**2 522 955**	**2 715 027**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	878 481	878 481	948 757	1 024 655
Biens et services	630 519	858 616	980 177	1 035 779
Transferts et subventions	170 000	80 000	170 306	204 367
Investissement	734 500	394 000	423 715	450 226
Total :	**2 413 500**	**2 211 097**	**2 522 955**	**2 715 027**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.005 Cour Suprême

Responsable du programme : Président de la Cour suprême.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'articule autour de l'exercice du pouvoir judiciaire et de la nécessité d'assurer l'unité de la règle de droit par l'unicité de la jurisprudence. La Cour Suprême garantit les libertés fondamentales définies par la constitution, veille à la régularité des actes administratifs et à la bonne gestion des deniers publics

Il est découpé en trois (3) actions, afin d'assurer sa mise en oeuvre :

- Action1 : Coordination administrative et financière
- Action 2: Jugement des comptes
- Action 3 : Pilotage et conduite de la stratégie juridictionnelle.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme de la Cour suprême est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) la durée moyenne de jugement d'un dossier après la mise en état (ii) à la régularité et à la transparence dans la gestion des finances publiques, (iii) à l'amélioration des performances de la Cour.

Objectif 1: Rendre des décisions dans des délais raisonnables

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Durée moyenne de jugement d'un dossier après la mise en état.	Jour	<=30	< = 30	< = 30	< = 30

Moyen de Vérification : Rapport annuel Greffe

Précision Méthodologique : Durée totale de traitement des dossiers (de la date de réception du dossier à la chambre à la date de jugement).

Objectif 2: Veiller à la régularité et à la transparence dans la gestion des finances publiques

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Délai de production du rapport sur l'exécution des Lois de Finances et sa déclaration générale de conformité	Date	31/12/2018	Rapp2017 31/01/2019	Rapp2018 31/12/2020	Rapp2019 31/12/2021

Moyen de Vérification : Rapport (Section des Comptes).

Précision Méthodologique : Date de transmission du rapport à l'Assemblée nationale.

2.2 Taux d'exécution des missions de vérification	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport (Section des Comptes)

Précision Méthodologique : (Nombre de missions de vérification réalisées sur pièces et sur place et de comptes de partis politiques / nombre de missions de vérification sur pièces et sur place et de comptes de partis politiques reçus) x 100

Objectif 3: Améliorer les performances de la Cour

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage de magistrats et personnel d'appui formés	%	85	90	90	90

Moyen de Vérification : Rapports d'activités du Secrétariat général

Précision Méthodologique : (Nombre de magistrats et de personnel d'appui formés/ nombre total de magistrats et de personnel d'appui) x 100

3.2 Pourcentage de dossiers traités	%	88	90	90	90

Moyen de Vérification : Rapport du Greffe

Précision Méthodologique : (Nombre de dossiers traités / nombre de dossiers reçus) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	878 481	878 481	948 757	1 024 655
Biens et services	630 519	858 616	980 177	1 035 779
Transferts et subventions	170 000	80 000	170 306	204 367
Investissement	734 500	394 000	423 715	450 226
Total :	**2 413 500**	**2 211 097**	**2 522 955**	**2 715 027**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination Administrative et financière	764 665	732 943	798 052	847 133
Jugement des comptes	890 693	757 120	914 466	997 593
Pilotage et conduite de la stratégie juridictionnelle	758 142	721 034	810 437	870 301
Total :	**2 413 500**	**2 211 097**	**2 522 955**	**2 715 027**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	13	12	12	12
CATEGORIE B1	11	12	12	12
CATEGORIE B2	19	21	21	21
CATEGORIE C	3	1	1	1
CONTRACTUEL	82	89	90	91
Total :	**128**	**135**	**136**	**137**

Action 01 Coordination Administrative et financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	88 962	88 962	96 078	103 764
Biens et services	375 503	632 281	683 914	724 046
Investissement	300 200	11 700	18 060	19 323
Total	**764 665**	**732 943**	**798 052**	**847 133**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Salaire et accessoires de salaires	88 962
1.1.2	Organisation des cessions de formation	66 500
1.1.3	Préparation et exécution du budget	292 199
1.1.4	Equiper les services	156 557
1.1.5	Organisation de la Rentrée Judiciaire	53 200
1.1.6	Diverses activités besoins des services (eau électricité, tél, connexions internet, services divers)	75 525
Total		**732 943**

Action 02 Jugement des comptes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	208 613	208 613	225 302	243 326
Biens et services	103 280	87 707	114 778	120 681
Transferts et subventions	170 000	80 000	170 306	204 367
Investissement	408 800	380 800	404 080	429 219
Total	**890 693**	**757 120**	**914 466**	**997 593**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Salaires et accessoires de salaires	208 613
2.1.2	Instruction des dossiers et tenue des audiences	10 904
2.1.3	Assistance au controle parlementaire (exécution de la loi des finances)	1 000
2.1.4	Diverses activités relatives au jugement, à la vérification et à l'assistance et autres services	86 459
2.1.5	Construction / Equipement de la Cour des Comptes	380 000
2.2.1	Réalisation des missions de vérification	70 144
Total		**757 120**

Action 03 Pilotage et conduite de la stratégie juridictionnelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	580 906	580 906	627 377	677 565
Biens et services	151 736	138 628	181 485	191 052
Investissement	25 500	1 500	1 575	1 684
Total	**758 142**	**721 034**	**810 437**	**870 301**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Participation aux réunions statutaires, séminaires et colloques	2 000
3.2.1	Salaires et accessoires de salaires	580 906
3.2.2	Mise en état, Instruction et jugement des dossiers	61 402
3.2.3	Activités relatives à la stratégie juridictionnelle et autres	76 726
Total		**721 034**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.005	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION EQUIP. SIEGE SECTION COMPTES (COUR COMPT		380 000	400 000	380 000	403 240	428 321
Total :		**380 000**	**400 000**	**380 000**	**403 240**	**428 321**

SECTION :155 HAUTE COUR DE JUSTICE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Au terme des articles 95 et 96 de la constitution de février 1992, la Haute Cour de Justice est compétente pour juger le Président de la République et les ministres mis en accusation devant elle par l'Assemblée nationale pour haute trahison ou pour des faits qualifiés de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions ainsi que leurs complices en cas de complots contre la sûreté de l'Etat.

I.2 Les contraintes et les défis

La Haute Cour de Justice rencontre deux contraintes majeures auxquelles elle fera face en relevant trois principaux défis.

I.2.1 Contraintes

Les principales contraintes sont :

- la lourdeur et la complexité de la procédure de mise en accusation du Président et des membres du Gouvernement (trois Institutions interviennent dans la procédure : l'Assemblée nationale pour la mise en accusation, la Cour suprême pour l'instruction et la Haute Cour de Justice pour le jugement) ;
- le caractère incomplet du cadre juridique régissant le fonctionnement de la Haute Cour de Justice et la procédure de jugement (la loi n'a pas donné de contenu à la haute trahison).

I.2.2 Défis

Les principaux défis sont :

- la lutte contre l'impunité à travers l'acceptation par tous "que nul n'est au dessus de la loi" et que la haute trahison de la part d'un Président de la République, la délinquance ou malversation financière dans l'exercice de leurs fonctions des ministres sont réprimées au Mali ;
- la relecture des textes ;
- le renforcement des capacités des juges parlementaires et du personnel.

I.3 La politique sectorielle

Les activités de la Haute Cour de Justice ne relèvent pas d'une politique sectorielle.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Indice de démocratie (source : https://atlasocio.com/classements/politique/democratie/classement-etats-par-indice-de-democratie-afrique.php)	score	-	-	5,70	5,64

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	951 421	897 670	968 242	1 129 061
Total :	**951 421**	**897 670**	**968 242**	**1 129 061**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	167 171	235 000	180 544	194 987
Biens et services	72 250	108 250	74 417	78 137
Transferts et subventions	712 000	554 420	713 281	855 937
Total :	**951 421**	**897 670**	**968 242**	**1 129 061**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices

Responsable du Programme : Secrétaire Général

a) Présentation Stratégique du programme :

Le programme vise à assurer l'Etat de droit, la lutte contre la corruption et l'impunité au sommet de l'Etat, la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance.

Pour ce faire il dispose d'une seule action : Haute Cour de Justice.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le programme unique de la Haute Cour de Justice est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques :

- l'instruction et la tenue des procès du Président de la République, des ministres et de leurs complices mis en accusation ;
- l'amélioration de la fonctionnalité de la Haute Cour de Justice.

Objectif 1: L'instruction et la tenue des procès du Président de la République, des ministres et de leurs complices mis en accusation.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de dossiers instruits		1	-	-	-
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités.					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					
1.2 Nombre d'arrêts rendus		-	-	-	-
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité.					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					

Objectif 2: L'amélioration de la fonctionnalité de la Haute Cour de Justice.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités opérationnelles de l'Institution	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité.					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités exécutées / Nombre d'activités programmées) X 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	167 171	235 000	180 544	194 987
Biens et services	72 250	108 250	74 417	78 137
Transferts et subventions	712 000	554 420	713 281	855 937
Total :	**951 421**	**897 670**	**968 242**	**1 129 061**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Haute Cour de Justice	951 421	897 670	968 242	1 129 061
Total :	**951 421**	**897 670**	**968 242**	**1 129 061**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	1	1	1	1
CONTRACTUEL	42	40	41	42
Total :	**43**	**41**	**42**	**43**

Action 01 Haute Cour de Justice

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	167 171	235 000	180 544	194 987
Biens et services	72 250	108 250	74 417	78 137
Transferts et subventions	712 000	554 420	713 281	855 937
Total	**951 421**	**897 670**	**968 242**	**1 129 061**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Acquisition de biens et services	342 670
2.1.2	Elaboration et mise en oeuvre du plan de formation	80 000
2.1.3	Mise en oeuvre du plan de communication	40 000
2.1.4	Traitement de salaires et accessoires de salaires	235 000
2.1.5	Organisation de rencontres d'échange	200 000
Total		**897 670**

SECTION :160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Conseil Economique Social et Culturel (CESC) a pour mission :

- de participer à toute commission d'intérêt national à caractère économique, social et culturel ;
- de collecter les attentes, besoins et problèmes de la société civile et rédiger, à l'attention des pouvoirs publics, un recueil annuel avec des orientations et des propositions ;
- d'étudier et donner son avis sur tout projet de loi de finances, de plan ou de programme économique, social et culturel ainsi que toute disposition législative à caractère fiscal, économique, social et culturel ;
- de suivre l'exécution des décisions du Gouvernement relatives à l'organisation économique, sociale et culturelle.

I.2 Les contraintes et les défis

Le projet de budget 2019 du Conseil Economique Social et Culturel a été élaboré dans l'esprit de la lettre circulaire N° 01009/MEF-SG du 13 mars 2018 relatives aux directives pour la preparation du projet de loi des finances 2019 et ses annexes.

I.2.1 Contraintes

Les contraintes auxquelles le CESC fait face sont d'ordre institutionnel, financier et humain.

a. Contraintes d'ordre institutionnel

Les principales contraintes institutionnelles sont :

- la désuétude des textes du CESC ;
- la faible saisine du CESC pour avis ;
- la faible prise en compte des avis et recommandations du CESC (peu de suites données) ;
- la faible représentativité dans les commissions d'intérêt national ;
- la courte durée des sessions du CESC (ordinaire 15 jours, extraordinaire 5 jours).

b. Contraintes d'ordre financier et humain

Les principales contraintes financières et humaines sont :

- la faiblesse notoire du budget du CESC ;
- le faible taux d'indemnité de sessions ;
- la non prise en compte dans le budget des membres du CESC non résidents à Bamako ;
- la non prise en compte dans le budget des programmes d'activités des commissions ;
- l'exigüité des locaux du CESC ;
- l'insuffisance des moyens logistiques ;
- la faible capacités des agents.

I.2.2 Défis

Les défis du Conseil Economique, Social et Culturel demeurent la recherche de solutions aux attentes, aux besoins et aux problèmes de la société civile à travers la publication du recueil annuel.

La recherche de voies et moyens d'une part pour l'élaboration d'un recueil beaucoup plus exploitable lisible et d'autre part d'en assurer le suivi constitue un autre défi pour le Conseil.

I.3 La politique sectorielle

Le CESC est l'une des huits (08) Institutions prévues par la constitution du 25 fevrier 1992 en son article 25. Il ambitionne de faire connaitre parfaitement au Président de la République, au Gouvernement et l'Assemblée nationale les problèmes prioritaires de la société civile afin d'y apporter des solutions idoines.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Niveau d'information des autorités sur les attentes, les besoins et les problèmes de la société civile exprimés dans le recueil	%	100	100	100	100
2	Degré d'opérationnalité du mécanisme de suivi de la mise en oeuvre du recueil	%	-	20	40	50

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	1 370 464	1 155 263	1 216 047	1 281 528
Total :	**1 370 464**	**1 155 263**	**1 216 047**	**1 281 528**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	284 201	311 383	306 937	342 756
Biens et services	703 763	681 828	700 385	714 922
Transferts et subventions	32 500	30 875	32 175	34 942
Investissement	350 000	131 177	176 550	188 908
Total :	**1 370 464**	**1 155 263**	**1 216 047**	**1 281 528**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques

Responsable de programme : Le Président du Conseil Economique, Social et Culturel.

a. Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à :

- renforcer les capacités d'action et d'analyse des représentants de la société civile en ce qui concerne leurs attentes, leurs besoins et leurs problèmes, d'une part et ;
- garantir la participation de ladite société civile à la réalisation des missions de conseil, d'orientation et de suivi des pouvoirs publics dans l'élaboration des lois, plans et programmes dans les domaines économique, social et culturel et dans l'exécution des programmes gouvernementaux dans ces domaines, d'autre part.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de quatre (4) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) la prise en compte des préoccupations de la société civile dans les politiques publiques (ii) au suivi de l'exécution des décisions du

Gouvernement relatives à l'organisation économique, sociale et culturelle, (iii) à la visibilité du CESC, (iv) au renforcement des capacités du CESC.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Favoriser la prise en compte des préoccupations de la société civile et des avis du CESC sur les propositions et projets de lois, les plans ou les programmes économiques, sociaux et culturels ainsi que toutes dispositions législatives à caractère fiscal, économique, social et culturel.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Niveau d'information des autorités sur les attentes, les besoins et les problèmes de la société civile exprimés dans le recueil	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Bordereaux d'envoi, comptes rendus d'audiences de remise du recueil.					
Précision Méthodologique : (Nombre d'Institution ayant reçu le recueil / nombre d'Institution devant le recevoir) x 100					
1.2 Degré d'opérationnalité du mécanisme de suivi de la mise en oeuvre du recueil	%	65	65	65	70
Moyen de Vérification : Compte rendu des reunions, rapport de mission de suivi du recueil, ordres de missions.					
Précision Méthodologique : (Nombre de séances de rencontre de suivi du recueil effctuées / nombre de séances de recontres de suivi du recueil prevues) x 100.					

Objectif 2: Assurer le suivi de l'exécution des décisions du gouvernement relatives à l'organisation économique, sociale et culturelle

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Niveau de suivi des décisions prises par le Gouvernement	%	70	60	65	70
Moyen de Vérification : Recueil annuel, rapports de mission, comptes rendus de séances de suivi.					
Précision Méthodologique : (Nombre de décisions suivies / nombre de décisions prises) x 100.					

Objectif 3: Assurer une meilleure visibilité du CESC					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de participation aux rencontres de concertation avec les institutions similaires	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel, rapports de mission.					
Précision Méthodologique : (Nombre de participation aux rencontres avec les institutions similaires / nombre de rencontres prévues) x 100					
3.3 Taux de mise en oeuvre du plan / programme de communication du CESC	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel, supports de communication					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activité de communication realisée / Nombre d'activité de communication prevue) x 100					

Objectif 4: Renforcer les capacités du CESC					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux d'agents formés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel, rapports de formation et de stage.					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agent formés / nombre d'agents prevus pour la formation) x 100					
4.2 Taux de satisfaction des besoins en matériels et équipements	%	70	70	75	80
Moyen de Vérification : Rapport annuel, document de comptabilité matière, document d'inventaire du materiel.					
Précision Méthodologique : (Nombre de materiel acquis / Nombre de materiel requis) x 100					
4.3 Production des documents financiers dans les délais	dates	dates requises	dates requises	dates requises	dates requises
Moyen de Vérification : Rapport annuel, compte administratif.					
Précision Méthodologique : Date de dépôt effective par rapport à la date de dépôt indiquée.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	284 201	311 383	306 937	342 756
Biens et services	703 763	681 828	700 385	714 922
Transferts et subventions	32 500	30 875	32 175	34 942
Investissement	350 000	131 177	176 550	188 908
Total :	**1 370 464**	**1 155 263**	**1 216 047**	**1 281 528**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Analyse des questions économiques, sociales et culturelles	1 370 464	1 155 263	1 216 047	1 281 528
Total :	**1 370 464**	**1 155 263**	**1 216 047**	**1 281 528**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	13	14	14	14
CATEGORIE B1	3	3	3	3
CATEGORIE B2	1	1	1	1
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	100	103	105	107
Total :	**118**	**122**	**124**	**126**

Action 01 Analyse des questions économiques, sociales et culturelles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	284 201	311 383	306 937	342 756
Biens et services	703 763	681 828	700 385	714 922
Transferts et subventions	32 500	30 875	32 175	34 942
Investissement	350 000	131 177	176 550	188 908
Total	**1 370 464**	**1 155 263**	**1 216 047**	**1 281 528**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation de missions de terrains pour suivre la mise en oeuvre des recommandations du recueil.	126 250
1.2.1	Tenues des réunions de coordination	650
1.2.2	Organisation des sessions (ordinaires et extraordinaires)	82 203
2.1.1	Appui aux organisations de la société civile (OSC)	1 030
3.1.1	Participation aux rencontres internationales	64 305
3.3.1	Elaboration et mise en oeuvre du plan de communication	9 975
4.1.1	Mise en oeuvre du plan de formation du personnel	9 500
4.1.2	Traitement des salaires et accessoires	311 383
4.2.1	Acquisition d'équipement pour les commissions	38 000
4.2.2	Divers activités du CESC (études, ...)	196 748
4.2.4	Participation au fonctionnement du CESC	315 219
Total		**1 155 263**

SECTION :170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Conformément à l'article 99 de la Constitution du 25 février 1992, le Haut Conseil des Collectivités a pour mission d'étudier et de donner un avis motivé sur toute politique de développement local et régional. Il peut faire des propositions au gouvernement sur toute question concernant la protection de l'Environnement et l'amélioration de la qualité de la vie des citoyens à l'intérieur des collectivités.

Conformément à l'Article 102 de la Constitution, les Conseillers nationaux assurent la représentation des collectivités territoriales de la République. Les Maliens de l'extérieur y sont représentés.

Conformément à la Loi N°04-006 du 24 avril 2001 modifiée portant loi organique fixant le nombre des conseillers nationaux, leurs indemnités, les conditions d'éligibilités et des incompatibilités, ainsi que les conditions de leur remplacement et de son règlement intérieur du 12 mai 2008, le Haut Conseil des Collectivités se réunit en deux (2) sessions ordinaires de trente (30) jours chacune par an. Il peut se réunir en session commune avec l'Assemblée Nationale. Il peut siéger en comité restreint avec l'Assemblée Nationale à la demande du Premier Ministre.

Le Président de l'Assemblée Nationale et le Président du Haut Conseil des Collectivités peuvent provoquer une session commune des Députés et des Conseillers Nationaux.

L'ordre du jour de cette session doit porter sur un problème local et régional d'intérêt national. La durée de cette session ne peut excéder quinze (15) jours.

I.2 Les contraintes et les défis

L'analyse des principales contraintes et défis qui se posent au Haut Conseil des Collectivités dans la mise en oeuvre de son programme se résume comme ci-après.

I.2.1 Contraintes

Les principales contraintes se résument entre autres:

- Au statut de l'institution quant à son manque d'autonomie financière;
- A l'insuffisance des ressources humaines pour l'exécution diligente et efficiente des missions assignées à l'institution;
- A la libre circulation des personnes sur tout le territoire.

I.2.2 Défis

Les principaux défis à relever sont :

- l'érection du Haut Conseil des Collectivités en 2ème Chambre;
- le renforcement de l'institution en ressources humaines qualifiées.

I.3 La politique sectorielle

Les attributions de l'Institution s'inscrivent dans le renforcement de la politique de décentralisation qui oeuvre singulièrement en faveur d'une gouvernance inclusive du territoire pour conforter la légitimité des collectivités territoriales et une meilleure prise en compte de l'amélioration de la qualité de la vie des citoyens à l'intérieur des collectivités.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux de transfert des recettes aux collectivités	%	-	15,3	16,2	30,5
2	Contrat/ Plan Etat/ Région-District	nbre	-	2	3	4
3	Niveau de couverture de l'enregistrement des naissances/ taux d'enregistrement des naissances	%	-	87	88	89

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Représentation et Promotion des Collectivités	1 919 993	1 932 313	1 977 094	2 117 659
Total :	**1 919 993**	**1 932 313**	**1 977 094**	**2 117 659**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	757 101	757 101	817 669	913 090
Biens et services	705 392	783 337	739 430	756 619
Transferts et subventions	112 500	106 875	111 375	120 953
Investissement	345 000	285 000	308 620	326 997
Total :	**1 919 993**	**1 932 313**	**1 977 094**	**2 117 659**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.007 Représentation et Promotion des Collectivités

Responsable du Programme : le Président du Haut Conseil des Collectivités

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à réunir les conditions pour le fonctionnement correct du Haut Conseil des Collectivités et à assurer la représentation et la promotion des collectivités.

IL est découpé en une seule action intitulé « Représentation et promotion des collectivités territoriales », en vue d'assurer sa mise en oeuvre.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme1 est bâti autour de trois objectifs spécifiques : (i) assurer la représentation des collectivités territoriales ; (ii) améliorer la visibilité de l'Institution ; (iii) améliorer la performance du Haut Conseil des Collectivités.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et long terme. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer la représentation des collectivités territoriales

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux des Collectivités couvertes par les missions de restitution du HCC	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Documents administratifs (ordre mission et rapport de mission)					
Précision Méthodologique : (Nombre de collectivités Cercle couvertes par les missions/ Collectivités Cercles totales) x 100					
1.2 Taux de réalisations des avis faits au Gouvernement	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : documents administratifs (projets de textes).					
Précision Méthodologique : (Nombre d'avis faits au Gouvernement/ nombre de projets reçus) x 100					

Objectif 2: Améliorer la visibilité de l'institution

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du programme de voyages d'études et de réunions statutaires à l'extérieur	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : documents administratifs (ordre de missions et rapports)					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions effectuées à l'extérieur sur nombre total des missions programmées) x100					

Objectif 3: Améliorer la performance du haut conseil des collectivités

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : documents budgétaires et financiers					
Précision Méthodologique : (Crédit liquidé/ Dotation budgétaire) x100					
3.3 Taux de formation de conseillers nationaux et du personnel	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation.					
Précision Méthodologique : (Nombre de conseillers nationaux et du personnel formés/ nombre total prévu) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	757 101	757 101	817 669	913 090
Biens et services	705 392	783 337	739 430	756 619
Transferts et subventions	112 500	106 875	111 375	120 953
Investissement	345 000	285 000	308 620	326 997
Total :	**1 919 993**	**1 932 313**	**1 977 094**	**2 117 659**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Représentation et promotion des collectivités territoriales	1 919 993	1 932 313	1 977 094	2 117 659
Total :	**1 919 993**	**1 932 313**	**1 977 094**	**2 117 659**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	8	9	9	9
CATEGORIE B1	4	4	4	4
CATEGORIE B2	5	4	4	4
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	96	92	94	96
Total :	**116**	**112**	**114**	**116**

Action 01 Représentation et promotion des collectivités territoriales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	757 101	757 101	817 669	913 090
Biens et services	705 392	783 337	739 430	756 619
Transferts et subventions	112 500	106 875	111 375	120 953
Investissement	345 000	285 000	308 620	326 997
Total	**1 919 993**	**1 932 313**	**1 977 094**	**2 117 659**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des Missions à l'intérieur et à l'extérieur	142 500
1.2.1	Tenue des sessions annuelles et rencontres du Haut Conseil des Collectivités	90 298
2.1.1	Participation aux réunions statutaires, aux échanges d'expérience, aux voyages d'études et prospections à l'extérieur, les rencontres de partenariat, de jumelage.	47 054
3.1.1	Prise en charge du personnel	757 101
3.1.2	Approvisionnement en biens et services du HCC	555 735
3.1.3	Participation au fonctionnement du HCC, Appui aux Collectivités	106 875
3.1.5	Construction/Equipement du HCC	190 000
3.3.1	Organisation de sessions de formation	42 750
Total		**1 932 313**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.007	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCT/ EQUIPEMENT SIEGE DU HCC		190 000	200 000	190 000	201 620	212 507
Total :		**190 000**	**200 000**	**190 000**	**201 620**	**212 507**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale a pour mission :

- l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de la politique nationale en matière de Coopération Internationale ainsi que le développement de celle- ci ;
- la programmation, la négociation, la conclusion, l'interprétation et le suivi des traités et des accords ;
- la défense des intérêts du Mali et des maliens établis à l'étranger en liaison avec les ministères concernés.

I.2 Les contraintes et les défis

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale prépare et met en oeuvre l'action diplomatique et la politique de coopération internationale du Mali.

I.2.1 Contraintes

- la faiblesse des capacités de l'outil diplomatique ;
- le non-respect des engagements internationaux par certains pays ;
- la faible représentation du Mali dans les Organisations Internationales ;
- l'insuffisance des ressources financières, humaines et matérielles (les structures ne sont pas dotées en ressources humaines conformément aux Cadres organiques) ;
- l'insuffisance des plans de formation et de carrière pour les cadres du département ;
- la faible maitrise des outils de planification au sein du secteur ;
- la faible coordination au niveau du secteur ;
- l'insuffisance de politiques et de stratégies sectorielles ;
- l'insuffisance dans le suivi des Projets/programmes.

I.2.2 Défis

- adapter l'outil diplomatique au nouveau contexte géopolitique, notamment la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent, le changement climatique entre autres ;
- doter les structures en ressources humaines conformément aux Cadres organiques en tenant compte de la dimension genre et de la diversification des profils ;
- renforcer les capacités des ressources humaines des structures du Ministère ;
- relire le Plan de carrière du Ministère sur la durée ;
- adapter les formations aux objectifs stratégiques des structures ;
- élaborer un plan de formation générale ;
- élaborer les manuels de procédures pour le Département central et les Missions diplomatiques et consulaires ;
- relire la carte diplomatique et les cadres organiques des structures du Département ;
- dynamiser le comité de coordination du secteur ;
- élaborer et mettre en oeuvre une cartographie des risques pour le département ;
- élaborer et mettre en oeuvre les politiques et stratégies sectorielles ;
- renforcer le mécanisme de suivi-évaluation des projets/programmes.

I.3 La politique sectorielle

La politique sectorielle du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale est structurée autour de quinze (15) objectifs spécifiques :

1. le suivi régulier des relations avec les Missions Diplomatiques accréditées au Mali et de l'évolution de la situation politique internationale ;
2. la Coordination, l'animation et le contrôle des activités des services centraux et des services extérieurs ;
3. l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle de l'exécution du Budget d'État et des fonds mis à la disposition des services du Département, ainsi que l'établissement des comptes administratifs ;
4. la gestion rationnelle des ressources humaines, financières et matérielles mises à la disposition du Département ;

5. la coordination de la préparation des plans, programmes et projets, ainsi que leur suivi et évaluation;

6. le renforcement des relations politiques entre le Mali et les Partenaires bilatéraux et multilatéraux ;

7. l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de la politique de coopération ;

8. le renforcement et la coordination des relations de coopération ;

9. le renforcement de la présence des Maliens dans les Organisations internationales.

10. l'élaboration des rapports relatifs à la mise en oeuvre des conventions, auxquelles le Mali est parti ;

11. la négociation, la conclusion, la ratification, la centralisation, la conservation, la gestion des Accords Internationaux et le suivi du contentieux y afférent ;

12. l'analyse et les avis sur les grandes questions de Droit International ;

13. le développement et le suivi des actions de coopération en matière de lutte contre le terrorisme, de l'extrémisme violent et de la criminalité transfrontalière organisée ;

14. la participation à la prévention et aux règlements des conflits en Afrique, en liaison avec les autres départements concernés ;

15. le suivi de l'efficacité et de l'utilisation de l'aide.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Nombre d'accords de financement conclus avec les partenaires bilatéraux	Nbre	62	14	-	26
2	Nombre d'accords de financement conclus avec les institutions financières	Nbre	20	12	-	10
3	Nombre d'accords de coopération signés	Nbre	9	14	-	21
4	Nombre de nationaux placés dans les organisations internationales avec l'appui du Gouvernement	Nbre	0	3	0	4
5	Pourcentage de contentieux traités impliquant le Mali	%	28	15	67	100
6	Pourcentage de traités internationaux ratifiés	%	100	22	47	68,42

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	39 282 588	39 086 433	39 933 960	41 655 892
Politique Exterieure et Coopération Internationale	1 827 419	1 854 048	1 960 550	2 178 061
Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	97 902	105 721	102 519	112 261
Total :	**41 207 909**	**41 046 202**	**41 997 029**	**43 946 214**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	15 349 320	15 354 320	16 582 588	18 517 500
Biens et services	13 197 169	13 957 730	13 698 584	13 977 682
Transferts et subventions	4 692 435	4 583 952	4 663 712	4 968 752
Investissement	7 968 985	7 150 200	7 052 145	6 482 280
Total :	**41 207 909**	**41 046 202**	**41 997 029**	**43 946 214**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.006 Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire général

a) Présentation stratégique du programme 1.006

Le programme 1.006 s'occupe de :

i) suivi régulier des relations avec les Missions diplomatiques accréditées au Mali et de l'évolution de la situation politique internationale ;

ii) la Coordination, l'animation et le contrôle des activités des services centraux et des services extérieurs;

iii) l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle de l'exécution du Budget d'État et des fonds mis à la disposition des services du Département, ainsi que l'établissement des comptes administratifs ;

iv) la gestion rationnelle des ressources humaines, financières et matérielles mises à la disposition du Département;

v) l'organisation des visites, conférences et cérémonies publiques ;

vi) la coordination de la préparation des plans, programmes et projets, ainsi que leur suivi et évaluation.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme1.006 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques :

(i) Contribuer à la prise de décisions pertinentes en matière de relations extérieures, de défense, de sécurité et de planification ; (ii) Mettre les programmes du département dans les conditions efficientes ; (iii) S'assurer de la bonne gestion de ressources humaines, financières et matérielles du département ; (iv) oeuvrer à l'organisation des cérémonies et des visites de hautes personnalités étrangères au Mali et maliennes à l'étranger, ainsi qu'au respect des conventions en matière de protocole.

A ces objectifs spécifiques sont associés des indicateurs, dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long terme. Les détails des objectifs ainsi les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Contribuer à la prise de décisions pertinentes en matière de relations exterieures,de défense,de sécurité et de planification.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de propositions formulées par le département au Gouvernement ayant été suivi d'effets.	%	95	100	93	94,5
Moyen de Vérification : Rapport d'activités; programme de travail Gouvernemental (PGT)					
Précision Méthodologique : (Nombre de décisions prises par le Gouvernement sur la base des propositions formulées par le département/Nombre de propositions formulées par le département) X 100					
1.2 Taux d'exécution des recommandations issues de la revue sectorielle	%	-	100	75	75
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandations exécutées/Nombre total de recommandations formulées) X 100					

Objectif 2: Mettre les programmes du département dans les conditions efficientes.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du département	%	88	100	98	98
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DFM					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés /crédits ouverts) X 100					
2.2 Taux d'exécution du plan de formation	%	98	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents formés/Nombre d'agents à former)X 100					

Objectif 3: S'assurer du bon fonctionnement des services et veiller à l'application et au respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la gestion financière,administrative et materielle du département.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux d'exécution du programme des missions de contrôle.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Nombre de missions exécutées/Nombre de missions prévues X 100					
3.2 Taux de realisation des missions conjointes de suivi des projets-programmes dans les MDC	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités CPS/CI					
Précision Méthodologique : Nombre de missions exécutées /Nombre de mission prévues X 100					

Objectif 4: Oeuvrer à l'organistion des cérémonies et des visites de hautes personnalités étrangères au Mali et maliennes à l'etranger,ainsi qu'au respect des conventions en matière de protocole.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Nombres de hautes personnalités accueillies	Nbre	1200	2600	2700	2700
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
4.2 Nombres de dossiers d'immunités et privilèges traités	Nbre	8000	6000	8000	8100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
4.3 Nombre de hautes personnalités maliennes en déplacement à l'extérieur	Nbre	180	584	610	630
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
4.4 Nombre de conférences et cérémonies officielles organisées	Nbre	160	170	180	190
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	13 590 100	13 595 100	14 682 633	16 395 824
Biens et services	13 066 068	13 833 181	13 578 650	13 855 365
Transferts et subventions	4 657 435	4 507 952	4 620 532	4 922 423
Investissement	7 968 985	7 150 200	7 052 145	6 482 280
Total :	**39 282 588**	**39 086 433**	**39 933 960**	**41 655 892**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Coordination administrative et financière	14 578 370	14 497 657	14 500 302	14 263 395
Représentation du Mali à l'extérieur	24 542 011	24 480 080	25 269 984	27 228 237
Planification, programmation et suivi évaluation	162 207	108 696	163 674	164 260
Total :	**39 282 588**	**39 086 433**	**39 933 960**	**41 655 892**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	295	302	304	306
CATEGORIE B1	60	57	57	57
CATEGORIE B2	49	44	44	44
CATEGORIE C	17	17	17	17
CONTRACTUEL	1 065	1 118	1 129	1 140
Total :	**1 486**	**1 538**	**1 551**	**1 564**

Action 01 Coordination administrative et financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 970 213	1 970 213	2 127 826	2 376 140
Biens et services	3 846 089	4 283 235	4 279 287	4 356 255
Transferts et subventions	1 194 509	1 189 009	1 192 259	1 199 340
Investissement	7 567 559	7 055 200	6 900 930	6 331 660
Total	**14 578 370**	**14 497 657**	**14 500 302**	**14 263 395**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcement des capacités des services en vue de mettre à la disposition des supports d'information de qualité.	101 289
1.1.2	Elaboration des programmes d'activités et des projets du secteur	25 584
1.1.4	Réalisation d'études stratégiques	47 496
1.2.2	Elaboration des politiques et stratégies s'inscrivant dans l'atteinte des objectifs du CREDD (Coordination)	22 584
2.1.1	Gestion rationnelle du personnel	25 904
2.1.2	Préparation du budget	15 000
2.1.3	Gestion efficiente des ressources financières et matérielles	4 169 973
2.1.4	Prise en charge des contributions du Mali aux budgets de fonctionnement des Organisations internationales	4 000 000
2.1.5	Prise en charge de la valise diplomatique	71 575
2.1.6	Gestion de la presse et de la communication	7 234
2.1.7	Prise en charge du transport des retraités	175 478
2.1.8	Traitement des salaires du personnel	1 970 213
2.1.10	Diverses activités liées au fonctionnement et appuis aux services du Département	1 986 551
2.1.12	Programme Acquisition Construction Réhabilitation Résidences Logements Diplomates Chancelleries	1 235 000
2.1.13	Construction Equipement DFM/DRH/CPS	475 000
2.2.1	Formation du personnel	76 000
3.1.1	Renforcement des missions de contrôle au sein du département et dans les Missions Diplomatiques et Consulaires	43 043
4.1.1	Gestion des questions d'accueil et de Cérémonial (Accueil)	11 793
4.2.1	Traitement avec diligence des dossiers couverts par les régimes dérogatoires	24 147
4.3.1	Gestion des questions d'accueil et de cérémonial (départ personnalités)	2 000
4.4.1	Gestion des questions d'accueil et de cérémonial (cérémonial)	11 793
Total		**14 497 657**

Action 02 Représentation du Mali à l'extérieur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	11 619 887	11 624 887	12 554 807	14 019 684
Biens et services	9 209 772	9 536 250	9 286 904	9 485 470
Transferts et subventions	3 462 926	3 318 943	3 428 273	3 723 083
Investissement	249 426			
Total	**24 542 011**	**24 480 080**	**25 269 984**	**27 228 237**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.9	Fonctionnement des Missions Diplomatiques et Consulaires	9 531 302
2.1.14	Traitement Salarial des Diplomates	11 624 882
2.1.15	Diverses activités liées au fonctionnement (Missions Diplomatiques et Consulaires)	3 323 896
Total		**24 480 080**

Action 03 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	10 207	13 696	12 459	13 640
Investissement	152 000	95 000	151 215	150 620
Total	**162 207**	**108 696**	**163 674**	**164 260**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.3	Elaboration des politiques et stratégies s'inscrivant dans l'atteinte des objectifs du CREDD	6 848
1.2.1	Elaboration des programmes d'activités et des projets du secteur (planif.)	6 848
2.1.11	Appui CPS	45 000
3.2.1	Réalisation de missions conjointes de suivi des projets-programmes dans les MDC	50 000
Total		**108 696**

Le Programme : 2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale

Responsable du programme : le Directeur de la Coopération Multilatérale

a) Présentation stratégique du programme 2.008

Le programme 2.008 a pour objet :

i)le renforcement des relations politiques entre le Mali et les Partenaires bilatéraux et multilatéraux ;

ii)l'élaboration de la politique de coopération et sa mise en oeuvre ;

iii) le renforcement et la coordination des relations de coopération ;

iv)le renforcement de la présence des maliens dans les Organisations internationales.

b)Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 2.008

Le cadre de performance du programme 2.008 est bâti autour de trois objectifs spécifiques : (i) accroître l'Aide Publique au Développement en faveur de l'économie nationale ; (ii) améliorer l'efficacité et l'utilisation de l'Aide ;(iii) affirmer la présence du Mali sur la scène internationale.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Accroitre le volume de l'aide publique au développement en faveur de l'économie nationale

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de conventions signées	Nbre	8	30	35	40
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Montant des conventions signées	millions	75	885000	902700	902718
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 Volume de l'aide mobilisée par nature (dons)	millions	-	708000	722160	722174
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dechiffrement					
1.4 Volume de l'aide mobilisée par nature (Prêts)	millions	-	180540	184151	187834
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dechiffrement					

Objectif 2: Suivre l'efficacté de l'utilisation de l'aide

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de l'aide en exécution nationale	%	8	100	45	50
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Volume d'aide en exécution nationale/volume total d'aide x 100					
2.2 Taux de l'APD investi dans les secteurs productifs (Agricultures,Industries,Infrastructures et Mines.	%	10	100	20	25
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : L'APD investie dans les secteurs productifs/total d'APD X 100					
2.3 Taux de mobilisation annuelle de l'aide (Dons)	%	-	100	85	90
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : L'aide annuelle mobilisée/total de l'aide allouée pendant l 'année sous revue X 100					
2.4 Taux de mobilisation annuelle de l'aide (Prêts)	%	-	100	25	30
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : L'aide annuelle mobilisée/total de l'aide allouée pendant l 'année sous revue X 100					

Objectif 3: Affirmer la présence du Mali sur la scène internationale.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Nombre de cadres maliens dans les organisations internationales	nbre	95	223	245	270
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 Taux de participation aux réunions statutaires et commissions mixtes	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Nombre de participation effectives aux réunions statutaires/Nombre de participation prévues pour les réunions statutaires x 100					
3.3 Taux d'organisation des réunions statutaires et commissions mixtes	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : nombre de réunions effectivement organisées /Nombre de réunions prévues X 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 694 943	1 694 943	1 830 536	2 044 156
Biens et services	112 476	106 855	101 684	103 703
Transferts et subventions	20 000	52 250	28 330	30 202
Total :	**1 827 419**	**1 854 048**	**1 960 550**	**2 178 061**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coopération bilatérale	1 484 979	1 298 576	1 378 388	1 531 934
Coopération multilatérale	342 440	555 472	582 162	646 127
Total :	**1 827 419**	**1 854 048**	**1 960 550**	**2 178 061**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	64	56	56	56
CATEGORIE B1	6	6	6	6
CATEGORIE B2	5	4	4	4
CATEGORIE C	5	4	4	4
CONTRACTUEL	16	16	16	16
Total :	**96**	**86**	**86**	**86**

Action 01 Coopération bilatérale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 389 024	1 206 394	1 302 904	1 454 951
Biens et services	95 955	73 182	66 954	68 283
Transferts et subventions		19 000	8 530	8 700
Total	**1 484 979**	**1 298 576**	**1 378 388**	**1 531 934**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Participation aux négociations multilatérales stratégiques des mécanismes bilateraux de coopération	5 288
1.1.3	Diversification des axes de coopération entre le Mali et ses partenaires	5 234
1.2.1	Suivi et mise en oeuvre des conventions	5 232
1.3.1	Négociation des accords de financement et/ou de partenariat	5 232
2.1.1	Coordination et suivi de l'aide publique au développement	5 232
2.3.1	Organisation des revues des Comités de pilotage des programmes bilatéraux avec les PTF	5 232
3.1.2	Suivi et promotion des cadres maliens dans les Organisations internationales	5 232
3.2.1	Participation aux réunions statutaires	5 232
3.2.5	Traitement des salaires du personnel	1 206 394
3.2.10	Renforcement des relations politiques avec les pays	5 232
3.3.2	Organisation des Commissions mixtes	5 232
3.3.3	Diverses activités liées au fonctionnement (Coop. bilatérale)	39 807
Total		**1 298 576**

Action 02 Coopération multilatérale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	305 919	488 549	527 632	589 205
Biens et services	16 521	33 673	34 730	35 420
Transferts et subventions	20 000	33 250	19 800	21 502
Total	**342 440**	**555 472**	**582 162**	**646 127**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement de salaire du personnel (Coop. multilatérale)	305 919
1.1.4	Participation aux négociations multilatérales dans les enceintes des Nations Unies	3 630
1.2.2	Diversification des domaines de coopération avec les fonds internationaux et les Agences du Système des Nations Unies	3 630
1.3.2	Suivi et mise en oeuvre des conventions internationales et autres accords sur les biens publics internationaux	3 630
2.1.2	Organisation des réunions du comité de pilotage du cadre intégré des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF+) et des groupes de résultats de l'UNDAF+	16 930
2.2.1	Collecte et traitement des données de coopération pour l'élaboration du Rapport de Coopération au Développement (RCD)	3 634
2.3.2	Organisation des revues de portefeuilles et les réunions des Comités de pilotage des Agences du Système des Nations Unies et des programmes financés par les PTF	3 630
2.3.3	Coordination des travaux du Groupe thématique n°5 (Partenariat et mobilisation des ressources)	3 824
3.1.3	Suivi et promotion des cadres maliens dans les Organisations internationales	3 628
3.2.4	Diverses activités liées au fonctionnement	20 758
3.2.6	Participation du Mali aux réunions statutaires des Agences et programmes des Nations Unies	3 629
3.2.11	Traitement des salaires du personnel (coop. multilatérale)	182 630
Total		**555 472**

Le Programme : 2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

Responsable de Programme 2.009: le Directeur des Affaires Juridiques

a).Présentation stratégique du programme 2.009

Le programme 2.009 a pour objet :

i) l'élaboration des rapports relatifs à la mise en oeuvre des conventions auxquelles le Mali fait partie ;

ii) la négociation, la conclusion, la ratification, la centralisation, la conservation, la gestion des Accords Internationaux et le suivi du contentieux y afférent ;

iii)l'analyse et les avis sur les grandes questions de Droit International ;

iv)le développement et le suivi des actions de coopération en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière ;

v)la gestion des consulats étrangers établis au Mali, des Consulats du Mali à l'étranger, des affaires consulaires et du contentieux y afférent.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 2.009

Le cadre de performance du programme 2.009 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques : (i) respecter les engagements pris dans le cadre des traités internationaux; (ii) Contribuer au règlement des contentieux et à la gestion des questions de droit international ; (iii) contribuer aux efforts de sécurisation du pays en rapport avec les partenaires du Mali ; (iv) contribuer à une meilleure gestion des affaires consulaires.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer le processus de conclusion des traités ainsi que le suivi des engagements y afferent.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de traités internationaux ratifiés	%	85	100	95	98
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Nombre de traités internationaux ratifiés/Nombre de traités internationaux soumis à la ratification X 100					
1.2 Pourcentage de traités signés ne nécessitant pas de ratification pour leur entrée en vigueur	%	75	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités/Rapports de présentation					
Précision Méthodologique : Nombre de traités signés ne nécessitant pas de ratification pour leur entrée en vigueur / Nombre de traités ne nécessitant pas ratification pour leur entrée en vigueur soumis à la signature X 100.					
1.3 Pourcentage d'instruments juridiques internationaux mis en oeuvre	%	60	100	85	90
Moyen de Vérification : Rapports d'activités / Rapports périodiques					
Précision Méthodologique : Nombre de rapports initiaux et périodiques produits / Nombre de rapports initiaux et périodiques prévus X 100					

Objectif 2: Contribuer au règlement des contentiuex et à la gestion des questions de droit international.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de contentieux traités impliquant le Mali	%	24	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Nombre de litiges transmis au contentieux / Nombre de plaintes devant les juridictions nationales et internationales impliquant le Mali X 100					
2.2 Pourcentage de contentieux traités opposant des nationaux aux missions diplomatiques et consulaires ou organisations internationales accréditées au Mali.	%	30	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Nombre de contentieux traités/Nombre de demande de règlement de contentieux reçues X 100					
2.3 Pourcentage de participation aux réunions statutaires relatives aux questions de droits de l'homme et de justice pénale internationale	%	-	100	75	75
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de réunions suivies/Nombre de réunions auxquelles le Mali a été invité) x 100					

Objectif 3: Contribuer aux efforts de sécurisation du pays en rapport avec les partenaires du Mali.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de participation aux réunions sur la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités/Rapports de mission					
Précision Méthodologique : Nombre de réunions suivies/Nombre de réunions auxquelles le Mali a été invité X 100					

Objectif 4: Contribuer à une meilleure gestion des affaires consulaires.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Pourcentage de Consuls honoraires du Mali nommés.	%	50	100	85	90
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Nombre de Consuls nommés/Nombre de dossiers de candidatures de consuls X 100					
4.2 Pourcentage des dossiers consulaires traités.	%	70	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Nombre de dossiers consulaires traités/Nombre de dossiers consulaires de consulaires reçus X 100					

Objectif 5: Sécuriser les archives diplomatiques.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Pourcentage des accords numérisés.	%	-	100	80	80
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Nombre d'accords numérisées/Nombre d'accords à numériser X 100					
5.2 Pourcentage de numérisation des documents diplomatiques.	%	-	100	45	45
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Nombre d'archives numérisées / Nombre d'archives à numériser X 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	64 277	64 277	69 419	77 520
Biens et services	18 625	17 694	18 250	18 614
Transferts et subventions	15 000	23 750	14 850	16 127
Total :	**97 902**	**105 721**	**102 519**	**112 261**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conclusion, suivi des accords et traités internationaux et gestion des affaires consulaires et contentieuses	97 902	105 721	102 519	112 261
Total :	**97 902**	**105 721**	**102 519**	**112 261**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	11	8	8	8
CATEGORIE B1	1	1	1	1
CATEGORIE B2	2	2	2	2
CATEGORIE C	1	2	2	2
CONTRACTUEL	3	3	3	3
Total :	**18**	**16**	**16**	**16**

Action 01 Conclusion, suivi des accords et traités internationaux et gestion des affaires consulaires et contentieuses

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	64 277	64 277	69 419	77 520
Biens et services	18 625	17 694	18 250	18 614
Transferts et subventions	15 000	23 750	14 850	16 127
Total	**97 902**	**105 721**	**102 519**	**112 261**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Négociation, conclusion et exécution d'accords internationaux	2 800
1.1.2	Traitement des salaires du personnel	64 277
1.1.3	Diverses activités liées au fonctionnement	15 174
1.2.1	Négociation, conclusion et exécution d'accords internationaux (Nbre traités signés)	450
1.3.1	Elaboration des rapports découlant de la mise en oeuvre des Conventions internationales	2 600
1.3.2	Suivi des engagements internationaux auxquels le Mali a souscrit	950
2.1.3	Gestion efficiente des litiges impliquant le Mali	990
2.2.1	Gestion efficiente des litiges entre les Missions diplomatiques et consulaires du Mali et leurs employés	1 000
2.3.1	Participation aux réunions statutaires relatives aux questions de droits de l'homme et de justice pénale internationale	2 600
3.1.1	Suivi des dossiers relatifs à la lutte contre le terrorisme	2 650
4.1.1	Autres activités (Nomination Consuls)	1 000
4.2.2	Gestion efficiente des litiges impliquant les ressortissants maliens à l'étranger	750
5.1.1	Réhabilitation et numérisation des archives diplomatiques (accords)	5 000
5.2.1	Réhabilitation et numérisation des archives Diplomatiques	5 480
Total		**105 721**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
1.006	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS SECTEUR COOPERATION ET INTEGRATION		95 000	150 000	95 000	151 215	150 620
PROG. ACQUISITION / CONSTR./ REHAB./ RESIDENCE/LOGE DIPL		1 235 000	800 000	1 235 000	806 480	800 029
PROJET CONSTRUCT/EQUIPEMENT DFM/ DRH/ CPS. SECT. COOP.		962 000	400 000	475 000	403 240	410 014
Total :		**2 292 000**	**1 350 000**	**1 805 000**	**1 360 935**	**1 360 663**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine a pour missions :

- la promotion des intérêts et la protection des Maliens établis à l'étranger ;
- la mise en oeuvre des actions relatives au retour et à la réinsertion des Maliens de l'Extérieur, en rapport avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des Affaires étrangères ;
- le suivi des questions de migration en rapport avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des Affaires étrangères ;
- l'assistance aux Maliens établis à l'Extérieur en situation difficile, en rapport avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des Affaires étrangères, le ministre chargé de la Justice et le ministre chargé des finances ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures destinées à assurer une pleine implication des Maliens établis à l'Extérieur dans la vie nationale et dans la réalisation des actions de développement ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de l'intégration africaine.

I.2 Les contraintes et les défis

L'environnement international de la migration a été particulièrement difficile pour les Maliens de l'Extérieur, en raison des évènements de la Libye, des expulsions massives de l'Arabie Saoudite et surtout de l'Algérie, de la précarité des conditions de séjour en Mozambique et au Tchad.

Le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, à travers le programme "Administration Générale" joue un rôle d'impulsion dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique sectorielle et des Projets / programmes du département.

Les contraintes qui entravent la bonne exécution des missions assignées au département sont entre autre d'ordre institutionnel, financier et humain.

I.2.1 Contraintes

Le Ministère des Maliens de l'Extérieur et l'Intégration Africaine, dans l'exécution des missions qui lui sont assignées, est confronté à des difficultés d'ordre institutionnel, humain, financier et matériel, notamment :

- la concentration territoriale;
- les conflits de compétence entre les départements en charge des Affaires Etrangères, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- l'insuffisance de ressources humaines au plan quantitatif et qualitatif ;
- l'absence de plan de carrière pour les agents ;
- l'insuffisance des offres de formation et de perfectionnement des agents ;
- la faiblesse des ressources financières et matérielles ;
- la difficulté d'accès au fonds d'urgence et d'assistance aux rapatriés ;
- l'inexistence de manuel de procédure pour la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur (DGME) ;
- le faible niveau de transfert des migrants orienté vers les investissements productifs.

I.2.2 Défis

- rendre opérationnelles les antennes d'accueil, d'information et d'orientation des Maliens de l'Extérieur ;
- développer une synergie d'actions entre les différents départements impliqués dans la gestion des Maliens de l'Extérieur ;
- renforcer les capacités des structures en ressources humaines, financières et matérielles ;
- élaborer et adopter un plan de carrière pour les agents du département ;
- élaborer un manuel de procédures pour la DGME ;
- inscrire sur le budget du département le Fonds d'urgence et d'assistance aux rapatriés ;
- accroître la participation des Maliens de l'Extérieur au processus de développement économique, social et culturel du pays ;
- valoriser l'image du Mali à l'échelle régionale et internationale ;
- faire de la migration une opportunité pour tous et non une menace ;
- réorienter une part substantielle des transferts de fonds des migrants vers les investissements productifs ;
- réduire les risques et les dangers liés à la migration irrégulière ;

- élaborer et mettre en oeuvre la politique nationale en matière d'intégration africaine.

I.3 La politique sectorielle

Suite à la crise multidimensionnelle que le pays a connue en 2012, le Gouvernement du Mali a élaboré et adopté pour la période 2016-2018, un nouveau document unique de référence des politiques et stratégies de développement, dénommé: Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD).

Ce document qui découle de la fusion du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCRP), du Plan pour la Relance Durable (PRED),du Plan d'Actions Gouvernementales (PAG), du Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord (PDA/RN) et de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger a pour objectif global de promouvoir un développement inclusif durable en faveur de la réduction de la pauvreté et les inégalités dans un Mali uni et apaisé, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience en vue d'atteindre les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030.

Le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine qui fait partie du Secteur Coopération et Intégration Africaine est concerné par l'objectif spécifique 38 qui est: "Oeuvrer pour une diplomatie d'influence et promouvoir l'Intégration Africaine et une Coopération Internationale au service du développement du Mali."

La vision du Mali est de faire de la migration, un véritable "atout pour le développement du pays un facteur de croissance économique et de promotion sociale pour réduire durablement la pauvreté", d'une part et d'autre part "de contribuer à la création d'un ensemble sous régional homogène et cohérent en vue de la réalisation de l'unité africaine".

A cet effet, notre pays dispose d'un document de Politique Nationale de Migration (PONAM), adopté le 03 septembre 2014 par le Gouvernement, dont l'objectif global consiste à mieux gérer la migration afin qu'elle contribue à la réduction de la pauvreté.

Cet objectif est décliné en quatre (04) objectifs spécifiques qui sont: (i) Assurer la protection et la sécurité des migrants et les membres de leurs familles en veillant aux respects de leurs droits et devoirs en favorisant leur accès à un travail décent et à une bonne couverture sociale, (ii) Mettre en place des mécanismes et des dispositifs de gestion appropriés (en matière de connaissance, de réglementation, d'accueil et de réinsertion, de valorisation des capacités) pour mieux gérer la migration,(iii) Mobiliser et valoriser les apports des diasporas pour réduire la pauvreté et soutenir le développement national, (iv) Faire du Mali, un carrefour Ouest-Africain de dialogue et de concertation sur les migrations.

La Politique Nationale en matière d'Intégration Africaine (PNIAM) qui est en cours d'élaboration a comme objectif global de contribuer au dépassement des nationalismes au profit d'un ensemble politique unitaire.

A cet effet, des objectifs spécifiques restent à atteindre, notamment:

1. l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi de la politique nationale en matière d'Intégration Africaine;
2. la mise en oeuvre et le suivi des politiques d'intégration sous régionales et régionales et de toutes les mesures susceptibles d'accélérer le processus d'Intégration Africaine;
3. la promotion d'une culture de l'Unité Africaine par des actions d'information, de sensibilisation et de formation;
4. la participation à la prévention et aux réglements des conflits en Afrique, en liaison avec les autres départements ministériels concernés;
5. la mise en oeuvre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs;
6. l'organisation de concertations et de manifestations avec les communautés africaines résidant au Mali;
7. le suivi de la mise en oeuvre du Plan Zonal du Programme d'Initiatives Transfrontalières de la CEDEAO (PIT/CEDEAO).

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Volume de transfert des fonds des migrants	Milliards	431	471	485,6	486,7
2	Nombre de ressortissants maliens placés dans les organismes sous régionaux et internationaux par an	Nombre	-	-	4	4

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	1 060 849	854 624	851 833	930 879
Intégration Africaine	249 035	374 575	261 153	284 232
Gestion des Maliens de l'Extérieur	972 876	728 886	987 194	1 054 892
Total :	**2 282 760**	**1 958 085**	**2 100 180**	**2 270 003**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	407 879	327 879	438 894	490 111
Biens et services	825 205	929 268	842 050	900 529
Transferts et subventions	330 176	261 438	133 569	144 154
Investissement	719 500	439 500	685 667	735 209
Total :	**2 282 760**	**1 958 085**	**2 100 180**	**2 270 003**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.007 Administration Générale

Responsable de Programme : le Secrétaire Général du Ministère.

a.Présentation stratégique du programme :

le programme s'occupe de : (i) la coordination, l'évaluation, l'animation, le contrôle et la supervision des activités des services techniques et rattachés, (ii) la gestion des ressources financières et matérielles mises à la disposition du département, (iii) la coordination du système de planification, production des statistiques du secteur, (iv) et du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

La mise en oeuvre du programme sera assurée, à travers les actions ci-après :

- action 1 : conduite de la politique migratoire ;
- action 2 : coordination financière et matérielle.

b.Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 1.007 est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) l'amélioration, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département (ii) à la gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Le détail des objectifs se présente ainsi qu'il suit :

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux de mise en oeuvre des recommandations des réunions de coordination	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'Activités et Comptes Rendus produits					
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre / nombre d'activités programmées)x100					
1.2 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'Activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités exécuté / nombre d'activités programmé)x100					
1.3 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi-évaluation exécuté / nombre de missions de suivi-évaluation programmé)x100					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'Activités
Précision Méthodologique : (crédits liquidés / crédits notifiés)x100

2.2 Taux d'équipement des structures	%	50	75	90	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DFM
Précision Méthodologique : (nombre de structures équipées / nombre de structures à équiper)x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	161 382	161 382	172 678	192 829
Biens et services	590 538	640 042	585 330	637 342
Transferts et subventions	215 429	15 200	19 800	21 502
Investissement	93 500	38 000	74 025	79 206
Total :	**1 060 849**	**854 624**	**851 833**	**930 879**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conduite de la politique migratoire	338 546	242 222	280 884	308 440
Coordination Administrative et Financière	722 303	612 402	570 949	622 439
Total :	**1 060 849**	**854 624**	**851 833**	**930 879**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	8	6	6	6
CATEGORIE B1	9	11	11	11
CATEGORIE B2	4	8	8	8
CATEGORIE C	3	2	2	2
CONTRACTUEL	20	21	21	21
Total :	**44**	**48**	**48**	**48**

Action 01 Conduite de la politique migratoire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	94 808	94 808	101 444	113 282
Biens et services	155 738	132 214	159 640	173 656
Transferts et subventions	65 000	15 200	19 800	21 502
Investissement	23 000			
Total	**338 546**	**242 222**	**280 884**	**308 440**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Rémunération du personnel	94 808
1.1.2	Coordination des activités du département	92 993
1.2.1	Autres Dépenses	23 000
1.3.1	Suivi-évaluation de la mise en oeuvre de la PONAM	15 200
1.3.2	Suivi des activités de la Cellule Technique du Codéveloppement (CTC)	16 221
Total		**242 222**

Action 02 Coordination Administrative et Financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	66 574	66 574	71 234	79 547
Biens et services	434 800	507 828	425 690	463 686
Transferts et subventions	150 429			
Investissement	70 500	38 000	74 025	79 206
Total	**722 303**	**612 402**	**570 949**	**622 439**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Rémunération du Personnel	66 574
2.1.2	Exécution et suivi de l'exécution du budget du département	479 328
2.1.3	Préparation du budget du département	19 000
2.2.2	Appui Journée Nationale des Migrants	47 500
Total		**612 402**

Le Programme : 2.010 Intégration Africaine

Responsable de Programme :Le Délégué Général à l'Intégration Africaine

a. Présentation stratégique du programme :

le programme 2 a pour objet :

- la mise en oeuvre d'actions qui préparent le pays à l'intégration Africaine ;

- la mise en oeuvre et le suivi des politiques d'intégration sous-régionales et régionales et de toutes les mesures susceptibles d'accélérer le processus d'intégration africaine ;

- la promotion d'une culture de l'unité africaine par des actions d'informations, de sensibilisation et de formation ;

- la participation à la prévention et aux règlements des conflits en Afrique en liaison avec les autres départements concernés ;

- la mise en oeuvre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) ;

- l'organisation de concertation et de manifestation avec les communautés africaines résidant au Mali ;

- le suivi de la mise en oeuvre du Plan Zonal du Programme d'Initiatives Transfrontalières de la CEDEAO (PIT/CEDEAO).

La mise en oeuvre du programme sera assurée à travers l'action « Conduite et pilotage de la politique d'intégration ».

b.Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de deux objectifs spécifiques : (i) préparer le pays à l'Intégration Africaine ; (ii) respecter les engagements du Mali au MAEP.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Préparer le pays à l'Intégration					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux de participation aux réunions statutaires	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'Activités: Rapports de missions, Copies des ordres de mission, Communications écrites					
Précision Méthodologique : (Nombre de réunions participées / nombre de réunions prévues)x100					
1.2 Nombre d'actions menées en faveur de l'Intégration	nombre	70	70	90	100
Moyen de Vérification : Rapports d'Activités, Rapports d'atéliers et de Séminaires d'information et de sensibilisation des acteurs, Rapports d'incidents et de situation au profit du Système de l'Alerte Précoce (ECOWARN) de la CEDEAO, Communications écrites et les Avis de vacances de postes et de manifestation d'intérêt publiés.					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 Placement des Nationaux dans les Organismes sous-régionaux et régionaux d'Intégration	nombre	8	10	10	10
Moyen de Vérification : Acte de nomination des Cadres Maliens au sein des Institutions sous régionales et régionales					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Respecter les engagements du Mali au MAEP					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux de réalisation des activités de renforcement des acteurs participant au MAEP	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'Activités de la CNG / SEPAN / MAEP					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues)x100					
2.2 Taux de réalisation des activités de suivi du Plan d'actions	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la CNG / SEPAN / MAEP					
Précision Méthodologique : Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues)x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	171 007	91 007	184 687	206 239
Biens et services	78 028	135 301	76 466	77 993
Transferts et subventions		148 267	0	0
Total :	**249 035**	**374 575**	**261 153**	**284 232**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conduite et pilotage de la politique d'intégration.	249 035	374 575	261 153	284 232
Total :	**249 035**	**374 575**	**261 153**	**284 232**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	4	2	2	2
CATEGORIE B1	1	1	1	1
CATEGORIE B2	2	3	3	3
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	3	3	3	3
Total :	**11**	**10**	**10**	**10**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique d'intégration.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	171 007	91 007	184 687	206 239
Biens et services	78 028	135 301	76 466	77 993
Transferts et subventions		148 267	0	0
Total	**249 035**	**374 575**	**261 153**	**284 232**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Rémunération du personnel	91 007
1.1.2	Suivi et mise en oeuvre des missions de la DGIA	135 301
1.2.1	Renforcement de capacités du Comité National du NEPAD	53 267
2.1.1	Renforcement des capacités des services du MAEP	95 000
Total		**374 575**

Le Programme : 2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

Responsable du programme : Le Délégué Général des Maliens de l'Extérieur

a).Présentation stratégique du programme :

le programme « Gestion des maliens de l'extérieur » a pour objectifs de : (i) veiller à la protection des intérêts des ressortissants maliens établis provisoirement ou de façon permanent à l'étranger, (ii) initier, coordonner et suivre les différentes actions d'aide au retour des Maliens de l'Extérieur, (iii) veiller à la création de conditions permettant la participation des Maliens de l'Extérieur au processus de

développement économique et social du pays, (iv) impulser et coordonner l'action consulaire du Mali et (v) veiller à l'application des accords et traités relatifs à l'établissement et à la circulation des personnes et des biens.

La mise en oeuvre du programme sera assurée à travers l'action du même nom « Gestion des maliens de l'extérieur ».

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

la mise en oeuvre du programme « Gestion des maliens de l'extérieur » vise à atteindre spécifiquement deux objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer la protection des Maliens de l'Extérieur

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Délai de traitement des demandes de passeports et de Cartes d'Identité Consulaires reçues	semaine	2	2	2	2
Moyen de Vérification : Rapport d'Activités de la DGME					
Précision Méthodologique : Durée moyenne de transmission					
1.2 Taux de satisfaction des demandes des Maliens de l'Extérieur	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'Activités de la DGME					
Précision Méthodologique : (Nombre de demandes traitées / total des demandes reçues à la DGME) x100					

Objectif 2: Promouvoir la participation de la diaspora au processus du développement du pays

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de projets d'investissement appuyés	%	-	30	30	40
Moyen de Vérification : Rapports de la DGME, de la Cellule Technique du Co-développement et de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII)					
Précision Méthodologique : (Nombre de projets appuyés/Nombre de demandes reçues) x 100					
2.2 Taux de réalisation des missions TOKTEN	%	25	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports du programme TOKTEN					
Précision Méthodologique : (Missions réalisées/ Missions programmées) x 100					
2.3 Taux d'insertion/réinsertion de Maliens l'Extérieur	%	100	20	70	70
Moyen de Vérification : Rapports de la DGME, du CIGEM, Cellule du Co-développement et de l'OFII					
Précision Méthodologique : (Nombre de personnes insérées/ réinsérées / Nombre de demandes d'insertion/réinsertion) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	75 490	75 490	81 529	91 043
Biens et services	156 639	153 925	180 254	185 194
Transferts et subventions	114 747	97 971	113 769	122 652
Investissement	626 000	401 500	611 642	656 003
Total :	**972 876**	**728 886**	**987 194**	**1 054 892**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Soutien aux maliens de l'extérieur	972 876	728 886	987 194	1 054 892
Total :	**972 876**	**728 886**	**987 194**	**1 054 892**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	11	16	16	16
CATEGORIE B1	4	3	3	3
CATEGORIE B2	1	1	1	1
CATEGORIE C	2	2	2	2
CONTRACTUEL	7	7	7	7
Total :	**25**	**29**	**29**	**29**

Action 01 Soutien aux maliens de l'extérieur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	75 490	75 490	81 529	91 043
Biens et services	156 639	153 925	180 254	185 194
Transferts et subventions	114 747	97 971	113 769	122 652
Investissement	626 000	401 500	611 642	656 003
Total	**972 876**	**728 886**	**987 194**	**1 054 892**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Rémunération du personnel	75 490
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre et coordination des activités de la DGME	153 925
1.2.1	Participation aux grandes commissions mixtes de coopération et l'organisation de la journée du partenariat (CIGEM)	53 815
1.2.2	Gestion du Haut Conseil des Maliens de l'extérieur	44 156
2.2.1	Renforcement des capacités des administrations publiques et privées par les consultants du TOKTEN, rencontres et conférences scientifiques.	211 500
2.3.2	Appui Insertion Réinsertion Migrants maliens	190 000
Total		**728 886**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.011	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI PROGRAMME TOKTEN		161 500	170 000	161 500	171 377	179 945
APPUI INSERTION REINSERTION MIGRANTS MALIENS		190 000	250 000	190 000	252 025	268 406
Total :		**351 500**	**420 000**	**351 500**	**423 402**	**448 351**

SECTION :190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Vérificateur Général a pour missions :

- d'effectuer un contrôle de performance et de qualité des services et organismes publics, et des programmes et projets de développement ;
- de contrôler la régularité et la sincérité des recettes et des dépenses effectuées par les Institutions de la République, les administrations civiles et militaires de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ;
- de procéder à la vérification d'opérations de gestion des entreprises dans lesquelles l'Etat ou une autre personne publique détient une participation financière ;
- de vérifier la conformité et l'effectivité des biens et services pour l'acquisition desquels une société privée a bénéficié d'une exonération de droits douaniers ou fiscaux ;
- de vérifier les concours financiers accordés par l'Etat ou toute autre personne publique à tout organisme par rapport à l'objet de ces concours ;
- d'évaluer, à la demande du Président de la République, du Gouvernement ou du Parlement, les politiques publiques en vue de leur proposer les mesures et actions propres à assurer une meilleure adéquation du coût et du rendement des services publics, à rendre plus pertinent l'emploi des ressources publiques et d'une façon générale, à garantir le fonctionnement régulier des organismes et structures publics.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

Dans l'exercice de ses missions, le Vérificateur Général est confronté à un certain nombre de contraintes. Il s'agit notamment :

- Des difficultés d'accès aux documents dans le cadre des missions de vérification. En effet, les travaux de vérification requièrent toujours des éléments probants qui permettent aux équipes de vérification de fonder leurs constatations et de formuler des recommandations d'amélioration de la gestion publique. Or, la collecte de ces documents est souvent délicate en raison de la faiblesse de l'archivage au sein des entités vérifiées ;
- Des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre des recommandations issues des missions de vérification. Chaque mission de vérification conduit à la formulation d'un certain nombre de recommandations administratives visant à corriger les dysfonctionnements et à respecter la légalité. Ces recommandations sont adressées aux responsables des entités vérifiées et au besoin à leurs supérieurs hiérarchiques, y compris les plus hautes autorités. Néanmoins, la mise en oeuvre de certaines de ces recommandations devient difficile en raison, notamment, de l'instabilité des gestionnaires à leur poste, phénomène qui caractérise de plus en plus les services publics.

I.2.2 Défis

Pour faire face aux contraintes ci-dessus évoquées, le Bureau du Vérificateur Général a entrepris l'organisation d'ateliers d'échanges avec les entités vérifiées qui visaient, entre autres, à sensibiliser les responsables sur la valeur ajoutée des vérifications et la mise en oeuvre des recommandations qui en sont issues. Cette approche a été inscrite comme axe majeur de la vision du nouveau Vérificateur Général qui entend étendre les concertations avec les entités publiques au niveau régional. En outre, l'accent a été mis, d'une part, sur la vérification de la mise en oeuvre des recommandations des vérifications précédentes et, d'autre part, sur la promotion des relations avec les acteurs de la société civile pour servir de relai, notamment, au niveau déconcentré.

I.3 La politique sectorielle

Le Bureau du Vérificateur Général dispose d'un nouveau Plan stratégique 2018-2025 qui indique sa mission, ses valeurs, ses défis et ses axes et objectifs stratégiques.

Valeurs :

Les valeurs qui fondent et soutiennent l'action du Vérificateur Général sont : l'intégrité, l'objectivité, le professionnalisme et le respect afin de rendre le BVG crédible et exemplaire.

Axes :

Le Plan stratégique 2018-2025 du Bureau du Vérificateur Général s'articule autour de deux (2) axes :

Axe 1 : vérification et évaluation ;

Axe 2 : partenariat et synergies.

Objectif stratégique :

A l'horizon 2025, le Bureau du Vérificateur Général se fixe comme objectif stratégique d'être un pôle d'excellence dans les domaines du contrôle et de la vérification au service de l'intérêt public pour une gouvernance de qualité.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Note CPIA de la qualité de la gestion budgétaire et financière (1 = faible à 6 = élevé ; source: Banque mondiale)	score	3,5	3,5	3,5	3,5
2	Transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public (1 = faible à 6 = élevé ; source: Banque mondiale)	score	3,0	3,0	3,0	3,0
3	Qualité de l'administration publique (1 = faible à 6 = élevé ; source: Banque mondiale)	score	2,5	2,5	2,5	2,5

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Bureau du Vérificateur Général	3 493 623	3 447 841	3 268 095	3 611 524
Total :	**3 493 623**	**3 447 841**	**3 268 095**	**3 611 524**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	2 250 000	2 382 000	2 033 000	2 270 251
Biens et services	959 713	893 341	1 032 910	1 124 936
Transferts et subventions	45 000	30 000	44 685	47 812
Investissement	238 910	142 500	157 500	168 525
Total :	**3 493 623**	**3 447 841**	**3 268 095**	**3 611 524**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.012 Bureau du Vérificateur Général

Responsable du Programme : le Vérificateur Général

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'articule autour des missions suivantes :

i) La vérification financière et de performance des services, organismes publics et des programmes et projets de développement ainsi que l'évaluation des politiques publiques ;

ii) La vérification du suivi des recommandations formulées par les missions de vérification financière et de performance ainsi que d'évaluation des politiques publiques ;

iii) Le partenariat et les synergies.

Le programme intervient dans la mise en oeuvre de l'action "Vérification et évaluation des politiques publiques".

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bâti autour des deux (2) objectifs spécifiques suivants :

- Assurer les vérifications financières, de performance et le suivi des recommandations des structures publiques ainsi que l'évaluation des politiques publiques ;
- Utiliser de façon optimale, les ressources financières allouées au BVG pour assurer une vérification de qualité.

Ces deux objectifs spécifiques permettent au BVG de contribuer à l'amélioration de la transparence et de la performance des services publics pour une gouvernance de qualité.

Le détail des objectifs et les indicateurs qui leur sont associés figurent dans les tableaux suivants.

Objectif 1: Assurer les vérifications financières, de performance et le suivi des recommandations des structures publiques, ainsi que l'évaluation des politiques publiques.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution du programme annuel de vérification (y compris les missions sur saisine prévues) et d'évaluation des politiques publiques	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de vérification					
Précision Méthodologique : (nombre de missions de vérifications et d'évaluation des politiques publiques effectué au cours de l'année / nombre de missions prévues) x 100					
1.2 Taux de réalisation des missions sur saisine non prévues dans le programme annuel de vérification	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de vérification					
Précision Méthodologique : (nombre de missions de vérification sur saisine non prévues effectuées au cours de l'année / nombre de saisines prévues) x 100					

Objectif 2: Utiliser de façon optimale les ressources financières allouées au Bureau du Vérificateur Général pour assurer une vérification de qualité.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux d'exécution du plan de formation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'exécution du plan de formation					
Précision Méthodologique : (nombre de formations réalisées / nombre de formations prévues) x 100					
2.2 Taux d'exécution du plan de développement informatique	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'exécution du plan de développement informatique					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues dans le plan de développement) x 100					
2.3 Taux d'exécution des activités PAGAM / GFP II	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'exécution des activités du PAGAM / GFP II (PREM)					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x 100					
2.4 Taux d'exécution du budget de fonctionnement du BVG	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Comptes administratif et de gestion					
Précision Méthodologique : (montant des crédits utilisés pour le fonctionnement / montant des crédits alloués au fonctionnement) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	2 250 000	2 382 000	2 033 000	2 270 251
Biens et services	959 713	893 341	1 032 910	1 124 936
Transferts et subventions	45 000	30 000	44 685	47 812
Investissement	238 910	142 500	157 500	168 525
Total :	**3 493 623**	**3 447 841**	**3 268 095**	**3 611 524**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Vérification et évaluation de politiques publiques	3 493 623	3 447 841	3 268 095	3 611 524
Total :	**3 493 623**	**3 447 841**	**3 268 095**	**3 611 524**

Action 01 Vérification et évaluation de politiques publiques

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	2 250 000	2 382 000	2 033 000	2 270 251
Biens et services	959 713	893 341	1 032 910	1 124 936
Transferts et subventions	45 000	30 000	44 685	47 812
Investissement	238 910	142 500	157 500	168 525
Total	**3 493 623**	**3 447 841**	**3 268 095**	**3 611 524**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Réalisation de missions de vérification et d'évaluation des politiques publiques	117 204
1.2.1	Réalisation de missions de vérification et d'évaluation des politiques publiques (non prévues)	58 602
2.1.1	Renforcement des capacités	103 465
2.2.1	Acquisition de logiciels et du matériel informatiques	23 750
2.3.1	Organisation des formations dans le cadre du PREM	30 000
2.4.1	Paiement des salaires et accessoires de solde	2 382 000
2.4.2	Acquisition de biens et services	661 571
2.4.3	Acquisition de matériels roulants	71 250
Total		**3 447 841**

SECTION :192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Aux termes de la Loi n°97-022 du 14 mars 1997 modifiée et du Décret n°2012-117/P-RM du 24 février 2012, le rôle du Médiateur de la république est de régler les difficultés nées du fonctionnement des Administrations dans leurs relations avec les usagers. Il contribue à la protection et à la promotion des droits de l'homme, au renforcement de l'Etat de droit et à la consolidation de la paix sociale.

I.2 Les contraintes et les défis

La mise en oeuvre du programme du Médiateur de la République offre aux citoyens et à notre Administration de réelles opportunités pour améliorer la gouvernance démocratique et l'état de droit au Mali, mais aussi d'assurer une meilleure prise en charge des difficultés qui seraient nées du fonctionnement des Administrations dans leurs relations avec les citoyens.

I.2.1 Contraintes

La perspective d'atteindre les résultats escomptés est soumise aux contraintes majeures suivantes:

- la couverture du territoire national par les services du Médiateur de la République pour offrir aux citoyens un service de proximité ;
- la réalisation d'activités de restitution du rapport annuel d'activités d'information et de sensibilisation sur l'ensemble du territoire national et au bénéfice des maliens de l'Extérieur.

I.2.2 Défis

La mise en oeuvre du programme du Médiateur de la République offre aux citoyens et à l'Administration de réelles opportunités pour améliorer la gouvernance démocratique et l'Etat de droit au Mali, mais aussi d'assurer une meilleure prise en charge des difficultés nées du fonctionnement des administrations dans leurs relations avec les citoyens.

Pour y parvenir les Services du Médiateur de la République doivent relever le défi du rétablissement de la confiance entre l'Administration et le citoyen à travers :

- une présence forte sur l'ensemble du territoire de la République du Mali (construction de sièges, leur équipement et dotation en personnel et moyens logistiques) ;
- une visibilité des Services du Médiateur de la République par l'élargissement de la couche de citoyens et de cadres informés sur la connaissance des missions, de la procédure de saisine par une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens et par la culture d'une bonne pratique administrative chez les cadres.

I.3 La politique sectorielle

Les missions du médiateur de la République s'inscrivent dans le cadre de la politique nationale de protection et de promotion des droits, de libertés des citoyens et une participation active au renforcement de l'Etat de droit et de consolidation de la paix sociale.

La distinction majeure du Médiateur de la République et les autres acteurs des droits de l'Homme est celle que lui confère la Loi N°010 du 08 février 2012 en son article 1er (nouveau) qui dispose que le Médiateur de la République peut être saisi par le Président de la République, le Gouvernement ou le Parlement dans le cadre de l'amélioration de l'Etat de droit, de la gouvernance et des droit humains ou en matière de règlement des conflits.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs		Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	1 032 057	1 004 978	1 067 762	1 212 726
Total :	**1 032 057**	**1 004 978**	**1 067 762**	**1 212 726**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	378 280	390 378	408 541	441 224
Biens et services	100 107	100 107	103 109	108 263
Transferts et subventions	523 670	485 993	524 612	629 534
Investissement	30 000	28 500	31 500	33 705
Total :	**1 032 057**	**1 004 978**	**1 067 762**	**1 212 726**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

Responsable du Programme :Le Médiateur de la République

a) Présentation stratégique du programme

Le programme "Recours pour le citoyen, Conseil pour l'administration" vise à:

- protéger et promouvoir les droits et libertés des citoyens ;
- participer au renforcement de l'Etat de droit
- assurer la gestion administrative et financière de ses services.

Il se décline en une seule action pour mieux assurer sa mise en oeuvre.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le programme 'Recours pour le citoyen, Conseil pour l'administration" est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques :

- régler les difficultés nées des relations entre l'Administration et les usagers;
- participer à la protection et à la promotion des droits de l'Homme et de la paix sociale ;
- améliorer le fonctionnement de l'Institution;
- assurer la redevabilité de l'institution à l'endroit de l'Administration et des citoyens.

A ces objectifs sont associés des indicateurs de résultats soumis à l'atteinte des performances du Médiateur de la République à court et moyen termes.

Objectif 1: Régler les difficultés nées des relations entre l'Administration et les usagers

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de traitement des dossiers de réclamation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports statistiques mensuels

Précision Méthodologique : (Nbre de dossiers traités/Nbre de dossiers reçus) x 100

1.2 Taux de clôture des dossiers de réclamation	%	95	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel, statistiques

Précision Méthodologique : (Nombre de dossiers de réclamations clos/ Nombre de dossiers de réclamations reçus) x 100

Objectif 2: Participer à la protection et à la promotion des droits de l'Homme et de la paix sociale

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de réalisation des activités de suivi des interpellations et des recommandations de l'EID	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation à mi-parcours, compte rendus de réunion, acte de l'EID

Précision Méthodologique : (Nbre d'activités de suivi réalisées/Nbre d'activités de suivi programmées) x 100

2.2 taux de réalisation des Missions particulières	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : PV de conciliation; rapport d'activité; rapport annuel

Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/Nombre de missions confiées) x 100

Objectif 3: Améliorer le fonctionnement de l'Institution					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de réalisation du plan d'effectif	%	75	100	100	100
Moyen de Vérification : Plan d'effectifs, decision de recrutement et de mise à disposition					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents recrutés/Nombre d'agents prévus au plan) x 100					
3.2 taux de réalisation du plan de formation	%	70	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de formation					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents formés/Nombre d'agents prévus)x100					
3.3 Taux de satisfaction des besoins de consommation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Comptabilité matière, rapport d'activité					
Précision Méthodologique : (besoins satisfaits/besoins provisionnés)x 100					

Objectif 4: Assurer la redevabilité de l'Institution à l'endroit de l'Administration et des citoyens					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de réalisation du rapport annuel et des actes de l'EID	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : présentation du rapport annuel aux autorités					
Précision Méthodologique : (Nombre de production réalisée/Nombre de production prevue) x100					
4.2 Taux de restitution du rapport annuel	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : ventilation					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités de redevabilité effectuées/Nombre d'activités de redevabilité prévues)x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	378 280	390 378	408 541	441 224
Biens et services	100 107	100 107	103 109	108 263
Transferts et subventions	523 670	485 993	524 612	629 534
Investissement	30 000	28 500	31 500	33 705
Total :	**1 032 057**	**1 004 978**	**1 067 762**	**1 212 726**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Résolution de litiges et contribution à la promotion de la bonne gouvernance	1 032 057	1 004 978	1 067 762	1 212 726
Total :	**1 032 057**	**1 004 978**	**1 067 762**	**1 212 726**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	25	25	26	27
CATEGORIE B1	1	1	1	1
CATEGORIE B2		1	1	1
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	8	8	8	8
Total :	**35**	**36**	**37**	**38**

Action 01 Résolution de litiges et contribution à la promotion de la bonne gouvernance

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	378 280	390 378	408 541	441 224
Biens et services	100 107	100 107	103 109	108 263
Transferts et subventions	523 670	485 993	524 612	629 534
Investissement	30 000	28 500	31 500	33 705
Total	**1 032 057**	**1 004 978**	**1 067 762**	**1 212 726**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	gestion des dossiers de réclamation	12 309
1.2.1	Elaboration des rapports trimestriels	5 263
2.1.1	suivis et évaluation de l'EID	10 000
2.1.2	Organisation de l'EID	85 000
2.2.1	réalisation de missions particulières	5 000
3.1.1	traitement des salaires et accessoires de salaires	390 378
3.2.1	Renforcement des capacités du personnel	20 000
3.3.1	Prise en charge des besoins de fonctionnement	212 421
3.3.2	Equipement des services du Médiateur	30 000
3.3.3	Organisation des conférences, séminaires et ateliers	34 000
3.3.4	Dépenses en investissement	28 500
3.3.5	Autres dépenses	100 107
4.1.1	Production et diffusion de rapport annuel et des actes de l'EID	30 000
4.2.1	Organisation des missions d'information, de sensibilisation et de restitution	42 000
Total		**1 004 978**

SECTION :195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Comité National de l'Egal Accès aux Medias d'Etat (CNEAME) est une autorité indépendante créée par la loi n°93-001 du 06 janvier 1992. Conformément à cette loi, il a pour missions d'assurer l'égal accès de tous aux médias d'Etat dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur. A ce titre, il veille à :

- l'équilibre et au pluralisme de l'information en tenant compte des différentes sensibilités politiques, économiques, sociales et culturelles du pays ;
- une gestion équitable du temps d'antenne et de l'espace rédactionnel consacrés aux candidats et aux formations politiques pendant les campagnes électorales.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de la mission ci-dessus présentée, le Comité National de l'Egal Accès aux Medias d'Etat fait face à plusieurs contraintes et défis, dont les plus importants sont ci-après présentés.

I.2.1 Contraintes

Les contraintes rencontrées par le CNEAME se résument essentiellement:

- à l'insuffisance de moyens techniques et financiers pour faire face à ses missions ;
- au retard constaté dans la mise à disposition (décaissement) des crédits électoraux ;
- à la fermeture de certaines stations régionales de l'ORTM et l'insuffisante couverture de nombreux points du territoire par la radio et la télévision nationale.

I.2.2 Défis

Le principal défi que le CNEAME se propose de relever est d'assurer le maintien et l'équilibre de l'information en tenant compte des différentes sensibilités politiques, économiques, sociales et culturelles du pays, à travers :

- la mise en place d'un système de monitoring de l'ensemble des médias d'Etat ;
- l'élaboration proactive des documents financiers pour permettre la mise à disposition des budgets électoraux dans des délais raisonnables ;
- la jugulation de l'absence de stations régionales ou l'insuffisante couverture du territoire par la location de temps d'antennes dans les médias privés.

I.3 La politique sectorielle

.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Indice de liberté de la presse (source : reporters sans frontière)	score	-	36.33	39.83	38.27
2	Couverture des communes par la radio rurale (source : rapport 2015 de mise en oeuvre du CSCRP 2012-2017)	nombre	-	-	-	-
3	Couverture des populations par la radiodiffusion (source : rapport 2015 de mise en oeuvre du CSCRP 2012-2017)	%	96	96	96	96
4	Localités couvertes par la diffusion télévisuelle (source : rapport 2015 de mise en oeuvre du CSCRP 2012-2017)	%	83	83	83	83

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme** En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Egal accès aux medias d'Etat	149 518	143 660	146 703	153 222
Total :	**149 518**	**143 660**	**146 703**	**153 222**

<u>Tableau 2</u> : Répartition des dépenses par nature économique

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	12 980	12 980	14 018	15 653
Biens et services	108 908	115 680	116 185	119 914
Investissement	27 630	15 000	16 500	17 655
Total :	**149 518**	**143 660**	**146 703**	**153 222**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.014 Egal accès aux medias d'Etat

Responsable de programme : M. Cheickné D KAMISSOKO, membre du CNEAME.

a) Présentation stratégique du programme

En participant à la gestion des élections, le programme vise à assurer l'accès égal de tous les citoyens aux médias d'Etat en phase électorale et non électorale.

Il intervient dans la mise en oeuvre d'une seule action : "Pilotage de l'accès libre et équitable aux médias d'Etat".

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs de la CNEAME dans le cadre de la mise en oeuvre de son programme unique sont :

- faire respecter le droit de l'égal accès aux médias d'Etat des formations politiques et de la société civile ;
- assurer la visibilité du CNEAME ;
- assurer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du CNEAME.

Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: faire respecter le droit de l'égal accés aux média d'Etat des formations politiques et de la société civile

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 taux d'acteurs (formations politiques, organisations de la société civile, médias d'Etat) concerté formé, informé et sensibilisé	%	80	90	95	95
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'acteurs concertés, formés, informés et sensibilisés/Nombre total d'acteurs) x 100					
1.2 taux de traitement des plaines	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de plaintes traitées/Nombre de plaintes reçues) x 100					

Objectif 2: assurer la visibilité du CNEAME

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 taux d'exécution du programme de communication	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités de communications réalisées/Nombre d'activités de communications programmées) x 100					

Objectif 3: assurer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 taux d'exécution du programme de formation	%	100	0	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de formations organisées/nombre de formations programmées) x 100					
3.2 taux de satisfaction des besoins en ressources humaines	%	90	95	95	95
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents en fonction/Nombre d'agents prévus dans le cadre organique) x 100					
3.3 taux de satisfaction des besoins en ressources matérielles	%	85	85	85	85
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'équipements acquis/Nombre d'équipements prévus) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	12 980	12 980	14 018	15 653
Biens et services	108 908	115 680	116 185	119 914
Investissement	27 630	15 000	16 500	17 655
Total :	**149 518**	**143 660**	**146 703**	**153 222**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Pilotage de l'accès libre et équitable aux médias d'Etat	149 518	143 660	146 703	153 222
Total :	**149 518**	**143 660**	**146 703**	**153 222**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	1	1	1	1
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	4	4	4	4
Total :	**6**	**6**	**6**	**6**

Action 01 Pilotage de l'accès libre et équitable aux médias d'Etat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	12 980	12 980	14 018	15 653
Biens et services	108 908	115 680	116 185	119 914
Investissement	27 630	15 000	16 500	17 655
Total	**149 518**	**143 660**	**146 703**	**153 222**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation de missions de sensibilisation, d'information et d'échanges à l'intérieur et l'extérieur du pays	14 027
1.1.2	Organisation de voyages d'études et de recherche	7 013
1.1.3	Tenue des rencontres avec les formations politiques, la société civile et les organes de média	3 311
1.2.1	Gestion des plaintes	560
1.2.2	Tenue des sessions	16 140
2.1.1	Production des bulletins de surveillance active	2 000
3.2.1	Traitement des salaires et accéssoires de solde	12 980
3.3.1	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement du CNEAME	85 629
3.3.2	Organisation des revues du Budget Programme	1 000
3.3.3	Tenue regulière des revues trimestriel du comité de pilotage	1 000
Total		**143 660**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Défense et des Anciens Combattants est chargé de l'exécution de la politique de Défense Nationale et de la mise en oeuvre de la politique de promotion des anciens combattants. En particulier, il est chargé de :

-élaborer et coordonner les éléments de la politique du département ;

-préparer et accroître la capacité opérationnelle des Forces Armées ;

-contrôler l'état opérationnel des Forces Armées ;

-assurer la formation de base et continue des Forces Armées ;

-veiller à la mise en oeuvre des mesures de protection et de promotion des anciens combattants militaires retraités et victimes de guerre.

I.2 Les contraintes et les défis

Les principales contraintes rencontrées et les défis à relever dans la mise en oeuvre de la politique de la Défense et de promotion des anciens combattants se résument comme suite :

I.2.1 Contraintes

-insuffisance d'effectifs et d'équipements pour la couverture intégrale du territoire national ;

-difficultés d'assurer le contrôle régulier des structures relevant du Département ;

-insuffisance des moyens humains et matériels pour la couverture des réseaux de transmissions ;

-manque d'infrastructures et de moyens pédagogiques adéquats pour les formations militaires ;

-difficulté de satisfaire aux sollicitations pour les missions de maintien de paix.

I.2.2 Défis

-renforcer les capacités opérationnelles et favoriser le développement socioéconomique ;

-défendre l'intégrité territoriale, avec l'occupation de toutes les régions nord du pays ;

-renforcer la présence du Mali dans les opérations de maintien de la paix.

I.3 La politique sectorielle

-le Département, à travers la LOPM 2015-2019, doit doter le pays d'un outil de Défense et de sécurité capable de préserver les intérêts fondamentaux ; c'est une volonté des plus hautes autorités politiques et militaires du Mali ;

-la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) qui est la traduction financière de la politique de Défense permet d'amorcer une réforme des Forces Armées et de Sécurité, cohérente avec l'évolution de l'environnement aussi bien national qu'international, qui se traduit en particulier par l'acquisition des capacités indispensables par rapport à nos objectifs et au niveau contrat opérationnel ;

-l'amélioration du cadre de vie des militaires, la réhabilitation et la rénovation des infrastructures représentent aussi des actions prioritaires.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Nombre de militaires logés	Nbre	/	/	/	8 379
2	Nombre de militaires non logés	Nbre	/	/	/	26 479
3	Nombre de structures militaires réhabilitées	Nbre	/	/	/	/

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	266 140 240	240 053 791	264 145 769	289 202 967
Gestion des Opérations Militaires	7 806 382	37 189 218	22 544 367	24 282 295
Inspection des Armées	319 825	324 406	321 275	352 925
Formation	668 248	770 673	673 214	727 780
Gestion des Transmissions	265 305	366 267	267 458	293 285
Total :	**275 200 000**	**278 704 355**	**287 952 083**	**314 859 252**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	98 607 968	103 708 334	104 918 878	117 162 910
Biens et services	60 564 264	68 296 212	62 613 931	68 837 280
Transferts et subventions	776 982	886 982	776 959	841 607
Investissement	115 250 786	105 812 827	119 642 315	128 017 455
Total :	**275 200 000**	**278 704 355**	**287 952 083**	**314 859 252**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.008 Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Département.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de :

- l'élaboration et la coordination des éléments de la politique du Département dans les domaines du personnel, du matériel et des moyens financiers ;
- la Gestion et le suivi de l'utilisation efficiente et efficace des ressources matérielles et financières mises à la disposition le Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.008 est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) à la gestion efficace des ressources du département (ii) à la coordination et au suivi des différents programmes en vigueur dans le Département, (iii) à la participation de la mise en oeuvre des politiques sectorielles d'autres départements et de prestations au profit d'autres pays.

A ces objectifs sont associés les indicateurs permettant de mesurer les progrès réalisés et de se projeter sur les efforts encore à fournir à court, moyen et long termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs associés.

Objectif 1: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources du Département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution du Budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Situation d'Exécution et ou Compte Administrative					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits alloués)*100					
1.2 Taux de satisfaction du programme d'investissement	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'exécution de la LOPM					
Précision Méthodologique : (Investissements réalisés/ investissements prévus)*100					
1.3 Taux d'exécution du recrutement	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de fin de formation et de décision d'incorporation					
Précision Méthodologique : (Effectifs réalisés/Effectifs prévus)*100					

Objectif 2: Coordonner et assurer le suivi des différents programmes en vigueur dans le Département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de réalisation du programme de suivi	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'exécution du programme					
Précision Méthodologique : (Activités de suivi réalisées/Activités de suivi prévues)*100					

Objectif 3: Participer à la mise en oeuvre des politiques sectorielles d'autres structures et de prestations au profit d'autres pays.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de réalisation des prestations des AMC	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Réalisation/Prévision)*100					
3.2 Taux réalisation des prestations EMP	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de formation					
Précision Méthodologique : (Nombre d'éléments formés/Nombre d'éléments prévus)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	98 607 968	103 708 334	104 918 878	117 162 910
Biens et services	52 036 847	58 908 529	54 023 658	59 463 121
Transferts et subventions	699 185	799 185	699 552	758 008
Investissement	114 796 240	76 637 743	104 503 681	111 818 928
Total :	**266 140 240**	**240 053 791**	**264 145 769**	**289 202 967**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conduite de la politique de défense	127 779 045	131 851 287	134 480 371	149 556 983
Gestion des ressources humaines	77 315 690	68 217 246	80 481 889	86 792 552
Gestion des ressources financières et matérielles	61 045 505	39 985 258	49 183 509	52 853 432
Total :	**266 140 240**	**240 053 791**	**264 145 769**	**289 202 967**

Action 01 Conduite de la politique de défense

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	98 607 968	103 708 334	104 918 878	117 162 910
Biens et services	25 562 795	25 727 331	25 614 050	28 170 411
Transferts et subventions	48 520	48 520	48 607	51 912
Investissement	3 559 762	2 367 102	3 898 836	4 171 750
Total	**127 779 045**	**131 851 287**	**134 480 371**	**149 556 983**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Traitement des salaires et accessoires	103 708 334
1.1.4	Prise en charge de la prime globale d'alimentation (PGA)	12 000 781
1.2.2	Sécurisation des sites stratégiques	2 304 000
2.1.3	Approvisionnement des services	13 642 909
3.2.1	Participation au fonctionnement des services	195 263
Total		**131 851 287**

Action 02 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	22 523 640	21 699 824	24 451 200	26 840 029
Transferts et subventions	155 784	155 784	156 064	166 676
Investissement	54 636 266	46 361 638	55 874 625	59 785 847
Total	**77 315 690**	**68 217 246**	**80 481 889**	**86 792 552**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.3	La mise en oeuvre da la LOPM	67 535 244
1.3.2	Organisation et déploiement du personnel civil et militaire	682 002
Total		**68 217 246**

Action 03 Gestion des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	3 950 412	11 481 374	3 958 408	4 452 681
Transferts et subventions	494 881	594 881	494 881	539 420
Investissement	56 600 212	27 909 003	44 730 220	47 861 331
Total	**61 045 505**	**39 985 258**	**49 183 509**	**52 853 432**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Equipement des services	27 598 814
2.1.1	Organisation des séminaires de formation	36 029
2.1.2	Assistance aux militaires	12 016 861
3.1.1	Production d'équipements	333 554
Total		**39 985 258**

Le Programme : 2.015 Gestion des Opérations Militaires

Responsable du programme : le Chef d'État-major Général des Armées.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme « Gestion des opérations militaires » poursuit quatre (04) objectifs stratégiques. Il s'agit de :

1.Commandement de l'ensemble des opérations militaires ;

2.Préparations opérationnelles des Forces ;

3.Soutiens opérationnels des Forces

4.Contrôles et évaluations des capacités opérationnelles et la surveillance administrative des corps de troupes.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Gestion des opérations militaires » vise à atteindre spécifiquement quatre objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Mettre en condition opérationnelle les Forces Armées

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de satisfaction du Document Unique d'Organisation (DUO)	%	87	100	95	100
Moyen de Vérification : Synthèse des rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Données réalisées / Données prévues) *100					
1.2 Taux d'exécution des programmes de préparations opérationnelles	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nbre d'activités de préparations réalisées / Nbre d'activités de préparations prévues)*100					
1.3 Taux de réalisation du programme de soutien logistique	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Activités de soutien logistique réalisées / Activités de soutien logistique prévues)*100					

Objectif 2: Assurer la présence de l'Armée sur l'ensemble du territoire national					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux d'implantation des unités	%	80	100	100	100

Moyen de Vérification : Synthèse des rapports d'activités
Précision Méthodologique : (Nombre d'unités déployées / Nombre d'unités prévues)*100

2.2 Taux d'exécution des contrats opérationnels	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités, DIPPO, DIAPO
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités et de missions réalisées / Nombre d'activités et de missions prévues (prévisions)*100

Objectif 3: Assurer la présence du Mali dans les opérations de maintien de la paix dans le monde					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de présence malienne	%	35	40	50	52

Moyen de Vérification : Rapports d'activités
Précision Méthodologique : (Présence effective / Nbre de places offertes)*100

Objectif 4: Assurer la mise en oeuvre des actions de développement					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux d'exécution des actions de développement socio-économique	%	60	100	70	80

Moyen de Vérification : Rapports d'activités
Précision Méthodologique : (Nombre de prestations réalisées / Nombre de prestations demandées)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Biens et services	7 350 829	8 035 089	7 408 738	8 086 106
Transferts et subventions	77 797	87 797	77 407	83 599
Investissement	377 756	29 066 332	15 058 222	16 112 590
Total :	**7 806 382**	**37 189 218**	**22 544 367**	**24 282 295**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Préparation des emplois des forces armées	2 297 444	31 622 355	17 007 049	18 264 177
Soutien logistique	4 588 933	4 634 427	4 603 755	5 008 277
Génie militaire	618 475	623 766	629 199	676 566
Activités socio-culturelles et sportives	301 530	308 670	304 364	333 275
Total :	**7 806 382**	**37 189 218**	**22 544 367**	**24 282 295**

Action 01 Préparation des emplois des forces armées

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	2 217 526	2 845 163	2 242 591	2 466 209
Investissement	79 918	28 777 192	14 764 458	15 797 968
Total	**2 297 444**	**31 622 355**	**17 007 049**	**18 264 177**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Fournitures des biens et services	22 217 640
1.1.2	Equipement des services	7 087 537
1.2.1	Approvisionnement des services	770 589
2.1.1	Déploiement et implantation des structures sur tout le territoire	940 292
2.1.2	Organisation des séminaires de formation	400 000
2.2.1	Participation au fonctionnement des services	206 297
Total		**31 622 355**

Action 02 Soutien logistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	4 433 739	4 478 168	4 464 897	4 858 457
Transferts et subventions	77 797	87 797	77 407	83 599
Investissement	77 397	68 462	61 451	66 221
Total	**4 588 933**	**4 634 427**	**4 603 755**	**5 008 277**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Acquisition et ravitaillement de matériel	3 671 431
4.1.3	Acquisition de matériel et consommables médicaux	962 996
Total		**4 634 427**

Action 03 Génie militaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	444 626	449 680	445 807	480 509
Investissement	173 849	174 086	183 392	196 057
Total	**618 475**	**623 766**	**629 199**	**676 566**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.2	Construction et réalisation des chantiers du Génie militaire	623 766
Total		**623 766**

Action 04 Activités socio-culturelles et sportives

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	254 938	262 078	255 443	280 931
Investissement	46 592	46 592	48 921	52 344
Total	**301 530**	**308 670**	**304 364**	**333 275**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Assistance aux militaires	154 085
4.1.1	Participation aux compétitions sportives et culturelles	154 585
Total		**308 670**

Le Programme : 2.016 Inspection des Armées

Responsable de Programme : l'Inspecteur Général des Armées et Services.

a).Présentation stratégique du programme

Le programme 2.016 assure le contrôle opérationnel et l'administration des Services, Unités et Formations des Forces Armées implantées sur le Territoire National;

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme 2.016 vise à atteindre spécifiquement l'objectif suivant : Apprécier l'état opérationnel des forces Armées et la performance des structures de soutien. Cet objectif assorti d'indicateurs de performance se présente comme suit :

Objectif 1: Apprécier l'état opérationnel des forces Armées et la performance des structures de soutien

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution du programme d'inspection	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nbre d'inspections réalisées/Nbre d'inspections prévues)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	304 825	309 406	305 525	336 073
Investissement	15 000	15 000	15 750	16 852
Total :	**319 825**	**324 406**	**321 275**	**352 925**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conseil et certification de la condition et de l'état opérationnel des armées	319 825	324 406	321 275	352 925
Total :	**319 825**	**324 406**	**321 275**	**352 925**

Action 01 Conseil et certification de la condition et de l'état opérationnel des armées

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	304 825	309 406	305 525	336 073
Investissement	15 000	15 000	15 750	16 852
Total	**319 825**	**324 406**	**321 275**	**352 925**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des missions d'inspection	15 000
1.1.2	Participation au fonctionnement	309 406
Total		**324 406**

Le Programme : 2.017 Formation

Responsable de Programme : le Directeur des Écoles Militaires

a) Présentation stratégique du programme

Le programme 2.017 vise à :

- mettre en oeuvre et coordonner la politique de formation dans les Ecoles Militaires au Mali ;
- promouvoir l'intégration sous régionale dans le cadre de la formation militaire.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme 2.017 vise à atteindre spécifiquement les objectifs suivants:(i) Assurer la formation de base et continue des Officiers, Sous-Officiers et Elèves du Prytanée du Mali et d'autres pays ; (ii) Assurer la formation des agents d'autres départements. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer la formation de base et continue des Officiers, Sous-Officiers et Elèves du Prytanée du Mali et d'autres pays

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution du programme de formation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Activités réalisées/ Activités prévues)*100					
1.2 Taux de réussite aux examens de sortie	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre réussi/ Nombre présenté)*100					
1.3 Nbre d'Elèves et de stagiaires en formation	NBRE	1085	1085	2000	1085
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Assurer la formation des agents d'autres départements

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Agents extérieurs en formation	NBRE	270	300	350	300
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	634 860	725 323	638 572	690 816
Investissement	33 388	45 350	34 642	36 964
Total :	**668 248**	**770 673**	**673 214**	**727 780**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Instructions militaires	377 611	480 036	378 776	410 366
Spécialisation des militaires	290 637	290 637	294 438	317 414
Total :	**668 248**	**770 673**	**673 214**	**727 780**

Action 01 Instructions militaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	362 799	453 262	363 714	394 351
Investissement	14 812	26 774	15 062	16 015
Total	**377 611**	**480 036**	**378 776**	**410 366**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Organisation des séminaires de formation	250 068
1.1.3	Participation au fonctionnement des services	49 358
1.3.2	Fourniture des biens et services	98 653
2.1.1	Approvisionnement des services	81 957
Total		**480 036**

Action 02 Spécialisation des militaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	272 061	272 061	274 858	296 465
Investissement	18 576	18 576	19 580	20 949
Total	**290 637**	**290 637**	**294 438**	**317 414**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Organisation des examens de sortie	290 637
Total		**290 637**

Le Programme : 2.018 Gestion des Transmissions

Responsable de Programme : le Directeur des transmissions et des télécommunications des armées.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme 2.018 vise à :

1.Assurer la formation du personnel des transmissions

2.Approvisionner les Armées en matériel des Transmissions tout en assurant son entretien et sa réparation

3.Contrôler et assurer le bon fonctionnement technique du matériel des transmissions des Armées.

Concevoir, réaliser et coordonner les systèmes des Transmissions des Armées.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme 2.018 vise à atteindre spécifiquement les objectifs suivants : (i) Assurer en temps de paix et de crise la formation du personnel des Forces de Défense et Sécurité ; (ii) Approvisionner les unités des forces de Défense et Sécurité en moyen de communications et maintenir les équipements ; (iii) Assurer et maintenir les liaisons fiables et sécurisées ; (iv) Elaborer des documents de sécurité pour l'exploitation des réseaux.

Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer en temps de paix et de crise la formation du personnel des Forces de Défense et Sécurité

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de formation à l'intérieur du Mali en Transmissions	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports et résultats de fin de formation

Précision Méthodologique : (Nbre d'agents formés / Nbre d'agents prévus) * 100

Objectif 2: Approvisionner les Armées en matériel des Transmissions tout en assurant son entretien et sa réparation.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'équipement des unités	%	75	100	100	100

Moyen de Vérification : Notes de délivrances

Précision Méthodologique : (Réalisation/Prévision) * 100

2.2 Taux de réparation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Registres

Précision Méthodologique : (Nbre de réparation/Nbre de panne)* 100

Objectif 3: Contrôler et assurer le bon fonctionnement technique du matériel des Transmissions des Armées

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de réalisation des réseaux	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Documents techniques

Précision Méthodologique : (Nbre réalisé /Nbre prévu) * 100

3.2 Fréquence de travail des réseaux	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Précision Méthodologique : (Nbre de maintenance/Nbre de panne) * 100

Objectif 4: Concevoir, réaliser et coordonner les systèmes de Transmissions des Armées.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux d'élaboration de documents	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Précision Méthodologique : (Production/Prévision) * 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	236 903	317 865	237 438	261 164
Investissement	28 402	48 402	30 020	32 121
Total :	**265 305**	**366 267**	**267 458**	**293 285**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conduite et gestion des Télécommunications militaires	265 305	366 267	267 458	293 285
Total :	**265 305**	**366 267**	**267 458**	**293 285**

Action 01 Conduite et gestion des Télécommunications militaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	236 903	317 865	237 438	261 164
Investissement	28 402	48 402	30 020	32 121
Total	**265 305**	**366 267**	**267 458**	**293 285**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Appui au fonctionnement des services	304 835
2.1.1	Acquisition de matériels techniques	20 000
2.2.1	Approvisionnement des services	10 358
3.1.1	Fourniture des biens et services	10 358
3.2.1	Appui au fonctionnement des services	10 358
4.1.1	Fourniture des biens et services	10 358
Total		**366 267**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Département de la Justice a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale en matière de Justice et de Seaux de l'État. A ce titre, il est compétent pour :

- L'application de la législation civile, pénale et commerciale ;
- L'application des peines ;
- La préparation et la mise en oeuvre des décisions de grâce et d'amnistie ;
- Le suivi des ordres des professions juridiques et judiciaires ;
- L'administration des services judiciaires et pénitentiaires ;
- L'élaboration et l'application des textes relatifs à la nationalité ;
- Le contrôle de l'état civil ;
- L'élaboration et l'application du statut de la magistrature et des statuts des autres professions juridiques et judiciaires ;
- L'élaboration et le contrôle de la règlementation relative aux sceaux de l'Etat ;
- La participation à la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la corruption et les autres formes de délinquances économiques et financières, la traite des personnes et les pratiques assimilées.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

Le Ministère de la justice est confronté à un certain nombre de contraintes notamment :

- Le sous-financement du secteur de la justice (le budget du secteur représente seulement 1% du Budget d'Etat) ;
- La sous-administration de la justice ;
- La mauvaise perception qu'ont les citoyens de la justice : un sondage réalisé en 2014 donne un niveau de satisfaction de 26,8% des maliens ;
- L'inadéquation des infrastructures judiciaires, administratives et pénitentiaires;
- L'insuffisance des moyens logistiques ;
- L'insuffisance et le faible niveau des personnels du secteur de la justice.

I.2.2 Défis

Pour faire face à toutes ces contraintes dont la liste n'est pas exhaustive, le ministère de la justice entend mettre en oeuvre une politique de renforcement institutionnel et logistique à travers :

- Le financement conséquent du secteur à travers la mobilisation des ressources supplémentaires ;
- Le renforcement du suivi et du contrôle des services judiciaires et pénitentiaires ainsi que le déploiement des systèmes d'information gestion (SIG) ;
- L'amélioration de l'image de la justice ;
- La réalisation des infrastructures judiciaires, administratives et pénitentiaires ;
- L'acquisition des moyens logistiques ;
- Le développement de la communication au sein du secteur ;
- Le recrutement et le renforcement des capacités des personnels du secteur.

I.3 La politique sectorielle

La politique nationale du Ministère de la Justice est structurée autour de Onze (11) objectifs spécifiques :

1. Améliorer la gouvernance des services judiciaires
2. Renforcer la lutte contre la corruption, la drogue, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée,
3. Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre le VIH/SIDA ;

4. Améliorer la législation et la coopération judiciaire internationale ;
5. Améliorer l'efficacité des services judiciaires et l'accessibilité au droit et à la justice ;
6. Moderniser la gestion de la justice ;
7. Assurer la formation initiale et le perfectionnement des acteurs de justice ;
8. Améliorer les capacités opérationnelles de l'INJFJ;
9. Améliorer les conditions de détention et de travail du personnel ;
10. Favoriser la réinsertion sociale des détenus ;
11. Améliorer la sécurité des établissements pénitentiaires (nouveau)

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux de réalisation des infrastructures de la nouvelle Carte Judiciaire	%	4,5	4,5	-	4,2
2	Ratio Nombre d'habitant/Juge	nombre	40629	41828	30000	-
3	Ratio détenu/Surveillant de prison	nombre	-	-	-	-
4	Pourcentage des centres de détention respectant les normes	%	-	-	-	-
5	Indice de Transparence International	Rang	115/174	-	-	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale, Coordination et Contrôle	6 850 451	6 312 205	5 801 618	6 059 150
Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	9 254 802	9 468 135	9 824 600	10 540 631
Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	5 254 452	9 582 090	5 411 340	5 634 269
Total :	**21 359 705**	**25 362 430**	**21 037 558**	**22 234 050**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	10 100 843	10 100 843	11 055 599	11 737 322
Biens et services	5 546 717	4 858 688	5 683 032	6 082 218
Transferts et subventions	939 292	942 322	953 913	991 163
Investissement	4 772 853	9 460 577	3 345 014	3 423 347
Total :	**21 359 705**	**25 362 430**	**21 037 558**	**22 234 050**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle

Responsable du Programme : Monsieur Sombré THERA, Secrétaire Général du Ministère de la Justice

a) Présentation stratégique du programme

Le programme vise à coordonner la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement en matière de justice et de Sceaux de l'Etat. A cet effet le programme veillera à ce que les activités des autres programmes concourent à atteindre les objectifs en matière de justice et à assurer le contrôle, la planification et la gestion administrative et financière.

Les grands chantiers du programme sont entre autres :

- L'opérationnalisation des actions du programme d'urgence pour la mise en oeuvre de l'accord d'Alger ;
- L'amélioration des prestations du cabinet du ministre, aux services et aux directions du ministère dans le domaine de la gestion des ressources humaines, de la fonction financière, de l'immobilier, des achats, des projets informatiques, de la statistique ;
- La modernisation de l'organisation et du fonctionnement du ministère pour créer les conditions d'une gestion efficiente, notamment au travers du pilotage des mesures de modernisation.

Les activités du programme 1.009 sont mises en oeuvre par les services centraux et services rattachés dont le contrôle et le suivi sont assurés par le cabinet du ministre. La direction des finances et du matériel et la CPS appuient le ministre et les responsables des programmes dans la planification stratégique et opérationnelle.

Le programme s'occupe de :

- L'impulsion, la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur .

Ce programme vise à coordonner la mise en oeuvre de la politique du Gouvernement en matière de justice et de Sceaux de l'Etat. A cet effet le programme veillera à ce que les activités des autres programmes concourent à atteindre les objectifs en matière de justice et à assurer le contrôle, la planification et la gestion administrative et financière.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme:

Le cadre de performance du programme 1.009 est bâti autour de (4) objectifs spécifiques : (i) Améliorer la gouvernance des services judiciaires, (ii) Renforcer la lutte contre la corruption, la drogue, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, (iii)Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre le VIH/SIDA, (iv)Améliorer la législation et la coopération judiciaire internationale.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

L'atteinte de ces objectifs contribue à la résolution des problèmes relatifs à :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du

département ;

- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;
- le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère

Les détails des objectifs et les indicateurs associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Objectif 1: Améliorer la gouvernance des services judiciaires

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités du département	%	45	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités du département/CPS./:					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées /nombre d'activités programmées) x100					
1.2 Pourcentage de services contrôlés.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'inspection de l'ISJ					
Précision Méthodologique : (nombre de services contrôlés x 100 / nombre total de services à contrôler) x 100					
1.3 Taux d'exécution du budget	%	50	100	100	100
Moyen de Vérification : compte administratif/ DFM					
Précision Méthodologique : (Totalcrédits liquidés /Total crédits initiaux) x 100					

Objectif 2: Renforcer la lutte contre la corruption, la drogue, le terrorisme et la criminalité transnationale

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de dossiers de corruption transmis ayant fait l'objet de poursuites	%	70	95	98	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des pôles économiques et financiers/					
Précision Méthodologique : (nombre de dossiers ayant reçu de suites judiciaires/ nombre de dossiers transmis) x100					
2.2 Pourcentage de dossiers de terrorisme, de drogue et de criminalité transnationale ayant reçu de suites judiciaires	%	75	95	98	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du pôle judiciaire spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée					
Précision Méthodologique : (nombre de dossiers ayant reçu de suites judiciaires/ nombre de dossiers transmis) x 100					
2.3 Pourcentage des acteurs de la justice formés dans les domaines de lutte contre la corruption, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.	%	45	95	98	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités du pôle judiciaire spécialisé de lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée, du comité national de coordination de la lutte contre la traite....PNI					
Précision Méthodologique : (nombre d'acteurs formés/nombre d'acteurs à former) x100					

Objectif 3: Contribuer à la promotion du genre et à la lutte contre le VIH/SIDA

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le genre.	%	50	66,67	76.67	83,33
Moyen de Vérification : rapports d'activités de la cellule genre					
Précision Méthodologique : (Nombre d'acteurs sensibilisés et formés/nombre d'acteurs à sensibiliser et former) x100					
3.2 Pourcentage de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le VIH/SIDA.	%	80	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités de la cellule VIH/SIDA					
Précision Méthodologique : (nombre d'acteurs sensibiliser et formés/nombre d'acteurs à sensibiliser et former) x100					

Objectif 4: Améliorer la législation et la coopération judiciaire internationale					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Pourcentage de textes élaborés et /ou relus	%	80	80	98	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNAJ
Précision Méthodologique : (nombre de textes élaborés et /ou relus / nombre de textes à élaborer et /ou à relire) x100

4.2 pourcentage de dossiers de coopération judiciaire traité	%	100	80	90	95

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNAJ
Précision Méthodologique : (nombre de dossiers de coopération judiciaire traité / nombre de dossiers de coopération judiciaire à traiter) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	2 273 135	2 273 135	2 621 673	2 615 405
Biens et services	2 076 294	1 790 549	2 118 664	2 316 775
Transferts et subventions	438 770	392 221	396 531	425 835
Investissement	2 062 252	1 856 300	664 750	701 135
Total :	**6 850 451**	**6 312 205**	**5 801 618**	**6 059 150**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conduite et pilotage de la politique juridique et judiciaire	4 260 357	3 954 222	3 131 495	3 162 820
Gestion des ressources financières et matérielles	2 359 329	2 192 102	2 436 816	2 655 900
Planification, programmation et suivi évaluation	230 765	165 881	233 307	240 430
Total :	**6 850 451**	**6 312 205**	**5 801 618**	**6 059 150**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	80	68	69	70
CATEGORIE B1	39	31	31	31
CATEGORIE B2	25	22	22	22
CATEGORIE C	118	28	28	28
CONTRACTUEL	83	79	80	81
Total :	**345**	**228**	**230**	**232**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique juridique et judiciaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 375 843	1 375 843	1 666 955	1 584 310
Biens et services	882 754	691 210	892 663	970 589
Transferts et subventions	397 760	363 369	366 057	389 267
Investissement	1 604 000	1 523 800	205 820	218 654
Total	**4 260 357**	**3 954 222**	**3 131 495**	**3 162 820**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel cabinet	1 184 592
1.1.2	Tenue des réunions de coordination	8 040
1.1.3	Participation au fonctionnement du cabinet	130 062
1.1.4	Participation aux missions à l'extérieur (frais de transport)	25 474
1.1.5	Participations aux missions à l'intérieur à l'extérieur (indemnités de déplacements)	71 596
1.1.6	Prise en charge des dépenses du personnel de la DNAJS	88 005
1.1.7	Prise en charge des dépenses du personnel ISJ	103 246
1.1.10	Réalisation des investissements du PURSJ (constructions & équipements) (Réalisation des investissements (constructions & équipements)	1 520 000
1.2.1	Diverses activités de coordination et de contrôle (contrôle et suivi des actions)	262 751
1.2.2	Réalisation des missions d'inspection des structures judicaires	93 111
2.1.1	Prise en charge des missions des pôles économique et financier à l'intérieur	19 000
2.1.2	Participation au fonctionnement des pôles économiques et financiers	109 719
2.1.3	divers activités du pole economiques et financier	1 900
2.2.1	Prise en charge des missions du pôle judiciaire spécialisé à l'intérieur et à l'extérieur	9 500
2.2.2	Participation au fonctionnement du pôle judiciaire spécialisé	27 550
2.3.1	Projet de poursuite de l'opérationnalisation du programme national intégré de lutte contre le trafic de drogue, le blanchissement des capitaux et la criminalité transnationale.	38 000
2.3.2	Sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur la traite des personnes et les pratiques assimilées	190 000
3.1.1	Sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le genre.	5 700
4.1.1	Participation au fonctionnement de la DNAJS	22 800
4.1.2	Diverses activités de la DNAJS	35 576
4.2.1	Coordination de la relecture et de l'harmonisation des textes	7 600
Total		**3 954 222**

Action 02 Gestion des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	897 292	897 292	954 718	1 031 095
Biens et services	1 162 775	1 075 958	1 194 314	1 312 916
Transferts et subventions	41 010	28 852	30 474	36 568
Investissement	258 252	190 000	257 310	275 321
Total	**2 359 329**	**2 192 102**	**2 436 816**	**2 655 900**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Prise en charge des dépenses de personnel	897 292
1.3.2	Préparation du budget	10 450
1.3.3	Exécution du budget	1 204 068
1.3.4	Diverses activités de gestion des ressources financières et matérielles	62 651
1.3.5	Prise en charge des missions à l'intérieur et à l'extérieur	16 150
3.2.1	Sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur le VIH/SIDA.	1 492
Total		**2 192 102**

Action 03 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	30 765	23 381	31 687	33 270
Investissement	200 000	142 500	201 620	207 160
Total	**230 765**	**165 881**	**233 307**	**240 430**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.8	Participation au fonctionnement de la CPS	23 380
1.1.11	Projet d'appui au fonctionnement (coordination des projets et programmes, suivi et évaluation des projets et programmes, production des documents statistiques et de planifications) (Appui au fonctionnement (coordination des projets et programmes, suivi et évaluation des projets et programmes, production et diffusion des documents statistiques, de planifications, renforcement des capacites opérationnelles de la CPS)	142 501
Total		**165 881**

Le Programme : 2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation

Responsable du Programme : le Directeur National de l'Administration de la Justice.

a).Présentation stratégique du programme :

ce programme vise à améliorer l'efficacité de la justice et son accessibilité, élaborer les éléments de la politique de l'État dans le domaine de l'administration de la justice et en assurer la coordination et le contrôle pour un meilleur fonctionnement des services et des professions judiciaires et juridiques; participer à la gestion des carrières des magistrats et gérer la carrière du personnel non magistrat. Il vise également la formation des acteurs de justice et la diffusion du droit.

Le programme est composé de 7 'actions :

1 jugement des affaires civiles et pénales ;

2 jugement des conflits de travail ;

3 exécution des décisions de justice ;

4 jugement des affaires administratives ;

5- jugement des affaires juvéniles ;

6 jugement des affaires commerciales ;

7 conduite et pilotage des actions du corps de la justice.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du "Politique juridique et judiciaire, gestion de la carrière et formation" est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques :

(i) améliorer l'efficacité des services judiciaires et l'accessibilité au droit et à la justice ;

(ii) assurer la formation initiale et le perfectionnement des acteurs de justice ;

(iii) améliorer les capacités opérationnelles de l'INFJ.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Les détails des objectifs ainsi les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Améliorer l'efficacité des services judiciaires et l'accessibilité au droit et à la justice.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Délai moyen de traitement des procédures (civiles, hors procédures sommaires)	mois	55	12	11	8
Moyen de Vérification : Rapports Annuels des juridictions					
Précision Méthodologique : délai moyen calculé					
1.2 Délai moyen de traitement des procédures/Pénales	mois	40	18	17	15
Moyen de Vérification : Rapports Annuels des juridictions					
Précision Méthodologique : délai moyen calculé					
1.3 Pourcentage des juridictions disposant de structure fonctionnelle d'accès au droit et à la justice.	%	120	70	80	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités DNAJ					
Précision Méthodologique : (Nombre de juridictions disposant de structure d'accès au droit et à la justice / Nombre total de juridictions) x100					

Objectif 2: Assurer la formation initiale et le perfectionnement des acteurs de justice

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de réussite aux examens de sortie des auditeurs de justice, greffiers stagiaires, secrétaires de greffe et parquet stagiaires et aspirants notaires.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités INFJ					
Précision Méthodologique : (Nombre d'auditeurs de justice, greffiers stagiaires, secrétaires de greffe et parquet stagiaires et aspirants notaires ayant réussi à l'examen de sortie / Nombre total formé) x 100.					
2.2 Pourcentage des auxiliaires de justice ayant bénéficié de formation continue.	%	100	40	45	50
Moyen de Vérification : Rapport d'activités INFJ					
Précision Méthodologique : (Nombre réel d'auxiliaires de justice ayant bénéficié d'une formation continue / Nombre total prévu) x 100.					

Objectif 3: Améliorer les capacités opérationnelles de l'INJFJ

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de réalisation des infrastructures programmées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités INFJ					
Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures réalisées / Nombre total d'infrastructures programmées) x 100.					
3.2 Taux de réalisation des études et recherches programmées	%	40	100	100	100
Moyen de Vérification : : Rapport d'activités INFJ					
Précision Méthodologique : (Nombre d'études et recherches conduit / Nombre total d'études et recherches prévu) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	6 578 617	6 578 617	7 104 895	7 673 274
Biens et services	1 495 079	1 413 656	1 529 776	1 629 145
Transferts et subventions	500 522	550 101	557 382	565 328
Investissement	680 584	925 761	632 547	672 884
Total :	**9 254 802**	**9 468 135**	**9 824 600**	**10 540 631**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Jugement des affaires civiles et pénales	5 982 092	6 092 810	6 441 331	6 945 454
Jugement des conflits de travail	211 616	209 788	224 145	239 462
Exécution des décisions de justice	46 473	48 876	48 531	51 402
Jugement des affaires administratives	329 177	337 974	354 231	381 796
Jugement des affaires juvéniles	135 443	154 259	144 764	155 438
Jugement des affaires commerciales	79 329	88 462	84 464	90 490
Conduite et pilotage des actions du corps de la justice	2 470 672	2 535 966	2 527 134	2 676 589
Total :	**9 254 802**	**9 468 135**	**9 824 600**	**10 540 631**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	527	520	528	536
CATEGORIE B	100	126	128	130
CATEGORIE B1	184	177	179	181
CATEGORIE B2	279	267	270	273
CATEGORIE C	314	282	288	294
CONTRACTUEL	320	310	314	318
Total :	**1 724**	**1 682**	**1 707**	**1 732**

Action 01 Jugement des affaires civiles et pénales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 557 202	5 557 202	6 001 770	6 481 905
Biens et services	327 506	444 897	337 314	354 152
Investissement	97 384	90 711	102 247	109 397
Total	**5 982 092**	**6 092 810**	**6 441 331**	**6 945 454**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	233 040
1.1.2	Tenue des audiences	15 766
1.1.3	Diverses activités (jugement des affaires civiles et pénales, suivi, transfèrements des détenus, transports judiciaires.	3 800
1.1.14	Prise en charge des dépenses du personnel	5 324 162
1.1.15	Tenue des audiences	350 889
1.1.16	Diverses activités (jugement des affaires civiles et pénales, suivi, transfèrements des détenus, transports judiciaires	163 153
1.2.22	Participation au fonctionnement des tribunaux du travail	2 000
Total		**6 092 810**

Action 02 Jugement des conflits de travail

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	118 093	118 093	127 540	137 742
Biens et services	79 523	78 395	81 905	85 991
Investissement	14 000	13 300	14 700	15 729
Total	**211 616**	**209 788**	**224 145**	**239 462**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.18	Prise en charge des dépenses de personnel	118 093
1.2.20	Diverses activités des tribunaux du travail (Organisation des audiences)	13 300
1.2.21	Participation au fonctionnement des tribunaux du travail	78 395
Total		**209 788**

Action 03 Exécution des décisions de justice

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	12 501	12 501	13 501	14 581
Biens et services	31 972	34 475	32 930	34 574
Investissement	2 000	1 900	2 100	2 247
Total	**46 473**	**48 876**	**48 531**	**51 402**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.4	Prise en charge des dépenses de personnel	12 501
1.1.5	Application de la loi pénale et exécution des décisions de justice	14 596
1.1.6	Participation au fonctionnement du Parquet général	1 264
1.1.7	Surveillance de la police judiciaire et contrôle des professions juridiques et judiciaires.	10 281
1.1.8	Diverses activités du Parquet	10 235
Total		**48 876**

Action 04 Jugement des affaires administratives

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	302 605	302 605	326 813	352 957
Biens et services	24 072	32 994	24 793	26 031
Investissement	2 500	2 375	2 625	2 808
Total	**329 177**	**337 974**	**354 231**	**381 796**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.9	Prise en charge des dépenses de personnel	302 605
1.1.10	Tenue des audiences du ressort des affaires administratives	13 963
1.1.11	Participation au fonctionnement des tribunaux administratifs	13 962
1.2.17	Diverses activités des tribunaux administratifs	7 444
Total		**337 974**

Action 05 Jugement des affaires juvéniles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	103 592	103 592	111 879	120 828
Biens et services	27 851	43 067	28 685	30 116
Investissement	4 000	7 600	4 200	4 494
Total	**135 443**	**154 259**	**144 764**	**155 438**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.23	Prise en charge des dépenses de personnel	103 592
1.2.24	Participation au fonctionnement des tribunaux pour enfants	30 008
1.2.25	Diverses activités des tribunaux pour enfants	20 659
Total		**154 259**

Action 06 Jugement des affaires commerciales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	54 157	54 157	58 488	63 165
Biens et services	22 672	31 930	23 351	24 517
Investissement	2 500	2 375	2 625	2 808
Total	**79 329**	**88 462**	**84 464**	**90 490**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.12	Tenue des audiences	13 431
1.1.13	Participation au fonctionnement des tribunaux de commerce	13 431
1.2.1	Prise en charge des dépenses de personnel	54 157
1.2.2	Diverses activités du Tribunal de commerce	7 443
Total		**88 462**

Action 07 Conduite et pilotage des actions du corps de la justice

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 07 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	430 467	430 467	464 904	502 096
Biens et services	981 483	747 898	1 000 798	1 073 764
Transferts et subventions	500 522	550 101	557 382	565 328
Investissement	558 200	807 500	504 050	535 401
Total	**2 470 672**	**2 535 966**	**2 527 134**	**2 676 589**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 07 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.3	Prise en charge des dépenses de personnel de la DNAJ	430 467
1.2.4	Participations au fonctionnement de la DNAJ	60 545
1.2.5	Diverses activités de la DNAJ (suivi, contrôle, appui, mission, études)	13 300
1.2.6	Diverses activités de la DNAJ (suivi, contrôle, appui, mission, études)	38 000
1.2.7	Participations au fonctionnement de la DNAJ	127 614
1.2.8	Diverses activités de la DNAJ (suivi, contrôle, appui, mission, études)	169 165
1.2.9	Participations au fonctionnement de la DNAJ	107 395
1.2.10	Diverses activités de la DNAJ (suivi, contrôle, appui, mission, études)	147 416
1.2.11	Formation des personnels du corps de la Justice	68 189
1.2.12	Tenue des sessions du Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM	4 425
1.2.13	Participation au fonctionnement des services (CSM)	3 318
1.2.14	Diverses activités du Conseil Supérieur de la Magistrature (missions, visites)	7 434
1.2.15	Diverses activités du Conseil Supérieur de la Magistrature (missions, visites)	640
1.2.16	Diverses activités du Conseil Supérieur de la Magistrature (missions, visites)	456
1.2.26	Organisation de concours de recrutement et recrutement (besoins nouveaux y compris les salaires)	248 843
2.1.1	Participation au fonctionnement (Heures supplémentaires des cours à l'INFJ	25 000
2.1.2	Participations au fonctionnement de l'INFJ	62 188
2.2.1	Formations du personnel à l'INFJ	55 290
3.1.1	Projet de construction, de réhabilitation des infrastructures et équipement de l'INFJ	807 500
3.2.1	Prise en charge des dépenses de personnel de l'INFJ	73 280
3.2.2	Diverses activités de l'INFJ (recherche et diffusion du droit)	85 500
Total		**2 535 966**

Le Programme : 2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

Responsable du Programme : le Directeur National Adjoint de l'Administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée

a).Présentation stratégique du programme :

il s'agit, au niveau de ce programme, d'élaborer la politique nationale dans le domaine pénitentiaire et de l'éducation surveillée et d'assurer la coordination et le contrôle des services qui concourent à la mise en oeuvre de cette politique.

Le programme est composé de deux (02) actions :

- gestion pénitentiaire ;
- préparation et réinsertion socioprofessionnelles des détenus.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

le cadre de performance du programme 2.020 est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques :

(i) améliorer les conditions de détention de la population carcérale ;

(ii) favoriser la réinsertion sociale des détenus ;

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long terme. Les détails des objectifs ainsi les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Améliorer les conditions de détention et de travail du personnel.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de centres de détention disposant de quartiers séparés (homme, femme, mineur)	%	30	50	55	70

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNAPES

Précision Méthodologique : (Nombre de centres de détention disposant de quartiers séparés/nombre total de centres de détention du pays) x 100.

1.2 Taux d'établissements pénitentiaires labellisés dans le processus de "prise en charge et d'accompagnement des personnes détenues"	%	100	50	55	70

Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNAPES

Précision Méthodologique : (nombre centre de détention respectant les normes/nombre total des centres de détentions) x100.

Objectif 2: Favoriser la réinsertion sociale des détenus

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage des détenus bénéficiant d'une formation professionnelle.	%	10	8	13	18

Moyen de Vérification : rapport d'activités de la DNAPES

Précision Méthodologique : (nombre de détenus bénéficiant d'une formation professionnelle / nombre total de détenus) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 249 091	1 249 091	1 329 031	1 448 643
Biens et services	1 975 344	1 654 483	2 034 592	2 136 298
Investissement	2 030 017	6 678 516	2 047 717	2 049 328
Total :	**5 254 452**	**9 582 090**	**5 411 340**	**5 634 269**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Gestion pénitentiaire	5 183 278	9 527 999	5 338 034	5 557 303
Préparation et réinsertion socioprofessionnelles des détenus	71 174	54 091	73 306	76 966
Total :	**5 254 452**	**9 582 090**	**5 411 340**	**5 634 269**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	51	52	53	54
CATEGORIE B	62	69	70	71
CATEGORIE B1	9	16	16	16
CATEGORIE B2	18	24	24	24
CATEGORIE C	200	272	277	282
CONTRACTUEL	34	36	36	36
Total :	**374**	**469**	**476**	**483**

Action 01 Gestion pénitentiaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 249 091	1 249 091	1 329 031	1 448 643
Biens et services	1 904 170	1 600 392	1 961 286	2 059 332
Investissement	2 030 017	6 678 516	2 047 717	2 049 328
Total	**5 183 278**	**9 527 999**	**5 338 034**	**5 557 303**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	1 249 091
1.1.2	Participation au fonctionnement de l'administration et des services pénitentiaires (services centraux)	328 303
1.1.3	Participation au fonctionnement de l'administration et des services pénitentiaires (services centraux)	1 183 166
1.1.4	Participation au fonctionnement des services pénitentiaires régionaux	117 439
1.2.1	Projet de construction de la nouvelle maison d'arrêt de Bamako.	6 650 000
Total		**9 527 999**

Action 02 Préparation et réinsertion socioprofessionnelles des détenus

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	71 174	54 091	73 306	76 966
Total	**71 174**	**54 091**	**73 306**	**76 966**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Participation au fonctionnement des Centres Spécialisés de Détention	54 091
Total		**54 091**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.009	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS JUSTICE		142 500	200 000	142 500	201 620	207 160
PROG. URGENCE RENFORC. SYSTEME JUDICIAIRE (PURSJ)		1 520 000	1 600 000	1 520 000	201 620	214 160
Total :		**1 662 500**	**1 800 000**	**1 662 500**	**403 240**	**421 320**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.020	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO		2 350 000	2 000 000	6 650 000	2 016 200	2 015 607
Total :		**2 350 000**	**2 000 000**	**6 650 000**	**2 016 200**	**2 015 607**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Suivant l'ordonnance N°2015-032/P-RM du 23 septembre 2015, l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de luttes envisagées au plan national, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement Illicite ;
- de prendre la communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accompagnement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicites ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement Illicite et de proposer toutes reformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement Illicite;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement Illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes reformes, législative, règlementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissement illicite ;

L'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut, sur la base d'informations graves, concordantes en sa possession, saisir le Procureur du Pôle économique et financier compétent.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut faire face aux contraintes et défis ci-dessous cités :

I.2.1 Contraintes

- Une mentalité qui s'accommode de plus en plus à la corruption, quelque soit le service public ;
- la faiblesse des niveaux de salaires au sein des administrations publiques ;
- les pesanteurs socio culturels qui ne favorisent la dénonciation ;
- la faiblesse du taux de bancarisation : Le taux de bancarisation du Mali serait de l'ordre de 6 à 7 pour cent. Ainsi, les cas de petite corruption, pouvant mettre en cause des fonctionnaires, par exemple, sont des sommes qui alimentent l'économie informelle et sont difficilement détectables. Par contre, les produits de la grande corruption (soustraction et détournement de biens publics par les hauts fonctionnaires de l'Etat, pots-de-vin versés à des dirigeants d'entreprise, publiques et privées, pour la conclusion d'un contrat, etc.) peuvent, quant à eux, également être obtenus en argent liquide et représenter des sommes importantes. Ils sont ensuite intégrés dans l'économie formelle et sont blanchis ;
- la faiblesse du niveau d'informatisation des services rendus dans les administrations publiques ;
- un système d'imposition inadapté aux couches vulnérables ;
- la faiblesse du système de contrôle interne au sein des administrations publiques;
- Le risque d'interférence avec les missions de la CENTIF considérée comme une autorité.

I.2.2 Défis

- Organiser le système fiscal pour mieux lutter contre la corruption ;
- Mettre en place un système de dénonciation de la corruption ;
- former les juges et renforcer la loi ;
- récompenser le mérite dans les administrations publiques ;
- assurer une coopération et coordination efficace avec toutes autorités indépendantes impliquées dans la lutte contre l'enrichissement illicite.

I.3 La politique sectorielle

Les actions de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite rentrent dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de la transparence.

La Politique Nationale de Transparence vise à poser les fondements d'une « culture de la transparence » dans l'administration publique en vue de parvenir à terme à un « Gouvernement ouvert ».

Cette politique nationale de la transparence vise à promouvoir :

- la culture d'ouverture dans l'administration ;
- la dénonciation d'actes irréguliers ;
- la culture de divulgation active des documents officiels ;
- la culture de reddition des comptes et de recevabilité ;
- la culture du résultat et de la performance ;
- les comportements vertueux (dignité, probité, intégrité) et une administration de « service » et au service du citoyen..

La transparence et la lutte contre la corruption sont primordiales pour restaurer la confiance entre la population et les élites. Le Gouvernement prévoit de mettre en place un système de transparence de la gestion des affaires publiques et d'accès à l'information.

Pour ce faire, la création de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite constitue une opportunité pour laquelle l'Etat s'est engagé à déployer les moyens adéquats pour remplir sa mission qui est de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte aux plans national, sous régional, régional et international pour une lutte efficace et coordonnée contre l'enrichissement illicite

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs		Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Lutte contre l'Enrichissement Illicite	1 340 738	1 601 682	1 370 580	1 479 027
Total :	**1 340 738**	**1 601 682**	**1 370 580**	**1 479 027**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	664 300	864 300	717 444	801 169
Biens et services	458 438	547 382	439 136	448 878
Investissement	218 000	190 000	214 000	228 980
Total :	**1 340 738**	**1 601 682**	**1 370 580**	**1 479 027**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

Responsable du Programme : le Président de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme concourt à la réalisation de l'objectif spécifique 31 du Cadre stratégique de Relance Economique et de Développement durable (CREDD) dénommé « Améliorer la transparence et lutter efficacement contre la corruption », étant donné que la transparence et la lutte contre la corruption sont primordiales pour restaurer la confiance entre Gouvernants et Gouvernés.

Le programme servira de cadre de mise en oeuvre de la politique nationale de la transparence qui vise à promouvoir notamment : la culture d'ouverture dans l'administration, la dénonciation d'actes irréguliers, la culture de divulgation active des documents officiels, la culture de reddition des comptes et de redevabilité, la culture du résultat et de la performance, les comportements vertueux (dignité, probité, intégrité) et une administration de « service » et au service du citoyen.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le programme Coordination de Lutte contre l'Enrichissement illicite comporte cinq (5) objectifs spécifiques du programme qui sont entre autres :

(i) Renforcer les capacités humaines, techniques et financières de l'OCLEI;

(ii) Contribuer à la lutte contre l'enrichissement illicite;

(iii) Mettre en place et animer un cadre de concertation et de coopération au niveau national et international ;

(iv) Contribuer à l'amélioration des politiques/stratégies publiques de lutte contre l'enrichissement illicite et les infractions connexes;

(v) Produire et diffuser le rapport annuel de l'OCLEI.

Objectif 1: Renforcer les capacités humaines, techniques et financières de l'OCLEI

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Disponibilité des outils de gestion de l'OCLEI (MPAFC, MO, RI)	Nombre	02	1	1	1
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre et nature des outils produits/ Nombre et nature prévus) x 100					
1.2 Taux d'exécution du budget de l'OCLEI	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés / Crédits initiaux) x 100					
1.3 Taux de satisfaction des besoins en matériel, Ressources humaines et équipement	%	80	90	100	100
Moyen de Vérification : PV de réception, Bordereaux de livraison, Décret, Arrêtés, Décision, Contrat de travail, Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de besoins satisfaits / Nombre de besoins exprimés) x 100					
1.4 Disponibilité et transmission du rapport annuel aux Autorités nationales	Nombre	-	1	1	1
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Contribuer à la lutte contre l'enrichissement illicite

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'assujettis ayant procédé à la déclaration de leurs biens	%	80	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité, rapport de synthèse, fiches de décompte

Précision Méthodologique : (Nombre d'assujettis ayant déclaré leurs biens/ Nombre total d'assujettis) x 100

2.2 Taux de déclaration de biens ayant fait l'objet d'analyse et ou d'investigation au niveau de l'OCLEI	%	50	50	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité, rapport d'analyse, rapport d'investigation, nombre de dossiers transmis aux autorités judiciaires

Précision Méthodologique : (Nombre de déclarations reçues et traitées / Nombre total de déclarations attendues) x 100

2.3 Taux de personnes informées et sensibilisées sur l'enrichissement illicite	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de formation et d'information, rapport d'activité, PV et CR des rencontres

Précision Méthodologique : (Nombre de personnes formées et informées / Nombre total d'assujetties) x 100

Objectif 3: Mettre en place et animer un cadre de concertation et de coopération au niveau national et international

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Existence de cadres de concertation avec l'ensemble des structures évoluant dans la lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite et les infractions connexes	nobres	05	05	05	05

Moyen de Vérification : PV de constitution, PV des rencontres

Précision Méthodologique : (Nombre de cadres de concertations formels et nombre de structures impliquées / Nombre total de structures) X 100

3.2 Nombre d'espaces de concertation et d'échanges organisés avec les autres organismes nationaux chargés de la lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite et les infractions connexes	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités

Précision Méthodologique : (Nombre de tables rondes effectuées/Nombre total de tables rondes prévues) x100

3.3 Taux de participation aux espaces d'échanges et de concertation au niveau régional et international	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Ordre de mission, rapport de mission

Précision Méthodologique : (Nombre de participation / Nombre total d'espaces organisés) x 100

Objectif 4: Contribuer à l'amélioration des politiques/stratégies publiques de lutte contre l'enrichissement illicite et les infractions connexes

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Situation de l'enrichissement illicite au niveau national	nb	1	1	1	1

Moyen de Vérification : Rapports d'étude, rapports d'activités

Précision Méthodologique : étude d'état des lieux, sondages périodiques, etc.

4.2 Situation des techniques et pratiques de l'enrichissement au niveau national	nb	1	1	1	1

Moyen de Vérification : Rapports d'étude, rapports d'activités

Précision Méthodologique : Consultance, exploitation des rapports d'audit, d'expertise, d'inspection des structures nationales chargées de contrôle

4.3 Nombre de recommandations faites sur la situation de l'enrichissement illicite au niveau national	nb	1	1	1	1

Moyen de Vérification : Rapports de transmission, listes des recommandations transmises

Précision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 5: Produire et diffuser le rapport annuel de l'OCLEI

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
5.1 Disponibilité et transmission du rapport annuel aux Autorités nationales	Nombre	1	1	1	1

Moyen de Vérification : Rapport d'activité

Précision Méthodologique : Dénombrement

5.2 Accessibilité du rapport aux citoyens	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Liste de distribution et coupures de presse

Précision Méthodologique : Rapports distribués et mis sur le site

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	664 300	864 300	717 444	801 169
Biens et services	458 438	547 382	439 136	448 878
Investissement	218 000	190 000	214 000	228 980
Total :	**1 340 738**	**1 601 682**	**1 370 580**	**1 479 027**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Lutte contre l'Enrichissement Illicite	1 340 738	1 601 682	1 370 580	1 479 027
Total :	**1 340 738**	**1 601 682**	**1 370 580**	**1 479 027**

Action 01 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	664 300	864 300	717 444	801 169
Biens et services	458 438	547 382	439 136	448 878
Investissement	218 000	190 000	214 000	228 980
Total	**1 340 738**	**1 601 682**	**1 370 580**	**1 479 027**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Elaborer et adopter les outils de gestion de l'OCLEI	11 458
1.3.1	Payer les salaires et accessoires du personnel de l'OCLEI	864 300
1.3.2	Organiser des séances de formation à l'endroit du personnel de l'OCLEI	115 000
1.3.3	Acquérir des fournitures de bureau, mobiliers de bureau et du matériel roulant	190 000
1.3.4	Payer les factures d'eau, d'électricité, téléphone et internet de l'OCLEI	65 000
1.3.5	Payer le loyer	44 500
1.4.1	Elaborer et transmettre le rapport aux Autorités nationales	50 000
1.4.2	Diffuser le rapport annuel auprès des citoyens	15 000
2.1.1	Amener les assujetties à déposer leurs déclarations des biens	26 000
2.2.1	Analyser les déclarations de biens reçues	17 930
2.2.2	Mener des investigations sur les présomptions d'enrichissement illicite	30 000
2.2.3	Mener des actions de poursuite, devant la justice, des présomptions d'enrichissement illicite	24 000
2.3.1	Informer et sensibiliser les citoyens et les personnes assujetties sur l'enrichissement illicite	23 000
2.3.2	Mettre en place des cadres formels de concertation avec les structures nationales impliquées dans la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite	18 000
3.1.1	Organiser des espaces de concertation et d'échanges avec les organismes nationaux chargés de la lutte contre la corruption, l'enrichissement illicite et les infractions connexes	7 494
3.1.2	Représenter le Mali dans les organismes communautaires, régionaux et internationaux de lutte contre l'enrichissement illicite	23 000
4.1.1	Mener des études sur l'état des lieux de l'enrichissement	17 000
4.2.1	Mener des études périodiques sur l'évolution des techniques et pratiques en matière d'enrichissement illicite	15 000
4.3.1	Formuler des recommandations pour la lutte contre l'enrichissement	5 000
5.1.1	Elaboration du rapport annuel	20 000
5.2.1	Diffusion du rapport annuel	20 000
Total		**1 601 682**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministre des Droits de l'Homme prépare et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine des Droits de l'Homme.

A ce titre, il est chargé, entre autres, de :

- l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures et actions de promotion et de protection des Droits de l'Homme ;
- le suivi des questions de Droits l'Homme au niveau des organisations régionales et internationales.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis à relever par le Ministère des Droits de l'Homme. Cette analyse porte sur la mise en oeuvre de la stratégie du Ministère.

I.2.1 Contraintes

De façon générale, le Département est confronté à certaines difficultés qui agissent de manière négative sur les résultats attendus. Il s'agit de :

- la faible capacité des acteurs à appréhender les questions essentielles en matière de négociation et de gestion des conflits ;
- l'instabilité institutionnelle (répartition des services entre la primature et les autres départements ministériels à la suite des remaniements) ;
- le faible niveau des crédits budgétaires du Département.

I.2.2 Défis

Les défis à relever sont :

- le renforcement des compétences des services du Département ;
- la poursuite de la mise en oeuvre de la Politique nationale des Droits de l'Homme ;
- la poursuite de la mise en oeuvre de la la Politique nationale de la Justice transversale ;
- le renforcement des ressources matérielles et financières du Département.

I.3 La politique sectorielle

La politique nationale des Droits de l'Homme adoptée par le gouvernement le 4 janvier 2017 et la création d'un ministère dédié aux droits de l'homme dans le gouvernement illustrent la volonté politique des Autorités maliennes en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme au Mali.

Un autre instrument de politique adopté par le Gouvernement du Mali fut la politique nationale de la Justice transitionnelle qui vise à inscrire les démarches et les mécanismes de la Justice transitionnelle dans un cadre unique pour coordonner de manière cohérente les actions gouvernementales en la matière en vue d'en optimiser les résultats.

Elle a pour objectif global de promouvoir une réconciliation profonde des maliens pour une paix durable et véritable dans le cadre d'un Etat de droit et de démocratie et favoriser la cohésion sociale à travers la réinsertion sociale et le développement socio-économique.

La politique sectorielle du Ministère des Droits de l'Homme est structurée autour de deux (02) objectifs spécifiques qui sont : (i) élaborer et mettre en oeuvre des mesures de promotion et de protection des Droits de l'homme ; (ii) poursuivre la mise en oeuvre de la Justice transitionnelle.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Pourcentage des acteurs de justice formés en droits humains et/ou genre	%	66	155	200	200
2	Nombre de rapports annuels sur la situation des droits humains élaborés (Gouvernement, Médiateur de la République, CNDH, Rapport alternatifs/OSC).	Nombre	75	2	100	75
3	Nombre d'instruments internationaux relatifs aux Droits de l'Homme ratifiés par l'État	Nombre	-	-	-	4

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 0 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	440 000	0	0	0
Reformes Administratives et Institutionnelles	522 918			
Total :	**962 918**	**0**	**0**	**0**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	200 240	0	0	0
Biens et services	382 678	0	0	0
Transferts et subventions	30 000			
Investissement	350 000			
Total :	**962 918**	**0**	**0**	**0**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Action 01 Pilotage et coordination de la politique de réforme de l'Etat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	37 500			
Biens et services	145 500			
Total	**183 000**			

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	45 000			
Biens et services	212 000			
Total	**257 000**			

Action 01 Réformes Administratives

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	117 740			
Biens et services	25 178			
Transferts et subventions	30 000			
Investissement	350 000			
Total	**522 918**			

SECTION :226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Aux termes de l'article 3 de la loi N° 2016 -036 du 7 juillet 2016 portant création de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH), cette autorité administrative indépendante « a pour missions la protection et la promotion des droits de l'Homme ainsi que la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Pour l'accomplissement de ces missions, la loi a conféré de nombreuses prérogatives à la CNDH. Ainsi, elle évalue annuellement la situation des droits de l'Homme et émet des avis et recommandations.

Plus spécifiquement, la CNDH est chargée :

- de récevoir des plaintes individuelles ou collectives à propos de toutes allégations de violation des droits de l'homme sur le territoire national, de constater les atteintes qui pourraient être portées et d'entreprendre toutes mesures en vue d'y mettre fin ;
- d'orienter les plaignants et leur offrir une assistance juridique ;
- de veiller au respect des droits des groupes ou personnes vulnérables notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant avec le VIH/SIDA, les personnes privées de leur liberté, les réfugiés, les déplacés internes ;
- d'entreprendre des enquêtes, notamment sur des questions de violations des droits de l'homme et d'adresser aux autorités concernées des recommandations sur des mesures visant à renforcer la protection et la culture des droits de l'homme ;
- de recommander aux pouvoirs publics toutes mesures rendant à renforcer le respect et l'effectivité des droits de l'Homme ;
- de mener toute action de sensibilisation, d'information et de communication en vue d'instaurer une culture des droits de l'homme ;
- de promouvoir la recherche, l'éducation et l'enseignement des Droits de l'Homme dans tous les cycles de formation et dans les milieux socioprofessionnels ;
- de faire le plaidoyer auprès du Gouvernement et du Parlement pour la ratification et la publication de tous les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme ;
- d'examiner et de formuler des avis sur la législation nationale dans le domaine des droits de l'homme en vue de son amélioration ;
- de développer la coopération dans le domaine des droits de l'Homme avec les Institutions de la République, les organes des Nations Unies, les institutions non gouvernementales nationales et internationales ;
- de contribuer dans le respect de son indépendance, à l'élaboration des rapports que l'Etat doit présenter aux organes et comités des Nations Unies et aux institutions régionales en application de ses obligations conventionnelles et de veiller à la mise en oeuvre des recommandations qui en résultent ;
- d'émettre des avis ou de formuler des recommandations à l'attention du gouvernement ou de toute autorité compétente sur toutes les questions relatives aux droits de l'homme ;
- de renforcer la capacité d'intervention des associations de défense des droits de l'homme ;
- de Faire des visites régulières ou inopinées dans tous les lieux de privation de liberté et tous autres lieux où des personnes seraient détenues ;
- d'examiner régulièrement la situation des personnes privées de liberté, en vue de renforcer, le cas échéant leur protection contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- de formuler des recommandations à l'attention des autorités compétentes afin d'améliorer le traitement et la situation des personnes privées de liberté et de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- de présenter des propositions, faire des observations au sujet de la législation en vigueur ou des projets de loi en matière de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- de faire le suivi de la mise en oeuvre des recommandations formulées à l'issue de chaque visite et celles formulées par le Sous-comité de Prévention de la Torture des Nations Unies.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'accomplissement de ses missions, la Commission des Droits de l'Homme fait face aux contraintes et défis ci-dessous cités :

I.2.1 Contraintes

Les principales contraintes relevées sont :

- les pesanteurs socio culturelles qui ne favorisent pas la dénonciation ;
- la faiblesse du système d'information et de captations des données relatives aux Droits de l'Homme ;
- la faiblesse du système de contrôle et de suivi des administrations publiques ;
- le risque d'interférence avec les missions d'autres structures, impliquées dans la défense des Droits de l'Homme ;
- le contexte de crise sécuritaire exposant l'Institution à de sérieuses menaces.

I.2.2 Défis

Les principaux défis à relever sont les suivants :

- organiser le système d'information pour mieux défendre les droits de l'homme ;
- mettre en place un système de captation des données relatives au domaine des Droits de l'Homme;
- former les commissaires et renforcer la législation des droits de l'homme ;
- assurer une coopération et une coordination efficace avec toutes les entités intervenant dans la défense des droits de l'homme ;
- combattre l'impunité sous toutes ses formes ;
- prévenir la torture dans les lieux de privatisation de liberté ;
- obtenir l'accréditation au statut "A"

I.3 La politique sectorielle

Les actions de la Commission Nationale des Droits de l'Homme rentrent dans le cadre de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection des Droits de l'Homme

La Politique Nationale de Protection des Droits de l'Homme vise entre autres à poser les fondements d'une justice équitable en vue de parvenir à terme à un « Etat de Droit ».

Ladite politique vise spécifiquement à garantir :

- la protection et la promotion des droits de l'homme ;
- la culture des droits de l'homme ;
- la dénonciation d'actes et de faits portant atteinte aux droits de l'homme ;
- la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

Pour ce faire, la création de la Commission National des Droits de l'Homme résulte d'un engagement international de l'Etat du Mali à se conformer aux « Principes de Paris » exigeant la mise à disposition des moyens adéquats pour remplir sa mission qui est de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de protection, de promotion et de contrôle aux plans national, sous régional, régional et international pour une lutte efficace et coordonnée pour la défense des Droits de l'Homme.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs		Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Protection et Promotion des Droits de l'Homme	500 000	617 150	492 670	544 373
Total :	**500 000**	**617 150**	**492 670**	**544 373**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	250 000	250 000	267 500	298 717
Biens et services	230 000	319 650	225 170	245 656
Investissement	20 000	47 500	0	0
Total :	**500 000**	**617 150**	**492 670**	**544 373**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

Le programme concourt à la réalisation de l'appui à la protection et la promotion des droits de l'homme et à la prévention de la torture au Mali. Le programme servira à accompagner l'ensemble des acteurs intervenants dans le domaine de la défense des Droits de l'Homme au Mali, en Afrique et dans le Monde.

Objectif 1: renforcer les capacités humaines, techniques et financières de la CNDH

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution du programme de formation du personnel	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de formations organisées/Nombre de formations programmées)*100					
1.2 Taux d'exécution du budget de la CNDH	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifiés)*100					
1.3 Taux de satisfaction des besoins en matériel et équipement	%	80	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de besoins satisfaits/nombre de besoins exprimés)*100					

Objectif 2: Contribuer à la sensibilisation et à la consolidation des droits de l'homme

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de participation aux rencontres statutaires et aux concertations	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de participation/Nombre total de rencontres)*100					
2.2 Taux de mise en oeuvre du programme de communication de la CNDH	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités de communication réalisées/Nombre d'activités de communication prévues)					

Objectif 3: Promouvoir et faire le plaidoyer de l'harmonisation des textes et de la mise en oeuvre des droits de l'Homme

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 pourcentage de lois nationales et de pratiques aux instruments internationaux harmonisés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activtés					
Précision Méthodologique : (Nombre de lois harmonisées/Nombre total de lois nationales et de pratiques aux instruments internationaux prévus)*100					
3.2 Pourcentage d'opinions émises sur les rapports de l'Etat aux organismes de traités	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'opinions émises sur les rapports de l'Etat/Nombre total de rapports)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	250 000	250 000	267 500	298 717
Biens et services	230 000	319 650	225 170	245 656
Investissement	20 000	47 500	0	0
Total :	**500 000**	**617 150**	**492 670**	**544 373**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Protection et Promotion des Droits de l'Homme	500 000	617 150	492 670	544 373
Total :	**500 000**	**617 150**	**492 670**	**544 373**

Action 01 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	250 000	250 000	267 500	298 717
Biens et services	230 000	319 650	225 170	245 656
Investissement	20 000	47 500	0	0
Total	**500 000**	**617 150**	**492 670**	**544 373**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Elaboration et mise en oeuvre du plan de renforcement des capacités	1 500
1.2.1	exécution du budget 2019	500
1.2.2	élaboration des avant-projets de budgets 2020, 2021, 2022	500
1.2.3	Revue des projets de la CNDH	500
1.2.4	Elaboration et mise en oeuvre du plan de passation des marchés	500
1.2.5	Participation au fonctionnement de la CNDH	220 500
1.2.6	Traitement des salaires et accéssoires de salaires de la CNDH	250 000
1.3.1	Equipement de la CNDH	45 700
1.3.2	Tenue de la comptabilité matière	500
2.1.1	Sensibilisation sur les questions de l'Homme	7 450
2.1.2	Missions à l'intérieur et à l'extérieur	40 500
2.2.1	Production et publication des bulletins et rapports	20 000
2.2.2	Tenues des sessions et réunions statutaires	20 000
3.1.1	Analyse des lois nationales et pratiques des instruments internationaux	4 000
3.2.1	Participation aux rencontres avec les autres organisations paires	5 000
Total		**617 150**

SECTION :230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile prépare et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine de la Sécurité intérieure et de la protection Civile.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et l'application des règles dans le domaine de la sécurité intérieure et de la protection civile ;
- la sécurité des personnes et de leurs biens ;
- la protection des institutions de la République, des autorités publiques, des espaces, des ouvrages et bâtiments publics ;
- la prévention des troubles à l'ordre public, le rétablissement et le maintien de l'ordre public ;
- la règlementation relative aux sociétés privées de gardiennage et de surveillance et la surveillance de leurs activités ;
- la préparation, l'équipement et l'emploi des Forces de sécurité ;
- l'élaborartion et l'application des règles d'utilisation de la voie publique et des espaces ouverts aux publics ;
- l'organisation de secours en cas de sinistre ou de calamités naturelles ;
- la lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme ;
- le contrôle de l'installation des équipements de surveillance dans les espaces ouverts aux publics et dans les domaines publics ;
- l'information régulière du Gouvernement sur la situation sécuritaire et sur les risques et ménaces d'atteinte à la sécurité intérieure.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

Les contraintes sont les suivantes :

- insuffisance de ressources humaines et financières ;
- manque d'expertise dans la conception de certains projets ;
- inadéquation des textes législatifs et reglémentaires en matière de prévention et de gestion des catastrophes ;
- insuffisance de synergie des collectivités territoriales en terme d'appui aux services déconcentrés de la protection civile ;
- absence et ou insuffisance d'infrastructures adaptées aux centres de formation.

I.2.2 Défis

Les defis à relever pour l'atteinte des objectifs sont :

- mettre en oeuvre la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure ;
- reformer le secteur de la sécurité ;
- former, sensibiliser et éduquer la population dans le cadre des missions des services de sécurité et de la protection civile ;
- renforcer la capacité opérationnelle des Forces de sécurité et de protection civile ;
- poursuivre la couverture du territoire en unités de sécurité et de protection civile ;
- relancer la coopération technique avec les partenaires ;
- construire et équiper les Ecoles et les Centres de Formation ;
- construire et équiper le Centre opérationnel de Veille et le Centre National des Opérations d'Urgence (CNOU) ;
- construire et équiper le laboratoitre d'analyse et de recherche (LAR) ;
- mettre en oeuvre le Shéma nationnal d'Analyse et de couverture des risques ;
- élaborer et adopter le plan d'Organisation des secours (ORSEC) national régional, local et communal ;
- mettre en oeuvre le plan d'action de la stratégie.

I.3 La politique sectorielle

Les politiques et stratégies du secteur sont :

- Politique nationale de la sécurité et de la protection civile ;
- Stratégie de la gestion des catastrophes ;
- Plan de sécurisation intégrée des régions du centre ;
- La Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure(LPSI) 2017-2021.

1.3.1 Politique nationale de sécurité et de la protection civile

La politique nationale de sécurité est une politique publique de sécurité. Elle s'intègre dans la politique de sécurité nationale dont les grandes orientations sont définies par le Conseil Supérieur de la Defense Nationale, présidé par le Président de la République. Elle tient compte, dans sa conception, des politiques publiques ayant une incidence sur la Sécurité : politique nationale d'action environnementale, stratégie nationale de sécurité alimentaire, stratégie nationale de réduction de la pauvreté, politique nationale d'égalité entre sexes, politique nationale de l'emploi, etc.

Neuf priorités essentielles constituent les axes stratégiques de la politique nationale de sécurité et de protection civile :

- la priorisation de la prévention ;
- le renforcement des capacités des unités ;
- le renforcement des capacités nationales en prevention et gestion des catastrophes ;
- la réduction de l'insécurité routière et l'insécurité fluviale ;
- la mise en place d'une Police de proximité au profit des communautés urbaines ;
- le renforcement de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes ;
- la mise en place d'une gouvernance partagée de sécurité ;
- la consolidation et le renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale ;
- l'adoption d'une stratégie de communication conséquente.

L'objectif global visé par la politique nationale de la sécurité et de protection civile est d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens et la promotion de la paix sociale.

Trois(03) objectifs spécifiques concourent à la réalisation de l'objectif global :

- renforcer les capacités de l'Etat à repondre aux attentes de la société en matière de sécurité ;
- répondre aux exigences démocratiques et de bonne gouvernance à travers la participation de tous les acteurs et le contrôle démocratique ;
- créer un climat de paix et stabilité propice au développement économique et social.

1.3.2 Stratégie de la gestion des Catastrophes :

Le Mali est régulièrement confronté à des catastrophes telles que celles résultant des aléas naturelles et est particulièrement vulnérable à la sécheresse, aux inondations, à l'invasion acrédiennes, aux épidémies et épisooties. Cette vulnérabilité est liée principalement, à son enclavement au coeur de l'Afrique de l'Ouest entre sept pays (Algérie, Mauritanie, Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Niger) et à son climat de type sahélien, tropical sec, présentant une grande variabilité alternant les périodes sèches et fortes précipitations.

Elle est aussi liée, en période de pluie, aux crues des deux(02) grands fleuves, Niger et Sénégal et de leurs affuents qui constituent un important réseau hydrographique inscrit dans d'immenses bassins versants que le Mali partage avec douze pays.

1.3.3 Plan de sécurisation Intégré des régions du centre

Cette politique est bâtie autour de huit (08) axes stratégiques :

- Assurer la présence et l'opérationnalisation de l'Administration publique à tous les niveaux ;
- Encadrer, protéger et assister les populations des zones sensibles ;
- Désenclaver, assurer la libre circulation des personnes et de leurs biens, intensifier les contrôles sur les axes routiers ;
- Connaître le phénomène, dissuader et intervenir ;
- Coopérer internationnalement pour mieux agir localement ;
- Lutter contre la prolifération des armes légères ;
- Lutter contre le trafic illicite de drogue et de la criminalité organisée
- Coordonner, suivre et évaluer la stratégie de lutte contre l'insécurité.

1.3.4 Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure(LPSI) 2017-2021:

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs		Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	13 110 254	14 421 897	13 871 208	15 300 742
Ordre et Sécurité	54 501 344	61 818 691	58 873 659	65 381 708
Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	12 755 044	14 035 412	13 706 899	15 158 631
Total :	**80 366 642**	**90 276 000**	**86 451 766**	**95 841 081**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	40 511 122	45 297 221	43 687 728	49 240 067
Biens et services	9 790 429	13 422 482	12 101 469	13 493 043
Transferts et subventions	1 198 288	1 301 871	1 200 441	1 450 525
Investissement	28 866 803	30 254 426	29 462 128	31 657 446
Total :	**80 366 642**	**90 276 000**	**86 451 766**	**95 841 081**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.010 Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du Programme1

Pour la mise en oeuvre de ce programme, il est reparti en trois (3) actions ainsi énumérées :

- Conduite et pilotage de la politique de sécurité ;
- Gestion des ressources financières ;
- Gestion des ressources humaines.

Le programme1 a pour objet l'application de la politique du gouvernement en matière de sécurité intérieure et de la protection civile, la coordination, la supervision administrative et technique des forces de sécurité et de la protection civile. Il assure la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du département.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 1 :

Le cadre de performance du programme1 est bâti autour de trois objectifs spécifiques : (i) assurer la coordination des activités et le suivi des politiques sectorielles du département ; (ii) assurer la gestion des ressources financières et matérielles du département ; (iii) assurer la gestion et le développement des ressources humaines.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Objectif 1: Assurer la coordination des activités et le suivi des politiques sectorielles du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités de coordination	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activtés effectuées/Nombre d'activités prévues) x 100					
1.2 Taux de réalisation des missions d'inspection	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/Nombre de missions prévues) x 100					

Objectif 2: Assurer la gestion des ressources financières et matérielles du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Teau d'execution du budget annuel	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifés) x 100					
2.2 Taux de satisfaction des besoins en matériels specifiques et opérationnels	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels de la DFM					
Précision Méthodologique : (Besoins en matériels satisfaits/Besoins en matériels exprimés) x 100					
2.3 Taux de réalisation et de réhabilitation des infrastructures	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de la DFM					
Précision Méthodologique : (Infrastructures réalisées et réhabilitées/Infrastructures prévues) x 100					

Objectif 3: Assurer la gestion et le dévéloppement des ressources humaines					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de réalisation du programme de recrutement	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels de la DRH
Précision Méthodologique : (Effectifs recrutés/Effectifs à recruter) x 100

3.2 Taux de réalisation des actvités de formation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels de la DRH
Précision Méthodologique : (Nombre de formations effectuées/Nombre de formations prévues) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	301 650	302 121	320 954	346 629
Biens et services	4 350 214	6 713 534	6 536 994	7 189 488
Transferts et subventions	955 538	1 021 500	957 257	1 158 707
Investissement	7 502 852	6 384 742	6 056 003	6 605 918
Total :	**13 110 254**	**14 421 897**	**13 871 208**	**15 300 742**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conduite et pilotage de la politique de sécurité	6 450 707	7 114 386	6 929 454	7 493 307
Gestion des ressources financières et matérielles	6 540 486	7 155 076	6 819 211	7 673 736
Gestion des ressources humaines	119 061	152 435	122 543	133 699
Total :	**13 110 254**	**14 421 897**	**13 871 208**	**15 300 742**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	3	3	3	3
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	8	7	7	7
Total :	**12**	**11**	**11**	**11**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique de sécurité

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	295 062	295 731	313 945	339 060
Biens et services	1 180 067	1 283 800	1 185 958	1 304 546
Transferts et subventions	231 000	251 000	231 415	287 697
Investissement	4 744 578	5 283 855	5 198 136	5 562 004
Total	**6 450 707**	**7 114 386**	**6 929 454**	**7 493 307**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement de salaire et accessoires de salaires	295 731
1.1.2	Organisation des réunions de coordination du département	330 156
1.1.3	Participation au fonctionnement des services de securité et de protection civile	874 792
1.1.4	Dotation en équipements et en infrastructures des services de sécurité et de protection civile	5 283 855
1.1.5	Recherche de renseignement et appui aux Unités	251 000
1.2.1	Réalisation des missions d'inspection des services de sécurité et de protection civile	78 852
Total		**7 114 386**

Action 02 Gestion des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	6 588	6 390	7 009	7 569
Biens et services	3 084 510	5 324 097	5 264 975	5 790 277
Transferts et subventions	724 538	770 500	725 842	871 010
Investissement	2 724 850	1 054 089	821 385	1 004 880
Total	**6 540 486**	**7 155 076**	**6 819 211**	**7 673 736**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Traitement des salaires et accessoires des salaires	6 390
2.1.2	Participation au fonctionnement des services du département	4 090 221
2.1.3	Participation aux opérations spéciales des Forces de sécurité et de Protection Civile	770 500
2.2.1	Prise en charge des dépenses de communication et d'énergie	1 233 876
2.3.1	Construction équipement et réhabilitation d'infrastructures	1 054 089
Total		**7 155 076**

Action 03 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	85 637	105 637	86 061	94 665
Investissement	33 424	46 798	36 482	39 034
Total	**119 061**	**152 435**	**122 543**	**133 699**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en ouevre du programme de formation du personnel des services du departement	80 687
3.1.2	Participation au fonctionnement de la DRH	24 950
3.2.1	Acquisition d'équipement et accesoires au profit de la DRH	46 798
Total		**152 435**

Le Programme : 2.021 Ordre et Sécurité

Responsable du programme : Le Directeur National de la Police

a) Présentation stratégique du programme 2

Les activités de programme "Ordre et Sécurité" sont accomplies par les services suivants :

- Direction Générale de la Police Nationale ;
- Direction Générale de la Gendarmerie Nationale ;
- Etat-major de la Garde Nationale ;
- Office Central des Stupéfiants ;
- Ecole Nationale de Police ;
- Ecole Nationale de la Gendarmerie Nationale

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme2

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de deux objectifs spécifiques : (i) assurer la sécurité des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national ; (ii) lutter contre le commerce et la consommation illicites des stupéfiants.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés sont consignés dans le tableau ci-dessous:

Objectif 1: Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités de prevention des infractions	%	30	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport des services de securité (statistiques)

Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités prévues) X 100

1.2 Taux de réalisation des activités de Police judiciare	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport des services de securité (statistiques)

Précision Méthodologique : (Nombre de cas traités/ nombre de saisines) X 100

Objectif 2: Lutter contre le commerce et la consommation illicite des stupéfiants

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de réalisation des activités de prevention des effets nefastes de la drogue	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'Office Central des Stupefiants

Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités prévues) X 100

2.2 Taux de narco-traquants identifiés arrêtés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'Office Central des Stupefiants

Précision Méthodologique : (Nombre de cas élucidés / nombre de cas identifiés) X 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	34 263 992	38 196 984	37 005 111	41 704 759
Biens et services	4 216 320	5 282 589	4 303 885	4 853 904
Transferts et subventions	221 750	259 371	222 147	266 574
Investissement	15 799 282	18 079 747	17 342 516	18 556 471
Total :	**54 501 344**	**61 818 691**	**58 873 659**	**65 381 708**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Protection des personnes et de leurs biens	53 404 490	59 878 337	57 704 611	64 115 510
Lutte contre les stupéfiants	1 058 076	1 894 576	1 129 886	1 223 124
Spécialisation des agents de la sécurité	38 778	45 778	39 162	43 074
Total :	**54 501 344**	**61 818 691**	**58 873 659**	**65 381 708**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	312	304	310	316
CATEGORIE B1	7 289	7 216	7 360	7 507
CATEGORIE B2	418	409	417	425
CONTRACTUEL	2	2	2	2
Total :	**8 021**	**7 931**	**8 089**	**8 250**

Action 01 Protection des personnes et de leurs biens

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	34 263 992	38 196 984	37 005 111	41 704 759
Biens et services	3 910 572	4 902 341	3 997 438	4 516 840
Transferts et subventions	174 500	225 121	174 812	209 772
Investissement	15 055 426	16 553 891	16 527 250	17 684 139
Total	**53 404 490**	**59 878 337**	**57 704 611**	**64 115 510**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement des salaires et accessoires de salaires	38 196 984
1.1.2	Organisation des operartions de patrouilles sur le territoire national	1 295 213
1.1.3	Prise en charge du fonctionnement dans le cadre de l'ordre public	2 447 701
1.1.4	Réalisation d'équipements et d'infrastructures pour les Forces de sécurité	16 553 891
1.2.1	Particpation au fonctionnement des structures déconcentrées des Forces de sécurité(Police, Gendarmerie, Garde)	1 384 548
Total		**59 878 337**

Action 02 Lutte contre les stupéfiants

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	266 970	334 470	267 285	293 990
Transferts et subventions	47 250	34 250	47 335	56 802
Investissement	743 856	1 525 856	815 266	872 332
Total	**1 058 076**	**1 894 576**	**1 129 886**	**1 223 124**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Organisation des patrouilles sur le territoire national(services de l'OCS)	83 651
2.1.2	Sensibilisation sur les effets nefastes de la drogue	92 605
2.1.3	Acquisition d'équipements et d'infrastructures pour les services de l'OCS	1 515 356
2.2.1	Participation au fonctionnement des structures deconsentrées de l'OCS	202 964
Total		**1 894 576**

Action 03 Spécialisation des agents de la sécurité

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	38 778	45 778	39 162	43 074
Total	**38 778**	**45 778**	**39 162**	**43 074**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.2	Participation à la formation des agents	45 778
Total		**45 778**

Le Programme : 2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

Responsable de Programme : Le Directeur Général de la Protection Civile

a) Présentation stratégique du programme 3

Ce programme est mis en oeuvre par la Direction Générale de la Protection Civile.Il a pour objet la prévention des risques et calamités, l'organisation des secours en cas d'incendie, de noyades et de catastrophes naturelles sur toute l'étendue du territoire national.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 3

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de deux objectifs spécifiques : (i) Prévenir le sinistre et réduire ses effets néfastes sur la population ; (ii) Secours aux victimes.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous:

Objectif 1: Prévenir le sinistre et réduire ses effects néfastes sur la population.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités de prévention des effets néfastes des catatrophes naturelles	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile

Précision Méthodologique : (Activités réalisés / Activités prévues) X 100

Objectif 2: Secourir les victimes

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de secours sollicités réalisés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile

Précision Méthodologique : (Nombre d'assitance réalisée/ Nombre d'assistance sollicitée) X 100

2.2 Délai théorique moyen d'intervention	Minutes	-	20	20	20

Moyen de Vérification : Rapport de la Direction Générale de la Protection Civile

Précision Méthodologique : Chronometrage

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 945 480	6 798 116	6 361 663	7 188 679
Biens et services	1 223 895	1 426 359	1 260 590	1 449 651
Transferts et subventions	21 000	21 000	21 037	25 244
Investissement	5 564 669	5 789 937	6 063 609	6 495 057
Total :	**12 755 044**	**14 035 412**	**13 706 899**	**15 158 631**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Prévention et secours aux victimes	12 755 044	14 035 412	13 706 899	15 158 631
Total :	**12 755 044**	**14 035 412**	**13 706 899**	**15 158 631**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	90	89	91	93
CATEGORIE B	195	193	197	201
CATEGORIE B1	2	2	2	2
CATEGORIE B2	3	3	3	3
CATEGORIE C	1 327	1 322	1 348	1 375
CONTRACTUEL	2	3	3	3
Total :	**1 619**	**1 612**	**1 644**	**1 677**

Action 01 Prévention et secours aux victimes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 945 480	6 798 116	6 361 663	7 188 679
Biens et services	1 223 895	1 426 359	1 260 590	1 449 651
Transferts et subventions	21 000	21 000	21 037	25 244
Investissement	5 564 669	5 789 937	6 063 609	6 495 057
Total	**12 755 044**	**14 035 412**	**13 706 899**	**15 158 631**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement des salaires et accesoires de salaire des agents	6 798 116
1.1.2	Organisation des secours et transport des bléssés	1 000 992
2.1.1	Participation au fonctionnement des structures deconcentrées de la Protection Civile	368 136
2.2.1	Réalisation d'infrastructures et d'équipements au profit de la Protection Civile	5 789 937
2.2.2	Prise en charge des opérations diverses	78 231
Total		**14 035 412**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de l'élaboration et de la mise en ouvre de la politique économique, financière et monétaire de l'Etat. A ce titre, entre autres, il coordonne l'ensemble des programmes, de réforme économique, veille notamment à assurer la cohérence des politiques budgétaires et monétaires et ouvre à réunir les conditions favorables à la croissance et au retour aux équilibres fondamentaux.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- la faible maitrise de la planification des dépenses par les acteurs (programmes d'utilisation des crédits et plan de passation des marchés) ;
- l'absence de gestion prévisionnelle des emplois et des carrières ;
- les difficultés d'adaptation en cours d'exercice de la politique budgétaire aux dépenses publiques ;
- la non-maîtrise de la chaîne des dépenses ;
- la faiblesse dans la coordination des modes de contrôle ;
- le faible niveau de la pratique du contrôle interne ;
- la tension de la trésorerie en cours d'exercice ;
- l'absence de plan d'engagement des dépenses afin de mieux gérer la trésorerie de l'Etat ;
- les difficultés liées à la centralisation des données de l'administration budgétaire centrale ;
- la non-tenue de la revue annuelle du document post CREDD dans les délais (mois de juin) suivant le calendrier harmonisé des revues du ministère de l'Economie et des Finances ;
- la faible implication de certains acteurs dans la conception, la mise en ouvre et le suivi-évaluation des politiques publiques ;
- l'imprévisibilité du financement extérieur dans le cadre de la gestion des investissements publics ;
- l'incohérence des ressources disponibles en cours d'exercice budgétaire en lien avec les dépenses d'investissements publics ;
- l'absence de crédits nécessaires pour la poursuite du recensement et la valorisation de l'ensemble des biens dans le cadre de l'établissement du bilan d'ouverture ;
- la non-sécurisation du patrimoine immobilier bâti de l'Etat ;
- l'inexistence des directions régionales de l'administration des biens de l'Etat.

I.2.2 Défis

- le renforcement de la capacité des acteurs en matière d'élaboration des programmes d'utilisation des crédits et des plans de passation des marchés ;
- la mise en place d'un système de gestion prévisionnelle des emplois et des carrières prenant en compte la motivation du personnel ;
- la poursuite de la mise en place d'une politique budgétaire en cohérence avec les objectifs du développement ;
- l'interconnexion des établissements publics à la chaîne de dépenses ;
- une meilleure coordination des modes de contrôle ;
- l'opérationnalisation du système de contrôle interne ;
- la poursuite de la mise en place du Compte Unique du Trésor ;
- la tenue de la comptabilité patrimoniale de l'Etat ;
- l'interconnexion des structures intervenant dans la gestion des finances publiques ;
- le respect du calendrier harmonisé dans le cadre de la mise en oeuvre de la revue annuelle ;
- la participation effective de l'ensemble des acteurs notamment les bénéficiaires et les groupes cibles dans le processus de conception, de mise en ouvre et de suivi évaluation des politiques publiques en termes de rôle et responsabilité ;
- l'opérationnalisation effective de la Politique Nationale de Gestion de l'Aide (PONAGA) au Mali ;
- l'amélioration de la stratégie de programmation budgétaire en cohérence les dépenses d'investissements publics ;

- la valorisation des biens durables de l'Etat ;
- l'octroi de crédits nécessaires pour la continuation du recensement, de l'immatriculation, de l'entretien et la réfection des bâtiments publics de l'Etat sur l'ensemble du territoire national et à l'extérieur du Mali ;
- la relecture des textes de création et de fonctionnement de la DGABE.

I.3 La politique sectorielle

Le PREM 2017-2021

Adopté par le Gouvernement en septembre 2016, le Plan de Réforme de la gestion des finances publiques du Mali (PREM) 2017-2021, représente la troisième génération de programme de réforme en matière de gestion des finances publiques. Il est né des leçons tirées de l'évaluation externe du PAGAM/GFPII et de l'exercice PEFA 2016. Il confirme la volonté politique du Gouvernement du Mali en matière de réforme des finances publiques.

Le PREM s'inscrit dans une vision marquée par trois concepts clés : (i) l'optimisation de l'espace budgétaire, (ii) l'efficience et l'efficacité de la dépense publique et (iii) l'alignement aux bonnes pratiques internationales et engagements communautaires. Sur ces concepts, repose l'effet ultime qui est de parvenir à l'horizon 2021, à « optimiser l'espace budgétaire afin d'exécuter, de manière transparente et efficace, les dépenses publiques en vue de l'atteinte des objectifs de croissance et de développement durable ».

Dans cette perspective, le Plan s'articule autour de quatre (4) pôles de changement portant sur (i) la modernisation des administrations et des politiques fiscales ; (ii) la mise en ouvre du nouveau cadre de programmation, d'exécution et de suivi budgétaire, (iii) la mutation vers un système de contrôle interne et externe aligné sur les bonnes pratiques, (iv) l'établissement d'un système contractualisé et transparent de gouvernance financière locale.

Pour parvenir à l'effet ultime à l'horizon 2021, le PREM a été conçu autour de cinq (5) effets stratégiques :
- Effet stratégique 1 : «Un cadre péren de mobilisation des recettes sécurise le financement national du développement en respectant les différentes normes de qualité des systèmes fiscaux et le critère de convergence régionale sur la pression fiscale (CEDEAO/ UEMOA) »,
- Effet stratégique 2 : « Le budget de l'Etat reflète les politiques publiques, optimise l'utilisation des ressources et assure l'efficacité de la dépense publique conformément aux normes internationales »,
- Effet stratégique 3 : « Un système de contrôle interne et externe cohérent et performant garantit l'efficacité de la gestion des finances publiques et la participation des citoyens au contrôle de l'action publique »,
- Effet stratégique 4 : « Les collectivités territoriales s'appuient sur une gouvernance ouverte, transparente, des ressources propres suffisantes et des capacités et soutiens techniques adaptés » ;
- Effet stratégique 5 : « La gestion des finances publiques repose sur une stratégie claire, articulée avec les principaux cadres stratégiques, et des mécanismes efficaces de pilotage, de suivi-évaluation, de gestion des ressources humaines et de communication ».

Le CREDD

Dans le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018, adopté en Conseil des Ministres le 27 avril 2016, l'Axe Préalable 2 « Stabilité Macroéconomique » comporte deux objectifs spécifiques qui sont :

Objectif spécifique 1: Améliorer la performance du cadre macro-économique et perfectionner le système de gestion des finances publiques.

Objectif spécifique 2: Consolider et soutenir le développement du secteur financier et de la micro-finance.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017

1	Recettes budgétaires	En milliards de FC	-	1133,7	1284,7	1479,6
2	Dépenses budgétaires	En milliards de FC	-	1488,0	2113,2	1839,3
3	Dépenses en capital	En milliards de FC	-	566,0	739,9	784,4
4	Encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal	%	27,4	30,7	36,0	35,4
5	Taux d'inflation annuel moyen	%	0,9	1,4	-1,8	1,8
6	Taux de pression fiscale	%	12,6	14,0	14,9	15,2

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 10 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	37 843 177	36 830 644	32 063 966	34 305 859
Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	8 955 023	10 237 867	9 249 757	9 929 787
Recouvrement des Recettes Fiscales	14 184 524	13 862 625	14 854 896	16 276 831
Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	5 843 061	6 604 370	5 833 628	6 299 206
Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	4 545 896	4 984 383	4 737 079	5 156 248
Gestion de la Dette Publique	521 989	785 974	533 223	569 642
Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	6 145 962	6 891 679	6 244 480	6 691 687
Gestion des Biens de l'Etat	4 431 181	4 359 110	4 687 872	5 113 210
Remboursement des Crédits TVA	61 786 270	64 690 692	65 703 519	69 941 395
Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	40 000 000	42 536 000	45 279 571
Total :	**184 257 083**	**189 247 344**	**186 444 420**	**199 563 436**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	17 645 986	17 355 986	18 509 095	20 669 063
Biens et services	71 732 675	76 862 753	76 187 559	80 761 751
Transferts et subventions	10 241 635	9 151 860	6 418 716	7 035 712
Investissement	84 636 787	85 876 745	85 329 050	91 096 910
Total :	**184 257 083**	**189 247 344**	**186 444 420**	**199 563 436**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.011 Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général

a. Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de :

i) la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;

ii) la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;

iii) la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ; le suivi de la mise en ouvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.011 est bâti autour de six (6) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département, (ii) Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières, (iii) Assurer une gestion efficace des ressources humaines, (iv) le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère, (V) Animer et coordonner l'ensemble des activités se rapportant à l'informatisation des services fiscaux et financiers, (VI) Satisfaire les besoins du pays en produits pétroliers.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département					
Précision Méthodologique : (Activités réalisées/Activités programmées)*100					
1.2 Niveau de mise en ouvre du programme économique avec le FMI	-	satisfaisan	satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant
Moyen de Vérification : Aide-mémoire des missions FMI					
Précision Méthodologique : Appréciation du Conseil d'Administration du FMI					
1.3 Taux de réalisation des missions de suivi des programmes et projets communautaires au Mali	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions et d'activité de la CSREFMAO					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/nombre de missions prévues)*100					
1.4 Niveau de mise en ouvre du programme de réforme des finances publiques	-	satisfaisant	satisfaisant	Satisfaisant	Satisfaisant
Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation de la mise en ouvre du Programme de réformes de la gestion des finances publiques					
Précision Méthodologique : Appréciation du comité technique du Programme de réformes de la gestion des finances publiques					
1.5 Nombre de documents de stratégie du secteur financier élaboré	Nbre	1	1	1	1
Moyen de Vérification : Document stratégique					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du Budget du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Compte administratif du 4ème trimestre

Précision Méthodologique : (crédits liquidés /crédits ouverts) *100

2.2 Taux d'exécution du plan de passation des marchés	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM

Précision Méthodologique : (nombre de marchés exécutés /nombre de marchés programmés) *100

2.3 Taux de codification du Matériel durable	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM

Précision Méthodologique : (matériels durables codifiés /matériels durables acquis) *100

Objectif 3: Assurer une gestion efficace des ressources humaines.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de mise en oeuvre du plan de formation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d¿activités de la DRH

Précision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/ nombre de formations prévues) * 100

3.2 Taux d'exécution du programme de formation en visioconférence	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du CFD

Précision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/ nombre de formations prévues) * 100

Objectif 4: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux de suivi des activités réalisées dans le cadre du processus décentralisation et de déconcentration	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD

Précision Méthodologique : (Activités réalisées/Activités programmées)*100

Objectif 5: Animer et coordonner l'ensemble des activités se rapportant à l'informatisation des services fiscaux et financiers

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
5.1 Taux annuel de mise en ouvre des projets du schéma directeur informatique du MEF	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CAISFF

Précision Méthodologique : (nombre de projets réalisés/ nombre de projets prévus)*100

Objectif 6: Satisfaire les besoins du pays en produits pétroliers

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
6.1 Taux de couverture des besoins en produits pétroliers	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'ONAP

Précision Méthodologique : (Volume importé / Besoin de consommation) * 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 403 980	903 980	976 297	1 090 230
Biens et services	4 131 766	4 617 709	4 599 485	4 718 989
Transferts et subventions	5 477 089	4 198 955	1 700 816	1 911 675
Investissement	26 830 342	27 110 000	24 787 368	26 584 965
Total :	**37 843 177**	**36 830 644**	**32 063 966**	**34 305 859**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et pilotage de la politique economique, financiere et monetaire	21 926 542	24 919 741	21 956 599	23 621 281
Gestion des ressources financières et matérielles	8 083 597	4 589 464	4 277 406	4 409 111
Gestion des ressources humaines	519 642	639 617	527 783	558 679
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	209 573	221 275	207 911	224 047
Renforcement des Capacités des cadres	1 007 150	879 042	1 009 782	1 076 545
Approvisionnement du Pays en Produit Pétrolier	1 421 673	1 416 505	1 438 223	1 626 214
Gestion de l'Aide	200 000	142 500	201 620	212 507
Appui à la mise en oeuvre de la reforme des Finances Publiques	2 275 000	2 360 000	226 822	239 068
Coordination et Suivi des Programmes et Projets Communautaires	200 000	237 500	201 620	213 333
Informatisation de l'Administration Financière	2 000 000	1 425 000	2 016 200	2 125 074
Total :	**37 843 177**	**36 830 644**	**32 063 966**	**34 305 859**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	125	124	126	128
CATEGORIE B1	62	60	61	62
CATEGORIE B2	41	41	41	41
CATEGORIE C	18	15	15	15
CONTRACTUEL	83	87	88	89
Total :	**329**	**327**	**331**	**335**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique economique, financiere et monetaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 089 882	589 882	637 072	711 418
Biens et services	306 318	556 253	850 533	895 057
Transferts et subventions	100 000	1 873 606	99 000	107 514
Investissement	20 430 342	21 900 000	20 369 994	21 907 292
Total	**21 926 542**	**24 919 741**	**21 956 599**	**23 621 281**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Pilotage des activités du département	191 911
1.1.2	Prise en charge du personnel Cabinet	589 882
1.1.3	Appui plan d'action micro-finances	95 000
1.1.4	Entretien courant des bâtiments	504 342
1.1.5	Appui Financement PME/PMI	47 500
1.1.6	Appui Fonds DVPT Economique (FDE)	95 000
1.1.8	Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/ IDA	9 100 000
1.1.9	Projet Reconstruction et de Relance Economique (PRRE)	9 142 500
1.1.10	Appui au fonctionnement (SHA)	200 000
1.1.14	Appui fonctionnement CAISFF	409 200
1.1.18	Subvention (appui C.S.Ref. Eco. fin. Mon.)	190 000
1.1.19	Subvention (appui centre saisie fichier exo)	54 407
1.1.20	Appui PAGAMGFP (CAISFF)/PREM	350 000
1.1.21	Appui PAGAMGFP (CNSC)/PREM	100 000
1.1.23	Appui informatisation CAISEF	237 500
1.1.26	Construction Hôtel des Finances	3 325 000
1.2.1	Suivi de la mise en Ouvre du Programme économique avec le FMI	50 000
1.5.2	Appui Unité Suivi Stratégie. Secteur Financier	237 500
Total		**24 919 741**

Action 02 Gestion des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	184 956	184 956	199 752	223 063
Biens et services	3 603 375	3 827 486	3 531 321	3 601 951
Transferts et subventions	3 845 266	54 522	71 023	77 130
Investissement	450 000	522 500	475 310	506 967
Total	**8 083 597**	**4 589 464**	**4 277 406**	**4 409 111**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Préparation du Budget	26 000
2.1.2	Exécution et suivi du budget du département	4 159 985
2.1.3	Prise en charge du personnel	184 956
2.1.4	Archivage Numérique DFM/MEF	190 000
2.2.1	Elaboration et suivi de l'exécution du plan de passation des marchés	19 022
2.3.1	Codification du matériel durable	9 500
Total		**4 589 464**

Action 03 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	129 142	129 142	139 473	155 749
Biens et services	190 500	200 475	186 690	190 423
Transferts et subventions		120 000	0	0
Investissement	200 000	190 000	201 620	212 507
Total	**519 642**	**639 617**	**527 783**	**558 679**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.2	Elaboration des plans de Formations	117 400
3.1.3	Mise en ouvre des plans de formation	78 325
3.1.4	Evaluation des cadres organiques	750
3.1.5	Mise à jour des dossiers et du Fichier du Personnel (Recensement des effectifs)	4 000
3.1.6	Appui PAGAMGFP (DRH)/PREM	120 000
3.1.7	Programme de Perfectionnement Agents MEF	190 000
3.1.8	Prise en charge du personnel	129 142
Total		**639 617**

Action 04 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	31 573	33 495	30 941	31 558
Transferts et subventions	178 000	187 780	176 970	192 489
Total	**209 573**	**221 275**	**207 911**	**224 047**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Suivi des activités réalisées dans le cadre du processus décentralisation et de déconcentration	121 275
4.1.2	Supervision et évaluation l'effectivité de transfert des ressources aux CT	70 000
4.1.3	Répertoriage de l'ensemble des ressources à transférer aux CT	30 000
Total		**221 275**

Action 05 Renforcement des Capacités des cadres

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	682 150	570 292	682 150	728 536
Investissement	325 000	308 750	327 632	348 009
Total	**1 007 150**	**879 042**	**1 009 782**	**1 076 545**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.2.1	Réalisation des formations par Visio conférence et en présentielle pour le renforcement des capacités des cadres.	570 292
3.2.2	Construction Centre Formation Pour le Développement	308 750
Total		**879 042**

Action 06 Approvisionnement du Pays en Produit Pétrolier

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	671 673	704 005	671 673	806 006
Investissement	750 000	712 500	766 550	820 208
Total	**1 421 673**	**1 416 505**	**1 438 223**	**1 626 214**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
6.1.1	Prise en charges de personnel	309 949
6.1.2	Participation aux négociations et aux renégociations dans le cadre de l'approvisionnement du pays en produits pétroliers	329 827
6.1.3	Etablissement des statistiques d'importation, de consommation et de vente des produits pétroliers	21 376
6.1.4	Concertations périodiques avec les opérateurs pétroliers, les consommateurs et les structures administratives impliquées dans la gestion du sous-secteur pétrolier	18 500
6.1.5	Contrôle de qualité des produits pétroliers et appui aux services chargés de la lutte contre la fraude	49 110
6.1.6	Réalisation des études nécessaires à l'amélioration du sous-secteur et financement des charges récurrentes	212 743
6.1.8	Acquisition Laboratoire Mobile	475 000
Total		**1 416 505**

Action 07 Gestion de l'Aide

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 07 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	200 000	142 500	201 620	212 507
Total	**200 000**	**142 500**	**201 620**	**212 507**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 07 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.11	Appui mise en oeuvre du Plan de l'Harmonisation de l'Aide	142 500
Total		**142 500**

Action 08 Appui à la mise en oeuvre de la reforme des Finances Publiques

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 08 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		688 750	0	0
Investissement	2 275 000	1 671 250	226 822	239 068
Total	**2 275 000**	**2 360 000**	**226 822**	**239 068**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 08 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.17	Appui Unité Suivi Stratégie. Secteur Financier	166 250
1.1.24	Appui fonctionnement CARFIP	394 250
1.1.25	Appui PAGAMGFP (CARFIP)/PREM	294 500
1.1.27	Projet Appui Competitivité Economie Malienne (PACEM)	1 505 000
Total		**2 360 000**

Action 09 Coordination et Suivi des Programmes et Projets Communautaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 09 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	200 000	237 500	201 620	213 333
Total	**200 000**	**237 500**	**201 620**	**213 333**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 09 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.28	Appui Cellule Suivi des Projets	95 000
1.3.1	Appui Cellule de Suivi Réformes UEMOA	142 500
Total		**237 500**

Action 10 Informatisation de l'Administration Financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 10 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	2 000 000	1 425 000	2 016 200	2 125 074
Total	**2 000 000**	**1 425 000**	**2 016 200**	**2 125 074**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 10 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.8	Mise en ouvre du schéma Directeur	950 000
5.1.9	Renforcement infrastructure équipement CAISFF.	475 000
Total		**1 425 000**

Le Programme : 2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire

Responsable du Programme : Le Directeur Général du Budget

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme est chargé d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière budgétaire et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en ouvre. A ce titre, il:

- coordonne la préparation du projet de loi de finances ;
- suit l'exécution du budget de l'Etat ;
- assure l'analyse et formule des avis et des propositions sur les mesures comportant ou susceptibles d'avoir une incidence financière sur les finances publiques ;
- veille à la mise en ouvre des actions de modernisation de la gestion budgétaire.

Ce programme intervient dans la mise en ouvre des actions suivantes :

- élaboration et suivi de l'exécution de la loi des finances ;
- gestion de la solde ;
- gestion du Système d'Information Financière ;
- gestion et Contrôle des déplacements des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Les perspectives porteront sur :

- la relecture de la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois des finances ;
- la relecture de l'arrêté portant nomenclature budgétaire de l'Etat ;
- les reformes institutionnelle et organisationnelle de la Direction Générale du Budget ;
- la poursuite du renforcement des capacités des acteurs ;

- l'insertion du budget programme dans le cursus universitaire ;
- l'opérationnalisation des outils de pilotage des programmes ;
- la déclinaison des programmes en BOP et en UOP.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.023 est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques et de trois (03) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la conception et à la coordination de la politique budgétaire au Mali.

Objectif 1: Améliorer la préparation de la loi de finances par la prise en compte des règles et procédures de la budgétisation axée sur les résultats

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de documents de programmation budgétaire élaborés respectant les normes de l'UEMOA	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité DGB					
Précision Méthodologique : (Nombre de documents de programmation budgétaire élaborés respectant les normes de l'UEMOA / Nombre de documents de programmation budgétaire à élaborer, respectant les normes de l'UEMOA)*100					
1.2 Pourcentage d'outils de pilotage opérationnels	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité DGB					
Précision Méthodologique : (Nombre d'outils de pilotage opérationnels/Nombre d'outils de pilotage validés)*100					

Objectif 2: Assurer l'efficacité de l'exécution des dépenses publiques par la prise en compte des règles et procédures de la budgétisation axée sur les résultats

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de documents d'exécution du budget respectant les normes de l'UEMOA	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité DGB					
Précision Méthodologique : (Nombre de documents d'exécution du budget respectant les normes de l'UEMOA élaborés/ Nombre de documents d'exécution du budget respectant les normes de l'UEMOA)*100					

Objectif 3: Améliorer la transparence du budget d'Etat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage des principaux documents budgétaires mis à la disposition du public	%	B+	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité DGB					
Précision Méthodologique : (Nombre de documents publiés/nombre de documents à publier)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 489 112	1 594 112	1 607 411	1 794 987
Biens et services	2 045 412	2 716 522	2 067 226	2 168 055
Transferts et subventions	1 204 546	982 179	1 192 500	1 295 054
Investissement	4 215 953	4 945 054	4 382 620	4 671 691
Total :	**8 955 023**	**10 237 867**	**9 249 757**	**9 929 787**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Elaboration et mise en oeuvre de la loi des finances et des réformes budgétaires	7 353 213	8 502 839	7 626 547	8 178 781
Gestion de la solde	1 326 232	1 272 403	1 345 263	1 453 029
Gestion du Système d'Information Financière	200 000	380 000	201 620	214 160
Gestion et Contrôle des déplacements des fonctionaires et agents de l'Etat	75 578	82 625	76 327	83 817
Total :	**8 955 023**	**10 237 867**	**9 249 757**	**9 929 787**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	128	127	128	129
CATEGORIE B1	77	73	73	73
CATEGORIE B2	46	49	49	49
CATEGORIE C	40	43	43	43
CONTRACTUEL	81	87	87	87
Total :	**372**	**379**	**380**	**381**

Action 01 Elaboration et mise en oeuvre de la loi des finances et des réformes budgétaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 406 658	1 511 658	1 519 187	1 696 468
Biens et services	1 329 752	2 013 948	1 338 720	1 367 249
Transferts et subventions	1 204 546	982 179	1 192 500	1 295 054
Investissement	3 412 257	3 995 054	3 576 140	3 820 010
Total	**7 353 213**	**8 502 839**	**7 626 547**	**8 178 781**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Tenue de la conférence de lancement du processus budgétaire	47 500
1.1.2	Elaboration du DPBEP	14 240
1.1.3	Appui à l'élaboration des DPPD PAP et RAP	380 000
1.1.4	Développement des échanges d'expérience sur la budgétisation par programmes	30 000
1.1.5	Renforcement des capacités des agents de la DGB	142 500
1.1.6	Etude et partage des outils du budget programmes aux niveaux décentralisé et déconcentré	70 000
1.1.7	Diffusion des outils d'opérationnalisation du budget programmes	55 000
1.1.8	Formation des acteurs du processus budgétaire sur les réformes des finances publiques	237 500
1.1.10	Appui à l'élaboration de la mercuriale des prix	38 000
1.1.11	Préparation du Budget régional de Kayes	18 050
1.1.12	Préparation du Budget régional de Koulikoro	7 600
1.1.13	Préparation du Budget régional de Sikasso	7 663
1.1.14	Préparation du Budget régional de Ségou	9 065
1.1.15	Préparation du Budget régional de Mopti	3 800
1.1.16	Préparation du Budget régional de Tombouctou	6 650
1.1.17	Préparation du Budget régional de Gao	2 457
1.1.18	Préparation du Budget régional de Kidal	3 800
1.1.19	Préparation du Budget régional de Taoudéni	26 600
1.1.20	Préparation du Budget régional de Ménaka	19 475
1.1.21	Préparation du Budget régional du District de Bamako	22 800
1.1.22	Préparation du Budget régional de NIORO	5 000
1.1.23	Préparation du Budget régional de DIOILA	5 000
1.1.24	Préparation du Budget régional de Bougouni	5 000
1.1.25	Préparation du Budget régional de Koutiala	5 000
1.2.1	Opérationnalisation des outils de pilotage des programmes (lettre de mission, contrat de performance, rapport de suivi trimestriel, etc.)	75 000
2.1.1	Renforcement de la mise en oeuvre du suivi évaluation des programmes	47 500
2.1.2	Impression des documents budgétaires	164 973
2.1.3	Prise en charge des salaires et accessoires de la DGB	898 630
2.1.4	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Kayes	66 814
2.1.5	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Koulikoro	56 127
2.1.6	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Sikasso	55 094
2.1.7	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Ségou	52 080
2.1.8	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Mopti	46 304
2.1.9	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Tombouctou	34 070
2.1.10	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Gao	44 319
2.1.11	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Kidal	27 976
2.1.12	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Taoudenit	4 263
2.1.13	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Ménaka	9 850
2.1.14	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Bamako	111 131
2.1.15	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Nioro	15 000
2.1.16	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Dioila	15 000
2.1.17	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Bougouni	15 000
2.1.18	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB Koutiala	15 000
2.1.20	Exécution et suivi du budget d'Etat	685 239
2.1.21	Exécution et suivi du budget régional de Kayes	288 733
2.1.22	Exécution et suivi du budget régional de Koulikoro	275 312
2.1.23	Exécution et suivi du budget régional de Sikasso	247 884

2.1.24	Exécution et suivi du budget régional de Segou	272 081
2.1.25	Exécution et suivi du budget régional de Mopti	262 050
2.1.26	Exécution et suivi du budget régional de Tombouctou	284 843
2.1.27	Exécution et suivi du budget régional de Gao	282 171
2.1.28	Exécution et suivi du budget régional de Kidal	268 085
2.1.29	Exécution et suivi du budget régional de Taoudenit	112 860
2.1.30	Exécution et suivi du budget régional de Menaka	62 225
2.1.31	Exécution et suivi du budget régional du District de Bamako	664 241
2.1.32	Exécution et suivi du budget régional de Nioro	79 600
2.1.33	Exécution et suivi du budget régional de Dioila	79 600
2.1.34	Exécution et suivi du budget régional de Bougouni	79 600
2.1.35	Exécution et suivi du budget régional de Koutiala	79 600
2.1.37	Acquisition terrain/construction DRB DRCF District BKO	380 000
2.1.46	Exécution et suivi du budget régional KITA	85 000
2.1.47	Exécution et suivi du budget régional NARA	85 000
2.1.48	Exécution et suivi du budget régional SAN	85 000
2.1.49	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB KITA	15 000
2.1.50	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB NARA	15 000
2.1.51	Prise en charge des salaires et accessoires de la DRB SAN	15 000
2.1.52	Réahabilitation Ex-Hôtel des Finances	760 000
3.1.1	Conception et duplication de la Loi des finances en version électronique (Clé USB)	7 885
3.1.2	Conception et duplication du budget citoyen	14 250
3.1.3	Numérisation des textes et recueils de la DGB	4 750
3.1.4	Mise en oeuvre des activités de Communication relatives aux réformes budgétaires	95 000
Total		**8 502 839**

Action 02 Gestion de la solde

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	59 641	59 641	63 815	71 262
Biens et services	666 591	642 762	676 588	744 246
Investissement	600 000	570 000	604 860	637 521
Total	**1 326 232**	**1 272 403**	**1 345 263**	**1 453 029**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.38	Prise en charge des salaires et accessoires du BCS	59 641
2.1.39	Traitement et impression des états de salaires	642 762
2.1.40	Elaboration logiciel gestion des soldes	190 000
2.1.41	Construction Equipement Transit Administratif et BCS	380 000
Total		**1 272 403**

Action 03 Gestion du Système d'Information Financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	200 000	380 000	201 620	214 160
Total	**200 000**	**380 000**	**201 620**	**214 160**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.42	Appui à la migration PRED 5	380 000
Total		**380 000**

Action 04 Gestion et Contrôle des déplacements des fonctionaires et agents de l'Etat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	22 813	22 813	24 409	27 257
Biens et services	49 069	59 812	51 918	56 560
Investissement	3 696			
Total	**75 578**	**82 625**	**76 327**	**83 817**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.43	Gestion personnel Transit administratif	22 813
2.1.44	Suivi des déplacements des Fonctionnaires	56 116
2.1.45	Travaux de rénovation bâtiments administratifs	3 696
Total		**82 625**

Le Programme : 2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales

Responsable du Programme : Le Directeur Général des impôts

b) Présentation stratégique du programme

Ce programme est chargé d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière budgétaire et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en ouvre.

Le programme 2.024 «Recouvrement des Recettes Fiscales» vise à :

- améliorer les recettes fiscales de l'Etat;
- améliorer les services aux contribuables ;
- moderniser l'administration fiscale.

Ce programme intervient dans la mise en ouvre des actions suivantes :

- améliorer les recettes fiscales de l'Etat;
- améliorer les services aux contribuables ;
- moderniser l'administration fiscale.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.024 est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques et de trois (11) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la conception et à la coordination de la politique budgétaire au Mali.

Objectif 1: Améliorer les recettes fiscales de l'Etat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de pression fiscale de (DGI)	%	10,27	2,6	10,70	11,30

Moyen de Vérification : Documents des Comptabilités annuelles ; TOFE
Précision Méthodologique : (Total des recettes fiscales annuelles / PIB nominal) *100

1.2 Taux de pression fiscale de (DGD)	%	6,7	1,75	7,20	7,50

Moyen de Vérification : Documents des Comptabilités annuelles ; TOFE
Précision Méthodologique : (Total des recettes fiscales annuelles / PIB nominal) *100

1.3 Taux d'accroissement du nombre de contribuables immatriculés à la	%	>10	>=2,5	>=10	>=10

1.4 Taux de recouvrement des recettes (DGI)	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Document de comptabilité annuelle de la DGI
Précision Méthodologique : (Total des recettes Recouvrées / Total des recettes Prévues) * 100

1.5 Taux de recouvrement des recettes (DGD)	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Statistiques douanières publiées par la Direction des Recettes (DRPPV) et des Etudes de la DGD
Précision Méthodologique : (Total des recettes Recouvrées / Total des recettes Prévues) * 100

1.6 Taux de recouvrement des recettes (DND)	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Documents des comptabilités annuelles de la DND
Précision Méthodologique : Total des recettes Recouvrées / Total des recettes Prévues) * 100

Objectif 2: Améliorer les services aux contribuables

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de satisfaction des contribuables de la DGI	%	100	16,65	66,75	67,00

Moyen de Vérification : Rapport de sondage d¿opinion/ Site web DGI (www.dgi.gouv.ml)
Précision Méthodologique : (Nombre de contribuables satisfaits / Nombre de contribuables sondés) X 100

2.2 Délai moyen de dédouanement	heures	10	10	10	10

Moyen de Vérification : Rapport produit par la Direction de l'Informatique et de la Statistique et la Direction des Recettes et des Etudes de la DGD
Précision Méthodologique : Le cumul des données de traitement de toutes les déclarations annuelles / le nombre total des déclarations annuelles.

Objectif 3: Moderniser l'administration fiscale

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'informatisation (DGI)	%	90	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la Sous - Direction de l'Informatique (DGI)
Précision Méthodologique : (Nombre de bureaux (sites) connectés / nombre de bureaux (sites) à connecter

3.2 Taux d'informatisation (DGD)	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de Direction de l'Informatique et de la Statistique (DGD)
Précision Méthodologique : (Nombre de bureaux (sites) connectés / nombre de bureaux (sites) à connecter

3.3 Niveau d'informatisation des procédures de gestion des exonérations (DGI)	satisfaici	satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant

Moyen de Vérification : (Nombre de bureaux (sites) connectés / nombre de bureaux (sites) à connecter
Précision Méthodologique : Appréciation de la chaine de gestion des exonérations

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	8 552 671	8 552 671	9 236 874	10 314 806
Biens et services	1 096 026	1 114 169	1 191 792	1 221 482
Transferts et subventions	2 320 000	2 096 250	2 296 800	2 494 324
Investissement	2 215 827	2 099 535	2 129 430	2 246 219
Total :	**14 184 524**	**13 862 625**	**14 854 896**	**16 276 831**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Amelioration des recettes interieures	6 496 508	6 269 419	6 725 704	7 350 639
Amelioration des recettes de portes	7 688 016	7 593 206	8 129 192	8 926 192
Total :	**14 184 524**	**13 862 625**	**14 854 896**	**16 276 831**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	991	997	1 016	1 035
CATEGORIE B1	863	829	843	857
CATEGORIE B2	226	268	272	276
CATEGORIE C	323	293	297	301
CONTRACTUEL	441	421	427	433
Total :	**2 844**	**2 808**	**2 855**	**2 902**

Action 01 Amelioration des recettes interieures

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	3 005 103	3 005 103	3 245 505	3 624 249
Biens et services	378 629	463 929	488 752	504 396
Transferts et subventions	2 150 000	1 986 250	2 128 500	2 311 551
Investissement	962 776	814 137	862 947	910 443
Total	**6 496 508**	**6 269 419**	**6 725 704**	**7 350 639**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcement en moyens matériels	258 230
1.1.4	Prise en charge du personnel	1 320 833
1.1.5	Renforcement en moyens matériels du District de Bamako	17 931
1.1.6	Prise en charge du personnel	953 120
1.1.7	Renforcement en moyens matériels de la DR Kayes	19 285
1.1.8	Prise en charge du personnel	137 021
1.1.9	Renforcement en moyens matériels de la DR Koulikoro	22 997
1.1.10	. Prise en charge du personnel	116 430
1.1.11	Renforcement en moyens matériels de la DR Sikasso	16 046
1.1.12	Prise en charge du personnel	175 699
1.1.13	Renforcement en moyens matériels de la DR Ségou	21 184
1.1.14	Prise en charge du personnel	141 479
1.1.15	Renforcement en moyens matériels de la DR Mopti	25 736
1.1.16	Prise en charge du personnel	60 923
1.1.17	Renforcement en moyens matériels de la DR Tombouctou	20 175
1.1.18	Prise en charge du personnel	34 767
1.1.19	Renforcement en moyens matériels de la DR Gao	25 131
1.1.20	Prise en charge du personnel	43 867
1.1.21	Renforcement en moyens matériels de la DR Kidal	21 375
1.1.22	Prise en charge du personnel	8 695
1.1.23	Renforcement en moyens matériels de la DR Taoudénit	25 090
1.1.24	Prise en charge du personnel	4 828
1.1.25	Renforcement en moyens matériels de la DR Ménaka	33 580
1.1.26	Prise en charge du personnel	7 441
1.1.27	Services locaux des impôts Sikasso	11 305
1.1.28	Appui à la Mobilisation des Recettes Intérieures	760 000
1.1.29	Appui PREM	300 000
2.1.2	Subvention aux org. pub. (appui SIGTAS)	71 250
3.3.1	Appui SIGTAS	1 615 000
Total		**6 269 419**

Action 02 Amelioration des recettes de portes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 547 568	5 547 568	5 991 369	6 690 557
Biens et services	717 397	650 240	703 040	717 086
Transferts et subventions	170 000	110 000	168 300	182 773
Investissement	1 253 051	1 285 398	1 266 483	1 335 776
Total	**7 688 016**	**7 593 206**	**8 129 192**	**8 926 192**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Renforcement en moyens matériels et fonctionnement	444 531
1.2.6	Renforcement de la lutte contre la fraude transfrontalière	30 000
1.2.8	Prise en charge du personnel	3 644 853
1.2.10	Renforcement du contrôle des marchandises par le recours à l'analyse du risque et au ciblage	6 556
1.2.12	Renforcement en moyens matériels du District de Bamako	11 832
1.2.13	Renforcement en moyens matériels de la DR Kayes	19 762
1.2.14	Prise en charge du personnel	678 723
1.2.15	Renforcement en moyens matériels de la DR Koulikoro	20 503
1.2.16	. Prise en charge du personnel	213 194
1.2.17	Renforcement en moyens matériels de la DR Sikasso	20 984
1.2.18	Prise en charge du personnel	334 053
1.2.19	Renforcement en moyens matériels de la DR Ségou	17 823
1.2.20	Prise en charge du personnel	217 636
1.2.21	Renforcement en moyens matériels de la DR Mopti	24 212
1.2.22	.Prise en charge du personnel	209 765
1.2.23	Renforcement en moyens matériels de la DR Tombouctou	18 720
1.2.24	Prise en charge du personnel	90 370
1.2.25	Renforcement en moyens matériels de la DR Gao	22 644
1.2.26	Prise en charge du personnel	89 467
1.2.27	Renforcement en moyens matériels de la DR Kidal	17 883
1.2.28	Prise en charge du personnel	69 507
1.2.29	Renforcement en moyens matériels de la DR Taoudénit	31 825
1.2.30	Renforcement en moyens matériels de la DR Ménaka	21 043
1.2.31	Appui Antennes Douanes à l'extérieur	10 885
1.2.32	Construction Directions Régionales des douanes	285 000
1.2.33	Construction / Equipement Direction Générale Douanes	950 000
2.2.2	Renforcement du contrôle des marchandises par le recours à l'analyse du risque et au ciblage	11 436
3.2.1	Consolider l'activité des brigades avancées de lutte contre la fraude.	20 000
3.2.3	Formation des agents en informatique et sur les procédures informatisées	20 000
3.2.4	Informatisation de toutes les opérations de dédouanement	15 000
3.2.5	Extension de SYDONIA à tous les bureaux et postes et connexion des Représentations de Conakry, Nouakchott et Téma	15 000
3.2.6	Poursuite du déploiement de SYDONIA WORLD	10 000
Total		**7 593 206**

Le Programme : 2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics

Responsable du Programme : Le Directeur National du Contrôle financier

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme est chargé d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière budgétaire et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en ouvre.

Le programme 2.025 «Contrôle et assistance de la gestion des deniers publics» vise à :

- d'exercer un contrôle permanent et a priori des finances publiques sur le territoire national (Budget d'Etat, Budgets annexes, Budgets des Collectivités et tous les autres budgets et comptes publics ainsi que les opérations de trésorerie correspondantes) et assurer l'évaluation des résultats et des performances des programmes ;

- de contrôler la gestion des deniers publics, la régularité des opérations financières, comptables résultant de l'exécution du budget d'Etat ;
- de contrôler l'application de la réglementation sur les marchés et les délégations de service public ;
- de veiller au respect de la réglementation applicable aux Systèmes Financiers Décentralisés, pour permettre l'accès d'un plus grand nombre de Personnes au Services Financiers Décentralisés, la professionnalisation de l'industrie de la micro finance et la protection des dépôts du public.

Ce programme intervient dans la mise en ouvre des actions suivantes :
- Améliorer du contrôle a priori des finances publiques et à l'évaluation des résultats et des performances des programmes ;
- Améliorer du contrôle à posteriori des finances publiques ;
- Améliorer du contrôle de la passation des marchés publics et des délégations de service public ;
- Améliorer du contrôle à la viabilité du système financier décentralisé;

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.025 est bâti autour de trois (04) objectifs spécifiques et de trois (04) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs :
- au contrôle à priori des finances publiques et à l'évaluation des résultats et des performances des programmes ;
- au contrôle à posteriori des finances publiques ;
- au contrôle de la passation des marchés publics et des délégations de service public ;
- à la viabilité du système financier décentralisé.

Objectif 1: Contribuer à l'amélioration des contrôles a priori des finances publiques et à l'évaluation des résultats et des performances des programmes

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage des budgets contrôlés	%	99,1	7,5	99,2	99,3
Moyen de Vérification : Rapport d¿activité de la DNCF					
Précision Méthodologique : (Ressources publiques contrôlées par le contrôle financier / Ressources publiques contrôlées qui devraient être normalement soumises au visa préalable du contrôle financier) *100					
1.2 Taux de contrôle d'effectivité de la prestation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport sur les indicateurs					
Précision Méthodologique : (Nombre de participation de la DNCF aux réceptions atteignant le seuil de 10 millions / Nombre total d'avis de réception du même seuil) *100					
1.3 Nombre de programmes évalués par la DNCF	%	100	7,5	40	50
Moyen de Vérification : Rapport de la Division Evaluation des Résultats et des Performances des Programmes					
Précision Méthodologique : Nombre de programmes évalués					

Objectif 2: Améliorer l'efficacité du contrôle a posteriori de la gestion des deniers publics

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de mise en ouvre du programme annuel de vérification	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'Inspection des Finances					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées /Nombre de missions programmées)*100					
2.2 Taux de réalisation des missions de mise en ouvre des recommandations	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'Inspection des Finances					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi des recommandations issues des missions de contrôle réalisées /Nombre de missions de suivi des recommandations issues des missions de contrôle programmées)*100					
2.3 Nombre de textes de restructuration	Nbre	-	1	1	1
Moyen de Vérification : Compte rendu du Conseil des Ministres					
Précision Méthodologique : Nombre de textes pour l'érection de l'IF en IGF contenu dans les comptes rendu du conseil des Ministres					

Objectif 3: Contrôler les procédures de passation des marchés publics et des délégations de service public					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 : Pourcentage des marchés passés par : appel d'offres ouvert dérogations (restreint et entente directe)	%	95,5	93	93	93
Moyen de Vérification : Base de données de la DGMP-DSP					
Précision Méthodologique : (Nombre de marchés passés par appel d'offres ouvert / l'ensemble des marchés passés) *100					

Objectif 4: Contribuer à la viabilité des Systèmes Financiers Décentralisés					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de réalisation de programme annuel des missions de contrôle des SFD	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la CCS/SFD					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées /Nombre de missions programmées) X100					
4.2 pourcentage des rapports de contrôle interne analysés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la CCS/SFD					
Précision Méthodologique : (Nombre de rapport de contrôle interne analysés /Nombre de rapport de contrôle interne attendu des SFD) X100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	2 750 459	2 820 459	2 970 486	3 317 131
Biens et services	1 600 207	2 326 386	1 549 065	1 580 005
Transferts et subventions	380 000	609 750	376 200	408 553
Investissement	1 112 395	847 775	937 877	993 517
Total :	**5 843 061**	**6 604 370**	**5 833 628**	**6 299 206**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Amelioration du contrôle à priori des Finances Publiques et evaluations des résultats et des performances des programmes	3 254 119	3 669 026	3 382 360	3 672 974
Amelioration du contrôle à posterio des finances Publiques	946 437	717 336	754 247	797 471
Amélioration du contrôle et surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés.		329 750	0	0
Amélioration du contrôle de la passation des marchés publics et des délégations de service public	1 642 505	1 888 258	1 697 021	1 828 761
Total :	**5 843 061**	**6 604 370**	**5 833 628**	**6 299 206**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	240	253	256	259
CATEGORIE B1	88	88	89	90
CATEGORIE B2	52	54	54	54
CATEGORIE C	41	43	43	43
CONTRACTUEL	51	53	53	53
Total :	**472**	**491**	**495**	**499**

Action 01 Amelioration du contrôle à priori des Finances Publiques et evaluations des résultats et des performances des program

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 892 436	1 927 436	2 043 825	2 282 334
Biens et services	794 770	1 227 021	759 752	774 924
Transferts et subventions	100 000	90 000	99 000	107 514
Investissement	466 913	424 569	479 783	508 202
Total	**3 254 119**	**3 669 026**	**3 382 360**	**3 672 974**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Contrôle a priori du budget d'Etat, des budgets des organismes personnalisés et des collectivités territoriales.	1 035 809
1.1.2	Mise en ouvre du contrôle sélectif	44 460
1.1.3	Réalisation de missions d'audit interne et d'appui Conseil	21 327
1.1.4	Prise en charge du personnel de la DNCF	1 927 436
1.1.5	Poursuite de la déconcentration du contrôle financier	5 000
1.1.6	La relecture du manuel de procédure du contrôle financier	10 000
1.1.7	Organisation du Conseil de Direction du contrôle financier	25 000
1.1.9	Aménagement et équipements DRCF-Délégations	285 000
1.1.10	Appui PREM (PAGAM) Renforcement des Capacités opérationnelles de la DNCF	90 000
1.2.1	Participation à toutes les réceptions à partir de 10 millions pour les fournitures et travaux dans les régions	3 000
1.2.2	Participation à toutes les réceptions à partir de 10 millions pour les fournitures et travaux dans le District de Bamako	30 636
1.3.1	Réalisation des missions d'évaluation des Résultats et des performances	7 315
1.3.2	Renforcement des capacités du personnel par la formation	62 823
1.3.3	Participation au fonctionnement des délégations	121 220
Total		**3 669 026**

Action 02 Amelioration du contrôle à posterio des finances Publiques

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	219 427	219 427	236 981	264 636
Biens et services	447 010	457 909	438 066	446 824
Transferts et subventions	80 000	40 000	79 200	86 011
Investissement	200 000			
Total	**946 437**	**717 336**	**754 247**	**797 471**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Elaboration et mise en ouvre du programme annuel de contrôle	382 149
2.1.2	Participation aux missions conjointes avec les autres structures de contrôle et Inspections des départements ministériels	46 840
2.1.3	Formation des cadres en audit et aux techniques de contrôle de la GAR	20 000
2.1.4	Renforcement de la capacité logistique, matérielle et équipement informatique	10 000
2.1.6	Prise en charge du personnel	219 427
2.2.1	Elaboration et mise en ouvre des missions de suivi et de l'application des recommandations	20 000
2.2.2	Audit et contrôle de la performance des structures contrôlées	8 920
2.3.1	Voyages d'échanges et d'études à l'étranger auprès de l'IGF de France et de l'IGF du Maroc	10 000
Total		**717 336**

Action 03 Amélioration du contrôle et surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		329 750	0	0
Total		**329 750**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Appui au fonctionnement CCS/SFD	329 750
Total		**329 750**

Action 04 Amélioration du contrôle de la passation des marchés publics et des délégations de service public

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	638 596	673 596	689 680	770 161
Biens et services	358 427	641 456	351 247	358 257
Transferts et subventions	200 000	150 000	198 000	215 028
Investissement	445 482	423 206	458 094	485 315
Total	**1 642 505**	**1 888 258**	**1 697 021**	**1 828 761**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel	673 596
3.1.2	Audit des structures de la chaine de passation	100 000
3.1.3	Suivi des missions de contrôle technique, administratif et financier de certains marchés.	779 662
3.1.4	Appui PREM	50 000
3.1.5	Réhabilitation et Extension des bâtiments de la DGMP	285 000
Total		**1 888 258**

Le Programme : 2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier

Responsable du Programme : Le Directeur National du Trésor et de la Compabilité Publique

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise l'exécution du budget des organismes publics et para-publics, la gestion de la trésorerie publique et la gestion comptable du portefeuille de l'Etat, l'élaboration et la mise en ouvre de la politique financière et monétaire de l'Etat, le suivi, la mise en ouvre et l'élaboration de la politique de l'Etat en matière d'assurance. A ce titre, il

- exécute les opérations du budget de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Etablissements publics ;
- suit et contrôle la gestion de la trésorerie de l'Etat ;
- élabore la réglementation de la comptabilité générale et de la comptabilité publique et suit son application ;
- assure la gestion comptable des titres et valeurs appartenant ou confiés à l'Etat et aux Collectivités territoriales ;
- applique et contrôle la réglementation des changes ;
- élabore la réglementation et contrôle le secteur des assurances ;
- assure les véhicule de l'Etat ;
- coordonne et contrôle les activités des services régionaux, subrégionaux et les services rattachés.

Ce programme intervient dans la mise en ouvre de l'action gestion de la trésorerie, tenue de la comptabilité publique et suivi du système financier.

A cet effet, la DNTCP dispose de trois (3) services rattachés (ACCT, PGT, RGD), dix (10) trésoreries régionales et quatre-vingt-onze (91)

recettes perceptions pour réaliser les objectifs assignés au programme.

Son financement s'appuie sur les dotations budgétaires de la DNTCP, de l'ACCT, la PGT, la RGD ainsi que ceux des régions, les crédits du PREM et le fonds d'équipement du Trésor.

Perspectives

Elles porteront sur :

- la poursuite du rapatriement des fonds des EPA dans le compte unique du Trésor ;
- l'élaboration du premier bilan d'ouverture de l'Etat et la tenue de la comptabilité patrimoniale;
- l'acquisition d'une application de tenue de la comptabilité des établissements publics nationaux ;
- l'adoption du projet de décret sur le régime financier des collectivités territoriales et ses arrêtés d'application ;
- la poursuite du renforcement des capacités des acteurs.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.026 comprend trois (03) objectifs spécifiques et sept (07) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la gestion de la trésorerie et la tenue de la comptabilité publique.

Objectif 1: Améliorer la gestion de la Trésorerie de l'Etat					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux de suivi des EPN	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ACCT					
Précision Méthodologique : (nombre d'établissements publics suivis/sur nombre d'établissements publics à suivre au cours l'exercice)*100					
1.2 Pourcentage des comptes bancaires des comptables publics rapatriés et maintenus dans le Compte Unique du Trésor	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ACCT					
Précision Méthodologique : (nombre de comptes bancaires des comptables publics rapatries et maintenus / nombre de comptes bancaires des comptables publics ciblés)*100					

Objectif 2: Améliorer la tenue de la Comptabilité de l'Etat, des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics et rendre compte de l'exécution des budgets à bonne date

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de postes comptables du Trésor utilisant les applications de tenue de la comptabilité publique:AICE2	%	<=45	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNTCP					
Précision Méthodologique : (Nombre postes comptables supérieurs utilisant AICE2/Nombre total de postes comptables supérieurs prévus) *100					
2.2 Pourcentage de postes comptables vérifiés.	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de DNTCP					
Précision Méthodologique : (nombre de postes comptables vérifiés / nombre de postes comptables prévus)*100					
2.3 Pourcentage d'exécution des sessions de formations des agents du Trésor	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de vérification des postes comptables de la DNTCP					
Précision Méthodologique : (Nombre de sessions réalisés/ nombre de sessions prévues) * 100					
2.4 Délai de production des états comptables et financiers :Balance comptable intégrée	jours	-	<=45	<=45	<=45
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ACCT					
Précision Méthodologique : dénombrement					
2.5 Délai de production des états comptables et financiers :TOFE	jours	-	<=45	<=45	<=45
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ACCT					
Précision Méthodologique : dénombrement					
2.6 Délai de production des états comptables et financiers :Compte de gestion	mois	-	<=6	<=6	<=6
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ACCT					
Précision Méthodologique : dénombrement					
2.7 Pourcentage de postes comptables du Trésor utilisant les applications de tenue de la comptabilité publique:collocv2.0	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNTCP					
Précision Méthodologique : Nombre Recettes/ Perceptions utilisant l'application COLLOCV2.0 /. Nombre Total de Recettes / Perceptions prévus) *100					

Objectif 3: Améliorer le suivi du secteur bancaire et financier

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage des agents de la DBF et autres agents du trésor formés dans le suivi du secteur	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DNTCP					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents formés/ nombre d'agents prévus) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	2 434 005	2 469 005	2 628 719	2 935 484
Biens et services	549 320	857 086	538 313	549 030
Transferts et subventions	500 000	458 850	495 000	537 570
Investissement	1 062 571	1 199 442	1 075 047	1 134 164
Total :	**4 545 896**	**4 984 383**	**4 737 079**	**5 156 248**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Gestion de la trésorerie, tenue de la comptabilité publique et suivi du système financier	4 545 896	4 984 383	4 737 079	5 156 248
Total :	**4 545 896**	**4 984 383**	**4 737 079**	**5 156 248**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	265	259	262	266
CATEGORIE B1	230	206	209	212
CATEGORIE B2	127	128	129	130
CATEGORIE C	115	105	105	105
CONTRACTUEL	86	84	84	84
Total :	**823**	**782**	**789**	**797**

Action 01 Gestion de la trésorerie, tenue de la comptabilité publique et suivi du système financier

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	2 434 005	2 469 005	2 628 719	2 935 484
Biens et services	549 320	857 086	538 313	549 030
Transferts et subventions	500 000	458 850	495 000	537 570
Investissement	1 062 571	1 199 442	1 075 047	1 134 164
Total	**4 545 896**	**4 984 383**	**4 737 079**	**5 156 248**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Gestion de la trésorerie	909 799
1.1.2	Prise en charge du salaire et accessoires du Personnel de la DNTCP	2 464 005
1.1.3	Constructions des recettes perceptions et logement	570 000
1.1.4	Constructions de sièges de la PGT et la RGD	577 100
1.1.5	Autres (Appui PAGAM/PREM.)	380 000
2.4.1	Appui Conseil national de la Comptabilité	83 479
Total		**4 984 383**

Le Programme : 2.027 Gestion de la Dette Publique

Responsable du Programme : Le Directeur Général de la Dette Publique

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme est chargé d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière budgétaire et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en ouvre.

Le programme 2.027 «Gestion de la Dette »vise à :

- gérer la dette publique intérieure et extérieure ;
- contrôler l'émission et suivre la gestion de tous les emprunts publics ;
- recueillir et analyser toutes les informations relatives à la dette ;
- procéder au recouvrement des fonds des prêts rétrocédés ;
- donner une situation des ressources extérieures ;
- animer le Comité National de la Dette Publique (CNDP).
- le ou les modes d'intervention du programme (Présentation des différentes actions du programme)

Ce programme intervient dans l'amélioration de gestion de la dette.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.027 est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques et de trois (03) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à l'amélioration de gestion de la dette.

Objectif 1: Assurer le financement du besoin d'investissement de l'Etat tout en veillant au respect des ratios de viabilité de la dette					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Respect du taux de concessionnalité de 35% d'élément don	%	>= 35	>=35	>=35	>=35
Moyen de Vérification : Base de données					
Précision Méthodologique : Elément don= (valeur nominale- valeur actualisée du prêt / valeur nominale du prêt) x100 [(VN - VA) /VN] x100					
1.2 Taux de réalisation du plan annuel d'emprunt	%	>= 65	>=65	>=65	>=65
Moyen de Vérification : Base de données					
Précision Méthodologique : Montant des Accords signés/Montant prévu dans l'année					
1.3 Ratios de Viabilité de la dette: Rapport entre la valeur actualisée et les exportations	%	< 150	<150	<150	<150
Moyen de Vérification : Bulletin statistique semestriel de la dette ; Document de Stratégie d'endettement public annuel et Cadrage du FMI.					
Précision Méthodologique : Ratio 1= (VA/XGS)*100					
1.4 Ratios de Viabilité de la dette: Encours de la dette par rapport au PIB	%	-	<70	<70	<70
Moyen de Vérification : Bulletin statistique semestriel de la dette ; Document de Stratégie d'endettement public annuel et Cadrage du FMI.					
Précision Méthodologique : Ratio 2 = (Encours/PIB)*100					
1.5 Ratios de Viabilité de la dette:- - Rapport entre le service de la dette et les exportations	%	-	<20	<20	<20
Moyen de Vérification : Bulletin statistique semestriel de la dette ; Document de Stratégie d'endettement public annuel et Cadrage du FMI.					
Précision Méthodologique : Ratio 3= (Service de la dette/XGS)*100					
1.6 Ratios de Viabilité de la dette: - Poids du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires	%	-	<20	<20	<20
Moyen de Vérification : Bulletin statistique semestriel de la dette ; Document de Stratégie d'endettement public annuel et Cadrage du FMI.					
Précision Méthodologique : Ratio 4 = (Service Dette/ Recettes Budgétaires)*100					

Objectif 2: Améliorer le taux de décaissement des projets sur financement extérieur					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux de réalisation des revues des projets	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de réunions					
Précision Méthodologique : (Nombre de revues organisées dans l'année / Nombre de revues prévues dans l'année) x 100					

Objectif 3: Assurer le service de la dette à bonne date					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de réalisation du service de la dette par rapport aux prévisions	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : TOFE.					
Précision Méthodologique : montant du service de la dette payé/montant prévu dans l'année.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	139 890	139 890	151 081	168 712
Biens et services	102 099	101 744	100 055	102 055
Transferts et subventions	10 000	211 840	9 900	10 751
Investissement	270 000	332 500	272 187	288 124
Total :	**521 989**	**785 974**	**533 223**	**569 642**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Amelioration de gestion de la dette	521 989	785 974	533 223	569 642
Total :	**521 989**	**785 974**	**533 223**	**569 642**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	22	22	22	22
CATEGORIE B1	9	9	9	9
CATEGORIE B2	4	5	5	5
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	8	10	10	10
Total :	**44**	**47**	**47**	**47**

Action 01 Amelioration de gestion de la dette

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	139 890	139 890	151 081	168 712
Biens et services	102 099	101 744	100 055	102 055
Transferts et subventions	10 000	211 840	9 900	10 751
Investissement	270 000	332 500	272 187	288 124
Total	**521 989**	**785 974**	**533 223**	**569 642**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Gestion de la dette	101 744
1.2.4	Appui viabilité de la dette	142 500
1.2.5	Réhabilitation de l'Immeuble de la DGDP	190 000
1.2.6	Appui fonctionnement (CSPP)	170 300
1.3.1	Prise en charge du personnel	139 890
1.3.2	Analyse de la viabilité de la dette (AVD) et l'élaboration de la stratégie d'endettement public	10 000
2.1.2	Appui fonctionnement comité viabilité dette publique	31 540
Total		**785 974**

Le Programme : 2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels

Responsable du Programme : Le Directeur National de la Planification du Développement

a)Présentation stratégique du programme

Ce programme est chargé d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière budgétaire et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en ouvre.

Le programme 2.028 « Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio-économique, Sectorielles» vise à :

- l'appui à la formulation et à la coordination des politiques, stratégies, Projets/Programmes;
- la coordination, le suivi, l'évaluation des projets/programmes publics de développement;
- le renforcement des missions de suivi des projets/programmes publics sur le terrain;
- l'amélioration du taux de décaissement des projets/programmes publics;
- l'élaboration et la mise en ¿uvre effective du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI) sur la période 2016-2025;
- la réalisation d'études thématiques sur le développement socio-économique ;
- le renforcement des capacités des structures intervenant dans le processus de la planification de développement;

- la formulation et la coordination des politiques de lutte contre la pauvreté et le Développement Durable;
- le suivi de la mise en ¿uvre des ODD et de la SCAP;
- le suivi régulier des recommandations issues de la revue annuelle du CREDD;
- la coordination, le suivi et l'évaluation du document post CREDD.

Ce programme intervient dans la mise en ouvre des actions suivantes :
- Appui à la formulation et à la coordination des politiques, stratégies, Projets/Programmes;
- Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.028 est bâti autour deux (2) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la planification du développement. Il s'agit d'une part, d'améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectorielles de développement et, d'autre part, de renforcer les capacités des acteurs dans la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques de développement. Le premier objectif est mis en ouvre à travers le suivi de quatre (4) indicateurs pertinents et le second objectif à travers deux (2) indicateurs.

Objectif 1: Améliorer la coordination de la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des stratégies sectorielles de développement

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation	%	100	>=16,25	>=65	>=75
Moyen de Vérification : Comptes rendus de réunions et rapport annuel d'activités de la DNPD					
Précision Méthodologique : (Réunions tenues/ Réunions programmées) ×100					
1.2 Taux d'exécution du BSI	%	100	>=17,5	>=70	>=75
Moyen de Vérification : Rapport d'exécution du BSI					
Précision Méthodologique : (montants exécutés / montant prévisionnel) x100					
1.3 Taux de décaissement	%	100	15	>=60	>=60
Moyen de Vérification : Rapport de la Revue des Projets/Programmes					
Précision Méthodologique : (Montant décaissé/ volume des financements acquis) x100.					
1.4 Niveau de Mise en ouvre du CREDD	Satisfaici	Satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant
Moyen de Vérification : Rapports de la Revue annuelle					
Précision Méthodologique : Appréciation des PTF					

Objectif 2: Renforcer les capacités des acteurs dans la formulation, le suivi et l'évaluation des politiques de développement

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de réalisation des formations	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formations					
Précision Méthodologique : (Formations réalisées / Formations prévues) ×100					
2.2 Taux de réalisation des études	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'études					
Précision Méthodologique : (Etudes réalisées / Etudes prévues) ×100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	734 342	734 342	785 742	877 434
Biens et services	392 474	328 362	398 317	438 090
Transferts et subventions	100 000	476 536	100 000	109 000
Investissement	4 919 146	5 352 439	4 960 421	5 267 163
Total :	**6 145 962**	**6 891 679**	**6 244 480**	**6 691 687**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Appui à la formulation et à la coordination des politiques, stratégies, Projets/programmes	5 745 962	6 104 143	5 841 240	6 265 433
Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable	400 000	787 536	403 240	426 254
Total :	**6 145 962**	**6 891 679**	**6 244 480**	**6 691 687**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	65	66	67	68
CATEGORIE B1	49	46	46	46
CATEGORIE B2	29	31	31	31
CATEGORIE C	61	56	56	56
CONTRACTUEL	46	49	49	49
Total :	**250**	**248**	**249**	**250**

Action 01 Appui à la formulation et à la coordination des politiques, stratégies, Projets/programmes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	734 342	734 342	785 742	877 434
Biens et services	392 474	328 362	398 317	438 090
Transferts et subventions	100 000	69 000	100 000	109 000
Investissement	4 519 146	4 972 439	4 557 181	4 840 909
Total	**5 745 962**	**6 104 143**	**5 841 240**	**6 265 433**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	734 342
1.1.2	Coordination des activités de planification	379 801
1.1.3	Appui PAGAM	50 000
2.1.2	Projet de construction et d'équipement des infrastructures des DRPSIAP	475 000
2.1.3	Appui à la Programmation /suivi-Evaluation des Investissements	475 000
2.1.4	Renforcement des capacités de modélisation/prévision macro-économique	190 000
2.1.5	Programme de Promotion/Planification de la Gestion Développement	190 000
2.1.7	Fonds d'Etude et de préparation des projets	3 325 000
2.1.10	Entretien Immeuble Hôtel du MEF ACI 2000	285 000
Total		**6 104 143**

Action 02 Formulation et coordination des politiques de Lutte contre la pauvreté et le Développement Durable

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		407 536	0	0
Investissement	400 000	380 000	403 240	426 254
Total	**400 000**	**787 536**	**403 240**	**426 254**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.1	Appui au fonctionnement CSLP	407 536
2.1.6	Appui au processus Mali Emergent	142 500
2.1.9	Projet d'Appui mise en ouvre CSCRP	237 500
Total		**787 536**

Le Programme : 2.029 Gestion des Biens de l'Etat

Responsable du Programme : Le Directeur Général de l'Administration des Biens de l'Etat.

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à assurer une meilleure gestion du patrimoine de l'Etat, le suivi des participations de l'Etat dans le capital social des sociétés et la réforme des entreprises publiques. Il est bâti autour des activités de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (D.G.A.B.E).

Ce programme intervient dans la gestion des biens de l'Etat.

Perspectives.

Elles porteront sur :

- La relecture de l'organigramme de la DGABE;
- L'élaboration, l'adoption par conseil des Ministre les textes de création des Directions Régionales de l'Administration des Biens de l'Etat;
- Le développement de la phase II du logiciel de la Comptabilité - matières ;
- la poursuite du renforcement des capacités des acteurs impliqués dans l'utilisation du logiciel.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.029 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la gestion du patrimoine de l'Etat et en conséquence à la mise en ouvre des dispositions légales portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique de l'Etat.

Objectif 1: Assurer la bonne gestion des matériels et équipements durables de l'Etat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage des matériels et équipements durables valorisés par rapport à la situation de recensement:Véhicules	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de mission ; base de données					
Précision Méthodologique : (nombre de matériel valorisé/Nombre total de matériel recensé) x 100					
1.2 Pourcentage des matériels et équipements durables valorisés par rapport à la situation de recensement: Motos	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de mission ; base de données					
Précision Méthodologique : (nombre de matériel valorisé/Nombre total de matériel recensé) x 100					
1.3 Pourcentage des matériels et équipements durables valorisés par rapport à la situation de recensement: Autres matériels et équipements	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de mission ; base de données					
Précision Méthodologique : (nombre de matériel valorisé/Nombre total de matériel recensé) x 100					
1.4 Taux annuel de déploiement du logiciel de la comptabilité-matières	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de suivi					
Précision Méthodologique : (Nombre de bureaux comptables connectés au logiciel/ nombre total de bureaux comptables programmés) x 100					

Objectif 2: Contribuer à la bonne gestion du portefeuille de l'Etat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage des entreprises publiques suivies	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Répertoire des entreprises publiques et rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre des entreprises suivies/ nombre total d'entreprises répertoriées) x 100.					

Objectif 3: Mettre en ouvre le programme de réforme des entreprises publiques

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Mettre en ouvre le programme de réforme des entreprises publiques	%	40	40	50	90
Moyen de Vérification : Rapports du liquidateur					
Précision Méthodologique : (la valeur des actifs cédés/ la valeur des actifs recensés) x 100					
3.2 Pourcentage des concessions et administrations provisoires suivies	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de mission					
Précision Méthodologique : (les concessions et administration provisoires suivies/ nombre total des concessions et administrations mises en place) x 100					

Objectif 4: Assurer le suivi et la bonne gestion du patrimoine bâti de l'Etat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Pourcentage des bâtiments publics immatriculés et valorisés: Bâtiments immatriculés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de mission					
Précision Méthodologique : (nombre de bâtiments valorisés/nombre des bâtiments recensés et immatriculés) x 100					
4.2 Pourcentage des bâtiments publics immatriculés et valorisés: Bâtiments valorisés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de mission					
Précision Méthodologique : (nombre de bâtiments valorisés/nombre des bâtiments recensés et immatriculés) x 100					
4.3 Pourcentage des bâtiments réhabilités et rénovés	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre des bâtiments réhabilités et rénovés/nombre total des bâtiments programmés) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	141 527	141 527	152 485	170 279
Biens et services	29 101	110 083	39 787	42 650
Transferts et subventions	250 000	117 500	247 500	268 785
Investissement	4 010 553	3 990 000	4 248 100	4 631 496
Total :	**4 431 181**	**4 359 110**	**4 687 872**	**5 113 210**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Gestion des biens de l'Etat	4 431 181	4 359 110	4 687 872	5 113 210
Total :	**4 431 181**	**4 359 110**	**4 687 872**	**5 113 210**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	5	6	6	6
CATEGORIE B1	5	4	4	4
CATEGORIE B2		1	1	1
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	8	8	8	8
Total :	**19**	**20**	**20**	**20**

Action 01 Gestion des biens de l'Etat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	141 527	141 527	152 485	170 279
Biens et services	29 101	110 083	39 787	42 650
Transferts et subventions	250 000	117 500	247 500	268 785
Investissement	4 010 553	3 990 000	4 248 100	4 631 496
Total	**4 431 181**	**4 359 110**	**4 687 872**	**5 113 210**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	141 527
1.1.2	Poursuite du recensement et évaluation des matériels et équipements durables de l'Etat ;	25 000
1.1.3	Participation à l'approvisionnement des services publics en matériels roulant	2 850 000
1.1.4	Suivi de l'application effective de la comptabilité-matières	9 200
1.1.5	poursuite de la formation des Comptables-matières sur les procédures et la tenue de comptabilité-matières	15 000
1.2.1	Poursuite du déploiement du logiciel de la comptabilité matières	10 000
1.2.2	Poursuite de la Formation des Comptables matières sur le nouveau logiciel de la comptabilité-matières	15 000
2.1.1	Renforcement des capacités des administrateurs représentant l'Etat dans les conseils d'administration et des agents de la DGABE	20 000
2.1.2	Actualisation du répertoire du portefeuille de l'Etat (collecte de données en vue de l'élaboration du répertoire)	47 500
3.1.1	Suivi des opérations de réforme et de liquidation des sociétés et entreprises publiques	6 000
3.2.2	Poursuite du recensement, l'évaluation et suivi des actifs résiduels des sociétés et entreprises publiques privatisées	25 000
4.1.1	Recensement, immatriculation et évaluation des bâtiments de l'Etat	36 330
4.1.2	Suivi des affectations des bâtiments publics	4 000
4.1.3	Suivi des bâtiments baillés	4 000
4.1.4	Construction Equipement DGABE	570 000
4.1.5	Réhabilitation des bâtiments publics	570 000
4.2.1	Entretien courant des bâtiments	10 553
Total		**4 359 110**

Le Programme : 3.001 Remboursement des Crédits TVA

Remboursement des crédits TVA

Objectif 1: Assurer le Remboursement des crédits TVA

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des crédits TVA	%	.	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités DGI

Précision Méthodologique : (Montants de crédits TVA remboursés/Montants de crédits TVA collectés)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	61 786 270	64 690 692	65 703 519	69 941 395
Total :	**61 786 270**	**64 690 692**	**65 703 519**	**69 941 395**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Remboursement des Credits TVA	61 786 270	64 690 692	65 703 519	69 941 395
Total :	**61 786 270**	**64 690 692**	**65 703 519**	**69 941 395**

Action 01 Remboursement des Credits TVA

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	61 786 270	64 690 692	65 703 519	69 941 395
Total	**61 786 270**	**64 690 692**	**65 703 519**	**69 941 395**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Remboursement des crédits TVA	64 690 692
Total		**64 690 692**

Le Programme : 3.009 Fonds pour le Développement Durable

Fonds de développemnet Durable

Objectif 1: Assurer le développemnet Durable du Pays

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des crédits du Fonds de développemnet Durable	%	.	100	100	100

Moyen de Vérification : Situation d'exécution des crédits

Précision Méthodologique : (crédits Engagé /crédits ouverts) *100

Tableau 1 : **Evolution des dépenses du programme par nature économique** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	40 000 000	40 000 000	42 536 000	45 279 571
Total :	**40 000 000**	**40 000 000**	**42 536 000**	**45 279 571**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Financement du développement durable	40 000 000	40 000 000	42 536 000	45 279 571
Total :	**40 000 000**	**40 000 000**	**42 536 000**	**45 279 571**

Action 01 Financement du développement durable

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	40 000 000	40 000 000	42 536 000	45 279 571
Total	**40 000 000**	**40 000 000**	**42 536 000**	**45 279 571**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Mobilisations des ressources du FDD	40 000 000
Total		**40 000 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.011	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI FINANCEMENT PME/ PMI		47 500	66 000	47 500	66 534	70 126
APPUI MISE EN OEUVRE PLAN HARMONISATION DE L'AIDE		142 500	200 000	142 500	201 620	212 507
CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES		9 825 000	5 000 000	3 325 000	5 040 500	5 312 687
PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA		1 900 000	1 500 000	1 900 000	1 512 150	1 587 756
PROJET DE RECONSTRUCTION & DE RELANCE ECONOMIQUE (II		142 500	150 000	142 500	150 000	165 000
PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF		190 000	200 000	190 000	201 620	212 507
APPUI FONDS DVPT ECONOMIQUES (FDE)		95 000	100 000	95 000	100 810	106 253
APPUI CELLULE DVPT SECTEUR FINANCIER		166 250	175 000	166 250	176 417	185 942
ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM / MEF		190 000	100 000	190 000	100 810	106 252
RENFORCEMENT INFRASTRUCT. EQUIP. CAISFF		475 000	500 000	475 000	504 050	531 268
APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS		95 000	100 000	95 000	100 810	107 080
INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF		950 000	1 500 000	950 000	1 512 150	1 593 806
APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA		142 500	100 000	142 500	100 810	106 253
PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)		95 000	50 000	95 000	50 405	53 126
CONSTRUCTION CENTRE FORMATION POUR DEVELOPPEMENT		308 750	325 000	308 750	327 632	348 009
CONSTITUTION STOCK NATIONAL SECURITE ONAP		475 000	500 000	475 000	504 050	539 333
Total :		**15 240 000**	**10 566 000**	**8 740 000**	**10 650 368**	**11 237 905**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.011	**DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)		8 440 000	0	1 410 000	0	0
Total :		**8 440 000**	**0**	**1 410 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.023	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ACQUISITION TERRAIN / CONSTRUCTION DRB-DRCF DISTRICT B		380 000	400 000	380 000	403 240	425 014
ELABORATION LOGICIEL GESTION DES SOLDES		190 000	200 000	190 000	201 620	212 507
APPUI A LA MIGRATION DE PRED 5		380 000	200 000	380 000	201 620	214 160
CONSTRUCT° / EQUIP TRANSIT ADM. ET BCS.		380 000	400 000	380 000	403 240	425 014
REHABILITATION EX-HOTEL DES FINANCES		760 000	0	760 000	0	0
Total :		**2 090 000**	**1 200 000**	**2 090 000**	**1 209 720**	**1 276 695**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.024	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION DIRECTIONS REGIONALES DES DOUANES		285 000	200 000	285 000	201 620	212 507
APPUI A LA MOBILISATION RECETTES INTERIEURES		760 000	800 000	760 000	806 480	850 029
Total :		**1 045 000**	**1 000 000**	**1 045 000**	**1 008 100**	**1 062 536**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.025	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
AMENAGEMENT/EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS		285 000	320 000	285 000	322 592	340 011
REHABILITATION/ EXTENSION DGMP		285 000	300 000	285 000	302 430	318 761
Total :		**570 000**	**620 000**	**570 000**	**625 022**	**658 772**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.026	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABIL. EXTENS. EQUIP. TRESORERIES ET PERCEPTIONS		570 000	600 000	570 000	604 860	637 522
CONSTRUCT° / EQUIP. SIEGE PGT / RGD		570 000	400 000	570 000	403 240	425 014
Total :		**1 140 000**	**1 000 000**	**1 140 000**	**1 008 100**	**1 062 536**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.027	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE		142 500	120 000	142 500	120 972	127 504
REHABILITATION IMMEUBLE DGDP		190 000	150 000	190 000	151 215	160 620
Total :		**332 500**	**270 000**	**332 500**	**272 187**	**288 124**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.028	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJ. RENFOR. CAPAC. MODEL. & PREV. MACROECO.		190 000	200 000	190 000	201 620	214 160
ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000		285 000	200 000	285 000	201 620	214 160
PROGRAM. PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEM		190 000	200 000	190 000	201 620	214 160
APPUI MISE EN OEUVRE CSCRP		237 500	250 000	237 500	252 025	265 634
FONDS D'ETUDE PREPARATION DES PROJETS		3 325 000	3 125 000	3 325 000	3 150 312	3 346 260
APPUI ELABORATION MALI EMERGENT		142 500	150 000	142 500	151 215	160 620
REHABILTATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP		475 000	400 000	475 000	403 240	428 320
APPUI PROGRAM. SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENTS		475 000	360 000	475 000	362 916	385 488
Total :		**5 320 000**	**4 885 000**	**5 320 000**	**4 924 568**	**5 228 802**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.029	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGRAMME REFECTION BATIMENTS PUBLICS		570 000	600 000	570 000	604 860	642 482
Total :		**570 000**	**600 000**	**570 000**	**604 860**	**642 482**

SECTION :311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

La Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) a pour mission le traitement et la transmission d'informations, en vue de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

A ce titre, elle :

1. est chargée, notamment de recueillir, d'analyser, d'enrichir et d'exploiter tout renseignement propre à établir l'origine ou la destination des sommes ou la nature des opérations ayant fait l'objet d'une déclaration ou d'une information reçue, au titre des dispositions des articles 15, 36, 43, 70, 79, 80, 86 et 111 de la loi N° 008 du 17 mars 2016 portant loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
2. reçoit également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les autorités de contrôle ainsi que les officiers de police judiciaire, qu'elle traite, le cas échéant, comme en matière de déclaration d'opération suspecte ;
3. peut demander la communication, par les assujettis ainsi que par toute personne physique ou morale, d'informations détenues par eux et susceptibles de permettre d'enrichir les déclarations de soupçons ;
4. effectue ou fait réaliser des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme au niveau du territoire national ;
5. peut animer et coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigation dont disposent les administrations ou services relevant du Ministère chargé des Finances, du Ministère chargé de la Justice et du Ministère chargé de la Sécurité ainsi que les organismes qui y sont rattachés pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
6. participe à l'étude des mesures à mettre en oeuvre pour faire échec aux circuits financiers clandestins, au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ;
7. développe, en relation avec les directions concernées relevant du Ministère chargé des Finances, du Ministère chargé de la Justice et du Ministère chargé de la Sécurité, l'action internationale de lutte contre les circuits financiers clandestins, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La CENTIF est également chargée d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune d'elles, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Elle émet des avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. A ce titre, elle propose toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

La CENTIF élabore des rapports périodiques, au moins une fois par trimestre, et un rapport annuel, qui analysent l'évolution des activités de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au plan national et international, et procède à l'évaluation des déclarations recueillies. Ces rapports sont soumis au Ministre chargé des Finances.

I.2 Les contraintes et les défis

Au regard des missions qui lui sont assignées, la CENTIF fait face à certaines contraintes et défis liées tant du point de vue juridique, institutionnel et opérationnel.

I.2.1 Contraintes

L'existence des acquis du point de vue réglementaire ne doit pas faire perdre de vue les risques et autres vulnérabilités liées à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. C'est ainsi qu'on répertorie entre autres les insuffisances du cadre légal (sur le plan opérationnel et celles liées aux assujettis).

a) Insuffisances du cadre légal

- difficulté de poursuite de l'auteur du blanchiment pour auto blanchiment ;
- absence de cadre juridique pour l'établissement de la liste nationale des personnes susceptibles de financer le terrorisme conformément à la résolution 1373 ;

- absence des mesures de vigilance concernant les associations à but non lucratif ;
- absence de système d'échange d'informations en matière de transport inhabituel d'or, de métaux précieux ou de pierres précieuses ;
- absence de système informatisé de conservation d'informations relatives aux transports physiques de capitaux ;
- absence de dispositions relatives aux infractions boursières.

b) Insuffisances liées aux entités déclarantes :

- faible bancarisation de l'économie malienne (seulement 4% de la population malienne a accès aux services bancaires) ;
- développement du système alternatif de transfert de fonds ; porosité des frontières (sept pays frontaliers, Algérie, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger et Sénégal), et l'étendue du territoire national ;
- trafic d'armes, de drogue et d'êtres humains ;
- prolifération des Organisations à But Non Lucratif (OBNL) ou ONG qui mérite un contrôle renforcé ;
- détournements des deniers publics ;
- faible implication de la société civile dans les actions de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

I.2.2 Défis

Les défis se déclinent suivant les axes de la stratégie nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :

- renforcer le cadre juridique ;
- combler les vides juridiques existants et mettre en conformité le dispositif national de lutte avec les normes internationales ;
- mettre en place un mécanisme de suivi et d'alerte afférents à l'application effective de la législation en vigueur ainsi que les recommandations attenantes ;
- améliorer la coopération et l'entraide judiciaire en matière de LBC FT ;
- diffuser les textes et la jurisprudence en matière de LBC FT ;
- Renforcer la vigilance et la capacité des assujettis ;
- Renforcer les mesures de vigilance par les Institutions Financières.

I.3 La politique sectorielle

La politique sectorielle en matière de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'inscrit dans le cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019 à 2021).

Il s'agit de promouvoir la transparence afin de lutter contre la délinquance financière sous toutes ces formes (blanchiment de capitaux et le financement). Pour se faire, l'Etat envisage de doter les structures impliquées dans cette lutte en ressources humaines, matérielles et financières adéquates pour les accompagner dans l'atteinte des missions qui leur sont assignées.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs		Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	1 361 900	936 925	974 781	1 066 901
Total :	**1 361 900**	**936 925**	**974 781**	**1 066 901**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	250 000	250 000	270 000	301 509
Biens et services		10 620	0	0
Transferts et subventions	711 900	676 305	704 781	765 392
Investissement	400 000	0	0	0
Total :	**1 361 900**	**936 925**	**974 781**	**1 066 901**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

Responsable du Programme : le Président de la CENTIF

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme "Assistance au traitement de la gestion de l'information financière" s'occupe de:

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités de la Cellule ;
- la gestion des ressources matérielles et financières.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme assistance au traitement et à la gestion de l'information financière est bâti autour de (04) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Gestion des dossiers relatifs des déclarations de soupçon	%	50	55	55	55
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la CENTIF					
Précision Méthodologique : (Nombre de dossiers traités et envoyés/Nombre de dossiers reçus) x 100					
1.2 Niveau de risque identifié en matière de LBC/FT des secteurs les plus vulnérables(secteurs minier et immobilier	Echelle	-	Moyen	Faible	Faible
Moyen de Vérification : Rapport de l'état des leiux du blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme					
Précision Méthodologique : Echelle du risque					

Objectif 2: Renforcer la formation et la sensibilisation des acteurs impliqués dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du plan de formations	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de suivi des activtés					
Précision Méthodologique : (Activités réalisées/activités prévues) x 100					
2.2 Réunion des membres du comité interministériel sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Nombre de rencontre du CIM					
Précision Méthodologique : (Nombre de rencontres prévues/nombre de rencontres réalisées) x 100					

Objectif 3: Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources, financières et matérielles de la CENTIF

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux dexécution du plan de passation des marchés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de suivi du plan de passation					
Précision Méthodologique : (Nombre de marchés exécutés/Nombre de marchés programmés) x 100					
3.2 Taux d'exécution du budget de la CENTIF	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Comptes adminstratifs d'exécution du budget					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifiés) x 100					

Objectif 4: Renforcer la coopération internationale et nationale avec d'autres partenaires impliqués dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Pourcentage d'accords de coopération signés avec les cellules de renseignement financier des membres du groupe Egmont, Lac Tchad, RECEN UEMOA	%	50	42	50	50
Moyen de Vérification : Accords signés					
Précision Méthodologique : (Nombre d'accords programmé/Nombre d'accords signés) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	250 000	250 000	270 000	301 509
Biens et services		10 620	0	0
Transferts et subventions	711 900	676 305	704 781	765 392
Investissement	400 000			
Total :	**1 361 900**	**936 925**	**974 781**	**1 066 901**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Traitement de l'information financière	1 361 900	936 925	974 781	1 066 901
Total :	**1 361 900**	**936 925**	**974 781**	**1 066 901**

Action 01 Traitement de l'information financière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	250 000	250 000	270 000	301 509
Biens et services		10 620	0	0
Transferts et subventions	711 900	676 305	704 781	765 392
Investissement	400 000			
Total	**1 361 900**	**936 925**	**974 781**	**1 066 901**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	250 000
1.2.1	Formation et sensibilisation des acteurs	10 000
2.1.1	Participation des activités des plénières (GAFI, GIABA, Groupe Egmont, Réseau Lac Tchad), achat de billets d'avion	90 000
2.1.2	Prise en charge des cotisations	10 000
2.2.1	Elaboration des rapports d'activités de la CENTIF et du comité interministériel. réseaux	10 000
2.2.2	Autres activités de sensibilisation	34 520
3.1.1	Elaboration et exécution du PPM	1 000
3.2.1	Participement au fonctionnement du service	531 405
Total		**936 925**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Aux termes de l'article 2 de la Loi N° 030 du 04 juin 2011 portant modification de la Loi N° 08-023 du 23 juillet 2008, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public (ARMDS) a pour mission principale d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des délégations de service public en vue d'en accroître la transparence et l'efficacité conformément aux directives de l'UEMOA dans ce domaine. Cette mission globale se décline en missions spécifiques ci-après :

a) « Définir les éléments de la politique nationale en matière de marchés publics et des délégations de service public, d'émettre des avis, de formuler des propositions ou de recommandations concernant les politiques et les mesures législatives et règlementaires en matière de marchés publics et de délégation de service public.

Dans ce cadre, l'Autorité élabore les projets de textes et mène des études relatives aux marchés publics et aux délégations de service public. Elle propose toutes mesures de réforme de nature à améliorer les procédures et les outils de passation des marchés publics et des délégations de service public.

b) Contribuer à l'information et à la formation des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public.

Dans ce cadre, l'Autorité :

- élabore et met en oeuvre les programmes de formation et de sensibilisation des acteurs de la commande publique sur la règlementation des marchés publics et des délégations de service public en vue de renforcer leur capacité ;
- assure la publication d'une revue périodique ayant pour objet de promouvoir la transparence sur le système des marchés publics et des délégations de service public, d'informer le public sur les activités de l'Autorité ;
- diffuse la règlementation et garantit la publicité de l'information sur les procédures de passation des marchés publics ;
- assure en relation avec la Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public, la constitution et la gestion de banques de données sur les marchés publics et les délégations de service public.

c) Auditer les marchés publics, initier des enquêtes relatives à des irrégularités ou des violations de la règlementation communautaire ou nationale, commises en matière de marchés publics et de délégations de service public et saisir les autorités communautaires ou nationales, compétentes de toute infraction constatée.

Elle fait réaliser les audits techniques et / ou financiers en vue d'évaluer le coût et l'efficacité des marchés publics ou des délégations de service public.

d) Assurer le règlement non juridictionnel des litiges en statuant en qualité d'Autorité de recours non juridictionnels.

A ce titre, elle reçoit les réclamations et statue sur les irrégularités, fautes et infractions constatées en matière de passation ou d'exécution des marchés publics et des délégations de service public.

e) Entretenir des relations de coopération avec les institutions similaires d'autres pays et les organismes internationaux agissant dans le domaine des marchés publics et des délégations de service public. Elle est l'organe de liaison des institutions communautaires de l'UEMOA, et peut à ce titre saisir ou assister la commission de l'UEMOA dans le cadre de la surveillance multilatérale en matière de marchés publics et de délégations de service public ».

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

Les principales contraintes sont :

- un déficit de professionnalisme en matière d'achat public ;
- la couverture partielle des acteurs des régions du nord du pays à cause de l'insécurité ;

- l'impact limité des formations sur les acteurs ;
- la mobilité des acteurs formés ;
- une motivation insuffisante des spécialistes en achat.

I.2.2 Défis

Les principaux défis à relever sont :

- la professionnalisation des acteurs de la commande publique ;
- la couverture totale de l'ensemble des acteurs ;
- la création d'un corps de professionnels en achat pour l'administration.

I.3 La politique sectorielle

Les missions de l'ARMDS s'inscrivent dans le cadre de la gouvernance financière notamment l'objectif n° 6 du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2016-2018) : "Améliorer la performance du cadre macro-économique, perfectionner le système de gestion des finances publiques et consolider le système financier".

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Promotion de la transparence, de l'exhaustivité et de la concurrence par le cadre juridique et règlementaire	note	-	-	B	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Régulation de la commande publique	450 411	443 390	445 906	484 253
Total :	**450 411**	**443 390**	**445 906**	**484 253**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services		24 000	0	0
Transferts et subventions	450 411	419 390	445 906	484 253
Total :	**450 411**	**443 390**	**445 906**	**484 253**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.068 Régulation de la commande publique

Responsable du Programme : le Secrétaire exécutif de l'ARMDS

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise essentiellement à développer le cadre professionnel et la performance des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Sa mise en oeuvre est assurée par l'action « assistance aux acteurs de la commande publique ».

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme1 est bâti autour d'un seul objectif spécifique à savoir : (i) Renforcer les capacités des acteurs de la commande publique.

A cet objectif sont associés des indicateurs de résultats dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Les détails des indicateurs associés à cet objectif sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Renforcer les capacités des acteurs de la commande publique					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux de mise en oeuvre de la stratégie nationale de formation des acteurs de la commande publique	%	<5%	25	28	16

Moyen de Vérification :	Rapport annuel / ARMDS
Précision Méthodologique :	(Effectif formé par exercice / effectif prévu dans le document de stratégie au terme des 5 ans)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Biens et services		24 000	0	0
Transferts et subventions	450 411	419 390	445 906	484 253
Total :	**450 411**	**443 390**	**445 906**	**484 253**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Assistance aux acteurs de la Commande Publique	450 411	443 390	445 906	484 253
Total :	**450 411**	**443 390**	**445 906**	**484 253**

Action 01 Assistance aux acteurs de la Commande Publique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services		24 000	0	0
Transferts et subventions	450 411	419 390	445 906	484 253
Total	**450 411**	**443 390**	**445 906**	**484 253**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcer les capacités des acteurs de la Commande publique	443 390
Total		**443 390**

SECTION :320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministre du Travail et de la Fonction publique, chargé des relations avec les institutions, prépare et mettre en oeuvre la politique nationale dans les domaines du travail et de la Fonction publique :

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration, la mise en oeuvre et le contrôle de la législation du travail dans le secteur privé ;
- les mesures de lutte contre le travail des enfants, les discriminations et les harcèlements dans les lieux du travail ;
- l'élaboration, l'application ou le contrôle de l'application des règles relatives à l'emploi du personnel civil de l'Etat et des organismes publics de l'Etat ;
- l'élaboration, et la mise en oeuvre de la politique salariale et de rémunération ;
- l'amélioration de la performance du personnel civil de l'Etat des organismes publics de l'Etat ;
- la promotion du dialogue social, la prévention et la gestion des conflits collectifs ;
- la coordination des rapports du gouvernement avec les organisations syndicales et patronales ;
- l'élaboration et l'application des règles relatives à la détermination de la représentativité et de la légitimité des organisations syndicales ;
- la facilitation et le suivi des relations entre le Gouvernement et les Institutions de la République autres que le Président de la République.
- la facilitation et le suivi des relations entre le Gouvernement et les Institutions de la République autres que le Président de la République.

I.2 Les contraintes et les défis

De façon générale, le Département est confronté dans l'exécution de sa mission à certains problèmes qui agissent de manière négative sur les résultats des 3 programmes. Il s'agit de :

I.2.1 Contraintes

Elles concernent :

- la faible capacité des acteurs à appréhender les questions essentielles en matière de négociation et de gestion des conflits ;
- l'insuffisance d'infrastructures adéquates ;
- l'instabilité institutionnelle (répartition des services entre la primature et les autres départements ministériels à la suite des remaniements) ;
- l'insuffisance des ressources financières;
- la non opérationnalisation de certains services déconcentrés ;
- le problème d'appropriation du concept Travail des Enfants.

I.2.2 Défis

Les défis à relever sont :

- le renforcement des capacités des acteurs du dialogue social;
- le renforcement du dialogue social ;
- la réalisation d'infrastructures adéquates pour les services du Département ;
- la sensibilisation sur le concept du Travail des Enfants ;
- l'amélioration des relations entre l'administration et les usagers ;
- l'élimination des pires formes du travail des enfants.

I.3 La politique sectorielle

Le Ministère du Travail et de la Fonction Publique dispose de nos jours d'une seule Politique Sectorielle à savoir la Politique Nationale du Travail. En outre, le Département contribue à la mise en oeuvre de certaines politiques telles que la Politique Nationale de Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et la Politique Nationale de Transparence.

La Politique Nationale du Travail :

Son objectif général est d'améliorer les conditions de travail et la gouvernance du marché du travail en vue d'accroître l'efficacité du

Tableau 1 : **Quelques indicateurs - 2017**

marché du travail au plan économique et social.

Elle s'inscrit intimement dans le Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable du Mali (CREDD 2016-2018) et sa mise en oeuvre nécessite une forte articulation avec d'autres politiques sectorielles comme la Politique Nationale de l'Emploi (PNE), la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS) et la Politique Nationale de Formation Professionnelle (PNFP).

Objectifs spécifiques :

Ainsi, la PNT est bâtie autour des quatre (04) objectifs spécifiques suivants :

- promouvoir un cadre juridique et institutionnel favorable à la réalisation du travail décent : il s'agit d'améliorer le cadre juridique et institutionnel du travail et de renforcer les capacités opérationnelles des intervenants du monde du travail ;
- promouvoir la santé et la sécurité au travail : dans ce cadre l'accent est mis sur la prévention des risques professionnels, la lutte contre les pires formes de travail des enfants, ainsi que la lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose en milieu de travail ;
- promouvoir l'égalité au travail, en mettant en place des mécanismes de lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession ;
- promouvoir le dialogue social à travers le renforcement du cadre de dialogue social par la consolidation des instruments de concertation et la mise en place de nouveaux instruments pertinents, la sensibilisation, la formation et l'information des partenaires sociaux en vue de développer une culture de dialogue social au niveau national

Cependant, force est de reconnaître que le Plan d'Actions Opérationnel 2013-2015 n'a pas été mis en oeuvre faute de financement. Il est donc impératif d'actualiser le Plan d'actions Opérationnel pour une mise en oeuvre effective de la Politique Nationale du Travail.

Par ailleurs, pour faire face à la recrudescence du travail des enfants, le Gouvernement a adopté, en Conseil des Ministres le 08 juin 2011, le Plan d'Actions National pour l'Élimination du Travail des Enfants au Mali (PANETEM). L'objectif général de ce plan décennal est l'éradication de toute forme de travail non autorisée des enfants au Mali durant la période 2011-2020. Il est réparti en deux phases principales de cinq ans chacune.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

2014

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Nombre de fonctionnaires de l'Etat	Nombre	58 156	56 665	56 665	56 665
2	Nombre de femmes fonctionnaires de l'Etat	Nombre	17 597	17 361	17 361	17 361
3	Nombre d'handicapés fonctionnaires de l'Etat	Nombre	-	322	322	350
4	Taux de réalisation de la convention n° 182 sur l'interdiction des Pires Formes de Travail des Enfants	%	37	0,38	32	32

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	2 388 279	2 324 620	2 244 421	2 362 140
Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	1 245 599	921 564	701 914	742 361
Amélioration du Cadre législatif du Travail	685 686	701 840	728 053	796 337
Total :	**4 319 564**	**3 948 024**	**3 674 388**	**3 900 838**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 044 627	1 044 627	1 128 192	1 259 844
Biens et services	1 476 535	1 552 690	1 297 518	1 311 757
Transferts et subventions	30 000	56 050	29 850	32 238
Investissement	1 768 402	1 294 657	1 218 828	1 296 999
Total :	**4 319 564**	**3 948 024**	**3 674 388**	**3 900 838**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.012 Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'articule autour de la conduite de l'élaboration des politiques en matière de travail, de fonction publique, de relations avec les Institutions et de gestion des ressources matérielles et financières du département, la coordination du système de planification et de production des statistiques du département, le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de quatre objectifs spécifiques.

A ces objectifs, sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans les tableaux ci-dessous, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Préserver et consolider la paix sociale

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage des préavis de grève gérés	%	72	75	80	85
Moyen de Vérification : Arrêtés, avis de réunion et Procès-verbaux					
Précision Méthodologique : (Nombre de préavis de grève gérés/nombre de préavis de grève reçus) x 100					
1.2 Taux d'exécution des accords conclus avec les centrales syndicales	%	70	80	90	95
Moyen de Vérification : Etat d¿exécution des accords					
Précision Méthodologique : (Nombre d¿accords exécutés / nombre d¿accords conclus) x 100					
1.3 Taux d'exécution du programme d'activités Genre du département	%	70	80	90	95
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du comité genre du département					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x 100					
1.4 Taux d'exécution du programme d'activités d'élaboration du plan de déconcentration	%	-	60	80	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités prévues) x 100					

Objectif 2: Promouvoir le Dialogue Social

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités par la formation en dialogue social	%	90	95	95	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/nombre formations prévues) x 100					
2.2 Taux de représentativité des centrales syndicales aux élections professionnelles	%	90	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport des élections					
Précision Méthodologique : (Nombre de votants par centrale syndicale/nombre d'inscrits) x 100					

Objectif 3: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités par la formation des agents de l'Etat	%	60	80	70	75
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées) x 100					
3.2 Taux d'exécution du budget	%	99	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/crédits notifiés) x 100					
3.3 Taux d'exécution du plan de passation des marchés		90	99	100	100
Moyen de Vérification : Plan de passation des marchés					
Précision Méthodologique : (Nombre de marchés passés / Nombre de marchés prévus) x 100					

Objectif 4: Renforcer les relations entre le Gouvernement et les autres Institutions					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux d'exécution du programme d'activités de renforcement des Relations avec les Institutions	%	70	80	90	95
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités programmées) x 100					
4.2 Nombre de projets de lois votés par l'Assemblée Nationale	%	85	90	90	90
Moyen de Vérification : Rapports de session de l'Assemblée Nationale					
Précision Méthodologique : (Nombre de projets de loi votés/nombre de projets de loi soumis) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	354 571	354 571	382 936	427 623
Biens et services	1 046 997	999 049	866 605	876 287
Transferts et subventions		33 250	0	0
Investissement	986 711	937 750	994 880	1 058 230
Total :	**2 388 279**	**2 324 620**	**2 244 421**	**2 362 140**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Conduite et pilotage de la potique du travail, de la fonction publique, du dialogue social et des relations avec les institutions	1 371 226	1 550 269	1 406 755	1 495 914
Gestion des réssources Financières et du Matériels	1 017 053	774 351	837 666	866 226
Total :	**2 388 279**	**2 324 620**	**2 244 421**	**2 362 140**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	26	24	24	24
CATEGORIE B1	17	11	11	11
CATEGORIE B2	10	12	12	12
CATEGORIE C	6	5	5	5
CONTRACTUEL	72	62	64	66
Total :	**131**	**114**	**116**	**118**

Action 01 Conduite et pilotage de la potique du travail, de la fonction publique, du dialogue social et des relations avec les institu

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	229 101	229 101	247 429	276 303
Biens et services	242 125	383 418	242 846	245 269
Transferts et subventions		33 250	0	0
Investissement	900 000	904 500	916 480	974 342
Total	**1 371 226**	**1 550 269**	**1 406 755**	**1 495 914**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	229 101
1.1.2	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	61 018
1.1.4	Approvissionnement du service en carburants et lubrifiants.	19 527
1.1.5	Entretien, réparation du parc auto, approvissionnement en carburants-lubrifiants et autres dépenses y afférentes	44 086
1.1.6	Mainténance et entretien du matériel informatique et divers	3 181
1.1.7	Achat des matériels consommables et divers.	22 496
1.1.8	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	5 910
1.1.9	Prise en charge des dépenses de fonctionnement liées à l'investissement	57 000
1.2.1	Prise en charge des dépenses liées aux activités des Centrales Syndicales	33 250
1.2.2	Réalisation des activités relatives aux dépenses du dialogue social	189 905
1.3.1	Renforcement des capacités	38 000
1.4.1	Organisation des atéliers de formation et autres activités de la CADD	31 084
3.1.1	Renforcement de capcités des agents de l'Etat	570 000
3.2.23	Réalisation des projets de construction, de réhabilitation et autres y afférentes	237 500
4.1.1	Réalisation des activités relatives aux dépenses des Rélations avec les Institutions	6 211
4.2.1	Suivre les projets de lois à l'Assemblée National	2 000
Total		**1 550 269**

Action 02 Gestion des réssources Financières et du Matériels

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	125 470	125 470	135 507	151 320
Biens et services	804 872	615 631	623 759	631 018
Investissement	86 711	33 250	78 400	83 888
Total	**1 017 053**	**774 351**	**837 666**	**866 226**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.2.1	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	125 470
3.2.2	Approvissionnement du service en produits alimentaires	8 280
3.2.3	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	64 869
3.2.4	Sensibilisation sur le VIH/SIDA	340
3.2.5	Approvissionnement du service en matériels consommables et divers.	48 286
3.2.6	Mainténance et entretien du matériel informatique et divers	8 523
3.2.9	Entretien et réparation du parc auto , approvissionnement en carburants - lubrifiants et autres dépenses y afférentes	8 456
3.2.10	Règlement des redevances electriques	90 246
3.2.11	Règlement des redevances d'eau	28 818
3.2.12	Règlement des redevances téléphoniques et Abonnement Internet	106 648
3.2.13	Expédition de courriers et autres services connexes	324
3.2.14	Prise en charge des frais de d'internet et autres activités	13 586
3.2.15	Prise en charge des frais de location des bâtiments administratifs baillés	67 200
3.2.16	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	42 209
3.2.17	Réalisation des missions	45 721
3.2.18	Approvissionnement du service en carburants et lubrifiants.	28 521
3.2.19	réalisation des missions à l'exérieur	26 600
3.2.20	réalisation des activités de la journée africaine de la FP	6 566
3.3.1	Prise en charge des dépenses liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement des structures du programme	20 438
3.3.2	Prise en charge des dépenses liées à la rénovation des structures du programme	33 250
Total		**774 351**

Le Programme : 2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat

Responsable du Programme: le Directeur National de la Fonction Publique et du Personnel

a).Présentation stratégique du programme:

Le Programme 2 est consacré au recrutement et à la gestion des carrières des agents de l'Etat.

b).Présentation détaillée des objectifs et indicateurs du programme:

Le programme poursuit quatre (04) objectifs spécifiques qui concourent à la résolution des problèmes relatifs à la gestion des ressources humaines de la Fonction publique d'Etat. Il s'agit de :

1. maîtriser les effectifs du personnel de la Fonction publique de l'Etat :

- mener toute opération tendant au développement de la fonction « ressources humaines »
- élaborer les outils, méthodes et procédures de gestion des ressources humaines ;
- assurer les échanges d'informations avec les services chargés de la solde et veiller à la cohérence des données.

2.satisfaire les besoins en formation et en recrutement des nouveaux agents :

- pourvoir aux vacances d'emploi dans les services publics ;
- élaborer les décisions de mise en congé de formation.

3. disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'Etat et accessible :

- concevoir et développer le système d¿information sur les ressources humaines de la Fonction publique de l¿Etat ;

- produire et diffuser les états de gestion des ressources humaines.

4. assurer l¿équité genre dans la Fonction publique de l¿Etat :

- apporter un appui conseil aux services publics pour la prise en compte de la dimension Equité-genre dans la gestion des carrières des agents publics ;

- produire les données statistiques sur le genre dans le système d¿information de l¿administration publique.

Objectif 1: Maîtriser les effectifs du personnel de la fonction publique d'Etat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues du contrôle physique	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de suivi de la mise en ¿uvre des recommandations issues du contrôle physique					
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandations appliquées / Nombre total de recommandations formulées) X100					
1.2 Proportion de données harmonisées entre le fichier solde (BCS) et le fichier Administratif (DNFPP)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : fichier solde (BCS) et le fichier administratif (DNFPP)					
Précision Méthodologique : (Nombre de fiches actualisées au BCS / Nombre d'agents) X100					

Objectif 2: Satisfaire les besoins en formation et en recrutement de nouveaux agents

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage d'agents recrutés conformément aux profils exigés par les cadres organiques des services publics et budgétairement autorisés	%	52	55	56	56
Moyen de Vérification : Arrêtés d¿intégration et cadres organiques					
Précision Méthodologique : (Nombre d¿agents recrutés conformément aux profils exigés / Nombre total de besoins exprimés) X100					
2.2 Taux d'exécution des besoins de formation des agents de l'Etat	%	85	90	95	95
Moyen de Vérification : Application Gestion des Ressources Humaines (GRH)					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents autorisés à se former/ Nombre total de demandes) X100					

Objectif 3: Disposer d'un système d'information national à jour sur les ressources humaines de l'Etat et accessible

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de mise à jour du système d'information national sur les ressources humaines de l'Etat	%	70	95	74	90
Moyen de Vérification : Base de donnée de la DNFPP					
Précision Méthodologique : (Nombre de dossier mis à jour / Nombre total de dossiers existants) x100					
3.2 Pourcentage d'exécution du plan de communication	%	90	90	95	97
Moyen de Vérification : Rapport de communication					
Précision Méthodologique : (Nombre d'actions de communication / Nombre total d'actions programmées) x100					

Objectif 4: Assurer l'équité genre dans la fonction publique de l'Etat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux d'exécution du programme de recensement des agents en situation de handicap dans la Fonction publique	%	85	100	96	85
Moyen de Vérification : Rapport d'enquête					
Précision Méthodologique : (Nombre des agents en situation de handicap recensés / Nombre total d'agents de l'Etat) x 100.					
4.2 Pourcentage de femmes catégorie A dans la Fonction publique	%	-	35	40	45
Moyen de Vérification : Rapport d¿enquête					
Précision Méthodologique : (Nombre de femmes de la catégorie A répertoriées/ Nombre total d¿agents de l¿Etat de la Catégorie A) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	198 675	198 675	214 569	239 609
Biens et services	294 924	394 189	295 806	298 763
Investissement	752 000	328 700	191 539	203 989
Total :	**1 245 599**	**921 564**	**701 914**	**742 361**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Gestion des Carrières et Modernisation de l'Administration	1 245 599	921 564	701 914	742 361
Total :	**1 245 599**	**921 564**	**701 914**	**742 361**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	23	23	23	23
CATEGORIE B1	13	12	12	12
CATEGORIE B2	16	16	16	16
CATEGORIE C	4	3	3	3
CONTRACTUEL	29	31	32	33
Total :	**85**	**85**	**86**	**87**

Action 01 Gestion des Carrières et Modernisation de l'Administration

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	198 675	198 675	214 569	239 609
Biens et services	294 924	394 189	295 806	298 763
Investissement	752 000	328 700	191 539	203 989
Total	**1 245 599**	**921 564**	**701 914**	**742 361**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	198 675
1.1.2	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	122 369
1.1.3	Entretien, réparation du parc auto, approvissionnement en carburants-lubrifiants et autres dépenses y afférentes	55 385
1.1.4	Réalisation des activités de construction	142 500
1.2.1	Approvissionnement du service en carburants et lubrifiants	21 218
2.1.1	Prise en charge des dépenses liées à l'organisation des concours de la Fonction Publique	162 917
2.2.1	Renforcement des capacités	186 200
4.1.1	Autres réalisations d'activités du programme	32 300
Total		**921 564**

Le Programme : 2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

Responsable de Programme : le Directeur National du Travail

a)Présentation stratégique du programme

Créée par la loi n°02-072 du 19 décembre 2002, la Direction Nationale du Travail a pour mission de :

- élaborer les éléments de la politique nationale du travail ;
- élaborer la législation et la réglementation en la matière et assurer son application ;
- promouvoir le dialogue social ;
- mener toutes études et enquêtes concernant les conditions de vie et de travail des travailleurs salariés ;
- donner des avis techniques à l'administration, aux employeurs, aux travailleurs ainsi qu'à leurs organisations respectives ;
- assurer la coordination et le contrôle technique des services et organismes qui concourent à la mise en oeuvre de la politique du travail.

La Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants a été créée par l'Ordonnance n°10-036/P-RM du 5 août 2010, ratifiée par la Loi n°10-050 du 23 décembre 2010. Elle est chargée de :
- coordonner, évaluer et suivre l'ensemble des actions relatives à la lutte contre le travail des enfants ;
- proposer des mesures et stratégies de lutte contre le travail des enfants ;
- collecter des informations sur les caractéristiques, la nature, l'ampleur et les facteurs favorisant le travail des enfants ;
- évaluer les conditions de travail des enfants et leurs conséquences sur leur développement physique et moral ;
- créer et mettre à jour une base de données sur le travail des enfants ;
- renforcer les capacités des différents acteurs ;
- élaborer, présenter et diffuser un rapport national annuel sur le travail des enfants.
- le programme « Amélioration du cadre législatif du Travail » vise ainsi à :
- promouvoirle dialogue socialà travers le renforcement de son cadre ;
- assurer l'application de la législation et de la réglementation du travail à travers le contrôle d'entrepriseset le respect des dispositions en vigueur;
- rendre performants les services du Travail à travers la formation et l'acquisition de moyens matériel adéquats;
- promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfants à travers la communication, le retrait et la réinsertion des enfants victimes de pires formes de travail des enfants.

a).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le programme poursuit quatre (4) objectifs spécifiques qui sont :
- Promouvoir le dialogue social;
- S'assurer de l'application de la législation et de la réglementation du travail ;
- Rendre performant les services du Travail ;
- Promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfants.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Promouvoir le dialogue social

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage des conflits de travail gérés	%	69	71	73	75

Moyen de Vérification : Rapports annuels des Directions Régionales du Travail et de la Direction Nationale du Travail - Préavis de grève déposés
Précision Méthodologique : (Nombre de conflits ayant reçu une issue favorable / nombre de conflits soumis aux services du travail) x 100

1.2 Pourcentage des conventions collectives et accords d'établissement relus et adoptés	%	60	65	67	69

Moyen de Vérification : PV de négociation des conventions et note technique des accords d¿établissement - Copies des conventions et accords signés
Précision Méthodologique : (Nombre de conventions et accords relus et adoptés / total de conventions et accords soumis) x 100

1.3 Taux de progression des usagers assistés et conseillés	%	6	7	9	11

Moyen de Vérification : Rapports annuels des DRT et de la DNT
Précision Méthodologique : [(Nombre d'usagers assistés et conseillés de l'année N / Nombre d'usagers assistés et conseillés de l4année N-1)-1] x 100

Objectif 2: S'assurer de l'application de la législation et de la réglementation du travail

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de progression des établissements contrôlés	%	5	6	8	10

Moyen de Vérification : Rapports d'inspection de la Direction Nationale du Travail et des Directions Régionales du Travail ; copie des contrats de travail visés
Précision Méthodologique : [(Nombre d'établissements contrôlés de l'année N/Nombre d'établissements contrôlés de l'année N-1)-1] x 100

2.2 Taux de progression des contrats de travail visés	%	4	5	7	9

Moyen de Vérification : Rapports annuels des DRT et de la DNT ; copie des contrats de travail visés
Précision Méthodologique : [(Nombre de contrats de travail visés de l'année N/ Nombre de contrats de travail visés de l'année N-1)-1] x 100

Objectif 3: Rendre performant les services du Travail

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage d'Inspecteurs ou de Contrôleurs du Travail formés (dont femmes)	%	35(15)	40	42 (27)	44 (29)

Moyen de Vérification : Rapports de formation, Rapports annuels
Précision Méthodologique : (Nombre d'Inspecteurs ou de contrôleurs du travail formés / nombre total d'Inspecteurs ou de contrôleurs du travail) x 100

3.2 Pourcentage d'acquisition de matériels roulant (véhicules et motos)	%	50	30	50	70

Moyen de Vérification : Copies des lettres d'expression des besoins en matériels roulant et fiches de réception des matériels roulant
Précision Méthodologique : (Besoins en matériels roulant acquis/Besoins en matériels roulant exprimés) x 100

Objectif 4: Promouvoir les actions de lutte contre le Travail des Enfants

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux de réalisation du programme d'activités de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants	%	55	60	65	70

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées /le nombre d'activités programmées) x 100

4.2 Taux de réinsertion des enfants retirés des pires formes de travail des enfants (Filles)	%	45	50	60 (55)	70 (60)

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la Cellule Nationale de Lutte contre le Travail des Enfants
Précision Méthodologique : (Nombre d'enfants réinsérés/le nombre d'enfants retirés) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	491 381	491 381	530 687	592 612
Biens et services	134 614	159 452	135 107	136 707
Transferts et subventions	30 000	22 800	29 850	32 238
Investissement	29 691	28 207	32 409	34 780
Total :	**685 686**	**701 840**	**728 053**	**796 337**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Suivi évaluation de la législation du travail et renforcement du dialogue social	685 686	701 840	728 053	796 337
Total :	**685 686**	**701 840**	**728 053**	**796 337**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	62	60	60	60
CATEGORIE B1	42	38	38	38
CATEGORIE B2	15	19	19	19
CATEGORIE C	8	8	8	8
CONTRACTUEL	117	123	123	123
Total :	**244**	**248**	**248**	**248**

Action 01 Suivi évaluation de la législation du travail et renforcement du dialogue social

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	491 381	491 381	530 687	592 612
Biens et services	134 614	159 452	135 107	136 707
Transferts et subventions	30 000	22 800	29 850	32 238
Investissement	29 691	28 207	32 409	34 780
Total	**685 686**	**701 840**	**728 053**	**796 337**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	114 681
1.1.2	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	70 273
1.1.3	Entretien, réparation du parc auto, approvissionnement en carburants-lubrifiants et autres dépenses y afférentes	7 492
1.2.1	Réalisation des activités relecture et adoption des conventions et diverses	3 000
1.3.1	réalisation des activités d'assistances et de conseilles des Usagers et diverses	6 000
2.1.2	Traitement du salaire et accessoire du personnel des services régionaux	376 700
2.1.3	Suivi du mise en oeuvre de la politique nationale du travail au niveau régional	95 354
2.2.1	Réalisation des activités de visa des contrats et autres dépenses y afférentes	790
3.1.1	Prise en charge des dépenses liées à la rénovation des structures du programme	4 750
3.2.1	Acquisition des matériels roulants et autres dépenses	10 000
4.1.1	réalisation des activités de la lutte contre travail des enfants et autres dépenses y afférentes	4 000
4.2.1	Prise en charge des activités de réinsertion des enfants et autres dépenses y afférentes	8 800
Total		**701 840**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.012	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. RENFOR. CAPACITE NAT. PAR LA FORMATION		570 000	500 000	570 000	504 050	535 401
CONSTRUCTION / REHABILITATION ANNEXES MTFPRE		237 500	300 000	237 500	302 430	321 241
Total :		**807 500**	**800 000**	**807 500**	**806 480**	**856 642**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.030	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION BUREAU SALLE ARCHIVES DNFPP		142 500	190 000	142 500	191 539	203 989
Total :		**142 500**	**190 000**	**142 500**	**191 539**	**203 989**

SECTION :323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne a pour mission d'élaborer et de mettre en oeuvre la politique nationale dans les domaines de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne.

À ce titre, il est compétent pour :

- la promotion, l'organisation, l'orientation et la coordination des actions visant à assurer le plein épanouissement des jeunes et leur insertion dans le processus de développement économique, social et culturel ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures aptes à répondre aux attentes des jeunes et à susciter leur pleine participation aux activités d'intérêt public, notamment celles entreprises au bénéfice des communautés ;
- la définition de la politique nationale d'emploi et de lutte contre le chômage et le sous-emploi ;
- la définition et le suivi de la mise en oeuvre des actions et mesures destinées soit à préserver des emplois, soit à favoriser la création d'emplois ;
- le développement de la Formation professionnelle et le renforcement des capacités des structures nationales de formation professionnelle en vue de répondre aux défis de l'intégration sous régionale et du renforcement de la Compétitivité des entreprises nationales ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures visant l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ;
- la définition et le suivi de la mise en oeuvre des mesures visant une adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail ;
- le suivi de la mise en oeuvre et l'évaluation du Programme national de Volontariat ;
- le suivi de la mise en oeuvre du service national des Jeunes ;
- la promotion de la citoyenneté, des valeurs et principes de la République et de la démocratie.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne est confronté aux contraintes et défis suivants :

I.2.1 Contraintes

- la faible mise en oeuvre du Programme National de Promotion de la Jeunesse (PNPJ) due au déficit de financement ;
- le retard dans la mise en oeuvre du Document de Politique Cadre du Développement de la Jeunesse ;
- l'insuffisance de cadres de jeunesse tant au niveau central que régional et local ;
- le déficit de citoyenneté ;
- le plafonnement à un bas niveau du nombre de volontaires pour le Centre National de Promotion du Volontariat ;
- l'insuffisance notoire des infrastructures socio-éducatives et de promotion de la citoyenneté ;
- la faible appropriation des documents de la politique nationale de l'emploi et son plan d'actions par les différents acteurs ;
- l'insuffisance du financement du plan d'actions de la politique nationale de l'emploi ;
- le manque de synergie entre les structures chargées de la mise en oeuvre des Politiques Nationales de l'Emploi et de Formation Professionnelle;
- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées et de ressources matérielles au niveau des structures publiques chargées des politiques nationales de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- l'inadaptation des locaux et des équipements dans certains centres de formation professionnelle ;
- le manque de plan de développement des CFP publics dans le cadre des extensions ;
- la faible valorisation des acteurs de la formation professionnelle et des produits locaux ;
- l'inadaptation des locaux des structures du département ;
- la faiblesse du système d'information du marché du travail ;
- l'insuffisance et la faible mobilisation des financements destinés aux programmes d'emploi et de formation professionnelle ;
- le dysfonctionnement dans le dispositif institutionnel et organisationnel ;
- la faible motivation des agents des services centraux et de certains services rattachés
- l'absence d'un dispositif de certification et de validation des acquis professionnels ;
- la faiblesse des cadres de pilotage, de coordination, d'orientation et de mise en cohérence des dispositifs de formation continue,

qualifiante et par apprentissage ;

- l'insuffisance de formateurs qualifiés et faible motivation des formateurs;
- l'inadaptation des programmes de formation à l'Approche par Compétences ;
- l'inadéquation entre offre de formation et besoin du marché du travail ;
- la faible maîtrise des acteurs et des collectivités territoriales sur les reformes et les outils de décentralisation et de déconcentration ;
- la faible maîtrise de la mobilisation des ressources du DPPD-PAP.

I.2.2 Défis

- l'opérationnalisation du service national des jeunes ;
- la mise en oeuvre de la politique cadre de développement de la jeunesse ;
- le développement et la mise en oeuvre d'une politique nationale de volontariat;
- la mise en oeuvre de la politique national de la citoyenneté et du civisme;
- le fonctionnement permanent des infrastructures de jeunesse;
- la mise en oeuvre de la politique de Décentralisation/Déconcentration;
- la prévention des maladies sexuellement transmissibles;
- le renforcement des capacités du secteur associatif jeune en matière de mobilisation, de citoyenneté et de participation à la vie publique ;
- le renforcement Institutionnel ;
- la satisfaction des besoins immenses en matière de création d'emplois et de développement des compétences ;
- l'appropriation des documents de politiques nationales et leur plan d'actions par les différents acteurs ;
- la dissémination et/ou vulgarisation de la politique nationale de l'emploi et son plan d'actions ;
- la valorisation des auto- emplois et l'emploi informel notamment à travers la mise en place d'un dispositif adéquat de soutien à l'auto-emploi et à l'entrepreneuriat ;
- la création d'emplois directs temporaires pour les catégories sociales marginalisées à travers des filets de protection sociale ;
- la dynamisation de la synergie entre les structures chargées de la mise en oeuvre des Politiques Nationales de l'Emploi et de Formation Professionnelle ;
- l'achèvement du processus de mise en place d'un dispositif de certification et de validation des acquis professionnels ou de l'expérience ;
- la dynamisation des cadres de pilotage, de coordination, d'orientation de la formation professionnelle ;
- la mise en cohérence des dispositifs de formation continue, qualifiante et par apprentissage ;
- la généralisation des programmes de formation selon l'Approche par Compétences (APC) ;
- l'adaptation de l'offre de formation aux besoins du marché du travail ;
- l'amélioration des conditions de travail de tous les travailleurs du Département ;
- la construction de locaux adaptés pour les structures du département ;
- la résorption du dysfonctionnement dans le dispositif institutionnel et organisationnel ;
- l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des politiques transversales et sectorielles qui touchent aux secteurs productifs, en termes de création d'emploi ;
- le développement d'un partenariat public-privé autour des questions de formation professionnelle et d'emploi ;
- l'amélioration de l'employabilité par l'adaptation de la formation technique et professionnelle et de l'apprentissage aux besoins actuels et potentiels du secteur productif et plus généralement des activités économiques privées y compris le développement de la culture de l'entrepreneuriat ;
- la valorisation des acteurs de la formation professionnelle et des produits locaux ;
- l'élaboration de plan de développement des CFP ;
- le renforcement d'actions spécifiques ciblées sur les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les migrants de retour, les migrants potentiels etc ;
- la mise en place d'un cadre national de reconnaissance de validation des dispositifs de formation ;

- le renforcement des cadres de pilotage, de coordination et d'orientation sur la formation professionnelle ;
- la diversification des filières de formations en relation avec les besoins de l'économie ;
- la construction et /ou réhabilitation d'infrastructures de formation ;
- la formation des agents et des acteurs de la formation professionnelle ;
- l'opérationnalisation des services locaux et des centres de formation professionnelle;
- la mise en place d'une politique de communication visant à rendre la formation professionnelle plus attrayante ;
- la mise en oeuvre du mécanisme de suivi-évaluation des dispositifs et des formations ;
- l'appropriation des reformes et des outils de décentralisation et de déconcentration par les acteurs et les collectivités territoriales.

I.3 La politique sectorielle

a) la Politique Cadre de Développement de la Jeunesse :

La Politique Cadre de Développement de la Jeunesse (PCDJ), vise comme objectif global le bien-être, l'épanouissement, le développement des capacités, les potentialités et l'employabilité des jeunes afin que chaque jeune soit un citoyen actif et productif et un acteur à part entière de la politique de développement du pays. Les axes majeurs de la politique cadre de développement de la jeunesse sont les suivants :

- éducation et développement des compétences de base des jeunes ;
- formation, employabilité, entreprenariat et insertion professionnelle ;
- santé et bien-être des jeunes ;
- accompagnement psychologique, socio-éducatif, culturel et sportif des jeunes ;
- protection, accompagnement psychosocial et insertion sociale des jeunes les plus vulnérables et des jeunes migrants, dimension genre et promotion de la parité et égalité des sexes ;
- leadership de participation des jeunes au développement du pays ;
- renforcement des capacités institutionnelles et des acteurs au niveau central et local.

b) Le Programme National de Promotion de la Jeunesse(PNPJ) :

le PNPJ vise les objectifs suivants :

- définir les besoins et aspirations prioritaires de la jeunesse;
- formuler une stratégie collective pour aborder les problèmes et les questions touchant les jeunes des deux sexes ;
- inciter à la planification stratégique et prospective des actions en faveur des jeunes ;
- constituer un appel à la nécessaire concertation des efforts des Ministères, services de l'Etat et Organisation Non Gouvernementales (ONG) dans le but de promouvoir la satisfaction des besoins de la jeunesse ;
- définir la manière dont la jeunesse doit participer au processus de prise de décision du pays.

c) La Politique nationale de l'Emploi

La Politique Nationale de l'Emploi a donné la priorité à la lutte contre la pauvreté au Mali depuis le début des années 2000 du fait qu'une réduction durable de la pauvreté passe inévitablement par un accès à un emploi plus stable et mieux rémunéré pour une plus grande partie de la population en âge de travailler.

La PNE poursuit les objectifs spécifiques suivants :

- établir et renforcer les liens avec toutes les politiques nationales, notamment pour prendre en considération l'emploi dans les politiques transversales ;
- renforcer les actions de promotion et de création d'emplois, la promotion des activités privées génératrices d'emplois, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises, le ciblage des mesures de promotion de l'emploi pour tenir compte du défi démographique et de la spécificité des problèmes d'insertion de certains groupes (femmes, jeunes, handicapés, migrants de retour, migrants potentiels etc.) ;
- améliorer l'employabilité et l'offre de formation professionnelle et technique ;
- améliorer la gouvernance du marché de l'emploi.

d) La Politique nationale de Formation Professionnelle :

La politique de la formation professionnelle se justifie au regard de l'insuffisance de la main-d'oeuvre qualifiée dans tous les secteurs de

production et de l'immensité des besoins à satisfaire. Elle permettra d'orienter l'intervention de l'Etat, des Collectivités Territoriales, du Secteur privé ainsi que des Partenaires techniques et financiers en matière de formation professionnelle.

Elle contribuera à tendre vers l'adéquation formation/emploi. L'opérationnalisation de la politique nationale de formation professionnelle se fera à travers le Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE).

e) la Politique Nationale de la Citoyenneté et du Civisme (PNCC) :

Conformément à la volonté du Président de la République de restaurer les valeurs de construction citoyenne, le gouvernement du Mali a adopté, en septembre 2017, la Politique Nationale de la Citoyenneté et du Civisme (PNCC). La PNCC contribuera à la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux de chômage	%	8,2	10	10,05	9,1
2	Taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans	%	11,1	23	30,4	21,9
3	Taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 35 ans	%	9,9	16	17	14,9
4	Taux d'emploi	%	68,3	67	63,5	66,3
5	Nouveaux emplois créés	Nombre	33 519	58 458	66 842	61 686
6	Taux d'emplois informel	%	96,5	96	96,3	94,4
7	Demandes d'emplois enregistrées	Nombre	16159	25853	14012	8920
8	Offres d'emplois enregistrées	Nombre	6396	5523	6564	5444
9	Population en âge de travailler	Nombre	8043098	8355945	8291827	8765066
10	Ratio Emploi/Population 15-64 ans (Taux d'emploi)	%	68,3	67	63,5	66,3
11	Proportion des jeunes de 15-24 ans <ni en emploi, ni en éducation et ni en formation<	%	21,3	25	34,0	28,5
12	Proportion des jeunes de 15-35 ans <ni en emploi, ni en éducation et ni en formation<	%	22,9	25	32,0	27,7
13	Proportion de ménages de travailleurs pauvres	%	34,6	Nd	34,8	nd
14	Part des personnes ayant un emploi et vivant en dessous du seuil de pauvreté (Taux de travailleurs pauvres)	%	45,4	Nd	46,2	nd
15	Taux de salarisation	%	9	10	10,6	11,2
16	Nombre de sortants des Centres de Formation Professionnelle par secteur (primaire, secondaire, tertiaire)	Nombre	8103	10914	-	-
17	Taux de progression de la formation professionnelle en termes de localités couvertes	%	24	60	-	-
18	Taux de formation des femmes	%	30,8	18,1	34,5	30,2
19	Taux de centres équipés	%	26	64	-	-
20	Taux de recouvrement de la taxe de formation professionnelle	%	50	78,25	-	-
21	Nombre de jeune formés en apprentissage traditionnelle	%	nd	nd	77,4	89,9
22	Nombre de jeune formés en apprentissage traditionnel rénové	Nombre	5640	8775	4554	5426
23	Nombre de jeunes formés en formation qualifiante	Nombre	-	4068	-	-
24	Nombre de jeune formés en situation de professionnalisation dans l'emploi	Nombre	4547	5170	5117	5402
25	Taux de progression de la participation des jeunes aux activités organisées	%	26	26	2,96	9,99
26	Taux d'insertion des jeunes formés	%	80	91	60	91,58
27	Taux de réalisation des infrastructures de jeunesse	%	60	80	83,33	62,58
28	Nombre de pairs éducateurs formés	Nombre	218	400	300	400
29	Taux de réalisation du PNPJ	%	30	60	65	75
30	Nombre de volontaires déployés	Nombre	150	260	100	100

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	2 003 439	2 089 215	2 120 826	2 267 987
Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	9 869 701	8 272 722	10 214 372	10 655 825
Formation Professionnelle	1 850 542	2 101 518	1 300 060	1 439 707
Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes		2 616 045	2 949 408	3 197 732
Civisme, Volontariat et Citoyenneté		2 047 476	731 974	827 308
Total :	**13 723 682**	**17 126 976**	**17 316 640**	**18 388 559**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	619 994	1 890 659	1 540 706	1 720 495
Biens et services	1 203 971	3 057 676	2 076 315	2 170 917
Transferts et subventions	1 796 490	2 157 149	1 920 249	2 260 528
Investissement	10 103 227	10 021 492	11 779 370	12 236 619
Total :	**13 723 682**	**17 126 976**	**17 316 640**	**18 388 559**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.013 Administration Générale

Responsable du Programme : Le secrétaire Général

a) Présentation stratégique du programme

Le programme administration générale est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du Ministère. Il est essentiellement composé des structures transversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du Ministère dans la mise en oeuvre de leurs actions

Il est la pierre angulaire des deux autres programmes. Son rôle est déterminant dans la définition des orientations politiques, l'opérationnalisation des plans d'actions, le choix des mesures de suivi et d'évaluation qui conditionnent l'atteinte des résultats.

Il assure la veille, le conseil et le contrôle des autres programmes aux fins d'établir la cohérence d'ensemble des actions et de répondre aux préoccupations liées au chômage et à l'insuffisance de qualification.

Le programme s'articule autour de :

- l'élaboration des politiques et programmes en matière d'Emploi et de Formation Professionnelle ;
- la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;
- la coordination et le suivi des programmes ;
- le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère ;
- la production et la diffusion d'informations statistiques sur l'emploi et la formation professionnelle.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) à la gouvernance du secteur; (ii) l'insuffisance des ressources humaines , financières et matérielles ;(iii) au manque de synergie entre les différents acteurs de la formation professionnelle ; (iv) la faible prise en charge des question d'emploi et de formation professionnelle par les collectivités territoriales (v) l'indisponibilité des données statistiques fiables pour le secteur.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisé et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la gouvernance et le suivi-évaluation des politiques et stratégies en matière de jeunesse, d'emploi et de construction citoyenne

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports, CR mensuels					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités de coordination réalisées/Nombre d'activités de coordinations prévues)X100					
1.2 Taux de mise en oeuvre des instructions et/ou recommanadations issue des missions statutaires, de supervision et de suivi des activités	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport des missions de supervisions, statutaires et de suivis					
Précision Méthodologique : (Nombre de instructions et/ou recommandations exécutées-réalisées/Nombre d'instructions et/ou recommandations formulées)X100					
1.3 Taux d'exécution du PTG	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Document de suivi des activités du PTG					
Précision Méthodologique : (Nombre de dossiers du PTG réalisés/Nombre de dossiers du PTG prévus)X100					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'execution du plan de formation	%	25	30	35	40
Moyen de Vérification : Rapports annuels de formation					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents formés)/(Nombre d'gents à former)X100					
2.2 Taux de satisfaction des cadres organiques	%	80	85	90	95
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'emplois occupés)/(nombre d'emplois prévus)X100					
2.3 Taux d'éxecution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Comptes administratifs					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés)/(crédits notifiés)X100					
2.4 Taux d'éxecution du PPM	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM, Tableau de suivi du PPM					
Précision Méthodologique : (Nombre de marchés notifiés)/(nombre de marchés programmés)X100					

Objectif 3: Assurer la coordination et le suivi de la mise en oeuvre du PRODEFPE

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Nombre de sessions de formations organisées	Nombre	10	8	10	10
Moyen de Vérification : Rapport d'ateliers et de sessions					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 nombre de rapports disponibles	Nombre	75	8	10	10
Moyen de Vérification : Rapport d'ateliers et de sessions					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 4: Impulser le processus de décentralisation et de déconcertation au sein du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux de mise en oeuvre des reformes en matiére d'emploi et de formation professionnelle dans les ct	%	10	20	40	37
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CADD					
Précision Méthodologique : (Nombre de reformes mises en oeuvre)/(nombre de reformes prévues)X100					
4.2 Taux d'exécution du plan de décentralisation et de déconcentration	%	15	20	45	40
Moyen de Vérification : Documents de Plan triennal de décentralisation et de déconcentration					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées)/(nombre d'activités prévues)X100					

Objectif 5: Réalisation des études et recherches sur l'emploi et la formation

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
5.1 Nombre d'études réalisées sur l'emploi	nbre	7	8	8	7
Moyen de Vérification : Rapport ONEF					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
5.2 Nombre d'études réalisées sur la formation professionnelle	nbre	4	2	2	2
Moyen de Vérification : Rapport ONEF					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
5.3 Nombre d'études publiées	nbre	13	8	9	7
Moyen de Vérification : Rapport ONEF					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	376 574	376 574	406 698	454 159
Biens et services	999 826	1 208 997	1 138 493	1 160 282
Transferts et subventions	409 845	381 763	403 164	469 003
Investissement	217 194	121 881	172 471	184 543
Total :	**2 003 439**	**2 089 215**	**2 120 826**	**2 267 987**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et Pilotage de la Politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle	536 028	603 312	634 507	677 292
Gestion financière et matérielle	1 222 079	1 260 562	1 243 010	1 320 846
Gestion des ressources humaines du Secteur	42 197	36 819	42 321	42 762
Décentralisation et déconcentration au sein du département	41 600	31 996	36 709	37 075
Production d'information statistique sur l'emploi et la formation	161 535	156 526	164 279	190 012
Total :	**2 003 439**	**2 089 215**	**2 120 826**	**2 267 987**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	35	45	31	31
CATEGORIE B1	20	28	22	22
CATEGORIE B2	19	22	16	16
CATEGORIE C	9	6	6	6
CONTRACTUEL	112	125	118	120
Total :	**195**	**226**	**193**	**195**

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	217 162	217 162	234 534	261 904
Biens et services	256 874	355 279	332 382	342 429
Transferts et subventions	5 000	3 800	4 900	5 880
Investissement	56 992	27 071	62 691	67 079
Total	**536 028**	**603 312**	**634 507**	**677 292**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation et tenue des revues mensuelles	9 500
1.1.3	Actualisation, suivi et évaluation de la feuille de route du MEFP	4 750
1.1.4	Suivi-évaluation des activités des politiques et stratégiques en matière de Jeunesse et de Construction Citoyenne	56 240
1.2.1	Mission de supervision et de suivi des activités	3 118
1.2.2	Suivi-évaluation des comités de pilotages et des CA	4 750
1.2.3	Prise en charge des activités de citoyenneté (PNCC)	95 000
1.3.1	Evaluation des programmes d'activités du PTG	2 260
1.3.2	Prise en charge du personnel	217 162
1.3.3	Couverture des frais de déplacements pour les différentes rencontres et missions (Achat de carburant)	19 228
1.3.4	Prise en charge des frais de transport des agents du département à l'intérieur	1 900
1.3.5	Prise en charge des frais de connexion internet, entretien et hébergement des sites web	36 735
1.3.6	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	17 104
1.3.7	Sécurisation des locaux et amélioration des conditions d'hygiène en milieu de travail (entretien et réparation des bâtiments et mobiliers, gardiennage et achat de produit d'entretien)	27 071
1.3.8	Acquisition de matériels informatiques, de copieurs de matériels et de froid	19 554
1.3.9	Acquisition de matériels roulants	53 790
1.3.10	Achat de journaux et magazine	11 400
1.3.11	Couverture des frais de communication (production des supports, publicité, publication,...)	19 950
4.2.1	Réalisation du plan de mise en oeuvre et d'installation des services déconcentrés	3 800
Total		**603 312**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	159 412	159 412	172 164	192 255
Biens et services	664 155	784 903	727 081	738 016
Transferts et subventions	293 110	268 747	288 765	331 725
Investissement	105 402	47 500	55 000	58 850
Total	**1 222 079**	**1 260 562**	**1 243 010**	**1 320 846**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Participation du département aux rencontres statutaires	82 354
2.3.4	Prise en charge du personnel	159 412
2.3.5	Couverture des frais de déplacements pour les différentes rencontres et missions (Achat de carburants)	49 400
2.3.7	Couverture des frais de fourniture en eau, électricité, téléphone et internet, et des frais postaux	202 735
2.3.8	Organisation d'ateliers et de cérémonie	12 398
2.3.9	Prise en charge des compléments de bourse, des bourses de vacances et des billets d'avion des étudiants malien de la formation professionnelle	75 860
2.3.10	Mission d'inventair	5 450
2.3.12	Sensibilisation sur le VIH	623
2.3.13	Prise en charge des frais de mission des agets à l'intérieur	13 444
2.3.14	Achat de vignettes	5 848
2.3.16	Appui aux ONG, associations et groupements	9 500
2.4.1	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	140 354
2.4.2	Sécurisation des locaux et amélioration de conditions d'hygiène en milieu de travail (entretien et réparation des bâtiments et mobiliers, gardiennage e achat de produit d'entretien)	31 300
2.4.3	Entretien et réparation matériel roulant, et achat d'huile moteur	24 006
2.4.4	Achat de matériel et de mobiliers de bureau	142 500
2.4.5	Entretien des matériels, réseaux et programmes informatiques	16 340
2.4.6	Acquisition d'antivirus et de logiciels	9 500
2.4.9	Reproduction et disséminations des manuels de procédures de la DFM, DNE, DNFP, DRH, CADD, CPS	9 500
2.4.10	Reprographie de modules pour les atliers	4 009
2.4.11	Acquisition de motos pour les services centraux	25 888
2.4.13	Prise en charge des frais de formation des agents en rédaction administrative, gestion des reformes financières (CDMT et GAR), suivi et évaluation	22 897
2.4.14	Entretien et réparation des appareils et réseaux téléphoniques	8 550
2.4.15	Mise à disposition de locaux baillés pour le fonctionnement des structures du département (DRH, CADD, DNFP, DREFP-Bamako, PNA-ERP, PRODEFPE, DNE, FIER, ONEF, INIFORP, APEJ, CNPV, DFM, Projet FAOPIC III, Secrétariat Permanent UEMOA)	136 695
3.2.1	Organisation des sessions du cadre de concertation techniques	15 000
3.2.2	Organisation des sessions du cadre partenarial d'orientation et de suivi de l'emploi et de la formation professionnelle	1 600
3.2.12	Indemnités	53 400
3.2.13	Fonctionnement PRODEFPE (achat de fourniture de de bureaun petites réparations sur les installations de téléphones, électriques et sanitaires, etretien et lubrifiant et réparation de véhicules, entretien des locaux, réfectionsn Badigeonnage locaux eaux-électricité et téléphone, internet	2 000
Total		**1 260 562**

Action 03 Gestion des ressources humaines du Secteur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	42 197	36 819	42 321	42 762
Total	**42 197**	**36 819**	**42 321**	**42 762**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Organisation des stages et ateliers de formation	7 600
2.2.1	Elaboration, suivi et évaluation dess fiches de poste des agents du secteur	3 800
2.2.2	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	23 142
2.2.3	Courverture des frais de déplacements pour les différentes rencontres et missions (Achat de carburant)	1 883
2.2.4	Entretien et réparation matériel roulant, et achat d'huile moteur	394
Total		**36 819**

Action 04 Décentralisation et déconcentration au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	36 600	31 996	36 709	37 075
Investissement	5 000			
Total	**41 600**	**31 996**	**36 709**	**37 075**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Organisation d'atelier de partage ou d'appropriation du décret fixant le détail des compétences à transférer	12 975
4.2.2	Achat de fournitures de bureau, de consommables informatiques	7 925
4.2.3	Couverture des frais de déplacements pour les différentes rencontres et missions (Achat de carburant)	6 840
4.2.4	Entretien et réparation matériel roulant, et achat d'huile moteur	4 256
Total		**31 996**

Action 05 Production d'information statistique sur l'emploi et la formation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	111 735	109 216	109 499	131 398
Investissement	49 800	47 310	54 780	58 614
Total	**161 535**	**156 526**	**164 279**	**190 012**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Réalisation de l'Enquête Nationale sur l'Emploi auprès des Ménages (ENEM)	22 000
5.1.2	Réalisation des rapports de l'enquête nationale emploi	10 510
5.1.3	Collecte des données sur les emplois créés	4 800
5.1.4	Réalisation du rapport d'anlyse situationnelle annuelle sur le marché du travail (RASAMT)	10 000
5.3.2	Prise en charge des salaires du personnel EPA	27 026
5.3.3	Prise en charge des frais d'achat de fournitures de bureau, de matériels et consommables informatiques et de produits alimentaires	6 000
5.3.4	Prise en charge des frais d'achat de mobiliers de bureau	1 046
5.3.5	Prise en charge des frais d'entretien des matériels et programme informatique	11 000
5.3.6	Sécurisation des locaux et amélioration des conditions d'hygiène en milieu de travail (entretien et réparation des bâtiments, gardiennage)	19 800
5.3.7	Prise en charge des frais de maintenance et d'entretien des climatiseurs et des installations sanitaires et électriques	10 024
5.3.8	Prise en charge des frais de couverture de fourniture en eau, électricité, téléphone et internet	34 320
Total		**156 526**

Le Programme : 2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi

Responsable du Programme : à confirmer) Présentation Stratégique du Programme :

Le programme vise à assurer la promotion de l'emploi et de l'insertion des jeunes à travers la mise en oeuvre de la politique nationale de l'emploi et d'effectuer le suivi-évaluation de ladite politique.

De la promotion de l'Emploi :

-réalisation de recherches et d'études relatives à l'emploi et propositions de mesures de nature à soutenir et promouvoir l'emploi ;

-facilitation de l'accès des jeunes aux outils de production et promouvoir les activités de commercialisation des produits;

-mobilisation des ressources pour la promotion et la création d'emplois pour les jeunes;

-mise en place d'un réseau de partenaires nationaux et internationaux pour promouvoir l'emploi des jeunes ;

-assurer l'accueil, l'information et l'orientation des demandeurs d'emplois;

-promouvoir l'auto-emploi à travers l'information et l'orientation des futurs entrepreneurs;

-mise en oeuvre des activités de formation professionnelle, de perfectionnement, de reconversion et d'insertion;

-mise en oeuvre des mécanismes et des actions destinées à assurer la promotion de l'emploi, notamment de l'emploi féminin.

De l'insertion des jeunes :

-conception et mise en place des dispositifs favorisant l'insertion professionnelle des jeunes ;

-facilitation de l'accès des jeunes ruraux à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dans l'agriculture et les activités économiques connexes ;

-amélioration de l'éducation et de la formation pour l'employabilité et les possibilités d'emplois créés par le secteur privé ;

-conception et mise en oeuvre de programmes de travaux à haute intensité de main d'oeuvre en vue de créer des emplois pour les jeunes sans qualification en milieux urbain et rural,

-facilitation de l'insertion des jeunes à travers les stages de qualification ;

-appui aux collectivités territoriales pour la conception et la mise en oeuvre des programmes locaux de création d'emplois pour les jeunes.

La Politique Nationale de l'Emploi et son Plan d'Action Opérationnel adoptés le 18 mars 2015, constituent l'un des cadres de référence du

Ministère en charge de l'Emploi.

A cet effet, La PNE a donné la priorité à la lutte contre la pauvreté au Mali depuis le début des années 2000 du fait qu'une réduction durable de la pauvreté passe inévitablement par un accès à un emploi plus stable et mieux rémunéré pour une plus grande partie de la population en âge de travailler.

L'emploi est retenu dans l'objectif spécifique 22 : « favoriser les créations d'emplois, développer et orienter la formation professionnelle vers les filières porteuses » dans l'axe stratégique 2 du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD 2016-2018).

Les orientations de la Politique Nationale de l'Emploi ont comme fondements: le CSCRP 2012-2017, révisé en CREDD-2016-2018, les politiques sectorielles, les lois d'orientation majeures votées par l'Assemblée Nationale (Loi d'Orientation Agricole, Loi d'Orientation sur le Développement du Secteur Privé, etc.).

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs spécifiques du programme, assortis d'indicateurs de performance et d'activités pertinentes, se présentent comme suit :

Objectif 1: Etablir et renforcer les liens avec toutes les politiques nationales

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Un nouveau plan d'actions triennal de la politique nationale de l'emploi disponible	Nbre	40 000	1	1	1
Moyen de Vérification : Document du plan d'actions triennal de la politique nationale					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Nombre de dispositifs de promotion et de création d'emplois mis en oeuvre par les departements sectoriels	Nbre	100	20	20	20
Moyen de Vérification : Rapports d'évaluation du plan d'actions et de suivi des actions de promotion d'emploi					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Renforcer les actions de promotion et de ceration d'emploi,la promotion des activités privées pénératrices d'emploi, le soutien aux entreprises moernes et aux micros et petites entreprises

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Nombre d'emploi crées par les projets/programmes de promotion d'emploi	Nbre	70 000	70000	70000	70000
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'AE,ANPE,PNAERP,FIER,PROCEJ					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Nombre de jeunes diplomés ayant bénéficiés de stages de formation professionnelle et de stages de qulification	Nbre	6 000	6010	6020	6020
Moyen de Vérification : Rapports d'activités ANPE,APEJ					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.3 Nombre de personnes formées	Nbre	3 000	3000	3000	3000
Moyen de Vérification : Rapports d'activités ANPE,APEJ,FIER,PROCEJ					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.4 Nombre de femmes,de migrants et de persoones handicapees soutenus et installés	Nbre	5 677	2400	2400	2400
Moyen de Vérification : Rapports d'activités ANPE,APEJ,FARE,PROCEJ,FIER,PNA/ERP					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: Améliorer la gouvernance du marché de l'emploi					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Nombre d'actions d'information et de sensibilisation sur l'emploi	Nbre	4	4	4	4
Moyen de Vérification : Rapports d'activités (DNE)					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 Nombre de cadres de concertations tenus	Nbre	2	2	2	2
Moyen de Vérification : Rapports d'activités DNE					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.3 Nombre de sessions tenues	Nbre	-	2	2	2
Moyen de Vérification : Rpports d'actvités DNE					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.4 Nombre de voyages d'études organisés	Nbre	-	4	4	4
Moyen de Vérification : Rpport d'activités DNE					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	130 238	130 238	140 654	157 065
Biens et services	135 568	212 436	135 967	137 323
Transferts et subventions	657 097	585 079	643 954	772 744
Investissement	8 946 798	7 344 969	9 293 797	9 588 693
Total :	**9 869 701**	**8 272 722**	**10 214 372**	**10 655 825**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Mise en oeuvre,suivi et évaluation de la Politique Nationale de l'Emploi	302 604	374 393	317 098	337 697
Promotion de l'empoi et Insertion des jeunes	9 567 097	7 898 329	9 897 274	10 318 128
Total :	**9 869 701**	**8 272 722**	**10 214 372**	**10 655 825**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	13	13	13	13
CATEGORIE B1		1	1	1
CATEGORIE B2	3	5	5	5
CATEGORIE C	1			
CONTRACTUEL	61	59	59	59
Total :	**78**	**78**	**78**	**78**

Action 01 Mise en oeuvre,suivi et évaluation de la Politique Nationale de l'Emploi

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	130 238	130 238	140 654	157 065
Biens et services	135 568	212 436	135 967	137 323
Investissement	36 798	31 719	40 477	43 309
Total	**302 604**	**374 393**	**317 098**	**337 697**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Suivi des actions de promotion et de crétion d'emplois des départements intervenant dans la mise en oeuvre de la PNE et son PA	7 600
3.1.1	Conception et mise en oeuvre d'une stratégie de communication à la DNE	2 850
3.1.3	Organisation des ateliers d'information et de sensibilisation sur la PNE et son PA	3 800
3.1.4	Achat de fourniture de bureau, de consommables informatiques et de produits alimentaires	17 100
3.1.5	Couverture des frais de déplacements pour les différentes rencontres et mission (Achat de carburant)	2 069
3.1.6	Entretien et Réparation materiel roulant, et achat d'huile moteur	394
3.1.7	Sécurisation des locaux et amélioration des conditions d'hygiene en milieu de travail (entretien et réparation des batiments et mobiliers, gardiennage et achat de produit d'entretien)	9 500
3.1.8	Prise en charge du personnel des DREFP	83 477
3.1.9	Prise en charge du fonctionnement des DREFP	178 041
3.1.10	Prise en charge du personnel	46 761
3.1.11	Organisation de la bourse de l'emploi	19 000
3.3.1	Mise en oeuvre de la déclaration des chefs d'etat etde gouvernement sur l'emploi (ouagadougou 2004	3 800
Total		**374 393**

Action 02 Promotion de l'empoi et Insertion des jeunes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	657 097	585 079	643 954	772 744
Investissement	8 910 000	7 313 250	9 253 320	9 545 384
Total	**9 567 097**	**7 898 329**	**9 897 274**	**10 318 128**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Equipement des groupements de femmes (moto taxi moulins machine à coudre moto pompe kits de transformation des produits locaux)	23 750
2.1.2	Rehabilitation de pistes rurales	95 000
2.1.3	Mise en oeuvre des activités sur finacement FIDA	3 900 000
2.2.1	Placement de 5000 jeunes en stage de formation professionnelle dans les services publics, les organisations consulaires et faitières	585 079
2.3.2	Formation en conduite dotation des jeunes apprentis en permis de conduire	18 050
2.3.3	Prise en charge des frais de fonctionnemet de la cellule PNA/ERP	25 650
2.3.4	Achat de véhicule et de motos	24 700
2.3.5	Etude d'évluation et élaboration d'un nouveau projet	38 000
2.3.6	Mission de suivi et voyage d'étude	2 850
2.3.7	Rémunération personnel, fonctionnement et équipement de l'UCP	180 500
2.3.10	Mise en oeuvre des activités sur financement IDA	3 000 000
2.4.1	Formation et installation des PSH dans les domaines de la coifure et restauration	4 750
Total		**7 898 329**

Le Programme : 2.034 Formation Professionnelle

Responsable de Programme : à confirmer) Présentation stratégique du programme

Le programme formation professionnelle vise à assurer la mise en oeuvre et le suivi-évaluation de la Politique Nationale de Formation Professionnelle. Il poursuit les objectifs spécifiques suivants :

-améliorer l'accès à la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage ;
-améliorer la qualité de la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage ;
-mobiliser davantage de ressources pour le financement de la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage;
-élaborer les référentiels de formation et produire les outils et moyens pédagogiques et didactiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques suivants (i) Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage; (ii) Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage;(iii) Développer les compétences des ressources humaines des secteurs productifs; (iv) Élaborer les référentiels de formation et produire les outils et moyens pédagogiques et didactiques.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de progression du nombre de formés	%	5.91	10	12	12
Moyen de Vérification : Rapports de sessions de formation des structures de formation (DNFP, FAFPA, INIFORP, CFP)					
Précision Méthodologique : Rapports de voyages d'étude (DNFP, FAFPA, INIFORP)					
Formule : (Nombre de formés en année N) moins (Nombre de formés en année (N-1) divisé par (nombre de formés en année (N-1) multiplié par cent.(N)-(N-)/N-1 x 100					
1.2 Taux de femmes formées	%	30	35	35	35
Moyen de Vérification : Rapports de sessions de formation					
Précision Méthodologique : Rapports de voyage d'étude (DNFP, FAFPA, INIFORP)					
Formule : (Nombre de femmes formés) / (Nombre total de personnes formées) multiplié par cent.					

Objectif 2: Améliorer la qualité de la formation professionnelle continue qualifiante et par apprentissage.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux des programmes de formation professionnelle élaborés ou révisés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels (DNFP, FAFPA, INIFORP)					
Précision Méthodologique : (Nombre de de programmes élaborés ou révisés en année N) / (nombre de programmes à élaborer ou à réviser en année (N) multiplié par cent.					
2.2 Taux de centres équipés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuels (FAFPA)					
Précision Méthodologique : Nombre de centres équipés en année N/ Nombre total de centres prévus à équiper en année N*100					
2.3 Taux d'admission aux examens de fin d'apprentissage et aux sessions d'évaluation des CFP	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels DNFP					
Précision Méthodologique : (Nombre de candidats admis en année N)/(Nombre de candidats total en année N)*100					
2.4 Taux de formés certifiés	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels DNFP					
Précision Méthodologique : (Nombre de candidat formés certifiés en année N / Nombre de candidat total formés en année N)*100 (8 471/11 955)*100=70.85%					

Objectif 3: Développer les compétences des ressources humaines des secteurs productifs.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Nombre de projets / plans financés	Nbre	400	450	500	500
Moyen de Vérification : Rapports annuels FAFPA					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 Nombre de centres habilités équipés	Nbre	15	20	25	25
Moyen de Vérification : Rapports annuels FAFPA					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.3 Taux de contribution des promoteurs à la formation professionnelle	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels FAFPA					
Précision Méthodologique : (Montant perçu des promoteurs en année N) /(Montant prévu en année N)*100					

Objectif 4: Elaborer les référentiels de formation et produire les outils et moyens pédagogiques et didactiques.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Nombre de référentiels (10) de formation et d'outils didactiques (40) élaborés	Nbre	10	50	60	60
Moyen de Vérification : Rapports d'activités INIFORP					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
4.2 Nombre de référentiels implantés	Nbre	10	15	15	20
Moyen de Vérification : Rapports d'activités INIFORP					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
4.3 Nombre de référentiels révisés	Nbre	10	5	5	10
Moyen de Vérification : Rapports d'activités INIFORP					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	113 182	113 182	122 236	136 500
Biens et services	68 577	60 898	68 794	69 981
Transferts et subventions	729 548	959 863	581 980	671 805
Investissement	939 235	967 575	527 050	561 421
Total :	**1 850 542**	**2 101 518**	**1 300 060**	**1 439 707**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Mise en oeuvre,suivi et évaluation de la politique nationale de formation professionnelle	405 994	509 193	198 730	214 720
Appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage/ Qualifiante et continue	1 228 295	1 383 741	884 777	993 680
Ingenierie de la formation	216 253	208 584	216 553	231 307
Total :	**1 850 542**	**2 101 518**	**1 300 060**	**1 439 707**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	15	14	14	14
CATEGORIE B1	2	2	2	2
CATEGORIE B2	2	2	2	2
CONTRACTUEL	61	62	63	64
Total :	**80**	**80**	**81**	**82**

Action 01 Mise en oeuvre,suivi et évaluation de la politique nationale de formation professionnelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	113 182	113 182	122 236	136 500
Biens et services	68 577	60 898	68 794	69 981
Transferts et subventions		331 788	0	0
Investissement	224 235	3 325	7 700	8 239
Total	**405 994**	**509 193**	**198 730**	**214 720**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Prise en charge du personnel	113 182
1.1.4	Couverture des frais de déplacements pour les différantes rencontres et missions (Achat de carburant)	1 883
1.1.5	Entretien et Réparation matériel roulant, et achat d'huile moteur	3 115
1.1.6	Sécurisation des locaux et amélioration des conditions d'hygiène en milieu de travail (entretien et réparation des bâtiments et mobiliers, gardiennage et achat de produit d'entretien)	3 325
1.1.7	Acquisition de programmes de formation (Reprographie de supports) et impression des certificats	15 000
1.1.19	Prise en charge des dépenses de personnel et de fonctionnement du CFP de Missabougou	107 242
1.1.23	Prise en charge en des dépenses de personnel et de fonctionnement (CFP chinois et CFP marocain)	225 546
2.3.1	Organisation des évaluations et examens de fin d'apprentissage (apprenants)	19 000
2.3.4	Renforcement des cadres de pilotage, de coordination et d'orientation sur la formation professionnelle	4 750
2.3.5	Renforcement des cadres de pilotage, de coordination et d'orientation sur la formation professionnelle	4 750
2.3.6	Organisation des voyages d'études et d'échanges d'expériences	11 400
Total		**509 193**

Action 02 Appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage/ Qualifiante et continue

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	528 295	433 741	380 727	456 869
Investissement	700 000	950 000	504 050	536 811
Total	**1 228 295**	**1 383 741**	**884 777**	**993 680**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Acquisition d'équipement et de matières d'oeuvre pour les CFP publics	237 497
1.1.8	Extension de la formation par apprentissage à de nouvelles localités dans le secteur non formel (tutorat et dual	22 800
1.1.9	Accroissement des capacités d'accueil des structures existantes	85 500
1.1.10	Diversification des filières porteuses en tenant compte du genre	7 600
1.1.11	Appui à l'organisation des tests de recrutement des formateurs	66 500
1.1.12	Réalisation et actualisation du SIG des CFP	14 250
1.1.13	Construction et équipement de centres de formation professionnelle (MOFA)	142 500
1.1.20	Prise en charge des dépenses de personnel et de fonctionnement des CFP déja inscrits dans la Loi de Finances(Badougou Djoliba, Yorosso, Tominian, Saye, Kimparana, Yangasso)	243 196
1.1.21	Prise en charge en des dépenses de personnel et de fonctionnement des nouveaux CFP et CEPAM.	106 004
1.2.1	Organisation de missions de prospection, de supervision et de suivi des dispositifs de formation	40 853
2.1.1	Elaboration et révision de programmes de formation	28 500
2.1.2	Elaboration d'offre de formation de reconversion en vue de faciliter la mobilité des travailleurs en situation de chômage (programmes de reconversion)	21 375
2.2.1	Etude diagnostic des besoins de subventions aux organismes de formation	12 350
2.2.2	Forage solaire d'adduction d'eau	56 525
2.2.3	Réhabilitation et équipement des centres de formation prfessionnelle et entreprises artisanales ou agricoles	190 000
2.3.2	Appui au projet FAO	23 750
3.3.1	Fonctionnement global (dépenses du personnel, en matériels et services et charges diverses)	84 541
Total		**1 383 741**

Action 03 Ingenierie de la formation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	201 253	194 334	201 253	214 936
Investissement	15 000	14 250	15 300	16 371
Total	**216 253**	**208 584**	**216 553**	**231 307**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Elaboration, révision et/ou implantation de programmes de formation	14 250
4.1.2	Prise en charge du personnel EPA	44 057
4.1.3	Dépenses de fonctionnement	55 521
4.1.4	Couverture des frais de déplacements pour les différentes rencontres et missions (Achat de carburant et lubrifiants)	43 031
4.1.5	Assistance fiscale et comptable	2 360
4.1.6	Réalisation des missions de suivi et d'évaluation	5 000
4.1.7	Acquisition des matériels de transport	24 000
4.1.8	Organisation des rencontres et ateliers thématiques	2 500
4.1.9	Couverture des fraéis de fourniture en eau, électricité téléphone et internet	17 865
Total		**208 584**

Le Programme : 2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes

Responsable du Programme : Monsieur Sinè DEMBELE, Directeur National de la Jeunesse

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 2.035 « Éducation, Animation, Insertion Socio-économique des jeunes» consiste à opérationnaliser la Politique Nationale de la Jeunesse (PNJ). L'objectif général vise le bien-être, l'épanouissement, le développement des capacités, les potentialités et l'employabilité des jeunes afin que chaque d'eux soit un citoyen actif et productif ent un mot un acteur à part entière de la Politique de Développement du pays. Pour ce faire le programme poursuit les objectifs spécifiques suivants :

- Rendre les conditions favorables à la participation citoyenne des jeunes au développement et à leur insertion socioéconomique ;
- Améliorer la Santé reproductive des jeunes ;
- Améliorer le cadre de travail des jeunes et des intervenants jeunesse.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs :

Le cadre de performance du programme2.035 est bâti autour de trois objectifs spécifiques et de septe indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs.

c) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs:(i) à la gouvernance du secteur ; (ii) à l'amélioration et aux renforcements des capacités.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Rendre les conditions favorables à la participation citoyenne des jeunes au développement, et à leur insertion socioéconomique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de progression de la participation des jeunes aux activités organisées	%	10	10	10	26
Moyen de Vérification : Rapport d'activités ; Rapport de missions, Enquêtes et diagnostics					
Précision Méthodologique : [Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (N)-Nombre de jeunes ayant participé aux activités année (n-1) divisé par le nombre de jeunes ayant participé aux activités année (n-1)] x 100					
1.2 Taux d'insertion des jeunes formés	%	70	70	80	80
Moyen de Vérification : Rapports d'activités, Rapports de missions ;- Enquêtes et diagnostics ;					
Précision Méthodologique : Rapport de Formation et d'insertion					

Objectif 2: Améliorer la Santé reproductive des jeunes

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'accès des jeunes aux services de Santé de la Reproduction	%	80	80	85	85
Moyen de Vérification : Fiches/registres d'accès, base de données ;- Rapport d'activités ; Rapport de missions ;- Enquêtes et diagnostics					
Précision Méthodologique : (Nombre de jeunes reçus dans les Centres Jeunes)/ (Nombre de jeunes sensibilisés) * 100					
2.2 Nombre de Pairs Éducateurs formés	Nbre	500	500	600	600
Moyen de Vérification : Rapport d'activités ;- Rapport de missions ;- Enquêtes et diagnostics ; Base de données des volontaires nationaux					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.3 Nombre de jeunes conseillés et dépistés au VIH/Sida		8500	8500	9000	9000
Moyen de Vérification : Rapport d'activités ;- Rapport de missions ;- Enquêtes et diagnostics ; Base de données des volontaires nationaux					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: Améliorer le cadre de travail des jeunes et des intervenants jeunesse.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de réalisation des infrastructures de Jeunesse	%	80	80	85	85

Moyen de Vérification : Rapport de suivi des chantiers ;-Procès-verbaux de réception ;-Rapport de missions
Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures construites ou réhabilitées année n) divisé par (Nombre d'infrastructures à construire ou à réhabiliter année n) x 100

3.2 Pourcentage des intervenants jeunesses formés dans les techniques d'animations	%	80	80	85	85

Moyen de Vérification : Rapport de missions ;- Rapport de Formation;- Rapport d'évaluation
Précision Méthodologique : (Nombre d'intervenants jeunesse formés année n) divisé par (nombre d'intervenants jeunesse à former en année n) x 100.

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		818 577	871 118	972 771
Biens et services		308 661	389 167	425 048
Transferts et subventions		18 240	24 043	26 447
Investissement		1 470 567	1 665 080	1 773 466
Total :		**2 616 045**	**2 949 408**	**3 197 732**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Amélioration du cadre de travail des jeunes et des intervenants jeunesses		1 100 870	1 231 214	1 368 251
Encadrement des jeunes		1 195 282	1 274 499	1 358 105
Participation citoyenne des jeunes au développement		319 893	443 695	471 376
Total :		**2 616 045**	**2 949 408**	**3 197 732**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		94	94	94
CATEGORIE B1		15	15	15
CATEGORIE B2		57	57	57
CATEGORIE C		13	13	13
CONTRACTUEL		76	76	76
Total :		**255**	**255**	**255**

Action 01 Amélioration du cadre de travail des jeunes et des intervenants jeunesses

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		785 686	835 966	933 517
Biens et services		272 437	343 349	377 649
Transferts et subventions		18 240	24 043	26 447
Investissement		24 507	27 856	30 638
Total		**1 100 870**	**1 231 214**	**1 368 251**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Prise en charge du personnel	90 278
1.2.8	Mise en oeuvre du programme d'activités de la Jeunesse aux niveau des Régions, Cercles et Communes	942 210
2.1.1	Jounée portes ouvertes sur le Projet Jeunes	3 000
2.2.1	Formation des pairs Educateurs en santé de reproduction dans les régions de Kayes, Bamako, et Mopti	5 000
2.2.2	Section de formation et Equipement des Jeunes dans les camps de Jeunesse	10 000
2.3.1	Participation à la caravane nationale de lutte contre le Sida	733
2.3.2	Dépistage volontaire dans les centres de formation des jeunes	500
3.1.1	Organisation d'une Colonie de Vacance à l'Intérieur du Pays	20 516
3.1.2	Participation à la SAFRA	5 000
3.1.4	Organisation de la 10ème Edition du tournoi de Basket Ball doté des Trophées Aminata FOFANA "la Panthère" et Salimata MAIGA"Bébé"	5 000
3.1.5	Célébration de la Journée Africaine de la Jeunesse	6 669
3.1.14	Organisation de la 10ème Edition des journées d'Activités SocioEducatives Relance de la Cravane de l'Amitié Mali-Côte d'Ivoire	1 964
3.2.1	Atelier de de reflexion sur le mode de fonctionnement du CNJ-Mali	10 000
Total		**1 100 870**

Action 02 Encadrement des jeunes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		23 082	24 559	27 425
Biens et services		26 500	33 740	35 201
Investissement		1 145 700	1 216 200	1 295 479
Total		**1 195 282**	**1 274 499**	**1 358 105**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Poursuite des travaux de rénovation et d'extension du Camp de jeunesse de Soufroulaye	829 133
1.1.4	Réhabilitation des travaux de Construction de la Maison des Jeunes de Massigui dans le cercle de Dîola	49 741
1.1.6	Equipement de la Direction Nationale de la Jeunesse et Services rattachés et Déconcentrés en matériels de bureau et informatique	173 652
1.1.7	Réhabilitation des travaux de construction de la Maison des Jeunes de Nioro du Sahel	39 974
1.2.3	Relecture de la Politique Cadre de Développement de la Jeunesse	47 500
1.2.9	Mise en oeuvre des activités de promotion des Centres de promotion des jeunes dans le District de Bamako.	17 051
3.1.11	Suivi évaluation des activités du Carrefour des Jeunes et de Maison des Jeunes	38 231
Total		**1 195 282**

Action 03 Participation citoyenne des jeunes au développement

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		9 809	10 593	11 829
Biens et services		9 724	12 078	12 198
Investissement		300 360	421 024	447 349
Total		**319 893**	**443 695**	**471 376**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.8	Poursuite des travaux de contruction du Palais des Pionniers de Bamako	285 000
1.2.10	Mise en oeuvre des activités des differents camps de jeunesse.	34 893
Total		**319 893**

Le Programme : 2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

Responsable du Programme : Monsieur Mohamed El Moctar Mahamar, Conseiller Technique en charge du programme 2.027: Civisme, Volontariat et Citoyenneté

a) Présentation stratégique du programme:

Le programme « Promotion du civisme, volontariat et Citoyenneté» consiste à :

-Parfaire l'éducation, la formation physique, civique et professionnelle des jeunes en vue de leur participation efficace et entière au développement économique, social et culturel du pays et leur mobilisation pour les besoins de la défense nationale ;

-Promouvoir le volontariat en vue de favoriser le développement économique, social et culturel du pays ;

-Favoriser l'émergence d'un modèle de citoyen pétri des valeurs nationales et ouvert à l'idéal universel.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Les objectifs spécifiques du programme assortis d'indicateurs de performance et d'activités pertinentes, se présentent comme suit:

Le cadre de performance du programme 2.067 est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs : (i) à la gouvernance du secteur ; (ii) à l'amélioration et aux renforcements des capacités.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Contribuer à parfaire l'éducation, la formation physique, civique et professionnelle des jeunes en vue de leur participation efficace et entière au développement économique, social et culturel du pays et leur mobilisation pour les besoins de la défense nationale

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de jeunes fonctionnaires formés mobilisables pour les besoins de la défense nationale	Nbre	500	700	1000	1000

Moyen de Vérification : Rapport d'activités ; Base de données des formés du SNJ
Précision Méthodologique : Dénombrement

1.2 Nombre de jeunes non fonctionnaires formés et insérés	Nbre	100	300	500	500

Moyen de Vérification : Rapports d'activités, Rapports de missions; Enquêtes et diagnostics ; Base de données des formés et insérés
Précision Méthodologique : Denombrement

Objectif 2: Promouvoir le volontariat en vue de favoriser le développement économique, social et culturel du pays					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Nombre de volontaires formés et déployés	No,bre	100	200	200	250

Moyen de Vérification : Fiches de prise de service ; Base de données ; Rapport de missions ; Enquêtes et diagnostics, Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Denombrement					
2.2 Taux de progression des candidats inscrits dans la base de données.	%	10	10	10	10

Moyen de Vérification : Rapport d'activités ; Rapport de missions ; Enquêtes et diagnostics ; Base de données des volontaires nationaux
Précision Méthodologique : (Nombre de candidats inscrits en l'année N - Nombre de candidats inscrits en l'année N-1) / Nombre de candidats inscrits en l'année N-1) x100

Objectif 3: Contribuer à l'émergence d'un modèle de citoyen pétri des valeurs nationales et ouvert à l'idéal universel.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Nombre de produits d'éducation à la citoyenneté institutionalisé	Nombre	1	1	2	1

Moyen de Vérification : Rapport de présentation, Acte instituant					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 Proportion de la population qui se déclare informée et/ou sensibilisée sur la citoyenneté et le civisme	%	15	15	25	35

Moyen de Vérification : Rapport de mission ; Rapport de formation; Rapport de sondage
Précision Méthodologique : (Nombre de personnes qui se déclarent infomées et/ou sensibilisées / Nombre de personnes sondées) x 100

Objectif 4: Contribuer à l'émergence d'un modèle de citoyen pétri des valeurs nationales et ouvert à l'idéal universel.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Nombre de produits d'éducation à la citoyenneté institutionnalisé	Nombre	-	2	2	1

Moyen de Vérification : Rapport de présentation					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
4.2 Proportion de la population qui se déclare informée et/ou sensibilisée sur la citoyenneté et le civisme.	%	-	15	25	35

Moyen de Vérification : Rapport de missions ; Rapport de formation ; Rapport de sondage
Précision Méthodologique : (Nombre de personnes qui se déclarent informées et /ou sensibilisées / Nombre de personnes sondées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel		452 088	0	0
Biens et services		1 266 684	343 894	378 283
Transferts et subventions		212 204	267 108	320 529
Investissement		116 500	120 972	128 496
Total :		**2 047 476**	**731 974**	**827 308**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Promotion du Civisme		1 768 772	343 894	378 283
Volontariat et Citoyenneté		278 704	388 080	449 025
Total :		**2 047 476**	**731 974**	**827 308**

Action 01 Promotion du Civisme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		452 088	0	0
Biens et services		1 266 684	343 894	378 283
Investissement		50 000	0	0
Total		**1 768 772**	**343 894**	**378 283**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation de campagne d'information et d'appropriation du SNJ	272 774
1.1.2	Formation des jeunes fonctionnaires dans les centres et camps d'instruction	1 128 140
1.1.3	Organisation des activités de recrutement et de formation des jeunes non fonctionnaires	107 000
1.1.4	Réhabilitation des centres de formation	50 000
1.1.5	Remise de kits d'insertion aux jeunes non fonctionnaires formés	47 658
1.1.7	Suivi-évaluation des activités du SNJ	163 200
Total		**1 768 772**

Action 02 Volontariat et Citoyenneté

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		212 204	267 108	320 529
Investissement		66 500	120 972	128 496
Total		**278 704**	**388 080**	**449 025**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.8	Suivi-évaluation des activités du CNPV Mali.	15 450
2.1.1	Mobilisation et engagement de volontaires	196 754
2.2.2	Projet3: PARC Jeunesse Mali (Programme d'appui au renforcement de capacités des jeunes pour une meilleure inclusion dans la paix au Mali)	66 500
Total		**278 704**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.033	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. NAT. ACTION EMPLOI REDUCTION PAUVRETE		137 750	145 000	137 750	146 174	155 675
PROJET DVPT COMPETENCE & EMPLOI DES JEUNES / IDA		180 500	190 000	180 500	191 539	203 988
APPUI FORMATION PROFESS. INSERTION ENTREPR. JEUNES RUR		95 000	75 000	95 000	75 607	80 521
Total :		**413 250**	**410 000**	**413 250**	**413 320**	**440 184**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.034	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROG. FORMATION. INSERTION PROFESSIONNELLE		142 500	150 000	142 500	151 215	161 043
CONSTRUCTION/ REHAB/ EQUIP CENTRES FORMAT PROFESSION		665 000	200 000	665 000	201 620	214 725
FERME ECOLE MOFA		142 500	150 000	142 500	151 215	161 043
Total :		**950 000**	**500 000**	**950 000**	**504 050**	**536 811**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.035	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION PALAIS DES PIONNIERS		285 000	0	285 000	403 240	428 321
Total :		**285 000**	**0**	**285 000**	**403 240**	**428 321**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.067	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET APPUI RENF. CAPACITE JEUNES / MEILLEURE INCLUSIOI		66 500	0	66 500	120 972	128 496
Total :		**66 500**	**0**	**66 500**	**120 972**	**128 496**

SECTION :328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la réforme de l'administration et de la transparence de la vie publique est chargé de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale en matière de réforme de l'administration et de transparence dans l'action publique.

A ce titre il a l'initiative et la responsabilité des actions suivantes :

- la conduite des réformes administratives, institutionnelles et politiques relatives à la modernisation de l'administration et à la consolidation de l'Etat de droit et de la démocratie ;
- la promotion de la bonne gouvernance, l'amélioration de la qualité des services publics rendus aux usagers et la simplification des procédures et formalités administratives ;
- l'amélioration de la gestion des ressources humaines
- la contribution au développement de l'administrationnumérique ;
- l'adaptation des missions et structures de l'Etat au développement du pays ;
- la mise en oeuvre des mesures de prévention, de contrôle et de lutte contre l'enrichissement illicite ;
- la promotion de l'éthique et de la transparence dans la gestion publique.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans l'accomplissement de sa mission, le Ministère de la réforme de l'administration et de la transparence de la vie publique fait face à certaines contraintes et à certains défis à relever.

I.2.1 Contraintes

- la tendance du budget en baisse face aux besoins;
- l'insuffisance de ressources humaines compétentes;
- la mobilisation des ressources financières à temps.

I.2.2 Défis

- l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'administration publique;
- l'évaluation des politiques Publiques;
- le renforcement de la transparence dans la gestion des affaires publiques.

I.3 La politique sectorielle

La Politique Nationale de Gestion Axée sur les Résultats (PN-GAR) et la politique nationale de Transparence (PN-T) sont le socle des actions du Ministère de la réforme de l'Administration et de la transparence de la vie publique.

La politique nationale de la gestion axée sur les résultats a pour objectif global d'implanter la Gestion Axée sur les Résultats dans l'Administration publique en vue de la rendre plus efficace dans sa capacité de servir les populations et à même d'assurer un meilleur contrôle de l'utilisation des ressources publiques au regard des exigences du développement.

La politique nationale de transparence vise à poser les fondements d'une « culture de la transparence » dans l'administration publique en vue de parvenir à terme à un « Gouvernement ouvert. » Elle vise à mettre l'accent sur les mesures préventives par la valorisation de l'accès du public à l'information sur la gestion des affaires publiques.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux de réalisation des nouveaux plans d'action des politiques nationales GAR et de Transparence	%	.	.	.	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale et Contrôle		1 236 305	1 396 446	1 526 356
Reformes Administratives et Institutionnelles		530 729	543 789	584 282
Total :		**1 767 034**	**1 940 235**	**2 110 638**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		499 285	543 159	603 323
Biens et services		759 663	712 844	778 000
Transferts et subventions		175 000	278 250	297 667
Investissement		333 086	405 982	431 648
Total :		**1 767 034**	**1 940 235**	**2 110 638**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.044 Administration Générale et Contrôle

Responsable de Programme: Le Secrétaire Général du Département

a) Présentation stratégique :

Le programme « Administration générale et contrôle » s'occupe de :

i) la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;

ii) la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;

iii) le Contrôle et l'inspection des services, organismes publics et Collectivités Territoriales ;

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs :

La mise en oeuvre de ce programme vise à atteindre spécifiquement trois (03) objectifs qui sont :

- Améliorer la coordination et le pilotage de la politique du département
- Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles ;
- Améliorer la gouvernance économique et financière des services, organismes publics et collectivités territoriales.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le pilotage de la politique du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de mise en oeuvre du programme annuel d'activités du département	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel du département

Précision Méthodologique : (activités réalisées / activités prévues) x 100

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du département	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes administratifs

Précision Méthodologique : (crédits liquidés / crédits notifiés) x 100

Objectif 3: Améliorer la gouvernance économique et financière des services, organismes publics et des Collectivités territoriales

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'exécution du programme annuel de missions de vérification	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CGSP

Précision Méthodologique : (Nombre de missions de vérification effectué/nombre de missions programmées) x 100

3.2 Pourcentage de manuels de procédures administrative, financière et comptable examinés	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CGSP

Précision Méthodologique : (Nombre de manuels validés/nombre de manuels programmés aucours d'une année) x100

3.3 Nombre de contrôleurs et inspecteurs formés	nombre	-	220	230	230

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CGSP

Précision Méthodologique : Denombrement

3.4 Nombre de cartographies de risques réalisées	Nombre	-	4	-	-

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CGSP

Précision Méthodologique : Denombrement

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		381 545	407 758	452 121
Biens et services		656 674	687 291	751 741
Transferts et subventions		150 000	248 250	265 627
Investissement		48 086	53 147	56 867
Total :		**1 236 305**	**1 396 446**	**1 526 356**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Pilotage et coordination de la politique de réforme de l'Etat		185 225	186 127	203 941
Gestion financière et matérielle		272 225	260 939	286 073
Régulation et renforcement de la gouvernance		778 855	949 380	1 036 342
Total :		**1 236 305**	**1 396 446**	**1 526 356**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		20	0	0
CATEGORIE B1		20	1	1
CATEGORIE B2		15	1	1
CATEGORIE C		12	0	0
CONTRACTUEL		10	7	7
Total :		**77**	**9**	**9**

Action 01 Pilotage et coordination de la politique de réforme de l'Etat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		37 500	39 900	43 092
Biens et services		147 725	146 227	160 849
Total		**185 225**	**186 127**	**203 941**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Pilotage des activités du département	147 725
1.1.2	Prise en charge des salaires et accessoires de salaires du Cabinet	37 500
Total		**185 225**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		45 000	47 880	51 710
Biens et services		227 225	213 059	234 363
Total		**272 225**	**260 939**	**286 073**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des salaires et accessoires de salaires de la DFM	45 000
2.1.2	Exécution et suivi du budget du département1	227 225
Total		**272 225**

Action 03 Régulation et renforcement de la gouvernance

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		299 045	319 978	357 319
Biens et services		281 724	328 005	356 529
Transferts et subventions		150 000	248 250	265 627
Investissement		48 086	53 147	56 867
Total		**778 855**	**949 380**	**1 036 342**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Organisation de mission de Contrôle des Services Publics, Organismes et Collectivités territoriales	224 224
3.1.2	Prise en charge des salaires et accessoires de salaires du CGSP	299 045
3.1.3	Réalisation de missions d'audit basé sur les risques	20 000
3.1.4	Réalisation de missions pilotes d'audit de la performance	10 000
3.1.5	Réalisation de missions pilotes d'audit en milieu informatisé	20 000
3.1.6	Travaux d'entretien du bâtiment du CGSP	48 086
3.2.1	Examen des manuels de procédures réçues	10 000
3.3.1	Réalisation de voyages d'études et de partages d'expériences	47 500
3.3.2	Formations de nouveaux contrôleurs et inspecteurs aux techniques de contrôle	40 000
3.4.1	Réalisation des cartographies de risques au sein des départements ministériels	60 000
Total		**778 855**

Le Programme : 2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

Responsable de Programme : le Commissaire au Développement Institutionnel

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme « Reformes administratives et institutionnelles » vise à élaborer les éléments de la politique nationale de modernisation de l'État et assurer la coordination et le contrôle de sa mise en oeuvre. Il poursuit les objectifs suivants :

- poser les fondements d'une « culture de la transparence » dans l'administration publique en vue de parvenir à terme à un « Gouvernement ouvert » ;
- implanter la Gestion Axée sur les Résultats dans l'Administration publique en vue de la rendre plus efficace dans sa capacité de servir les populations et à même d'assurer un meilleur contrôle de l'utilisation des ressources publiques au regard des exigences du développement ;
- créer les conditions de modernisation de l'Administration à travers la promotion de la culture de résultats, l'amélioration des relations entre l'Administration et les usagers des services publics et la consolidation de la confiance entre l'Administration et les usagers.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de deux objectifs spécifiques suivants : (i) promouvoir la culture de résultats et de transparence dans l'Administration publique; (ii) créer les conditions de modernisation de l'Administration publique.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Promouvoir la culture de la transparence et des résultats dans l'administration publique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de plans d'actions des Politiques Nationales de la Transparence et de la GAR adoptés	nombre	27	2	-	-
Moyen de Vérification : Rapport annuel CDI					
Précision Méthodologique : Denombrement					
1.2 Taux de réalisation des activités de mise en oeuvre des plans d'actions des Politiques Nationalesde la Transparence et de la GAR	%	35	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CDI					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités mises en oeuvre /nombre total d'activités prévues) x 100					
1.3 Taux d'exécution du Programme d'accréditation des gestionnaires de programmes	%	35	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CDI					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées / nombre d'activités prévues) x 100					

Objectif 2: Créer les conditions de modernisation de l'administration publique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution des activités du PDI	%	40	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CDI					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées /nombre total d'activités prévues) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		117 740	135 401	151 202
Biens et services		102 989	25 553	26 259
Transferts et subventions		25 000	30 000	32 040
Investissement		285 000	352 835	374 781
Total :		**530 729**	**543 789**	**584 282**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Réformes Administratives		530 729	543 789	584 282
Total :		**530 729**	**543 789**	**584 282**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		12	12	12
CATEGORIE B1		3	3	3
CATEGORIE B2		1	1	1
CATEGORIE C		2	2	2
CONTRACTUEL		10	10	10
Total :		**28**	**28**	**28**

Action 01 Réformes Administratives

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		117 740	135 401	151 202
Biens et services		102 989	25 553	26 259
Transferts et subventions		25 000	30 000	32 040
Investissement		285 000	352 835	374 781
Total		**530 729**	**543 789**	**584 282**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Elaboration et adoption des nouveaux plans d'actions des Politiques Nationalesde la Transparence et de la GAR	10 000
1.1.2	Prise en charge des salaires et accessoires de salaires du CDI	117 740
1.2.1	Réalisation des activités de mise en oeuvre des plans d'actions des Politiques Nationalesde la Transparence et de la GAR	92 989
1.3.1	Exécution du Programme d'accréditation des gestionnaires de programmes	25 000
2.1.1	Programme de Développement Institutionnel	285 000
Total		**530 729**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.032	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL		285 000	0	285 000	352 835	374 781
Total :		**285 000**	**0**	**285 000**	**352 835**	**374 781**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'administration du territoire, de la décentralisation, du développement des régions et des pôles de développement.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'organisation de la représentation territoriale de l'Etat ;
- la coordination et le contrôle de l'action des représentants de l'Etat dans les circonscriptions administratives;
- l'organisation des opérations électorales et référendaires, en rapport avec les autres structures intervenant dans ces opérations ;
- la gestion des frontières nationales et la promotion de la coopération transfrontalière ;
- la gestion de l'état civil ;
- la gestion des personnes réfugiées au Mali ;
- la participation à l'organisation des opérations de retour des Maliens réfugiés dans les pays voisins ;
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative aux fondations, aux associations et aux groupements et partis politiques ;
- la coordination des relations du Gouvernement avec les partis, groupements et associations politiques ;
- la participation à la préparation et à la mise en oeuvre de la défense civile de l'Etat ;
- l'organisation du contrôle du fonctionnement des organes des collectivités territoriales ;
- l'information régulière du Gouvernement sur la situation politique et sociale du pays ;
- la conduite des réformes politiques, administratives et institutionnelles concourant à la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale ;
- la promotion de la coopération décentralisée ;
- la mise en cohérence des politiques et programmes de développement des collectivités territoriales avec ceux de l'Etat ;
- le développement et l'organisation des relations de coopération entre l'Etat et les collectivités locales, entre les collectivités territoriales et entre celles-ci et les entreprises et sociétés du secteur privé ainsi que des relations de collaboration entre services techniques de l'Etat et les collectivités territoriales ;
- la définition de mesures propres à faciliter l'exercice par les collectivités territoriales de leurs compétences ;
- le suivi des relations entre les collectivités territoriales et les partenaires techniques et financiers ou/et les organisations non gouvernementales ;
- l'élaboration du taux de la fiscalité applicable aux collectivités territoriales et aux entreprises locales, en rapport avec le ministre de l'Economie et des Finances ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de stratégies visant à accroître les ressources financières des collectivités locales ;
- la tutelle technique des collectivités territoriales ;
- la détermination des compétences transférées aux collectivités territoriales ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique nationale de l'administration et de gestion des fonctionnaires des collectivités territoriales ;
- des actions de prise en compte des spécificités régionales et de correction des disparités régionales dans les programmes de développement économique et social ;
- les contrats-plans Etat/régions ;
- l'appui à la définition et à la gestion des espaces agricoles et pastoraux ;
- l'aménagement de pôles de développement, en rapport avec les ministres chargés de l'agriculture, de l'aménagement du territoire et de l'élevage et de la pêche.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. L'analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

Dans le domaine de l'Administration générale et contrôle :

- l'insuffisance de ressources nécessaires pour assurer le financement des activités des programmes du ministère ;
- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées de moyens logistiques à la CPS ;
- la non signature de l'accord tripartite entre les Gouvernements Mauritanien, Malien et le HCR pour la reconnaissance des réfugiés Mauritaniens et de leur éventuel rapatriement pour ceux qui le désirent ;
- l'insuffisance de moyens logistiques (véhicules, motos) pour assurer le suivi de la mission de gestion des réfugiés et des demandeurs d'asile ;
- la difficulté dans la collecte des données ;
- la non opérationnalisation du comité de coordination de la CPS ;
- l'insuffisance des ressources humaines et de moyens logistiques pour les missions de contrôle.

Dans le domaine de l'Administration du territoire :

La modernisation de l'Administration territoriale et le suivi des libertés publiques ont été confrontés aux problèmes suivants :

- l'insuffisance des crédits de fonctionnement ;
- l'instabilité des cadres de la DGAT ;
- l'insuffisance des moyens logistiques de la DGAT ;
- l'inexistence de Politique Nationale de l'Administration du Territoire (DCPNAT) ;
- l'inexistence d'archives classées et exploitables au niveau central et dans les circonscriptions administratives,
- l'insuffisance des ressources humaines pour administrer les bureaux de vote ;
- l'insuffisance de cadres ;
- l`insuffisance et la vétusté des bâtiments administratifs ;
- l'insuffisance d'équipement des bureaux et logements des Préfets et Sous-préfets ;
- l'insuffisance des textes régissant le fonctionnement de l'état civil ;

l'insuffisance des ressources humaines qualifiées pour assurer le bon fonctionnement de la Direction Nationale de l'état civil (DNec) ;

- le faible niveau et instabilité des agents de déclaration bénévoles ;
- l'absence de schéma d'approvisionnement des centres d'état civil en régistre et divers imprimés ;
- les rupture intempestives des stocks de registres et d'imprimés ;
- l'acheminement irrégulier des volets de déclaration des faits d'état civil des centres d'état civil vers le niveau central ;
- l'insuffisance de la formation et un manque de motivation des acteurs de l'état civil ;
- la vétusté de l'outil de travail du CTDEC ;
- la faiblesse de la couverture territoriale des centres de pérennisation des acquis du RAVEC.

Dans le domaine de la Gestion commune des frontières et coopération transfrontalière :

- l'insuffisance de crédit pour la gestion des questions de frontière ;
- l'insuffisance de moyens logistiques (matériel roulant et de bureau, équipement topographique et cartographique) ;
- l'insuffisance du personnel par rapport au cadre organique de la direction ;
- le manque de formation continue des agents pour renforcer leurs capacités ;
- le manque de local adéquat pour la Direction Nationale des Frontières.

Dans le domaine de la Décentralisation :

- l'instabilité socio sécuritaire ;
- l'insuffisance des instruments de planification de développement territorial ;
- la faible qualité des services sociaux de base ;
- l'insuffisance des ressources.
- la non fonctionnalité des commissions administratives paritaires et du conseil supérieur de la fonction publique des collectivités territoriales ;
- l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et logistiques au niveau de la Direction Nationale de la Fonction Publique des

Dans le domaine de l'Administration générale et contrôle :

Collectivités Territoriales ;

le manque de local adéquat devant abriter la Direction Nationale de la Fonction Publique des CT ;

l'insuffisance des ressources financières pour le paiement régulier des salaires des fonctionnaires.

Dans le domaine du développement local:

- l'insuffisance des crédits de fonctionnement ;
- Difficulté de coordination et de suivi de la mise en oeuvre des actions de développement ;
- l'insuffisance de moyens logistiques (matériel roulant) et de ressources humaines des ADR.

I.2.2 Défis

- doter les programmes du département en ressources suffisantes pour assurer le financement de ses activités ;
- diligenter la signature de l'accord tripartite Mali-Mauritanie-Haut-Commissariat des Réfugiés (HCR) ;
- diffuser et mettre en oeuvre le plan stratégique de gestion des ressources humaines ;
- poursuivre la formation des représentants de l'Etat en GAR ;
- exécuter 20 missions de contrôle par trimestre ;
- renforcer l'effectif des Inspecteurs ;
- renforcer les capacités des agents de la CPS ;
- opérationnaliser le comité de coordination de la CPS.

Dans le domaine de l'Administration du territoire :

-améliorer les crédits de fonctionnement ;

- poursuivre et renforcer le programme de réhabilitation des infrastructures de la tutelle ;
- créer les conditions attractives pour retenir les cadres de la DGAT ;
- mettre en oeuvre un programme d'archivage au niveau central et dans les circonscriptions administratives ;
- élaborer le Document Cadre de Politique Nationale de l'Administration du Territoire (DCPNAT) ;
- former les acteurs du processus électoral ;
- mettre en place un vivier dynamique d'agents électoraux ;
- moderniser le Centre de Traitement des Données d'état civil (CTDEC);
- fidéliser les agents de déclaration bénévoles ;
- renforcer le personnel de la DNEC ;
- assurer le financement pérenne de l'état civil ;
- intensifier la communication sur l¿état civil.
- produire les registres population par commune de naissance et de résidence ;
- relire la loi régissant l'état civil ;
- assurer la formation des agents de la DNEC ;
- informatiser le système de l'état civil ;
- rendre pérenne le RAVEC.

Dans le domaine de la Gestion commune des frontières et coopération transfrontalière :

- renforcer le portage politique ;
- préserver la sauvegarde de l'intégrité territoriale, la paix et la concorde entre le Mali et les voisins ;
- renforcer les capacités des acteurs sur le plan institutionnel, stratégique et opérationnel ;
- contribuer au développement des zones frontalières ;
- créer les conditions pour l'intégration régionale et sous régionale.

Dans le domaine de la décentralisation :

- la stabilité, de la sécurité et de la paix sociale ;
- le développement territorial cohérent, équilibré et durable ;
- la gouvernance inclusive du territoire ;

- l'amélioration de l'offre de services de qualité aux populations ;
- assurer le paiement régulier des salaires des agents de l¿administration générale des collectivités territoriales ;
- l'acquisition d'un local adéquat devant abriter la DNFPCT ;
- la finalisation de la base de données de gestion des fonctionnaires des collectivités ;
- l'opérationnalisation des commissions administratives paritaires et du conseil supérieur de la fonction publique des collectivités territoriales ;
- le financement soutenable de la décentralisation à partir des ressources internes.

Dans le domaine du développement régional et local :

- améliorer les crédits de fonctionnement des services du département ;
- mettre en place un mécanisme de coordination et de suivi dans la mise en oeuvre des actions de développement ;
- doter les ADR de moyens logistiques (matériel roulant) et de ressources humaines.

I.3 La politique sectorielle

La politique du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation est structurée autour des objectifs spécifiques suivants:

1. Mettre en synergie les actions des services centraux et des circonscriptions administratives du département ;
2. Assurer la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département ;
3. Contrôler l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la gestion administrative, financière et matérielle dans les services centraux et les structures déconcentrées et décentralisées ;
4. Assurer un suivi régulier des circonscriptions administratives ;
5. Assurer l'exercice effectif des libertés publiques ;
6. Renforcer et Améliorer le Système Electoral ;
7. Adapter et Renforcer le système d'état civil ;
8. Renforcer les cadres juridique, institutionnel et organisationnel du système d'état civil ;
9. Améliorer la qualité du service du système d'enregistrement des faits d'état civil ;
10. Promouvoir l'adhésion systématique des populations à l'enregistrement des faits d'état civil ;
11. Améliorer la qualité de la collecte des données, la production et l'utilisation des statistiques vitales ;
12. Assurer le financement du plan d'actions de la stratégie nationale de l'état civil ;
13. Assurer le pilotage et le suivi évaluation du plan d'actions de la stratégie nationale ;
14. Renforcer la coopération transfrontalière ;
15. Renforcer les capacités en matière de gestion des frontières ;
16. Equiper et développer les zones frontalières ;
17. Matérialiser les frontières ;
18. Contribuer au renforcement de la sécurisation des zones frontalières ;
19. Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département ;
20. Améliorer l'assistance technique aux Collectivités Territoriales ;
21. Améliorer la prévisibilité des ressources financières des Collectivités Territoriales ;
22. Renforcer les capacités des élus et des agents des Collectivités Territoriales.
23. Promouvoir le développement territorial équilibré des régions et des pôles urbains
24. Améliorer le financement de la décentralisation.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017

1	Taux d'exécution budgétaire	%	98,76	99,69	99,33	-
2	Taux de déconcentration du personnel	%	69,97	76,70	70,95	75,74
3	Taux d'exécution du programme annuel de contrôle	%	39,44	27,80	26,67	98,14
4	Taux de réalisation des rencontres périodiques entre autorités frontalières	%	69,23	77,77	58	74,29
5	Taux de réalisation des projets intégrateurs	%	40	87,50	20	50
6	Taux de satisfaction des besoins en infrastructures et équipements	%	33,33	86,36	60	69,05
7	Nombre de Contrat Plan Etat/Région- District	Nombre	0	2	3	5

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale et Contrôle	3 949 659	3 830 792	4 053 527	4 406 841
Administration du Territoire	23 754 533	43 259 557	31 197 287	33 800 051
Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	428 389	526 067	431 690	461 758
Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales		25 148 460	23 821 659	25 628 225
Développement Régional et Local		1 801 000	1 755 000	1 909 170
Total :	**28 132 581**	**74 565 876**	**61 259 163**	**66 206 045**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 380 793	5 710 201	5 960 082	6 655 587
Biens et services	16 444 535	23 231 537	16 925 140	18 437 497
Transferts et subventions	2 621 198	6 991 454	6 909 072	7 427 824
Investissement	3 686 055	38 632 684	31 464 869	33 685 137
Total :	**28 132 581**	**74 565 876**	**61 259 163**	**66 206 045**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.014 Administration Générale et Contrôle

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du MATD

a) Présentation stratégique du programme : le programme "Administration Générale et Contrôle" vise l'amélioration continuelle du processus de travail du département. La réalisation d'une synergie à tous les niveaux est l'objectif recherché et toutes les ressources doivent concourir à la réalisation de cette synergie.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du 1.007 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques : (i) mettre en synergie les actions des services centraux, des circonscriptions administratives et des projets & programmes du département ; (ii) assurer la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département; (iii) contrôler l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la gestion administrative, financière et matérielle dans les services centraux et les structures déconcentrées et décentralisées ; (iv) améliorer le cadre juridique et institutionnel de la déconcentration.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Mettre en synergie les actions des services centraux et des circonscriptions administratives du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des réunions de coordination élargie du cabinet.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services ; PV de réunions et compte rendu de réunions.					
Précision Méthodologique : (Nombre de réunions tenues/Nombre de réunions programmées) x 100.					
1.2 Taux d'exécution du plan de travail du gouvernement (PTG) du département.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Projet de textes					
Précision Méthodologique : (Nombre de dossiers élaborés/ Nombre de dossiers prévus) x 100.					
1.3 Taux de rapatriement volontaire des réfugiés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel commission nationale chargée des réfugiés					
Précision Méthodologique : (Nombre de refugiés rapatriés volontaires/effectif recensé ayant opté pour le retour) x 100					
1.4 Taux de production de documents statistiques et de planification	%	-	100	100	100
Précision Méthodologique : Rapport annuel d'activités de la CPS					
Formule : (Nombre de documents produits/Nombre de documents programmés)*100					
1.5 Taux de déconcentration des activités	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuel d'activités de la CADD					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités effectivement réalisées/ Nombre d'activités programmées) X 100					

Objectif 2: Assurer la gestion efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de déconcentration du personnel	%	80	100	80	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités de la DRH					
Précision Méthodologique : (Effectifs existant dans les circonscriptions administratives / Effectifs prévus par les cadres organiques des circonscriptions administratives) x 100					
2.2 Taux de satisfaction des besoins en matériel	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM					
Précision Méthodologique : (Nombre de besoins satisfaits / Nombre de besoins exprimés) x 100					
2.3 Taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM, Plan de passation des marchés publics					
Précision Méthodologique : (Nombre de marchés publics exécutés / Nombre de marchés publics prévus dans le PPM) x 100					

Objectif 3: Contrôler l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la gestion administrative, financière et matérielle dans les services centraux et les structures déconcentrées et décentralisées					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 . Le taux d'exécution du programme annuel de contrôle	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Programme annuel d'activités
Précision Méthodologique : (nombre d'activités de contrôle exécutées/ nombre d'activités programmées) x 100

3.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions de contrôle.	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de mission de suivi de recommandations.
Précision Méthodologique : (nombre de recommandations mises en oeuvre / nombre total de recommandation formulées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	611 575	570 304	610 224	681 436
Biens et services	2 230 447	2 311 042	2 418 191	2 629 718
Transferts et subventions	877 657	835 446	873 897	935 067
Investissement	229 980	114 000	151 215	160 620
Total :	**3 949 659**	**3 830 792**	**4 053 527**	**4 406 841**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conduite et pilotage de la politique d'administration territoriale	1 635 312	1 426 570	1 575 727	1 709 042
Gestions financière et matérielle et humaine	2 314 347	2 262 695	2 304 635	2 513 376
Planification, Programmation et Suivi-évaluation		141 527	173 165	184 423
Total :	**3 949 659**	**3 830 792**	**4 053 527**	**4 406 841**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	56	61	50	51
CATEGORIE B1	28	25	23	23
CATEGORIE B2	19	22	20	20
CATEGORIE C	19	18	14	14
CONTRACTUEL	165	161	151	154
Total :	**287**	**287**	**258**	**262**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique d'administration territoriale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	340 839	299 568	320 537	357 943
Biens et services	579 352	524 037	625 306	677 125
Transferts et subventions	638 698	602 965	629 884	673 974
Investissement	76 423			
Total	**1 635 312**	**1 426 570**	**1 575 727**	**1 709 042**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des réunions de coordination élargies	304 261
1.1.2	Elaboration des rapports mensuels de suivi des instructions du Premier ministre	95 311
1.1.3	Traitement de salaire et accessoires de salaire	215 415
1.1.4	Prise en charge du cabinet chef de file de l'opposition	475 000
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre du PTG	52 009
1.2.2	Evaluation du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) du département	59 801
1.3.1	Recensement des refugiés pour leur retour dans les pays d'origine	4 883
1.3.2	Production de cartes d'identités pour les réfugiés (CIR)	582
1.3.3	Détermination du statut des réfugiés	980
1.5.1	Organisation des missions de suivi	3 420
1.5.2	Acquisition d'équipement	15 020
1.5.3	Diverses activités de la CADD	4 578
3.1.1	Mise en oeuvre du programme annuel de contrôle	70 100
3.1.2	Suivi de la mise en oeuvre des recommandations des missions de contrôle	41 057
3.2.1	Traitement salaire et accessoires de salaire	84 153
Total		**1 426 570**

Action 02 Gestions financière et matérielle et humaine

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	270 736	270 736	289 687	323 493
Biens et services	1 651 095	1 764 948	1 777 662	1 935 987
Transferts et subventions	238 959	227 011	237 286	253 896
Investissement	153 557			
Total	**2 314 347**	**2 262 695**	**2 304 635**	**2 513 376**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Poursuite de la mise en oeuvre du plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences du personnel	53 547
2.2.1	Poursuite du renforcement des capacités des services en matériel et équipements (DFM)	2 035 088
2.2.2	Elaboration, suivi et exécution du plan de passation des marchés publics (DFM)	80 540
2.3.1	Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans l'exécution du plan de passation des marchés publics(DFM).	80 530
2.3.2	Préparation du budget	6 495
2.3.3	Elaboration des rapports d'activités et de performance	6 495
Total		**2 262 695**

Action 03 Planification, Programmation et Suivi-évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services		22 057	15 223	16 606
Transferts et subventions		5 470	6 727	7 197
Investissement		114 000	151 215	160 620
Total		**141 527**	**173 165**	**184 423**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.1	Production et diffusion de la 18ème revue des projets/programmes et de la revue sectorielle	70 764
1.4.2	Production et diffusion de l'Annuaire Statistique 2018 du secteur	70 763
Total		**141 527**

Le Programme : 2.036 Administration du Territoire

Responsable du programme : le Directeur Général de l'Administration du Territoire

a) Présentation stratégique du programme 2

Le programme n°2 vise le renforcement de la déconcentration et la protection des libertés publiques. Il assure l'administration du territoire à travers la mise en eouvre et le contrôle des politiques relatives à :

i) l'organisation générale du territoire ;

ii) l'organisation des élections ;

iii) la gestion de l'état civil ;

iv) la promotion des libertés publiques

v) la gestion des risques et conflits.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 2.036 :

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques : (i) Assurer un suivi régulier des circonscriptions administratives, (ii) Assurer l'exercice effectif des libertés publiques, (iii) Renforcer et Améliorer le Système Electoral, (iv) Adapter et renforcer le système d'Etat Civil.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer un suivi régulier des circonscriptions administratives

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux circonscription fonctionnelles	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activité annuels					
Précision Méthodologique : (Nombre de régions fonctionnelles/nombre total de régions) x 100					
1.2 Taux du retour de l'administration dans les circonscriptions du Nord (Cabinets des Gouverneurs, Préfets, Sous-préfets)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Actes de nomination, Rapport annuel d'activités de la DGAT					
Précision Méthodologique : (Nombre de personnel en poste/Nombre de personnel prévu) x 100.					

Objectif 2: Assurer l'exercice effectif des libertés publiques					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux d'Association Signataire d'Accord Cadre avec l'Etat (ASACE) ayant déposé un rapport d'activités	%	40	50	50	50
Moyen de Vérification : rapports de suivi, Rapport annuel d'activités de la DGAT					
Précision Méthodologique : (Nombre d'ASACE ayant déposé le rapport / nombre d'ASACE existantes) x 100.					
2.2 Taux de mise en oeuvre du programme de suivi des ASACE	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports de suivi, Rapport annuel d'activités de la DGAT					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/Nombre de missions prévues) x 100.					

Objectif 3: Renforcer et Améliorer le Système Electoral					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de scrutins validés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports généraux sur les élections					
Précision Méthodologique : (Nombre de scrutins tenus et validés/nombre scrutins prévus) x 100					
3.2 Taux de participation aux élections	%	51	51	51	51
Moyen de Vérification : rapports généraux sur les élections					
Précision Méthodologique : (nombre de votants / nombre d'inscrits) x 100					

Objectif 4: Renforcer et améliorer le système d'état civil					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Pourcentage centres d'état civil fonctionnels	-	98	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de supervision DNEC					
Précision Méthodologique : (Nombre de centres fonctionnels/ nombre de centres créés) X 100					
4.5 Pourcentage de centres d'état civil connectés à la base de données centrale	%	-	20	20	30
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNEC					
Précision Méthodologique : (Nombre de centres d'état civil connectés / Nombre total de centres d'état civil) x 100					
4.6 Pourcentage de personnes disposant d'un identifiant unique (NINA)	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Base de données population RAVEC					
Précision Méthodologique : (Nombre de personnes avec NINA/ nombre prévisionnel de la population) X 100					
4.7 Taux d'enregistrement des naissances	%	-	99	99	99
Moyen de Vérification : : Rapports annuel DNEC					
Précision Méthodologique : (Nombre de naissances enregistrées/nombre de naissances attendues) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	4 742 251	4 923 522	5 118 338	5 715 613
Biens et services	14 172 038	20 291 702	13 925 410	15 191 668
Transferts et subventions	1 689 169	1 753 348	1 681 648	1 799 326
Investissement	3 151 075	16 290 985	10 471 891	11 093 444
Total :	**23 754 533**	**43 259 557**	**31 197 287**	**33 800 051**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et gestion de l'Administration du territoire	23 085 606	42 612 999	30 540 780	33 084 508
Conduite et pilotage de l'état civil	668 927	646 558	656 507	715 543
Total :	**23 754 533**	**43 259 557**	**31 197 287**	**33 800 051**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	357	331	333	335
CATEGORIE B1	218	207	209	211
CATEGORIE B2	108	98	98	98
CATEGORIE C	207	193	193	193
CONTRACTUEL	1 056	1 036	1 051	1 066
Total :	**1 946**	**1 865**	**1 884**	**1 903**

Action 01 Coordination et gestion de l'Administration du territoire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	4 742 251	4 923 522	5 118 338	5 715 613
Biens et services	13 535 516	19 656 292	13 280 555	14 488 592
Transferts et subventions	1 677 434	1 742 200	1 669 996	1 786 859
Investissement	3 130 405	16 290 985	10 471 891	11 093 444
Total	**23 085 606**	**42 612 999**	**30 540 780**	**33 084 508**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Adoption et mise en oeuvre de la Politique Nationale de l'Administration	44 003
1.1.2	Traitement salaire et accessoire de salaire	264 237
1.1.3	Participation au fonctionnement des Régions	41 156 515
1.2.1	. Réorganisation administrative du territoire en cohérence avec l'Accord d'Alger	11 820
1.2.2	Renforcement des capacités des agents de la DGAT et des représentants de l'Etat	6 485
1.2.3	Fonctionnement Gouvernorat des Régions. GR	4 560
1.2.4	Réhabilitation infrastructures de tutelle des collectivités	474 475
1.2.5	Réhabilitation programme pied à terre	570 000
2.1.1	Elaboration et adoption des lois fixant le régime des fondations	13 523
2.2.1	Elaboration et mise en oeuvre du programme de suivi des ASACE	8 830
2.2.2	Traitement salaire et accessoire de salaire	41 271
3.2.1	Relecture de la loi électorale et du code des collectivités en vue de la prise en charge des reformes qui s'imposent	17 280
Total		**42 612 999**

Action 02 Conduite et pilotage de l'état civil

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	636 522	635 410	644 855	703 076
Transferts et subventions	11 735	11 148	11 652	12 467
Investissement	20 670			
Total	**668 927**	**646 558**	**656 507**	**715 543**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Actualisation du manuel de l'état civil	55 782
4.1.2	Dotation des centres d'état civil en documents et imprimés	97 140
4.1.3	Extension du dispositif de pérennisation du RAVEC	200 000
4.1.6	Elaboration et mise en oeuvre d'un plan de communication sur l'importance et l'utilité de l'état civil	146 629
4.6.1	Modernisation du Centre de Traitement des Données de l'Etat Civil (CTDEC)	48 988
4.6.2	Production des registres et divers imprimés de l'état civil	19 849
4.7.1	Organisation des campagnes d'informations et de sensibilisation des acteurs des collectivités territoriales pour une meilleure utilisation des ressources provenant de l'état civil en vue de l'autofinancement du système	48 171
4.7.2	Organisation des évaluations périodiques sur la qualité de l'enregistrement des faits d'état civil.	30 000
Total		**646 558**

Le Programme : 2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière

Responsable de Programme: le Directeur National des Frontières

a) Présentation stratégique du programme n°3

Ce programme consiste à mettre en eouvre une politique de gestion des frontières à travers la matérialisation consensuelle des frontières, le développement harmonieux des zones frontalières et l'intégration de proximité des populations frontalières par la promotion de la coopération transfrontalière.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme n°3

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques : (i) renforcer la coopération administrative frontalière ; (ii) favoriser l'intégration de proximité des populations de part et d'autre des frontières ; (iii) équiper et développer les zones frontalières ; (iv) matérialiser les frontières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Renforcer la coopération transfrontalière

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des rencontres périodiques entre Autorités frontalières	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : PV des rencontres ou compte rendus de réunion					
Précision Méthodologique : (Nombre de rencontres réalisées /Nombre de rencontres prévues) x 100					
1.2 Taux de réalisation des espaces de coopération transfrontalière	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Accord de financement GIZ ; Rapport de la rencontre, Documents de programmation					
Précision Méthodologique : (Nombre d'espaces identifiés/ Nombre d'espaces prévus) x 100					
1.3 Taux de réalisation des projets intégrateurs	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Accord de financement GIZ ; documents plans d'Action Zonal ; nombre de documents de projet ; nombre de documents de programmation					
Précision Méthodologique : (Nombre de documents de projets réalisés/nombre de documents de projets prévus) x 100					
1.4 Taux de réalisation des rencontres des Comités de pilotage des espaces de coopération transfrontalière	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : PV des rencontres ou compte rendus de réunion					
Précision Méthodologique : (Nombre de rencontres réalisées /Nombre de rencontres prévues) x 100					
1.5 Taux de réalisation des rencontres des Commissions Techniques Mixtes de mise en oeuvre des activités de coopération transfrontalière	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : PV des rencontres ou comptes rendus de réunion					
Précision Méthodologique : (Nombre de rencontres réalisées /Nombre de rencontres prévues) x100					
1.6 Taux de réalisation des Accords/Conventions de coopération transfrontalière	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : nombre d'accords/conventions conclues					
Précision Méthodologique : (Nombre d'accords/conventions réalisés/nombre d'accords/conventions prévus) x 100					

Objectif 2: Equiper et développer les zones frontalières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de contrat de marchés conclus	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Nombre de documents de marchés passés					
Précision Méthodologique : (Nombre de documents de matché passés/ Nombre de marchés prévus) x 100					
2.2 Taux de réalisation des infrastructures	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Nombre de P V de réception disponible.					
Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures réalisées/nombre d'infrastructures prévues) x 100					

Objectif 3: Matérialiser les frontières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de rencontres de la Commission Technique Mixte de Matérialisation (CTM)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : PV de rencontres, rapports/ comptes rendus					
Précision Méthodologique : (nombre de rencontres réalisées/nombre de rencontres prévues) x 100					
3.2 Taux de missions de reconnaissance technique conjointe	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports de missions/compte rendus					
Précision Méthodologique : (nombre de missions réalisées/nombre de missions prévues) x 100					
3.3 Taux de traités/conventions de délimitation conclus	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : textes traités ou de conventions signés					
Précision Méthodologique : (nombre de traités ou de conventions signé / nombre de traités ou de conventions prévu) x 100					
3.4 Taux de canevas de base mis en place	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : nombre de rapports de mission et de dossiers techniques produits					
Précision Méthodologique : (Nombre de rapports de mission et de dossiers techniques produits / Nombre de rapports de mission et de dossiers techniques prévus) x 100					
3.5 Taux de kilomètres bornés	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'étapes ou rapports de fin de travaux, rapports des travaux réalisés					
Précision Méthodologique : (Nombre de km bornés/ Nombre de km prévus) x 100					

Objectif 4: Renforcer les capacités en matière de gestion des frontières					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de renforcement des capacités institutionnelles, juridiques, stratégiques et opérationnelles	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : nombre de textes adoptés, nombre de décisions de mise à disposition du personnel, nombre de rapports de mise en place des points focaux, nombre de rapports des sessions de formation organisées
Précision Méthodologique : (nombre de textes, décisions et rapports réalisés/nombre de textes, décisions et rapports prévus) x 100

4.2 Taux d'équipements réalisés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : nombre de PV de réception établis
Précision Méthodologique : (nombre de PV de réception établis/ nombre de PV de réception prévus) x 100

Objectif 5: Contribuer au renforcement de la sécurisation des zones frontalières					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Taux de rencontres tenues pour la sécurisation des zones frontalières	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : : PV de rencontres, rapports/ comptes rendus
Précision Méthodologique : (nombre de rencontres réalisées/nombre de rencontres prévues) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	26 967	26 967	28 854	32 221
Biens et services	42 050	114 947	46 415	50 527
Transferts et subventions	54 372	51 653	53 991	57 770
Investissement	305 000	332 500	302 430	321 240
Total :	**428 389**	**526 067**	**431 690**	**461 758**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Gestion des frontières	428 389	526 067	431 690	461 758
Total :	**428 389**	**526 067**	**431 690**	**461 758**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	2	2	2	2
CATEGORIE B1	3	2	2	2
CATEGORIE B2	1	1	1	1
CATEGORIE C	4	5	5	5
CONTRACTUEL	9	8	8	8
Total :	**19**	**18**	**18**	**18**

Action 01 Gestion des frontières

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	26 967	26 967	28 854	32 221
Biens et services	42 050	114 947	46 415	50 527
Transferts et subventions	54 372	51 653	53 991	57 770
Investissement	305 000	332 500	302 430	321 240
Total	**428 389**	**526 067**	**431 690**	**461 758**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	1.1.1. activité: Traitement salaire et accessoire de salaire	26 967
1.1.2	Approvisionnement en biens et sevices du département	166 600
1.1.3	Tenue de 3 rencontres entre le Ministre en charge des questions de frontières et ses homologues des pays voisins	40 000
1.1.4	: Tenue de 4 rencontres entre les Gouverneurs de Régions et leurs homologues des pays voisins	40 000
1.1.5	Tenue de 07 rencontres des Préfets par pays	9 000
1.2.1	Tenue de 07 rencontres des Sous- Préfets par pays	6 000
2.1.1	Réalisation de 11 forages aux frontières Mali-Mauritanie, Mali-Guinée et Mali-Niger	56 000
2.1.2	Réalisation de deux (02) adductions avec château d'eau, frontières Mali-Burkina et Mali-Cote d'Ivoire	50 000
2.1.3	Réalisation de l'étude de faisabilité de douze (12) forages à la frontière Mali-Guinée, Mali-Cote d'ivoire	10 000
2.1.4	Réalisation des études de faisabilité de trois (03) adductions avec château d'eau aux frontières Mali Burkina et Mali Mauritanie	30 000
2.2.1	Réalisation de l'étude et de la clôture de la maternité de Beyti M'Bimia dans la commune de Nampalary Frontière Mali Mauritanie	21 000
2.2.2	Acquisition d'équipements pour la maternité de Beyti M'Bimia dans la commune de Nampalary Frontière Mali Mauritanie	10 000
2.2.3	Réalisation d'étude de faisabilité d'équipements marchands dans les zones frontalières Mali Guinée, Mali-Mauritanie et Mali-Burkina.	10 500
3.1.2	Tenue de rencontres des Commissions Techniques Mixtes de Matérialisation des Frontières Mali-Mauritanie, Mali-Guinée, Mali-Niger et Mali Côte d'Ivoire	40 000
3.2.1	Reconnaissance conjointe de la ligne frontière Mali- Mauritanie	10 000
Total		**526 067**

Le Programme : 2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales

Responsable du programme : le Directeur Général des Collectivités Territoriales

a) Présentation stratégique du programme "Dispositif d'appui technique aux Collectivités territoriales" :

Le programme vise à contribuer à l'amélioration du pilotage stratégique des politiques de décentralisation, de déconcentration et de développement des Collectivités Territoriales.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 2.038

Le cadre de performance du programme 2.038 est bâti autour de trois objectifs spécifiques : (i) améliorer la qualité des services rendus par les Collectivités Territoriales; (ii) améliorer la prévisibilité des ressources financières des Collectivités Territoriales ; (iii) renforcer les capacités des élus et des agents des Collectivités Territoriales.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous:

Objectif 1: Améliorer la qualité des services rendus par les Collectivités Territoriales

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage des projets de décrets élaborés fixant les détails des transferts de compétences et de ressources de l¿Etat aux CT	%	100	80	100	100
Moyen de Vérification : Projets de décrets présentés en Conseil des ministres					
Précision Méthodologique : (Nombre de décrets élaborés/ Nombre de projets de décrets programmés) X 100					
1.2 Taux d'exécution des concours directs de recrutement dans les secteurs ayant fait l'objet de transferts de compétences et de ressources de l'Etat au CT	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports des concours organisés					
Précision Méthodologique : (Nombre de concours tenus /Nombre de concours prévus) X 100					
1.3 Taux de CT ayant bénéficié de l'assistance des ADR dans l'exercice de la maîtrise d'ouvrage du développement régional et local	%	80	100	80	90
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des ADR approuvés par le Conseil d'Administration					
Précision Méthodologique : (Nombre de CT assistées/Nombre de CT prévues à assister) x 100					

Objectif 2: Améliorer la prévisibilité des ressources financières des Collectivités Territoriales.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de contrats plans signés entre l'Etat et les Régions/ District	%	100	80	100	100
Moyen de Vérification : copies des contrats plans signés					
Précision Méthodologique : (Nombre de contrats signés / Nombre de contrats prévus) x 100					
2.2 Délai de notification des droits de tirage aux Collectivités Territoriales	JOUR	15	-	10	10
Moyen de Vérification : Arêté d'approbation du budget de l'ANICT et décisions de notification des droits de tirage aux CT					
Précision Méthodologique : (Nombre de CT appuyées/ Nombre de CT prévues) x 100					
2.3 Taux de CT appuyées à l'identification et au recouvrement des taxes et impôts du ressort des collectivités territoriales	%	80	80	90	90
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des ADR approuvés par le Conseil d'Administration					
Précision Méthodologique : (Nombre de CT appuyées/Nombre de CT prévues) x 100					

Objectif 3: Renforcer les capacités des élus et des agents des collectivités territoriales

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage des élus formés	%	70	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation, état d'exécution du programme d'activités du CFCT					
Précision Méthodologique : (Nombre total d'élus formés /Nombre total d'élus prévus pour la formation) x 100					
3.2 Pourcentage des agents formés en formation initiale	%	80	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation, état d'exécution du programme d'activités du CFCT					
Précision Méthodologique : (Nombre total d'agents formés en formation initiale/Nombre total d'agents prévus pour la formation initiale)x100					
3.3 Pourcentage des agents formés en formation continue	%	90	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation, état d'exécution du programme d'activités du CFCT					
Précision Méthodologique : (Nombre total d'agents formés en formation continue /Nombre total d'agents prévus pour la formation continue) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		189 408	202 666	226 317
Biens et services		513 846	535 124	565 584
Transferts et subventions		2 741 007	2 733 536	2 928 721
Investissement		21 704 199	20 350 333	21 907 603
Total :		**25 148 460**	**23 821 659**	**25 628 225**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Assistance aux collectivités locales		24 552 141	23 256 325	25 026 142
Conduite de la politique de la décentralisation		387 319	344 674	379 218
Administration et gestion des ressources humaines des collectivités territoriales		209 000	220 660	222 865
Total :		**25 148 460**	**23 821 659**	**25 628 225**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		16	16	16
CATEGORIE B1		3	3	3
CATEGORIE B2		2	2	2
CATEGORIE C		5	5	5
CONTRACTUEL		22	22	22
Total :		**48**	**48**	**48**

Action 01 Assistance aux collectivités locales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services		244 435	251 896	274 818
Transferts et subventions		2 603 507	2 654 096	2 843 721
Investissement		21 704 199	20 350 333	21 907 603
Total		**24 552 141**	**23 256 325**	**25 026 142**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.9	FNACT dotation d'investissement	15 499 319
1.1.10	Appui budgétaire sectoriel Suisse PSEL-DELTA	506 600
1.1.12	FNACT dotation d'investissement	51 263
1.1.13	FNACT dotation d'investissement	439 314
1.1.15	DONS Appuis Budgétaires	316 600
2.1.4	Contrats plans Etat Régions	4 180 000
2.2.2	Agence Nat d'Invest Collect Territoriales (fonctionnement)	113 544
2.2.3	FNACT dotation Appui Technique	1 024 078
2.2.4	Dotation garantie emprunt Collect Territ.	242 858
2.2.5	Dotation Appui Fonctionnement Collectivités	1 500 317
2.3.5	Mise en oeuvre résolution Etats Généraux	244 435
2.3.6	Dotation d'inter-collect des communes	130 103
3.1.1	Formation les nouveaux élus membres des bureaux communaux; (formation initiale et les fonctionnaires	89 575
3.1.2	Renforcement des capacités des élus (formation de perfectionnement et continue)	100 000
3.2.1	Formation des fonctionnaires des collectivités territoriales (formation initiale).	64 135
3.2.2	Formation des fonctionnaires des collectivités territoriales (formation continue).	50 000
Total		**24 552 141**

Action 02 Conduite de la politique de la décentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		189 408	202 666	226 317
Biens et services		60 411	62 568	67 901
Transferts et subventions		137 500	79 440	85 000
Total		**387 319**	**344 674**	**379 218**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement salaire et accessoires de salaire	189 408
1.1.2	Appui des CADD dans leurs missions	7 517
1.1.3	Evaluation du dispositif de mise en oeuvre des transferts de compétences et de ressources	9 882
1.1.4	Mise en oeuvre des recommandations de l'étude sur le transfert des services déconcentrés de l'Etat dans les domaines transférés	67 934
1.1.5	Préparation des décrets fixant les détails des compétences et des ressources de l'Etat transférées aux collectivités territoriales	8 750
1.1.6	Elaboration des textes relatifs à la constitution et la gestion du domaine des collectivités territoriales	8 750
1.1.7	Mise en oeuvre du plan gouvernemental de transfert de compétences	9 745
1.1.8	Renforcement de la déconcentration des services de l'Etat sur le territoire	8 000
2.1.1	Suivi et accompagnement de la mise en oeuvre des Contrats Plans Etat- Régions ou District (CPER)	10 833
2.1.2	Tenue des réunions du comité de suivi et réaliser la mission de suivi périodique	8 000
2.1.3	Formalisation des mécanismes de financement des CPER	8 000
2.1.6	Organisation des missions d'information et de sensibilisation des collectivités territoriales sur les dispositions de la loi relative au Partenariat Public Privé (PPP)	8 000
2.2.1	Accompagnement à la restructuration du FNACT	8 500
2.3.1	Appui des régions dans la préparation des demandes de financement de leur CPER	8 500
2.3.2	Appui des Régions dans la conception et la réalisation des projets d'investissements structurants	8 500
2.3.3	Accompagnement des Collectivités territoriales dans l'identification et la mise en oeuvre des projets dans le cadre des PPP	8 500
2.3.4	Appui des collectivités territoriales dans le recensement de la matière imposable (potentiel fiscal) et la mobilisation des ressources	8 500
Total		**387 319**

Action 03 Administration et gestion des ressources humaines des collectivités territoriales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services		209 000	220 660	222 865
Total		**209 000**	**220 660**	**222 865**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Organisation des concours d'entrée à la fonction publique des collectivités territoriales (éducation, santé/ Développement social, administration générale)	123 500
1.2.2	Fonctionnement de la DNFPCT	85 500
Total		**209 000**

Le Programme : 2.064 Développement Régional et Local

Responsable du programme : le Conseiller Technique

a) Présentation stratégique du programme 2.064

Le programme 2.064 développement régional et local contribue à l'amélioration de la politique de développement à travers :

- la réduction des disparités régionales dans les programmes de développement économique et social ;

- l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi les contrats-plans Etat/régions ;

- la mise en cohérence des politiques et programmes de développement des collectivités territoriales avec ceux de l'Etat;

- l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques ou stratégies visant à accroître les ressources financières des collectivités locales ;
- l'appui à la définition et à la gestion des espaces agricoles et pastoraux ;
- l'aménagement de pôles de développement, en rapport avec les ministres chargés de l'agriculture, de l'aménagement du territoire et del'élevage et de la pêche.

Ce programme est composé de deux (02) actions qui sont :

- Assistance aux collectivités locales ;
- Renforcement des actions de développement dans les régions du nord.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme 2.064

Le cadre de performance du programme 2.064 développement régional et local est bâti autour de trois (3) objectifs spécifiques : (i) Renforcer les capacités des CT dans la mise en oeuvre du développement régional et local ; (ii) améliorer la mobilisation des ressources au profit du développement régional et local ; (iii) contribuer à la préservation de la paix et au développement des Régions de Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudénit et Ménaka.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisé et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Objectif 1: Renforcer les capacités des CT dans la mise en oeuvre du développement régional et local

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de CT ayant bénéficié de l'assistance des ADR dans l'exercice de la maîtrise d'ouvrage du développement régional et local	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des ADR approuvés par le Conseil d'Administration					
Précision Méthodologique : Nombre de CT assistées/Nombre de CT prévues à assister x 100					

Objectif 2: Améliorer la mobilisation de ressources au profit du développement régional et local

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de contrats plans signés entre l'Etat et les Régions/ District	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Copies des contrats plans signés					
Précision Méthodologique : (Nombre de contrats signés / Nombre de contrats prévus) x 100					
2.2 Taux de CT appuyées à l'identification et au recouvrement des taxes et impôts du ressort des collectivités territoriales	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des ADR approuvés par le Conseil d'Administration					
Précision Méthodologique : (Nombre de CT appuyées/Nombre de CT prévues) x 100					
2.3 Taux de CT assistées dans le recensement de la matière imposable (potentiel fiscal)	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des ADR approuvés par le Conseil d'Administration					
Précision Méthodologique : (Nombre de CT assistées/Nombre de CT prévues) x 100					
2.4 Taux de CT assistées pour la mobilisation de ressources externes (fonds de projets)	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des ADR approuvés par le Conseil d'Administration					
Précision Méthodologique : (Nombre de CT assistées pour la mobilisation de ressources externes /Nombre de CT prévues) x 100					

Objectif 3: Contribuer à la préservation de la paix au développement des Régions de Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudénit et Ménaka					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Nombre de concertation régionale et interrégionale sur les thématiques de paix et de développement organisées et/ou appuyées	Nombre	-	2	2	2
Moyen de Vérification : Dénombrement					
Précision Méthodologique : Procès-verbaux et comptes rendus					
3.2 Nombre de jeunes réinsérés	Nombre	-	300	300	300
Moyen de Vérification : Démembrement					
Précision Méthodologique : Conventions de financement et Procès-verbaux					
3.3 Nombre d'infrastructures socio-économiques réalisés et /ou réhabilités dans le cadre de l'urgence	Nombre	-	3	3	3
Moyen de Vérification : Démembrement					
Précision Méthodologique : Rapport de passation des marchés, Marchés/Contrats, Procès-verbaux de réceptions					
3.4 Nombre de rapports de suivi des Projets et Programmes	Nombre	-	4	4	4
Moyen de Vérification : Démembrement					
Précision Méthodologique : Rapports de suivi, missions de terrain					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		1 610 000	1 566 000	1 706 940
Investissement		191 000	189 000	202 230
Total :		**1 801 000**	**1 755 000**	**1 909 170**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Assistance aux Collectivités Locales		1 801 000	1 755 000	1 909 170
Total :		**1 801 000**	**1 755 000**	**1 909 170**

Action 01 Assistance aux Collectivités Locales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		1 610 000	1 566 000	1 706 940
Investissement		191 000	189 000	202 230
Total		**1 801 000**	**1 755 000**	**1 909 170**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge personnel des ADR (EPA)	768 000
1.1.2	Participation au fonctionnement des ADR	1 033 000
Total		**1 801 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.014	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS ADM. TRAVAIL FONCT. PUB. SECURITE INTERIEURE		114 000	0	114 000	151 215	160 620
Total :		**114 000**	**0**	**114 000**	**151 215**	**160 620**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.036	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION / EQUIPEMT INFRASTRUC. REGION MOPTI		760 000	0	760 000	806 480	856 643
REHABILITATION EQUIPEMT INFRASTRUCT. REGION TBOUCTO		760 000	0	760 000	1 008 100	1 070 803
REHABILITATION EQUIPEMT INFRASTRUCT. REGION GAO		475 000	0	475 000	1 008 100	1 070 803
REHABILITATION EQUIPEMT INFRSTRUCT. REGION DE KIDAL		665 000	0	665 000	907 290	963 723
REHABILITATION INFRASTR. TUTELLE COLLECT TERRITORIALE		475 000	500 000	475 000	504 050	535 401
PROGRAMME REHABILITION PIEDS A TERRE		570 000	1 000 000	570 000	1 008 100	1 070 803
REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION MENAK		665 000	0	665 000	1 512 150	1 587 757
REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCT REGION TAOUDE		665 000	0	665 000	2 016 200	2 117 010
PROG. INFRASTRUCTURES ECO. REG. SIKASSO		1 900 000	0	1 900 000	0	0
PROG. INFRASTRUCTURES ECO. REG. SEGOU		760 000	0	760 000	0	0
PROG. INFRASTRUCTURES ECO. REG. KKORO		1 425 000	0	1 425 000	0	0
PROG. INFRASTRUCTURES ECO. REG. KAYES		950 000	0	950 000	0	0
PROJET AMENAG. INSTALLATION EQUIP. REG. NARA		665 000	0	665 000	0	0
PROJET AMENAG. INSTALLATION EQUIP. REG. SAN		665 000	0	665 000	0	0
PROJET AMENAG. INSTALLATION EQUIP. REG.. NIORO		665 000	0	665 000	0	0
PROJET AMENAG. INSTALLATION EQUIP. REG. KITA		665 000	0	665 000	0	0
PROJET AMENAG. INSTALLATION EQUIP. REG. DIOILA		665 000	0	665 000	0	0
PROJET AMENAG. INSTALLATION EQUIP. REG. BOUGOUNI		665 000	0	665 000	0	0
PROJET AMENAG. INSTALLATION EQUIP. REG. KOUTIALA		665 000	0	665 000	0	0
Total :		**14 725 000**	**1 500 000**	**14 725 000**	**8 770 470**	**9 272 943**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.037	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. BORNAGE DEVELOPPEMENT ZONES FRONTALIERES		332 500	300 000	332 500	302 430	321 240
Total :		**332 500**	**300 000**	**332 500**	**302 430**	**321 240**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.038	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONTRAT PLAN ETAT REGIONS		4 180 000	0	4 180 000	4 400 000	4 840 000
Total :		**4 180 000**	**0**	**4 180 000**	**4 400 000**	**4 840 000**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

L'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel est une Autorité Administrative Indépendante (AAI) instituée par la loi N°2013-015 du 21 mai 2013 portant protection des données à caractère personnel en République du Mali.

Elle a pour mission (article 31 de la loi précitée) d'assurer la protection des données à caractère personnel et de participer à la réglementation du secteur.

A ce titre, elle est chargée de :

- fixer les normes et finalités de la collecte, du traitement ou de la conservation des données personnelles ;
- donner l'autorisation préalable sous forme d'agrément à toute interconnexion de données;
- autoriser le transfert de données ;
- informer et conseiller les personnes concernées et les responsables du traitement de leurs droits et obligations ;
- recevoir les réclamations relatives à la mise en oeuvre des traitements des données à caractère personnel ;
- procéder aux contrôles nécessaires du traitement régulier des données à caractère personnel;
- infliger des sanctions administratives à l'égard de tout responsable de traitement en cas de manquement à ses obligations ;
- donner son avis sur tout projet de loi ou de décret relatif à la protection des données à caractère personnel ;
- demander au Gouvernement de procéder à toute modification nécessaire des textes, ou de prendre, le cas échéant, tout nouveau texte nécessaire à la saine protection des données à caractère personnel ».

Pour mener à bien cette mission, à tout égard, importante et délicate, l'Autorité dispose d'un organe délibérant collégial de quinze (15) membres (article 21 de la loi) dont la liste nominative est fixée par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Premier ministre (article 24).

L'Autorité est saisie de diverses requêtes émanant de responsables de traitement des données, tenus de déclarer les opérations de traitement qu'ils comptent effectuer (article 57). C'est dans ce cadre que de nombreuses structures (nationales ou étrangères), publiques ou privées saisissent l'Autorité aux fins de déclarer toutes les opérations qu'elles effectuent.

L'Autorité peut être aussi saisie par des particuliers qui estiment à tort ou à raison que leurs données personnelles ont été violées.

Celui-ci se prononce sur les documents qui lui sont soumis au cours des sessions.

L'Autorité se réunit de plein droit, en session ordinaire, deux (2) fois par an et peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son Président ou de la moitié de ses membres (article 39).

La durée de la session ordinaire ne peut excéder dix (10) jours et celle de la session extraordinaire cinq (5) jours.

Les sessions extraordinaires sont convoquées en fonction du volume, de l'importance et de l'urgence des dossiers en cours de traitement.

L'expérience de ses deux (2) premières années d'existence a montré qu'au minimum, deux sessions extraordinaires sont nécessaires, voire, obligatoires entre deux sessions ordinaires.

C'est dire qu'en moyenne, l'APDP est appelée à tenir en plus de ses deux sessions ordinaires, quatre (4) sessions extraordinaires dans l'année.

Même ces six sessions n'exonèrent pas l'APDP de l'obligation d'avoir à convoquer d'autres sessions extraordinaires lorsque les circonstances l'exigent.

La détermination de l'indemnité de session allouée aux membres de l'Autorité a été faite pour tenir largement compte des charges et contraintes auxquelles ils sont soumis ou exposés pendant la durée de la session.

Nombre des membres de l'Autorité ne résident pas en effet à Bamako et n'y viennent le plus souvent que pour les besoins des sessions.

L'organe collégial délibérant se prononce sur les dossiers soumis à son examen et inscrits à l'ordre du jour de la session.

Ces dossiers sont préparés par une équipe technique placée sous la supervision d'un secrétaire général et dont les éléments sont repartis entre quatre (4) directions.

I.2 Les contraintes et les défis

Pour pouvoir réussir sa mission et être au rendez-vous de résultats, l'APDP devra faire face à certaines contraintes majeures et relever des défis de taille

I.2.1 Contraintes

A l'instar de toutes les nouvelles créations, l'APDP est en proie à de réelles contraintes constituant des entraves sérieuses à son fonctionnement.

Elles se résument aux points ci-après :

- insuffisance des ressources (humaines, matérielles et financières) ;
- absence décret fixant la rémunération des commissaires ;
- insuffisance des moyens financiers pour couvrir les besoins de formations, de l'information, de sensibilisations et de communications;
- nécessité d'une relecture profonde de la loi n°2013 -015 du 21 mai 2013 portant protection des données à caractère personnel en République du Mali, en vue de l'adapter aux réalités de notre pays et aux normes internationales.

I.2.2 Défis

Pour mener à bien ses missions et atteindre ses objectifs relatifs aux droits de l'Homme en matière de Protection des Données Personnelles,

L'APDP doit relever de nombreux défis :

- réalisation d'une infrastructure aux normes récentes (construction du siège) et son équipement ;
- renforcement des droits de l'Homme à travers la Protection des Données Personnelles ;
- couverture du territoire National en matière de mise en conformité des traitements de données, à la loi;
- informatisation de la gestion des dossiers de mise en conformité, des contrôles et des plaintes ;
- contrôle de tous les traitements de données personnelles opérées sur le territoire National ;
- mise en conformité de toutes les opérations de traitement de données par toutes structures tant publiques et privées ;
- éducation à la protection DP dans l'environnement numérique ;
- signature des accords de partenariat avec les GAFA (Google-Amazone, Facebook,-Apple) ;
- prise en compte des exigences du Règlement Général de Protection de Données Personnelles par les structures publiques et privées.

I.3 La politique sectorielle

Elle est structurée autour de deux (02) objectifs stratégiques :

- Assurer la protection des données à caractère personnel ;
- Participer à la règlementation du secteur.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Nombre de sessions tenues par an	nbre	0	0	6	6
2	Taux d'organisation de sessions ordinaires et extraordinaires	100%	0	0	100%	100%
3	Taux de traitement des dossiers de mise en conformité	100%	0	0	98%	98%
4	Taux de réalisation des missions de contrôle	100%	0	0	0	100%

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Protection des Données à Caractère personnel	1 597 980	873 797	827 863	888 599
Total :	**1 597 980**	**873 797**	**827 863**	**888 599**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	129 731	177 393	140 109	156 459
Biens et services	414 630	380 524	418 774	431 333
Transferts et subventions	100 000	104 500	100 000	120 000
Investissement	953 619	211 380	168 980	180 807
Total :	**1 597 980**	**873 797**	**827 863**	**888 599**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.095 Protection des Données à Caractère personnel

Responsable du Programme : le Président de l'Autorité.

a). Présentation stratégique du Programme

Le présent programme permet à l'Autorité d'accomplir sa mission de protection de données personnelles et de participer à la réglementation du secteur. Il vise également à assurer la gestion administrative et financière de l'ensemble de ses services à savoir la Direction Administrative et Financière, la Direction de la Communication et des Relations Publiques, la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux, la Direction de la Technique et du Contrôle.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance de ce programme est bâti autour de trois objectifs spécifiques :(i) Assurer le fonctionnement régulier de l'Autorité ; (ii) Assurer la visibilité de l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel ;(iii) assurer la régulation et le contrôle du traitement de données personnelles.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter les efforts à fournir à court et moyen termes. Les détails des objectifs ainsi que les indicateurs qui leurs sont associés, sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer le fonctionnement regulier de l'Autorité

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'organisation des sessions ordinaires et extraordinaires	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : PV de sessions, rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nbre de sessions tenues/nbre de sessions prévues)*100					
1.2 Taux d'éxecution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif, compte de gestion					
Précision Méthodologique : (Total de crédit liquidé/dotation budgétaire annuelle)*100					
1.3 Taux de réalisation du plan de formation	%	30	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité, rapport de formations					
Précision Méthodologique : (nbre de formations réalisées/nbre de formations prévues)*100					

Objectif 2: Assurer la visibilité de l'Autorité

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de réalisation du plan annuel de communication	%	100	100	100%	100%
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités de communication réalisées/ nombre d'activités de communication prévues)*100					
2.2 Taux de réalisation du siège de l'Autorité	%	80	50	0	0
Moyen de Vérification : Planning des travaux, rapport du suivi de chantier, contrat d'acquisition de matériel etc					
Précision Méthodologique :					

Objectif 3: Assurer la regulation et le contrôle du traitement de données personnelles					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de traitement des dossiers de mise en conformité		100	100	100%	100%
Moyen de Vérification : Registres de déclaration, rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de dossiers traités/nombre de dossiers prévues)*100					
3.2 Taux de traitement des plaintes		100	100	100%	100%
Moyen de Vérification : registres de plainte, rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de plainte traitées/ nombre de plaintes prévues)*100					
3.3 Taux de réalisations des missions de contrôle		100	100	100%	100%
Moyen de Vérification : Le planning de contrôle, rapport d'activités et les rapports de mission					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions effectuées/ nombre de missions prévues)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	129 731	177 393	140 109	156 459
Biens et services	414 630	380 524	418 774	431 333
Transferts et subventions	100 000	104 500	100 000	120 000
Investissement	953 619	211 380	168 980	180 807
Total :	**1 597 980**	**873 797**	**827 863**	**888 599**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Protection des données à caractère personnel	1 597 980	873 797	827 863	888 599
Total :	**1 597 980**	**873 797**	**827 863**	**888 599**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	3	4	4	4
CATEGORIE B2		1	1	1
CONTRACTUEL		1	1	1
Total :	**3**	**6**	**6**	**6**

Action 01 Protection des données à caractère personnel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	129 731	177 393	140 109	156 459
Biens et services	414 630	380 524	418 774	431 333
Transferts et subventions	100 000	104 500	100 000	120 000
Investissement	953 619	211 380	168 980	180 807
Total	**1 597 980**	**873 797**	**827 863**	**888 599**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Tenue des sessions ordinaires/extraordinaires	84 868
1.1.2	Participations aux rencontres internationales et missions à l'intérieur	38 647
1.2.1	Frais de transport (billet d'avions, carburant et entretien du matériel roulant)	90 626
1.2.2	Gestion du personnel (rémunération, élaboration, adoption et mise en oeuvre du cadre organique etc)	177 393
1.2.3	Approvisionnement du service en biens Consommables et durables	99 122
1.2.4	Approvisionnement en services :électricité	12 523
1.2.5	Approvisionnement en services :eau	4 506
1.2.6	Approvisionnement en services charges locatives, frais de réparation et entretiens (courant faible,fort, et ascensseur)	39 463
1.2.7	Approvisionnement en services :redevances téléphoniques, internet et autres	25 097
1.2.8	Approvisionnement en services :frais postaux	1 020
1.3.1	Renforcement des capacités des commissaires de l'Autorité, cadres et agents des services techniques	30 000
1.3.2	Sensibilisation de toutes les structures publiques et privées à intérieur du pays et à Bamako	17 115
1.3.3	Frais d'études et documentations	7 500
2.1.1	Elaboration du plan de communication 2018 à 2020/réalisation de microprogrammes (sketches, magazines) / couverture médiatique des activités	20 438
2.1.2	Réalisation de supports de communication et de publication	14 250
2.1.3	Célébration de la journée mondiale de protection des données personnelles et celle de la journée du 10 mars (date anniversaire de l'APDP)	14 250
2.1.4	Education à la protection DP dans l'environnement numérique	8 063
2.1.5	Organisation de rencontres	10 000
2.2.1	Equipements du siège	66 500
3.1.1	Mise en place d'un système d'information et acquisition de matériels	105 417
3.1.2	Assurer la régulation du traitement des données personnelles	2 000
3.2.1	Examen et instruction des plaintes	1 000
3.3.1	Organisation des missions de contrôle	2 000
3.3.2	suivi de mise en oeuvre des recommandations issues des missions de contrôles	2 000
Total		**873 797**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.095	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE AUTORITE PROTECT DONN		66 500	800 000	66 500	0	0
Total :		**66 500**	**800 000**	**66 500**	**0**	**0**

SECTION :335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Décentralisation et la Fiscalité Locale prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de la décentralisation.

A ce titre, il est compétent pour :

- la promotion de la coopération décentralisée ;
- la mise en cohérence des politiques et programmes de développement des collectivités territoriales avec ceux de l'Etat;
- le développement et l'organisation des relations de coopération entre l'Etat et les collectivités locales, entre les collectivités territoriales et entre celles-ci et les entreprises et sociétés du secteur privé ainsi que des relations de collaboration entre services techniques de l'Etat et les collectivités territoriales ;
- la définition de mesures propres à faciliter l'exercice par les collectivités territoriales de leurs compétences ;
- le suivi des relations entre les collectivités territoriales et les partenaires techniques et financiers ou/et les organisations non gouvernementales ;
- l'élaboration du taux de la fiscalité applicable aux collectivités territoriales et aux entreprises locales, en rapport avec le ministre de l'Economie et des finances ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de stratégies visant à accroître les ressources financières des collectivités locales ;
- la tutelle technique des collectivités territoriales ;
- la détermination des compétences transférées aux collectivités territoriales.

I.2 Les contraintes et les défis

Au terme du Décret N° 2017-0358/P-RM du 26 avril 2017 fixant les attributions spécifiques des membres du gouvernement, le Ministère de la Décentralisation et la Fiscalité Locale prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de la décentralisation.

I.2.1 Contraintes

Une des clés du succès de la réussite des politiques publiques, est de rapprocher leurs bénéficiaires du décideur politique. La décentralisation répond à cet objectif de proximité. Elle doit être accompagnée par une montée en puissance de la performance des services déconcentrés, visant à accompagner et à encadrer ce nouveau mode de gouvernance territoriale. Un développement insuffisamment maîtrisé entre les territoires mène à des distorsions importantes qui peuvent peser sur l'équilibre national à long terme.

Aussi, est-il urgent de définir des politiques cohérentes qui permettent une articulation optimale entre aménagement du territoire, déconcentration et décentralisation.

Le Gouvernement s'engage à mettre en place et à rendre opérationnelles les Agences de Développement Régional (ADR), à adopter un Cadre National d'Orientation du Développement Economique Régional(CNODER) et à mettre en place au niveau régional des instruments préconisés dans le CNODER.

Il conviendra également d'impulser et d'accompagner les initiatives de coopération entre les collectivités territoriales (inter-collectivités, coopération décentralisée, coopération transfrontalière). Pour privilégier un développement des territoires, il importe de simplifier et de mettre en cohérence les instruments de planification des différents niveaux territoriaux de planification. L'Etat appuiera les Régions dans la conception et la réalisation des projets d'investissements structurants et dans leurs efforts de développement de Partenariat-Public-Privé (PPP).

Pour un développement harmonieux et équilibré, il importe que des débats publics puissent être organisés lors de l'élaboration des plans de développement et des budgets annuels. Il s'avère opportun de susciter la création de cadres d'interpellation des élus par la société civile et le citoyen, ceci afin de stimuler la participation et l'implication des femmes et des groupes vulnérables dans la gestion concertée des services des Collectivités Territoriales. Il convient également de développer les outils et les procédures nécessaires pour rendre les processus d'élaboration et d'exécution des budgets des collectivités territoriales sensibles au genre.

Le Gouvernement s'engage à consolider le processus de décentralisation, à renforcer les capacités des élus et des agents des collectivités territoriales, et à améliorer la prévisibilité des ressources financières des collectivités locales. Dans un premier temps, il s'agit de relire les textes de la décentralisation de manière à permettre : l'élection du conseil régional au suffrage universel direct ; la réforme du système de tutelle et de contrôle des collectivités territoriales ; la création d'impôts par les régions.

Il s'agira de tenir des élections aux niveaux régional et local pour la mise en place des organes visés par l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, de mener des concertations élargies en vue de la réorganisation territoriale des régions, et de procéder à la création des nouvelles régions sur la base des études et concertations.

I.2.2 Défis

Ils sont entre autres :

- la stabilité, de la sécurité et de la paix sociale ;
- le développement territorial cohérent, équilibré et durable ;
- la gouvernance inclusive du territoire ;
- l'amélioration de l'offre de services de qualité aux populations ;
- le financement soutenable de la décentralisation à partir des ressources internes.

I.3 La politique sectorielle

La politique du Ministère de la Décentralisation et de la Fiscalité Locale est structurée autour de cinq (05) objectifs spécifiques :

1. améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département ;
2. assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières ;
3. améliorer l'assistance technique aux Collectivités Territoriales ;
4. améliorer la prévisibilité des ressources financières des Collectivités Territoriales ;
5. renforcer les capacités des élus et des agents des Collectivités Territoriales.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs		Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 0 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	712 542	0	0	0
Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	28 667 506	0	0	0
Total :	**29 380 048**	**0**	**0**	**0**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	271 908	0	0	0
Biens et services	986 910	0	0	0
Transferts et subventions	5 332 634	0	0	0
Investissement	22 788 596	0	0	0
Total :	**29 380 048**	**0**	**0**	**0**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Action 01 Pilotage et coordination de la politique de décentralisation et de la fiscalité locale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	37 500			
Biens et services	205 500			
Total	**243 000**			

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	45 000			
Biens et services	242 000			
Total	**287 000**			

Action 03 Planification, Programmation et Suivi-évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	15 552			
Transferts et subventions	6 775			
Investissement	160 215			
Total	**182 542**			

Action 01 Assistance aux collectivités locales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	257 300			
Transferts et subventions	4 325 962			
Investissement	22 612 200			
Total	**27 195 462**			

Action 02 Conduite de la politique de la décentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	189 408			
Biens et services	46 558			
Transferts et subventions	120 000			
Investissement	16 181			
Total	**372 147**			

Action 03 Administration et gestion des ressources humaines des collectivités territoriales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	220 000			
Total	**220 000**			

Action 04 Renforccement des actions de développement dans les régions du nord

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	879 897			
Total	**879 897**			

SECTION :340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Affaires Religieuses et du Culte a pour mission d'élaborer et de mettre en oeuvre la Politique nationale en matière d'exercice, d'expression, d'enseignement ou de diffusion des convictions religieuses ou morales et des cultes. A ce titre, il est chargé de :

- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'exercice de la liberté religieuse et du culte, à l'enseignement des religions et des cultes, aux prêches, à la création et au fonctionnement des établissements religieux, des missions et congrégations, des édifices de culte et des associations confessionnelles ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à l'organisation des pèlerinages et des fêtes religieuses ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives au financement des activités religieuses ou de culte, aux oeuvres caritatives des établissements religieux et des édifices de culte, des missions, congrégations et associations confessionnelles ;
- le suivi des relations des associations confessionnelles ou de culte avec les associations étrangères et les organisations internationales non gouvernementales poursuivant des buts similaires.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- Difficulté de traduire sur un plan technique la dimension spirituelle du Département ;
- Forte réticente de la communauté religieuse face à la régulation de l'Etat en matière de religion et de culte ;
- Faiblesse dans la coordination et l'encadrement des organisations et des pratiques religieuses ;
- L'Insuffisance de textes législatifs et règlementaires de gestion des pratiques religieuses au Mali.

I.2.2 Défis

- Meilleure coordination et encadrement des organisations et des pratiques religieuses ;
- Restaurer une confiance pleine et entière entre l'Etat et le monde religieux ;
- Apporter la réponse appropriée à l'extrémisme violent et le radicalisme ;
- Continuer à maintenir l'entente entre les différentes confessions religieuses et culturelles ;
- Maintenir et renforcer le dialogue interreligieux et la bonne entente entre les différents leaders religieux.

I.3 La politique sectorielle

Le Ministère des affaires religieuses et du culte assure le leadership de la politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le radicalisme. Il est spécifiquement chargé du Pilier N°1 (prévention).

Elle vise à :

- Créer un cadre de concertation adéquat avec l'implication de tous les acteurs concernés ;
- Identifier et évaluer les menaces afin d'éliminer toutes les conditions propices au développement de l'extrémisme violent et du terrorisme et poursuivre tous les auteurs et complices de l'extrémisme violent et du terrorisme commis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire national ;
- Renforcer le sentiment d'appartenance à une même nation juste et solidaire et intensifier les mesures de lutte contre l'impunité conformément aux instruments internationaux dont le Mali fait partie ;
- Apporter des réponses justes et diligentes en cas d'attaque terroriste ou d'actes d'extrémisme violent perpétrés sur le territoire national dans le respect des droits humains et de l'Etat de droit.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs		Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	959 699	859 658	827 888	912 771
Religion et Culte	272 410	160 239	173 305	188 310
Total :	**1 232 109**	**1 019 897**	**1 001 193**	**1 101 081**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	123 323	123 323	131 244	146 559
Biens et services	535 862	481 924	554 470	609 071
Transferts et subventions	357 284	319 042	208 288	229 116
Investissement	215 640	95 608	107 191	116 335
Total :	**1 232 109**	**1 019 897**	**1 001 193**	**1 101 081**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.015 Administration Générale

Responsable du programme :le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du programme :

Ce programme a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

Sa mise en oeuvre est assurée à travers deux (2) actions :

- conduite et pilotage de la politique en matière d'affaires religieuses et du culte ;
- gestion des ressources financières et matérielles.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de deux objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) la mise en synergie les actions des structures du département et s'assurer de leur bon fonctionnement et (ii) la gestion efficiente des ressources matérielles et financières du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Mettre en synergie les actions des structures du département et s'assurer de leur bon fonctionnement

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des réunions élargies de coordination du département	%	90	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, PV de réunions					
Précision Méthodologique : (Nombre de réunions tenues/Nombre de réunions programmées)*100					
1.2 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	80	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées)*100					
1.3 Taux d'exécution d'appui aux activités religieuses	%	70	85	80	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités du programme d'appui aux centres/édifices religieux réalisé/Nombre d'activités du programme d'appui aux centres/édifices)*100					

Objectif 2: Assurer la gestion efficiente des ressources matérielles et financières du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Précision Méthodologique : (Total crédits liquidés/Total crédits notifiés)*100					
2.2 Taux de réalisation des sessions de formation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation					
Précision Méthodologique : (Sessions organisées/Sessions programées)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	118 323	118 323	125 894	140 585
Biens et services	440 862	395 474	461 465	507 605
Transferts et subventions	334 874	297 753	185 838	204 421
Investissement	65 640	48 108	54 691	60 160
Total :	**959 699**	**859 658**	**827 888**	**912 771**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conduite et pilotage de la politique en matière d'affaires réligieuses et du culte	581 121	535 521	441 298	487 308
Gestion et des ressources financières et matérielles	378 578	324 137	386 590	425 463
Total :	**959 699**	**859 658**	**827 888**	**912 771**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	6	7	7	7
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE B2	6	7	7	7
CATEGORIE C	2	1	1	1
CONTRACTUEL	12	16	16	16
Total :	**26**	**35**	**35**	**35**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique en matière d'affaires réligieuses et du culte

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	105 998	105 998	112 781	125 942
Biens et services	265 754	227 154	268 409	295 248
Transferts et subventions	209 369	202 369	60 108	66 118
Total	**581 121**	**535 521**	**441 298**	**487 308**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Pilotage des activités du département	95 101
1.1.2	Prise en charge du personnel cabinet	105 998
1.2.1	Mise en oeuvre du programme d'activités du Département	132 053
1.3.1	Appuis aux activités réligieuses	202 369
Total		**535 521**

Action 02 Gestion et des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	12 325	12 325	13 113	14 643
Biens et services	175 108	168 320	193 056	212 357
Transferts et subventions	125 505	95 384	125 730	138 303
Investissement	65 640	48 108	54 691	60 160
Total	**378 578**	**324 137**	**386 590**	**425 463**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du traitement et salaires de la DFM	12 325
2.1.2	Préparation du budget du Département	9 500
2.1.3	Exécution et suivi de l'exécution du budget	192 678
2.1.4	Subventions aux organismes publics	95 384
2.2.1	Organisation de sessions de formation	14 250
Total		**324 137**

Le Programme : 2.039 Religion et Culte

Responsable du programme :le Conseiller Technique

a) Présentation stratégique du programme

Il contribue à renforcer la cohésion entre les courants confessionnels (croyances et des pratiques religieuses et du culte).

Sa mise en oeuvre sera assurée par une action "Gestion des affaires religieuses et du culte".

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Religion et culte » vise à atteindre spécifiquement trois objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Faciliter le bon accomplissement du culte

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de satisfaction des pèlerins des prestations fournies	%	95	100	100	100

Moyen de Vérification : Sondage auprès des pèlerins

Précision Méthodologique : (Nombre de pèlerins satisfaits/ Nombre de pèlerins sondés)*100

1.2 Taux d'appuis aux activités religieuses	%	95	90	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activités

Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées)*100

Objectif 2: Renforcer le dialogue inter et intra religieux

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du programme de concertation/d'échanges inter/intra religieux	%	100	95	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activités

Précision Méthodologique : (Nombre de rencontres tenues/ Nombre de rencontres programmées)*100

2.2 Taux de prévention des litiges/conflits confessionnels	%	70	60	80	80

Moyen de Vérification : P.V

Précision Méthodologique : (Nombre de litiges réglés / Nombre de litiges rapportés)*100

Objectif 3: Encadrer le verbe et l'action religieux					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux d'exécution du programme de formation des acteurs religieux	%	100	80	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités, Certificat
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 000	5 000	5 350	5 974
Biens et services	95 000	86 450	93 005	101 466
Transferts et subventions	22 410	21 289	22 450	24 695
Investissement	150 000	47 500	52 500	56 175
Total :	**272 410**	**160 239**	**173 305**	**188 310**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Gestion des pèlerinages	272 410	160 239	173 305	188 310
Total :	**272 410**	**160 239**	**173 305**	**188 310**

Action 01 Gestion des pèlerinages

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 000	5 000	5 350	5 974
Biens et services	95 000	86 450	93 005	101 466
Transferts et subventions	22 410	21 289	22 450	24 695
Investissement	150 000	47 500	52 500	56 175
Total	**272 410**	**160 239**	**173 305**	**188 310**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation des Pélérinages	29 289
1.1.2	Prise en charge des salaires et accéssoires de salaire	5 000
1.2.1	Approvisionnement en biens et services	74 450
2.1.1	Organisation de concertations réligieuses	2 000
2.2.1	Gestion des conflits inter et intra réligieux	2 000
3.1.1	Etudes et recherche	47 500
Total		**160 239**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale a pour mission de préparer et de mettre en ¿uvre la politique de réconciliation nationale et de cohésion sociale.

I.2 Les contraintes et les défis

Le Ministère de la Réconciliation nationale et de la Cohésion sociale a pour mission de préparer et de mettre en ¿uvre la politique de réconciliation nationale et de cohésion sociale.

A ce titre,il est compètent pour :

la conduite du processus de dialogue inclusif et de réconciliation nationale ainsi que le suivi des institutions mises en place à cet effet ;

la participation aux négociations en vue de parvenir à une paix durable ;

la participation au suivi des relations du Mali avec les gouvernements étrangers et les organisations internationales impliquées dans le processus de rétablissement et de consolidation de la paix dans les régions du Nord ;

l¿instauration d¿un climat de paix et de confiance entre les différentes communautés ;

la participation à la sensibilisation et à l¿information pour le retour au Mali des Maliens réfugiés à l¿extérieur.

I.2.1 Contraintes

Les principales contraintes dans le cadre du processsus de réconciliation nationale sont :

-l'insécurité residuelle;

-l'imprévisibilité de certaines actions de réconciliation ;

-l'inaccessibilité de certaines zones de mission.

I.2.2 Défis

Les contraintes ci-dessus évoquées posent les défis suivants:

-recréer une nouvelle gouvernance qui inspire confiance aux populations;

-refonder un nouveau contrat social de vie commune ;

-réconcilier les maliens entre eux,les citoyens et l'Etat.

I.3 La politique sectorielle

La crise politique et sécuritaire qui a secoué le Mali en 2012 a largement entamé le tissu social du pays. Le coup d'Etat militaire du 22 mars 2012 et l'occupation des deux tiers du pays par des groupes armés séparatistes, djihadistes et narcoterroristes ont fragilisé le tissu social,les relations intercommunautaires et exacerbé les tensions sociales et intercommunautaires.

Le dialogue avec les groupes armés et la réconciliation nationale ont été promus comme des priorités nationales par le Président de la République, Ibrahim Boubacar KEITA et son Gouvernement.A cet effet, le Ministère de la Réconciliation Nationale (MRN) a été créé en 2013, avec pour mission de conduire la politique nationale concourant au retour de la paix et de la cohésion sociale entre la mosaique de populations et de cultures qui composent le Mali.

La Politique active de réconciliation nationale vise essentiellement deux objectifs : reconstruire les fondations de la réconciliation nationale et apporter une solution définitive aux problèmes du Nord.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Nombre de sessions de formation de médiateurs communautaires dans les zones rurales	%	1	2	3	5
3	Nombre de rencontres de concertations et de dialogue intercommunautaires	%	7	24	14	18

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	994 933	921 563	990 079	1 078 902
Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	2 241 204	2 193 018	2 245 237	2 694 284
Total :	**3 236 137**	**3 114 581**	**3 235 316**	**3 773 186**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	113 933	117 351	121 907	136 133
Biens et services	676 020	651 488	713 185	776 933
Transferts et subventions	2 397 284	2 345 742	2 400 224	2 860 120
Investissement	48 900			
Total :	**3 236 137**	**3 114 581**	**3 235 316**	**3 773 186**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.016 Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère

a) Présentation stratégique du programme :

le programme administration générale s'occupe de:

- la coordination , l'evaluation , le controle , l'animation et la supervision des activités du Département;
- la gestion des ressources humaines ,materielles et financières.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme administration générale est bâti autour de trois objectifs spécifiques.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Coordonner l'élaboration et la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Réconciliation.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de rencontres thématiques tenues	%	90	95	97	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : Comptes rendus de réunions, rapport annuel MRNCS et les revues sectorielles de la CPS.

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : (nombre de rencontres thématiques tenues / nombre total de rencontres thématiques sollicitées) x 100

1.2 Taux d'adoption des textes et documents de références	%	95	95	96	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : Rapports d'activités

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : (nombre de textes et documents de référence adoptés /nombre total de textes et documents de référence prévus,) x 100

1.3 Taux de mise en oeuvre des partenariats stratégiques conclus autour de la réconciliation	%	90	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : Accords de partenariat/ MRN et les conventions de financement.

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : Taux(%) = (nombre de partenariats stratégiques exécutés / nombre total de partenariats stratégiques conclus) x 100

Objectif 2: Renforcer les capacités de pilotage et de suivi du processus de réconciliation nationale.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'opérationnalisation des structures au niveau national et régional	%	60	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : Comptes rendus de réunions, procès-verbaux et textes de création

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : (nombre de structures opérationnelles /nombre total de structures crées) x100

2.2 Taux de réalisation des formations du personnel du département et des acteurs de la réconciliation	%	90	95	95	70

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : rapport annuel MRNCS

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : (nombre de formations réalisées /nombre total d¿activités de formations programmées) x100

Objectif 3: Assurer une gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières du département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'exécution du budget	%	98	99	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : compte administratif, situations d'exécution périodique

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : (montant des crédits liquidés / montant des crédits notifiés) x 100

3.2 Taux de satisfaction des besoins en personnel des structures	%	90	95	95	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : fichier du personnel

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : (effectifs présents / besoins en personnel) x 100

3.3 Taux de satisfaction des besoins en matériels et équipements des structures	%	80	90	90	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification : documents de la comptabilité matières

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : (nombre de matériels et équipements acquis/ nombre total des besoins en matériels) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	113 933	117 351	121 907	136 133
Biens et services	676 020	651 488	713 185	776 933
Transferts et subventions	156 080	152 724	154 987	165 836
Investissement	48 900			
Total :	**994 933**	**921 563**	**990 079**	**1 078 902**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et Pilotage de la Politique nationale de la reconciliation	500 462	421 990	498 023	545 781
Gestion financière et matérielle	494 471	499 573	492 056	533 121
Total :	**994 933**	**921 563**	**990 079**	**1 078 902**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	3	6	6	6
CATEGORIE B1	4	2	2	2
CATEGORIE B2		2	2	2
CATEGORIE C	3	2	2	2
CONTRACTUEL	14	16	16	16
Total :	**24**	**28**	**28**	**28**

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politique nationale de la reconciliation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	88 727	91 389	94 937	106 016
Biens et services	411 735	330 601	403 086	439 765
Total	**500 462**	**421 990**	**498 023**	**545 781**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Organisation de rencontres, forums, ateliers dans le cadre de dialogues ;	19 589
1.1.2	Sensibilisation, information & communication	17 183
2.1.1	Organisation des réunions statutaires et missions à l¿intérieur et à l¿extérieur dans le cadre du renforcement des capacités de pilotage et de suivi du processus de réconciliation nationale.	23 195
2.1.2	Prise en charge des dépenses liées aux salaires et accessoires de salaires des cadres et agents relevant du Cabinet	91 389
2.2.1	Réalisation de microprojets de reésilience dans le cadre de l¿accompagnement et soutien à la Réconciliation.	135 317
2.2.2	Appui aux initiatives de Réconciliation et de cohésion sociale	135 317
Total		**421 990**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	25 206	25 962	26 970	30 117
Biens et services	264 285	320 887	310 099	337 168
Transferts et subventions	156 080	152 724	154 987	165 836
Investissement	48 900			
Total	**494 471**	**499 573**	**492 056**	**533 121**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	25 962
3.1.2	Exécution et Suivi du Budget	259 491
3.2.1	Renforcement des capacités des agents	16 243
3.3.1	Préparation du Budget	197 877
Total		**499 573**

Le Programme : 2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale

Responsable du programme : Le Conseiller Technique en charge de la Réconciliation Nationale

a) Présentation stratégique du programme

Le programme Renforcement du processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale " vise à contribuer à l'instauration d'une paix durable à travers, entre autres, la recherche de la vérité, la réconciliation et la consolidation de l'unité nationale et des valeurs démocratiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de trois objectifs spécifiques.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Etablir la vérité sur les violations graves des droits de l'Homme qui ont eu lieu au Mali, en prenant en compte les causes, la nature et les conséquences de ces violations et pour en établir les responsabilités

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de vérification des cas de violations graves des droits de l'Homme déclarés.	%	80	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification, Rapports d'enquête de la CVJR, études et auditions
Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : nombre de cas de violation graves des droits de l'homme vérifiés/nombre total des cas déclarés X 100

1.2 Taux de classement des plaintes recensées	%	85	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification: rapports d¿activités, procès-verbaux et actes administratifs ;
Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : nombre de plaintes classées /nombre total de plaintes recensées X 100

Objectif 2: Restaurer la dignité de la victime en lui donnant l'occasion de dire ce qu'elle a vécu en faisant des recommandations pour des mesures de réparations.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de réalisation des missions de sensibilisation.	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification: Rapports de mission/ CVJR

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : nombre de missions réalisées/nombre de missions prévues) x100

2.2 Taux de réalisation des programmes d'auditions.	%	75	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification. Rapports d¿auditions, procès-verbaux d¿audiences / CVJR

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : (nombre d¿auditions organisées /nombre d¿auditions prévues) x100

2.3 Taux de mise en place de groupes mobiles d'enquêteurs.		75	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification. Rapports d'activités/ CVJR

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : Taux = nombre de groupes mobiles mis en place / nombre de groupes mobiles prévus) x 100

Objectif 3: Promouvoir la Justice et la Réconciliation et éviter la récurrence de ces violations.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'exécution des mesures de réparation : Corporels,materiels et Culturels	%	75	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification. Rapports d'activités/ CVJR

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : nombre de mesures de réparation réalisées /nombre de mesures de réparation recommandées) x100

3.2 Taux de réalisation des initiatives de sensibilisation et d'information.	%	75	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification. Rapports d'activités/ CVJR

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : nombre d'initiatives réalisées/nombre d'initiatives prévues,) x 100

3.3 Taux de réparations de préjudices causés aux femmes.	%	75	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyens de vérification. Rapports d¿activités/ CVJR

Précision Méthodologique : Précisions méthodologiques : Taux = (nombre de mesures de réparations réalisées en faveur des femmes /nombre de mesures de réparations recommandées en faveur des femmes) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	2 241 204	2 193 018	2 245 237	2 694 284
Total :	**2 241 204**	**2 193 018**	**2 245 237**	**2 694 284**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Accompagnement de la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconcilliation	2 241 204	2 193 018	2 245 237	2 694 284
Total :	**2 241 204**	**2 193 018**	**2 245 237**	**2 694 284**

Action 01 Accompagnement de la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconcilliation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	2 241 204	2 193 018	2 245 237	2 694 284
Total	**2 241 204**	**2 193 018**	**2 245 237**	**2 694 284**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des indemnités des membres, experts et agents de la Commission	907 418
1.1.2	Organisation et poursuite des enquêtes sur les cas de violation des droits de l¿Homme	130 397
1.1.3	Organisation des auditions individuelles des victimes des cas de violations des droits de l¿homme	93 586
1.2.1	Acquisition des biens et services	293 142
1.2.2	Evaluation des dommages et sévices corporels	95 011
2.2.1	Mise en place d¿un mécanisme de protection des victimes et des témoins	95 285
3.1.1	Opérationnalisation des équipes régionales de Kidal, Taoudenit et Ménaka.	283 925
3.1.2	Elaboration du Rapport Final de la CVJR	19 000
3.2.1	Sensibilisation et information	275 253
Total		**2 193 018**

SECTION :380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère du Commerce et de la Concurrence prépare et met en oeuvre la politique nationale en matière d'organisation et de promotion du commerce et de la libre concurrence.

À ce titre, il est compétent pour :

- les actions de promotion du commerce intérieur et extérieur et de la concurrence ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles du commerce et de la concurrence;
- la participation à l'élaboration des accords commerciaux et au suivi de leur mise en oeuvre;
- la participation à l'organisation de la lutte contre la fraude en matière d'importation et d'exportation ainsi qu'en matière de distribution des biens à l'intérieur du pays ;
- le contrôle des poids et mesures, de la qualité des produits et des prix institués ;
- le contrôle de l'exécution des exonérations ou des subventions publiques accordées aux opérateurs économiques privés, en liaison avec les ministres concernés, notamment le ministre chargé des finances ;
- l'organisation de l'approvisionnement régulier du pays en produits de première nécessité et la maîtrise des prix de ces produits ;
- la protection des consommateurs, en liaison avec les autres ministres.

I.2 Les contraintes et les défis

Les principales contraintes et defis sont, entre autres:

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance en qualité et en nombre des ressources humaines ;
- l'inadéquation de certains textes en vigueur avec le contexte actuel ;
- le poids de l'informel dans le commerce intérieur;
- les faibles capacités d'offres des produits nationaux sur le marché extérieur ;
- l'inadéquation et l'insuffisance de locaux pour certains services ;
- l'insuffisance et la vétusté du matériel roulant ;
- l'insuffisance des équipements et mobiliers de bureau.

I.2.2 Défis

- le renforcement des capacités des ressources humaines ;
- la dotation des structures en ressources humaines adéquates ;
- la relecture de certains textes en vigueur ;
- la formalisation et la professionnalisation des acteurs du commerce ;
- l'amélioration et la diversification des capacités d'offres nationales;
- la diversification des marchés ;
- la construction et l'équipement de nouveaux bâtiments avec des commodités modernes.

I.3 La politique sectorielle

En attendant l'adoption d'une politique de développement du commerce, le secteur dispose des stratégies de développement des filières qui sont :

La stratégie sectorielle de développement de la gomme arabique validée le 23 octobre 2009 est structurée autour des objectifs suivants :

- assurer la préservation du potentiel forestier de la gomme ;
- favoriser le développement de l'interprofession de la filière ;
- améliorer l'accès aux informations des marchés internationaux et la promotion des produits ;
- augmenter le volume de production tout en préservant la qualité du produit et de son emballage ;
- développer les capacités de stockage et de transport;
- renforcer le cadre de financement des acteurs de la filière.

La stratégie sectorielle de développement de la filière karité validée le 11 mars 2011 est structurée autour des objectifs stratégiques ci-après :

- organiser et bien structurer la filière ;
- informer les acteurs et promouvoir les facteurs clés pour l'accès aux marchés internationaux ;
- produire de la qualité et accroître la valeur ajoutée des produits exportables ;
- améliorer le conditionnement des produits, les infrastructures de stockage et la logistique de transport ;
- faciliter l'accès au financement aux acteurs de la filière et améliorer les services rendus par les intervenants ;
- assurer la préservation du potentiel forestier du karité.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Nombre de jours de couverture de la consommation par les stocks des produits de première nécessité du Mali (cas du Riz)	Nombre	29	21	20	19
2	Valeur des exportations des biens en milliards	Milliards FCFA	1 409,6	1 613	1 782	1 781,0
3	Valeur des exportations de la gomme arabique en millions de FCFA	Millions FCFA	354	ND	2 192	ND
4	Valeur des exportations non traditionnelles (autres que celles relatives à l'or, au coton et au bétail)	Milliards FCFA	322,7	213,2	189,3	232,0
5	Valeur des exportations d'or non monétaire	Milliards FCFA	863,5	987	1 120,4	1 167,2
6	Valeur des exportations de mangues en milliards	Milliards FCFA	20	24,8	9	8
7	Valeur des exportations d'animaux vivants	Milliards FCFA	63,3	68,8	135,2	152,0

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	1 253 810	1 220 424	1 302 180	1 386 773
Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	5 385 812	5 846 147	5 472 213	5 941 209
Total :	**6 639 622**	**7 066 571**	**6 774 393**	**7 327 982**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 017 806	1 017 806	1 099 224	1 227 496
Biens et services	1 071 288	1 149 349	1 265 810	1 298 001
Transferts et subventions	302 675	303 872	296 569	355 419
Investissement	4 247 853	4 595 544	4 112 790	4 447 066
Total :	**6 639 622**	**7 066 571**	**6 774 393**	**7 327 982**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.032 Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du Ministère du Commerce

a- Présentation stratégique du programme

Le programme 1.032 est chargé de :

-la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;

-la gestion des ressources matérielles et financières.

b. Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.032 est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à : (i) la coordination et le suivi de la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) la gestion des services et des deniers publics du département et (iii) la gestion efficace des ressources matérielles et financières.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de documents de politiques et de stratégies sectorielles élaborés	Nombre	1	1	1	1

Moyen de Vérification : Rapports d'activités du département

Précision Méthodologique : Dénombrement

1.2 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel du département

Précision Méthodologique : (Nombre d'activités effectivement réalisées/Nombre d'activités programmées) x100

Objectif 2: Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources financières et matérielles du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du Budget	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Compte administratif

Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédit notifiés) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	338 079	338 079	365 124	407 733
Biens et services	644 878	801 751	838 131	866 050
Transferts et subventions	56 046	42 594	54 925	65 910
Investissement	214 807	38 000	44 000	47 080
Total :	**1 253 810**	**1 220 424**	**1 302 180**	**1 386 773**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et pilotage de la politique et des stratégies pour l'organisation et la promotion du commerce	408 607	359 504	425 248	460 544
Gestion financière et matérielle	845 203	860 920	876 932	926 229
Total :	**1 253 810**	**1 220 424**	**1 302 180**	**1 386 773**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	29	28	28	28
CATEGORIE B1	16	13	13	13
CATEGORIE B2	15	15	15	15
CATEGORIE C	8	8	8	8
CONTRACTUEL	54	51	53	55
Total :	**122**	**115**	**117**	**119**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique et des stratégies pour l'organisation et la promotion du commerce

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	189 380	189 380	204 530	228 398
Biens et services	200 742	170 124	220 718	232 146
Investissement	18 485			
Total	**408 607**	**359 504**	**425 248**	**460 544**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Gestion de personnel	189 380
1.1.2	Elaboration de la politique Nationale de Développement du Commerce et de la Stratégie de promotion des exportations	3 000
1.1.3	Mise en oeuvre de la politique Nationale de Développement du Commerce et de la Stratégie de promotion des exportations	5 000
1.1.4	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'actions du département	110 124
1.2.1	Pilotage des activités du département	47 000
1.2.2	Mise en oeuvre du plan de lutte contre la corruption et la délinquance financière.	5 000
Total		**359 504**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	148 699	148 699	160 594	179 335
Biens et services	444 136	631 627	617 413	633 904
Transferts et subventions	56 046	42 594	54 925	65 910
Investissement	196 322	38 000	44 000	47 080
Total	**845 203**	**860 920**	**876 932**	**926 229**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	préparation du budget du département	8 000
2.1.2	Exécution et suivi du budget du département	704 221
2.1.3	Gestion du personnel	148 699
Total		**860 920**

Le Programme : 2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés

Responsable du Programme : Le Directeur Général du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme 2.083 « Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marchés » est chargé de :

- la promotion du commerce intérieur et du commerce extérieur ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre des règles de la concurrence ;
- le suivi des accords commerciaux ;
- la lutte contre la fraude commerciale ;
- le contrôle des poids et mesures ;
- la protection du consommateur, en liaison avec les autres ministères ;
- l'appui à l'aménagement et à la gestion des équipements marchands.

Il poursuit trois (03) objectifs. Il s'agit de :

- développer le commerce;
- organiser et renforcer les acteurs du commerce intérieur ;
- contribuer au développement du commerce et à la promotion des exportations.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme 2.083 « Conception et Coordination de la Politique Sectorielle du Commerce et Appui à la Gestion des Marchés» vise à atteindre spécifiquement trois objectifs.

Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent dans le tableau suivant comme suit:

Objectif 1: Développer le Commerce

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de jours de couverture des besoins de consommation par les stocks disponibles sur le territoire national (le riz)	Nombre	18	120	120	120
Moyen de Vérification : Notes hebdomadaires de suivi de l'approvisionnement des marchés en produits de première nécessité					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Taux de réalisation de mission d'investigation économique	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports Trimestriel et annuel de la DGCC					
Précision Méthodologique : (nombre de missions réalisées/nombre de missions prévues) x100					
1.3 Taux de réalisation de mission de contrôle de mesure et d'instruments de mesure	%	10 000	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports trimestriels et annuels d'activités de l'AMAM					
Précision Méthodologique : (nombre de missions de contrôle réalisées/nombre de missions de contrôle programmées) x100					

Objectif 2: Organiser les acteurs du commerce, développer et promouvoir l'utilisation des mesures et instruments de mesure

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Nombre d'instruments de mesures vérifiés	Nombre	100	10000	15000	20000
Moyen de Vérification : Rapports trimestriel et annuel d'activités de l'AMAM					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CAAGM					
Précision Méthodologique : (Nombre de collectivités appuyées/Nombre de collectivités ciblées(4)) x100					
2.3 Pourcentage des groupements et associations de commerçants bénéficiaires d'appui conseil dans le cadre de la gestion des marchés	%	8	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CAAGM					
Précision Méthodologique : (Nombre de groupements et associations de commerçants appuyées/Nombre de groupements et associations de commerçants demandeurs(6)) x100					
2.4 Pourcentage d'acteurs du commerce de détail suivis dans le cadre de la formalisation	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel du PROFAC					
Précision Méthodologique : (Nombre d'acteurs suivis/Nombre d'acteurs adhérants des centres de gestion agrées(3000)) x100					

Objectif 3: Contribuer au développement et à la promotion des exportations

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de réalisation des activités de renforcement des capacités d'offre	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports semestriels et annuels de l'UMOCI					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités d'appui réalisées/ Nombre d'activités d'appui prevues) x100					
3.2 Taux de réalisation des actions de promotion commerciale	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports trimestriel et annuel d'activités de l'APEX					
Précision Méthodologique : (Nombre d'action de promotions réalisées/Nombre d'action de promotions prevues) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	679 727	679 727	734 100	819 763
Biens et services	426 410	347 598	427 679	431 951
Transferts et subventions	246 629	261 278	241 644	289 509
Investissement	4 033 046	4 557 544	4 068 790	4 399 986
Total :	**5 385 812**	**5 846 147**	**5 472 213**	**5 941 209**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Développement du Commerce	2 683 439	2 952 833	2 754 094	2 947 965
Développement et Promotion de l'utilisation des mesures et instruments de mesure.	100 000	148 328	98 000	117 600
Développement et promotion des exportations	1 992 275	2 262 312	2 005 414	2 220 118
Formalisation des acteurs du Commerce de détail	600 000	475 000	604 860	644 175
Appui à l'Aménagement et à la Gestion et des marchés	10 098	7 674	9 845	11 351
Total :	**5 385 812**	**5 846 147**	**5 472 213**	**5 941 209**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	36	85	86	87
CATEGORIE B1	27	79	80	81
CATEGORIE B2	11	42	43	44
CATEGORIE C	16	66	67	68
CONTRACTUEL	46	101	102	103
Total :	**136**	**373**	**378**	**383**

Action 01 Développement du Commerce

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	679 727	679 727	734 100	819 763
Biens et services	426 410	347 598	427 679	431 951
Transferts et subventions	2 256	1 714	2 210	2 652
Investissement	1 575 046	1 923 794	1 590 105	1 693 599
Total	**2 683 439**	**2 952 833**	**2 754 094**	**2 947 965**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi de l'évolution des prix et des stocks des produits de première nécessité	2 000
1.1.2	Préparation et tenue de réunion du comité de veille	3 000
1.1.3	Organisation des sessions statutaires du Conseil National des Prix stocks des produits de première nécessité	4 000
1.1.4	Collecte et analyse des prix et des stocks des produits de première nécessité de la région de Kayes	311
1.1.5	Collecte et analyse des prix et des stocks des produits de première nécessité de la région de Koulikoro	2 350
1.1.6	Collecte et analyse des prix et des stocks des produits de première neccessité dans la region de Sikasso	2 000
1.1.7	Collecte et analyse des prix et des stoks des produits de première necessité dans la region de Ségou	600
1.1.8	Collecte et analyse des prix et des socks des produits de première necessité dans la région de Mopti	1 000
1.1.9	Collecte et analyse des prix et des socks des produits de première necessité dans la région de Gao	1 000
1.1.10	Collecte et analyse des prix et des socks des produits de première necessité dans la région de Tombouctou	1 000
1.1.11	Collecte et analyse des prix et des socks des produits de première necessité dans la région de Kidal	1 000
1.1.12	Collecte et analyse des prix et des socks des produits de première necessité dans la région de Taoudenit	1 000
1.1.13	Collecte et analyse des prix et des socks des produits de première necessité dans la région de Ménaka	1 050
1.1.14	Collecte et analyse des prix et des socks des produits de première necessité dans le district de Bamako	2 020
1.2.1	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables	20 000
1.2.2	Organisation de missions de suivi de la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre des exonérations	500
1.2.3	Organisation des missions d'audit interne	7 250
1.2.4	Participation aux missions des négociations commerciales multilatérales, bilatérales, régionales et continentales	30 000
1.2.5	Appui aux structures dans le cadre des missions de promotion commerciale	17 500
1.2.7	Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures	96 396
1.2.9	Informatisation des procédures de délivrance des attestations d'importation de véhicules particuliers	3 000
1.2.10	Mise en place du Guichet Unique du commerce extérieur	82 000
1.2.11	Contribution à la suppression des entraves au commerce	1 053
1.2.12	Gestion du Personnel	679 727
1.2.13	suivi des affaires contentieuses	3 749
1.2.14	Prise en charge de la consommation d'eau et électricité et l'entretien du site de la FEBAK	1 714
1.2.15	Projet : Construction de l'hôtel du commerce	1 900 000
1.2.16	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la région de Kayes	4 000
1.2.17	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la région de Koulikoro	2 571
1.2.18	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la région de Sikasso	2 755
1.2.19	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la région de Ségou	1 414
1.2.20	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la région de Mopti	1 000

1.2.21	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la région de Gao	1 629
1.2.22	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la région de Tombouctou	1 000
1.2.23	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la région de Kidal	1 036
1.2.24	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Kayes	6 472
1.2.25	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Koulikoro	3 235
1.2.26	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Sikasso	7 301
1.2.27	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Ségou	4 079
1.2.28	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Mopti	4 093
1.2.29	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Gao	4 414
1.2.30	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Tombouctou	4 341
1.2.31	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Kidal	4 305
1.2.32	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Bamako	9 363
1.2.33	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans le district de Bamako	5 000
1.2.34	Organisation et developpement des marchés de Bamako	1 420
1.2.35	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la region de Taoudenit	3 000
1.2.36	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Taoudenit	5 975
1.2.37	Organisation de missions d'investigation de lutte contre les pratiques commerciales frauduleuses, déloyales, les pratiques restrictives, anticoncurrentielles et de contrôle de la qualité des produits consommables dans la région de Ménaka	2 180
1.2.38	Acquisition de biens et service pour le fonctionnement de la DRCC de Ménaka	7 030
Total		**2 952 833**

Action 02 Développement et Promotion de l'utilisation des mesures et instruments de mesure.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	100 000	148 328	98 000	117 600
Total	**100 000**	**148 328**	**98 000**	**117 600**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Acquisition des biens et services pour le fonctionnement	27 000
1.3.2	Prise en charge de la consommation de téléphone d'électricité et de l'eau	20 000
1.3.3	Gestion des personnels	71 328
2.1.1	Organisation de mission de vérification d'instruments de mesure	30 000
Total		**148 328**

Action 03 Développement et promotion des exportations

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	134 275	103 562	131 589	157 906
Investissement	1 858 000	2 158 750	1 873 825	2 062 212
Total	**1 992 275**	**2 262 312**	**2 005 414**	**2 220 118**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Appui au cadre Intégré du commerce	2 135 000
3.2.1	Renforcement des capacités des acteurs par la formation technique et professionnelle en matière de commerce extérieur.	17 000
3.2.2	poursuite de la recherche de développement à l'exportation des fruitiers forestiers (Zaban, Tamarin et Rônier)	11 750
3.2.3	réalisation des études sectorielles de développement à l'exportation.	24 287
3.2.4	Diffusion de l'information commerciale à l'exportation	15 000
3.2.5	Gestion du personnel	44 275
3.2.6	Acquisition des biens et services	15 000
Total		**2 262 312**

Action 04 Formalisation des acteurs du Commerce de détail

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	600 000	475 000	604 860	644 175
Total	**600 000**	**475 000**	**604 860**	**644 175**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.4.1	Projet d'appui à la formalisation des acteurs du commerce de détail	475 000
Total		**475 000**

Action 05 Appui à l'Aménagement et à la Gestion et des marchés

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	10 098	7 674	9 845	11 351
Total	**10 098**	**7 674**	**9 845**	**11 351**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.1	Organisation des missions d'appui-conseil auprès des groupements et associations de commerçants.	3 000
2.3.1	Organisation de quatre (04) missions d'appui-conseil auprès des collectivités territoriales	4 674
Total		**7 674**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.083	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI AU CADRE INTEGRE		1 235 000	1 300 000	1 235 000	1 300 000	1 430 000
PROJET APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE D		475 000	600 000	475 000	604 860	644 175
Total :		**1 710 000**	**1 900 000**	**1 710 000**	**1 904 860**	**2 074 175**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Préparer et mettre en oeuvre la politique nationale dans le domaine de l'innovation et de la recherche scientifique.

En effet, le Décret n°2018-0747/R-RM du 24 septembre 2018, fixant les attributions des membres du Gouvernement, stipule que le ministre de l'Innovation et de la Recherche scientifique prépare et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine de l'innovation et de la recherche scientifique.

A ce titre, il a l'initiative et 1a responsabilité des actions suivantes :

- l'élaboration de la politique nationale de recherche et d'innovation
- la promotion de la valorisation des résultats de la recherche scientifique, technique et technologique ;
- la protection du patrimoine matériel, des innovations et inventions ;
- la concrétisation par des programmes, des projets et opérations de recherche et d'innovation de la politique de coopération scientifique ;
- la participation à la promotion et à 1a diffusion des nouvelles technologies ;
- le développement de la recherche scientifique et technologiques ;
- la définition des priorités nationales en matière de recherche scientifique ;
- la coordination des actions dans le domaine de la recherche scientifique et technologique en vue d'accroître les capacités nationales dans la maîtrise des sciences et techniques ;
- l'organisation de la communauté des chercheurs et la règlementation de la recherche scientifique ;
- la mobilisation de financement en faveur du développement de 1a recherche scientifique;
- le suivi de l'utilisation des fonds publics destinés au financement de la recherche scientifique

I.2 Les contraintes et les défis

Le présent Document de Politique Nationale de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (PNSTI) qui porte sur la période 2017-2025, constitue un outil d'orientation de l'action gouvernementale en matière de recherche scientifique, de développement technologique et d'innovation. Il sert de référentiel pour la planification, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des programmes, des projets et des activités entreprises dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) au Mali.

La PNSTI s'est employée à être en cohérence avec les différents documents de référence des politiques de développement que sont : l'Etude Nationale Prospective « Mali 2025 », le Programme d'Actions Gouvernementales 2013-2018 (PAG), et le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté 3ème génération2012-2017 (CSLCP III), reformulé à travers le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable 2016-2018 (CREDD).

I.2.1 Contraintes

Le système national actuel de recherche et d'innovation du Mali se caractérise par :

a) l'insécurité foncière ;

b) le vieillissement du personnel ;

c) l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ;

d) l'insuffisance des ressources financières ;

e) les difficultés de mobilisation des fonds de l'Etat ;

f) la faible coordination des programmes, projets et activités de recherche scientifique au plan national ;

g) la faible valorisation et diffusion des résultats de la recherche, des inventions et innovations au plan national ;

h) les difficultés dans l'acquisition des réactifs, matériels et équipements de laboratoire ;

i) la vétusté de certains locaux et de certains équipements ;

j) l'insuffisance de données et de statistiques relatives aux activités scientifiques et technologiques

I.2.2 Défis

Les grands défis auxquels le Mali doit faire face sont d'ordres environnementaux, économiques, socio-culturels et démographiques.

Les défis à relever par le Département sont, entre autres :

- doter le Mali d'un réservoir de compétences et d'expertises scientifiques et technologiques ;
- mettre en place un cadre structurel et organisationnel, à travers des institutions spécialisées, pour un pilotage effectif de la stratégie nationale en matière de Science, de Technologie et d'Innovation ;
- conférer une existence légale aux institutions et aux procédures relatives aux activités scientifiques, technologiques et d'innovations ;
- sensibiliser les autorités, les opérateurs économiques, la société civile et l'opinion publique sur l'importance de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (STI), pour le développement du pays ;
- accroître les dépenses consacrées à la recherche au-delà du niveau minimum de 1% du PIB recommandé par l'Union Africaine, afin d'assurer un financement durable des programmes de recherches stratégiques et de faire de la recherche un levier du développement socio-économique du Mali ;
- accroître le potentiel en Science, Technologie et Innovation (STI), et des capacités de Recherche-Développement ainsi que celles de valorisation des résultats ;
- améliorer l'organisation structurelle du Système National de Recherche (SNR) afin d'assurer une synergie et une collaboration effective entre les différentes institutions de recherche ;
- promouvoir une meilleure adéquation de la recherche au développement ;
- fournir à tous les usagers en temps réel l'information en Science, Technologie et Innovation (STI), ainsi que sur les acquis de la recherche aussi bien locale que mondiale ;
- promouvoir la coopération interinstitutionnelle aux niveaux national, sous-régional, régional et international.

I.3 La politique sectorielle

Document de Politique Nationale de la Science, de la Technologie et de l'Innovation

Dans le cadre de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, un Document de Politique est disponible appelé « Politique Nationale de la Science, de la Technologie et de l'Innovation », la PNSTI s'est employée à être en cohérence avec les différents documents de Référence des politiques de développement que sont : l'Etude Nationale Prospective « Mali 2025 », le Programme d'Actions Gouvernementales 2013-2018 (PAG), et le Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté 3ème génération 2012-2017 (CSLCP III), reformulé à travers le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable 2016-2018 (CREDD).

La PNSTI s'est aussi efforcée d'être en cohérence avec les référentiels auxquels le Mali a souscrit aux niveaux régionaux, continentaux et internationaux. Il s'agit de la politique de la science de la CEDEAO (ECOPOST), de l'agenda 2063 de l'Union Africaine dont la composante science est déclinée en stratégie africaine pour la STI (STISA 2024), de l'agenda 2030 définissant les dix-sept (17) objectifs pour le développement durable (ODD) et, enfin, de l'Accord de Bangui1.

VISION

La vision pour la Politique Nationale de Science, Technologie et Innovation

(PNSTI) du Mali s'énonce ainsi : « Une Société malienne installée durablement dans le bien-être social et le progrès, sous l'impulsion d'une dynamique nationale de génération, de diffusion et d'utilisation, en permanence, des acquis de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique ».

OBJECTIFS

Prenant en compte la vision dégagée, la mission assignée et les principes fondamentaux définis, il conviendra de cibler des objectifs stratégiques précis, tant sur le plan global que sur les plans spécifiques, pour permettre à la PNSTI d'assumer pleinement sa vocation.

OBJECTIF GENERAL

La PNSTI a comme objectif global de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie et au bien-être des citoyens, à travers l'appropriation de la Science, de la Technologie et de l'Innovation.

Ainsi la PNSTI devra permettre au Mali de s'approprier la Science, la Technologie et l'Innovation en vue de l'atteinte des objectifs du CREDD et de la Vision 2025, à travers une croissance économique durable et une économie diversifiée, inclusive et compétitive dans un espace intégré. Elle devra, dès lors, ramener la recherche scientifique et l'innovation au coeur de la société et de l'économie malienne.

AXES STRATEGIQUES

Pour bâtir les fondements stratégiques et en vue d'atteindre les objectifs énumérés ci-dessus, la priorité sera de promouvoir l'appropriation

de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (STI) pour :

(i) renforcer les domaines où le pays dispose d'avantages comparatifs ;

(ii) asseoir une base scientifique durable, facteur essentiel, permettant de tirer le meilleur profit des opportunités des STI.

A cet égard, les axes stratégiques retenus sont :

1. le développement des ressources humaines ;
2. le financement ;
3. la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire ;
4. la mise en place progressive des institutions et des instruments de gouvernance, de planification et de pilotage ;
5. l'organisation et l'orientation du Système National de Recherche (SNR) ;
6. l'organisation du Système National d'Innovation et de Valorisation de la Recherche (SNIVR) ;
7. l'organisation du Système National d'Information et de Documentation Scientifique et Technologique (SNIDST) ;
8. la promotion de la Coopération ;
9. la promotion de la culture scientifique et technologique ;
10. la promotion de la culture de l'Excellence ;
11. la promotion du Partenariat ;
12. le renforcement des capacités institutionnelles ;
13. la valorisation des systèmes de savoirs traditionnels.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux d'accroissement des publications scientifiques	%	33,00	4,00	4,00	25,00

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale		7 237 938	7 657 291	8 094 369
Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique		13 542 867	12 367 121	13 056 834
Financement de la Recherche et de l'innovation technologique		2 616 620	2 782 513	2 961 985
Total :		**23 397 425**	**22 806 925**	**24 113 188**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		2 627 443	2 838 303	3 078 097
Biens et services		1 708 321	1 836 905	1 900 354
Transferts et subventions		10 942 503	10 697 280	11 258 631
Investissement		8 119 158	7 434 437	7 876 106
Total :		**23 397 425**	**22 806 925**	**24 113 188**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.005 Administration Générale

Le responsable du programme : Le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du Programme :

Le programme Administration Général est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du Ministère. Il est essentiellement composé des structures traversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du Ministère dans la mise en oeuvre de leurs actions. Il a pour objet la gestion des ressources matérielles et financières, la coordination, l'animation et la supervision des activités du Département.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme.

Le cadre de performance du programme 1.005 est bati autour de 02 objectifs spécifiques suivants:

- rendre plus efficaces et plus éfficients les programmes du MIRS;
- améliorer le cadre institutionnel, la gestion des ressources matérielles et financières du MIRS.

Ces objectifs spécifiques contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la géstion performante des ressources matérielles et financières du MIRS et du cadre institutionnel.

Objectif 1: Rendre plus efficaces et plus efficients les programmes du Département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des missions de coordination et de suivi du Programme d'activités du département	%	-	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel du cabinet					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/nombre de missions programmées) X100					
1.2 Pourcentage d'actions de communication entreprises	%	-	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel du Cabinet					
Précision Méthodologique : (Nombre d'actions de communication réalisées/ nombre total d'actions exprimées) X 100					

Objectif 2: Améliorer la gestion des ressources matérielles et financières du Département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du Département	%	-	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Les comptes administratifs					
Précision Méthodologique : (Crédit liquidé/Crédit notifié) X100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		2 627 443	2 838 303	3 078 097
Biens et services		1 684 571	1 836 905	1 900 354
Transferts et subventions		309 304	339 297	340 993
Investissement		2 616 620	2 642 786	2 774 925
Total :		**7 237 938**	**7 657 291**	**8 094 369**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conduite et pilotage de la politique en matière d'innovation et de recherche		4 163 644	4 432 368	4 628 489
Gestion des ressources financières et matérielles		3 074 294	3 224 923	3 465 880
Total :		**7 237 938**	**7 657 291**	**8 094 369**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		78	80	82
CATEGORIE B1		23	23	23
CATEGORIE B2		21	21	21
CATEGORIE C		6	6	6
CONTRACTUEL		55	56	57
Total :		**183**	**186**	**189**

Action 01 Conduite et pilotage de la politique en matière d'innovation et de recherche

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		1 071 148	1 210 420	1 254 869
Biens et services		475 876	579 162	598 695
Investissement		2 616 620	2 642 786	2 774 925
Total		**4 163 644**	**4 432 368**	**4 628 489**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Traitement et paiement des salaires et accessoires du personnel	1 071 148
1.1.2	Réalisation des missions du département	100 000
1.1.3	Appui au FCRIT	2 616 620
1.1.4	Mise en oeuvre du programme d'activité du Département	261 213
1.2.1	Réalisation des activités de communication	114 663
Total		**4 163 644**

Action 02 Gestion des ressources financières et matérielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		1 556 295	1 627 883	1 823 228
Biens et services		1 208 695	1 257 743	1 301 659
Transferts et subventions		309 304	339 297	340 993
Total		**3 074 294**	**3 224 923**	**3 465 880**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Traitement et paiement des salaires et accessoires du personnel	1 556 295
2.1.2	Préparation du budget du Département	20 000
2.1.3	Exécution et suivi du budget du Département	1 353 870
2.1.4	Mise en oeuvre du plan de formation	143 607
2.1.5	Sensibilisation sur le VIH/SIDA	522
Total		**3 074 294**

Le Programme : 2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique

Responsable du Programme : Le Conseiller Technique en charge de la Recherche Scientifique

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme vise à entreprendre des travaux scientifiques et technologiques de toute nature et à mettre au service du développement économique social et culturel du pays les données scientifiques et technologiques.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.046 est bâti autour des objectifs suivants :

-accroitre le niveau de production scientifique et de l'Innovation Technologique ;

-faire des langues nationales un outil de développement socio-économique du pays.

Objectif 1: Accroitre le niveau de production scientifique et de l'innovation technologique					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux de réalisation des projets d'études et de recherche et d'innovation technologique	%	100,00	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'évaluation					
Précision Méthodologique : (Nombre projets réalisés/Nombre total de projets prévus)x100					
1.2 Nombre de conventions de coopération signés	Nombre	100,00	6	7	8
Moyen de Vérification : Rapports annuels des structures de recherche					
Précision Méthodologique : Denombrement					

Objectif 2: Faire des langues nationales un outil de développement socio-économique du pays					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Pourcentage de documents référentiels édités	%	100,00	50	80	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'AMALAN					
Précision Méthodologique : (Nombre de documents référentiels édités/Nombre total de documents référentiels à éditer prévus) x100					
2.2 Nombre de manifestation lingustiques organisées	Nombre	6	6	8	10
Moyen de Vérification : Programme quinquennal de l'AMALAN					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Biens et services		23 750	0	0
Transferts et subventions		10 633 199	10 357 983	10 917 638
Investissement		2 885 918	2 009 138	2 139 196
Total :		**13 542 867**	**12 367 121**	**13 056 834**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Mise en oeuvre de la politique nationale en matière de Recherche scientifique et d'innovation technologique		1 554 128	1 452 506	1 531 345
Développement de la Recherche linguistique		568 852	500 419	515 050
Développement de la Recherche dans le domaine agricole		8 794 063	7 773 561	8 138 423
Développement de la Recherche dans le domaine de la santé		2 625 824	2 640 635	2 872 016
Total :		**13 542 867**	**12 367 121**	**13 056 834**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		508	517	526
CATEGORIE B1		50	50	50
CATEGORIE B2		137	138	139
CATEGORIE C		91	92	93
CONTRACTUEL		190	192	194
Total :		**976**	**989**	**1 002**

Action 01 Mise en oeuvre de la politique nationale en matière de Recherche scientifique et d'innovation technologique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services		23 750	0	0
Transferts et subventions		1 202 628	1 085 286	1 140 503
Investissement		327 750	367 220	390 842
Total		**1 554 128**	**1 452 506**	**1 531 345**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.5	Approvisionnement en biens et services pour la recherche (CNREX-BTP)	295 816
1.1.6	Acquisition d'équipements techniques	190 000
1.1.16	Approvisionnement du service en matériels de fonctionnement	340 716
1.1.17	Traitement et paiement des salaires et accessoires du personnel	91 652
2.1.1	Traitement et paiement des salaires et accessoires du personnel	172 261
2.1.5	Organisation des Atéliers de formation et autres	164 073
2.1.11	Règlement des redevances electriques	44 500
2.1.24	Règlement des redevances	72 231
2.1.25	Réalisation des projets de recherche et Renforcement des capacités de laboratoires	33 250
2.2.1	Appui financier à la réalisation des missions assignées	149 629
Total		**1 554 128**

Action 02 Développement de la Recherche linguistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		353 584	271 841	273 199
Investissement		215 268	228 578	241 851
Total		**568 852**	**500 419**	**515 050**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.7	Règlement des redevance	30 336
1.1.21	Traitement et paiement des salaires et accessoires du personnel EPA	292 912
2.1.3	Règlement des redevance	30 336
2.1.19	organisation des Atéliers de formation, fourniture et autres	72 768
2.1.42	Réhabilitation Académie malienne des langues	142 500
Total		**568 852**

Action 03 Développement de la Recherche dans le domaine agricole

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		6 785 563	6 721 441	7 016 852
Investissement		2 008 500	1 052 120	1 121 571
Total		**8 794 063**	**7 773 561**	**8 138 423**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.8	Réalisation des activités d'investissement du CERFITEX	14 250
1.1.19	Prise en charge des dépenses liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement	1 176 500
2.1.43	Prise en charge des salaires et accessoires du personnel	5 372 208
2.1.44	Réalisation des activités de fonctionnement	272 055
2.1.45	Règlement des redevances	709 800
2.1.46	Réhabilitation infrastructures de IPR	95 000
2.1.47	Appui au Cerfitex	475 000
2.1.48	Construction voie accès centre sino malien	190 000
2.2.4	Acquisition de matériels d'équipements d'infrastructures de recherche	123 500
2.2.5	Réalisation des études et de la recherche (IER)	346 750
2.2.6	Organisation des sessions de formation (IER)	19 000
Total		**8 794 063**

Action 04 Développement de la Recherche dans le domaine de la santé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		2 291 424	2 279 415	2 487 084
Investissement		334 400	361 220	384 932
Total		**2 625 824**	**2 640 635**	**2 872 016**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.9	Réalisation des études et recherche 2	95 000
1.1.10	Appui mise en oeuvre accord d'établissement de l'INRSP	190 000
1.1.11	Appui au fonctionnement des structures de recherche 1	513 166
1.1.12	Prise en charge du personnel du LCV	511 386
1.1.13	Renforcement des capacités du LCV	159 464
1.1.14	Prise en charge du personnel IERGG	148 407
1.1.15	Mise en oeuvre des programmes d'activités de l'IERGG	188 255
1.1.20	Traitement et paiement des salaires du personnel et accesoires (INRSP)	820 146
Total		**2 625 824**

Le Programme : 3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

Responsable du Programme : Le Directeur Général du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme « Financement de la recherche et de l'innovation technologique » vise à renforcer le financement interne de la recherche scientifique et l'innovation technologique en vue d'en assurer la pérennité conformément à la politique nationale de développement économique social et culturel du pays.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme N° 3.002 est de poursuivre les objectifs suivants :

- assurer le financement des projets de recherche et des innovations technologiques répondant aux besoins du développement du pays.
- renforcer les capacités des ressources humaines pour la recherche et l'innovation technologique.

Objectif 1: Assurer le financement des projets de recherche et des innovations technologiques repondant aux besoins du développement du pays					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Pourcentage du fonds mis à disposition pour financer les projets	%	100,00	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport du comité de pilotage
Précision Méthodologique : (Budget total alloué/Montant global du fonds)*100

Objectif 2: Renforcer les capacités des ressources humaines pour la recherche et l'innovation technologique					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Pourcentage de projets selectionnés	%	100,00	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de la commission scientifique
Précision Méthodologique : (Nombre de projets selectionnés/Nombre de projets soumis)x100

2.2 Pourcentage de projets financés	%	100,00	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de la commission scientifique
Précision Méthodologique : (Nombre de projets financés/Nombre de projets selectionnés) x100

Objectif 3: Contribuer à valoriser les résultats de recherche et les produits de l'inovation technologique					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Pourcentage de resultats mis à la disposition des utilisateurs	%	100,00	15	20	50

Moyen de Vérification : Rapport du comité de pilotage
Précision Méthodologique : (Nombre de resultats mis à la disposition des utilisateurs/Nombre total des projets financés) x100

3.2 Pourcentage de resultats ayant obtenu un brevet	%	100,00	10	10	15

Moyen de Vérification : Rapport du Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI)
Précision Méthodologique : (Nombre de brevets/Nombre de Projets financés)x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Investissement		2 616 620	2 782 513	2 961 985
Total :		**2 616 620**	**2 782 513**	**2 961 985**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Appui à la recherche et à l'innovation technologique		2 616 620	2 782 513	2 961 985
Total :		**2 616 620**	**2 782 513**	**2 961 985**

Action 01 Appui à la recherche et à l'innovation technologique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement		2 616 620	2 782 513	2 961 985
Total		**2 616 620**	**2 782 513**	**2 961 985**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Selection et financement des projets	2 397 620
2.1.1	Prise en charge des dépenses de fonctionnement du service	104 000
2.2.1	Publication des projets ayant obtenu un brevet	10 000
3.1.1	Organisation de la présentation des chercheurs ayant obtenu un brevet	15 000
3.2.1	Renforcement des capacités	90 000
Total		**2 616 620**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.046	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
REHABILITATION INFRASTRUCTURES DE IPR		95 000	0	95 000	100 810	105 850
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORD ETABLISSEMENT INRSP		190 000	0	190 000	201 620	214 160
ACQUISITION EQUIPEMENTS TECHNIQUES CNREX		190 000	0	190 000	201 620	214 160
PROJET ADAPT AGRICOLE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQU		142 500	0	142 500	150 000	165 000
REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE LANGUES		142 500	0	142 500	151 215	160 620
CONSTRUCTION VOIE ACCES CENTRE SINO MALIEN		190 000	0	190 000	200 000	220 000
Total :		**950 000**	**0**	**950 000**	**1 005 265**	**1 079 790**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Éducation Nationale a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'éducation préscolaire et spéciale, de l'enseignement fondamental, de l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel, de l'éducation non formelle et l'alphabétisation.

A ce titre, il est compétent pour :

- la réalisation des objectifs de la politique d'éducation pour tous ;
- le développement de l'éducation non-formelle, notamment de l'alphabétisation ;
- le développement de l'enseignement secondaire ;
- le suivi et le contrôle des établissements d'enseignement normal publics ;
- le développement et l'évaluation des connaissances dans l'éducation préscolaire et spéciale et dans l'enseignement fondamental, et dans l'enseignement secondaire général, technique ou professionnel ;
- la délivrance du Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF), du Certificat d'Aptitude Professionnel (CAP), du Brevet de Technicien (BT), du Baccalauréat et des diplômes des Instituts de formation de Maîtres ;
- le développement de l'utilisation des langues nationales ;
- la promotion de l'excellence, de la citoyenneté et du patriotisme au niveau de l'enseignement fondamental et secondaire.

I.2 Les contraintes et les défis

Le système éducatif malien est confronté à un ensemble de problème qui se traduisent en termes de :

I.2.1 Contraintes

- déficit de personnel enseignant et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- inexistence d'un logiciel unique de gestion des salaires des enseignants des Collectivités ;
- inexistence d'une plateforme de gestion des carrières des enseignants ;
- répartition inégale du personnel enseignant par zone géographique et par discipline ;
- insuffisance des infrastructures en termes de capacité d'accueil dû à l'accroissement rapide des effectifs ;
- insuffisance des infrastructures de formation publique (IFP/LT/LP) de l'ESP notamment dans les régions et les cercles ;
- insuffisance d'infrastructures adéquates pour l'éducation Non Formelle, l'éducation Préscolaire et Spéciale, les Cantines Scolaires ;
- insuffisance de terrains multisports ;
- difficultés liées à la généralisation du curriculum ;
- insuffisance dans le suivi/supervision régulier des activités des structures de l'éducation Nationale ;
- insuffisance et/ou l'obsolescence des équipements dans les CFP/IFP/LT/LP ;
- insuffisance de crédits budgétaires pour la mise en oeuvre des activités des Programmes ;
- insuffisance de manuels scolaires et de matériels didactiques.

I.2.2 Défis

- améliorer la gouvernance du système éducatif en particulier la gestion administrative et pédagogique des enseignants (mobilité, formation, rémunération, hiérarchisation, avancement, suivi, encadrement, supervision) ;
- créer une synergie entre les deux fonctions publiques en charge de la gestion des enseignants ;
- améliorer la gestion de la santé scolaire ;
- améliorer la gestion du système d'information ;
- élaborer le document de politique nationale de l'enseignement Fondamental ;
- accélérer le processus de validation des curricula de tous les ordres et types d'enseignement pour leur mise à l'essai ;
- accélérer la généralisation des curricula au niveau de tous les ordres et types d'enseignement ;
- mettre en place des infrastructures adéquates pour l'éducation Non Formelle, l'éducation Préscolaire et Spéciale, les Cantines Scolaires ;
- doter les établissements scolaires de terrains multisports ;

- développer le partenariat entre l'ETP, le secteur productif et les PTF ;
- généraliser le projet d'établissement dans l'ETP ;
- mobiliser des ressources financières additionnelles pour la construction/réhabilitation et l'équipement de toutes les structures du Ministère de l'Education Nationale ;
- élaborer les programmes de formation de l'ESP dans les filières industrielles porteuses selon l'APC ;
- introduire les fondamentaux de l'ACP dans la formation initiale des formateurs diplômés des écoles de formation (IFM, ENETP et EN Sup) ;
- rendre opérationnel les Centres de Documentation et d'Information (CDI) dans tous les établissements ;
- maitriser les effectifs des élèves pris en charge par l'État au niveau de l'enseignement secondaire général, technique et professionnel ;
- assurer le contrôle pédagogique et administratif des établissements publics et privés d'enseignement secondaire ;
- construire et équiper les laboratoires dans les établissements de tous les ordres et types d'enseignement concernés.

I.3 La politique sectorielle

Depuis l'accession du Mali à l'indépendance en 1960, le pays a connu plusieurs réformes du système éducatif allant de la Réforme de l'enseignement de 1962 au Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC I) en 1998. Cette dernière réforme couvre toutes les composantes du secteur éducatif dont la finalité, selon la Loi N°99-046 du 28 décembre 1999, modifiée, portant loi d'orientation sur l'Education, est de « former un citoyen patriote et bâtisseur d'une société démocratique, un acteur du développement profondément ancré dans sa culture et ouvert à la civilisation universelle, maîtrisant les savoir-faire populaires et apte à intégrer les connaissances et compétences liées aux progrès scientifiques, techniques et à la technologie moderne».

De 2003 à nos jours, le département de l'éducation a fait valider et adopter les documents de politique sectorielle en matière de : formation (initiale et continue des enseignants), scolarisation des filles, éducation non formelle, enseignement secondaire technique et professionnel, développement de la petite enfance, éducation spéciale, alimentation scolaire, manuel scolaire et matériel didactique et politique linguistique. Le processus de validation des documents de politiques nationales de santé scolaire et de construction citoyenne est en cours.

L'opérationnalisation du PRODEC I (2001-2010) prorogé jusqu'en 2013, à travers la mise en oeuvre des phases successives du Programme d'Investissement pour le Secteur de l'Education (PISE) a permis de mesurer les différentes réalisations du secteur. Cependant, l'analyse des grandes options et orientations de la politique éducative du Mali, des stratégies globales développées, du coût et du financement du secteur impose aux acteurs et partenaires d'accroitre les moyens humains et financiers conséquents pour pouvoir atteindre les objectifs assignés au secteur de l'Education/Formation dans le cadre du Programme intérimaire initié pour 2014-2015 et étendu à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle en 2015-2016 et prorogé jusqu'en 2017 en attendant l'élaboration du PRODEC II.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux Brut de Scolarisation (TBS) au 1er Cycle du Fondamental	%	-	69,0	67,7	78,9
2	Taux de préscolarisation	%	-	4,1	4,4	5,8
3	Ratio maître/groupe pédagogique au fondamental 1	Nombre	-	1,3	1,4	1,3
4	Pourcentage d'enseignants qualifiés au fondamental 1	%	-	25,3	30,6	35,9
5	Ratio manuel par élève au 2ème cycle dans les 7 matières de base (Mathématiques, Français, Histoire, Géographie, Sciences physiques, Sciences Naturelles et Education Civique et morale)	Nombre	-	3,7	3,9	4,2
6	Pourcentage d¿enfants orientés dans les filières professionnelles	%	-	51	36	26

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	38 348 240	37 292 703	36 487 538	40 224 001
Développement de l'Education de Base	250 511 024	176 830 894	184 774 621	204 070 739
Développement de l'Enseignement Secondaire Général	8 781 265	19 402 393	20 753 936	22 276 388
Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	3 073 059	53 736 625	59 173 054	62 730 286
Développement de l'Enseignement Supérieur		65 471 752	61 314 942	61 897 308
Total :	**300 713 588**	**352 734 367**	**362 504 091**	**391 198 722**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	196 237 132	200 503 608	205 324 352	229 693 507
Biens et services	44 286 449	42 460 005	48 633 578	50 191 855
Transferts et subventions	11 706 894	65 163 262	67 707 527	68 381 867
Investissement	48 483 113	44 607 492	40 838 634	42 931 493
Total :	**300 713 588**	**352 734 367**	**362 504 091**	**391 198 722**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.017 Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme administration générale est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du Ministère. Il est essentiellement composé des structures transversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du Ministère dans la mise en oeuvre de leurs actions. Il a pour objet la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.017 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à (i) l'insuffisance des ressources humaines (personnel enseignant), matérielles et financières (ii) la production des données statistiques, (iii) la gouvernance du système.

Ces objectifs sont traduits en indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs évolutions et de faire des projections à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financière

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'execution du budget du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte Administratif					
Précision Méthodologique : (crédits liquidés/crédits notifiés)*100					
1.2 Taux d'execution du plan de passation de marchés publics	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la Direction des Finances et du Matériel (DFM)					
Précision Méthodologique : (nombres des marchés attribués/nombres total de marchés programmés)*100					
1.3 Pourcentage de personnel récruté	%	50	60	70	70
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la Direction des Ressorces Humaines (DRH)					
Précision Méthodologique : (Nombre enseignants récrutés/Besoins exprimés)*100					
1.4 Taux de réalisation des missions de suivi-Evaluation des actions de l'UNESCO et de l'ISESCO	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de CNMUI					
Précision Méthodologique : (Nombre de mission réalisées/nombre de mission programmées) X100					

Objectif 2: Ameliorer la coordination et le suivi évaluation des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'execution financière des programmes/projets du département	%	85,30	90,5	95	95
Moyen de Vérification : Rapport revue des projets					
Précision Méthodologique : (montant des projest exécutés au 31/12 de l'année N-1/montant total des projets au 31/12 de l'année N-1)*100					
2.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions conjointes du programme	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de mission du département					
Précision Méthodologique : (nombre de recommandation mises en oeuvres N-1/nombre de recommandations formulés N-1)*100					

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Pourcentage de compétenses mises en oeuvres	%	94,44	95	100	100

Moyen de Vérification : Rapport CADDE
Précision Méthodologique : (nombre de compétences mises en oeuvres/nombre total de compétences transférées)*100

3.2 Pourcentage des ressources transferées aux CT et allouées aux SD	%	83,30	84	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la Direction des Finances et du Matériel (DFM)
Précision Méthodologique : (ressources transferées/ressoyrces à transferées)*100

Objectif 4: Renforcer le controle interne					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 pourcentage de services du département ayant réçu une mission de controle interne	%	90	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département
Précision Méthodologique : (nombre de services ayant réçu une mission de controle /nombre total de services du département)*100

4.2 pourcentage des services ayant appliqué les recommandations de la mission de controle interne	%	90	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département
Précision Méthodologique : (nombre de services du département ayant appliqué les recommandations de la mission de controle interne/nombre total des services ayant reçus une mission)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	23 642 176	23 680 619	22 257 132	25 487 981
Biens et services	8 105 540	9 732 891	9 641 398	9 941 438
Transferts et subventions	3 247 946	2 490 239	3 222 521	3 243 042
Investissement	3 352 578	1 388 954	1 366 487	1 551 540
Total :	**38 348 240**	**37 292 703**	**36 487 538**	**40 224 001**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Coordination et Pilotage des Politiques nationales d'éducation et de formation	3 404 163	3 245 959	3 479 099	3 725 756
Conception, évaluations et encadrements pédagogiques et administratifs	3 328 767	2 827 036	3 375 201	3 553 302
Gestion financière et matérielle	29 050 708	28 698 942	26 892 824	29 932 641
Gestion des ressources humaines du secteur	1 914 163	1 871 994	1 994 568	2 217 655
Décentralisation et déconcentration des compétences et des ressources au sein du département	127 671	93 828	127 813	134 172
Planification, Programmation et Suivi-évaluation	522 768	468 124	532 805	569 177
Mise en oeuvre des actions de l'UNESCO et de l'ISESCO au Mali		86 820	85 228	91 298
Total :	**38 348 240**	**37 292 703**	**36 487 538**	**40 224 001**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	206	177	179	181
CATEGORIE B1	67	58	58	58
CATEGORIE B2	54	58	58	58
CATEGORIE C	33	30	30	30
CONTRACTUEL	221	219	223	227
Total :	**581**	**542**	**548**	**554**

Action 01 Coordination et Pilotage des Politiques nationales d'éducation et de formation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 447 710	1 447 710	1 514 304	1 696 020
Biens et services	1 495 528	1 798 249	1 964 795	2 029 736
Investissement	460 925			
Total	**3 404 163**	**3 245 959**	**3 479 099**	**3 725 756**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel (Cabinet)	1 447 710
2.2.1	Suivi et évaluation des services	1 798 249
Total		**3 245 959**

Action 02 Conception, évaluations et encadrements pédagogiques et administratifs

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	876 507	876 507	916 824	1 026 841
Biens et services	2 452 260	1 950 529	2 458 377	2 526 461
Total	**3 328 767**	**2 827 036**	**3 375 201**	**3 553 302**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Organisation des examens	1 657 097
1.3.2	Renforcement de capacité des professeurs, des inspecteurs et du personnel administratif	53 490
4.2.1	Prise en charge des dépenses du personnel (DNP, CNECE, IGEN)	876 507
4.2.2	Relecture et mise en oeuvre de la politique du manuel scolaire	100 192
4.2.3	Poursuite de la mise en oeuvre du curriculum	53 200
4.2.4	Mise en oeuvre de la politique de santé scolaire	47 632
4.2.5	Encadrement pédagogique et suivi de la réforme	38 918
Total		**2 827 036**

Action 03 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	19 391 605	19 391 605	17 770 829	20 463 326
Biens et services	3 689 504	5 573 144	4 703 797	4 856 573
Transferts et subventions	3 177 946	2 440 239	3 152 521	3 168 282
Investissement	2 791 653	1 293 954	1 265 677	1 444 460
Total	**29 050 708**	**28 698 942**	**26 892 824**	**29 932 641**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	19 391 605
1.1.2	Préparation, éxecution et suivi du BP	4 237 182
1.1.4	Appui à l'enseignement privé catholique	1 943 263
1.1.5	Prise en charge des dépenses diverses du transfert (bourses)	242 977
1.1.6	Prise en charge des dépenses d'entretien courant de Batiments	991 766
1.2.1	Acquisition de services et équipements	1 293 954
4.1.1	Mise en oeuvre du controle interne des services	598 195
Total		**28 698 942**

Action 04 Gestion des ressources humaines du secteur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 738 466	1 738 466	1 818 434	2 036 645
Biens et services	175 697	133 528	176 134	181 010
Total	**1 914 163**	**1 871 994**	**1 994 568**	**2 217 655**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.3	Prise en charge des dépenses du personnel	914 036
1.3.4	Recrutement et gestion des carrières des agents	824 430
1.3.5	Elaboration et mise en oeuvre du plan de formation d'agents des services	133 528
Total		**1 871 994**

Action 05 Décentralisation et déconcentration des compétences et des ressources au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	57 671	43 828	57 813	59 412
Transferts et subventions	70 000	50 000	70 000	74 760
Total	**127 671**	**93 828**	**127 813**	**134 172**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Renforcement des capacités des structures d'appui en gestion de l'école en mode déconcentré	17 764
3.2.1	Réalisation de missions de suivi des ressources mises à la disposition des SD et CT	26 064
3.2.2	Appui PAGAM/GFP (CADDE/MEN)	50 000
Total		**93 828**

Action 06 Planification, Programmation et Suivi-évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	187 888	187 888	196 530	220 113
Biens et services	234 880	185 236	235 465	241 984
Investissement	100 000	95 000	100 810	107 080
Total	**522 768**	**468 124**	**532 805**	**569 177**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.2	Prise en charge des dépenses du personnel (CPS)	187 888
2.1.3	Réalisation des travaux de planification et de programmation	185 236
2.2.2	Projet d'Appui à la CPS (y compris la tenue de la revue du département)	95 000
Total		**468 124**

Action 07 Mise en oeuvre des actions de l'UNESCO et de l'ISESCO au Mali

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 07 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		38 443	40 211	45 036
Biens et services		48 377	45 017	46 262
Total		**86 820**	**85 228**	**91 298**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 07 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.1	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	32 064
1.4.2	Approvissionnement du service en carburants et lubrifiants.	7 558
1.4.3	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	8 755
1.4.4	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	38 443
Total		**86 820**

Le Programme : 2.041 Développement de l'Education de Base

Responsable du programme : Le Directeur National de l'Enseignement Fondamental

a) Présentation stratégique du programme :

L'éducation de base comprend l'éducation préscolaire, l'éducation spéciale (Enfants à Besoins Educatifs Spéciaux), l'enseignement fondamental, l'alimentation scolaire, l'enseignement normal, et l'éducation non formelle.

Ce programme comprend les sous-composantes suivantes :

- Développement de la Petite Enfance:

L'objectif de ce sous-programme « Développement de la Petite Enfance » est d'accroitre l'accès des jeunes enfants de 3 à 6 ans à l'éducation préscolaire et d'améliorer la qualité et la gestion des structures en charge de l'éducation préscolaire. Le développement de la petite enfance contribue à l'épanouissement du jeune enfant, sa socialisation et sa préparation à l'enseignement fondamental.

Les statistiques de 2016 font état de 4,4% de taux de préscolarisation, 106 500 enfants encadrés par 6 811 encadreurs dans 1 628 CDPE.

- Enfants à besoins éducatifs spéciaux et des enfants vulnérables

Les Enfants à Besoins Educatifs Spéciaux (EBES) désignent tous les enfants et adolescents ayant des problèmes psycho-affectifs ou porteurs de handicaps et tous ceux vulnérables et n'ayant pas accès à un service éducatif.

Le développement de la Petite Enfance, des Enfants à Besoins Educatifs Spéciaux et des enfants vulnérables est géré par la Direction Nationale de l'éducation Préscolaire et Spéciale. Cette Direction est créée par la Loi n°2011-001 du 29 avril 2011. Elle a pour mission

d'élaborer les éléments des politiques nationales dans le domaine de l'éducation préscolaire et de l'éducation spéciale et d'assurer la coordination et le contrôle de leur mise en oeuvre. On dispense ces enseignements dans les Centres de Développement de la Petite Enfance (CDPE) ex Jardins d'enfants publics, communautaires, privés, dans les medersas et dans les Institutions d'éducation Spéciale (IES).

- Enseignement Fondamental

La stratégie globale à ce niveau consistera à développer une éducation de base de qualité pour tous, à amener les filles à l'école, les y maintenir jusqu'à la fin du fondamental tout en réduisant les écarts avec les garçons.

L'enseignement fondamental est géré par la Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental créée par la Loi n°2011-023 du13 juin 2011. Elle a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière d'enseignement fondamental et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en oeuvre. La mise en oeuvre des éléments de politique de cet ordre d'enseignement est assurée par les Académies d'Enseignement (20) et les Centres d'Animation Pédagogique (99).

L'enseignement fondamental est aujourd'hui dispensé dans les écoles fondamentales publiques et privées au nombre de 13 274 avec un effectif total de 2 352 462 élèves et dans les seconds Cycles publics et privés au nombre de 4 193 avec un effectif de 684 553 élèves, encadrés respectivement par 60 062 et 27 243 enseignants. Le fondamental 1 compte 56 409 salles de classes et le fondamental 2, compte 15 523 salles de classes.

- Scolarisation des Filles

Le développement de la scolarisation au cours des dernières années a permis d'augmenter la proportion d'enfants scolarisés sans pour autant réduire les écarts entre garçons et filles. Le Taux Brut de Scolarisation des filles, en 2009, est de 73% contre 91,2% pour les garçons, soit un écart de 18,2 points de pourcentage. Cet écart dans le TBS entre filles et garçons est de 14,2 points en 2016. Le même constat est perceptible au niveau de l'achèvement de la scolarisation et de la réussite des filles. Certes, des progrès ont été réalisés depuis, mais force est de reconnaître que les écarts demeurent.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs :

Les objectifs spécifiques du programme, assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Développer une éducation de base de qualité pour tous

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 taux d'achèvement au fondamental 1	%	62,5	73.2	75	75
Moyen de Vérification : Annuaire statistique					
Précision Méthodologique : (nouveaux admis en 6ème année/population inscrite)*100					
1.2 taux brut d'admission au fondamental 1	%	73,25	76.8	78	78
Moyen de Vérification : Annuaire statistique					
Précision Méthodologique : (nouveaux admis en 1ère année / pomulation scolarisable)*100					
1.3 pourcentage de néo alphabéte prodtuit	%	75,50	68.45	70	70
Moyen de Vérification : Rapport bilan annuel (CNR-ENF)					
Précision Méthodologique : (nombre néo-alphabétes/nombre d'auditeurs inscrits)*100					

Objectif 2: Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 taux de scolarisation des filles au fondamental 1	%	81,60	88.7	90	90
Moyen de Vérification : Annuaire statistique					
Précision Méthodologique : (effectif total des filles du fondamental1 / popiulation scolarisable des filles du fondamental 1)*100					
2.2 pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	%	36,30	37.00	40	40
Moyen de Vérification : Annuaire statistique					
Précision Méthodologique : (effectif des enseignantes du fondamental 1/effectif total des enseignants du fondamental 1/*100					

Objectif 3: Dynamique la pratique de l'éducation physique et sportive dans les écoles					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 pourcentage des écoles disposant d'infrastructures sportives	%	46,2	50	70	70

Moyen de Vérification : Rapport d'activités des CAP, AE, IFM, DNEF, DNEN
Précision Méthodologique : (nombre d'écoles disposant d'infrastructures sportive/nombre total des écoles)*100

3.2 pourcentage d'AE ayant organisée des compétitions sportives	%	90	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités des structures CAP, AE, IFM, DNEF, DNEN
Précision Méthodologique : (nombre de CAP, AE ayant organiés des compétions sportives/nombre total des CAP, AE)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	171 562 612	148 948 793	155 797 368	174 005 373
Biens et services	30 864 238	18 674 441	22 454 720	23 192 403
Transferts et subventions	8 144 051	422 169	448 212	451 710
Investissement	39 940 123	8 785 491	6 074 321	6 421 253
Total :	**250 511 024**	**176 830 894**	**184 774 621**	**204 070 739**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Education préscolaire et spéciale	1 022 379	1 000 711	559 856	588 560
Enseignement Fondamental	243 231 120	175 282 915	183 453 477	202 686 510
Enseignement Normal	27 501	20 899	27 596	28 422
Education Non formelle	6 230 024	526 369	733 692	767 247
Total :	**250 511 024**	**176 830 894**	**184 774 621**	**204 070 739**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	2 270	2 701	2 192	2 228
CATEGORIE B		2 021	1	1
CATEGORIE B1	435	635	439	445
CATEGORIE B2	6 712	42 447	6 123	6 224
CATEGORIE C	504	1 509	506	511
CONTRACTUEL	2 324	2 249	2 282	2 315
Total :	**12 245**	**51 562**	**11 543**	**11 724**

Action 01 Education préscolaire et spéciale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	266 290			
Biens et services	190 253	164 211	207 021	213 780
Investissement	565 836	836 500	352 835	374 780
Total	**1 022 379**	**1 000 711**	**559 856**	**588 560**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Réalisation de missions de supervision des activités de DPE et ES et renforcement des capacités	96 305
1.1.2	Projet 1 Programme Multi acteur appui petite enfance	190 000
1.1.3	Projet 2 Projet pilote d'appui aux EBES	142 500
1.1.4	Mise en oeuvre de l'Appui Budgétaire Sectoriel Suisse	504 000
1.1.5	Acquisition de biens et services au profits des écoles de formation des éducateurs préscolaires et des jardins d'enfants	67 906
Total		**1 000 711**

Action 02 Enseignement Fondamental

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	171 244 754	148 897 225	155 743 428	173 944 961
Biens et services	30 618 983	18 468 432	22 192 536	22 921 873
Transferts et subventions	7 893 096	196 267	199 267	201 523
Investissement	33 474 287	7 720 991	5 318 246	5 618 153
Total	**243 231 120**	**175 282 915**	**183 453 477**	**202 686 510**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Prise en charge des dépenses de personnel	148 897 225
1.2.3	Projet de construction et équipement IFM	332 500
2.1.1	Mise en oeuvre de la politique nationale de SCOFI	174 569
2.1.2	Mise en oeuvre de la politique nationale de l'ALISCO	1 911 124
2.2.1	Amélioration des rendements scolaires	1 788 282
3.1.1	Acquisition d'équipements pédagogiques et divers	4 930 849
3.2.1	Suivi/supervision des activités pédagogiques et renforcement des capacités des acteurs	3 594 287
3.2.2	Formation des enseignants	1 365 997
3.2.3	Suivi de la mise en oeuvre de la politique éducative (services déconcentrés et décentralisés)	12 288 081
Total		**175 282 915**

Action 03 Enseignement Normal

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	27 501	20 899	27 596	28 422
Total	**27 501**	**20 899**	**27 596**	**28 422**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.5	Mise en oeuvre de la formation continue des maitres	20 899
Total		**20 899**

Action 04 Education Non formelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	51 568	51 568	53 940	60 412
Biens et services	27 501	20 899	27 567	28 328
Transferts et subventions	250 955	225 902	248 945	250 187
Investissement	5 900 000	228 000	403 240	428 320
Total	**6 230 024**	**526 369**	**733 692**	**767 247**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.4	Mise en oeuvre du projet d'appui éducation bilingue	95 000
1.3.1	Prise en charge des dépenses du personnel	51 568
1.3.2	Renforcement des capacités des acteurs de la DNENF-LN	21 065
1.3.3	Renforcement des capacités des acteurs du CNR-ENF	225 736
1.3.6	Projet Appui Programme Vigoureux Alphabétisation	133 000
Total		**526 369**

Le Programme : 2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Responsable de Programme : Le Directeur National de l'Enseignement Secondaire Général

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 2.042 vise à faire acquérir aux élèves des connaissances générales, théoriques et pratiques, en vue de leur permettre de poursuivre des études supérieures. Il est aussi chargé de veiller au bon fonctionnement des établissements d'enseignement publics et privés d'enseignement secondaire.

Le programme poursuit les objectifs suivants :

1. améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général ;
2. accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.

Ce programme comporte la sous-composante suivante :

- l'Enseignement Secondaire Général :

L'Enseignement Secondaire Général a pour mission de faire acquérir aux élèves des connaissances générales, théoriques et pratiques, des modes et des moyens de pensée constituant la base commune des diverses spécialités du savoir, en vue de leur permettre de poursuivre des études supérieures ou de s'insérer dans la vie active.

L'enseignement secondaire général est géré par une Direction créée par l'Ordonnance N°01-050/P-RM du 25 septembre 2001, ratifiée par la Loi N°01-089 du 28 novembre 2001. La Direction Nationale de l'Enseignement Secondaire Général a pour mission, entre autres, l'élaboration de la politique nationale en matière d'enseignement secondaire général et de veiller à la mise en oeuvre de cette politique, en relation avec les structures compétentes du Ministère chargé de l'éducation.

L'Enseignement Secondaire Général est dispensé dans les lycées d'Enseignement Secondaire Général publics (73) et privés dont le nombre dépasse sept cents (700). Ces établissements ont un effectif en 2016 d'environ 197 434 élèves dont 77 770 au public et au para public et encadré par 14 346 professeurs dont 3 469 au public et para public. Les études au niveau de l'Enseignement secondaire général sont sanctionnées par le Baccalauréat Général. Cet ordre d'enseignement reçoit les élèves titulaires du Diplôme d'Etudes Fondamentales ou d'un titre équivalent, remplissant les conditions d'accès fixées par un arrêté du Ministre en charge de l'Enseignement Secondaire Général.

Suite aux recommandations du forum national sur l'éducation tenu du 30 octobre au 02 novembre 2008, le Décret N°138/PRM du 06 juin 1980 a été relu et remplacé par le Décret N°2011-234/P-RM du 12 mai 2011 portant organisation de l'Enseignement Secondaire Général en vue d'adapter les filières et séries à l'évolution de l'environnement national et sous régional.

Ainsi l'Enseignement Secondaire Général comporte :

- au niveau de la 10ème année, une série commune (10ème commune) ;

- au niveau de la 11ème année, trois (3) séries dénommées respectivement : 11ème Lettre (11ème L), 11ème Sciences Economiques et Sociales (11ème SES) et 11ème Sciences (11ème S)

- au niveau de la 12ème année, six (6) séries dénommées respectivement : Terminale Langue Lettre (TLL), Terminale Art Lettre (TAL), Terminale Sciences Sociales (TSS), Terminale Sciences Expérimentales (TSExp), Terminale Sciences Exactes (TSE) et Terminales Sciences Economiques (TSEco).

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la réforme dès la rentrée scolaire 2011-2012, le département a procédé :

- au lancement de la formation continue des enseignants (du public et du privé) à l'Approche par Compétences (APC) ;

- au recrutement et à la formation des professeurs d'économie, de langues nationales et d'informatique.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs spécifiques du programme, assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 taux de reussite au BAC	%	31	33	50	50
Moyen de Vérification : Rapport du CNE-CE					
Précision Méthodologique : (effectif admis au BAC/effectif total des présentés au BAC)*100					
1.2 taux de passage en classes supérieures	%	60	90	70	70
Moyen de Vérification : Décisions de passage, rédoublement et exclusion					
Précision Méthodologique : (effectif des élèves passant en classe supérieure/effectif total des classes de 10ème et 11ème)*100					

Objectif 2: Accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 pourcentage de lycées publics construits par an	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport DNESG					
Précision Méthodologique : (nombre de lycées construits par an/nombre de lycées prévus par an)*100					
2.2 Radio élèves / salle de classe	ratio	40	40	40	40
Moyen de Vérification : Annuaire statistique / DNESG					
Précision Méthodologique : (effectif des élèves /nombre total de salles de classe utilisées)					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	657 369	7 981 000	8 429 185	9 407 216
Biens et services	3 824 170	4 436 519	5 364 589	5 529 207
Investissement	4 299 726	6 984 874	6 960 162	7 339 965
Total :	**8 781 265**	**19 402 393**	**20 753 936**	**22 276 388**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Enseignement sécondaire général	8 781 265	19 402 393	20 753 936	22 276 388
Total :	**8 781 265**	**19 402 393**	**20 753 936**	**22 276 388**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	63	1 919	55	55
CATEGORIE B		9	0	0
CATEGORIE B1	23	44	22	22
CATEGORIE B2	27	141	24	24
CATEGORIE C	10	10	10	10
CONTRACTUEL	51	48	48	48
Total :	**174**	**2 171**	**159**	**159**

Action 01 Enseignement sécondaire général

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	657 369	7 981 000	8 429 185	9 407 216
Biens et services	3 824 170	4 436 519	5 364 589	5 529 207
Investissement	4 299 726	6 984 874	6 960 162	7 339 965
Total	**8 781 265**	**19 402 393**	**20 753 936**	**22 276 388**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	7 981 000
1.2.1	Supervision pédagogique et renforcement des capacités des acteurs	981 845
1.2.2	Gestion des demi-bourses, frais et fournitures scolaires	6 241 817
2.1.1	Projet de construction d'équipements de lycées	2 090 000
2.2.1	Acquisition d'équipements	2 107 731
Total		**19 402 393**

Le Programme : 2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

Responsable de Programme : Le Directeur National de l'Enseignement Technique et Professionnel

a) Présentation stratégique du programme :

Depuis 1998, le Gouvernement du Mali, a entrepris la réforme de son système éducatif à travers le Programme Décennal de Développement de l'Education (PRODEC), qui a fait de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETP) son second axe prioritaire après l'éducation de base.

En attendant la définition des grandes orientations du PRODEC II, les réformes en cours de l'ETP visent essentiellement :

- le développement du partenariat écoles entreprises et organisations professionnelles ;
- la redéfinition des filières de formation de l'ETP en tenant compte des besoins socio-économiques, tout en mettant l'accent sur les filières industrielles et agro sylvo pastorales ;
- l'autonomisation des Centres et Instituts de formation professionnelle publics ;
- l'implantation de l'approche par compétences comme mode de fonctionnement pédagogique, pour l'instauration de la qualité de formation et de normalisation de l'évaluation des apprentissages ;
- le suivi de l'insertion socioprofessionnelle des sortants de l'ETP.

Le programme 2.043 « Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel» vise d'une part, à former du personnel qualifié compétent à l'exercice d'un métier ou d'un emploi nécessaire au développement économique et social du pays (certificat d'aptitude professionnelle CAP deux ans après le DEF, brevet de technicien BT quatre ans après le DEF et baccalauréat professionnel BAC PRO trois ans après le DEF), et d'autre part, à offrir des formations scientifiques et techniques aux élèves pour leur accès à l'enseignement

supérieur (BAC technique trois ans après le DEF).

Le programme vise trois objectifs :

- améliorer la qualité des apprentissages de l'enseignement secondaire technique et professionnel
- améliorer l'employabilité des apprenants de l'ESTP
- améliorer l'accès des apprenants de l'ESTP aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC).

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs spécifiques du programme, assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Améliorer la qualité des apprentissages de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'admission par examen	%	55	65	60	65

Moyen de Vérification : Rapport des examens du CNE-CE

Précision Méthodologique : (nombre des candidats admis/nombre total des candidats présentés)*100

Objectif 2: Améliorer l'employabilité des apprenants

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux des apprenants inscrits dans la dispositif de formation basé sur l'acquisition des compétences	%	30	35	40	40

Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année des AE et établissements et base de données actualisées de la DNETP

Précision Méthodologique : (total des inscrits dans les dispositifs de formation basé sur l'APC/total des élèves inscrits)

2.2 Pourcentage d'établissements publics ayant élaborés et mis en oeuvre leurs projets d'établissement	%	20	50	80	80

Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année des AE et établissements et base de données actualisées de la DNETP

Précision Méthodologique : (total d'établissement ayant élaboré et mis en oeuvre leurs leurs projets d'établissement/total établiss publics)*100)

Objectif 3: Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 pourcentage des élèves fréquentant des flières porteuses	%	48	50	53	53

Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année des AE et établissements et base de données actualisées de la DNETP

Précision Méthodologique : (total des filles et garçon fréquentant les filères porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale-TIC)

3.2 pourcentage de filles frequentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC	%	35	40	45	45

Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année des AE et établissements et base de données actualisées de la DNETP

Précision Méthodologique : (total des filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC/total des filles)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	374 975	15 665 163	18 062 527	20 158 189
Biens et services	1 492 501	8 946 125	10 611 675	10 934 036
Transferts et subventions	314 897	6 857 446	8 008 061	8 050 588
Investissement	890 686	22 267 891	22 490 791	23 587 473
Total :	**3 073 059**	**53 736 625**	**59 173 054**	**62 730 286**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Enseignement Technique et professionnel	3 073 059	53 736 625	59 173 054	62 730 286
Total :	**3 073 059**	**53 736 625**	**59 173 054**	**62 730 286**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	33	2 455	29	29
CATEGORIE B		65	0	0
CATEGORIE B1	7	33	7	7
CATEGORIE B2	20	2 608	21	21
CATEGORIE C	15	22	14	14
CONTRACTUEL	25	25	25	25
Total :	**100**	**5 208**	**96**	**96**

Action 01 Enseignement Technique et professionnel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	374 975	15 665 163	18 062 527	20 158 189
Biens et services	1 492 501	8 946 125	10 611 675	10 934 036
Transferts et subventions	314 897	6 857 446	8 008 061	8 050 588
Investissement	890 686	22 267 891	22 490 791	23 587 473
Total	**3 073 059**	**53 736 625**	**59 173 054**	**62 730 286**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	15 640 212
1.1.2	Prise en charge des frais scolaires des élèves orientés dans les établ privés	21 690 747
2.1.1	Acquisition d'équipements	703 657
2.2.1	Mise en oeuvre de la réforme de l'ESTP et renforcement des capacités des acteurs	7 563 081
3.1.1	Gestion des demi-bourses, pension alimentaires des IFP agro-sylvo-pastoraux et fournitures scolaires	8 138 928
Total		**53 736 625**

Le Programme : 2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur

Responsable du Programme : Le Conseiller Technique en chargé de l'Enseignement Supérieur

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme « Développement de l'Enseignement Supérieur » vise la formation supérieure générale pratique et spécialisée, la diffusion de la culture et des connaissances ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants et des apprenants.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.045 est de poursuivre les objectifs suivants :

- améliorer les capacités d'accueil et d'encadrement dans le supérieur ;
- adapter l'offre de formation et de recherche aux besoins de la société ;
- améliorer l'efficacité interne du sous-secteur ;
- développer les oeuvres universitaires.

Objectif 1: Rendre plus efficaces et plus efficients les programmes du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique (MESRS)

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des missions de coordination et de suivi du Programme d'activités du département	%	100,00	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel du cabinet					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/nombre de missions programmées) X100					
1.2 Ratio apprenants/ Enseignants de rang Magistral	Nombre	100,00	40	35	30
1.3 Taux de réalisation des activités des CNELA	%	100,00	100,00	100,00	100,00

Objectif 2: Améliorer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du MESRS

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget alloué au MESRS		18,18	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Taux d'exécution du budget alloué au MESRS					
Précision Méthodologique : (Crédit liquidé/Crédit notifié) X100					
2.2 Taux d'élaboration des documents de planification-programmation et de suivi		80,30	100,00	100,00	100,00
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DFM et de la CPS-SE					
Précision Méthodologique : (Nombre des documents planification-programmation et de suivi élaborés / Nombre des documents planification et de suivi à élaborer) x 100					
2.3 Taux d'exécution du programme d'appui des établissements pour la formation en gouvernance universitaire	%	100,00	65,00	70,00	80,00
2.4 Pourcentage des nouveaux inscrits dans les filières courtes professionnelles	%	-	21,33	24,33	57,40
Moyen de Vérification : Annuaire statistique					
Précision Méthodologique : (Effectif total de nouveaux bacheliers inscrits dans les filières courtes professionnelles du public /effectif total de nouveaux bacheliers) X100					

Objectif 3: Améliorer l'efficacité interne du sous-secteur

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.3 Pourcentage d'établissements d'enseignement supérieur disposant un plan stratégique adopté	%	100,00	100,00	100,00	100,00

Objectif 4: Améliorer les oeuvres universitaires

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Ratio apprenants/lits	Nombre	100,00	1	1	1
4.2 Ratio du nombre d'apprenants/Nombre de place dans le Bus	Nombre	100,00	1	1	1

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		4 228 033	778 140	634 748
Biens et services		670 029	561 196	594 771
Transferts et subventions		55 393 408	56 028 733	56 636 527
Investissement		5 180 282	3 946 873	4 031 262
Total :		**65 471 752**	**61 314 942**	**61 897 308**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Orientation et suivi de la mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique		6 577 343	2 794 773	2 692 229
Gestion des oeuvres universitaires		22 428 381	22 713 709	22 984 435
Mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur		36 466 028	35 806 460	36 220 644
Total :		**65 471 752**	**61 314 942**	**61 897 308**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		1 636	1 669	1 703
CATEGORIE B1		138	139	140
CATEGORIE B2		213	216	219
CATEGORIE C		111	111	111
CONTRACTUEL		157	158	159
Total :		**2 255**	**2 293**	**2 332**

Action 01 Orientation et suivi de la mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientif

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		4 228 033	778 140	634 748
Biens et services		670 029	561 196	594 771
Transferts et subventions		1 679 281	1 455 437	1 462 710
Total		**6 577 343**	**2 794 773**	**2 692 229**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Appuis techniques et finananciers à la participation au fonctionnement (PRODEC)	50 610
1.1.2	Réalisation des activités de suivi des normes étudiants-places	80 000
1.2.1	Réalisation des activités de suivi des normes étudiants-Enseignants	15 000
1.3.1	Prise en charge de l'organistion des sessions de la CNELA	13 466
2.1.1	Paiement de la cotisation du personnel du département à la caisse nationale de la sécurité du Mali et accessoires	1 003 901
2.1.2	Paiement des salaires liées aux recrutements du personnel et accessoires	2 688 653
2.1.3	Prise en charge des frais de location des salles de cours	15 404
2.1.4	Appui technique et financier à la réalisation des activités du système LMD au Mali	46 438
2.2.1	Appui financier à la réalisation des missions assignées	33 470
2.3.1	Traitement, authentification et équivalences des dossiers de candidatures ; Habilitation des offres de formation (CNH) ; Concours et examens d'entrée dans les écoles Inter-Etats et autres activités des MU	327 261
2.3.2	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	153 209
2.3.3	Approvissionnement du service en fournitures et de matériels pour les examens	17 248
2.3.4	Approvissionnement du service en carburants et lubrifiants	65 534
2.3.5	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	12 137
2.3.6	Prise en charge des dépense liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement	20 000
2.3.7	Prise en charge des missions	10 786
2.3.8	Règlement des redevances téléphoniques et Abonnement Internet	28 474
2.3.9	Achat de timbres et expédition de courriers	1 419
2.3.10	Achat des matériels consommables et divers.	56 275
2.3.11	Règlement des redevances électriques	16 660
2.3.13	Traitement et paiement des salaires du personnel EPA et accessoires	175 000
2.3.14	Organisation des missions, des rencontres, des appuis techniques à la mise en place des MU et des dépenses y afférentes	93 801
2.3.15	Appui financier à la réalisation des missions assignées	16 078
2.3.16	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	208 218
2.3.17	Paiement des bourses et trousseaux des Etudiants à l'Etranger	1 428 300
Total		**6 577 344**

Action 02 Gestion des oeuvres universitaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		21 597 805	21 623 883	21 840 119
Investissement		830 576	1 089 826	1 144 316
Total		**22 428 381**	**22 713 709**	**22 984 435**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Traitement des bourses des Etudiants nationaux et autres	25 000
4.1.2	Acquisition de materiels didactiques, pédagogiques et autres dépenses liées .	4 080 336
4.1.3	Approvissionnement du service en matériels pédagogiques et sportifs , des équipements médicaux-sanitaires, des médicaments et autres dépenses y afférentes.	262 667
4.1.4	Paiement des bourses et trousseaux des Etudiants nationaux	15 700 000
4.1.5	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	453 864
4.1.6	Appui financier à la réalisation des missions assignées	649 638
4.1.7	Règlement des redevances	426 300
4.1.8	Prise en charge des dépense liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement et autres services liés de la cité de KABALA	435 784
4.1.9	Réalisation des activités de réhabilitation/Equipement des infrastructures du CENOU	285 000
4.2.1	Réalisation des actives relatives aux ¿uvres universitaires	109 792
Total		**22 428 381**

Action 03 Mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		32 116 322	32 949 413	33 333 698
Investissement		4 349 706	2 857 047	2 886 946
Total		**36 466 028**	**35 806 460**	**36 220 644**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.1	Appui financier à la réalisation des missions assignées	33 470
2.2.2	Appui financier à la réalisation des missions d'examens	38 000
2.2.3	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires de l'INJS	190 706
2.4.1	Traitement et paiement des salaires du personnel et accessoires	13 568 979
2.4.2	Paiement des indenminités d'heures supplémentaires effectuées par les enseignants et personnel administratif et technique	6 717 734
2.4.3	Approvissionnement du service en matériels de fonctionnement	592 745
2.4.4	Acquisition de materiels didactiques, pédagogiques, et équipements de laboratoire et autres dépenses liées .	3 591 898
2.4.5	Organisation des Atéliers de formation et autres	155 869
2.4.6	Mainténance etentretien du matériel informatique et divers	47 859
2.4.7	Entretien et réparation du parc auto et divers, ainsi que l'approvissionnement en carburants et lubrifiants	235 102
2.4.8	Organisation des Examens des IES	722 615
2.4.9	Réalisation des missions de suivi-Evaluation	18 922
2.4.10	Réalisation des missions à l'extérieur	73 241
2.4.11	Règlement des redevances electriques	810 875
2.4.12	Règlement des redevances d'eau	131 172
2.4.13	Règlement des redevances téléphoniques et Abonnement Internet	129 354
2.4.14	Achat de timbres et expédition de courriers	6 612
2.4.15	Paiement des frais de location des bâtiments administratifs baillés	369 840
2.4.16	Prise en charge des dépense liées au gardiennage, au nettoyage et autres services d'assainissement	315 317
2.4.17	Assurer la Prise en charge des dépenses de formation du personnel enseignant, administratif et technique	978 994
2.4.18	Prise en charge de la Préparation et la Participation des candidats au concours d'agrégation du CAMES	99 750
2.4.19	Prise en charge des Atéliers de formation, fourniture et achat de carburants	1 368 457
2.4.20	Achat de fournitures, de matériels d'examen pour les IES et frais liés.	291 681
2.4.22	Appui au fonctionnement du système LMD	58 868
2.4.23	Appui au fonctionnement (réseau intranet CISCO-UVA)	9 226
2.4.24	Règlement des redevances	1 227 151
2.4.25	Réalisation des projets de recherche et Renforcement des capacités de laboratoires	262 750
2.4.26	Appui financier à la réalisation des activités robotiques	19 000
2.4.27	Traitement et paiement des salaires du personnel vacataire	206 483
2.4.28	Achat de fournitures et de matériels d'examen de l'INJS	42 599
2.4.29	Redevence téléphonique de l'INJS	8 000
2.4.31	Réalisation des activités d'equipement ENETP	190 000
2.4.36	Réalisation des activités de construction de l'extension de l'ENI	237 500
2.4.38	Réalisation du projet de construction de l'ENSUP	950 000
2.4.39	Réalisation des activités de construction/Extention de Kabala	332 500
3.3.1	Elaboration, adoption des plans stratégiques et autres appuis techniques	57 757
4.1.10	Réalisation des activités de reaménagement des grandes écoles	190 000
4.1.13	Réalisation des activités de reaménagement des laboratoires	190 000
4.1.15	Réalisation des activités de construction du pôle de l'université de SEGOU	380 000
4.1.18	Réalisation des activités de construction de la faculte de pharmacie	1 425 000
4.1.20	Réalisation des activités de construction des salles de classe ULSHB	190 000
Total		**36 466 028**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.017	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE		95 000	100 000	95 000	100 810	107 080
Total :		**95 000**	**100 000**	**95 000**	**100 810**	**107 080**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.041	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES IFM AU MALI		332 500	300 000	332 500	302 430	317 551
APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION		133 000	200 000	133 000	201 620	214 160
APPUI DVPT PETITE ENFANCE REGIONS KAYES/KKORO/ SIKASS		190 000	200 000	190 000	201 620	214 160
PROGR. PILOTE APPUI ENFANTS BESOINS ADUCATIFS SPECIAU		142 500	150 000	142 500	151 215	160 620
PROJET APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE - BID		95 000	200 000	95 000	201 620	214 160
Total :		**893 000**	**1 050 000**	**893 000**	**1 058 505**	**1 120 651**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.042	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT LYCEES /IFP		2 090 000	2 000 000	2 090 000	2 016 200	2 117 010
Total :		**2 090 000**	**2 000 000**	**2 090 000**	**2 016 200**	**2 117 010**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.045	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
AMENAGEMENT EQUIPEMENT GRANDES ECOLES		190 000	0	190 000	301 620	211 701
CONSTR / EXTENS/ EQUIP CAMPUS UNIVERSIT KABALA		332 500	0	332 500	504 050	529 252
PROJET CONSTRUCTION ENSUP		4 950 000	0	950 000	0	0
AMENAGEMENT/EQUIP. LABO UNIVERSITE DU MALI		190 000	0	190 000	302 430	317 551
EXTENSION INFRASTRUCTURES ENI		237 500	0	237 500	176 417	185 237
CONSTRUCTION POLE UNIVERSITAIRE SEGOU		380 000	0	380 000	504 050	529 252
REHBILIT / EQUIP. INFRASTRUCTURES CENOU		285 000	0	285 000	504 050	529 252
PROJET EQUIPEMENT ENETP		190 000	0	190 000	211 620	211 701
CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT SALLE DE CLASSE ULSHB		190 000	0	190 000	302 430	317 551
Total :		**6 945 000**	**0**	**2 945 000**	**2 806 667**	**2 831 497**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Innovention et de la Recherche Scientifique a pour mission de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale du Mali en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

I.2 Les contraintes et les défis

Le Ministère de l'Innovention et de la Recherche Scientifique est confronté aux contraintes et défis suivants :

I.2.1 Contraintes

- le déficit de personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- l'insuffisance des infrastructures d'accueil des étudiants (pédagogiques, sociales et laboratoires) ;
- l'insuffisance de terrains multisports ;
- l'insuffisance et/ou l'obsolescence des équipements dans les laboratoires au sein des Institut d'Enseignements Supérieurs et de Recherches;
- l'inadaptation de l'offre de formation à la demande économique et sociale ;
- la faiblesse de la couverture sanitaire au niveau des Institutions d'Enseignement Supérieur (IES);
- le faible niveau de gestion du système d'information au niveau des IES ;
- la non fonctionnalité du dispositif sécuritaire et social ;
- la faible maitrise de la gestion des flux des étudiants ;
- la faiblesse des structures et procédures d'assurance qualité ;
- la faible utilisation des TIC dans l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique.

I.2.2 Défis

- recruter le personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité en impliquant les structures techniques;
- construire et équiper des infrastructures d'accueil des étudiants (pédagogiques, sociales et laboratoires) ;
- doter les Institutions d'Enseignement Supérieur (IES) de terrains multisports compte tenu de l'accroissement rapide des effectifs ;
- adapter l'offre de formation à la demande économique et sociale ;
- améliorer la couverture sanitaire dans les IES;
- améliorer la gestion du système d'information au niveau des IES ;
- maitriser la gestion de flux des étudiants ;
- améliorer les procédures d'assurance qualité ;
- construire et équiper les laboratoires dans les instituts d'enseignement supérieur et de recherches;
- promouvoir l'utilisation des TIC dans l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique.

I.3 La politique sectorielle

DOCUMENT DE POLITIQUE NATIONALE DE L'INNOVENTION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

OBJECTIFS GENERAUX :

i) renforcer l'utilité sociale et économique de l'ESR en adaptant au maximum, l'offre de formation et de recherche aux besoins actuels et, à venir du pays et en améliorant sa qualité ;

ii) réguler les flux d'étudiants entrants dans le supérieur de manière à établir le meilleur compromis possible entre les besoins du marché de l'emploi, la demande sociale, et les moyens mobilisables ;

iii) optimiser l'utilisation des moyens disponibles en orientant le plus possible de ressources vers les dépenses pédagogiques et de recherche, ce qui conduira à limiter à un plafond acceptable les dépenses sociales et à utiliser au mieux les potentialités du secteur privé.

STRATEGIES ET ACTIONS

La stratégie de mise en oeuvre des nouvelles orientations s'appuiera sur une organisation et des moyens spécifiques faisant l'objet d'un véritable programme d'amélioration de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce programme se déclinera en six axes principaux :

i.la gouvernance du secteur ;

ii.l'accès ;

iii.la qualité de la formation ;

iv.les aides sociales aux étudiants ;

v.la qualité de la recherche ;

vi.les ressources humaines.

DOCUMENT DE POLITIQUE NATIONALE DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INNOVATION

OBJECTIF

Contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie et au bien-être des citoyens, à travers l'appropriation de la Science, de la Technologie et de l'Innovation.

Pour bâtir les fondements stratégiques et en vue d'atteindre les objectifs énumérés ci-dessus, la priorité sera de promouvoir l'appropriation de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (STI) pour :

(i) renforcer les domaines où le pays dispose d'avantages comparatifs ;

(ii) asseoir une base scientifique durable, facteur essentiel, permettant de tirer le meilleur profit des opportunités des STI.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Évolution des effectifs des étudiants dans les Universités et Grandes Ecoles Publiques	Nombre	67 437	75 590	79 691	89 455
2	Proportion de femmes Etudiantes dans les établissements	Nombre	19 586	22 041	23 172	24 821
3	Répartition des enseignants par établissement	Nombre	1 214	1 463	1 612	2 068
4	Taux de réussite au Baccalauréat	%	16,2	17,99	24,31	32,64

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 0 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	11 760 084	0	0	0
Développement de l'Enseignement Supérieur	69 610 256	0	0	0
Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	1 102 630	0	0	0
Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	0	0	0
Total :	**85 089 590**	**0**	**0**	**0**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	6 893 919	0	0	0
Biens et services	2 043 865	0	0	0
Transferts et subventions	58 879 563	0	0	0
Investissement	17 272 243	0	0	0
Total :	**85 089 590**	**0**	**0**	**0**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Action 01 Coordination et pilotage de la politique nationale en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 071 148			
Biens et services	487 976			
Investissement	2 771 798			
Total	**4 330 922**			

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 248 849			
Biens et services	973 323			
Transferts et subventions	403 137			
Investissement	720 503			
Total	**7 345 812**			

Action 03 Mise en oeuvre des actions de l'UNESCO et l'ISESCO au Mali

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	38 443			
Biens et services	44 907			
Total	**83 350**			

Action 01 Orientation et suivi de la mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur et de la recherche scientif

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	535 479			
Biens et services	537 659			
Transferts et subventions	1 467 176			
Investissement	20 000			
Total	**2 560 314**			

Action 02 Gestion des oeuvres universitaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	21 732 549			
Investissement	1 074 291			
Total	**22 806 840**			

Action 03 Mise en oeuvre de la politique en matière d'enseignement supérieur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	34 485 669			
Investissement	9 757 433			
Total	**44 243 102**			

Action 01 Mise en oeuvre de la politique nationale en matière de Recherche scientifique et d'innovation technologique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	516 997			
Investissement	85 000			
Total	**601 997**			

Action 02 Développement de la Recherche linguistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	274 035			
Investissement	226 598			
Total	**500 633**			

Action 01 Appui à la recherche et à l'innovation technologique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	2 616 620			
Total	**2 616 620**			

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Culture est responsable de la :

- promotion et le développement d'une culture ancrée dans les valeurs de la société malienne et de civilisation universelle ;
- promotion de la production et de la créativité littéraire, artistique et culturelle ; Protection, conservation et la valorisation des oeuvres du patrimoine culturel national;
- promotion de la culture malienne à l'extérieur du Mali et le développement des échanges culturels, en liaison avec le ministre chargé de la coopération internationale;
- protection des droits d'auteurs et droits voisins et la lutte contre la piraterie ;
- politique de développement régional de la culture.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des defis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la strategie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- insuffisance des ressources financières allouées au Département ;
- insuffisance des ressources humaines qualifiées ;
- insuffisance d'infrastructures et d'équipements de promotion de la culture ;
- lenteur dans la mise en oeuvre du processus de transfert de ressources et de compétences ;
- persistance de l'insécurité.

I.2.2 Défis

- renforcement des capacités des acteurs culturels du secteur public et privé ;
- développement des industries culturelles nationales plus performantes ;
- identification des ressources budgétaires à transférer aux collectivités territoriales.

I.3 La politique sectorielle

Le document cadre de politique sectorielle du ministère de la culture adopté en 2013, est structuré autour de trente sept (37) objectifs stratégiques, qui sont:

1. améliorer le cadre légal et réglementaire ;
2. développer la recherche et l'expertise, améliorer la circulation et le partage de l'information ;
3. améliorer la perception du secteur culturel et de son fonctionnement, valoriser ses activités ;
4. encourager l'entreprenariat culturel formel ;
5. sauvegarder la vitalité des activités culturelles informelles ;
6. assurer la protection juridique et sociale des artistes et travailleurs culturels ;
7. renforcer les ressources humaines pour le développement culturel ;
8. promouvoir le développement technologique du secteur ;
9. améliorer la mobilité des acteurs culturels et soutenir le développement de réseaux professionnels ;
10. sauvegarder et développer la place des biens et services nationaux dans la chaîne des industries culturelles ;
11. développer l'économie de la propriété intellectuelle au bénéfice des créateurs et des communautés ;
12. assurer un renforcement du secteur de l'animation culturelle ;
13. assurer le développement des arts du spectacle ;
14. renforcer le domaine des arts visuels et les intégrer dans la vie socioculturelle et économique ;

15. relancer le secteur du film ;
16. renforcer le secteur des lettres et de l'écrit et promouvoir toutes les formes d'expression littéraire ;
17. développer tous les métiers d'art pratiqués au Mali ;
18. assurer la sauvegarde du patrimoine immatériel et promouvoir sa prise en compte dans les industries culturelles et les autres secteurs d'activités ;
19. assurer l'identification, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine matériel national ;
20. renforcer les missions culturelles des médias et leur contribution au développement des industries culturelles maliennes ;
21. développer l'art de l'architecture et la prise en compte de la culture dans l'urbanisme et l'aménagement du territoire ;
22. développer et mettre en oeuvre, dans toutes les localités du Mali, des politiques culturelles adaptées aux réalités et priorités locales et cohérentes avec les objectifs et les orientations de la politique culturelle nationale ;
23. renforcer les interactions entre la culture et la promotion des droits et du bien-être humains ;
24. promouvoir une culture de paix ;
25. renforcer les interactions entre le secteur culturel et le secteur éducatif ;
26. soutenir le développement de l'emploi culturel ;
27. assurer la reconnaissance et l'exercice des droits culturels des femmes ;
28. améliorer l'exercice des droits culturels de l'enfant ;
29. assurer la promotion culturelle de la jeunesse et valoriser ses diverses expressions culturelles ;
30. développer les interactions entre la culture et la santé ;
31. promouvoir les interactions positives entre la culture, les sciences et le progrès technologique ;
32. promouvoir les interactions entre la culture et l'écologie ;
33. sauvegarder les sports traditionnels et développer les interactions entre sport et culture ;
34. assurer le développement d'un commerce favorable au renforcement des industries culturelles locales ;
35. soutenir le développement d'un tourisme durable qui contribue aux objectifs de la politique culturelle ;
36. promouvoir l'organisation du secteur culturel et le déploiement de ses activités au niveau sous-régional ;
37. renforcer la place de la culture dans les relations extérieures du Mali.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux d'évolution de la sécurisation des oeuvres artistiques	%	96,17	5,14	18,18	20,77
2	Taux d'évolution de la sécurisation des oeuvres littéraires	%	114	4,50	21,5	7,14
3	Taux d'évolution de la fréquentation des infrastructures culturelles	%	112,44	-28,1	51,4	7,14

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	2 390 769	2 241 514	2 460 124	2 712 879
Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	1 495 155	1 342 799	1 439 461	1 561 134
Promotion de l'Industrie Cinématographique	1 420 298	1 206 787	1 429 153	1 533 960
Promotion de la Création Artistique et Littéraire	3 783 803	3 937 838	3 624 092	3 872 543
Total :	**9 090 025**	**8 728 938**	**8 952 830**	**9 680 516**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 239 380	1 239 380	1 317 650	1 471 298
Biens et services	1 747 694	1 790 413	1 984 962	2 180 111
Transferts et subventions	2 788 649	2 663 353	2 789 445	2 993 087
Investissement	3 314 302	3 035 792	2 860 773	3 036 020
Total :	**9 090 025**	**8 728 938**	**8 952 830**	**9 680 516**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.019 Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du Ministère de la Culture.

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme 1.019 s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;
- du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et à la déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.019 Administration générale est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) à la gestion efficace des ressources matérielles et financières (iii) à la décentralisation et de déconcentration au sein du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Le tableau suivant résume les objectifs et les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités ;					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues)*100]					
1.2 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Moyen de vérification : Rapport de missions de suivi-évaluation ;					
Précision Méthodologique : (Rapport entre le nombre de missions réalisées et le nombre de missions programmées)*100]					
1.3 Taux d'élaboration des textes	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Moyens de vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : Précision Méthodologique : [(Nombre de textes élaborés /Nombre de textes à élaborer)*100]					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Moyen de vérification : Compte administratif ;					
Précision Méthodologique : (Crédit liquidé / Crédit notifié)*100					

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de mise en oeuvre du processus de décentralisation	%	55	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD ;
Précision Méthodologique : (Nombre d'étapes du processus réalisées / Nombre total des étapes du processus)*100

3.2 Taux de mise en oeuvre du processus de déconcentration	%	85	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyen de vérification : Rapport annuel d'activités de la CADD ; Culture
Précision Méthodologique : (Nombre d'étapes du processus réalisées / Nombre total des étapes du processus)*100

Objectif 4: Améliorer le système de planification et de production de l'information					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de réalisation des activités de la CPS	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Moyen de vérification : Rapport d'activités de la CPS
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	604 507	604 507	643 194	718 253
Biens et services	1 319 870	1 445 107	1 553 168	1 708 299
Transferts et subventions	162 660	87 400	162 952	179 247
Investissement	303 732	104 500	100 810	107 080
Total :	**2 390 769**	**2 241 514**	**2 460 124**	**2 712 879**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Coordination et pilotage de la politique culturelle nationale	580 461	544 225	609 455	678 029
Gestion financière et matérielle	1 673 539	1 572 002	1 712 626	1 886 816
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	17 179	15 399	17 350	19 084
Planification, programmation et suivi évaluation	119 590	109 888	120 693	128 950
Total :	**2 390 769**	**2 241 514**	**2 460 124**	**2 712 879**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	75	63	64	65
CATEGORIE B1	31	26	26	26
CATEGORIE B2	23	20	20	20
CATEGORIE C	18	16	16	16
CONTRACTUEL	129	126	128	130
Total :	**276**	**251**	**254**	**257**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique culturelle nationale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	429 480	429 480	456 966	510 293
Biens et services	150 981	114 745	152 489	167 736
Total	**580 461**	**544 225**	**609 455**	**678 029**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	429 480
1.1.2	Pilotage et coordination des activités du département	86 669
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action du département	28 076
Total		**544 225**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	175 027	175 027	186 228	207 960
Biens et services	1 132 120	1 300 075	1 363 446	1 499 609
Transferts et subventions	162 660	87 400	162 952	179 247
Investissement	203 732	9 500	0	0
Total	**1 673 539**	**1 572 002**	**1 712 626**	**1 886 816**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	175 027
2.1.2	Préparation du budget du département	14 250
2.1.3	Exécution et suivi du budget	1 320 920
2.1.4	Appuis aux activités culturelles	57 000
2.1.5	Formation des agents du département	4 805
Total		**1 572 002**

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	17 179	15 399	17 350	19 084
Total	**17 179**	**15 399**	**17 350**	**19 084**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en oeuvre du processus de décentralisation dans le domaine de la Culture	12 596
3.2.1	Mise en oeuvre du processus de déconcentration dans le domaine de la Culture	2 803
Total		**15 399**

Action 04 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	19 590	14 888	19 883	21 870
Investissement	100 000	95 000	100 810	107 080
Total	**119 590**	**109 888**	**120 693**	**128 950**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Planification des projets programme du département.	7 249
4.1.2	Organisation des missions de suivi-évaluation des projets et programmes du département.	7 639
4.1.3	Appui à la CPS fonctionnement lié à l'investissement	95 000
Total		**109 888**

Le Programme : 2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel

Responsable du Programme : Le Directeur Nationale du Patrimoine Culturel.

a).Présentation stratégique du programme :

Ce programme sera mis en oeuvre à travers les services qui composent le Programme et leurs structures déconcentrées avec l'implication des Collectivités territoriales, des communautés et l'appui technique et financier des partenaires.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.074 « Protection et Promotion de l'héritage culturel » est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) àproteger juridiquement et physiquement le patrimoine (ii) à enrichir la connaissance sur le

patrimoine culturel (iii) à rendre accessible le patrimoine culturel au plus grand nombre.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leurs progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Le tableau suivant résume les objectifs et les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Protéger juridiquement et physiquement le patrimoine					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Pourcentage de biens inscrits à l'inventaire	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Moyen de vérification : registre des biens inscrits à l'inventaire					
Précision Méthodologique : Précision Méthodologique : [(nombre de biens inscrits / nombre de biens prévus à l'inscription)*100]					
1.2 Pourcentage de biens classés dans le patrimoine national	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Le Registre de classement des biens dans le patrimoine culturel national					
Précision Méthodologique : (Nombre biens classés / nombre de biens prévus pour le classement dans le patrimoine national)*100]					
1.3 Pourcentage de monuments restaurés et réhabilités	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : P.V. de réception					
Précision Méthodologique : (Nombre de monuments restaurés et réhabilités /nombre de monuments prévus)*100]					
1.4 Taux de réalisation des manifestations culturelles (Expositions, jeudis musicaux et ateliers)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel					
Précision Méthodologique : [(Nombre de manifestations réalisées / Nombre de manifestations prévues)*100					
1.5 5 .Taux de réalisation des expositions sur le patrimoine	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités ;					
Précision Méthodologique : [(Nombre d'exposition sur le patrimoine réalisée / Nombre d'exposition sur le patrimoine prévue)*100					

Objectif 2: Enrichir la connaissance sur le patrimoine culturel					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux d'acquisition d'objets et de photographies acquis et documentés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité					
Précision Méthodologique : (Nombre d'objets et de photographies acquis et documentés/Nombre d'objets et de photographies acquis et documentés à acquérir)*100					
2.2 Taux de réalisation des campagnes de fouilles archéologiques organisées	%	2	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de missions					
Précision Méthodologique : (Nombre de campagnes de fouilles archéologiques réalisées/Nombres de campagnes de fouilles archéologiques prévues.)*100					
2.3 Taux de réalisation des missions de recherche	%	12	100	100	100
Moyen de Vérification : Disponibilité des rapports de missions ;					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de recherche réalisées/Nombre de missions de recherches prévues					
2.4 Taux d'évolution des visites du musée	%	25	25	25	25
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de visite de l'année N- Nombre de visite de l'année (N-1) / Nombre de visites de l'année (N-1)) *100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	169 494	169 494	180 554	201 621
Biens et services	139 043	111 047	140 425	154 462
Transferts et subventions	445 618	429 558	446 417	491 053
Investissement	741 000	632 700	672 065	713 998
Total :	**1 495 155**	**1 342 799**	**1 439 461**	**1 561 134**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Protection juridique, physique et promotion des sites et monuments	790 125	646 868	641 012	696 497
Protection et promotion des collections et des objets culturels	705 030	615 097	709 005	766 251
Protection et promotion du patrimoine photographique		80 834	89 444	98 386
Total :	**1 495 155**	**1 342 799**	**1 439 461**	**1 561 134**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	48	41	41	41
CATEGORIE B1	10	9	9	9
CATEGORIE B2	15	17	17	17
CATEGORIE C	2	2	2	2
CONTRACTUEL	24	20	20	20
Total :	**99**	**89**	**89**	**89**

Action 01 Protection juridique, physique et promotion des sites et monuments

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	169 494	169 494	180 554	201 621
Biens et services	136 543	109 028	137 900	151 685
Transferts et subventions	103 088	30 146	13 828	15 209
Investissement	381 000	338 200	308 730	327 982
Total	**790 125**	**646 868**	**641 012**	**696 497**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	169 494
1.1.2	Protection juridique et physique du patrimoine	95 915
1.1.3	Renforcement des capacités dans le domaine du patrimoine	16 319
1.2.1	Recherches et études sur les biens culturels	16 319
1.3.1	Restauration et réhabilitation des monuments	16 323
1.3.2	Construction /réhabilitation Parcs Publics et Monuments	332 500
Total		**646 870**

Action 02 Protection et promotion des collections et des objets culturels

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	2 500	2 019	2 525	2 777
Transferts et subventions	342 530	318 578	343 145	377 458
Investissement	360 000	294 500	363 335	386 016
Total	**705 030**	**615 097**	**709 005**	**766 251**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	181 779
2.1.2	Conservation des collections et des bases de données	27 513
2.1.3	Lutte contre le trafic illicite	29 531
2.2.1	Promotion et diffusion du patrimoine culturel	26 895
2.3.1	Organisation des expositions sur le patrimoine culturel	27 512
2.4.1	Organisation de manifestations culturelles	27 367
2.4.2	Réhabilitation du Musée National	285 000
2.4.3	Etudes et recherches	9 500
Total		**615 097**

Action 03 Protection et promotion du patrimoine photographique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		80 834	89 444	98 386
Total		**80 834**	**89 444**	**98 386**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.1	Prise en charge du personnel	30 164
1.4.2	Organisation d'expositions	17 344
1.5.1	Renforcement de capacité des photographes	17 136
1.5.2	Etudes et recherche Inventaire des archives photographiques	16 188
Total		**80 832**

Le Programme : 2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique

Responsable du Programme :le Directeur General du Centre National de Cinematographie du Mali

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme 2.048 s'occupe de la création d'une industrie cinématographique au Mali.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme.

Le cadre de performance du programme 2.048 est bâti autour de deux (2) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs au développement de l'industrie cinématographique et à la sauvegarde de la mémoire cinématographique du Mali.

Objectif 1: Développer une industrie cinématographique					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux de production de films	%	10	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CNCM ; copies des films					
Précision Méthodologique : (Nombre de films produits /Nombre de films prévus)*100					
1.2 Pourcentage d'infrastructures de cinéma réalisé	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : PV de réception ;					
Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures de cinéma réalisé / Nombre d'infrastructures de cinéma à réalisé)*100					
1.3 Pourcentage de films exploités de l'année concernée	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, contrats ;					
Précision Méthodologique : (Nombre de films exploités de l'année concernée /Nombre de films à exploiter de l'année concernée)*100					
1.4 Taux d'opérationnalisation de la structure de mise en oeuvre du Fonds d'Appui à l'Industrie Cinématographique	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CNCM					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées du fonds /Nombre d'activités prévues)*100					

Objectif 2: Sauvegarder la mémoire cinématographique du Mali					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Pourcentage de films archivés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'archivages ;					
Précision Méthodologique : (Nombre de films archivés/Nombre de films prévus)*100					
2.2 Pourcentage de films numérisés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de numérisation;					
Précision Méthodologique : (Nombre de films numérisés/Nombre de films prévus a la numérisation)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	420 298	446 787	421 053	463 157
Investissement	1 000 000	760 000	1 008 100	1 070 803
Total :	**1 420 298**	**1 206 787**	**1 429 153**	**1 533 960**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Developpement de l'industrie Cinematographique	1 420 298	1 206 787	1 429 153	1 533 960
Total :	**1 420 298**	**1 206 787**	**1 429 153**	**1 533 960**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	2	7	7	7
CATEGORIE B1	3	3	3	3
CATEGORIE B2	7	5	5	5
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	6	6	6	6
Total :	**19**	**22**	**22**	**22**

Action 01 Developpement de l'industrie Cinematographique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	420 298	446 787	421 053	463 157
Investissement	1 000 000	760 000	1 008 100	1 070 803
Total	**1 420 298**	**1 206 787**	**1 429 153**	**1 533 960**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des salaires et accessoires CNCM	50 532
1.1.2	Renforcement des capacités du CNCM	28 925
1.1.3	Projet Equipement CNCM	760 000
1.2.1	Production cinématographique	142 500
1.3.1	Organisation de ciné réalités	15 466
1.3.2	Organisation de ciné clubs	15 466
1.4.1	Prise en charge des salaires et accessoires du FAIC	30 000
1.4.2	Acquisition de biens et services	89 000
1.4.3	Appui à la promotion cinématographique	950
1.4.4	Renforcement de capacité	9 500
1.4.5	Etudes et recherches	18 050
2.1.1	Archivage des films produits	15 466
2.2.1	Restauration des films produits	15 466
2.2.2	Numérisation des films produits.	15 466
Total		**1 206 787**

Le Programme : 2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire

Responsable du Programme : la Directrice Nationale de l'Action Culturelle.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme 2.049 a pour objectifs de :

- Promouvoir les arts et les lettres ;
- Protéger les oeuvres artistiques et littéraires ;
- Promouvoir le livre et la lecture ;
- Améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles ;
- Assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine ;
- Assurer la formation des techniciens des arts et de la culture.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.049 est bâti autour de (6) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à promouvoir les arts et les lettres (ii) à protéger les oeuvres artistiques et littéraires (iii) à promouvoir le livre et la lecture (iv) à améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles (v) à assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine (vi) à assurer la formation des techniciens des arts et de la culture.

Objectif 1: Promouvoir les arts et les lettres

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités culturelles	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : [(Nbre d'activités réalisées/Nbre d'activés prévues)*100]

1.2 Taux des acteurs appuyés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nbre d'acteurs appuyés/Nbre d'acteurs prévus)*100

1.3 Taux de participation des pays aux échanges culturels	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : [(Nbre de pays participant/Nbre de pays prévus pour participer)*100]

Objectif 2: Protéger les oeuvres artistiques et littéraires

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de sécurisation des oeuvres	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nbre des oeuvres sécurisées/Nbre des oeuvres à sécuriser)*100

2.2 Taux de réalisation des activités de promotion des oeuvres littéraires	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport des activités
Précision Méthodologique : (Le nombre des oeuvres artistiques et littéraires réalisées /(le nombre des oeuvres artistiques et littéraires à réalisées)*100

2.3 Taux de fréquentation des bibliothèques de lecture publique	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nombre d'usagers reçus / nombre d'usagers prévus)*100

2.4 Taux de Bibliothèques réhabilités	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nbre de Bibliothèques réhabilitées/Nbre de Bibliothèques à réhabiliter)*100

Objectif 3: Promouvoir le livre et la lecture

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de réalisation des activités de promotion du livre et de la lecture	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités.
Précision Méthodologique : (Nbre d'activités promotionnelles du livre et de la lecture réalisées/Nbre d'activés] promotionnelles du livre et de la lecture prévues)*100

Objectif 4: Améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux de fréquentation des infrastructures culturelles	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nombre d'usagers reçus / nombre d'usagers prévus)*100

4.2 Taux de réalisation des activités culturelles organisées au niveau des infrastructures	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nbre d'activités réalisées/Nbre d'activés prévues)*100]

Objectif 5: Assurer la formation et la recherche dans le domaine des arts et du patrimoine					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Pourcentage d'étudiants et d'acteurs culturels formés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nbre d'étudiants formés/Nbre d'étudiants à former)*100

5.2 Taux de publication et de rapports de recherche	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nbre de rapports de recherche publiés/Nbre de rapport de recherche à publier)*100

Objectif 6: Assurer la formation des techniciens des arts et de la culture					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
6.1 Pourcentage de techniciens des Arts et de la Culture formés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nbre de techniciens des arts et de la culture formés/Nbre de techniciens des arts et de la culture à former)*100

6.2 Taux de réalisation des activités de formation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nbre de formations réalisées /Nbre de formations prévues)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	465 379	465 379	493 902	551 424
Biens et services	288 781	234 259	291 369	317 350
Transferts et subventions	1 760 073	1 699 608	1 759 023	1 859 630
Investissement	1 269 570	1 538 592	1 079 798	1 144 139
Total :	**3 783 803**	**3 937 838**	**3 624 092**	**3 872 543**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Creation artistique et littéraire	417 147	383 756	434 774	481 567
Protection des oeuvres artistique et littéraire	264 782	239 000	268 911	296 673
Promotion du livre et de la lecture	38 378	35 839	40 262	44 781
Amelioration de la frequentation des structures culturelles	1 792 911	1 706 793	1 600 814	1 730 406
Formation et recherche dans le domaine des arts et du Patrimoine	790 105	1 099 213	789 897	807 696
formation des techniciens des arts et de la Culture	480 480	473 237	489 434	511 420
Total :	**3 783 803**	**3 937 838**	**3 624 092**	**3 872 543**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	85	86	86	86
CATEGORIE B1	16	15	15	15
CATEGORIE B2	91	78	79	80
CATEGORIE C	5	6	6	6
CONTRACTUEL	67	63	63	63
Total :	**264**	**248**	**249**	**250**

Action 01 Creation artistique et littéraire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	231 147	231 147	245 938	274 636
Biens et services	161 430	129 267	163 038	179 330
Investissement	24 570	23 342	25 798	27 601
Total	**417 147**	**383 756**	**434 774**	**481 567**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	231 147
1.1.2	Organisation des activités culturelles	119 732
1.1.3	Renforcement des capacités de la DNAC	11 500
1.2.1	Renforcement de capacités des acteurs dans les professions artistiques et littéraires.	9 377
1.3.1	Participation aux manifestations culturelles1	7 000
1.3.2	Achat de biens et services	5 000
Total		**383 756**

Action 02 Protection des oeuvres artistique et littéraire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	49 305	49 305	52 460	58 582
Biens et services	72 087	54 785	72 806	80 084
Transferts et subventions	143 390	134 910	143 645	158 007
Total	**264 782**	**239 000**	**268 911**	**296 673**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	44 939
2.1.2	Immatriculation des oeuvres littéraires et artistiques	39 692
2.1.3	Numérisation des oeuvres littéraires et artistiques	39 277
2.2.1	Formation en droit d'auteur et droit voisin	10 806
2.2.2	Réalisation de produits documentaires	4 704
2.2.3	Participation aux rencontres professionnelles	4 704
2.3.1	Prise en charge du personnel	49 305
2.3.2	Acquisition, traitement et mise à disposition des oeuvres littéraires	20 157
2.3.3	Animation en bibliothèques	4 874
2.3.4	Formation des acteurs de la chaine du livre	6 650
2.4.1	Réhabilitation des bibliothèques	4 704
2.4.2	Achat de biens et services	4 188
2.4.3	Recherches et Publications	5 000
Total		**239 000**

Action 03 Promotion du livre et de la lecture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	27 804	27 804	29 583	33 035
Biens et services	10 574	8 035	10 679	11 746
Total	**38 378**	**35 839**	**40 262**	**44 781**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel CNLP	27 804
3.1.2	Missions de suivi des bibliothèques de lecture publique	3 800
3.1.3	Participation aux rencontres professionnelles CNLP	2 335
3.1.4	Formation des bibliothécaires	1 900
Total		**35 839**

Action 04 Amelioration de la frequentation des structures culturelles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	792 911	709 293	794 334	873 764
Investissement	1 000 000	997 500	806 480	856 642
Total	**1 792 911**	**1 706 793**	**1 600 814**	**1 730 406**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Organisation de conférences visant à honorer la mémoire des martyrs du 26 mars 91	9 500
4.1.2	Organisation d'un colloque sur les effets des changements contemporains sur la démocratie au Mali	17 471
4.1.3	Production et diffusion des oeuvres issues des activités de la pyramide du Souvenir	3 755
4.1.4	Exposition photographique sur les martyrs africains	6 695
4.1.5	Aménagement de la Pyramide du Souvenir	208 999
4.2.1	Prise en charge du personnel du PCAHB	168 559
4.2.2	Prise en charge du personnel du CICB	52 597
4.2.3	Acquisition de biens et services dans le cadre du fonctionnement du service	32 320
4.2.4	Formation, production et diffusion des supports promotionnels pour les formations nationales	19 000
4.2.5	Prise en charge des factures et autres	92 760
4.2.6	Acquisition de biens et services pour le CICB	282 198
4.2.7	Acquisition de biens et services pour la Tour de l'Afrique	6 969
4.2.8	Parcours pédagogique Tour d'Afrique	21 219
4.2.9	Le week-end Panafricain (conférences débats, Animation et projection de films documentaires sur l'Afrique). Production : chaque mois, 12 éditons dans l'année	1 425
4.2.10	Stratégie de communication (journée porte ouverte, dépliants et - cartes postales, bulletins)	1 425
4.2.11	Formation de quatre (4) guides pour les visites	1 425
4.2.12	Célébration des fêtes des Indépendances des pays Africains	3 481
4.2.13	Edition de recueils les panafricains du monde	1 425
4.2.14	Organisation des activités commémoratives à la mémoire du Président Modibo Keita	6 650
4.2.15	Organisation d'exposition de collectionneurs d'objet d'art	5 121
4.2.16	Conférence sur les pères de l'indépendance des pays africains	3 800
4.2.17	Aménagement de la Tour de l'Afrique	380 000
4.2.18	Réhabilitation du Palais de la Culture Amadou Hampaté Ba	380 000
Total		**1 706 793**

Action 05 Formation et recherche dans le domaine des arts et du Patrimoine

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	545 105	581 463	542 377	547 800
Investissement	245 000	517 750	247 520	259 896
Total	**790 105**	**1 099 213**	**789 897**	**807 696**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Prise en charge du personnel	90 462
5.2.1	Acquisition de biens et services liés au fonctionnement	152 348
5.2.2	Prise en charge des dépenses d'électricité, eau et	60 000
5.2.3	Organisation d'évènements culturels (festivals, expositions, résidences, rencontres de professionnels des arts)	48 480
5.2.4	Prise en charge des activités pédagogiques	118 500
5.2.5	Recherches sur le patrimoine artistique et culturel Malien et Africain	47 500
5.2.6	Acquisition de matériels et mobiliers de bureau	64 172
5.2.7	Aménagement Conservatoire Multimédia Balla Fasséké Kouyaté	475 000
5.2.8	Etudes et recherches	19 000
5.2.9	Dépenses en investissement	23 750
Total		**1 099 213**

Action 06 formation des techniciens des arts et de la Culture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	157 123	157 123	165 921	185 171
Biens et services	44 690	42 172	44 846	46 190
Transferts et subventions	278 667	273 942	278 667	280 059
Total	**480 480**	**473 237**	**489 434**	**511 420**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
6.1.1	Prise en charge du personnel	157 123
6.1.2	Renforcement des capacités pédagogiques de l'INA	147 173
6.2.1	Organisation de voyages d'études	25 000
6.2.2	Journée Culturelles INA	19 702
6.2.3	Modernisation de la médiathèque	124 240
Total		**473 237**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.019	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS SECTEUR CULTURE ET JEUNESSE		95 000	100 000	95 000	100 810	107 080
Total :		**95 000**	**100 000**	**95 000**	**100 810**	**107 080**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.047	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROG. CONSTRUCTION/ REHAB. PARCS PUBLICS ET MONUMENT		332 500	375 000	332 500	302 430	321 241
REHABILITATION MUSEE NATIONAL		285 000	350 000	285 000	352 835	374 781
Total :		**617 500**	**725 000**	**617 500**	**655 265**	**696 022**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.048	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET EQUIPEMENT CNCM		760 000	1 000 000	760 000	1 008 100	1 070 803
Total :		**760 000**	**1 000 000**	**760 000**	**1 008 100**	**1 070 803**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.049	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
RENOVATION/ AMENAGEMENT TOUR DE L'AFRIQUE		380 000	300 000	380 000	302 430	321 241
AMENAGEMENT PYRAMIDE SOUVENIR		237 500	200 000	237 500	0	0
REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE		180 000	500 000	380 000	504 050	535 401
EQUIPEMENT CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE		225 000	200 000	475 000	201 620	211 701
Total :		**1 022 500**	**1 200 000**	**1 472 500**	**1 008 100**	**1 068 343**

SECTION :520 MINISTERE DES SPORTS

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Sports a pour mission de définir et de mettre en oeuvre la politique nationale du Mali dans les domaines des sports et de l'éducation physique. Il contribue au rayonnement du sport malien sur l'échiquier international.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le Ministère des Sports est confronté à des difficultés qui se résument comme suit :

I.2.1 Contraintes

- insuffisance constatées dans les études techniques de faisabilité et de montage des projets/programmes ;
- retard dans la réalisation de certains projets ;
- absence de comité de pilotage des projets ;
- Insuffisance des inscriptions budgétaires pour la réalisation du Plan Opérationnel de la PNDS;
- faible implication des gestionnaires des projets dans les procédures de signature et de suivi des contrats ;
- manque de moyens logistiques mis à la disposition du comité de suivi des chantiers ;
- irrégularité des réunions de suivi et évaluation des projets ;
- absence de maître d'ouvrage délégué pour la réalisation de forages dans certains stades CAN ;
- déficit de communication et de concertation entre les structures bénéficiaires et les attributaires des projets.

I.2.2 Défis

- ameliorer les études techniques de faisabilité et de montage des projets/programmes par des études complémentaires ;
- respecter les délais d'exécution des marchés sous peine d'application des pénalités ;
- mettre en place un comité de pilotage pour chaque projet ;
- prendre en compte les Plans d'Action de la PNDS lors des arbitrages budgétaires;
- impliquer les responsables des structures bénéficiaires des projets à toutes les étapes, de la conception à la réalisation ;
- mettre à la disposition du comité de suivi des projets les moyens logistiques nécessaires ;
- tenir régulièrement les réunions suivi-évaluation des réalisations physiques et financières des projets ;
- amener les entreprises à respecter le contenu des cahiers de charge pour toutes les réalisations de projets.

I.3 La politique sectorielle

Approuvée par Décret n° 2016-0066/P-RM du 15 février 2016 pris en conseil des ministres, la Politique Nationale de Développement du Sport (PNDS) vise à faire du secteur sport un instrument d'affirmation des aptitudes physiques, de promotion de la santé, d'épanouissement des valeurs humaines, un moyen d'amélioration de la qualité de la vie, de construction de la paix et de l'unité nationale.

L'objectif général de la Politique Nationale de Développement du Sport est de contribuer à travers les activités physiques et sportives au développement social et économique du Mali comme l'attestent ses Axes stratégiques au nombre de six (06) et leurs objectifs spécifiques.

Axe stratégique n°1 : Promotion de la gouvernance administrative et organisationnelle des structures.

- Instituer la culture de bonne gouvernance
- Renforcer les capacités du Département des Sports et du Mouvement Sportif National
- Définir le rôle et les responsabilités des collectivités territoriales dans le développement du Sport
- Développer le sport de masse, le sport scolaire et universitaire le sport militaire et paramilitaire, le sport d'élite et de haut niveau et les sports traditionnels
- Promouvoir la paix et la cohésion sociale par le sport
- Renforcer la communication dans le domaine du sport

Axe stratégique n°2 : Renforcement du cadre juridique et institutionnel.

- Instituer un cadre juridique et institutionnel favorable au développement du sport
- Inventorier le patrimoine foncier sportif national

Axe stratégique n°3 : Développement et entretien des infrastructures sportives.

- Élaborer et mettre en oeuvre un plan pluriannuel de réalisation, de réhabilitation et d'entretien des infrastructures sportives

Axe stratégique n°4 : Renforcement des compétences des ressources humaines.

- Renforcer les capacités des acteurs et des structures de formation
- Promouvoir la médecine du sport

Axe stratégique n°5 : Accroissement de la mobilisation des ressources pour le financement du sport.

- Accroître les ressources mobilisées en faveur du sport
- Créer un cadre incitatif d'investissement dans le domaine du sport
- Développer le partenariat public privé autour de la gestion des infrastructures sportives et des évènements sportifs

Axe stratégique n°6 : Suivi-évaluation de la mise en oeuvre de la PNDS et son Plan d'action 2016-2020

- Assurer le suivi et la supervision régulière des activités du plan d'actions 2016 -2020
- Evaluer l'efficience et l'efficacité dans la mise en oeuvre de la politique nationale de développement du sport et de son plan d'actions 2016-2020.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux de participation aux compétitions internationales	%	70	30	40,20	69,38
2	Taux de réussite des jeunes talents aux différents examens nationaux	%	34	36,61	29,64	75,63
3	Proportion des jeunes talents évoluant dans les championnats nationaux et les équipes nationales	%	09	10,45	11,06	17,33
4	Proportion des jeunes talents féminins par rapport au nombre total des jeunes talents	%	20,00	25,15	28,68	29,03

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	4 524 788	4 522 685	4 563 709	4 996 515
Développement et Promotion des activités physiques et sportives	2 177 328	2 057 540	2 214 799	2 406 634
Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	1 336 996	665 391	740 824	783 557
Total :	**8 039 112**	**7 245 616**	**7 519 332**	**8 186 706**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	901 508	887 327	942 198	1 051 974
Biens et services	3 755 484	3 200 486	3 859 076	4 213 456
Transferts et subventions	1 615 881	790 926	1 016 464	1 112 660
Investissement	1 766 239	2 366 877	1 701 594	1 808 616
Total :	**8 039 112**	**7 245 616**	**7 519 332**	**8 186 706**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.020 Administration Générale

Responsable du Programme: Le Secrétaire Général:Amadou Diarra YALCOUYE

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme administration générale s'occupe de :

- la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;
- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;
- du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et indicateurs :

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques auquels sont associés des indicateurs de performance pour mesurer les progrès réalisés.

Objectif 1: Instituer la culture de bonne gouvernance et un cadre juridique/institutionnel favorable au développement du sport

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de structures dotées en manuels de procédures	%	50	60	75	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du Cabinet					
Précision Méthodologique : (nombre de structures dotés en manuels de procedure/nombre total de structures programmées)x100					
1.2 Nombre de textes adoptés	Nbre	50	8	15	10
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du Cabinet					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Renforcer les performances du département et autres acteurs publics et privés

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Nombre de conventions et/ou protocoles établis	Nbre	5	10	10	13
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du Cabinet					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Taux d'exécution du programme de formation	%	50	60	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la Direction des Ressources Humaines (DRH)					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents formés / nombre d'agent programmés pour la formation)x100					
2.3 Nombre de structures équipées et informatisées	Nbre	25	15	45	45
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la Direction des Finances et du Matériel					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/crédits notifiés)x100					
3.2 Taux de progression des subventions accordées aux Fédérations	%	5	-20	10	15
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités Direction des Finances et du Matériel (DFM)					
Précision Méthodologique : (Montant accordé de l'année N - Montant accordé de l'année N-1/Montant accordé de l'année N-1)x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	334 716	320 535	341 048	380 847
Biens et services	3 271 850	2 734 617	3 373 324	3 708 405
Transferts et subventions	132 392	127 546	132 629	145 891
Investissement	785 830	1 339 987	716 708	761 372
Total :	**4 524 788**	**4 522 685**	**4 563 709**	**4 996 515**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et Pilotage de la Politique nationale des sports	798 272	650 975	790 471	871 975
Gestion financière et matérielle	3 726 516	3 871 710	3 773 238	4 124 540
Total :	**4 524 788**	**4 522 685**	**4 563 709**	**4 996 515**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	26	21	21	21
CATEGORIE B	1			
CATEGORIE B1	27	26	26	26
CATEGORIE B2	13	13	13	13
CATEGORIE C	10	9	9	9
CONTRACTUEL	46	46	47	48
Total :	**123**	**115**	**116**	**117**

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politique nationale des sports

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	171 264	157 083	167 136	186 640
Biens et services	577 699	435 712	579 038	636 941
Transferts et subventions	33 200	48 193	33 259	36 584
Investissement	16 109	9 987	11 038	11 810
Total	**798 272**	**650 975**	**790 471**	**871 975**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	157 082
1.2.1	Prise en charge et entretien des entraineurs nationaux	361 760
1.2.2	Réalisation des Activités de pilotage de la Politique Nationale des Sports	83 940
1.2.3	Organisation des manifestations sportives	25 232
2.1.1	Appui au fonctionnement de la Zone II ACNOA	22 961
Total		**650 975**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	163 452	163 452	173 912	194 207
Biens et services	2 694 151	2 298 905	2 794 286	3 071 464
Transferts et subventions	99 192	79 353	99 370	109 307
Investissement	769 721	1 330 000	705 670	749 562
Total	**3 726 516**	**3 871 710**	**3 773 238**	**4 124 540**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.1	Appui à l'exécution des activités physiques et sportives	127 302
2.2.2	Appui aux compétitions internationales	862 097
2.3.1	Mise en oeuvre du Projet de Construction du Centre de Médécine du Sport	380 000
2.3.2	Mise en oeuvre du Projet de Construction de l'Hôtel des Sports	950 000
2.3.3	Appui à l'exécution des activités physiques et sportives	355 271
2.3.4	Acquisition des biens et services pour le fonctionnement des services	964 438
3.1.1	Prise en charge des dépenses du Personnel	163 452
3.1.2	Elaboration - exécution et suivi du Budget d'Etat	69 150
Total		**3 871 710**

Le Programme : 2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives

Responsable du programme : Modibo BAKAGA Directeur National des Sports et de l'Education Physique

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 2. « Développement et promotion des activités physiques et sportives» vise à développer et à promouvoir les activités physiques et sportives sur l'ensemble du territoire national. Il poursuit les objectifs spécifiques suivants :

1. Développer le sport de masse, le sport scolaire et universitaire le sport militaire et paramilitaire, le sport d'élite et de haut niveau, les sports traditionnels, le sport pour tous et le sport pour personnes en situation de handicap ;

2. Élaborer et mettre en oeuvre un plan pluriannuel de réalisation, de réhabilitation et d'entretien des infrastructures sportives;

3. Développer le partenariat public privé autour de la gestion des infrastructures sportives et des événements sportifs.

b) Présentation détaillée des objectifs et indicateurs :

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de trois objectifs spécifiques auquels sont associés des indicateurs de performance pour mesurer les progrès réalisés.

Objectif 1: Développer le sport de masse, le sport scolaire et universitaire, le sport militaire et paramilitaire, le sport d'élite et de haut niveau, les sports traditionnels, le sport pour tous et le sport pour persoones en situation de handicap

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de fréquentation des infrastructures de proximité dans le cadre du sport de masse	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités, rapport de missions

Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures de proximité frequentées/nombre total d'infrastructures de proximités recensées)x100

1.2 Taux de participation aux compétitions scolaires et universitaires	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la Direction Nationale des Sports et de l'Education Physique (DNSEP)

Précision Méthodologique : (Nombre de participation aux compétitions scolaires et universitaires/nombre de compétitions scolaires et universitaires programmées)x100

1.3 Taux de participation aux compétitions internationales	%	70	70	80	90

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSEP

Précision Méthodologique : (Nombre de participation aux compétitions internationales / Nombre de participation aux compétitions internationales programmées)x100

Objectif 2: Elaborer et mettre en oeuvre un plan pluriannuel de réalisation, de réhabilitation et d'entretien des infrastructures sportives

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'infrastructures réalisées	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSEP
Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures réalisées / Nombre total d'infrastructures programmées)x100

2.2 Taux d'infrastructures réhabilitées	%	50	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSEP
Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures réhabilitées / Nombre total d'infrastructures prévues)x100

2.3 Taux d'infrastructures entretenues	%	50	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSEP
Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures entretenues / Nombre total d'infrastructures prévues)x100

Objectif 3: Développer le partenariat publc-privé autour de la gestion des infrastructures et évènements sportifs

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Nombre de conventions et/ou protocoles signés	unité	7	6	8	9

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du Cabinet et de la DNSEP
Précision Méthodologique : Dénombrement

3.2 Taux de mobilisation des ressources dans le cadre du PPP	%	50	40	60	70

Moyen de Vérification : Rapports d'activités du Cabinet; de la DNSEP et de la DFM
Précision Méthodologique : (Montant mobilisé dans le cadre du PPP/ Montant total prévu par les conventions, protocoles et évènements sportifs)x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	327 797	327 797	348 772	389 469
Biens et services	67 077	97 660	67 740	74 502
Transferts et subventions	825 000	617 500	826 485	909 133
Investissement	957 454	1 014 583	971 802	1 033 530
Total :	**2 177 328**	**2 057 540**	**2 214 799**	**2 406 634**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Promotion du sport de masse	736 048	580 478	746 000	823 003
Promotion du sport professionnel	1 417 044	1 453 921	1 443 275	1 555 455
Promotion du sport d'élite	24 236	23 141	25 524	28 176
Total :	**2 177 328**	**2 057 540**	**2 214 799**	**2 406 634**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	39	39	39	39
CATEGORIE B1	11	8	8	8
CATEGORIE B2	17	13	13	13
CATEGORIE C	18	17	17	17
CONTRACTUEL	35	31	31	31
Total :	**120**	**108**	**108**	**108**

Action 01 Promotion du sport de masse

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	135 343	135 343	144 004	160 809
Biens et services	25 705	65 135	25 961	28 556
Transferts et subventions	575 000	380 000	576 035	633 638
Total	**736 048**	**580 478**	**746 000**	**823 003**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses du personnel	135 343
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre de la PNDS	65 135
1.2.1	Organisation du sport de masse et des compétitions nationales	380 000
Total		**580 478**

Action 02 Promotion du sport professionnel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	177 079	177 079	188 409	210 392
Biens et services	37 946	29 922	38 320	42 143
Transferts et subventions	250 000	237 500	250 450	275 495
Investissement	952 019	1 009 420	966 096	1 027 425
Total	**1 417 044**	**1 453 921**	**1 443 275**	**1 555 455**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.3	Prise en charge des dépenses du personnel	177 079
1.3.1	Apui au fonctionnement du CNOSM	237 500
1.3.2	Préparation et participation aux compétitions internationales	74 343
1.3.3	Appui à la réinsertion socio économique des anciens sportifs de haut niveau	28 887
2.1.1	Mise en oeuvre du Projet de rénovation du Stade Modibo Kéita	285 000
2.1.2	Mise en oeuvre du Projet Sécurisation du Champ Hippique	190 000
2.1.3	Mise en oeuvre du Projet d'Aménagement Stades CAN et Annexes	380 000
2.2.1	Acquisition d'équipements adéquats pour les infrastructures sportives	81 112
Total		**1 453 921**

Action 03 Promotion du sport d'élite

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	15 375	15 375	16 359	18 268
Biens et services	3 426	2 603	3 459	3 803
Investissement	5 435	5 163	5 706	6 105
Total	**24 236**	**23 141**	**25 524**	**28 176**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.4	Prise en charge des dépenses de personnel	15 375
1.3.5	Amélioration des conditions d'accueil et d'hébergement des sportifs de haut niveau	7 766
Total		**23 141**

Le Programme : 2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents

Responsable de Programme : Aliou MAIGA Conseiller Technique chargé des sports et formation

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 3 participe de la mise en oeuvre de la politique nationale de développement du sport à travers la formation.

Le programme assure l'atteinte de l'objectif spécifique suivant :

1. Accroître la pratique sportive, et réduire l'échec scolaire des jeunes talents ;

b) Présentation détaillée des objectifs et indicateurs :

Le cadre de performance du programme 3 est bâti autour d'un objectif spécifique auquel sont associés des indicateurs de performance pour mesurer les progrès réalisés.

Objectif 1: Accroitre la pratique sportive et reduire l'échec scolaire des jeunes talents					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Proportion des jeunes talents évoluant dans les équipes nationales	%	55	60	70	80
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activitée du Lycée Sportif Ben Omar Sy (LSBOS) et des Fédérations					
Précision Méthodologique : (Nombre des jeunes talents évoluants dans les sélections nationales/Nombre total des jeunes talents)x100					
1.2 Proportin des jeunes talents féminins par rapport au nombre total des jeunes talents	%	65	60	a	70
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du LSBOS					
Précision Méthodologique : (Nombre des jeunes talents féminins/Nombre total des jeunes talents)x100					
1.3 Taux de réussite des jeunes talents aux différents examens nationaux	%	-	75	75	75
Moyen de Vérification : Rapport de fin d'année du LSBOS					
Précision Méthodologique : (Nombre de jeunes talents admis/Nombre total des jeunes talents inscrits)x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	238 995	238 995	252 378	281 658
Biens et services	416 557	368 209	418 012	430 549
Transferts et subventions	658 489	45 880	57 350	57 636
Investissement	22 955	12 307	13 084	13 714
Total :	**1 336 996**	**665 391**	**740 824**	**783 557**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Encadrement des jeunes talents	725 857	665 391	740 824	783 557
Formations des formateurs sportifs	611 139			
Total :	**1 336 996**	**665 391**	**740 824**	**783 557**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	**Effectif au 31 décembre**			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	35	10	10	10
CATEGORIE B1	5	2	2	2
CATEGORIE B2	9	6	6	6
CATEGORIE C	5	2	2	2
CONTRACTUEL	13	7	7	7
Total :	**67**	**27**	**27**	**27**

Action 01 Encadrement des jeunes talents

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	238 995	238 995	252 378	281 658
Biens et services	416 557	368 209	418 012	430 549
Transferts et subventions	57 350	45 880	57 350	57 636
Investissement	12 955	12 307	13 084	13 714
Total	**725 857**	**665 391**	**740 824**	**783 557**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charges des dépenses de personnel	76 202
1.2.1	Réalisation des activités de formation des jeunes talents	543 309
1.3.1	Appui à la participation des jeunes talents aux examens nationaux	45 880
Total		**665 391**

Action 02 Formations des formateurs sportifs

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	601 139			
Investissement	10 000			
Total	**611 139**			

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
1.020	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION CENTRE MEDECINE SPORTIVE		380 000	300 000	380 000	302 430	321 241
Total :		**380 000**	**300 000**	**380 000**	**302 430**	**321 241**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.052	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
RENOVATION STADE MODIBO KEITA		285 000	300 000	285 000	302 430	321 241
AMENAGEMENT SECURISATION CHAMP HIPPIQUE		190 000	150 000	190 000	151 215	160 620
AMENAGEMENT DES STADES CAN & ANNEXES		380 000	350 000	380 000	352 835	374 781
Total :		**855 000**	**800 000**	**855 000**	**806 480**	**856 642**

SECTION :525 MINISTERE JEUNESSE ET CONSTRUCTION CITOYENNE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Décret N°2017-0358/PM-RM du 26 avril 2017 fixe les attributions spécifiques des membres du Gouvernement. Ce décret stipule en son article 35 que le Ministre de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne, prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne.

À ce titre, il est compétent pour :

- la promotion, l'organisation, l'orientation et la coordination des actions visant à assurer le plein épanouissement des jeunes et leur insertion dans le processus de développement économique, social et culturel ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre de mesures aptes à répondre aux attentes des jeunes et à susciter leur pleine participation aux activités d'intérêt public, notamment celles entreprises au bénéfice des communautés ;
- le suivi de la mise en oeuvre et l'évaluation du Programme national de Volontariat ;
- le suivi de la mise en oeuvre du service national des Jeunes ;
- la promotion de la citoyenneté, des valeurs et principes de la République et de la démocratie.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne est confronté aux contraintes et défis suivants :

I.2.1 Contraintes

- La faible mise en oeuvre du Programme National de Promotion de la Jeunesse (PNPJ) due au déficit de financement ;
- Le retard dans la mise en oeuvre du Document de Politique Cadre du Développement de la Jeunesse ;
- L'insuffisance de cadres de jeunesse tant au niveau central que régional et local ;
- Le déficit de citoyenneté ;
- Le plafonnement à un bas niveau du nombre de volontaires pour le Centre National de Promotion du Volontariat ;
- L' insuffisance notoire des infrastructures socio-éducatives et de promotion de la citoyenneté ;

I.2.2 Défis

- L'opérationnalisation du service national des jeunes;
- La mise en oeuvre de la politique cadre de développement de la jeunesse;
- Le développement et la mise en oeuvre d'une politique nationale de volontariat;
- La mise en oeuvre de la politique national de la citoyenneté et du civisme;
- Le fonctionnement permanent des infrastructures de jeunesse;
- La mise en oeuvre de la politique de déconcentration/Décentralisation;
- La prévention des maladies sexuellement transmissibles;
- Renforcement des capacités du secteur associatif jeunes en matière de mobilisation, de citoyenneté et de participation à la vie politique;
- Renforcement Institutionnel.

I.3 La politique sectorielle

Adoptée en 2012, la Politique Cadre de Développement de la Jeunesse (PCDJ), vise comme objectif global le bien-être, l'épanouissement, le développement des capacités, les potentialités et l'employabilité des jeunes afin que chaque jeune soit un citoyen actif et productif et un acteur à part entière de la politique de développement du pays. Les axes majeurs de la politique cadre de développement de la jeunesse sont les suivants :

- Education et développement des compétences de base des jeunes ;
- Formation, employabilité, entreprenariat et insertion professionnelle ;
- Santé et bien-être des jeunes ;
- Accompagnement psychologique, socio-éducatif, culturel et sportif des jeunes ;

- Protection, accompagnement psychosocial et insertion sociale des jeunes les plus vulnérables et des jeunes migrants, dimension genre et promotion de la parité et égalité des sexes ;
- Leadership de participation des jeunes au développement du pays ;
- Renforcement des capacités institutionnelles et des acteurs au niveau central et local.

Le Programme National de Promotion de la Jeunesse(PNPJ) vise les objectifs suivants :
- Définir les besoins et aspirations prioritaires de la jeunesse;
- Formuler une stratégie collective pour aborder les problèmes et les questions touchant les jeunes des deux sexes ;
- Inciter à la planification stratégique et prospective des actions en faveur des jeunes ;
- Constituer un appel à la nécessaire concertation des efforts des Ministères, services de l' Etat et Organisation Non Gouvernementales dans le but de promouvoir la satisfaction des besoins de la jeunesse ;
- Définir la manière dont la jeunesse doit participer au processus de prise de décision du pays.

Conformément à la volonté du Président de la République de restaurer les valeurs de construction citoyenne, le gouvernement du Mali a adopté, en septembre 2017, la Politique Nationale de la Citoyenneté et du Civisme (PNCC). La PNCC contribuera à la mise en oeuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger.

L'objectif de la PNCC est de construire un modèle de citoyen malien qui soit plus respectueux de ses droits et devoirs, pétri de valeurs de civisme, de civilité, du respect des normes de transparence, de la bonne gouvernance et de la préservation des biens publics, qui participe activement à asseoir la paix, la solidarité et qui promeut le développement économique et social et le bien-être des populations à tous les niveaux.

La PNCC est mise en oeuvre à travers sept (07) axes stratégiques à savoir :

1. intensification de la sensibilisation des parties prenantes et des groupes cibles à différents niveaux ;
2. renforcement des capacités des acteurs et parties prenantes sur les valeurs de citoyenneté et de civisme à tous les niveaux ;
3. promotion de la citoyenneté et du civisme chez les jeunes, de la diversité culturelle des actions culturelles, socio-éducatives (sessions connaissance du Mali, biennales artistique, sportive et culturelle, camps de jeunesse, vacances citoyennes, etc.) ;
4. réactivation du groupement national de pionniers axé sur le développement de la citoyenneté et du civisme auprès des jeunes, à travers l'approche de partenariat public privé (gouvernement-mouvement associatif jeunes et société civile) ;
5. développement d'une stratégie de communication en vue d'une participation massive des citoyens au vote et un meilleur respect des textes régissant la vie de la nation ;
6. renforcement du dispositif institutionnel de coordination et de suivi-évaluation de la PNCC ;
7. approfondissement des niveaux de connaissance en matière de citoyenneté et de civisme à travers les études et la recherche.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs		Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 0 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	555 298	0	0	0
Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	2 876 097	0	0	0
Civisme, Volontariat et Citoyenneté	2 308 050	0	0	0
Total :	**5 739 445**	**0**	**0**	**0**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 003 372	0	0	0
Biens et services	1 066 550	0	0	0
Transferts et subventions	296 560	0	0	0
Investissement	3 372 963	0	0	0
Total :	**5 739 445**	**0**	**0**	**0**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politique nationale de la jeunesse et de la construction citoyenne

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	133 413			
Biens et services	130 000			
Investissement	10 000			
Total	**273 413**			

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	51 382			
Biens et services	196 000			
Investissement	20 000			
Total	**267 382**			

Action 03 Décentralisation et déconcentration des ressouces au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	14 503			
Total	**14 503**			

Action 01 Amélioration du cadre de travail des jeunes et des intervenants jeunesses

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	785 686			
Biens et services	339 956			
Transferts et subventions	24 000			
Investissement	25 795			
Total	**1 175 437**			

Action 02 Encadrement des jeunes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	23 082			
Biens et services	33 558			
Investissement	1 206 000			
Total	**1 262 640**			

Action 03 Participation citoyenne des jeunes au développement

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	9 809			
Biens et services	12 043			
Investissement	416 168			
Total	**438 020**			

Action 01 Promotion du Civisme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	340 490			
Investissement	1 500 000			
Total	**1 840 490**			

Action 02 Volontariat et Citoyenneté

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	272 560			
Investissement	195 000			
Total	**467 560**			

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a pour mission de préparer et mettre en oeuvre la politique nationale du Mali en matière de santé et d'hygiène publique. Il est chargé de maintenir et d'améliorer l'état de santé de tous les maliens en assurant une couverture sanitaire et la qualité des soins de santé.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. L'analyse porte sur l'ensemble des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- Faible capacité d'accueil des établissements de santé ;
- Insuffisance des ressources humaines qualifiées ;
- Mauvaise répartition des agents sur le territoire national ;
- Insécurité dans certaines parties du territoire national ;
- Insuffisance des équipements et matériels techniques adaptés.

I.2.2 Défis

- Fourniture de soins de santé de qualité à moindre coût ;
- Mise en place d'un dispositif de veille capable de faire face aux menaces liées à certaines épidémies (ex. Ebola, la fièvre zika etc) ;
- Réhabilitation des structures techniques des régions du Nord ;
- Renforcement des capacités des ressources humaines par des formations continues et des formations en spécialisation ;
- Renforcement du plateau technique des formations sanitaires afin de réduire significativement les évacuations sanitaires (modernisation du système de santé) ;
- Amélioration du système de communication pour la référence évacuation à travers la mise en place et l'opérationnalisation d'une cellule de coordination entre les formations sanitaires ;
- Renforcement de la décentralisation des crédits de la santé au profit des collectivités ;
- Mise en oeuvre de la politique nationale de gestion des déchets biomédicaux ;
- Responsabilisation et sensibilisation des professionnels de la santé en vue de l'amélioration des indicateurs de santé et de la gouvernance du système de santé ;
- Responsabilisation de la famille sur les questions de santé à travers une participation accrue des hommes et des femmes à la prise de décision ;
- Renforcement du suivi-évaluation des activités opérationnelles ;
- Renforcement des capacités des Collectivités Territoriales pour la mobilisation et la gestion des ressources transférées.

I.3 La politique sectorielle

La politique sectorielle de santé et de population, adoptée en 1990, a lancé l'approche programme pour la préparation et la mise en oeuvre des politiques, plans et programmes de santé et de développement social. Le gouvernement du Mali a adopté le deuxième Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) qui couvre la période 2014-2023. Sa première tranche quinquennale qui est le Programme de Développement Sanitaire et Social, phase III (PRODESS III, 2014-2018), est structurée autour de onze objectifs stratégiques :

1. réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;
2. réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles ;
3. réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies non transmissibles ;
4. promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé ;
5. réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique ;
6. augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations ;
7. assurer un meilleur accès, une meilleure qualité et utilisation des produits pharmaceutiques y compris les réactifs de laboratoire, les

Tableau 1 : **Quelques indicateurs - 2017**

vaccins et les produits sanguins ;

8. assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable ;

9. développer un système de financement permettant une meilleure mobilisation et utilisation des ressources financières pour la santé, une meilleure accessibilité aux services de santé, une gestion transparente et qui incite les prestataires et les utilisateurs à être plus efficients;

10. assurer la production, l'analyse, la dissémination et l'utilisation d'informations sanitaires fiables ventilées par sexe et à jour sur les déterminants de la santé, la performance du système de santé et le statut sanitaire;

11. assurer une gouvernance du système de santé permettant une meilleure prise en compte du genre, une meilleure planification stratégique et opérationnelle, une implication effective de toutes les parties prenantes, une meilleure coordination de mise en oeuvre des interventions, le renforcement des audits (interne, externe) et du contrôle.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

2014

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Nombre de CSCOMs fonctionnels	Nbre	1207	1240	1252	1340
2	PMA<5Km	%	57	58	58	58
3	PMA<15Km	%	87	87	87	87
4	Taux de mortalité maternelle	pour 100 000 N. V	368	368	368	368
5	Espérance de vie à la naissanace	an	55,6	55,6	55,6	55,6
6	Taux d'accouchements assistés	%	58	61	66,03	66,43
7	Taux d'utilisation des services de planification familiale	%	10,2	8,9	10,6	10,2

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration, Coordination et Décentralisation	24 249 173	23 132 782	20 067 545	21 638 427
Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	34 138 580	34 207 675	36 599 541	40 052 311
Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation	3 724 437	3 530 752	3 734 065	3 846 367
Soins Hospitaliers et Recherche	45 755 696	41 802 627	44 423 034	47 622 966
Total :	**107 867 886**	**102 673 836**	**104 824 185**	**113 160 071**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	29 791 427	29 791 427	26 620 842	29 896 326
Biens et services	16 911 172	14 838 953	17 413 032	17 956 685
Transferts et subventions	31 618 331	29 024 744	30 301 812	33 087 757
Investissement	29 546 956	29 018 712	30 488 499	32 219 303
Total :	**107 867 886**	**102 673 836**	**104 824 185**	**113 160 071**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.021 Administration, Coordination et Décentralisation

Responsable du Programme : le Directeur des Finances et du Matériel

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de :

-la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;

-la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;

-la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ; le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme I est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à : (i) l'insuffisance des professionnels de santé ; (ii) la disponibilité des données statistiques; (iii) la gouvernance du secteur.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans le tableau ci-dessous, sont consignés les objectifs ainsi que les indicateurs.

Objectif 1: Assurer la disponibilité des resssources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Ratos proffessionnel de santé/habitant suivent les normes de l'OMS (23 prof/10000hdts).	pour 10000	7,5	8,4	8,5	8,5

Moyen de Vérification : Annuaire statistique, rapports d'activités DRH, CPS

Précision Méthodologique : (le nombre total de professionnel de santé (Médecins, Infirmiers, Sages-femmes)/ la population totale) x 10 000

1.2 Proportion de médecins généralistes ayant bénéficié de formation de spécialisation	%	37	38	39	39

Moyen de Vérification : Annuaire statistique DRH, rapports d'activités DRH

Précision Méthodologique : (Nombre médecins généralistes ayant bénéficié de bourse de formation de spécialisation / le nombre de médecins ayant formulés une demande de bourse de formation) x100

Objectif 2: Assurer la production, l'analyse, la dissémination et l'utilisation d'informations sanitaires et sociales fiables ventilées par sexe et à jour sur les détermiants de la santé, la performance du système de santé et le statut sanitaire et social.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Nombre d'annuairs statistiques sectoriels pour la prise de décision	Nombre	4	4	4	4

Moyen de Vérification : Rapports d'activités CPS, DNS, DRH

Précision Méthodologique : dénombrement

Formule :

2.2 Taux de complétude de la saisie des données des consultations curatives dans le DHIS2	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : DHIS2

Précision Méthodologique : (Nombre de saisies réalisées/nombre de saisies prévues) x 100

Objectif 3: Assurer une gouvernanance du système de santé performant, une leilleure prise en compte du genre, une meilleure planification stratégique et opérationnelle, une implication effective de toutes les parties prenantes, une meilleure coordinantion de mise en oeuvre des interventions, le renforcement des audits (interne et externe) et du contôle.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Proportion de réunions statutaires du programme de santé tenues conformément aux textes législatif et réglementaires en vigueur	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : RA CPS/SSDSPF					
Précision Méthodologique : (nombre de réunions statutaires tenues conformément aux textes en vigueur / nombre de réunions statutaires prévues) X 100					
3.2 Proportion de ressources financières transférées aux collectivités territoriales	%	17,20	8,5	9	9,5
Moyen de Vérification : RA DFM, CADD, DGB					
Précision Méthodologique : (Ressources transférées aux CT / Ressources budgétaires de la Santé) x 100					
3.3 Pourcentage de budget exécuté	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DFM					
Précision Méthodologique : (Crédit liquidé /Crédit notifié) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	11 480 764	11 480 764	7 014 496	7 870 260
Biens et services	5 638 837	4 396 942	6 112 743	6 314 496
Transferts et subventions	1 485 750	2 309 482	1 478 317	1 611 361
Investissement	5 643 822	4 945 594	5 461 989	5 842 310
Total :	**24 249 173**	**23 132 782**	**20 067 545**	**21 638 427**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et Pilotage de la Politiques nationale de la santé	1 097 310	2 000 420	1 111 697	1 195 833
Gestion financière et matérielle	21 897 767	20 008 105	17 664 472	19 061 254
Gestion des ressources humaines du secteur	470 217	431 799	489 545	521 734
Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département	190 584	160 706	190 270	203 979
Contrôle des services de la santé	207 916	183 006	215 330	231 339
Planification, Programmation et Suivi évaluation	385 379	348 746	396 231	424 288
Total :	**24 249 173**	**23 132 782**	**20 067 545**	**21 638 427**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	163	163	165	168
CATEGORIE B1	51	54	55	56
CATEGORIE B2	64	73	74	75
CATEGORIE C	21	21	21	21
CONTRACTUEL	164	160	163	166
Total :	**463**	**471**	**478**	**486**

Action 01 Coordination et Pilotage de la Politiques nationale de la santé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	199 605	199 605	214 076	240 193
Biens et services	367 959	283 792	368 875	379 938
Transferts et subventions	499 746	1 488 523	497 246	541 997
Investissement	30 000	28 500	31 500	33 705
Total	**1 097 310**	**2 000 420**	**1 111 697**	**1 195 833**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.2	Prise en charge des dépenses du personnel	199 605
3.1.3	Réalisation des études et recherches	28 500
3.1.4	Prise en charge des dépenses matériel et fonctionnement	127 235
3.1.5	Suivi et supervision de la mise en oeuvre de la politique de santé et de l'hygiène publique	139 293
3.1.6	Prise en charge des dépenses de communication énergie	17 265
3.1.7	Appui aux organismes publics, organisations faitières et menages	1 488 523
Total		**2 000 420**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	11 072 691	11 072 691	6 576 840	7 379 212
Biens et services	4 932 170	3 489 439	5 007 002	5 159 703
Transferts et subventions	807 403	671 305	803 364	875 665
Investissement	5 085 503	4 774 670	5 277 266	5 646 674
Total	**21 897 767**	**20 008 105**	**17 664 472**	**19 061 254**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.3.1	Prise en charge des dépenses du personnel	11 072 691
3.3.2	Préparation du budget	722 919
3.3.3	Exécution du budget	1 769 709
3.3.4	Prise en chage des frais de déplacement et mission	145 783
3.3.5	Prise en charge des dépenses de communication et énergie	694 132
3.3.6	Prise en charge des autres dépenses	156 896
3.3.7	Appui aux organismes publics, organisations faitières et ménages	671 304
3.3.8	Réalisation d'infrastructures et d'équipements des structures	4 774 670
Total		**20 008 105**

Action 03 Gestion des ressources humaines du secteur

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	62 641	408 244	460 116	489 810
Transferts et subventions	21 908	16 650	21 798	23 759
Investissement	385 668	6 905	7 631	8 165
Total	**470 217**	**431 799**	**489 545**	**521 734**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi et supervision de la mise en oeuvre de la politique de gestion des ressources humaines	24 223
1.1.2	Prise en charge des frais de déplacement	19 713
1.1.3	Prise en charge des dépenses de communication et énergie	4 829
1.1.4	Renforcement des capacités opérationnelles de la DRH	16 650
1.1.6	Prise en charge des entretiens bâtiments	6 905
1.2.1	Formation des ressources humaines	359 480
Total		**431 799**

Action 04 Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	55 281	43 169	55 416	57 076
Transferts et subventions	131 150	113 592	130 494	142 238
Investissement	4 153	3 945	4 360	4 665
Total	**190 584**	**160 706**	**190 270**	**203 979**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.2.1	Suivi et supervision de la mise en oeuvre de la poitique de décentralisation et de déconcentration	16 265
3.2.2	Prise en charge des frais de déplacement et mission	22 074
3.2.3	Prise en charge des dépenses de communication et énergie	4 829
3.2.4	Renforcement de la capacité opérationnelle de la CADD	113 593
3.2.5	Prise en charges des entretiens bâtiments	3 945
Total		**160 706**

Action 05 Contrôle des services de la santé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	93 958	93 958	100 769	113 062
Biens et services	107 209	82 636	107 475	110 695
Investissement	6 749	6 412	7 086	7 582
Total	**207 916**	**183 006**	**215 330**	**231 339**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.3.9	Réalisation des missions de contrôle et d'inspection dans les services de santé	20 228
3.3.10	Prise en charge des dépenses de personnel	93 958
3.3.11	Prise en charge des frais de déplacement et mission	57 580
3.3.12	Prise en charge des dépenses de communication et énergie	4 829
3.3.13	Prise en charge des entretiens bâtiments	6 412
Total		**183 006**

Action 06 Planification, Programmation et Suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	114 510	114 510	122 811	137 793
Biens et services	113 577	89 662	113 859	117 274
Transferts et subventions	25 543	19 412	25 415	27 702
Investissement	131 749	125 162	134 146	141 519
Total	**385 379**	**348 746**	**396 231**	**424 288**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Renforcement de la capacité opérationnelle de la CPS	19 412
2.1.2	Réalisation des études et recherche	23 750
2.2.1	Prise en charge des dépenses de personnel	114 510
2.2.3	Prise en charge des frais de déplacement et mission	43 215
2.2.4	Prise en charge des dépenses de communication et énergie	13 938
2.2.5	Prise en charge des entretiens bâtiments	6 412
3.1.1	Coordination de la préparation et du suivi-évaluation des plans, programmes et projets de développement	32 510
3.1.8	Acquisitions d'équipements CPS	95 000
Total		**348 746**

Le Programme : 2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies

Responsable du programme : le Directeur National de la Santé.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme « soins de santé primaire et lutte contre les maladies » vise à assurer l'offre de santé au niveau des soins de base et la prévention des maladies, donc assurer une bonne santé pour tous. Il fédère six objectifs stratégiques du PRODESS III en cinq objectifs spécifiques dont la finalité demeure l'amélioration de l'état de santé des populations. Il s'agit de :

-Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;

-Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies non transmissibles ;

-Promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé ;

-Réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique ;

-augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « soins de santé primaire et la lutte contre les maladies » vise à atteindre spécifiquement quatre objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'accouchement assisté	%	67	69	71	71
Moyen de Vérification : Annuaire du Système Local d'Information Sanitaire (SLIS/PRODESSIII)					
Précision Méthodologique : (Nombre d'accouchements assistés/Nombre de naissances attendues) x 100					
1.2 Taux de prévalence comtraceptif	%	16,89	18,89	20,89	20,89
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III					
Précision Méthodologique : (Nombre de couple année protection/nombre de femmes en âge de procréer)*100					
1.3 Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59 mois)	%	0,5	0,5	0,4	0,4
Moyen de Vérification : Enquête SMART/(PRODESS III (correction))					
Précision Méthodologique : Enquête SMART (Nombre d'enfants malnutris aigu sévère (6-59 mois)/Nombre d'enfants de 6 à 59 mois enquêtés) x 100					

Objectif 2: Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies translissibles, non transmissibles et les indicaps liés aux maladies non transmissibles

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Proportion de déccès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme, vus dans les formations sanitaires	%	15	10	8	8
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III					
Précision Méthodologique : (Nombre de cas de décès lié au paludisme chez les enfants de 0 à 5 ans/Nombre total de cas de paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans)*100					
2.2 Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	%	>=90	>=90	>=90	>=90
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III					
Précision Méthodologique : (Nombre d'enfants de 0 à 11 mois ayant reçus 3 doses de vaccin penta/nombre total d'enfants de 0 à 11 mois) *100					
2.3 Pourcentage de personnel formé au dépistage précoce et la prise en charge efficace des maladfies non transmissibles aux trois niveaux de la piramide sanitaire	%	11	12	13	13
Moyen de Vérification : Rapports de Formation, Section maladies non transmissibles DNS					
Précision Méthodologique : (Nombre de prestataires formés au dépistage précoce et la prise en charge par pathologie (HTA, DIABETE, CANCER, DREPANOCYTOSE¿) /nombre total de prestataires de soins) x100					

Objectif 3: Promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé et réduire les conséquences sanitairs des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Nombre d'agents formés sur le changement climatique et santé	Nombre	20	40	40	40
Moyen de Vérification : PRODESS III/Rapport de Formation, Division Hygiène DNS					
Précision Méthodologique : Dénombrement des agents formés par an sur le changement climatique et santé					
3.2 Pourcentage d'infections postopératoires dans les CS-Réf	%	<=1	<=1	<=1	<=1
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des unités de chirurgie et de maternité, la réalisation de 2015 ne prend pas en compte les données de Kayes et Sikasso.					
Précision Méthodologique : (Nombre de cas d'infections postopératoire dans les CSRéf /nombre total d'interventions chirurgicales réalisées dans les CSRéf) *100					
3.3 Nombre d'agents formés sur la prévention des maladies professionnelles et des accidents de travail dans les CS-Réf	Nombre	20	40	40	40
Moyen de Vérification : Rapport de Formation DNS					
Précision Méthodologique : Dénombrement des prestataires formés par an sur la prévention des maladies professionnelles et des accidents de travail					

Objectif 4: Augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux d'utilisation des services (nc/hbt/an)	%	0,40	0,45	0,50	0,50
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS/PRODESS III					
Précision Méthodologique : (Nombre de nouveaux cas vus en consultation curative au cours d'une année/Population totale susceptible de venir consulter au cours de cette même année) x 100.					
4.2 Taux de disponibilité des SONUB de qualité au niveau des CSCOMs	%	30	35	40	40
Moyen de Vérification : Rapports SONU/PRODESS III, Annuaire SLIS.					
Précision Méthodologique : Nombre d'établissements SONUB/Nombre total de CSCom *100					
4.3 Nombre de nouveaux CS-Réf créés	Nombre	3	3	3	3
Moyen de Vérification : Annuaire SLIS					
Précision Méthodologique : Dénombrement de nouveaux CSRéf créés					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	18 048 272	18 048 272	19 327 163	21 714 303
Biens et services	7 484 342	6 861 996	7 502 477	7 727 107
Transferts et subventions	6 774 410	5 622 289	6 750 880	7 378 383
Investissement	1 831 556	3 675 118	3 019 021	3 232 518
Total :	**34 138 580**	**34 207 675**	**36 599 541**	**40 052 311**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Orientation et Suivi de la mise en oeuvre de la politique de la santé	22 187 826	23 645 584	26 445 323	29 092 995
Santé communautaire	7 557 638	4 986 128	4 160 991	4 634 120
Santé de reference	13 864	2 024 148	2 215 956	2 420 422
Suivi des investissements dans les infrastructures sanitaires	109 164	94 515	112 448	120 006
Communication pour le changement de comportement	183 912	164 448	188 533	199 922
Prévention contre la maladie	4 086 176	3 292 852	3 476 290	3 584 846
Total :	**34 138 580**	**34 207 675**	**36 599 541**	**40 052 311**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	1 172	1 900	1 282	1 306
CATEGORIE B	1	143	0	0
CATEGORIE B1	1 158	2 689	1 186	1 209
CATEGORIE B2	1 308	2 118	1 320	1 345
CATEGORIE C	92	86	83	84
CONTRACTUEL	729	716	728	742
Total :	**4 460**	**7 652**	**4 599**	**4 686**

Action 01 Orientation et Suivi de la mise en oeuvre de la politique de la santé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	14 252 687	13 190 353	15 285 997	17 150 880
Biens et services	2 851 905	2 587 437	2 902 771	2 989 823
Transferts et subventions	3 418 716	4 351 362	5 412 902	5 907 388
Investissement	1 664 518	3 516 432	2 843 653	3 044 904
Total	**22 187 826**	**23 645 584**	**26 445 323**	**29 092 995**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge de la césariene 1	2 124 108
1.2.1	Amélioration de la santé de la réproduction	102 300
1.3.1	Lutte contre les maladies, malnutrition et promotion de l'hygiène 1	290 035
2.1.1	Lutte contre les maladies, malnutrution et promotion de l'hygiène 2	290 035
2.2.1	Lutte contre les maladies, malnutrition et promotion de l'hygiène 3	293 785
2.3.1	Lutte contre lesmaladies, malnutrition et promotion de l'hygoène 4	232 028
2.3.2	Lutte contre les maladies (programmes)	1 355 520
3.1.1	Lutte contre les épidémies et catasdtrophes	793 431
3.2.1	Prise en charge des frais de déplacement et mission	152 827
3.3.1	Prise en charge des dépenses de communication et énergie	13 733
4.1.1	Prise en charge des dépense de personnel DNS/DRS	13 217 694
4.1.8	Renforcement de la santé sexuelle et reproductive	3 000 720
4.2.1	Suivi et supervision des orientations et de la mise en oeuvre de la politique de santé	1 113 762
4.2.3	Lutte contre les maladies (SIDA)	581 894
4.3.1	Prise en charge des entretiens bâtiments dns/drs	83 712
Total		**23 645 584**

Action 02 Santé communautaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	3 658 044	3 716 542	2 823 910	3 190 814
Biens et services	1 003 129	360 562	380 056	391 181
Transferts et subventions	2 736 972	909 024	957 025	1 052 125
Investissement	159 493			
Total	**7 557 638**	**4 986 128**	**4 160 991**	**4 634 120**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.2.2	Mise en oeuvre du paquet minimum d'activités CSCOMs	4 986 128
Total		**4 986 128**

Action 03 Santé de reference

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		1 003 836	1 070 086	1 207 144
Biens et services		506 890	597 470	615 268
Transferts et subventions	13 864	361 903	380 953	418 870
Investissement		151 519	167 447	179 140
Total	**13 864**	**2 024 148**	**2 215 956**	**2 420 422**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.7	Renforcement de la capacité opérationnelle des CSRéf	2 024 148
Total		**2 024 148**

Action 04 Suivi des investissements dans les infrastructures sanitaires

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	41 440	41 440	44 444	49 866
Biens et services	65 371	50 840	65 534	67 498
Investissement	2 353	2 235	2 470	2 642
Total	**109 164**	**94 515**	**112 448**	**120 006**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.3.2	Prise en charge des dépenses de personnel CEPRIS	41 440
4.3.3	Suivi et supervision des investissements dans les infrastructures sanitaires	21 686
4.3.4	Prise en charge des frais de déplacement et mission	24 325
4.3.5	Prise en charge des dépenses de communication et énergie	4 829
4.3.6	Prise en charge des entretiens bâtiments CEPRIS	2 235
Total		**94 515**

Action 05 Communication pour le changement de comportement

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	55 962	55 962	60 019	67 341
Biens et services	122 758	103 554	123 063	126 749
Investissement	5 192	4 932	5 451	5 832
Total	**183 912**	**164 448**	**188 533**	**199 922**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.2	Prise en charge des dépense de personnel CNIECS	55 962
4.1.3	Promotion de la communication et l'éducation en santé	87 771
4.1.4	Prise en charge des frais de déplacement et mission	10 954
4.1.5	Prise en charge des dépenses de communication et énergie	4 829
4.1.6	Prise en charge des entretiens bâtiments	4 932
Total		**164 448**

Action 06 Prévention contre la maladie

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	40 139	40 139	42 707	48 258
Biens et services	3 441 179	3 252 713	3 433 583	3 536 588
Transferts et subventions	604 858			
Total	**4 086 176**	**3 292 852**	**3 476 290**	**3 584 846**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.2	Prise en charge des dépenses du personnel CNI	40 139
2.2.3	Renforcement des capacités opérationnelles	140 211
2.2.4	Prise en charge des frais de déplacement et mission	1 701
2.2.5	Achat vaccins et conspmmables	3 110 801
Total		**3 292 852**

Le Programme : 2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé et participation

Responsable de Programme : le Directeur de la Pharmacie et du Médicament

a) Présentation stratégique du programme

Le programme 3 participe à la mise en oeuvre du PRODESS III grâce à son rôle stratégique dans l'approvisionnement du pays en médicaments, vaccins et consommables d'une part, et la maîtrise des tarifs de soins, d'autre part. La Direction de la Pharmacie et du Médicament (DPM) est chargée de définir la réglementation pharmaceutique, d'instruire et de suivre les dossiers d'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) national des médicaments, d'élaborer et de mettre en oeuvre les programmes nationaux des médicaments et enfin de développer des outils d'aide à l'usage rationnel des médicaments.

Le programme assure l'atteinte des objectifs suivants :

-assurer un meilleur accès, une meilleure qualité et utilisation des produits pharmaceutiques y compris les réactifs de laboratoire, les vaccins;

-assurer la règlementation pharmaceutique en matière des médicaments Vaccins et Consommables.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité Financière aux Soins de Santé et Participation» vise à atteindre spécifiquement deux objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Assurer un meilleur accès, une meilleure qualité et utilisation des produits pharmaceutiques y compris les réactifs de laboratoire, les vaccins					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux de disponibilité des 12 médicaments du panier	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DPM, Outil bilan C, Rapport CROCEP.					
Précision Méthodologique : (nombre de médicaments du panier disponible/ Nombre total des médicaments du panier) x100					
1.2 Taux de disponibilité des médicaments essentiels dans le secteur privé	%	95	97	98	98
Moyen de Vérification : Rapport d'étude DPM sur le secteur privé					
Précision Méthodologique : (Nombre total de médicaments essentiels disponibles / le nombre total de médicaments essentiels du secteur privé) X 100					
1.3 Nombre moyen de jour de rupture des vaccins	Nombre	0	0	0	0
Moyen de Vérification : Rapport d'activité annuel de la DNS/CNI.					
Précision Méthodologique : La somme des jours de rupture/le nombre total des vaccins.					

Objectif 2: Assurer la réglementation pharmaceutique en matières des médicaments, des vaccins et des consommables					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Nombvre de sessions d'AMM tenues	Nombre	4	4	4	4
Moyen de Vérification : Rapport de la commission d'AMM, Rapport d'activités.					
Précision Méthodologique : dénombrement					
2.2 NoNombre de réunions du Comité Technique de Coordination et de suivi de la gestion des médicaments essentiels	Nombre	4	4	4	4
Moyen de Vérification : Rapport du comité de CTCSGME.					
Précision Méthodologique : dénombrement					
2.3 Nombre d'études réalisées dans le cadre du secteur pharmaceutique	Nombre	2	2	2	2
Moyen de Vérification : Rapport d'étude.					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Biens et services	3 717 688	3 524 340	3 726 979	3 838 785
Investissement	6 749	6 412	7 086	7 582
Total :	**3 724 437**	**3 530 752**	**3 734 065**	**3 846 367**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Orientation et Suivi de la mise en oeuvre de la politique pharmaceutique	3 724 437	3 530 752	3 734 065	3 846 367
Total :	**3 724 437**	**3 530 752**	**3 734 065**	**3 846 367**

Action 01 Orientation et Suivi de la mise en oeuvre de la politique pharmaceutique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	3 717 688	3 524 340	3 726 979	3 838 785
Investissement	6 749	6 412	7 086	7 582
Total	**3 724 437**	**3 530 752**	**3 734 065**	**3 846 367**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Approvisionnement en médicaments	3 468 698
1.2.1	Réglémentation, suivi et supervision du secteur pharmaceutique	21 006
1.3.1	Prise en charge des frais de déplacement et mission	8 698
2.1.1	Prise en charge des dépenses de communication et énergie	5 214
2.2.1	Prise en charge des entretiens bâtiments	6 412
2.3.1	Réglémentation, suivi et supervision du secteur pharmaceutique	20 724
Total		**3 530 752**

Le Programme : 2.057 Soins Hospitaliers et Recherche

Responsable de Programme : le Secrétaire Général du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme « Soins Hospitaliers et Recherche» vise à améliorer la performance des hôpitaux, des institutions de recherches et des établissements spécialisés dans le domaine de la santé. Ce programme est chargé de mettre en oeuvre des actions pour l'atteinte des objectifs suivants du PRODESS III :

-réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;

-réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux maladies non transmissibles ;

-promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé ;

-réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme « Disponibilité Soins Hospitaliers et Recherche» vise à atteindre spécifiquement quatre objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Réduire la morbidité et la mortalité maternemme, néonatale, infantile et infanto-juvénile

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de mortalité maternelle intra hospitalière liée à l'accouchement	%	1,20	1,20	1,15	1,15
Moyen de Vérification : SIH, Registre d'admission de la maternité/Réanimation					
Précision Méthodologique : Nombre de parturientes décédées à l'hôpital / Nombre total de femmes ayant accouchées à l'hôpital *100					
1.2 Taux de mortalité néonatale précoce intra hospitalière	%	5	5	4,5	4,5
Moyen de Vérification : Registre d'admission de la maternité et registre d'Hospitalisation de la néonatologie					
Précision Méthodologique : Nombre de nouveaux nés décédés dans les 7 jours de l'accouchement / Nombre total de naissance vivante*100					
1.3 Proportion de résultats d'études publiée sur la santé de la mère et de l'enfant	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : les résultats des études sur la santé de la mère et de l'enfant.					
Précision Méthodologique : (Nombre d'études publié / le nombre d'études réalisé)*100					

Objectif 2: Réduire la morbidité, la mortalité et les incdicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux lamadies non transmissibles

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Proportion de déccès attribuables au paludisme grave parmi les enfants de 0-5 ans atteints de paludisme grave dans les EPH	%	4	4	3,5	3,5
Moyen de Vérification : Rapport de la DPNLP					
Précision Méthodologique : (Nombre d'enfants de 0-5 ans décédés par suite de paludisme grave à l'hôpital /Nombre total d'enfants de 0-5 ans atteints paludisme grave) x100					
2.2 Proportion de PV/VIH sous ARV	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports VIH et registre de dispensation des ARV des EPH					
Précision Méthodologique : (Nombre de PV/VIH sous ARV / Nombre total de PV/VIH suivies) x100					
2.3 Taux de réussite de la chirurgie dans les EPH spécialisés (cataracte, sénile simple, prothèses totales de la hanche, ostéosynthèses maxillofaciaux)	%	70	70	80	80
Moyen de Vérification : Rapports annuels, Registre opératoire des EPH spécialisés.					
Précision Méthodologique : Nombre de chirurgie réussie / Nombre total de cas réalisé *100 ;					

Objectif 3: Promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de conformité de la gestion des déchets biomédicaux dans les EPH	%	75	75	80	80
Moyen de Vérification : Rapports d'évaluation du contrat de performance des EPH					
Précision Méthodologique : (Nombre d'étapes conformes / Nombre total d'étapes consignées dans le manuel de procédures) x100					
3.2 Proportion d'études scientifiques sur les déterminants sociaux de la santé, dont les résultats sont disponibles	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Les rapports d'activités et recommandations des études et recherche					
Précision Méthodologique : (Nombre d'études réalisées dont les résultats sont disponibles/ nombre total d'études prévues) x100					
3.3 Proportion de produits alimentaires autorisés par la commission natianale d'autorisation de mise sur le marché	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : les décisions d'AMM délivrées par le ministre en charge de la santé					
Précision Méthodologique : (Nombre de décisions d'AMM/ nombre de dossiers soumis à la CNAMM)*100					

Objectif 4: Réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Proportion de malades admis en urgence et/ou référés pris en charge dans les EPH dans l'heure suivant leur admission	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Registre du service d'accueil des urgences					
Précision Méthodologique : (Nombre de malades admis en urgence et /ou référés pris en charge dans l'heure suivant l'admission / Nombre total de malades admis en urgence et /ou référés reçus dans la structure) x100					
4.2 Proportion d'EPH disposant d'un plan blanc pour la gestion des catastrophes/conflits	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : le Manuel du plan blanc ou le projet d'établissement					
Précision Méthodologique : (Nombre d'EPH disposant d'un plan blanc pour la gestion des catastrophes/conflits /Nombre total d'EPH) x100					
4.3 Proportion d'EPH utilisant le dossier médical informatisé	%	50	50	70	70
Moyen de Vérification : les rapports d'activités des structures.					
Précision Méthodologique : (Nombre d'EPH disposant un dossier médical informatisé /le nombre total d'EPH)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	262 391	262 391	279 183	311 763
Biens et services	70 305	55 675	70 833	76 297
Transferts et subventions	23 358 171	21 092 973	22 072 615	24 098 013
Investissement	22 064 829	20 391 588	22 000 403	23 136 893
Total :	**45 755 696**	**41 802 627**	**44 423 034**	**47 622 966**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Fourniture de Soins hospitaliers	40 129 020	37 791 137	40 352 515	43 184 997
Recherche en santé publique	5 326 243	3 718 004	3 768 259	4 109 780
Evaluation des hôpitaux	300 433	293 486	302 260	328 189
Total :	**45 755 696**	**41 802 627**	**44 423 034**	**47 622 966**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	1 101	1 074	1 092	1 110
CATEGORIE B1	344	313	316	319
CATEGORIE B2	493	484	491	499
CATEGORIE C	57	51	51	51
CONTRACTUEL	352	315	318	321
Total :	**2 347**	**2 237**	**2 268**	**2 300**

Action 01 Fourniture de Soins hospitaliers

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	262 391	262 391	279 183	311 763
Biens et services	47 305	38 195	47 776	52 549
Transferts et subventions	19 050 083	17 997 272	19 047 475	20 773 350
Investissement	20 769 241	19 493 279	20 978 081	22 047 335
Total	**40 129 020**	**37 791 137**	**40 352 515**	**43 184 997**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Améliration des soins hosiptaliers 1	2 996 526
1.1.2	AMELIORATION DU LATEAU TECHNIQUE	2 850 000
1.1.3	CONSTRUCTION ANTIM	665 000
1.2.1	Améliration des soins hosiptaliers 2	2 596 685
1.2.2	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT HGT	190 000
1.3.1	Réalisation d'études et recherches 1	152 000
2.1.1	Améliration des soins hosiptaliers 3	3 615 751
2.1.2	CONSTRUCTION, EQUIPEMENT DES HOPITAUX	11 400 000
2.2.1	Améliration des soins hosiptaliers 4	2 669 163
2.2.2	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT HPG	190 000
2.3.1	Améliration des soins hosiptaliers 5	2 614 446
2.3.2	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA	190 000
2.3.3	APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT HOP. KATI	237 500
3.1.1	Améliration des soins hosiptaliers 6	2 627 950
4.1.1	Améliration des soins hosiptaliers 7	1 177 337
4.1.4	EXTENTION, EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2 850 000
4.3.1	Réalisation d'infrastructures et d'équipement (budget ordinaire hôpitaux)	768 779
Total		**37 791 137**

Action 02 Recherche en santé publique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	23 000	17 480	23 057	23 748
Transferts et subventions	4 068 243	2 859 774	2 786 497	3 064 544
Investissement	1 235 000	840 750	958 705	1 021 488
Total	**5 326 243**	**3 718 004**	**3 768 259**	**4 109 780**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.2	Appui au fonctionnement desstructures de recherches 1	168 888
1.3.3	Promotion de la recherche	17 480
1.3.4	AMENAGEMENT /EQUIPEMENT CRLD	237 500
1.3.5	MISE A NIVEAU LNS	237 500
3.2.1	Réalisation d'études et recherches 2	190 000
3.2.3	Appui au fonctionnement des structures de recherche 2	1 383 630
3.2.5	Réalisation d'infrastructures et d'équipements (budget ordinaire structures de recherche)	175 750
3.3.1	Appui au fonctionnement des structures de recherches 3	1 307 256
Total		**3 718 004**

Action 03 Evaluation des hôpitaux

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	239 845	235 927	238 643	260 119
Investissement	60 588	57 559	63 617	68 070
Total	**300 433**	**293 486**	**302 260**	**328 189**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.3	Réalisation d'études et recherches ANEH	57 559
4.2.1	Renforcement des capacités opérationnelles ANEH	235 928
Total		**293 486**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.021	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE		95 000	100 000	95 000	100 810	105 850
Total :		**95 000**	**100 000**	**95 000**	**100 810**	**105 850**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.057	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
AMELIORATION PLATEAU TECHNIQUE HOPITAUX		2 850 000	5 000 000	2 850 000	5 040 500	5 292 525
CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT HOPITAUX		11 400 000	12 000 000	11 400 000	12 097 200	12 702 060
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT IOTA		190 000	150 000	190 000	151 215	158 775
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETABLISSEMENT HPG		190 000	200 000	190 000	201 620	211 701
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETAB. HOPITAL G.T.		190 000	200 000	190 000	201 620	211 701
APPUI MISE EN OEUVRE ACCORDS ETAB. HOPITAL KATI		237 500	250 000	237 500	252 025	264 626
AMENAGEMENT / EQUIPEMENT CENTRE LUTTE C/ DREPANOCYT		237 500	300 000	237 500	302 430	321 241
MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE		237 500	250 000	237 500	252 025	267 700
Total :		**15 532 500**	**18 350 000**	**15 532 500**	**18 498 635**	**19 430 329**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Conformément au Décret N°04-0106/PR-M du 31 mars 2004, le HCNLS est chargé de veiller à la promotion de la politique nationale de lutte contre le SIDA, de suivre les programmes d'intervention, de faire le plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources et de la pleine participation aux objectifs, stratégies et programmes de lutte contre le SIDA.

Le SE/HCNLS a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale de lutte contre le VIH/SIDA et de veiller à la mise en oeuvre et au suivi de cette politique. (Décret N°05-0307/PR-M du 08 juillet 2005 fixant les modalités de fonctionnement et d'orientation du SE/HCNLS).

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de l'exécution de sa mission, le SE/HCNLS est confronté aux contraintes et défis suivants:

I.2.1 Contraintes

- insuffisance de financement des activités de lutte contre le VIH et le sida ;
- faible contribution de l'Etat au budget de la lutte contre le VIH et le sida ;
- faible implication du niveau communautaire ;
- discrimination et stigmatisation des cibles prioritaires (PVVIH, HSH, PS, UDI) ;
- faiblesse dans l'offre de services d'IEC/CCC et de dépistage du VIH ;
- insuffisance de l'intégration de la prise en charge du VIH et du sida dans le paquet minimum de l'offre de service de santé ;
- difficultés dans la mise en oeuvre du plan d'élimination de la TME (e-TME) ;
- difficultés d'accès aux régions du nord à cause de l'insécurité persistante.

I.2.2 Défis

- mise en place effective du Fonds national de lutte contre le SIDA;
- renforcement de l'engagement à tous les niveaux (leadership politique, du secteur public, du secteur privé, de la communauté.) ;
- respect des droits humains notamment la lutte contre la stigmatisation et la discrimination ;
- renforcement du niveau de connaissance de la population générale sur le VIH et sur le sida et en particulier la jeunesse;
- renforcement/amélioration de l'offre de services de santé notamment l'intensification des activités de prévention/dépistage et de traitement du VIH et du sida ;
- disponibilité et bonne gestion des produits de santé VIH.

I.3 La politique sectorielle

Depuis le premier cas de SIDA diagnostiqué au Mali en 1985, le pays a mis en place et exécuté plusieurs programmes de lutte contre ce fléau.

La réponse nationale en terme de lutte contre le sida au Mali, basée sur un fort engagement politique et communautaire et soutenue par un financement international de 80% et national de 20%, a donné des résultats probants en termes de prévention, de traitement, de soins et de soutien.

Ainsi en conformité avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), les stratégies mondiales de l'OMS, de l'ONUSIDA, les Résolutions et les Engagements pris sur le plan mondial notamment la déclaration de politique des nations unies du 8 Juin 2016 pour aller à l'élimination du SIDA à l'horizon 2030; le Mali est en train de relire sa déclaration de politique de lutte contre le SIDA et de réviser son cadre stratégique pour prendre en compte les objectifs et les cibles d'élimination du SIDA à l'horizon 2030.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Pourcentage de personnes vivant avec le VIH connaissant leur statut	%	46,9	54,7	48,7	41,0
2	Pourcentage de femmes enceintes vivant avec le VIH bénéficiant de traitements antirétroviraux efficace ou qui en ont commencé	%	20,2	41,5	34,8	54,0
3	Pourcentage d'adultes vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral	%	35,4	38,9	38,5	43,0
4	Pourcentage d'enfants vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral	%	31,1	40,5	20,7	24,0

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	3 060 310	2 437 364	3 053 411	3 331 933
Total :	**3 060 310**	**2 437 364**	**3 053 411**	**3 331 933**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	108 595	108 595	116 463	130 667
Biens et services		88 560	0	0
Transferts et subventions	2 951 715	2 240 209	2 936 948	3 201 266
Total :	**3 060 310**	**2 437 364**	**3 053 411**	**3 331 933**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

Responsable du programme : Le Secrétaire Exécutif

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie d'élimination du SIDA à l'horizon 2030, conformément aux engagements pris sur le plan mondial notamment la déclaration de politique des Nations Unies en 8 Juin 2016.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme multisectoriel de lutte contre le sida est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à l'objectif final d'élimination du SIDA à l'horizon 2030.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court, moyen et long terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Réduire les nouvelles infections par la réalisation d'activités de prévention pour l'ensemble de la population du Mali face aux risques du VIH/SIDA

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de personnes vivant avec le VIH connaissant leur statut	%	65,7	74	82	90
Moyen de Vérification : Rapports annuels du SE/HCNLS, CSLS/MSHP, Projections SPECTRUM					
Précision Méthodologique : Nombre de personnes qui ont connaissance de leur séropositivité/Nombre estimé de personnes vivant avec le VIH					
1.2 Pourcentage d'enfants exposés bénéficiant d'un test virologique du VIH au cours de leurs premiers mois de vie, pendant la période de référence	%	45	60	76	76
Moyen de Vérification : Rapport annuel du SE/HCNLS, CSLS/MSHP, Projections SPECTRUM					
Précision Méthodologique : Nombre de nourrissons qui ont fait l'objet d'un dépistage virologique du VIH au cours de leurs deux premiers mois de vie, pendant la période de référence/Nombre estimé de femmes enceintes séropositives ayant accouché au cours des 12 derniers mois					
1.3 Pourcentage de femmes enceintes vivant avec le VIH bénéficiant de traitements antirétroviraux efficace ou qui en ont commencé	%	75	25	95	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel du SE/HCNLS, de la CSLS/MSHP, SPECTRUM					
Précision Méthodologique : Nombre de femmes enceintes séropositives ayant accouché et reçu des ARV au cours des 12 derniers mois dans le but de réduire le risque de transmission mère¿enfant au cours de la grossesse et de l'accouchement /Nombre estimé de femmes séropositives ayant accouché au cours des 12 derniers mois					

Objectif 2: Assurer la prise en charge antirétrovirale et des infections opportunistes

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage d'adultes vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral	%	52,8	58	66	74
Moyen de Vérification : Rapport annuel PTME de la CSLS/MSHP, Projections SPECTRUM					
Précision Méthodologique : Nombre d'adultes recevant un traitement antirétroviral à la fin de la période de référence /Nombre estimé d'adultes vivant avec le VIH					
2.2 Pourcentage d'enfants vivant avec le VIH bénéficiant d'un traitement antirétroviral	%	60	51	63	78
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la CSLS/MSHP, Estimations Projections SPECTRUM					
Précision Méthodologique : Nombre d'enfants recevant un traitement antirétroviral à la fin de la période de référence /Nombre estimé d'enfants vivant avec le VIH					
2.3 Pourcentage de personnes sous thérapie antirétrovirale dont la charge virale a été supprimée	%	56	71	82	90
Moyen de Vérification : Rapport annuel de la CSLS/MSHP, Estimations Projections SPECTRUM					
Précision Méthodologique : (Nombre de personnes sous traitement antiretroviral au cours de la période de référence qui ont vu leur charge virale suprimée/Nombre de personnes actuellement sous traitement antiretroviral)x100					

Objectif 3: Promouvoir les questions de droits humains et du genre					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Pourcentage de corps constitués (parlementaires, magistrats, officiers de police judiciaire, militaires et porteurs d'uniforme) informé et sensibilisé sur les questions de droits humains et de genre lié au VIH	%	90	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, Rapports des CSLS					
Précision Méthodologique : Nombre de corps constitués informé et sensibilisé sur le Genre et le VIH/Nombre total de corps constitués					
3.2 Pourcentage des PVVIH adultes sensibilisées sur les textes de lois sur le sida	%	54	72	90	90
Moyen de Vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, Rapports des CSLS, Rapport d¿enquête auprès des PVVIH					
Précision Méthodologique : Nombre de PVVIH adultes bénéficiant d¿un traitement antirétroviral sensibilisés /Nombre total d¿adultes vivant avec le VIH bénéficiant d¿un traitement antirétroviral					

Objectif 4: Coordonner et financer l'ensemble des programmes de lutte contre le VIH et le sida					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Pourcentage de concertations tenues avec les parties prenantes de la lutte	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, SER, CSLS/MSHP					
Précision Méthodologique : Nombre de concertations tenues avec les parties prenantes de la lutte niveau national et régional/Nombre total de concertations prévues au niveau national et régional					
4.2 Pourcentage de missions de Supervision et d'audits réalisées avec rapports disponibles (y compris les sous-projets financés sur budget national)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel SE/HCNLS, SER, CSLS/MSHP					
Précision Méthodologique : Nombre de missions de supervision réalisées avec rapports disponibles/Nombre total de missions de supervision prévues					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	108 595	108 595	116 463	130 667
Biens et services		88 560	0	0
Transferts et subventions	2 951 715	2 240 209	2 936 948	3 201 266
Total :	**3 060 310**	**2 437 364**	**3 053 411**	**3 331 933**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Lutte contre le sida	3 060 310	2 437 364	3 053 411	3 331 933
Total :	**3 060 310**	**2 437 364**	**3 053 411**	**3 331 933**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	13	13	13	13
CATEGORIE B1	6	6	6	6
CATEGORIE B2	2	3	3	3
CONTRACTUEL	16	18	18	18
Total :	**37**	**40**	**40**	**40**

Action 01 Lutte contre le sida

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	108 595	108 595	116 463	130 667
Biens et services		88 560	0	0
Transferts et subventions	2 951 715	2 240 209	2 936 948	3 201 266
Total	**3 060 310**	**2 437 364**	**3 053 411**	**3 331 933**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Promouvoir le dépistage et la connaissance du statut sérologique	450 000
1.2.1	Etendre et renforcer les capacités des sites de prise en charge pédiatrique en diagnostic précoce (DP) et laboratoires de diagnostic	50 000
1.3.1	Promouvoir le dépistage des femmes en âge de procréer et les hommes dans les services de Santé de la Reproduction	50 000
2.1.1	Renforcer les structures de prise en charge en produits de santé et en équipements	500 000
2.2.1	Renforcer les structures de prise en charge en médicaments (ARV) et en équipements	100 000
2.3.1	Renforcer les capacités des structures de santé en intrants pour la CV	50 000
3.1.1	Renforcer la lutte contre les pratiques de stigmatisation et de discrimination	25 000
3.2.1	Renforcer les connaissances des PV VIH adultes sensibilisés sur les connaissances des textes de loi sur le VIH	25 000
4.1.1	Renforcer la coordination de la lutte à tous les niveaux (national, régional et opérationnel)	634 347
4.1.2	Campagne national de lutte contre le sida (mois de décembre)	250 000
4.1.3	Session du Haut Conseil National de Lutte contre le Sida	50 000
4.1.4	Prise en charge des dépenses de Personnel	108 595
4.2.1	Réaliser des missions de supervision, d¿audits et de contrôle	29 422
4.2.2	Renforcer la mise en place des outils de collecte et bases de données à tous les niveaux	40 000
4.2.3	Réaliser des études sur la lutte contre le Sida	75 000
Total		**2 437 364**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la famille est chargé de préparer et de mettre en oeuvre la politique nationale du genre, de la famille, de la promotion et de la protection de la femme et de l'enfant.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures devant assurer le bien-être de la Femme, de la Famille et de l'Enfant ;
- la politique nationale du genre ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre des actions visant à assurer la prise en charge des besoins spécifiques des femmes et des enfants ;
- la promotion des droits de la femme et de l'enfant ;
- la protection de l'enfance ;
- la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des enfants dans les programmes et projets de développement.

I.2 Les contraintes et les défis

I.2.1 Contraintes

- Faible fonctionnement des mécanismes institutionnels de mise en oeuvre des politiques et programmes ;
- Non fonctionnalité des mécanismes de suivi cohérent des politiques et des stratégies ;
- Faible appropriation des documents de politiques par les acteurs concernés ;
- Insuffisance de la maîtrise des concepts (genre, enfant, famille et femme) par les acteurs institutionnels ;
- Insuffisance de système d'information harmonisé et fonctionnel ;

Non fonctionnalité des cadres de concertation ;

- Insuffisance des ressources humaines qualifiées ;
- absence de politique de gestion des ressources humaines ;
- Insuffisance et inadéquation des ressources financières ;
- faible maitrise des instruments de planification et de suivi-évaluation ;
- faible capitalisation des acquis ;
- Influence des pesanteurs socio-culturelles et religieuses.

I.2.2 Défis

- opérationnaliser le Plan Décennal de Développement pour l'Autonomisation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (PDAFEF) 2020-2029 ;
- Garantir un leadership national sur le genre et sur l'épanouissement de l'enfant et de la famille ;
- Renforcer les capacités des ressources humaines du département et les autres acteurs ;
- Rendre fonctionnel le système d'information sur la femme, l'enfant et la famille (SIFEF) ;
- Créer les conditions d'un partenariat dynamique entre tous les acteurs au développement (Etat, Société civile et Partenaires techniques et financiers) ;
- Renforcer le plan de communication et le plaidoyer en faveur du changement de comportement ;
- Mobiliser plus de ressources financières pour la mise en oeuvre des programmes.

I.3 La politique sectorielle

La vision de la politique sectorielle du département est : « contribuer à l'émergence du Mali à travers l'autonomisation de la femme, de l'enfant et de la famille, fondée sur l'égalité de chances et de droits pour la constitution d'un capital humain de qualité capable de participer efficacement à la création de richesses et à la gouvernance sociale économique et politique du pays ».

Pour ce faire, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille dispose de trois politiques nationales et d'une

stratégie nationale de lutte contre les Violences Basées sur le Genre:

- La Politique Nationale Genre (PNG) vise à garantir l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources, en vue de faire du Mali un pays émergent fort de sa croissance et fier de ses valeurs de justice, de paix, de solidarité et de cohésion sociale.

- La Politique Nationale de Promotion et de Protection de l'Enfant (PNPPE) vise une société démocratique qui garantit l'épanouissement de l'Enfant grâce à la jouissance et au plein exercice de ses droits et devoirs par une responsabilisation soutenue des parents, de la communauté, des collectivités et de l'Etat en vue de le préparer à une citoyenneté effective inspirée de nos valeurs socioculturelles. »

- La Politique Nationale de Promotion de la Famille (PNPF) vise une famille viable et autonome, attachée à nos valeurs socioculturelles positives, portée par nos valeurs spirituelles et respectueuses des institutions, des droits humains et de l'environnement ».

- La Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) vise un Mali dans lequel les filles, les femmes, les garçons, les hommes adoptent des comportements et des attitudes favorables à l'abandon des VBG d'ici à 2030

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Pourcentage de femmes aux postes électifs.	%	9,52	9,52	10	25,6
2	Pourcentage de femmes aux postes nominatifs dans l'administration publique.	%	17,76	11,76	25	16
3	Proportion des femmes dans la fonction publique.	%	30,26	30,62	30,98	31,10

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	2 635 737	2 092 320	2 609 778	2 791 647
Promotion de la Femme	5 433 190	1 908 668	2 264 751	2 438 967
Promotion de l'Enfant et de la Famille	1 378 187	1 284 333	1 134 333	1 210 004
Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	800 000	500 000	850 720	905 591
Total :	**10 247 114**	**5 785 321**	**6 859 582**	**7 346 209**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 399 324	1 399 324	1 489 698	1 665 873
Biens et services	1 322 306	1 339 194	1 356 491	1 396 204
Transferts et subventions	1 126 347	783 169	1 177 067	1 254 128
Investissement	6 399 137	2 263 634	2 836 326	3 030 004
Total :	**10 247 114**	**5 785 321**	**6 859 582**	**7 346 209**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles

Responsable du Programme : Mohamed Attaher MAIGA, Secrétaire Général:

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme Administration Générale Développement des Capacités Institutionnelles est le programme de soutien aux autres programmes opérationnels du ministère. Il est essentiellement composé des structures transversales chargées entre autres d'appuyer les responsables des programmes du ministère dans la mise en oeuvre de leurs actions. Il a pour objet entre autres la gestion des ressources humaines, matérielles et financières, la conduite des réformes institutionnelles, la coordination, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1 est bâti autour de quatre objectifs spécifique qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

-la coordination et pilotage des politiques nationales en matière de genre enfant et famille ;

-la gestion financière et matérielle ;

-la décentralisation et la déconcentration des ressources au sein du département.

Objectif 1: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte administratif					
Précision Méthodologique : (crédits liquidés/crédits notifiés)x100					
1.2 taux d'exécution du plan de passation des marchés publics	%	98	100	100	100
Moyen de Vérification : le rapport de suivi du plan de passation des marchés					
Précision Méthodologique : (Nombre de marchés exécutés / nombre total de marchés prévus) x100.					
1.3 taux d'exécution du programme de formation	%	60	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de formation					
Précision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées /nombre de formations prévues) x 100.					

Objectif 2: Améliorer la planification, la coordination et le suivi-évaluation des politiques et programmes du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 taux d'exécution moyen des plans de travail annuels(PTA) des quatre (04) programmes	%	75	85	90	95
Moyen de Vérification : Rapports de suivi des programmes (1 par trimestre)					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées des programmes/ nombre total d'activités prévues par les programmes) X 100.					
2.2 taux de mise en oeuvre des recommandations issues des instances statutaires des politiques et programmes	%	60	70	100	100
Moyen de Vérification : PV/CR de Session (Cité des Enfants, FAFE, SP-PNG, PNLE)					
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre en Année N/ nombre total de recommandations formulées en Année N-1) x 100.					
2.3 taux d'exécution des missions de suivi-évaluation des politiques et programmes	%	50	60	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de missions de suivi évaluation					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions effectuées / nombre total de missions prévues) x 100.					

Objectif 3: Assurer une meilleure visibilité des actions menées par le département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 taux d'exécution du plan de communication	%	65	70	90	100

Moyen de Vérification : rapport d'activités
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées / nombre total d'activités prévues) X 100

Objectif 4: Impulser le processus de la décentralisation et de la déconcentration au sein du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de transfert des ressources financières aux collectivités conformément aux compétences transférées	%	30	100	100	100
Moyen de Vérification : Mandat de délégation					
Précision Méthodologique : (montant des ressources transférées/Montant des ressources à transférées) x100					
4.2 Taux de transfert des ressources matérielles aux collectivités conformément aux compétences transférées	%	35	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de mise en oeuvre du décret					
Précision Méthodologique : (Nombre de ressources matérielles transférées/ Nombre total de ressources à transférées) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	700 575	700 575	746 028	835 285
Biens et services	895 005	810 807	925 129	952 164
Transferts et subventions	61 390	46 656	61 390	65 564
Investissement	978 767	534 282	877 231	938 634
Total :	**2 635 737**	**2 092 320**	**2 609 778**	**2 791 647**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Coordination et Pilotage de Politiques nationale en matière de genre, enfant et famille	1 626 081	1 121 890	1 561 702	1 662 333
Gestion financière et matérielle	979 953	947 286	1 017 958	1 098 231
Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département	29 703	23 144	30 118	31 083
Total :	**2 635 737**	**2 092 320**	**2 609 778**	**2 791 647**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	32	31	31	31
CATEGORIE B1	13	14	14	14
CATEGORIE B2	15	18	18	18
CATEGORIE C	8	8	8	8
CONTRACTUEL	43	40	40	40
Total :	**111**	**111**	**111**	**111**

Action 01 Coordination et Pilotage de Politiques nationale en matière de genre, enfant et famille

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	194 188	194 188	207 233	233 613
Biens et services	493 357	410 520	519 480	535 284
Investissement	938 536	517 182	834 989	893 436
Total	**1 626 081**	**1 121 890**	**1 561 702**	**1 662 333**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel	194 188
2.1.2	Tenue de la revue annuelle pour la coordination et le suivi de la mise en ¿uvre des programmes	76 900
2.1.3	Mise en oeuvre de la feuille de route de l'élaboration du plan décennal 2020-2029	75 768
2.1.4	Coordination des actions du FAFE	30 970
2.1.5	Renforcement des capacités du personnel du CABINET	57 402
2.1.6	Elaboration et mise en oeuvre d'un plan de communication et de mobilisation sociale	66 500
2.1.7	Appui au FAFE	500 000
2.2.1	Suivi de l'exécution des recommandations issues des concertations et des réunions statutaires de la PNG, Résolution 1 325, du FAFE, du Conseil National de la Famille, du Comité National de coordination et de suivi-évaluation de la PNPPE, CNAPN et PRODESS III	32 135
2.3.1	Mise en place d'un système d'information fonctionnel pour le département	63 508
2.3.2	Suivi de l'institutionnalisation du genre	24 519
Total		**1 121 890**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	506 387	506 387	538 795	601 672
Biens et services	374 945	379 993	378 681	389 167
Transferts et subventions	61 390	46 656	61 390	65 564
Investissement	37 231	14 250	39 092	41 828
Total	**979 953**	**947 286**	**1 017 958**	**1 098 231**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du salaire et accessoires du personnel	506 387
1.1.2	Elaboration, exécution et suivi du budget du département	135 057
1.2.1	Approvisionnement en biens et services des structures	305 842
Total		**947 286**

Action 03 Décentralisation et déconcentration des ressources au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	26 703	20 294	26 968	27 713
Investissement	3 000	2 850	3 150	3 370
Total	**29 703**	**23 144**	**30 118**	**31 083**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Suivi de l'effectivité des transferts des ressources liées aux compétences transférées	10 285
4.2.1	Dissémination du décret 2015-0506/PRM du 27 juillet 2015 fixant le détail des compétences transférées aux collectivités territoriales dans le domaine PFEF	12 859
Total		**23 144**

Le Programme : 2.059 Promotion de la Femme

Responsable du Programme : Madame HAIDARA Bernadette KEITA Conseillère Technique Genre

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à améliorer le statut social, économique, juridique et politique de la femme.

A cet effet, il est chargé de :

-améliorer le statut social et économique de la femme ;

-promouvoir les droits sociaux, juridiques et politique de la femme ;

-améliorer les cadres de concertation et de partenariat ;

-s'assurer de la mise en oeuvre efficace et efficiente des projets et programmes genre au niveau central et déconcentré.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2 est bâti autour de quatre objectifs spécifique suivants :

-Développement d'un capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation.

-Mise à contribution des potentialités des femmes et des hommes dans le développement du pays par leur participation égale aux sphères de décision ;

-Améliorer les cadres de concertation et de partenariat ;

-S'assurer de la mise en oeuvre efficace et efficiente des projets et programmes au niveau central et déconcentré..

Objectif 1: Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage des cas liés aux MGF/VBG pris en charge	%	85	60	70	80

Moyen de Vérification : rapports national du PNLE, carte de référence

Précision Méthodologique : (Nombre de cas pris en charge / nombre de cas identifiés) x 100

1.2 Proportion de villages ayant abandonné l'excision	%	80	15	17	20

Moyen de Vérification : Rapport d'activités

Précision Méthodologique : Nombre de villages ayant abandonné à travers la signature de convention /nombre de villages couvert par les interventions (1364/12000)

1.3 Proportion d'activités de diffusion de la stratégie nationale de communication holistique sur les VBG réalisées	%	55	40	50	60

Moyen de Vérification : Rapports d'activités

Précision Méthodologique : (Nombre de diffusions d'activités réalisées) /(nombre d'activités de diffusions prévues) x 100%)

Objectif 2: Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les instances chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits	%	80	15	25	30

Moyen de Vérification : Décisions de nomination

Précision Méthodologique : (Nombre de femmes nommées/nombre de personnes prévues dans les organes) x 100

2.2 Pourcentage de femmes formées dans la prévention et la gestion des conflits (APR, R1325, ..)	%	35	60	90	100

Moyen de Vérification : Rapport de formation

Précision Méthodologique : (Nombre de femmes formées/nombre total prévu) x100. (prévision 450 femmes à former pendant les 3 ans)

Objectif 3: Développer des programmes appropriés pour soutenir l'équipement et la formation en vue d'accompagner la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les zones rurales et urbaines.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage d'organisations de femmes ayant accès aux équipements et aux infrastructures de production	%	30	30	50	50

Moyen de Vérification : bordereau de livraison, PV de réception

Précision Méthodologique : (Nombre de femmes bénéficiaires / Nombre de femmes prévues) x 100.

3.2 Taux de femmes formées dans les AGR et dans l'entrepreneuriat	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports de formation et d'activités

Précision Méthodologique : (nombre de femmes formées dans les AGR /nombre de femmes prévues) x 100

3.3 Taux de réussite des activités d'AGR et d'entreprenariat	%	35	35	30	30

Moyen de Vérification : Rapports d'activités, rapport d'enquêtes

Précision Méthodologique : (Nombre de femmes excerçant l'activité) /(nombre de femmes appuyées) x 100

Objectif 4: S'assurer de la mise en oeuvre efficace et efficiente des projets et programmes aux niveaux central et déconcentré.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux de réalisation des missions de suivi et de supervision des activités.	%	90	90	90	100

Moyen de Vérification : Rapports de suivi-supervision

Précision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi-supervision réalisées/ nombre de mission de suivi-supervision prévues)*100

4.2 Proportion de projets programmes suivis et supervisés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de suivi-supervision

Précision Méthodologique : (Nombre de projets et programmes suivis et supervisés/nombre projets et programmes existants(05) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	370 799	541 783	576 660	644 089
Biens et services	195 439	235 891	264 389	272 445
Investissement	4 866 952	1 130 994	1 423 702	1 522 433
Total :	**5 433 190**	**1 908 668**	**2 264 751**	**2 438 967**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Amélioration des conditions de la femme	5 071 820	1 653 600	2 007 927	2 165 069
Formation et Education de la Femme	361 370	255 068	256 824	273 898
Total :	**5 433 190**	**1 908 668**	**2 264 751**	**2 438 967**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	59	76	76	76
CATEGORIE B1	21	23	23	23
CATEGORIE B2	13	32	32	32
CATEGORIE C	7	13	13	13
CONTRACTUEL	26	40	40	40
Total :	**126**	**184**	**184**	**184**

Action 01 Amélioration des conditions de la femme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	322 812	493 796	525 394	586 702
Biens et services	123 011	172 972	183 729	189 019
Investissement	4 625 997	986 832	1 298 804	1 389 348
Total	**5 071 820**	**1 653 600**	**2 007 927**	**2 165 069**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses de personnel(DNPF)	71 063
1.1.2	Développement de partenariats techniques avec les départements sectoriels, les ONG et les PTF	19 000
1.1.3	Réalisations d'activités d'IEC, de CCC, de plaidoyer et de communication en faveur des droits et pour la promotion de la femme	12 198
1.2.1	Etudes et recherches : études de capitalisations et études thématiques	47 500
1.3.1	Vulgarisation /dissémination des textes : la Loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030, 2063, CEDEF, Protocole de Maputo, OHADA etc.	9 500
1.3.3	Approvisionnement en biens et services des services régionaux	44 764
2.1.1	Voyages d'étude et d'échanges(DNPF,projet Karité, Plate forme, RFOE, OPF)	47 500
2.1.2	Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	21 248
2.2.1	Organisation de sessions de formation (Genre, GAR, SR/PF, leadership, AGR, Dynamique coopérative OHADA VBG, R1325 paix et sécurité, gestion d¿entreprise, techniques de production, environnement, énergies renouvelables, communication/plaidoyer)	47 500
3.1.1	Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté	95 000
3.1.3	Projet de réhabilitation du centre de lutte contre l'excision	142 500
3.1.4	Réhabilitation des Centres d'Autopromotion des Femmes	142 500
3.1.5	Projet appui promotion de la femme rurale	190 000
3.1.6	acquisition de biens et services pour la DNPF et OPF	57 583
3.2.1	Programme d'Appui à l'Autonomisation des Femmes dans les filières agro sylvo pastorales et le Karité	95 000
3.3.1	Programme d'Appui Diversification, Valorisation (filières porteuses)	95 000
4.2.1	organisation des évènements spéciaux (8 mars, 31 juillet, 15 octobre)	9 500
4.2.2	Approvisionnement en biens et services des directions régionales	65 823
4.2.3	Prise en charge des salaires et accessoires au niveau déconcentré	403 612
4.2.4	Approvisionnement en biens et services au niveau des services locaux	36 813
Total		**1 653 604**

Action 02 Formation et Education de la Femme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	47 987	47 987	51 266	57 387
Biens et services	72 428	62 919	80 660	83 426
Investissement	240 955	144 162	124 898	133 085
Total	**361 370**	**255 068**	**256 824**	**273 898**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.2	Prise en charge des dépenses de personnel(CAK, PNLE)	47 987
3.1.7	Approvisionnement en biens et services des maisons de la femme	49 822
3.1.8	Equipement de la maison des femmes et des enfants	95 000
3.3.3	acquisition de biens et services au profit des services et des femmes	19 349
4.1.1	Réalisation des missions de suivi et de supervision des activités	42 911
Total		**255 068**

Le Programme : 2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille

Responsable du Programme : Monsieur Ayouba GOUANLE, Directeur national de la Promotion de l'enfant et de la Famille

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à promouvoir la protection, le développement et la participation de l'enfant et le bien-être de la famille.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

1.Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant ;

2.Renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes;

3.Promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation ;

4.Renforcer la fonction socialisante de la famille

Objectif 1: Créer un environnement juridique et institutionnel favorable au plein épanouissement et au développement harmonieux de l'enfant

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de documents soumis à l'adoption dans le domaine de la protection des droits de l'enfant, de la promotion de la famille	%	75	80	85	90
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : (nombre de documents adoptés/nombre de documents prévus) x 100 (5 documents)					
1.2 Pourcentage de cadres de concertation fonctionnel	%	100	60	65	70
Moyen de Vérification : rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : nombre de cadres de concertation ayant tenu leurs réunions statutaires /nombre total des cadres					
1.3 Taux de couverture géographique des missions de suivi/supervisions	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : (Nombre de régions couvertes par les missions de supervision)/(nombre total desrégions et le District) x 100.					

Objectif 2: renforcer les connaissances sur les droits et devoirs des enfants et la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 : Pourcentage d'enfants victimes de VAEN y compris ceux en situation d'urgence pris en charge	%	8	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : (Nombre d'enfants pris en charge) / (le nombre total d'enfants identifiés) X 100 (300 enfants)					
2.2 Pourcentage de personnes formées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : (Nombre de personnes formées) /(le nombre total de personnes à former)x 100					
2.3 Nombre d'études réalisées	nombre	90	1	2	1
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: promouvoir des activités de loisirs, artistiques et socioculturelles en faveur des enfants et leur participation

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Nombre de cadres d'expression pour enfants	nombre	4	6	6	6
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 Pourcentage d'enfants ayant pris part aux activités socioéducatives	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : (Nombre d'enfants ayants pris part aux activités socioéducatives)/ (Nombre total d'enfants prévu)x100 (179 063 enfants en 2015 et 181 408 en 2016, 200 000 enfants en 2017)					

Objectif 4: renforcer la fonction socialisante de la famille					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Pourcentage de jeunes informés et sensibilisés sur la santé de la reproduction et la planification familiale	%	97	75	85	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : (Nombre de jeunes informés, sensibilisés) /(l'effectif total de jeunes prévus pour être formés) X100 (5500 adolescents)					
4.2 Pourcentage d'enfants de 0 à 5 ans victimes identifiés pris en charge	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des services					
Précision Méthodologique : (Nombre d'enfants pris en charge) / (le nombre total d'enfants identifiés) X 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	327 950	156 966	167 010	186 499
Biens et services	231 862	292 496	166 973	171 595
Transferts et subventions	264 957	236 513	264 957	282 973
Investissement	553 418	598 358	535 393	568 937
Total :	**1 378 187**	**1 284 333**	**1 134 333**	**1 210 004**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Promotion des droits de l'enfant et de la famille	793 230	743 820	545 946	583 321
Participation des Enfants	584 957	540 513	588 387	626 683
Total :	**1 378 187**	**1 284 333**	**1 134 333**	**1 210 004**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	54	32	32	32
CATEGORIE B1	14	10	10	10
CATEGORIE B2	27	10	10	10
CATEGORIE C	8	4	4	4
CONTRACTUEL	39	27	27	27
Total :	**142**	**83**	**83**	**83**

Action 01 Promotion des droits de l'enfant et de la famille

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	327 950	156 966	167 010	186 499
Biens et services	231 862	292 496	166 973	171 595
Investissement	233 418	294 358	211 963	225 227
Total	**793 230**	**743 820**	**545 946**	**583 321**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prendre en charge du salaire et l'accessoire du personnel	156 966
1.1.2	Relire des textes de création du (CAPF, Parlement des enfants)	9 500
1.2.1	Créer et animer un cadre unique de concertation des acteurs intervenant dans la promotion et la protection de l'enfant à tous les niveaux (National, Régional, local et communal)	9 500
1.2.2	Approvisionnement en biens et services des structures de coordination de l¿enfant et de la famille (comité interministériel et comité paritaire, Conseil National de la Famille	9 540
1.3.1	Réaliser deux missions de suivi/ supervisons des activités dans les régions	9 500
1.3.2	Approvisionnement en biens et services de la DNPEF	13 196
2.1.1	Lutte contre Abandon Enfants	66 500
2.2.1	Renforcer les capacités et les compétences du personnel	9 500
2.2.2	créer un sous-système d'information sur la famille	10 000
2.3.1	Réaliser une étude de faisabilité sur le placement familial	9 500
3.1.1	Célébrer les journées dédiées à l'enfant et à la famille	9 500
3.2.1	Assurer le placement familial de 20 enfants	10 000
4.1.1	Elaborer un programme d'appui à la promotion des adolescents/adolescentes	10 000
4.2.1	Construction/Equipement Pouponnière Bamako	190 000
4.2.2	Approvisionnement en biens et services du CAPF	210 618
4.2.3	Appuyer la réunification familiale des enfants du CAPF	10 000
Total		**743 820**

Action 02 Participation des Enfants

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	264 957	236 513	264 957	282 973
Investissement	320 000	304 000	323 430	343 710
Total	**584 957**	**540 513**	**588 387**	**626 683**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.3	prise en charge des dépenses du personnel de la cité des enfants	91 878
1.2.4	Appui au fonctionnement de la cité des enfants	144 635
1.2.5	mise en oeuvre des activités d'investissement de la cité des enfants	19 000
1.2.6	Aménagement de l'espace loisir de la cité des enfants	285 000
Total		**540 513**

Le Programme : 3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

Responsable du Programme : Mohamed Attaher MAIGA, Secrétaire Général du MPFEF

a).Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à atteindre l'objectif général du Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) qui vise à contribuer à l'autonomisation de la femme et à l'épanouissement de l'enfant.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Les objectifs spécifiques du PAAFE sont :

1-Accroitre le potentiel économique des femmes ;

2-Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique ;

3-Contribuer à l'épanouissement de l'enfant ;

4-Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE.

Objectif 1: Accroitre le potentiel économique des femmes

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et infrastructures de production	%	35	20	75	80
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, justificatifs des acquisitions des matériels et équipement de production					
Précision Méthodologique : (Nombre d'organisations féminines équipées /Nombre d'organisation féminines demandant à être équipées) x 100					
1.2 Pourcentage de projets générateurs de revenus financés	%	100	-	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de dépouillement et de validation					
Précision Méthodologique : (Nombre de projets d'AGR/PME financés) / (nombre total de projets d'AGR/PME prévus) x 100					
1.3 Pourcentage d'emplois créés - Femmes	%	25	50	55	60
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'emplois créés pour les femmes / nombre total d'emplois à créer prévus par les projets et activités financés) x 100					
1.4 Pourcentage d'emplois créés - Hommes	%	-	20	25	30
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'emplois créés pour les hommes / nombre total d'emplois à créer prévus par les projets et activités financés) x 100					

Objectif 2: Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de personnes formées - Femmes	%	20(30)	70	65	70
Moyen de Vérification : Rapport de formations, rapport de suivi/évaluation					
Précision Méthodologique : (Nombre de femmes formées) /(nombre total de personnes prévues) x 100					
2.2 Pourcentage de personnes formées - Hommes	%	20(30)	-	35	30
Moyen de Vérification : Rapport de formations, rapport de suivi/évaluation					
Précision Méthodologique : (Nombre d'hommes formées) /(nombre total de personnes prévues) x 100					
2.3 Taux de participation des femmes aux activités commerciales et promotionnelles à transférer	%	65	60	65	70
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, Rapport de suivi-évaluation					
Précision Méthodologique : (Nombre de participation réalisées/nombre total de participation prévues)x100					
2.4 Pourcentage d'AGR/PME féminines accompagnées	%	-	-	75	80
Moyen de Vérification : Rapport d'activités , Demandes d'accompagnement formulées par les promotrices d'AGR/PME					
Précision Méthodologique : (Nombre d'AGR/PME accompagnées)/(nombre total de demandes d'accompagnement reçues) x 100					

Objectif 3: Contribuer à l'épanouissement de l'enfant					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Pourcentage de projets financés en faveur de l'épanouissement des	%	100	50/45	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de dépouillement et de validation					
Précision Méthodologique : (Nombre de projets financés / nombre total de projets prévus) x 100					
3.2 Pourcentage d'enfants réinsérés - Filles	%	30(30)	-	45	50
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre de filles réinsérées / nombre total d'enfants à réinsérer prévu) x 100					
3.3 Pourcentage d'enfants réinsérés -Garçons	%	40(40)	32	35	40
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de garçons réinsérés/ nombre d'enfants à réinsérés)x100					
3.4 Pourcentage d'enfants encadrés - Filles /Pourcentage d'enfants encadrés - Garçons	%	-	45/40	50/45	55/45
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de garçons encadrés/ nombre d'enfants à encadrer prévu) x 100 /(nombre de filles encadrées/ nombre d'enfants à encadrer prévus)x100					

Objectif 4: Assurer le suivi-évaluation des activités du PAAFE					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux d'exécution des missions de suivi et supervision	%	60	60	65	70
Moyen de Vérification : Rapports de missions de suivi et supervision					
Précision Méthodologique : (nombre de missions réalisées)/ (nombre total de missions prévues) x 100					
4.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions de suivi et de supervision et des sessions du Comité de Pilotage	%	55	55	60	65
Moyen de Vérification : Rapports de missions de suivi et supervision et des sessions du Comité de Pilotage					
Précision Méthodologique : (nombre de recommandations exécutées / nombre total de recommandations formulées) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Transferts et subventions	800 000	500 000	850 720	905 591
Total :	**800 000**	**500 000**	**850 720**	**905 591**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant	800 000	500 000	850 720	905 591
Total :	**800 000**	**500 000**	**850 720**	**905 591**

Action 01 Autonomisation de la femme et épanouissement de l'enfant

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Transferts et subventions	800 000	500 000	850 720	905 591
Total	**800 000**	**500 000**	**850 720**	**905 591**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.6	Mise en oeuvre des activités du FAFE	500 000
Total		**500 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.059	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PLATEF. MULT. FONCT. LUTTE CONTRE PAUVRETE MR		142 500	150 000	142 500	151 215	160 620
APPUI VALORISATION FILIERES PORTEUSES		142 500	250 000	142 500	250 000	275 000
EQUIPEMENT MAISONS DES FEMMES ET ENFANTS		95 000	100 000	95 000	70 567	74 956
PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE EXCISION		142 500	150 000	142 500	100 810	107 080
APPUI AUTONOMISATION FEMMES FILIERS AGRO-SYLVO-PAST		142 500	200 000	142 500	201 620	214 160
PROJET APPUI PROMOTION FEMMES RURALES		237 500	350 000	237 500	352 835	374 780
REHABILITATION CENTRES AUTOPROMOTION FEMMES		142 500	200 000	142 500	201 620	214 160
Total :		**1 045 000**	**1 400 000**	**1 045 000**	**1 328 667**	**1 420 756**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.060	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
LUTTE CONTRE ABANDON ENFANTS		95 000	100 000	95 000	100 810	107 080
CONSTRUCTION / EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO		190 000	100 000	190 000	100 810	107 080
AMENAGEMENT ESPACE LOISIRS CITE DES ENFANTS		285 000	300 000	285 000	302 430	321 240
Total :		**570 000**	**500 000**	**570 000**	**504 050**	**535 400**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de la solidarité nationale et de l'action humanitaire.

A ce titre, il est compétent pour :

- la mise en place de systèmes de protection et de sécurité sociale et le suivi de la gestion des régimes y afférents ;
- le développement et l'organisation de la solidarité nationale et la lutte contre la pauvreté ;
- le développement des coopérations des mutuelles et de la promotion de l'action communautaire ;
- la définition et la mise en oeuvre de programmes d'insertion économique et professionnelle des personnes défavorisées et victimes de mesures économiques spécifiques ;
- la protection et la promotion des handicapés ;
- la coordination de l'organisation du retour des Maliens réfugiés à l'extérieur et de leur réinsertion socioéconomique ;
- la coordination de la mobilisation et de l'utilisation des aides alimentaires destinées aux populations victimes de crises ;
- la coordination des actions humanitaires dans les situations de crises ;
- la prise en charge des victimes civiles d'actes terroristes.

I.2 Les contraintes et les défis

Les principaux contraintes et défis sont entre autres :

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance du financement des politiques et programmes du Département ;
- l'insuffisance de la logistique roulante et sa maintenance à certains niveaux ;
- le retard dans l'envoi des rapports trimestriels d'activités ;
- l'insécurité résiduelle ;
- l'inadéquation entre les cadres organiques et les effectifs ;
- l'absence de plan de carrière au niveau du Département ;
- l'insuffisance des crédits de fonctionnement à tous les niveaux ;
- l'absence d'inscription budgétaire au niveau local ;
- la faiblesse du débit de la connexion internet et son instabilité dans certaines structures ;

I.2.2 Défis

- assurer l'opérationnalisation de la mise en oeuvre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
- accélérer l'actualisation des cadres organiques des structures ;
- mobiliser les financements nécessaires pour la mise en oeuvre des politiques et programmes ;
- renforcer le parc auto et assurer la maintenance régulière à tous les niveaux ;
- instituer l'élaboration annuelle des comptes nationaux de la protection sociale ;
- améliorer la collecte et l'analyse des données à tous les niveaux ;

I.3 La politique sectorielle

Le Mali a adopté le 15 décembre 1990 sa déclaration de Politique sectorielle de santé et de population. Elle est basée sur l'approche programme qui, contrairement à l'approche projet, est plus globale, plus intégrée et vise un développement harmonieux durable du secteur de la santé, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire ainsi que de la promotion de la Famille. Elle ambitionne de résoudre les problèmes prioritaires de santé du pays ; ce qui a été reconfirmé par la Loi n°02-049 du 22 Juillet 2002 relative à la loi d'orientation sur la santé. Elle précise les grandes orientations sur l'amélioration de la santé des populations, l'extension de la couverture sanitaire et la recherche d'une plus grande viabilité et une meilleure performance du système de santé.

Le Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) 1998-2007 a été mis en oeuvre à travers deux programmes

quinquennaux suivant l'approche sectorielle : le Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS) I sur la période 1998-2002 et le PRODESS II, sur la période 2005- 2009. Le PRODESS II a été par la suite prolongé à 2011 pour l'aligner sur la période du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCRP) 2007-2011 qui constituait le document de référence des politiques et programmes sectoriels dans le cadre de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le Mali a élaboré son quatrième Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS) pour la période de 2014 à 2023. Le processus d'élaboration du nouveau PDDSS et de sa première tranche quinquennale 2014-2018 a démarré en 2011 avec l'évaluation du PDDSS précédent et de ses phases quinquennales (PRODESS). Cette évaluation a fait ressortir les progrès importants réalisés dans le domaine socio sanitaire et les défis à relever, notamment en ce qui concerne l'accès universel aux soins de santé, leur qualité et la gestion axée sur les résultats.

Le nouveau PDDSS (2014-2023) décline une nouvelle approche pour la prise en compte du secteur regroupant les domaines de la santé et de l'hygiène publique; du développement social, qui ont été élargis à la promotion de la famille en 2010. Il devrait donner une opportunité pour passer au palier supérieur, celui de l'accès universel aux soins de santé, de la qualité des prestations et de l'atteinte des résultats socioéconomiques dans les domaines couverts.

Le PRODESS III qui découle du nouveau PDDSS tient compte du contexte actuel marqué par la décentralisation et la crise sociopolitique que le pays vient de traverser. Il est structuré autour de onze objectifs stratégiques à savoir :

- réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile ;
- réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles ;
- réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies non transmissibles ;
- promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé ;
- réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique ;
- augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations ;
- assurer un meilleur accès, une meilleure qualité et utilisation des produits pharmaceutiques y compris les réactifs de laboratoire, les vaccins et les produits sanguins ;
- assurer la disponibilité des ressources humaines qualifiées, compétentes, performantes et de façon équitable ;
- développer un système de financement permettant une meilleure mobilisation et utilisation des ressources financières pour la santé, une meilleure accessibilité aux services de santé et qui incite à plus d'efficience ;
- assurer la production, l'analyse, la dissémination et l'utilisation d'informations sanitaires et sociales fiables et à jour ;
- assurer une gouvernance du système sanitaire et social.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	nomnbre de ménages les plus démunis couverts par les transferts sosciaux (Cible pour 2018: 561 283 ménages)	Nombre	232670	276283	251643	1129328
2	Pourcentage de populations couvertes par les institutions de sécurité sociale (cible pour 2018: 31,66%)	%	13,41	15,34	16,14	15,63
3	Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé(cible pour 2018: 15%)	%	4,47	4,93	4,95	5,02
4	Taux de réinsertion socio-économique des personnes en situation de handicap(cible pour 2018:20%)	%	0	12,8	21,72	21,72
5	Nombre de femmes seules chargés de famille suivies /assistés(cible pour 2018 :6000)	Nombre	0	4253	6250	6253

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	10 876 909	4 168 010	2 976 639	3 203 788
Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	2 059 394	2 466 582	1 706 388	1 851 009
Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	53 763 088	11 954 510	13 642 840	14 824 350
Lutte Contre la Pauvreté	1 219 775	1 141 028	1 073 112	1 149 219
Total :	**67 919 166**	**19 730 130**	**19 398 979**	**21 028 366**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	3 059 285	3 032 432	3 238 630	3 659 643
Biens et services	1 891 616	1 478 169	1 860 765	1 914 151
Transferts et subventions	53 514 111	13 772 248	13 159 767	14 247 716
Investissement	9 454 154	1 447 281	1 139 817	1 206 856
Total :	**67 919 166**	**19 730 130**	**19 398 979**	**21 028 366**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.023 Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général/MSAH

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

-la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;

-la gestion des ressources matérielles et financières ;

-la coordination du système de planification et de production des statistiques du département ;

-le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère ;

-la coordination et le suivi des activités de lutte contre le SIDA et la maladie à virus Ebola au sein du département.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bâti autour de (4) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes identifiés

Objectif 1: Optimiser le fonctionnement des services

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de plan de formation élaboré	Nombre	1	1	1	1
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Taux d'exécution du programme d'activités	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : programme d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées)*100					
1.3 Pourcentage de satisfaction des besoins en équipement	%	50	60	70	70
Moyen de Vérification : rapport d'activités annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de besoins satisfaits en équipement/nombre de besoins exprimés en équipement)*100					

Objectif 2: Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines ,financière et materielle du Departement

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du Département	%	95	98	98	98
Moyen de Vérification : Rapports périodiques et comptes administratifs					
Précision Méthodologique : (crédits liquidés/créditqs notifiés)*100					
2.2 Taux d'execution du programme des missions de controle et d'inspection	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de mission d'inspection					
Précision Méthodologique : (nombre de missions exécutées/nombre de missions prévues)*100					
2.3 Taux d'execution du plan de passation des marchés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel; plan de passation de marchés					
Précision Méthodologique : (nombre de marchés notifiés/nombre de marchés programmés)*100					
2.4 Nombre d'atélier des pairs d'educateur aux niveaux des associations, institutions spécialisées et à l'INFTS tenu	Nbr	-	5	5	5
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.5 Nombre de mission de supervision des activités VIH au niveau des structures relevant du Département réalisé	Nbr	-	-	5	5

Objectif 3: Impulser la Decentralisation/Deconcentration en matière de Developpement Social,de Protection sociale et d'Economie Solidaire

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'execution des missions de dissémination du décret fixant le détail de compétence transférées aux Collectivités Térritoriales	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports de missions

Précision Méthodologique : nombre de missions de dissémination exécutées/nombre de missions prévues sur l'ensemble du territoire du Mali

3.2 Proportion des ressources transférables transférées aux Collectivités Térritoriales	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activité

Précision Méthodologique : (les ressources transferées/les ressources transferables)*100

Objectif 4: Controle des services de l'action sociale

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux d'execution du programme des missions de controle et d'inspection	%	5	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de mission d'inspection

Précision Méthodologique : (nombre de missions d'inspection exécutées/nombre de missions prévues)*100

Objectif 5: Assurer la mise en oeuvre du PURD/RN

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
5.1 Nombre de réunions réalisées:	Nbre	-	4	4	4

Moyen de Vérification : comptes rendus de réunions

Précision Méthodologique : Dénombrement

5.2 Nombre de missions réalisées:	Nbre	-	4	4	4

Moyen de Vérification : Comptes rendus de missions

Précision Méthodologique : Dénombrement

5.4 Nombre d'infracstructures réalisées	Nbre	-	52	52	52

Moyen de Vérification : Rapport d'activités

Précision Méthodologique : Dénombrement

5.5 Pourcentage d'équipements acquis	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités

Précision Méthodologique : (nombre d'équipements acquis/nombre d'équipements programmés)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 193 918	1 193 918	1 275 103	1 440 865
Biens et services	1 397 927	1 154 381	1 441 996	1 483 814
Transferts et subventions	99 135	1 622 843	98 639	106 530
Investissement	8 185 929	196 868	160 901	172 579
Total :	**10 876 909**	**4 168 010**	**2 976 639**	**3 203 788**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et Pilotage des politiques sociales.	739 309	2 208 317	753 799	793 494
Gestion financière et matérielle	2 185 947	1 723 585	1 961 705	2 127 192
Décentralisation et déconcentration des ressources et des compétences au sein du département	18 911	19 320	19 098	19 626
Contrôle des services de l'action sociale	232 742	216 788	242 037	263 476
Promotion des actions du développement dans les régions du nord	7 700 000			
Total :	**10 876 909**	**4 168 010**	**2 976 639**	**3 203 788**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	33	38	39	40
CATEGORIE B	22			
CATEGORIE B1	17	24	24	24
CATEGORIE B2	8	11	11	11
CATEGORIE C	8	10	10	10
CONTRACTUEL	56	59	60	61
Total :	**144**	**142**	**144**	**146**

Action 01 Coordination et Pilotage des politiques sociales.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	130 884	130 884	139 784	157 955
Biens et services	488 425	372 233	493 305	506 967
Transferts et subventions	20 000	1 562 700	19 900	21 492
Investissement	100 000	142 500	100 810	107 080
Total	**739 309**	**2 208 317**	**753 799**	**793 494**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Prise en charge du personnel	130 884
1.2.2	Suivi et supervision des Programmes d'activités	246 192
1.2.3	Prise en charge des catastrophes naturelles	173 541
1.2.5	Mise en oeuvre des activités de communication du département	15 200
1.2.6	Suivi PURD	142 500
1.2.7	Appui à la mise en oeuvre du RAMU	1 500 000
Total		**2 208 317**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	937 672	937 672	1 001 433	1 131 619
Biens et services	803 211	686 602	841 342	866 528
Transferts et subventions	59 135	44 943	58 839	63 546
Investissement	385 929	54 368	60 091	65 499
Total	**2 185 947**	**1 723 585**	**1 961 705**	**2 127 192**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	937 672
2.1.2	Préparation, Exécution et Suivi du Budget du Département	683 705
2.1.3	Construction et Equipement d'un magasin à 2 niveaux / Réhabilitation et Aménagement	54 369
2.1.4	Appui au fonctionnement des organismes publics	44 943
2.1.5	Appui à la réalisation des missions de coordination et des ateliers de sensibilisation des pairs éducateurs dans le cadre des activités de lutte contre le VIH/SIDA et la maladie à virus EBOLA	2 897
Total		**1 723 585**

Action 03 Décentralisation et déconcentration des ressources et des compétences au sein du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	18 911	19 320	19 098	19 626
Total	**18 911**	**19 320**	**19 098**	**19 626**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Suivi de la mise en oeuvre des ressources transférées aux Collectivités Térritoriales	8 344
3.1.2	Réalisation de mission de dissemination du décret fixant des détails de compétance transférées aux CT	10 976
Total		**19 320**

Action 04 Contrôle des services de l'action sociale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	125 362	125 362	133 886	151 291
Biens et services	87 380	76 226	88 251	90 693
Transferts et subventions	20 000	15 200	19 900	21 492
Total	**232 742**	**216 788**	**242 037**	**263 476**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Prise en charge du personnel	125 362
4.1.2	Renforcement des missions d'inspection et de controle des services du département	76 226
4.1.3	Appui au fonctionnement de l'inspection	15 200
Total		**216 788**

Action 05 Promotion des actions du développement dans les régions du nord

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	7 700 000			
Total	**7 700 000**			

Le Programme : 2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion

Responsable du Programme : le Directeur National du Développement Social

a).Présentation stratégique du programme :

Le Programme concourt à la protection et à la promotion des catégories sociales vulnérables, la mobilisation sociale des communautés et l'action humanitaire.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de (3) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes identifiés

Objectif 1: Promouvoir l'intégration socioéconomique des catégories sociales vulnérables

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de satisfaction en besoin d'appareillages	%	75	85	95	95
Moyen de Vérification : Rapport d'activités; annuaires statistiques					
Précision Méthodologique : (nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage satisfaites/nombre de personnes handicapées en besoin d'appareillage enrégistrées					
1.2 Nombre d'étude et recherche réalisées sur les phénomenes du viellissement	Nbre	3	3	3	3
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 Pourcentage de personnes rééduquées	%	86	87	88	88
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de personnes rééduquées/nombre de personnes en besoin de rééducation enregistrées)*100					

Objectif 2: Renforcer l'action humanitaire

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage d'activités génératrices de revenus (AGR) financées au profit des personnes déplacées et la population d'accueil vulnérables	%	95	97	99	99
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités génératrices de revenus financées au profit des personnes deplacées et la population d'accueil vulnerble/nombre d'activités génératrices de revenus reçues)*100					
2.2 Pourcentage de personnes en détresse victimes de catastrophes suivies	%	95	98	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de personnes en détresse victime de catastrophes suvies/nombre de personnes en détresse victime de catastrophes enregistrées)*100					
2.3 Pourcentage de personnes en détresse déplacées retournées	%	95	98	99	99
Moyen de Vérification : Rapport de donation et bilan des structures					
Précision Méthodologique : (nombre de personnes en detresse deplacées retournées/nombre de personnes en detresse deplacées enregistrées)*100					

Objectif 3: Promouvoir la mobilisation sociale de la population autour des programmes socio-sanitaires					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Nombre de personne ayant assiste aux séances d'IEC	Nbr	1000000	1200000	1400000	1600000
Moyen de Vérification : Bilan des structures					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 Nombre de groupe d'animation appuyés	Nbr	6000	6500	7000	8000
Moyen de Vérification : Bilan des structures					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.3 Nombre de leaders d'opinion formés dans les activités de promotion de la santé	Nbr	7000	7800	8000	8100
Moyen de Vérification : Bilan des structures					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 4: Assurer la prise en charge des pupilles en République du Mali					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux d'identification	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de dosiers préparés et examinés par le comité technique/nombre de dossiers de demande reçus)*100					
4.2 Pourcentage de pupilles benéficiant de la prise en charge medicale	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de pupilles pris en charge/nombre de pupilles en besoin)*100					
4.3 Pourcentage de pupilles benéficiant de la prise en charge scolaire	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de pupilles pris en charge/nombre de pupilles en besoin)*100					
4.4 Pourcentage de pupilles suivis	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de pupilles ayant fait l'objet d'une prise en charge suvi/nombre de pupilles pris en charge)*100					

Objectif 5: Renforcer la solidarité en faveur des militaires, de leurs familles et leurs ayant droits					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Nombre de programme d'aide et de solidarite élaborés	Nbr	-	4	4	4
Moyen de Vérification : Documents de programme					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
5.2 Pourcentage de mise en oeuvre des programmes	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de programmes exécutés/nombre de programmes élaborés)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	300 706	300 706	321 154	362 904
Biens et services	108 596	83 955	109 679	112 715
Transferts et subventions	1 370 092	1 675 321	1 044 535	1 132 232
Investissement	280 000	406 600	231 020	243 158
Total :	**2 059 394**	**2 466 582**	**1 706 388**	**1 851 009**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforcement de l'autopromotion des communautés	1 243 563	2 048 849	1 263 542	1 368 896
Promotion et réinsertion des personnes en situation de handicap	441 446	417 733	442 846	482 113
Prise en charge de la vieillesse	374 385			
Total :	**2 059 394**	**2 466 582**	**1 706 388**	**1 851 009**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	108	65	66	67
CATEGORIE B	75			
CATEGORIE B1	8	12	12	12
CATEGORIE B2	8	13	13	13
CATEGORIE C	13	6	6	6
CONTRACTUEL	62	44	45	46
Total :	**274**	**140**	**142**	**144**

Action 01 Gestion des groupes vulnérables, des populations victimes de situation d'urgence et ou de catastrophe et de renforceme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	300 706	300 706	321 154	362 904
Biens et services	108 596	83 955	109 679	112 715
Transferts et subventions	634 261	1 284 188	631 089	681 576
Investissement	200 000	380 000	201 620	211 701
Total	**1 243 563**	**2 048 849**	**1 263 542**	**1 368 896**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.4	Construction de la base de données R+1	380 000
2.1.1	Suivi de la mise en oeuvre de la politique de l'action humanitaire	83 956
2.1.2	Prise en charge des action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion	427 888
2.1.3	Prise en charge du personnel	300 706
2.1.4	Mise en oeuvre du plan d'actions humanitaires	45 600
2.1.5	Appui aux personnes victimes de catastrophes	15 200
4.1.1	Identification et mise place d'un répertoire	67 000
4.1.2	Prise en charge du personnel Office National des Pupilles	80 000
4.4.1	Prise en charge des pupilles	325 000
5.1.1	Elaboration des programmes d'aide et de solidarité	38 500
5.1.2	Prise en charge du personnel Fondation pour la Solidarité	80 000
5.2.1	Mise en oeuvre des programmes d'aide et de solidarité	205 000
Total		**2 048 849**

Action 02 Promotion et réinsertion des personnes en situation de handicap

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	413 446	391 133	413 446	450 656
Investissement	28 000	26 600	29 400	31 457
Total	**441 446**	**417 733**	**442 846**	**482 113**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.5	Renforcement de la capacité de production en appareillages et autres aides techniques	33 000
1.1.7	Appui à la mise en oeuvre du plan stratégique pour la promotion socio-écocomique des personnes en situation de handicap	243 744
1.1.8	Equipement du CNAOM en matériel de rééducation	26 600
1.1.9	Prise encharge du personnel CNAOM	114 389
Total		**417 733**

Action 03 Prise en charge de la vieillesse

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	322 385			
Investissement	52 000			
Total	**374 385**			

Le Programme : 2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

Responsable du Programme : le Directeur National de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire (DNPSES)

a).Présentation stratégique du programme :

La Protection Sociale et l'Economie Solidaire visent, à terme, à étendre progressivement la couverture collective des risques sociaux à l'ensemble de la population par divers mécanismes, à améliorer l'accessibilité financière aux soins et renforcer le secteur de l'économie solidaire.

b)Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de (4) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes identifiés

Objectif 1: Contribuer à assurer une meilleure couverture des prestations sociales

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'augmentation des assurés sociaux des ISS	%	21,39	26,39	33,39	35
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : [(nombre d'assurés de l'année (n) - nombre d'assurés de l'année (n-1)/nombre d'assurés de l'année (n-1)]					
1.2 Nbre de nouveaux régimes de sécurité sociale créés	Nbre	1	1	1	1
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Denombrement					
1.3 Pourcentage de la population couverte par les ISS	%	15,85	16,18	16,84	17
Moyen de Vérification : rapports d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Contribuer à assurer la prise en charge socio-sanitaire des couches les plus pauvres					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Nbre de nouveaux ménages les plus démunis couverts par les programmes de transferts sociaux	Nbre	100000	150000	200000	690810
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Denombrement					
2.2 Nbre de personnes indigentes immatriculées prises en charge médicalement	Nbre	30000	60000	70000	80000
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Denombrement					

Objectif 3: Etendre la couverture sociale aux populations non couvertes par les régimes publics de protection sociale					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santé	%	7,90	8,10	10,08	11,10
Moyen de Vérification : Rapport d'activités; annuaires statistiques					
Précision Méthodologique : (nombre de bénéficiaires couverts par les mutuelles de santé/la population cible)*100					
3.2 Taux d'augmentation des adhérents au régime de l'Assurance Volontaire de l'INPS	%	34,23	42,53	43,00	89
Moyen de Vérification : Rapport d'activité					
Précision Méthodologique : [(nombre d'adhérents de l'année (n) - nombre d'adhérents de l'année (n-1)/nombre d'adhérents de l'année (n-1)]*100					

Objectif 4: Développer les capacités des structures de Protection Sociale et d'Economie Solidaire					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Pourcentage d'organisations de l'économie sociale et solidaire ayant bénéficié d'appui (technique et/ou financier)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, annuaires statistiques					
Précision Méthodologique : (nombre d'organisations d'économie sociale et solidaire appuyées/nombre d'organisation d'économie sociale et solidaire prévues)*100					
4.2 Pourcentage de structures de protection sociale et d'économie solidaire ayant bénéficié de renforcement de capacité (construction / réhabilitation, équipement)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre de structures ayant bénéficié de renforcement de capacité/nombre de structures prévues)*100					
4.3 Pourcentage d'organisations de l'économie sociale et solidaire fonctionnelles (sociétés coopératives, mutuelles et ASACO)	%	65,00	70,10	75,30	90
Moyen de Vérification : Rapport d'activités, annuaires statistiques					
Précision Méthodologique : (nombre d'organisations de l'économie solidaire fonctionnelles/nombre d'organisations de l'économie solidaire créées)*100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	1 564 661	1 537 808	1 642 373	1 855 874
Biens et services	385 093	239 833	309 090	317 622
Transferts et subventions	51 470 109	9 945 806	11 444 376	12 389 692
Investissement	343 225	231 063	247 001	261 162
Total :	**53 763 088**	**11 954 510**	**13 642 840**	**14 824 350**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Suivi de la mise en oeuvre de la PNPSES	3 133 513	2 744 419	3 137 548	3 454 917
Fourniture de prestations sociales	50 503 672	9 088 251	10 505 292	11 369 433
Protection sociale et economie solidaire	125 903	121 840	0	0
Total :	**53 763 088**	**11 954 510**	**13 642 840**	**14 824 350**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	772	227	231	235
CATEGORIE B	591			
CATEGORIE B1	24	24	24	24
CATEGORIE B2	96	109	109	109
CATEGORIE C	169	9	9	9
CONTRACTUEL	304	143	145	147
Total :	**1 956**	**512**	**518**	**524**

Action 01 Suivi de la mise en oeuvre de la PNPSES

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 537 808	1 537 808	1 642 373	1 855 874
Biens et services	306 043	239 833	309 090	317 622
Transferts et subventions	1 146 437	925 715	1 140 704	1 231 960
Investissement	143 225	41 063	45 381	49 461
Total	**3 133 513**	**2 744 419**	**3 137 548**	**3 454 917**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel	1 537 808
3.1.2	Mise en oeuvre de la politique nationale de l'économie sociale et solidaire	856 068
3.1.3	Mission de supervision des services déconcentrés de la DNPSES	76 943
3.1.4	Dissémination du document de la politique nationale de protection sociale et son plan d'actions	273 600
Total		**2 744 419**

Action 02 Fourniture de prestations sociales

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	50 303 672	8 898 251	10 303 672	11 157 732
Investissement	200 000	190 000	201 620	211 701
Total	**50 503 672**	**9 088 251**	**10 505 292**	**11 369 433**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Prise en charge des dépenses relatives aux sécurités sociales	7 422 599
1.3.2	Construction / Equipement 06 centres de paiement de pensions	190 000
1.3.3	Prise en charge du personnel de la Caisse Malienne de Sécurité Sociale	38 823
2.2.1	Prise en charge des dépenses relatives à la sécurité sociale des personnes indigentes	1 436 829
Total		**9 088 251**

Action 03 Protection sociale et economie solidaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	26 853			
Biens et services	79 050			
Transferts et subventions	20 000	121 840	0	0
Total	**125 903**	**121 840**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.3.1	Prise en charge du personnel du Centre National Promotion de l'Economie Solidaire et Sociale	26 853
4.3.2	Appui à la mise en enplication des textes communautaires régissant les organisations de l'économie sociale et solidaire	94 987
Total		**121 840**

Le Programme : 2.063 Lutte Contre la Pauvreté

Responsable du Programme : Le Conseiller technique en charge des questions financières

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme vise à améliorer les conditions de vie des communautés rurales et urbaines, à renforcer leurs capacités ainsi que celles de l'ensemble des autres acteurs.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de (2) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes identifiés

Objectif 1: Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage d'infrastructures socio collectives et productives réalisées	%	30	20	15	15

Moyen de Vérification : Rapport d'activité

Précision Méthodologique : (nombre d'infrastructures socio collectives et productives réalisées/nombre d'infrastructures socio collectives et productives programmées)*100

Objectif 2: Identifier les obstacle au DHD et la lutte contre la pauvreté

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Nbre d'Etudes sur le DHD et la pauvreté réalisées	Nbre	3	3	3	3

Moyen de Vérification : Rapport d'études

Précision Méthodologique : Dénombrement

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	574 775	528 278	572 217	619 262
Investissement	645 000	612 750	500 895	529 957
Total :	**1 219 775**	**1 141 028**	**1 073 112**	**1 149 219**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Assistance aux démunis et acces aux services sociaux de base	711 308	668 464	710 370	761 149
Etudes et recherches sur le développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté	508 467	472 564	362 742	388 070
Total :	**1 219 775**	**1 141 028**	**1 073 112**	**1 149 219**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	33	1	1	1
CATEGORIE B	9			
CONTRACTUEL	10			
Total :	**52**	**1**	**1**	**1**

Action 01 Assistance aux démunis et acces aux services sociaux de base

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	511 308	478 464	508 750	549 449
Investissement	200 000	190 000	201 620	211 700
Total	**711 308**	**668 464**	**710 370**	**761 149**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge des dépenses relatives à la lutte contre la pauvreté	478 464
1.1.2	Appui réinsertion socioéconomique des régions du Nord	190 000
Total		**668 464**

Action 02 Etudes et recherches sur le développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	63 467	49 814	63 467	69 813
Investissement	445 000	422 750	299 275	318 257
Total	**508 467**	**472 564**	**362 742**	**388 070**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Réalisation d'Etudes thématiques sur la pauvreté et le développement humain durable	42 750
2.1.2	Appui au fonctionnement de l'ODHD	49 814
2.1.3	Appui programme ODHD	380 000
Total		**472 564**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.023	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI COMITE DE SUIVI DU PURD		142 500	100 000	142 500	100 810	107 080
Total :		**142 500**	**100 000**	**142 500**	**100 810**	**107 080**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.061	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET MISE EN PLACE BASE DE DONNEES INFO. SOCIALES		380 000	200 000	380 000	201 620	211 701
Total :		**380 000**	**200 000**	**380 000**	**201 620**	**211 701**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.062	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCT° EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRIC		190 000	200 000	190 000	201 620	211 701
Total :		**190 000**	**200 000**	**190 000**	**201 620**	**211 701**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.063	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DVPT HUMAIN DURABLE		380 000	400 000	380 000	252 025	267 700
PROJET APPUI REINSERTION SOCIO.ECOQ POPULATIONS NORD I		190 000	200 000	190 000	201 620	211 700
Total :		**570 000**	**600 000**	**570 000**	**453 645**	**479 400**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Infrastructures et de l'Equipement prépare et met en oeuvre la politique nationale en matière d'équipement, de développement des équipements et infrastructures de transport, de désenclavement du pays et d'organisation des activités de transport.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis. L'analyse porte sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance et l'inadéquation des ressources humaines ;
- l'insuffisance de ressources pour assurer le financement du secteur ;
- l'occupation anarchique des emprises des routes ;
- le mauvais état et l'inadaptation des infrastructures ;
- la vétusté et l'inadaptation des moyens de transports routiers ;
- l'insuffisance de cartographie à grande échelle.

I.2.2 Défis

- le renforcement des capacités des ressources humaines;
- le recours à des financements innovants pour la réalisation et la gestion des infrastructures ;
- l'application du décret N° 2015-0890/P-RM du 31 décembre 2015 fixant les emprises et les caractéristiques techniques minimales des différentes catégories des routes ;
- la mise à niveau de service optimum des routes ;
- le renforcement du secteur en infrastructures et en équipements modernes ;
- la disponibilité des informations géographiques à un coût optimal.

I.3 La politique sectorielle

Le Document de la Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement (PNTITD) a été adopté en Conseil des Ministres le 28 octobre 2015. La présente politique a été élaborée de façon participative avec l'appui constant des Partenaires Techniques et Financiers et sur la base d'une vision partagée. Elle constitue une opportunité pour booster et orienter véritablement les activités du secteur jusqu'à l'horizon 2034.

L'objectif général de la Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement (PNTITD) est de contribuer à la croissance économique par le désenclavement intérieur et extérieur, de créer un environnement juridique et institutionnel propice aux investissements et à une gestion performante du secteur des transports, d'assurer une articulation entre les différentes politiques et stratégies d'intervention et contribuer au renforcement des capacités, afin de répondre aux besoins d'aménagement du territoire de façon pérenne d'un point de vue sociale, économique et environnementale.

La Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement est structurée autour des objectifs spécifiques suivants :

- contribuer à la croissance de l'économie du pays par le désenclavement intérieur et extérieur;
- créer un environnement juridique et institutionnel propice aux investissements et à une gestion performante du secteur des transports ;
- assurer la formation et le développement des ressources humaines participant à la conception, à la construction, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures de transport ;
- promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies dans l'exploitation des infrastructures et moyens de transport.

Les axes stragégiques sont:

1. Renforcement de la capacité institutionnelle et humaine de l'administration et des autres acteurs par la formation, le développement de la recherche, la modernisation des outils de travail et le recrutement des jeunes ;

2. Entretien, réhabilitation des équipements et infrastructures existants ;

3. Poursuite du désenclavement intérieur et extérieur par la construction de nouvelles infrastructures de qualité et changement des caractéristiques techniques ;

4. Dévelpppement et promotion du transport rural ;

5. Renforcement du mécanisme de financement de l'entretien routier.

6. Développement du transport multimodal amélioration de la performance des activités de transport ;

7. Promotion de la sécurité et de la sûreté des transports ;

8. Promotion de l'utilisation des TIC au niveau du secteur des routes.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Longueur de routes bitumées construites	km	69	171,6	283	85
2	Longueur de routes bitumées entretenues	km	4788,29	5895	4823	4951
3	Longueur de routes bitumées en bon état	km	4857,29	6079,44	5110	2815
4	Longueur de routes en terres entretenues	km	6412,6	9883	3842	4735
5	Longueur de pistes construites ou réhabilitées	km	140	864	24	0

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 2 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	2 258 642	2 258 627	2 333 906	2 496 086
Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	171 144 978	138 377 402	131 008 583	139 762 875
Total :	**173 403 620**	**140 636 029**	**133 342 489**	**142 258 961**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 125 938	1 182 114	1 276 676	1 425 658
Biens et services	1 046 304	1 101 038	1 140 511	1 208 937
Transferts et subventions	941 802	614 931	695 648	762 178
Investissement	170 289 576	137 737 946	130 229 654	138 862 188
Total :	**173 403 620**	**140 636 029**	**133 342 489**	**142 258 961**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.024 Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère des Infrastructures et de l'Equipement

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la gestion des ressources humaines
- le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme1.024 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques et sept (07) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles;

(ii) à la gestion efficace des ressources humaines ; (iii) la gestion de ressources matérielles et financières ; (iv) au contrôle et à l'assistance des services publics ; (v) à la décentralisation et de déconcentration au sein du département.

Le détail des objectifs ainsi que des indicateurs qui leur sont associés est donné dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Coordonner et assurer le suivi de la mise en oeuvre des politiques sectorielles du département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département

Précision Méthodologique : (activités réalisées/activités programmées) x 100

Objectif 2: Assurer la gestion efficace des ressources matérielles et financières.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM, Compte Administratif

Précision Méthodologique : (Crédits liquidés / Crédits notifiés) x100

Objectif 3: Assurer la gestion efficace des ressources humaimes.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de réalisation du programme de formation du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DRH

Précision Méthodologique : (Nombre d'agents formés/Nombre d'agents prévus dans le plan de formation) x 100

3.2 Taux de réalisation du programme de formation des acteurs.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'INFP/BTP /

Précision Méthodologique : (Nombre d'acteurs formés / Nombre d'acteurs à programmés) x 100

Objectif 4: Contrôler et assister la gestion des services et des derniers puplics.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Poucentage des services du département ayant reçu une mission de contrôle	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'Inspection
Précision Méthodologique : (Nombre de services contrôlés / Nombre de services programmés) x 100

Objectif 5: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des compétences et des ressources	%	58	100	62	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CADD et de la DRH
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) x 100

Objectif 6: Améliorer le système de planification et de production de l'information statistique.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
6.1 Taux de réalisation des activités de la CPS	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CPS
Précision Méthodologique : (activités réaliseés/activités programmées) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	385 331	441 507	476 826	532 471
Biens et services	857 416	869 402	949 744	999 874
Transferts et subventions	196 894	149 718	194 550	205 961
Investissement	819 001	798 000	712 786	757 780
Total :	**2 258 642**	**2 258 627**	**2 333 906**	**2 496 086**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Coordination et pilotage des politiques de transports, d'infrastructures de transports et de desenclavement	590 954	524 168	450 927	480 001
Gestion financière et matérielle	1 316 123	1 327 192	1 348 295	1 444 946
Gestion des ressources humaines	24 646	28 230	24 669	25 901
Processus de décentralisation et de deconcentration	24 848	23 633	25 096	27 605
Contrôle, assistance à la gestion des services et des derniers publics	302 071	188 722	304 216	322 620
Planification, programmation et suivi évaluation		166 682	180 703	195 013
Total :	**2 258 642**	**2 258 627**	**2 333 906**	**2 496 086**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	37	45	46	47
CATEGORIE B1	37	44	45	46
CATEGORIE B2	16	18	18	18
CATEGORIE C	13	19	19	19
CONTRACTUEL	67	75	77	79
Total :	**170**	**201**	**205**	**209**

Action 01 Coordination et pilotage des politiques de transports, d'infrastructures de transports et de desenclavement

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	130 274	130 274	140 695	157 114
Biens et services	110 092	83 668	110 200	115 707
Transferts et subventions	145 588	110 726	144 527	148 285
Investissement	205 000	199 500	55 505	58 895
Total	**590 954**	**524 168**	**450 927**	**480 001**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Coordination et pilotage des activités	83 625
1.1.2	Prise en charge du personnel du Cabinet	130 274
3.2.1	Poursuite de l'exécution du plan de formation des agents des structures publiques et privées du secteur de l'Equipement et des transports	120 269
3.2.2	Réhabilitation extention/équipements	190 000
Total		**524 168**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	255 057	255 057	275 461	307 607
Biens et services	655 759	672 143	728 446	766 266
Transferts et subventions	51 306	38 992	50 023	57 676
Investissement	354 001	361 000	294 365	313 397
Total	**1 316 123**	**1 327 192**	**1 348 295**	**1 444 946**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Préparation du budget du département	14 250
2.1.2	Suivi et Exécution du budget	772 885
2.1.3	prise en charge du personnel de la DFM	255 057
2.1.4	Construction bureau annexes DAF	285 000
Total		**1 327 192**

Action 03 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	24 646	28 230	24 669	25 901
Total	**24 646**	**28 230**	**24 669**	**25 901**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Gestion des ressources humaines du département	28 230
Total		**28 230**

Action 04 Processus de décentralisation et de deconcentration

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	24 848	23 633	25 096	27 605
Total	**24 848**	**23 633**	**25 096**	**27 605**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Mise en oeuvre du plan des transports des compétences du département	23 633
Total		**23 633**

Action 05 Contrôle, assistance à la gestion des services et des derniers publics

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	42 071	46 222	42 110	44 212
Investissement	260 000	142 500	262 106	278 408
Total	**302 071**	**188 722**	**304 216**	**322 620**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Exécution du programme de missions d'inspection et de contrôle	46 222
4.1.2	Projet Equipement et Inspection des transports	142 500
Total		**188 722**

Action 06 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		56 176	60 670	67 750
Biens et services		15 506	19 223	20 183
Investissement		95 000	100 810	107 080
Total		**166 682**	**180 703**	**195 013**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
6.1.1	Prise en charge du personnel de la CPS	56 176
6.1.2	Planifification et suivi des projets et programmes du département	15 506
6.1.3	Appui CPS	95 000
Total		**166 682**

Le Programme : 2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie

Responsable du Programme: le Directeur National des Routes

a).Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à assurer le désenclavement intérieur et extérieur du pays, la recherche et l'information technique dans le domaine du bâtiment et des travaux publics et la recherche de l'information géographique. Il s'occupe de:

- développer le réseau routier
- entretenir le réseau routier ;
- assurer la recherche sur les matériaux de construction ;
- rendre disponible les informations cartographiques.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.065 « construction et entretien des routes, développement de l'information Géographique » est bâti autour de six objectifs spécifiques huit (08) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à l'occupation anarchique des emprises des routes ; le mauvais état et l'inadaptation des infrastructures ; la vétusté et l'inadaptation des moyens de transports routiers; l'insuffisance de la cartographie à grande échelle.

le détail de ces objectifs et des indicateurs est donné dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Développer le réseau routier

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'accroissement des routes bitumées	%	11,75	5,96	5,23	8,93
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNR					
Précision Méthodologique : [(linéaire routes réalisées à l'année N)-(linéaire cumulé réalisé à l'année N-1)] / [linéaire cumulé réalisé à l'année N-1] x100					
1.2 Taux d'accroissement des routes en terre et pistes	%	3,66	3,51	3,87	3,11
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNR					
Précision Méthodologique : [(linéaire de routes en terre et piste réalisé à l'année N) -(linéaire cumulé réalisé à N-1)] / [linéaire cumulé réalisé à N-1] x100					
1.3 Taux d'accroissement des routes réhabilitées et ou/ renforcées	%	4,39	3,03	6,72	11,15
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNR					
Précision Méthodologique : [(linéaire réalisé à l'année N) - (linéaire cumulé réalisé à l'année N-1)] / [linéaire cumulé réalisé à l'année N-1] x 100					

Objectif 2: Entretenir le réseau routier

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de variation du linéaire de routes entretenues	%	8,42	11,66	14,19	16,95
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNR					
Précision Méthodologique : ((linéaire réalisé en l'année N-linéaire réalisé en l'année N-1)/ linéaire réalisé en l'année N-1)) x 100					
2.2 Linéaire de routes renseignées dans la Banque des Données Routières	Km	6350	6700	8100	8600
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNR					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: Assurer la recherche sur les matériaux locaux de construction					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux d'accroissement des ouvrages auscultés	%	100	45	50	55

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du (CNREX-BTP)					
Précision Méthodologique : (Nombre des ouvrages auscultés à l'année N - Nombre des ouvrages à l'année N-1)/Nombre des ouvrages auscultés à l'année N-1) x 100					
3.2 Pourcentage de recherche réalisée	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du (CNREX-BTP)
Précision Méthodologique : (Nombre de rapports de recherche réalisés/Nombre de rapports de recherche prévus) x 100

Objectif 4: Rendre disponible les informations cartographiques					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de demandes de cartes satisfaites	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'IGM
Précision Méthodologique : (nombre de demandes de cartes satisfaites/demandes totales de cartes) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	740 607	740 607	799 850	893 187
Biens et services	188 888	231 636	190 767	209 063
Transferts et subventions	744 908	465 213	501 098	556 217
Investissement	169 470 575	136 939 946	129 516 868	138 104 408
Total :	**171 144 978**	**138 377 402**	**131 008 583**	**139 762 875**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Construction, entretien et réhabilitation des routes et ponts	170 393 880	137 722 189	130 255 460	138 938 958
Gestion de l'Information Géographique	751 098	655 213	753 123	823 917
Total :	**171 144 978**	**138 377 402**	**131 008 583**	**139 762 875**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	103	91	93	95
CATEGORIE B1	99	85	86	87
CATEGORIE B2	49	43	43	43
CATEGORIE C	34	27	27	27
CONTRACTUEL	177	158	161	164
Total :	**462**	**404**	**410**	**416**

Action 01 Construction, entretien et réhabilitation des routes et ponts

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	740 607	740 607	799 850	893 187
Biens et services	188 888	231 636	190 767	209 063
Transferts et subventions	243 810			
Investissement	169 220 575	136 749 946	129 264 843	137 836 708
Total	**170 393 880**	**137 722 189**	**130 255 460**	**138 938 958**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel de la DNR	313 342
1.1.2	Programmation et suivi de l'exécution des travaux routiers de la DNR	120 242
1.1.3	Gestion du réseau routier, panification et programmation des investissements des travaux de Kayes	109 343
1.1.4	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux de koulikoro	36 701
1.1.5	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux de SIKASSO	48 608
1.1.6	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux de SEGOU	63 289
1.1.7	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux de MOPTI	30 139
1.1.8	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissemnts des travaux de TOMBOUCTOU	45 014
1.1.9	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux de GAO	35 751
1.1.10	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux de KIDAL	14 679
1.1.11	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissements des travaux de TAOUDENIT	15 913
1.1.12	Gestion du réseau routier, planification et programmation des investissemnts des travaux de MENAKA	16 198
1.1.13	Gestion du réseau rourier, planification et programmation des investissemnts des travaux du District de BAMAKO	50 478
1.1.14	Réalisation des travaux publics du District de BAMAKO	11 437
1.1.16	Travaux de bitumage de la route Zantièbougou-Kolondiéba- Frontière RCI	25 000 000
1.1.17	Travaux de bitumage de la route Didiéni (Kwala)-Goumbou-Nara-Frontière Mauritanie	2 285 000
1.1.18	Travaux de bitumage de la route Macina-Diafarabé-Téninkou	1 425 000
1.1.19	Construction du 2ème pont de Kayes (600 ml) et ses voies d'accès	9 443 000
1.1.20	Construction de la section Kangaba-Dioulafoundo-frontière Guinée	1 835 400
1.1.21	Construction et bitumage de la section Yanfolila -Kalana-Frontière Guinée	7 600 000
1.1.22	Construction et birumage de la route Kayes-Sadiola-Kéniéba	9 500 000
1.1.23	Construction et bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou	2 850 000
1.1.24	Bitumage de la route Baroueli-Tamani	207 100
1.1.25	Construction de la ceinture ouest de Koulikoro	5 700 000
1.1.26	Travaux d'aménagement voie de Kouloubleni, dans la commune Rurale de Kalaban Coro	2 816 750
1.1.27	Construction brételle de Kadiolo-Zégoua et aménagement de 4km de voiries	6 312 750
1.1.28	Traversée de Sikasso	10 196 000
1.1.29	Bitumage tronçon Coma Coura Tombouctou FED	23 247 280
1.1.31	Travaux de bitumage Mahina Bafoulabé	380 000
1.2.1	Suivi de la réalisation des travaux d'urgence routiers de la CETRU	17 713
1.2.2	Prise en charge du personnel de la CETRU	89 979
1.2.3	Programme d'Urgence Routier	285 000
1.3.1	Construction routes Sikasso-Zégoua	5 000 000
1.3.2	Aménagement en 2x2 voies 3ème pont RN6. Construction Echangeur Réhab. Sect. Tour Afrique	11 400 000
1.3.3	Réparation et acquisition de Bacs DNR	190 000
1.3.4	Réh Bko-Kati-Kolokani-Didieni-Diema-Sandaré-Kayes-Kidira	9 500 000
2.2.1	Renseignement de la banque des données routières du SDR	10 085
2.2.2	Entretien des pistes CMDT (CETRU)	950 000
2.2.3	Acquisition réparation/acquisitions matériels CETRU	285 000
2.2.4	Entretien courant des routes	285 000
Total		**137 722 189**

Action 02 Gestion de l'Information Géographique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	501 098	465 213	501 098	556 217
Investissement	250 000	190 000	252 025	267 700
Total	**751 098**	**655 213**	**753 123**	**823 917**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Production et diffusion des informations géographiques	465 213
4.1.2	IGM (Contrat plan)	190 000
Total		**655 213**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
1.024	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE		95 000	0	95 000	100 810	107 080
CONSTRUCTION BUREAUX ANNEXES DAF MET		285 000	200 000	285 000	201 620	214 160
EQUIPEMENT INSPECTION DES TRANSPORTS		142 500	260 000	142 500	262 106	278 408
REHABILITATION EXTENSION / EQUIPEMENT INFET		190 000	200 000	190 000	50 405	53 540
Total :		**712 500**	**660 000**	**712 500**	**614 941**	**653 188**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.065	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ACQUISITION / REPARATION MATERIELS ENGINS LOURDS / CET		285 000	300 000	285 000	307 500	330 562
REPARATION/ACQ. BACS DIRECTION NAT. DES ROUTES		190 000	200 000	190 000	205 000	220 375
ENTRETIEN PISTES CMDT		950 000	1 000 000	950 000	1 000 000	1 100 000
CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE		285 000	500 000	285 000	512 500	550 937
CONSTRUCTION ROUTE KAYES-KENIEBA		49 500 000	13 087 000	9 500 000	13 414 175	14 420 238
REHAB. RTE BKO-KATI-KOLOK-DIDIENI-DIEMA-SAND-KAYES		77 500 000	0	9 500 000	0	0
PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER		285 000	300 000	285 000	307 500	330 562
ENTRETIEN COURANT DES ROUTES/AUTORITE ROUT.		285 000	400 000	285 000	410 000	440 750
CONTRAT- PLAN ETAT IGM		190 000	250 000	190 000	252 025	267 700
Total :		**129 470 000**	**16 037 000**	**21 470 000**	**16 408 700**	**17 661 124**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.065	**PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO		9 892 000	0	7 892 000	0	0
Total :		**9 892 000**	**0**	**7 892 000**	**0**	**0**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'environnement et de l'assainissement et veille à la prise en compte des questions de développement durable à l'occasion de la formulation et de la mise en oeuvre des politiques publiques.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'amélioration du cadre de vie des populations ;
- la mise en oeuvre d'actions de lutte contre la désertification et la préservation de la biodiversité ;
- la lutte contre la dégradation des terres, la désertification, l'ensablement des cours d'eau et les changements climatiques ;
- la préservation des ressources naturelles et le suivi de leur exploitation économiquement efficace et socialement durable ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures destinées à prévenir ou à réduire les risques écologiques ;
- la promotion du retraitement systématique des eaux usées ;
- la prévention, la réduction ou la suppression des pollutions et nuisances ;
- l'élaboration et le suivi de l'application de la législation relative à la chasse, à l'exploitation des forêts, aux pollutions et aux nuisances ;
- la sauvegarde, l'entretien ou la restauration des forêts classées et des terres dégradées, la création de nouvelles forêts classées ;
- la diffusion des informations environnementales et la formation des citoyens dans le domaine de la protection de l'environnement ;
- l'élaboration et l'animation de débats publics sur les questions de développement durable et d'environnement et leurs enjeux pour le Mali ;
- le renforcement des capacités.

I.2 Les contraintes et les défis

Les principales contraintes rencontrées et les défis qu'elles posent pour les programmes du MEADD sur la mise oeuvre de la stratégie du Ministère sont les suivants :

I.2.1 Contraintes

Les contraintes sont entre autres :

- l'insuffisance des ressources humaines sur les plans qualitatif et quantitatif ;
- l'insuffisance d'infrastructures d'accueil;
- l'insuffisance et la vétusté des moyens logistiques et matériels ;
- l'absence de plan de formation continue des agents (perfectionnement et requalification) ;
- le manque de plan de carrière pour les agents ;
- l'insécurité grandissante entrainant la mort de plusieurs agents forestiers;
- l'insuffisance des équipements militaires indispensables dans le contexte de l'insécurité grandissante dans le pays ;
- l'agression du domaine forestier national, par les différentes formes d'occupation (l'Agriculture, l'exploitation minière, la réalisation des réseaux de communications routiers et téléphoniques, les réseaux de transport d'électricité, la transhumance ; l'occupation illicite des Forêts Classées et Réserves de faunes etc..) sans une réelle compensation des préjudices environnementaux causés par ces actions de développement ;
- l'insuffisance d'infrastructures d'assainissement dans les villes;
- l'insuffisance du dispositif législatif réglementaire relatif à la redevance auprès des organismes préleveurs et pollueurs d'eau du fleuve Niger ;
- la faible prise en compte de l'environnement et du changement climatique dans les politiques sectorielles et dans le processus de planification du développement ;
- l'absence d'une stratégie de communication sur les questions environnementales.

I.2.2 Défis

- la mise à disposition des ressources humaines adéquates et qualifiées aux structures du département ;

- la mise à disposition des infrastructures aux structures du département;
- l'équipement des structures du département en moyens logistiques et matériels ;
- les formations (continue et militaire) des agents des structures du département pour faire face aux nouveaux défis (GAR, changements climatiques, sécuritaires etc.) ;
- l'adoption de plan de carrière pour les agents des structures du département ;
- la sécurisation des dépôts de transits dans les principales villes et la construction de décharge contrôlée compactée dans les régions ;
- l'adoption de textes législatif réglementaire relatif au mécanisme financier de perception des redevances auprès des organismes préleveurs et pollueurs d'eau et d'utilisation de ces redevances en vue de générer des ressources propres par l'ABFN ;
- l'équipement des agents de la DNEF et de la DNACPN en équipements collectifs et individuels adéquats ;
- l'accréditation de l'AEDD au Fonds d'adaptation;
- la mise en place d'un système de contrôle de suivi et de surveillance continue de l'environnement et de la dynamique des ressources forestières et fauniques ;
- la sécurisation du domaine forestier classé et des zones d'intérêt cynégétique et aires protégées à travers des activités de délimitation, d'immatriculation et de déguerpissement des réserves occupées ;
- la relecture et l'adoption de textes législatifs et règlementaires dans le cadre de la mise en oeuvre de la gestion décentralisée et participative des ressources forestières et fauniques ;
- la formation des acteurs pour la prise en compte de l'environnement et du changement climatique dans les politiques, plans et programmes de développement ;
- l'élaboration d'une stratégie de communication en matière de protection de l'environnement.

I.3 La politique sectorielle

Le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable a élaboré des politiques dans les domaines de l'environnement, de la gestion des ressources forestières et fauniques et de l'assainissement. Il s'agit de la :

- Politique Nationale de Protection de l'Environnement ;
- Politique Nationale sur les Changements Climatiques ;
- Politique Forestière Nationale ;
- Politique Nationale sur les Zones Humides ;
- Politique Nationale d'Assainissement.

A ceux-ci il faut ajouter que l'ensemble des actions du Programme « Sauvegarde et gestion intégrée des ressources du bassin du Fleuve Niger » sont inscrits dans le Programme National de Sauvegarde du Fleuve Niger approuvé par le Gouvernement du Mali suivant le Décret N°2016-0728/P-RM du 20 septembre 2016.

Ces politiques sectorielles sont structurées autour de vingt-un (21) objectifs

1. Améliorer la gestion des ressources matérielles et financières ;
2. Améliorer le système de planification et de production de l'information statistique ;
3. Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département ;
4. Impulser le processus de décentralisation et déconcentration au sein du département ;
5. Assurer le contrôle des services et organismes du département ;
6. Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement ;
7. Assurer l'accès des populations à un service durable de l'assainissement ;
8. Réduire les pollutions et nuisances sur l'environnement ;
9. Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eaux pour un développement durable ;
10. Lutter contre l'érosion des berges, la dégradation des écosystèmes et la pollution dans le bassin du fleuve Niger ;
11. Développer les relations de partenariat et renforcer les capacités de l'agence ;
12. Renforcer le cadre législatif et réglementaire de la gestion des ressources forestières et fauniques ;
13. Assurer la gestion durable des terres ;

14. Promouvoir la conservation et la valorisation de la diversité biologique ;
15. Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la biodiversité ;
16. Assurer la coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de L'Environnement ;
17. Veiller à l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques, plans et programmes ;
18. Assurer une gestion durable de la faune et des aires protégés;
19. Renforcer les capacités du service forestier et des collectivités dans l'aménagement et la protection de la faune ;
20. Assurer une gestion durable des forêts et des aires protégés;
21. Renforcer les capacités du service forestier et des collectivités dans l'aménagement et la protection de la forêt.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Pourcentage des superficies de terres récupérées	%	57,71	53,40	89,96	185
2	Pourcentage de Plan d'aménagement et de Gestion de massifs forestiers élaboré	%	-	15,5	62,5	60
3	Pourcentage de Plan d'aménagement et de Gestion de massifs forestiers mis en oeuvre	%	-	-	60	58,55
4	Pourcentage de plan d'aménagement et de gestion d'aires protégées élaboré (PAGS).	%	-	50	62,5	17
5	Pourcentage de politiques sectorielles intégrant la dimension environnementale	%	33,33	36,66	43,33	40
6	Pourcentage de PDESC intégrant la dimension environnementale	%	5,54	6,38	6,11	9,84
7	Pourcentage de ménages disposant de latrines améliorées	%	29,70	25,36	24	57,05

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 7 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	1 453 157	1 453 573	1 442 458	1 597 910
Amélioration du Cadre de Vie des Populations	9 130 869	5 255 231	5 116 035	5 527 562
Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 429 980	4 240 402	2 075 218	2 274 482
Protection et Conservation de la Nature	8 941 536	8 134 608	7 616 697	8 451 554
Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	3 216 285	3 102 488	1 844 010	2 018 380
Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	278 750	278 750	296 421	315 539
Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 021 250	1 021 250	1 085 996	1 156 040
Total :	**26 471 827**	**23 486 302**	**19 476 835**	**21 341 467**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	3 153 597	3 163 597	3 355 414	3 782 143
Biens et services	2 128 573	2 143 029	2 353 582	2 577 720
Transferts et subventions	1 259 945	1 215 740	1 236 659	1 321 813
Investissement	19 929 712	16 963 936	12 531 180	13 659 791
Total :	**26 471 827**	**23 486 302**	**19 476 835**	**21 341 467**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.025 Administration Générale

Responsable du Programme :Secrétaire Général du MEADD

Le programme concerne:

- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la coordination, l'évaluation, le contrôle, le suivi, la formation, l'animation et la supervision des activités du Département ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur;
- le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

Il intervient dans la mise en oeuvre des actions suivantes :

- Coordination, suivi évaluation et pilotage des politiques et stratégies des secteurs de l'environnement et de l'assainissement;
- Gestion financière et matérielle ;
- Processus de décentralisation et de déconcentration ;
- Contrôle du fonctionnement et appui conseil aux services et organismes du département ;
- Planification, programmation et suivi-évaluation.

Le cadre de performance du programme 1.025 est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques et sept (07) indicateurs de résultat qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à l'Environnement, l'Assainissement et le développement durable.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution du programme d'activité du département		100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels des sous-secteurs du département, rapport de revue sectorielle conjointe
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités effectivement réalisées/nombre d'activités programmées) X 100

Objectif 2: Améliorer le système de planification et de production de l'information statistique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de réalisation des activités de la CPS		99	100	100	100

Moyen de Vérification : rapports d'activités
Précision Méthodologique : (activités réalisées/ activités programmées) X 100

2.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues sectorielles		-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports semestriels de suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des revues sectorielles
Précision Méthodologique : (nombre de recommandations mises en oeuvre / nombre total de recommandations formulées) X 100

Objectif 3: Améliorer la gestion des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'exécution du Budget du Département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Compte administratif
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés / Crédits notifiés) X 100

Objectif 4: Impulser le processus de décentralisation et déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux d'exécution des activités dans le cadre du plan de transfert des compétences des services du MEADD aux CT	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions, rapports d'activité					
Précision Méthodologique : Nombre de missions réalisées/ nombre de missions prévues) X 100					
4.2 Taux d'exécution des activités dans le cadre du plan de déconcentration des services du MEADD	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions, rapport d'activités, informations collectés					
Précision Méthodologique : Nombre d'activités menées/ nombre d'activités prévues X 100					

Objectif 5: Assurer le contrôle des services et organismes du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Taux de réalisation des missions d'inspection	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports de missions					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/ nombre de missions prévues) X 100					
5.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions d'inspection	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de suivi de la mise en oeuvre des recommandations					
Précision Méthodologique : (nombre de recommandations mises en oeuvre/ nombre de recommandations formulées) X100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	354 967	354 967	377 684	426 782
Biens et services	697 445	851 606	804 774	885 128
Transferts et subventions	17 430			
Investissement	383 315	247 000	260 000	286 000
Total :	**1 453 157**	**1 453 573**	**1 442 458**	**1 597 910**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Coordination, suivi evaluation et pilotage des politiques et stratégies des secteurs de l'environnement et de l'assainissement	414 710	389 096	410 062	458 395
Gestion financière et matérielle	809 080	836 013	808 320	892 395
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	8 997	25 837	9 004	9 993
Contrôle du fonctionnement et appui conseil aux services et organismes du département	50 528	43 149	45 221	50 194
Planification, Programmation et suivi évaluation	169 842	159 478	169 851	186 933
Total :	**1 453 157**	**1 453 573**	**1 442 458**	**1 597 910**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	40	37	37	37
CATEGORIE B1	12	13	13	13
CATEGORIE B2	215	11	11	11
CATEGORIE C	1			
CONTRACTUEL	52	48	49	50
Total :	**320**	**109**	**110**	**111**

Action 01 Coordination, suivi evaluation et pilotage des politiques et stratégies des secteurs de l'environnement et de l'assainissem

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	198 723	198 723	211 441	238 928
Biens et services	115 987	95 373	98 621	109 467
Investissement	100 000	95 000	100 000	110 000
Total	**414 710**	**389 096**	**410 062**	**458 395**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Coordination des activités du département	62 256
1.1.2	Prise en charge des activités de communication du Departement	33 117
1.1.3	Prise en charge des salaires et accessoires du Personnel	198 723
1.1.4	Renforecement des capacités du MEADD	95 000
Total		**389 096**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	156 244	156 244	166 243	187 854
Biens et services	512 091	679 769	642 077	704 541
Transferts et subventions	17 430			
Investissement	123 315			
Total	**809 080**	**836 013**	**808 320**	**892 395**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Approvisionnement en biens et services des structures	119 333
3.1.2	Dépenses Courantes d'eau, de télephone et d'electricité	245 900
3.1.3	Organisation des missions à l'interieur et à l'exterieur	103 461
3.1.4	Mise à disposition de locaux baillés pour le fonctionnement des structures du département	100 261
3.1.5	Renforcement des capacité s du personnel	47 500
3.1.6	Prise en charge des salaires et accessoires	156 244
3.1.7	Sécurisation des locaux et amélioration des conditions d'hygiène en milieu de travail (entretien et réparation des bâtiments et mobiliers, gardiennage et achat de produits d'entretien)	63 315
Total		**836 013**

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	8 997	25 837	9 004	9 993
Total	**8 997**	**25 837**	**9 004**	**9 993**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	suivi de la mise en oeuvre du plan de transfert des compétences du département	22 469
4.2.1	suivi de la mise en oeuvre du plan de déconcentration du département	3 368
Total		**25 837**

Action 04 Contrôle du fonctionnement et appui conseil aux services et organismes du département

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	50 528	43 149	45 221	50 194
Total	**50 528**	**43 149**	**45 221**	**50 194**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des structures du département	38 046
5.2.1	suivi des recommandations issues des missions de contrôle des structures du département	5 103
Total		**43 149**

Action 05 Planification, Programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	9 842	7 478	9 851	10 933
Investissement	160 000	152 000	160 000	176 000
Total	**169 842**	**159 478**	**169 851**	**186 933**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	planification et suivi évaluation des projets et programmes du secteur	1 875
2.1.2	Appui à la Cellule de Planification et de Statistique/Secteur Eau, Env, Urb et Domaines de l'Etat	153 651
2.2.1	organisation et tenues des rencontres, missions et revues	3 952
Total		**159 478**

Le Programme : 2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations

Responsable du Programme : le Directeur National de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances.

Ce programme s'occupe de :

- Élaborer des éléments de la Politique Nationale en matière d'Assainissement et de Contrôle des Pollutions et des Nuisances et d'en assurer l'exécution ;
- Assurer la gestion durable des stations d'épuration des eaux usées et ouvrages annexes;

Le programme vise à améliorer l'accès de la population du Mali au service public de l'assainissement géré de manière durable (sur le plan financier et sur le plan environnemental) au niveau local. Les populations cibles sont celles du milieu rural, semi urbain et urbain sur l'ensemble du territoire.

Les principaux axes d'intervention sont :

- l'amélioration de l'offre éducative (formation d'ingénieurs, techniciens, sociologues, financiers, etc.) ;
- l'équipement en matériels ;
- l'élaboration et diffusion d'outils pratiques.

Les perspectives sont relatives à la relecture de la Politique Nationale d'Assainissement et ses cinq (5) stratégies en cours d'exécution liée à certaines insuffisances telle que :

- L'alignement de la politique aux ODD ;
- L'alignement de la politique au CREDD ;
- La prise en compte de l'ATPC.

Le cadre de performance du programme 2.069 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques et sept (07) indicateurs de qui contribuent à

:

- Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement ;
- Assurer l'accès des populations à un service durable d'assainissement ;
- Réduire les pollutions et les nuisances sur l'environnement ;
- Organiser et développer le sous-secteur de l'assainissement.

Objectif 1: Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 taux de réalisation des séances de sensibilisation.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel des DNACPN

Précision Méthodologique : (nombre de séance de sensibilisation réalésées / nbre de séances prévues) X100

Objectif 2: Assurer l'accès des populations à un service durable d'assainissement

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 : pourcentage de caniveaux, collecteurs construits, couverts et curés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports annuels DNACPN et ANGESEM

Précision Méthodologique : (nombre de mètres linéaires de caniveaux construits/ nombre total de mètres linéairse de caniveaux prévus) x100

2.2 Taux de réalisation de dépôts de transit, décharges finales, de stations de boue de vidange et de stations d'épuration.	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN/ANGESEM

Précision Méthodologique : dépôts de transit: (nbre dépôt de transit construit/ nbre dépôts prévus) X100

2.3 Taux de ménages raccordés à un réseau d'égouts	%	70	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel ANGESEM

Précision Méthodologique : (nbre de ménages raccordés à un réseau d'égout / le nbre de ménages à raccorder) X 100

Objectif 3: Réduire les pollutions et les nuisances sur l'environnement

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage de Projets ayant un permis environnemental qui respectent les normes environnementales	%	60	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN

Précision Méthodologique : (nbre de projets qui respectent les normes environnementales/nombre de projets ayant un permis environnemental) X100

3.2 pourcentage de mission de contrôle effectué	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN

Précision Méthodologique : nbre de missions réalisées/nbre missions prévues) X 100

3.3 3 taux d'élimination des pesticides obsolètes	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACN

Précision Méthodologique : (quantité de pesticides obsolètes éliminés/quantité totale de pesticides inventoriés) X 100

Objectif 4: Organiser et développer le sous-secteur de l'assainissement

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 pourcentage de commune ou de ville ayant bénéficié d'un Plan Stratégique d'Assainissement (PSA)	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel DNACPN

Précision Méthodologique : (nbre de communes ou de villes ayant bénéficié d'un plan stratégique d'assainissement/ nbre de communes ou de villes prévues) X100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	675 666	675 666	718 903	802 893
Biens et services	453 942	383 836	479 519	526 812
Transferts et subventions	386 581	387 842	386 581	412 867
Investissement	7 614 680	3 807 887	3 531 032	3 784 990
Total :	**9 130 869**	**5 255 231**	**5 116 035**	**5 527 562**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Gestion durable des déchets et Contrôle des pollutions et des nuisances	4 031 603	3 761 356	3 511 482	3 821 327
Gestion des eaux usées et des gadoues	5 099 266	1 493 875	1 604 553	1 706 235
Total :	**9 130 869**	**5 255 231**	**5 116 035**	**5 527 562**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	99	98	98	98
CATEGORIE B1	29	29	29	29
CATEGORIE B2	44	42	42	42
CATEGORIE C	43	45	45	45
CONTRACTUEL	90	93	94	95
Total :	**305**	**307**	**308**	**309**

Action 01 Gestion durable des déchets et Contrôle des pollutions et des nuisances

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	675 666	675 666	718 903	802 893
Biens et services	453 942	383 836	479 519	526 812
Transferts et subventions	62 315	52 967	62 315	66 552
Investissement	2 839 680	2 648 887	2 250 745	2 425 070
Total	**4 031 603**	**3 761 356**	**3 511 482**	**3 821 327**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi de la politique et stratégies de l'assainissement et le contrôle des pollutions et nuisances	10 921
1.1.2	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement du District de Bamako	194 671
1.1.3	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de Kayes	79 903
1.1.4	Renforcement des sapacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de Kouliokoro	98 885
1.1.5	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de SIKASSO	146 453
1.1.6	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de SEGOU	95 901
1.1.7	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de MOPTI	76 386
1.1.8	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de TOMBOUCTOU	43 640
1.1.9	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de GAO	50 453
1.1.10	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de KIDAL	31 135
1.1.11	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de TAOUDENIT	26 533
1.1.12	Renforcement des capacités opérationnelles de la Diection Régionale d'Assainissement de MENAKA	31 770
1.1.13	Renforcement des capacités opérationnelles du SCE SUB REG. ASSIN. CTR.POL. NUIS. BKO	1 998
1.1.14	Renforcement des capacités opérationnelles du SCE SUB REG. ASSIN. CTR.POL. NUIS. KAYES	9 891
1.1.15	Renforcement des capacités opérationnelles du SCE SUB REG. ASSIN. CTR.POL. NUIS. KOULIKORO	2 205
1.1.16	Renforcement des capacités opérationnelles du SCE SUB REG. ASSIN. CTR.POL. NUIS. SIKASSO	8 479
1.1.17	Renforcement des capacités opérationnelles du SCE SUB REG. ASSIN. CTR.POL. NUIS. SEGOU	4 596
1.1.18	Renforcement des capacités opérationnelles du SCE SUB REG. ASSIN. CTR.POL. NUIS. MOPTI	1 952
1.1.19	Renforcement des capacités opérationnelles du SCE SUB REG. ASSIN. CTR.POL. NUIS. TOMB.	5 136
1.1.20	Renforcement des capacités opérationnelles du SCE SUB REG. ASSIN. CTR.POL. NUIS. GAO	4 038
1.1.21	Renforcement des capacités opérationnelles du SCE SUB REG. ASSIN. CTR.POL. NUIS. KIDAL	5 653
2.1.1	Projet Curage Cannevaux Assainissement District de Bamako	285 000
2.2.8	Projet Construction décharge compactée de Noumoubougou	950 000
3.1.1	Mission de suivi et de supervision	17 928
3.2.1	Programme Urgence Assainissement	142 500
3.2.2	Approvisionnement en biens et services	15 107
3.2.3	Entretien des batiments	20 050
3.2.4	Prise en charge du personnel	165 172
3.3.1	Projet d'elimination et de Prévention Pesticides obseletes	237 500
4.1.1	Projet Assainissement Ville de Bamako	47 500
4.1.2	PROJET D'AISSAINISSEMENT & D'AMENAGEMENT DU DISTRICT DE BAMAKO	950 000
Total		**3 761 356**

Action 02 Gestion des eaux usées et des gadoues

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	324 266	334 875	324 266	346 315
Investissement	4 775 000	1 159 000	1 280 287	1 359 920
Total	**5 099 266**	**1 493 875**	**1 604 553**	**1 706 235**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.2.1	Prise en charge des salaires et accessoires (EPA)	123 856
2.2.2	Frais de location des batiments baillés (EPA)	21 000
2.2.5	prise en charge de l'électricité et de téléphone de l'Agence	80 000
2.2.6	Projet Exploitation Infrastrucures Assainissement Zone Industrielle Sotuba	256 500
2.3.1	Raccordement des ménages aux réseaux d'égout	110 019
2.3.2	Projet Etude Amenagement /Equipement Station Epuration Ouvrage Connexe	760 000
2.3.3	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AGENCE GESTION STATIONS EPURATIONS EAUX USEES	142 500
Total		**1 493 875**

Le Programme : 2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger

Responsable du Programme : Le Conseiller Technique au Mimistère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD)

Ce programme a pour objectif de veiller à la sauvegarde du bassin du fleuve Niger en tant qu'entité vitale du pays.

Le programme s'occupe de :

- l'organisation des acteurs locaux, le renforcement de leurs capacités, l'approfondissement des connaissances, la vulgarisation des techniques et technologies sur les mesures de sauvegarde. Il s'intéresse également aux actions de sensibilisation, de communication dans le cadre de la gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIR);
- l'amélioration de la connaissance sur les écosystèmes aquatiques et terrestres du bassin du fleuve Niger, la conduite des études stratégiques pour le choix des options pertinentes de prise en charge des dégradations identifiées dans le bassin du fleuve Niger. Il s'agira d'entreprendre au besoin des travaux de : (i) protection mécanique et/ou végétale des berges dégradées, (ii) dépollution afin de débarrasser le fleuve et ses dépendances de plantes aquatiques nuisibles et de déchets intrusifs tout en renforçant sa capacité d'autoépuration et (iii) le traitement des seuils sableux ou rocheux pour normaliser l'hydraulicité du fleuve, favoriser les activités socio économiques et la mobilité des personnes et leurs biens;
- le renforcement des relations de partenariat et de coopération autour des projets conjoints, le développement des capacités de l'Agence et le domaine de la formation et sur les plans institutionnel, logistique, infrastructurel.

Le programme intervient dans la mise en oeuvre de l'action "Protection des berges et gestion intégrée des ressources et des écosystèmes du bassin du fleuve Niger".

Les différents projets/programmes en cours sont : le programme de protection/aménagement des berges du fleuve Niger, le projet protection des berges du fleuve Niger et curage du Diaka au droit de la localité de Diafarabé, le projet de réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger, le projet de faucardage et curage du fleuve Niger, le projet de construction et d'équipement du siège de la Direction Générale de l'Agence du Bassin du Fleuve Niger (ABFN).

En perspective, on peut noter le programme de Restauration des berges et Valorisation des plantes aquatiques nuisibles dans le Niger supérieur.

Les différentes interventions sont mises en oeuvre suivant des stratégies de « faire-faire », de Partenariat Public Privé, de BOT (Build Operate and Transfer) et de régie.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.070 est bâti autour de 3 objectifs spécifiques et de 8 indicateurs de résultat qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la gouvernance des ressources du fleuve Niger par l'implication des acteurs locaux, la conduite des actions d'aménagement, de dépollution, de faucardage des végétaux flottants aquatiques et proliférants, de curage/dragage de sable et de renforcement de capacités de l'agence dans les domaines technique, institutionnel, infrastructurel, logistique et partenarial.

Objectif 1: Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eaux pour un développement durable

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de fonctionnalité des cadres de concertation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, PV de réunion, Rapport d'activités annuel					
Précision Méthodologique : Nombre de cadres de concertation fonctionnels /Nombre de cadres de concertation existants x 100					
1.2 Pourcentage de d'acteurs locaux formés dans le cadre des actions de sauvegarde du fleuve Niger	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, Rapport de formation, Rapport d'activités annuel					
Précision Méthodologique : Nombre d'acteurs formés /Nombre total d'acteurs à former prévus) x 100					
1.3 Taux d'adoption des techniques de protection biologique des berges par les membres formés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, Rapport d'enquête, rapport d'activités annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de membres ayant adopté les techniques/Nombre de membres formés) x100					

Objectif 2: Lutter contre l'érosion des berges, la dégradation des écosystèmes et la pollution dans le bassin du fleuve Niger

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de réalisation des travaux de protection et d'aménagement des berges	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, Rapport de suivi et d'évaluation, Rapport d'activités annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de mètres linéaires réalisé/Nombre total de mètres linéaires prévu) x 100					
2.2 Taux de faucardage de plan d'eau infesté	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Convention de partenariat, Programme technique et financier, Rapport de suivi et d'évaluation, Rapport d'activités annuel					
Précision Méthodologique : (Superficies faucardées/superficies prévues) x100					
2.3 Pourcentage de points de suivi de la qualité des eaux du fleuve Niger	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, Rapport de suivi et d'évaluation, Rapport d'activités annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de points suivis/ Nombre de points prévus) x100					

Objectif 3: Développer les relations de partenariat et renforcer les capacités de l'agence

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage de protocoles de partenariat mis en oeuvre	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, protocole de partenariat, rapport d'évaluation, rapport d'activités annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de projets conjoints en exécution /le nombre total de projets conjointement élaborés) x 100					
3.2 Taux de formation des agents	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Programme technique et financier, rapport de formation, attestation/certificat, rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : : (Nombre d'agents formés/ Nombre d'agents à former) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	279 980	273 902	275 218	294 482
Investissement	2 150 000	3 966 500	1 800 000	1 980 000
Total :	**2 429 980**	**4 240 402**	**2 075 218**	**2 274 482**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Protection des berges et Gestion integrée des ressources et des écosystèmes du bassin du Fleuve Niger	2 429 980	4 240 402	2 075 218	2 274 482
Total :	**2 429 980**	**4 240 402**	**2 075 218**	**2 274 482**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	13	16	16	16
CATEGORIE B1	1	3	3	3
CATEGORIE B2	5	2	2	2
CATEGORIE C	3	2	2	2
CONTRACTUEL	8	8	8	8
Total :	**30**	**31**	**31**	**31**

Action 01 Protection des berges et Gestion integrée des ressources et des écosystèmes du bassin du Fleuve Niger

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	279 980	273 902	275 218	294 482
Investissement	2 150 000	3 966 500	1 800 000	1 980 000
Total	**2 429 980**	**4 240 402**	**2 075 218**	**2 274 482**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Renforcement des capacités	70 743
1.2.1	Tenue des réunions statutaires	39 520
1.2.2	Organisation des campagnes de CCC	7 955
1.3.1	Organisation des missions à l'intérieur	3 800
2.1.1	Programme Aménagement et Protection des berges	380 000
2.1.2	Dragage et Protection des berges du fleuve Niger à Diafarabé	760 000
3.1.3	Prise en charge des salaires	100 475
3.1.4	Règlement des factures Electricité, Eau, téléphone	31 500
3.1.5	Charge locative des bâtiments administratifs	10 500
3.1.6	Developpement du Partenariat	5 000
3.1.7	REHABILITATION ECONOM. ENVIRONTAL FLEUVE NIGER-IDA	2 826 500
3.2.1	Formation des agents	4 409
Total		**4 240 402**

Le Programme : 2.071 Protection et Conservation de la Nature

Responsable du Programme : Le Directeur National des Eaux et Forêts.

Ce programme s'occupe de :

- élaborer les éléments de la politique nationale en matière de conservation des eaux et sols;
- élaborer et diffuser les textes législatifs, réglementaires et normatifs;
- lutter contre la désertification;
- assurer la gestion durable des forêts;
- assurer la gestion de zones humides;
- préserver la diversité biologique de la flore sauvage;
- promouvoir et valoriser les produits forestiers et fauniques;

- assurer le contrôle de l'exploitation des ressources forestières;
- renforcer les capacités des acteurs de la gestion des ressources forestières;
- assurer la coordination, le suivi-évaluation de la mise en oeuvre du programme;
- centraliser, traiter et diffuser les informations et données statistiques relatives aux ressources forestières;
- élaborer et mettre en oeuvre le plan de communication du programme.

Il intervient dans la mise en oeuvre des actions suivantes :
- conservation de la nature, protection et valorisation de la biodiversité ;
- Lutte contre la désertification sur le tracé de la grande muraille verte.

Les perspectives portent sur :
- la mise en oeuvre du décret N°2018-0079/P-RM du 29 janvier 2018 fixant le détail des compétences de l'Etat transférées aux Collectivités Territoriales en matière de gestion des ressources forestiers et fauniques ;
- la promotion et la valorisation de l'écotourisme et le tourisme de vision à travers la création de réserves animalières.

Le cadre de performance du programme 2.071 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques et de vingt-deux (22) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes.

Objectif 1: Renforcer le cadre législatif et réglementaire de la gestion des ressources forestières et fauniques

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières élaborés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion des ressources forestières élaborés /Nombre de textes législatifs, réglementaires et normatifs programmés) X 100					
1.2 Pourcentage de textes législatifs, réglementaires et normatifs relus	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de textes législatifs, réglementaires et normatifs relus. /Nombre de textes législatifs, réglementaires et normatifs programmé) X 100					
1.3 Pourcentage de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion et à la valorisation des produits forestiers, des services de la faune et des AP élaborés	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à la gestion et à la valorisation des produits forestiers. /Nombre de textes législatifs, réglementaires et normatifs programmé) X 100					
1.4 Pourcentage de textes législatifs, réglementaires relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques diffusés	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de texte législatif, réglementaire relatif à la gestion des ressources forestières et fauniques diffusé /Nombre de texte programmé) X 100					
1.5 Taux de réalisation des activités de diffusion des textes législatifs, réglementaires relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités de diffusion des textes législatifs, réglementaires relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques réalisé/Nombre d'activités programmées) X 100					

Objectif 2: Assurer la gestion durable des terres

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage des superficies de terres récupérées	%	95	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (superficies de terres récupérées /superficies totales programmées) X 100					
2.2 Pourcentage de massifs forestiers classés et de réserves de faune disposant de plan d'aménagement et de gestion (PAG)	%	80	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de massifs forestiers classés et de réserves de faune disposant de PAG / Nombre total de massifs forestiers classés et de réserves de faune) X 100					
2.3 Pourcentage de PAG de massifs forestiers classés et de réserves de faune mise en Oeuvre	%	80	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de massifs forestiers classés et de réserves de faune sous aménagement / Nombre total de massifs forestiers classés et de réserves de faune) X 100					
2.4 Pourcentage des agents forestiers formés sur diverses thématiques et d'acteurs formés dans les techniques de DRS-CES	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents formés sur diverses thématiques/Nombre d'agents programmés) x100					

Objectif 3: Promouvoir la conservation et la valorisation de la diversité biologique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage d'études réalisées pour l'amélioration des connaissances sur la biodiversité.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'études réalisées / nombre total d'études prévues) X100					
3.2 Taux de diffusion des résultats d'études pour l'amélioration des connaissances sur la biodiversité	%	-20	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de résultats d'études diffusés/Nombre de résultats d'études programmés pour diffusion) x 100					
3.3 Taux de réduction des superficies brulées par les feux de brousse.	%	100	-20	-30	-40
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (superficie brulées de l'année N - superficies brulées de l'année N-1/ superficies brulées de l'année N-1) x 100					
3.4 Taux de réalisation des travaux d'aménagement pour la conservation et la valorisation de la biodiversité.	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de travaux d'aménagement réalisés/ Nombre de travaux d'aménagement programmés) x 100					
3.5 Taux des superficies des sites inscrits des zones humides sur la liste RAMSAR	%	-	5	7	10
Moyen de Vérification : : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Superficie totale cumulée des zones humides inscrites / (Superficie du Mali = 1 241 238 km²) X100					
3.6 Taux d'extension des superficies des aires protégées	%	-	10	12	15
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Superficie totale d'aires protégées réalisées/ (Superficie du Mali = 1 241 238 km²) X100					
3.7 Taux de mise en place d'organisations locales pour la conservation de la nature	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'organisations locales mises en place / Nombre total d'organisations prévues) X100					
3.8 Taux d'enlèvement des plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger et des cours d'eau	%	-	-	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Quantité de plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger et des cours d'eau enlevée/ Quantité de plantes aquatiques nuisibles dans le Bassin du fleuve Niger et des cours d'eau programmée) X100					

Objectif 4: Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de réalisation des séances de Communication pour le Changement de Comportement (CCC)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de séances de CCC réalisées/Nombre de séances de CCC programmées) x 100					
4.2 Taux de réalisation de la formation militaire commune de base des agents forestiers	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents forestiers formés/Nombre d'agents programmés) x 100					
4.3 participation aux réunions statutaires des conventions, Accords et Traités Internationaux.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de réunions statutaires participées / Nombre total de réunions statutaires prévues) x100					
4.4 Taux d'admission des élèves du centre de formation CFPF Colonel Jean Djigui KEITA en fin de cycle	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel, rapport CFPF					
Précision Méthodologique : (Nombre de candidats admis en fin de Cycle au Centre CFPF/ Nombre total de Candidats présentés) X100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	2 122 964	2 132 964	2 258 827	2 552 468
Biens et services	632 186	562 587	702 417	775 245
Transferts et subventions	69 419	55 135	68 237	73 013
Investissement	6 116 967	5 383 922	4 587 216	5 050 828
Total :	**8 941 536**	**8 134 608**	**7 616 697**	**8 451 554**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Conservation de la Nature, Protection et valorisation de la biodiversité	6 191 536	7 122 858	6 366 828	7 076 593
Lutte contre la desertification sur le tracé de la grande muraille verte	2 750 000	1 011 750	1 249 869	1 374 961
Total :	**8 941 536**	**8 134 608**	**7 616 697**	**8 451 554**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	186	175	176	177
CATEGORIE B1	27	25	25	25
CATEGORIE B2	274	270	275	280
CATEGORIE C	271	308	315	322
CONTRACTUEL	175	179	182	185
Total :	**933**	**957**	**973**	**989**

Action 01 Conservation de la Nature, Protection et valorisation de la biodiversité

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	2 122 964	2 132 964	2 258 827	2 552 468
Biens et services	592 186	532 187	662 377	730 801
Transferts et subventions	59 419	47 535	58 408	62 496
Investissement	3 416 967	4 410 172	3 387 216	3 730 828
Total	**6 191 536**	**7 122 858**	**6 366 828**	**7 076 593**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Elaboration, relecture, diffusion de textes législatifs, réglementaires et normatifs relatifs à : (i) la gestion des ressources forestières et faunique et (ii) la valorisation des produits et des services de la faune et des AP	7 647
2.1.1	Programme du Lutte contre l'Ensablement dans le Bassin du Fleuve Niger	95 000
2.2.1	Elaboration Plan d'Aménagement massifs forestiers	190 000
2.3.1	Aménagement Parc de Tienfala	712 500
2.4.1	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF District BKO	149 759
2.4.2	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF KAYES	296 726
2.4.3	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF KOULIKORO	349 567
2.4.4	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF SIKASSO	248 024
2.4.5	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF SEGOU	288 634
2.4.6	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF MOPTI	241 121
2.4.7	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF TOMB.	123 977
2.4.8	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF GAO	106 796
2.4.9	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF KIDAL	35 053
2.4.10	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF TAOUDENIT	29 728
2.4.11	Renforcement des capacités opérationnelles pour le DREF MENAKA	26 695
2.4.12	Renforcement des capacités opérationnelles pour le SCE SUB-REG.EAUX ET FORETS BAMAKO	2 391
2.4.13	Renforcement des capacités opérationnelles pour le SCE SUB-REG.EAUX ET FORETS KAYES	5 653
2.4.14	Renforcement des capacités opérationnelles pour le SCE SUB-REG.EAUX ET FORETS KOULIKORO	4 493
2.4.15	Renforcement des capacités opérationnelles pour le SCE SUB-REG.EAUX ET FORETS SIKASSO	8 883
2.4.16	Renforcement des capacités opérationnelles pour le SCE SUB-REG.EAUX ET FORETS SEGOU	9 038
2.4.17	Renforcement des capacités opérationnelles pour le SCE SUB-REG.EAUX ET FORETS MOPTI	4 493
2.4.18	Renforcement des capacités opérationnelles pour le SCE SUB-REG.EAUX ET FORETS TOMBOUCTOU	5 356
2.4.19	Renforcement des capacités opérationnelles pour le SCE SUB-REG.EAUX ET FORETS GAO	4 038
2.4.20	Renforcement des capacités opérationnelles pour le SCE SUB-REG.EAUX ET FORETS KIDAL	5 653
3.1.1	Programme de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger	95 000
3.1.2	Programme de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger (FIN EXT)	2 553 000
3.4.1	Approvisionnement en biens et services pour l'UGF	10 886
3.4.2	Approvisionnement en biens et services pour PBB	49 857
3.6.1	EXTENSION/ RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGEES	47 500
3.7.2	Approvisionnement en biens et services pour l'OPNBB	214 621
3.8.1	Gestion Multinationale Plantes Aquatiques Proliférantes en Afrique de l¿Ouest	95 000
4.1.1	Organisation des formations et animation des séances de CCC	18 545
4.1.2	Approvisionnement en biens et services pour la Direction Nationale	66 617
4.1.3	Organisation de missions de suivi et de supervision	19 884
4.1.4	Prise en charge des salaires et accessoires	192 678
4.2.1	Formation militaire commune de base	23 709
4.3.1	Alliance Globale contre le Changement Climatique au Mali phase II	142 500
4.3.2	Alliance Globale contre le Changement Climatique au Mali phase II (FIN EXT)	446 000
4.4.2	Approvisionnement en biens et services pour CFPFT	195 838
Total		**7 122 858**

Action 02 Lutte contre la desertification sur le tracé de la grande muraille verte

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	40 000	30 400	40 040	44 444
Transferts et subventions	10 000	7 600	9 829	10 517
Investissement	2 700 000	973 750	1 200 000	1 320 000
Total	**2 750 000**	**1 011 750**	**1 249 869**	**1 374 961**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.2	Lutte contre la désertification sur le tracé de la Grande Muraille Verte	38 000
2.1.3	Appui à la Grande Muraille Verte	142 500
2.3.2	Programme Gestion Décentralisée des Forêts Phase II	142 500
3.3.1	Appui au reboisement phase II	71 250
3.3.2	Appui au Système d'Information Forestier	190 000
3.7.1	Protection, Aménagement Forêts et Parc Nationaux	142 500
3.7.3	PROJET CONSERV. VAL. BIODIV. ELEPHANTS GOURMA	95 000
4.4.1	Réhabilitation Centre de Formation Pratique Forestier de Tabakoro	190 000
Total		**1 011 750**

Le Programme : 2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement

Responsable du Programme : Le Conseiller Technique au MEADD.

Le programme 2.072 cadre avec les missions de l'AEDD (la loi N°10-027/AN-RM du 12 juillet 2010). L'AEDD assure la coordination de la mise en oeuvre de la PNPE et veille à l'intégration de la dimension environnementale dans toutes les politiques. A cet effet, elle intervient dans le renforcement des capacités des acteurs, le suivi des mécanismes financiers et la mobilisation des financements, le suivi de la mise en oeuvre des Conventions, Accords et Traités (CAT), la promotion du Développement Durable, la gestion de l'information environnementale, la participation à la mise en oeuvre des programmes du Plan National d'Action Environnemental (PNAE) et la diffusion des résultats de la recherche sur la biotechnologie.

Concernant la mise en oeuvre du programme 2.072, les perspectives porteront sur : (i) la réalisation des études relatives au système national de gestion de l'information environnementale ; (ii) l'élaboration de rapports biennaux (BUR) sur les changements climatiques ; (iii) la mobilisation des ressources intérieure et extérieure ; (iv) la redynamisation du cadre de concertation des points focaux des AME ; (v) l'organisation des éditions de la quinzaine de l'environnement; (vi) le renforcement des capacités des acteurs de la société civile, des secteurs publics et privés sur l'appropriation et la mise en oeuvre de la CDN et des Objectifs de Développement Durable (ODD) ; (vii) l'appui à l'intégration de l'environnement dans les programmes de développement économique, social et culturel (PDESC) des collectivités; (viii) la consolidation de la collaboration entre l'AEDD, les institutions de recherche et autres organismes; (ix) la participation à l'organisation des Conférences et Réunions des Parties aux AME; (x) la mise en oeuvre de projets et programmes pilotes d'intégration des changements climatiques (xi) la prise en compte de l'environnement dans les curricula et (xii) l'élaboration des rapports sur l'état de l'environnement.

Le cadre de performance du programme 2.072 est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques et de neuf (09) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la coordination de la mise en oeuvre de la politique nationale de protection de l'environnement et à l'intégration de la dimension environnementale dans toutes les politiques.

Objectif 1: Assurer la coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Pourcentage de structures nationales formées sur la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et le Développement Durable (DD)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'AEDD					
Précision Méthodologique : (nbre de structures nationales formées/nbre total de structures nationales prévues) x100					
1.2 Pourcentage de collectivités territoriales formées sur la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et le Développement Durable (DD)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'AEDD					
Précision Méthodologique : (nbre de collectivités territoriales formées/nbre total de collectivités territoriales prévues) x 100					
1.3 Taux d'évolution des ressources mobilisées pour l'environnement	%	25	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'AEDD					
Précision Méthodologique : (montants mobilisés/montants à rechercher) x 100					
1.4 Pourcentage de supports produits et diffusés sur l'environnement	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : : Rapport annuel de l'AEDD					
Précision Méthodologique : (nbre de supports produits et diffusés/nbre de supports produits et diffusés prévus) x 100					
1.5 Taux d'exécution des réunions de suivi des AME ratifiés par le Mali	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'AEDD					
Précision Méthodologique : (nbre des réunions de suivi des AME tenues/nbre des réunions de suivi des AME prévues) x 100					

Objectif 2: Veiller à l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques, stratégies et plans d'action.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Pourcentage de politiques sectorielles intégrant la dimension environnementale	%	50	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel de l'AEDD					
Précision Méthodologique : (Nombre de politiques intégrant la dimension environnementale/Nombre de politiques sectorielles intégrant la dimension environnementale prévues) x 100					
2.2 Pourcentage de PDESC intégrant l'environnement et le développement durable	%	16,35	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports annuels de l'AEDD					
Précision Méthodologique : (Nombre de PDSEC prenant en compte la dimension environnementale/ Nombre de PDSEC prenant en compte la dimension environnementale prévus) x 100.					
2.3 Pourcentage de secteurs intégrant l'évaluation environnementale stratégique (EES)	%	60	100	100	100
Moyen de Vérification : rapports annuels de l'AEDD					
Précision Méthodologique : (Nombre de secteurs ayant bénéficié de l'EES/Nombre de secteurs prévus) x100					
2.4 pourecentage de projets démonstratifs mis en Oeuvre	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel AEDD					
Précision Méthodologique : nombre de projets démonstratifs mise en oeuvre/nbre total de projets demonstratifs)*100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Transferts et subventions	398 285	390 611	391 510	418 914
Investissement	2 818 000	2 711 877	1 452 500	1 599 466
Total :	**3 216 285**	**3 102 488**	**1 844 010**	**2 018 380**

<u>Tableau 2</u> : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Coordination de la mise en oeuvre de la politique nationale de protection de l'environnement et Integration de la dimension environnementale dans les politique plan et programme	3 216 285	3 102 488	1 844 010	2 018 380
Total :	**3 216 285**	**3 102 488**	**1 844 010**	**2 018 380**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	17	18	18	18
CATEGORIE B1	4	5	5	5
CONTRACTUEL	5	5	5	5
Total :	**26**	**28**	**28**	**28**

Action 01 Coordination de la mise en oeuvre de la politique nationale de protection de l'environnement et Integration de la dime

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	398 285	390 611	391 510	418 914
Investissement	2 818 000	2 711 877	1 452 500	1 599 466
Total	**3 216 285**	**3 102 488**	**1 844 010**	**2 018 380**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Programme d'Appui à la coordination des initiatives liées aux changements climatiques	237 500
1.2.1	Appui au fonctionnement du fonds climat	30 400
1.3.1	Acquisition de biens et services dans le cadre du fonctionnement	79 716
1.3.4	Certification des comptes	4 275
1.3.6	Projet Construction Siège AEDD	712 500
1.3.7	Eau électricité téléphone	45 000
1.3.8	Prise en charge du personnel	94 120
1.3.9	Mise à disposition de locaux baillés pour le fonctionnement des structures du département	21 000
1.4.1	Organisation de la quinzaine de l'environnement	95 874
1.5.1	Organisation des ateliers de préparation du budget	4 750
2.1.1	Initiative Pauvreté Environnement (IPE)	166 250
2.2.1	Projet de Gestion des ressources Naturelles Changement Climatiques (PGRNCC)	978 500
2.2.2	Projet Adaptation Changements Climatiques LoCAL/FENU	523 127
2.3.1	Programme Régional d'Aménagement Intégré du Massif du Fouta Djallon (PRAI-MFD)	47 500
2.4.1	Organisation et tenue des sessions du conseil d'administration de l'AEDD	61 976
Total		**3 102 488**

Le Programme : 3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune

Responsable du Programme : le Conseillère Technique au MEADD.

Le Programme 3.004 «Aménagement et protection de la faune» vise à :

- assurer les travaux de prospection, de classement ou de création d'aires protégées;
- réaliser les travaux d'aménagement et de repeuplement des aires protégées;
- assurer l'équipement et le fonctionnement des structures de protection de la faune;
- créer des infrastructures de protection de la faune ;
- appuyer les Collectivités Territoriales dans les activités d'aménagement et de protection de la faune.

Ce programme intervient dans la mise en oeuvre de l'action : Aménagement et protection de la faune.

Le cadre de performance du programme 3.004 est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques et de six (06) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la gestion des ressources fauniques.

Objectif 1: Assurer une gestion durable de la faune et des aires protégées					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Pourcentage de travaux de prospection des aires protégées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'aires protégées prospectées/Nombre d'aires protégées prévues) x 100					
1.2 Pourcentage de classement ou de création d'aires protégées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : Nombre d'aires protégées classées/Nombre d'aires protégées programmées) x 100					
1.3 Pourcentage d'aires protégées mis sous aménagement et repeuplées	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : Nombre d'aires protégées et repeuplées /Nombre d'aires protégées programmées) x 100					

Objectif 2: Renforcer les capacités du service forestier et des collectivités dans l'aménagement et la protection de la faune					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux d'équipement des structures de protection de la faune	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de structures protection faune équipées/Nombre de structures protection faune programmées) x 100					
2.2 Taux de création d'infrastructure de protection de la faune	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures protection faune réalisées /Nombre d'infrastructures protection faune programmées) x 100					
2.3 Pourcentage d'agents des collectivités formé dans l'aménagement et la protection de la faune	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'agents des collectivités formés/Nombre d'agents programmés) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	108 750	108 750	115 644	123 103
Investissement	170 000	170 000	180 777	192 436
Total :	**278 750**	**278 750**	**296 421**	**315 539**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Aménagement et protection de la faune	278 750	278 750	296 421	315 539
Total :	**278 750**	**278 750**	**296 421**	**315 539**

Action 01 Aménagement et protection de la faune

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	108 750	108 750	115 644	123 103
Investissement	170 000	170 000	180 777	192 436
Total	**278 750**	**278 750**	**296 421**	**315 539**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Mise sous aménagement et repeuplement des aires protégées	30 000
2.2.1	Réalisation d'infrastructures de protection de la faune	58 750
2.3.1	Formation des agents des collectivités territoriales	83 750
2.3.2	Réalisation d'études sur la faune	56 250
2.3.3	Organisation des missions de supervision	50 000
Total		**278 750**

Le Programme : 3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts

Responsable du Programme : Le Directeur National des Eaux et Forêts

Le programme 3.005 «Aménagement et protection de la forêt» vise à :

- assurer les travaux de prospection et de classement des forêts, des périmètres de protection et des périmètres de reboisement ;
- réaliser les travaux d'aménagement et d'entretien du domaine forestier classé et des massifs du domaine forestier protégé faisant l'objet d'exploitation;
- assurer l'équipement et le fonctionnement des structures de protection de la forêt ;
- créer des infrastructures de protection des forêts;
- appuyer les Collectivités Territoriales dans les activités d'aménagement et de protection des forêts.

Ce programme intervient dans la mise en oeuvre de l'action suivante :

- Aménagement et protection de la forêt.

Le cadre de performance du programme 3.005 est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques et de six (06) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la gestion des ressources forestières.

Objectif 1: : Assurer une gestion durable des Forêts et des aires protégées

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage de travaux de prospection des forêts, des périmètres de protection et des périmètres de reboisement	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de domaines prospectés/Nombre de domaines prévus) x 100					
1.2 Pourcentage de classement des forêts, des périmètres de protection et des périmètres de reboisement	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : Nombre de domaines classés/Nombre de domaines programmés) x 100					
1.3 Pourcentage de domaine forestier classé et protégé mis sous aménagement	%	30	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : Nombre de domaines prospectés/Nombre de domaines prévus) x 100					

Objectif 2: : Renforcer les capacités du service forestier et des collectivités dans l'aménagement et la protection de la forêt					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux d'équipement des structures de protection des forêts	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre de structures équipées/Nombre de structures programmées) x 100					
2.2 Taux de création des infrastructures de protection des forêts	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (Nombre d'infrastructures réalisées /Nombre d'infrastructures programmées) x 100					
2.3 Pourcentage d'agents des collectivités formé dans l'aménagement et la protection des forêts	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : : (Nombre d'agents des collectivités formés/Nombre d'agents programmés) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	236 250	236 250	251 228	267 432
Transferts et subventions	108 250	108 250	115 113	122 537
Investissement	676 750	676 750	719 655	766 071
Total :	**1 021 250**	**1 021 250**	**1 085 996**	**1 156 040**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Aménagement et protection des forets	1 021 250	1 021 250	1 085 996	1 156 040
Total :	**1 021 250**	**1 021 250**	**1 085 996**	**1 156 040**

Action 01 Aménagement et protection des forets

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	236 250	236 250	251 228	267 432
Transferts et subventions	108 250	108 250	115 113	122 537
Investissement	676 750	676 750	719 655	766 071
Total	**1 021 250**	**1 021 250**	**1 085 996**	**1 156 040**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Réalisation des travaux de prospection des forêts, des périmètres de protection, et des périmètres de reboisement	110 000
1.2.1	Réalisation des travaux de classement des forêts, des périmètres de protection, et des périmètres de reboisement	126 250
1.3.1	Mise sous aménagement des domaines forestiers classé et protégé	236 250
2.1.1	Equipement des structures de protection des forêts	332 250
2.2.1	Réalisation d'infrastructures	108 250
2.3.1	Formation des agents des collectivités territoriales, réalisation de différentes études sur la forêt et missions de supervision	108 250
Total		**1 021 250**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.025	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CPS EAU ENVIRON. URBANISME DOMAINES ETAT		152 000	160 000	152 000	160 000	176 000
RENFORCEMENT CAPACITES MEA		95 000	100 000	95 000	100 000	110 000
Total :		**247 000**	**260 000**	**247 000**	**260 000**	**286 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.069	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN. DISTRICT BKO		285 000	300 000	285 000	302 430	321 241
CONSTRUCTION DECHARGE DE NOUMOUBOUGOU		950 000	1 000 000	950 000	1 008 100	1 070 803
PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT		142 500	150 000	142 500	150 000	165 000
PROJET ELIMINATION PREVENTION PESTICIDES OBSOLETES		237 500	250 000	237 500	250 000	275 000
PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO		47 500	50 000	47 500	0	0
PROJET D'AISSAINISSEMENT & D'AMENAGEMENT DU DISTRICT		950 000	500 000	950 000	500 000	550 000
ETUDE DIAGNOST. STATION EPURATION & OUVRAGES CONNEX		760 000	800 000	760 000	806 480	856 643
CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT AGENCE GESTION STATIONS		142 500	200 000	142 500	201 620	214 160
EXPLOITATION INFRASTRUC. ASSAINISSEMENT ZONE INDUST. S		256 500	270 000	256 500	272 187	289 117
Total :		**3 771 500**	**3 520 000**	**3 771 500**	**3 490 817**	**3 741 964**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.070	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
AMENAGEMENT PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER		380 000	300 000	380 000	300 000	330 000
DRAGAGE & PROTECTION BERGES DIAFARABE		760 000	1 500 000	760 000	1 400 000	1 540 000
REHABILITATION ECONOM. ENVIRONTAL FLEUVE NIGER-IDA		142 500	100 000	142 500	100 000	110 000
Total :		**1 282 500**	**1 900 000**	**1 282 500**	**1 800 000**	**1 980 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.070	**DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
REHABILITATION ECONOM. ENVIRONTAL FLEUVE NIGER-IDA		4 150 000	0	1 342 000	0	0
Total :		**4 150 000**	**0**	**1 342 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.070	**PRÊTS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
REHABILITATION ECONOM. ENVIRONTAL FLEUVE NIGER-IDA		4 150 000	0	1 342 000	0	0
Total :		**4 150 000**	**0**	**1 342 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.071	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ELABORATION PLAN D'AMENAG. MASSIFS FORESTIERS		190 000	100 000	190 000	100 000	110 000
PROJET CONSERV. VAL. BIODIV. ELEPHANTS GOURMA		95 000	150 000	95 000	150 000	165 000
PROG. ABN LUTTE CONTRE ENSABLEMENT FLEUVE NIGER		95 000	75 000	95 000	75 000	82 500
PROG. MULTI NAT. GESTION INTEGR. PLANTES AQUAT.PROLIF		95 000	100 000	95 000	100 000	110 000
REHABILITATION CENTRE DE FORMATION TABAKORO		190 000	300 000	190 000	300 000	330 000
PROTECTION AMENAG. FORETS & PARCS NATIONAUX		142 500	150 000	142 500	150 000	165 000
PROGRAMME DEVELOPPEMENT DURABLE DELTA INTERIEUR D		95 000	50 000	95 000	50 000	55 000
ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE / UE		142 500	75 000	142 500	75 000	82 500
EXTENSION/ RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGEES		47 500	20 000	47 500	20 000	22 000
APPUI GRANDE MURAILLE VERTE		142 500	150 000	142 500	150 000	165 000
PROG. GESTION ET DECENTRALISATION FORETS (GEDEFOR 2)		142 500	200 000	142 500	200 000	220 000
AMENAGEMENT PARC TIENFALA		712 500	880 000	712 500	880 000	968 000
APPUI AU REBOISEMENT(PHASEII)		71 250	50 000	71 250	50 000	55 000
Total :		**2 161 250**	**2 300 000**	**2 161 250**	**2 300 000**	**2 530 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.071	**DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROGRAMME DEVELOPPEMENT DURABLE DELTA INTERIEUR D		4 678 000	0	2 553 000	0	0
Total :		**4 678 000**	**0**	**2 553 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.072	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGRAMME REGIONAL AMENAG. MASSIFS FOUTA DJALLON		47 500	75 000	47 500	75 000	82 500
PROJ. ADAPTATION CHANGEMENT CLIMAT. LOCAL / FENU		57 000	90 000	57 000	90 000	99 000
PROJET INITIATIVE PAUVRETE ENVIRONNEMENT PHASE II		166 250	200 000	166 250	200 000	220 000
PROJET GESTION RESS. NATURE. CHANG. CLIMAT / IDA		95 000	150 000	95 000	150 000	165 000
PROJET APPUI COORD. INITIATIVES CHGMT CLIMATIQUE		237 500	150 000	237 500	150 000	165 000
Total :		**603 250**	**665 000**	**603 250**	**665 000**	**731 500**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministre de l' Energie et de l' Eau prépare et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine energitique et dans le domaine du developpement et de la gestion de l'eau.

A ce titre, il est competent pour :

- la mise en valeur des resources energetiques et la realiasation des infrastructures y afferentes ;
- le suivi et le controle de la production, du transport et de la distribution de l'énregie ;
- le renforcement du réseau électrique et de la desserte nationale en énergies ;
- le developpement des energies conventionnelles, nouvelables ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles applicables en matière d'exploitation et de gestion des ressources énergetiques ;
- la réalisation d'études de travaux d'aménagement des cours d'eau, en concertation avec les autres ministres concernés ;
- le développement de l'accès des populations à l'eau ;
- la maitrise et l' économie d' énergie ;
- la promotion de la sureté radiologique et de la sécurité des sources radioactives et des équipements sur le territoire national.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

1.2.1 Contraintes

- l'inadaptation du cadre législatif et réglementaire du service public de l'électricité ;
- le déficit d'information/communication/sensibilisation sur les enjeux et opportunités des secteurs de l'énergie et de l'eau ;
- le faible niveau d'appropriation des investissements dans l'hydraulique par les bénéficiaires ;
- la lourdeur des procédures d'investissements en matière d'aménagements hydroélectriques d'EnR ;
- la lenteur dans le dédommagement des populations affectées par les projets du secteur énergie ;
- l'insuffisance de ressources humaines en nombre et qualifiées ;
- la faiblesse de la capacité à satisfaire les besoins d'accès à l'électricité et à l'eau ;

I.2.2 Défis

- relecture des textes législatifs et règlementaires relatifs au service public de l'électricité ;
- développement et opérationnalisation d'une stratégie de communication des secteurs énergie et eau ;
- systématisation de la mise sous contrat STEFI de l'ensemble des ouvrages dans le secteur de l'eau ;
- simplification de la procédure de permis d'investissement dans l'hydroélectricité d'EnR ;
- anticipation et synergie avec les Ministères chargés des finances et du foncier dans la mise en place des fonds et procédures de dédommagement découlant des projets ;
- élaboration et mise en oeuvre d'un plan de renforcement des ressources humaines des secteurs de l'énergie et de l'eau ;
- développement des mécanismes de financement durables et adaptés aux Energies Renouvelables pour un mixte énergétique accru ;
- généralisation des systèmes d'adduction d'eau potable à l'ensemble des localités du pays.

I.3 La politique sectorielle

La politique Energétique Nationale :

En mars 2006, le Gouvernemenet du Mali a adopté la Politique Energétique Nationale (PEN) dont l'objectif global est de contribuer au développement durable du pays,à travers la fourniture des services énergétique accessibles au plus grand nombre de la population au moindre cout et favorisant la promotion des activités socioéconomiques.

Cette Politique Energétique Nationale s'appuie sur quatre (4) Objectifs Spécifiques (OS).

Les Objectifs Spécifiques sont les suivants :

1. Satisfaires les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et au moindre coût ;

2. Assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les risques inhérents aux services énergétiques ;

3. Renforcer les capacités d'orientation, de gestion, de controle et de pilotage stratégique du secteur de l'énergie ;

4. Renforcer pour le pays, les avantages de la coopération internationale dans le domaine de l'énergie.

1.3.2 La politique nationale de l'eau a été adoptée le 22 février 2006.

L'objectif général de la politique nationale de l'eau est de contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes liés à l'eau, afin que celle-ci ne devienne un facteur limitant du développement socioéconomique.

Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- Satisfaire les besoins en eau, en quantité et en qualité, d'une population en croissance, ainsi que ceux des divers secteurs de l'économie nationale en développement, en veillant au respect des écosystèmes aquatiques et en préservant les besoins des générations futures;
- Contribuer au développement des activités agro-sylvo-pastorales par leur sécurisation vis à vis des aléas climatiques; afin de prendre part activement à la lutte contre la pauvrreté et à la réalisation de la sécurité alimentaire.
- Assurer la protection des hommes et des biens contre les actions agressives de l'eau et assure la protection des ressoures en eau contre les diverses pollutions.
- Alléger le poids du secteur de l'eau sur les finances publiques, par un partage solidaire des charges entre l'Etat; les collectivités territoriales et les usagers.
- Promouvoir la coopération sous-régionale et internationale pour la gestion des eaux transfrontalières afin de prévenir les conflits liés à l'utulisation des ressources en eau.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux d'accès à l'électricité	%	-	-	-	-
2	- National	%	34,89	36,11	39	42
3	-Urbain	%	71,2	98,52	86	94
4	-Rural	%	17,39	15,75	19,39	18,63
5	Tarif social électricité 1ère tranche EDM, hors TVA (en F CFA)	CFA	59	59	59	-
6	Consommation de gaz butane(en tonnes)	tonne	11 872	13 087	14 530	18 263,3
7	Nombre de nouvelle localité disposant le réseau d'éclairage public AMADER	nombre	05	09	0	36
8	Quantité de graines oléagineuses produites (en tonne) QGOP	tonne	31 468	3 350	5 500	6 420
9	Quantité d'huile produite (en litre) QHP	litre	61 328	550 000	740 000	818 630
10	Taux d'accès a l'eau potable	%	63,8	65,3	66,9	68
11	Superficie emblavée en plante énergétiques (en ha)	hectare	-	55 000	65 000	73 501

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	28 058 222	31 391 018	27 619 739	31 742 550
Développement des Ressources Energétiques	34 433 499	38 719 499	28 753 736	31 753 807
Développement des Ressources en Eau	47 444 404	103 836 292	44 925 160	48 454 958
Total :	**109 936 125**	**173 946 809**	**101 298 635**	**111 951 315**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 446 983	1 446 983	1 544 686	1 724 943
Biens et services	1 212 306	1 279 502	1 386 124	1 489 728
Transferts et subventions	33 457 347	36 476 421	32 778 640	38 037 145
Investissement	73 819 489	134 743 903	65 589 185	70 699 499
Total :	**109 936 125**	**173 946 809**	**101 298 635**	**111 951 315**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.026 Administration Générale

Responsable du Programme 1.026 : Mr Moussa CISSE, Secrétaire Général.

a) Présentation stratégique du programme :

Ce programme chargé de du pilotage et de la coordination de la politique Nationale de l'énergie et de l'eau. A ce titre il :

- coordonne, planifie, évalue, contrôle, anime et supervise les activités du département ;
- assure la gestion des ressources matérielles et financières ;
- suit de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département.

Les perspectives de ce programme sont entre autres :

- le renforcement du cadre institutionnel de gestion des deux secteurs par le création de nouvelles structures ;
- le renforcement du système de suivi et de contrôle au sein du département ;
- l'amélioration de la visibilité par l'établissement et la mise en oeuvre d'importants instruments de planification ;
- la couverture normale des besoins en énergie électrique et en eau potable dans les périmètres de concession et hors concessions ;
- la promotion de l'électrification en milieu rural ;
- le renforcement des capacités d'alimentation en énergie et en eau par la réalisation de nouveaux ouvrages et équipements ;
- le lancement de nouveaux projets structurants d'infrastructures de production, de transport et de distribution de l'électricité et de l'eau.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du Programme 1.026 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques et Cinq (05) indicateurs.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	96	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités Annuels du Département.

Précision Méthodologique : (Activités réalisées/activités programmées)*100

Objectif 2: Améliorer la gestion efficace et efficiente des réssources matérielles et financières du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du Département	%	100	99	100	100

Moyen de Vérification : Compte administratifs

Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifiés)x100

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des competences au sein du département.	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités CADD

Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées)x100

Objectif 4: Contrôler le fonctionnement et l'action des services et organismes relevant du département.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de réalisation des missions d'inspection.	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de missions de l'Inspection.
Précision Méthodologique : (Nombre de missions effectuées/ nombre de missions programmées)x100.

4.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des missions.	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de suivi de mise en oeuvre de recommandations.
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre/nombre de recommandations formulées) x100.

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	318 851	318 851	344 358	384 543
Biens et services	598 634	728 267	733 761	773 122
Transferts et subventions	27 015 000	30 011 400	26 340 000	30 370 725
Investissement	125 737	332 500	201 620	214 160
Total :	**28 058 222**	**31 391 018**	**27 619 739**	**31 742 550**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et pilotage de la politique dans le domaine de l'Energie et de l'Eau	27 286 570	30 598 249	26 826 753	30 894 130
Gestion financière et matérielle	697 148	719 791	718 410	770 117
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	32 182	29 889	32 213	33 823
Verification et contrôle des services	42 322	43 089	42 363	44 480
Total :	**28 058 222**	**31 391 018**	**27 619 739**	**31 742 550**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	21	23	23	23
CATEGORIE B1	14	13	13	13
CATEGORIE B2	8	7	7	7
CATEGORIE C	10	10	10	10
CONTRACTUEL	38	37	37	37
Total :	**91**	**90**	**90**	**90**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique dans le domaine de l'Energie et de l'Eau

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	168 077	168 077	181 523	202 706
Biens et services	118 493	97 672	118 610	124 539
Transferts et subventions	27 000 000	30 000 000	26 325 000	30 352 725
Investissement		332 500	201 620	214 160
Total	**27 286 570**	**30 598 249**	**26 826 753**	**30 894 130**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Pilotage des activités du département	30 000 000
1.1.2	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action.	57 070
1.1.3	Prise en charge du personnel	168 077
1.1.4	Organisation des missions de visites sur le terrain à l'intérieur et à l'extérieur	40 602
1.1.5	FONDS ETUDES ET PREPARATIONS PROJETS EAU ENERGIE	332 500
Total		**30 598 249**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	150 774	150 774	162 835	181 837
Biens et services	405 637	557 617	540 575	570 280
Transferts et subventions	15 000	11 400	15 000	18 000
Investissement	125 737			
Total	**697 148**	**719 791**	**718 410**	**770 117**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Préparation du Budget.	82 337
2.1.2	Suivi de l'exécution du Budget.	486 680
2.1.3	Prise en charge du personnel	150 774
Total		**719 791**

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	32 182	29 889	32 213	33 823
Total	**32 182**	**29 889**	**32 213**	**33 823**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en oeuvre du plan de transfert des compétences du département dans le domaine de l'énergie.	29 889
Total		**29 889**

Action 04 Verification et contrôle des services

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	42 322	43 089	42 363	44 480
Total	**42 322**	**43 089**	**42 363**	**44 480**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Organisation des missions d'inspections au sein des services et organismes du département.	39 950
4.2.1	Suivi des mises en oeuvre des recommandations issues des missions de contôle du département.	3 139
Total		**43 089**

Le Programme : 2.073 Développement des Ressources Energétiques

Responsable du Programme 2.073 : Mr Famakan KAMISSOKO, Conseiller Technique.

a) Présentation stratégique du programme :

Ce programme est chargé d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière énergétique. A ce titre, il :

- satisfait aux besoins énergétiques du pays ;
- vulgarise les énergies renouvelables et de substitution ;
- assure la protection des personnes, des biens, et de l'environnement contre les risques inhérents aux services énergétiques.

Les perspectives de ce programme sont entre autres :

Dans le cadre de la poursuite de la mise en oeuvre du Programme d'Urgences Sociales d'accès à l'énergie 2017-2020, on peut citer entre autres perspectives :

- la poursuite de la mise en oeuvre de la réforme du secteur de l'électricité ;
- le projet de raccordement des unités industrielles et minières de la zone de Kayes sur le réseau électrique interconnecté d'EDM-SA ;
- la mise en oeuvre du Programme d'actions de l'Energie Durable pour tous (SEforAll).

La poursuite de la mise en oeuvre des projets de production, transport et distribution d'électricité par la réalisation des projets ci-après :

- la réalisation de centrales solaires et injection au réseau d'EDM-SA et la ligne 225 kV boucle de Bamako ;
- la réalisation de la ligne 225kV Koutiala-San - Mopti double terne et des postes associés et des réalisations des lignes 33 Kv ;
- la réalisation de la ligne 225 kV Sikasso - Bougouni - Sanankoroba - Bamako double terne avec un terne équipé et des postes associés et des réalisations des lignes 33 Kv ;
- la réalisation des centrales hybrides solaire/diesel.

Une offre de prêt proposée par DANIDA d'un montant de 120 millions d'Euros dont les composantes du projet sont :

- réalisation de la ligne 225 kV Manantali-Loulou -Tabakoto (100 km environ) double terne (avec un terne équipé) et des postes associés (255/33 kV) et des lignes 33 kV pour alimenter les unités industrielles ;
- réalisation de la ligne 225 kV Diamou-Sadiola double terne avec un terne équipé et des postes associés et des lignes 33 KV ;
- réalisation de la ligne 225 kV Diamou-Gangontéri (50 km environ) double terne avec un terne équipé et des postes associés et des réalisations de la ligne 33 kV.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.073 est bâti autour de trois (3) objectifs spécifiques et de Dix (10) indicateurs.

Objectif 1: Satisfaire les besoins énergetiques du pays en qualité, en quantité et a moindre coût.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'accés à l'électricité au niveau National	%	45	49	52	57
Moyen de Vérification : Rapport d'activité : AMADER, EDM-SA, CPS					
Précision Méthodologique : Denombrement					
1.2 Taux d'accès à l'electricité en milieu urbain	%	89	98	97	97
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNE, Annuaire CPS Mines Energie					
Précision Méthodologique : (Nombre d'abonnés x taille moyenne de concession/ populations concernée)x100					
1.3 Taux d'accès à l'électricité en milieu rural	%	31,23	22	25	30
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNE, Annuaire CPS Mines Energie					
Précision Méthodologique : (Nombre d'abonnés x taille moyenne de concession/ populations concernée)x100					
1.4 Nombre de nouvelles localités rurales électrifiées.	nombre	50	25	35	45
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNE, Annuaire CPS Mines Energie.					
Précision Méthodologique : Denombrement					

Objectif 2: Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de pénétration des énérgies renouvelables dans le mix énergétique (Puissance électrique installée).	%	17	15	21	23
Moyen de Vérification : Rapport d'activités AMADER, EDM, DNE, AER					
Précision Méthodologique : (Puissance installée ENR sur puissance totale installée au niveau national)x100					
2.2 Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane	%	20	35	50	56
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités AMADER					
Précision Méthodologique : (Consommation de l'année n - Consommation de l'année n-1 sur la consommation de l'année n-1)x100					
2.3 Taux d'évolution des productions de biocarburant	%	55	60	65	75
Moyen de Vérification : Rapport d'activité ANADEB					
Précision Méthodologique : (Production de l'année n-Production n-1/Production de l'année n-1)x100					

Objectif 3: Assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre des risques inhérents aux services énergétiques

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage de services sous licence.	%	56	60	65	67
Moyen de Vérification : Rapport d'activités AMARAP					
Précision Méthodologique : (Nombre de services sous licences/nombre service recensés)x100					
3.2 Nombre d'accidents ou d'incidents liés aux services.	Nombre	0	0	0	0
Moyen de Vérification : Rapports : AMARAP - EDM-SA					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.3 Nombre de travailleurs sous surveillance dosimétrique.	%	70	75	80	82
Moyen de Vérification : Rapport d'activités AMARAP					
Précision Méthodologique : (nombre de travailleurs sous surveillance/nombre total de travailleurs exposés)x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	299 829	299 829	319 015	356 241
Biens et services	212 340	195 384	214 455	235 893
Transferts et subventions	5 981 284	5 986 983	5 981 284	7 177 538
Investissement	27 940 046	32 237 303	22 238 982	23 984 135
Total :	**34 433 499**	**38 719 499**	**28 753 736**	**31 753 807**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Approvisionnement en énergie	9 592 215	8 638 407	5 429 283	5 803 651
Promotion des énergies rénouvelables	24 526 537	29 776 824	23 008 491	25 590 661
Sûreté Radiologique et sécurité des sources radioactives.	314 747	304 268	315 962	359 495
Total :	**34 433 499**	**38 719 499**	**28 753 736**	**31 753 807**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	60	61	62	63
CATEGORIE B1	39	40	40	40
CATEGORIE B2	24	21	21	21
CATEGORIE C	30	27	27	27
CONTRACTUEL	49	50	50	50
Total :	**202**	**199**	**200**	**201**

Action 01 Approvisionnement en énergie

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	299 829	299 829	319 015	356 241
Biens et services	212 340	195 384	214 455	235 893
Investissement	9 080 046	8 143 194	4 895 813	5 211 517
Total	**9 592 215**	**8 638 407**	**5 429 283**	**5 803 651**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Collecte et traitement des données énergétiques	277 346
1.1.3	Prise en charge du personnel	243 561
1.1.5	Appui Cellule des interconnexions.	142 500
1.2.1	Mise en oeuvre du Programme d'Urgence Accès Energie.	2 375 000
2.1.6	Projet Electrification village par Energie Solaire Phase III "PEVES"	95 000
2.1.18	Projet Construction liaison double terne Sikasso - Bougouni - Bamako	5 505 000
Total		**8 638 407**

Action 02 Promotion des énergies rénouvelables

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	5 816 537	5 825 215	5 816 537	6 979 843
Investissement	18 710 000	23 951 609	17 191 954	18 610 818
Total	**24 526 537**	**29 776 824**	**23 008 491**	**25 590 661**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.4	Construction du Centre National de la Conduite et de Dédoublement de la Capacité de la Centrale Hydrauélectrique de Sotuba.	7 375 000
1.3.1	Electrification de nouvelles localités rurales.	312 313
2.1.1	Inventaires et évaluer le potentiel du Pays en ressources énergies.	62 738
2.1.2	Procéder aux tests et au contôle de qualité de labélisation des équipements d'énergie renouvelables.	40 000
2.1.3	Contribuer à l'information et à la sensibilisation des promoteurs et des utilisateurs d'équipements d'énergie renouvelables	38 669
2.1.4	Recherche et développement dans le domaine des énergies renouvelables	13 609
2.1.5	Programme de Développement des Energies Renouvelables (PDENR)	142 500
2.1.7	Projet Electrification 32 localités rurales par système hybride.	3 142 500
2.1.8	Projet Systèmes Hybrides Electrification Rurale (SHER).	4 532 000
2.1.9	Production Hybride et Accès rurale à l'électricité (PHARE).	7 500 000
2.1.12	Projet d'Etudes de faisabilité du Laboratoire de Biocarburant.	95 000
2.1.13	Programme Energie de Développement Energétiques des Biocarburants.	361 000
2.1.14	Projet Energie Solaire pour le Développement au Mali.	600 000
2.2.1	Mise en oeuvre du plan d'action du plan de la promotion de Gaz Butane	5 174 000
2.3.1	Mise en place des filières de proximités de production de Biocarburant.	172 750
2.3.2	Prise en charge du personnel	214 745
Total		**29 776 824**

Action 03 Sûreté Radiologique et sécurité des sources radioactives.

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	164 747	161 768	164 747	197 695
Investissement	150 000	142 500	151 215	161 800
Total	**314 747**	**304 268**	**315 962**	**359 495**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.17	Prise en charge Personnel EPA.	73 484
3.1.1	Mise en oeuvre du plan de communication.	19 000
3.1.2	Etudes, acquisitions d'équipements.	27 468
3.1.3	Plan d'urgence pour la sécurité nucléaire, renforcement des capacités	41 816
3.3.1	Renforcement de l'infrastructure nationale de radioprotection.	142 500
Total		**304 268**

Le Programme : 2.074 Développement des Ressources en Eau

Responsable du Programme 2.074 : Mr Drissa SAMAKE, Conseiller Technique.

a) Présentation stratégique du programme :

Ce programme est chargé d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière d'accès à l'eau potable. A ce titre, il contribu à :

- améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable n;

- améliorer l'accès à l'eau pour les autres usages ;

- favoriser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) pour tous les usages.

Les perspectives de ce programme sont entre autres :

- l'accélération du taux d'accès à l'eau potable des populations de deux points en pourcentage par an soit faire bénéficier 800 000 personnes par an ;
- l'équipement des points d'eau modernes au niveau de 1 281 villages et sites humains dépourvus de points d'eau potables d'ici l'horizon 2020 ;
- l'optimisation ou la réalisation des systèmes d'adduction d'eau potable de tous les chefs-lieux de cercles et localités frontalières ;
- le renforcement de la production et de la distribution d'eau potable au niveau des centres du périmètre concédé y compris la réalisation de 25 000 branchements sociaux ;
- la réalisation de la phase II du projet d'alimentation en eau potable de la ville de Bamako à partir de la localité de Kabala ;
- la réalisation de 2 430 nouveaux npoints d'eau potable et réhabiliter 324 anciens sur financement acquis et rechercher le financement pour la réalisation de 5 580 et la réhabilitation de 3 761 anciens points d'eau potable pour 38,715 milliards de francs CFA (en milieu hors concession) et 137,522 milliards de francs CFA (dans le périmètre concédé) ;
- l'information périodique du Gouvernement sur l'état de mise oeuvre du Programme d'Urgences Sociales d'accès à l'eau potable 2017-2020.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.074 est bâti autour de quatre (4) objectifs spécifiques et neuf (9) indicateurs.

Objectif 1: Améliorer l'accés à l'eau potable de façon équitable et durable.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'accès à l'Eau potable (National)	%	71,3	73,3	74,9	76,9
Moyen de Vérification : Rapports DNH et Projections ODD.					
Précision Méthodologique : (Population urbaine desservie + population rurale desservie/population totale)x100					
1.2 Taux de réduction de localités sans EPEM.	%	69,3	100	3	3
Moyen de Vérification : Rapports DNH					
Précision Méthodologique : (Nombre de villages sans EPEM en année n-1) - (Nombre de villages sans EPEM en année n) x 100					
Formule : Nombre de villages sans EPEM en année n-1					

Objectif 2: Améliorer l'accés à l'eau pour les autres usages.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Temps de navigabilité sur le fleuve Niger (Gao-Mopti-Koulikoro)	jours	-	210	210	210
Moyen de Vérification : Rapports DNH					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Pourcentage de points d'eau moderne réalisés pour les autres usages.	%	3	3	7	7
Moyen de Vérification : Rapports DNH					
Précision Méthodologique : (Nombre de PEM réalisés pour les autres usages en année n/Nombre total de PEM prévus)x100					
2.3 Taux d'exécution des travaux de l'aménagement de Taoussa	%	-	15	20	25
Moyen de Vérification : Rapport de l'Autorité pour l'Aménagement de Taoussa.					
Précision Méthodologique : (Quantité de travaux exécutés)/(Quantité de travaux prévus)x100					

Objectif 3: Favoriser la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) pour tous les usages.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Nombre de stations de mesures suivies.	Nombre	120	-	-	-
Moyen de Vérification : Rapports DNH					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.2 -Hydrométrique	Nombre	154	120	110	115
Moyen de Vérification : Rapports DNH					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.3 -Piézométriques	Nombre	52	175	190	200
Moyen de Vérification : Rapports DNH					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
3.4 Nombre de bulletins hebdomadaires produits et publiés sur la qualité de l'eau.	Nombre	-	52	52	52
Moyen de Vérification : Rapports DNH, LNE					
Précision Méthodologique : Dénombrement.					

Objectif 4: Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Pourcentage EPEM réalisés directement parles Collectivités Territoriales	%	70	63	66	70
Moyen de Vérification : Rapports DNH					
Précision Méthodologique : (Nombre EPEM CT/Nombre total d'EPEM)x100					
4.2 Poucentage de centres AEP - AES sous contrat de Suivi Technique et Financier (STEFI).	%	31	27	28	30
Moyen de Vérification : Rapports DNH					
Précision Méthodologique : (Nombre de centres AEP AES ayant un contrat STEFI/Nombre total de centres AEP AES)x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	828 303	828 303	881 313	984 159
Biens et services	401 332	355 851	437 908	480 713
Transferts et subventions	461 063	478 038	457 356	488 882
Investissement	45 753 706	102 174 100	43 148 583	46 501 204
Total :	**47 444 404**	**103 836 292**	**44 925 160**	**48 454 958**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Approvisionnement en Eau Potable	18 567 121	56 821 479	16 458 069	17 266 241
Gestion des ressources en eau	28 877 283	47 014 813	28 467 091	31 188 717
Total :	**47 444 404**	**103 836 292**	**44 925 160**	**48 454 958**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	101	103	105	107
CATEGORIE B1	73	105	107	109
CATEGORIE B2	24	24	24	24
CATEGORIE C	18	20	20	20
CONTRACTUEL	205	201	204	207
Total :	**421**	**453**	**460**	**467**

Action 01 Approvisionnement en Eau Potable

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	243 121	238 479	243 121	259 652
Investissement	18 324 000	56 583 000	16 214 948	17 006 589
Total	**18 567 121**	**56 821 479**	**16 458 069**	**17 266 241**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Programme d'urgences sociales accès à l'eau potable	2 375 000
1.1.2	Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	37 394 236
1.1.3	Fonctionnement, Amenagement et équipement du Laboratoire Nationale des Eaux	125 569
1.2.1	Projet AEP et mesures d'accompagnement centres semi urbains et rureaux.	15 542 500
1.2.2	Pragramme Saoudien des forages, puits et le développement rural en Afrique, Phase V	940 000
3.2.1	Projet aménagement équipement LNE (Contrat Plan).	332 500
3.3.1	Collecte, traitement et diffusion des informations sur l'eau.	111 674
Total		**56 821 479**

Action 02 Gestion des ressources en eau

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	828 303	828 303	881 313	984 159
Biens et services	401 332	355 851	437 908	480 713
Transferts et subventions	217 942	239 559	214 235	229 230
Investissement	27 429 706	45 591 100	26 933 635	29 494 615
Total	**28 877 283**	**47 014 813**	**28 467 091**	**31 188 717**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.4	Prise en charge du personnel	746 551
1.1.5	Approvisionnement et fonctionnement des services.	480 206
2.1.1	Entretien chenal navigable du fleuve Niger.	142 500
2.1.2	Construction des locaux de la Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH)	380 000
2.1.4	Prgramme de mobilisation des ressources eau, assainissement AEP Centres Semi Urbains en 1ere, 2ème, 5ème et 6ème Régions.	8 861 500
2.2.1	Programme Commun Appui à la GIRE (PCA-GIRE)	3 406 000
2.2.2	Programme d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural BID/UEMOA	3 663 000
2.2.3	Appui connaissance et suivi des ressources en eau	1 312 000
2.2.4	Gestion intégré en eau pour le développement usage multiple Phase 2/IDA	285 000
2.3.1	Aménagement du barrage de Taoussa (Fonctionnement et équipement)	211 774
2.3.2	Etude aménagement barrage de Taoussa (Investissements)	27 500 283
4.1.1	Identication et suivi des réalisations d'Equivalent Point d'Eau Moderne (EPEM) au niveau des Communes.	13 000
4.2.1	Opérationnalisation du dispositif technique et financier au niveau des centres AEP/AES.	13 000
Total		**47 014 813**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.026	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
FONDS ETUDES ET PREPARATIONS PROJETS EAU ENERGIE		332 500	0	332 500	201 620	214 160
Total :		**332 500**	**0**	**332 500**	**201 620**	**214 160**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.073	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJ. CONSTR. CENTRE NL CONDUIT DEDOUBL. CAPA. ENERGI		2 375 000	5 000 000	2 375 000	5 040 500	5 393 335
APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS		142 500	0	142 500	0	0
PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRID		142 500	150 000	142 500	151 215	161 800
ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT		95 000	100 000	95 000	100 809	107 865
RENFORC. INFRAST.NATIN. RADIOPROTECTION		142 500	150 000	142 500	151 215	161 800
PROG. DEVPT ENERGIES NVELLES & RENOUVELABLES		142 500	100 000	142 500	100 809	107 865
PROJ. ELECTRIFICATION VILLAGEOISE ENERGIE SOLAIRE PH III		95 000	150 000	95 000	151 215	161 800
PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE		532 000	560 000	532 000	564 536	604 053
PROGRAM. DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT		361 000	350 000	361 000	352 835	377 533
Total :		**4 028 000**	**6 560 000**	**4 028 000**	**6 613 134**	**7 076 051**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.074	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER		142 500	175 000	142 500	179 375	192 828
PROGRAMME URGENCE AEP. MILIEU RURAL		2 375 000	2 500 000	2 375 000	2 520 250	2 677 009
PROGR. NL. MOB. RESS. EN EAU 1,2,3,5,6 REGIONS		142 500	200 000	142 500	200 000	220 000
PROJET AEP VILLE DE BAMAKO PAR KABALA		475 000	604 000	475 000	608 892	646 765
PROJET GESTION INTEGRE. EN EAU DVPT USAGE MULTIPLE PHA		285 000	300 000	285 000	300 000	330 000
PROGRAMME COMMUN APPUI A LA GIRE		190 000	250 000	190 000	252 025	267 700
PROJET AEP ET ACCOMP. CENTRES SEMI-URBAINS ET RURAUX		142 500	70 000	142 500	70 567	74 956
PROJET HYDRAULIQUE ASSAIN. MILIEU RURAL (BID-UEMOA)		95 000	100 000	95 000	100 000	110 000
PROG. SAOUDIEN FORAGES-PUITS DVPT RURAL AFRIQUE PHASI		76 000	0	76 000	0	0
ETUDE AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA		1 900 000	3 000 000	1 900 000	3 000 000	3 300 000
AMENAGEMENT / EQUIPEMENT LABORATOIRE DES EAUX(CONT		332 500	400 000	332 500	403 240	428 321
Total :		**6 156 000**	**7 599 000**	**6 156 000**	**7 634 349**	**8 247 579**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.074	**DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROG. SAOUDIEN FORAGES-PUITS DVPT RURAL AFRIQUE PHASI		4 752 000	0	864 000	0	0
PROJET APPUI CONNAISSANCE ET SUIVI RESS. EN EAU		6 494 000	0	1 312 000	0	0
Total :		**11 246 000**	**0**	**2 176 000**	**0**	**0**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Mines et du Pétrole prépare et met en oeuvre la politique nationale en matière de recherche, d'exploitation et de valorisation des ressources minérales.

A ce titre, il est compétent pour :

- le développement et le suivi des sociétés et industries minières et le renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays ;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des mines et des carrières modernes et du pétrole;
- la mise en place d'une industrie minière par le développement de toutes les fonctions du secteur ;
- la promotion de la diversification et des potentialités minérales ;
- la recherche et l'exploitation des hydrocarbures ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre des conventions minières et des accords d'établissement, en concertation avec les ministres concernés notamment le ministre chargé des finances, le ministre chargé de la promotion des investissements ;
- l'encadrement de l'artisanat minier ;
- le développement de la recherche, l'exploitation et la valorisation des ressources minérales et des industries y afférentes ;
- la promotion de la transparence dans les industries extractives.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- insuffisances de textes régissant les secteurs minier et pétrolier ;
- insuffisance de travaux d'inventaire minier et de cartographie géologique ;
- insuffisance dans le contrôle et le suivi des activités des sociétés minières et pétrolières ;
- insuffisance de personnel qualifié dans les métiers des mines ;
- insuffisance d'un mécanisme autonome et approprié de financement des activités du secteur minier ;
- absence d'un dialogue inclusive, absence d'un cadre juridique adéquat et la non maîtrise des textes par les communautés ;
- manque de fonds et absence de plan de rehabilitation de fermeture des sites miniers ;
- insuffisance dans l'organisation de l'orpaillage ;
- faible niveau d'intégration de l'activité minière à l'économie (locale et nationale) ;
- manque de ressources humaines qualifiées pour le secteur minier.

I.2.2 Défis

- disposer de textes législatifs et réglementaires régissant le secteur minier et pétrolier ;
- mise en oeuvre du plan de diversification de la production minière afin de rompre avec la monoproduction de l'or ;
- amélioration du suivi et le contrôle des activités minières industrielles et pétrolières ;
- disposer de ressources humaines qualifiées et de ressources matérielles ;
- mise en place d'un fonds spécial dédié à la recherche ;
- opérationnalisation des plans de développement communautaire dans toutes les zones d'exploitation minière ;
- adoption de meilleures pratiques en matière de fermeture des mines ;
- appropriation des textes de base dans le domaine de l'orpaillage par les collectivités ;
- intégration de l'activité minière à l'économie nationale ;
- réalisation de l'école africaine des mines.

I.3 La politique sectorielle

La déclaration de politique minière de la République du Mali a été adoptée en février 1998. Elle est structurée autour de deux (02) objectifs stratégiques :

- l'accroissement de façon substantielle de la part du secteur minier dans l'économie nationale;
- la diversification et la promotion des ressources minérales.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Nombre de sociétés d'exploitation d'or	Nombre	9	9	10	10
2	Nombre de sociétés de production de ciment	Nombre	1	1	2	1
3	Production d'or	Tonne	49,865	50,502	52,937744	55,621
4	Valeur d'exportation d'or	Milliards de FCF	918,1	987	1144	1167
5	Production en calcaire	m3	234 974	272 456	282 775,2	360 332,84
6	Part du sous-secteur minier dans le PIB	%	6,5	6,2	5,6	5,48
7	Apport agrégé du secteur minier au Trésor Public	Milliards de FCF	274,899	245,029	247,303	304,482

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	1 881 465	1 651 619	1 907 651	2 051 500
Développement des ressources minérales	2 313 826	2 600 303	1 871 955	2 043 996
Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	350 000	350 000	372 190	396 196
Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	515 000	605 000	547 651	582 968
Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	1 263 750	685 000	1 343 871	1 430 547
Total :	**6 324 041**	**5 891 922**	**6 043 318**	**6 505 207**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 295 141	1 255 141	1 390 948	1 527 179
Biens et services	2 271 035	2 062 989	2 623 354	2 769 624
Transferts et subventions	400 026	435 510	393 776	441 270
Investissement	2 357 839	2 138 282	1 635 240	1 767 134
Total :	**6 324 041**	**5 891 922**	**6 043 318**	**6 505 207**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.027 Administration Générale

Responsable du Programme : Monsieur Makan Moussa SISSOKO, Secrétaire Général du Département.

a) Présentation stratégique du programme :

* Il est créé pour assurer la coordination et le pilotage des différents acteurs des programmes incluant notamment les responsables des services déconcentrés, il sert d'appui et conseil aux programmes.

* Il intervient dans :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère ;
- l'amélioration de la gouvernance dans les domaines minier et pétrolier ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur.

* En perspective, il est attendu :

- incessamment l'adoption de la Politique Minière du département et son plan d'action 2018-2022. Cela passe aussi par la relecture de certains textes comme le code minier, l'érection de l'AUREP en EPA, l'amendement du code pétrolier ;
- l'intensification de la recherche minière sur tout le territoire national ;
- la diversification de la production minière ;
- la mise en place d'un mécanisme de financement des activités du secteur minier.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.027 est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques et de sept (07) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à : l'élaboration et au suivi de la mise en oeuvre des politiques et stratégies nationales dans le domaine minier et pétrolier, la gestion efficace des ressources matérielles et financières, le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère, l'amélioration de la gouvernance dans les domaines minier et pétrolier et la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur.

Objectif 1: Elaborer et suivre la mise en oeuvre des politiques et stratégies nationales dans les domaines minier et pétrolier

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de mise en oeuvre du programme d'activités du département	%	3	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du Département

Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées)/(Nombre d'activités programmées) x 100

1.2 Taux d'exécution des actions de communication	%	5	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département

Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées)/(Nombre d'activités programmées) x 100

Objectif 2: Améliorer la gestion des ressources financières et matérielles

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes administratifs

Précision Méthodologique : (Crédits liquidés)/(Crédits notifiés) x 100

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des compétences et des ressources du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel CADD
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités menées)/(Nombre d'activités programmées) x 100

Objectif 4: Assurer le respect des normes internationales dans les domaines minier et pétrolier					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de réalisation des activités de l'ITIE	%	conforme	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'avancement de l'ITIE-Mali					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées)/(Nombre d'activités programmées) x 100					
4.2 Taux de réalisation des activités du BEEC	%	pays me	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du BEEC
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées) x 100

Objectif 5: Améliorer le système de planification et de production de l'information statistique					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Taux de réalisation des activités de la CPS	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la CPS
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités menées)/(Nombre d'activités programmées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	274 631	274 631	296 600	331 212
Biens et services	979 965	835 991	1 084 713	1 138 121
Transferts et subventions	400 026	435 510	393 776	441 270
Investissement	226 843	105 487	132 562	140 897
Total :	**1 881 465**	**1 651 619**	**1 907 651**	**2 051 500**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Coordination et pilotage de la politique minière	647 880	399 885	654 564	705 210
Gestion financière et matérielle	672 682	729 486	683 364	741 302
processus de décentralisation et de deconcentralisation	38 317	36 401	38 354	40 271
Amélioration de la gouvernance dans les domaines minier et petrolier	302 835	292 444	304 800	320 104
Planification, programmation et suivi évaluation	219 751	193 403	226 569	244 613
Total :	**1 881 465**	**1 651 619**	**1 907 651**	**2 051 500**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	30	28	28	28
CATEGORIE B1	12	11	11	11
CATEGORIE B2	11	7	7	7
CATEGORIE C	4	5	5	5
CONTRACTUEL	43	42	43	44
Total :	**100**	**93**	**94**	**95**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique minière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	109 371	109 371	118 120	131 904
Biens et services	438 509	214 514	438 944	460 889
Transferts et subventions	100 000	76 000	97 500	112 417
Total	**647 880**	**399 885**	**654 564**	**705 210**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du Personnel	109 371
1.1.2	Pilotage et coordination des activités du Département	175 542
1.1.3	Suivi de la mise en oeuvre du programme d'activités du département	99 542
1.2.1	Mise en oeuvre du programme de communication du département	15 429
Total		**399 885**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	92 494	92 494	99 893	111 550
Biens et services	334 384	422 857	437 221	461 126
Transferts et subventions	150 000	214 135	146 250	168 626
Investissement	95 804			
Total	**672 682**	**729 486**	**683 364**	**741 302**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	92 494
2.1.2	Préparation du budget du Département	5 590
2.1.3	Exécution et suivi du budget du Département	631 402
Total		**729 486**

Action 03 processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	38 317	36 401	38 354	40 271
Total	**38 317**	**36 401**	**38 354**	**40 271**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en oeuvre du plan de transfert des compétences et des ressources du département	36 401
Total		**36 401**

Action 04 Amélioration de la gouvernance dans les domaines minier et petrolier

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	141 770	136 582	143 184	147 476
Transferts et subventions	150 026	145 375	150 026	160 227
Investissement	11 039	10 487	11 590	12 401
Total	**302 835**	**292 444**	**304 800**	**320 104**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Production, publication et dissémination des rapports ITIE à l'intérieur du pays et à Bamako	57 000
4.1.2	Suivi de la mise en oeuvre des exigences de la norme ITIE et des recommandations de l'Administrateur indépendant	6 196
4.1.3	Mise en oeuvre du plan de communication triennal 2018-2020 du Comité de Pilotage	82 650
4.1.4	Renforcement des capacités d'action des membres du Comité de pilotage et du secrétariat permanent	54 800
4.2.1	Etablissement des Certificats d'Expertise et la tenue des rapports statistiques diamants selon le Processus de Kimberley	38 799
4.2.2	La mise en oeuvre et le suivi du processus de Kimberley	53 000
Total		**292 444**

Action 05 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	72 766	72 766	78 587	87 758
Biens et services	26 985	25 637	27 010	28 359
Investissement	120 000	95 000	120 972	128 496
Total	**219 751**	**193 403**	**226 569**	**244 613**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Prise en charge du personnel	72 766
5.1.2	Planification des projets et programmes du secteur	25 637
5.1.3	Appui Cellule de Planification et Statistique Mines-Energie	95 000
Total		**193 403**

Le Programme : 2.075 Développement des ressources minérales

Responsable du Programme : Madame Hawa Baba BA, Directrice Nationale de la Géologie et des Mines

a) Présentation stratégique du programme :

* Le programme 2.075 « Promotion et Développement des ressources minérales» est pour élaborer les éléments de la politique nationale dans le domaine de la recherche, du développement, de l'exploration et de la transformation des ressources du sous-sol et d'assurer la

coordination et le contrôle des services régionaux, subrégionaux, des services rattachés et des organismes publics ou privés qui concourent à la mise en oeuvre de cette politique.

* Il intervient dans :

- la recherche et études nécessaires à l'élaboration de la politique nationale ;
- la préparation de toutes mesures relatives à la réorganisation des structures, au perfectionnement des méthodes de travail et à l'amélioration des relations humaines à l'intérieur des services et de la qualité des prestations offertes au public.

* En perspective, il est attendu :

- cartographier seize (16) feuilles de Mali sud sur 8 ans ;

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.075 est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques et de cinq (05) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à : la diversification et le développement des ressources minérales, la promotion du développement de la petite mine, la promotion des matériaux de construction et la promotion de la recherche pétrolière.

Objectif 1: Assurer la diversification et le développement des ressources minérales

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Part des substances autres que l'or dans les titres de recherche attribués	%	17	20	20	22

Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités de la DNGM et de l'AUREP

Précision Méthodologique : (Nombre de titres attribués pour autres substances que l'or)/(Nombre total de titres attribués) x100

1.2 Taux de croissance des quantités produites par substance minérale	%	73,2	25,1	79,37	-6,62

Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités de la DNGM

Précision Méthodologique : (Quantités de substances produites en N - Quantités de substances produites en N-1)/(Quantités de substances produites en N-1) x100

Objectif 2: Assurer la promotion du développement de la petite mine

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'évolution des titres d'exploitation délivrés pour la petite mine	%	33	50	66	50

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNGM

Précision Méthodologique : (Nombre de titres attribués en N - Nombre de titres attribués en N-1)/(Nombre total de titres attribués en N-1) x100

Objectif 3: Promouvoir les matériaux de construction

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'évolution d'autorisation d'exploitation de carrières attribuées	%	-	25	40	42

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNGM

Précision Méthodologique : (Nombre de titre attribués pour matériaux de construction en N - Nombre de titre attribués pour matériaux de contruction en N-1)/(Nombre de titre attribués pour matériaux de construction en N-1) x100

3.2 Taux de croissance de la production des différents types de matériaux de construction	%	108,32	92,94	179,91	106,14

Moyen de Vérification : Rapport annuel de la DNGM

Précision Méthodologique : (Production de matériaux en N - Production de matériaux en N-1)/(Production de matériaux en N-1)x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	550 510	550 510	594 550	663 933
Biens et services	182 320	164 998	184 136	189 641
Investissement	1 580 996	1 884 795	1 093 269	1 190 422
Total :	**2 313 826**	**2 600 303**	**1 871 955**	**2 043 996**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Développement et Promotion des ressources minières	1 963 826	2 410 303	1 619 930	1 776 296
Developpement et Promotion des ressources pétrolières	350 000	190 000	252 025	267 700
Total :	**2 313 826**	**2 600 303**	**1 871 955**	**2 043 996**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	73	69	70	71
CATEGORIE B1	37	39	40	41
CATEGORIE B2	18	18	18	18
CATEGORIE C	15	15	15	15
CONTRACTUEL	29	30	31	32
Total :	**172**	**171**	**174**	**177**

Action 01 Développement et Promotion des ressources minières

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	550 510	550 510	594 550	663 933
Biens et services	182 320	164 998	184 136	189 641
Investissement	1 230 996	1 694 795	841 244	922 722
Total	**1 963 826**	**2 410 303**	**1 619 930**	**1 776 296**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel DNGM/DRGM	550 510
1.1.2	Attribution des titres miniers	78 234
1.1.3	Equipement PDRM	190 000
1.1.4	Cartographie au 1/50000ième	1 425 000
1.2.1	Suivi et contrôle des activités des sociétés détentrices de titres miniers	100 059
2.1.1	Promotion de l'exploitation des gisements de petite taille	28 500
3.1.1	Suivi et contrôle des activités des sociétés de carrières	19 000
3.2.1	Intensification de la recherche de nouveau gisement de matériaux de construction	19 000
Total		**2 410 303**

Action 02 Developpement et Promotion des ressources pétrolières

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	350 000	190 000	252 025	267 700
Total	**350 000**	**190 000**	**252 025**	**267 700**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.5	Promotion Nouvelles Zones Pétrolières	190 000
Total		**190 000**

Le Programme : 3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières

Responsable de Programme : Monsieur Makan Moussa SISSOKO, Secrétaire Général du Département

a. Présentation stratégique du programme

* Le programme 3.007 est créé pour servir de mécanisme de financement de certaines activités des secteurs minier et pétrolier.

* Il intervient dans :

- le financement de la recherche ;
- le financement de la formation ;
- la promotion des activités minières.

* En perspective, le programme vise : l'intensification de la recherche minière et pétrolière, le renforcement des capacités des ressources humaines et à promouvoir d'avantage les activités minière et pétrolière.

b. Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 3.007 est bâti autour de (03) objectifs et de trois (03) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs au financement de la Recherche, de la formation et de la promotion des activités minières.

Objectif 1: Assurer le financement de la recherche minière et pétrolière

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de projets de recherche financés	Nombre	2	2	3	2

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du Fonds

Précision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 2: Assurer le financement de la formation

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du plan de formation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du Fonds

Précision Méthodologique : (Activités réalisées)/(Activités programmées) x100

Objectif 3: Promouvoir les activités minières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Nombre d'évènement promotionnels	Nombre	5	5	6	5

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du Fonds

Précision Méthodologique : Dénombrement

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	350 000	350 000	372 190	396 196
Total :	**350 000**	**350 000**	**372 190**	**396 196**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Promotion des activités minières	350 000	350 000	372 190	396 196
Total :	**350 000**	**350 000**	**372 190**	**396 196**

Action 01 Promotion des activités minières

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	350 000	350 000	372 190	396 196
Total	**350 000**	**350 000**	**372 190**	**396 196**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Financement des projets de recherche	150 000
2.1.1	Mise en oeuvre du plan de formation	100 000
3.1.1	Participation aux activités promotionnelles dans les domaines minier et pétrolier	100 000
Total		**350 000**

Le Programme : 3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)

Responsable du Programme : Monsieur Issa COULIBALY, Directeur du Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)

a) Présentation stratégique du programme :

* Ce programme a été créé pour exécuter les travaux de recherche minière, du développement, de l'exploration et de la transformation des ressources du sous-sol pour la direction nationale de la géologie et des mines (DNGM) dans l'élaboration de la politique minière nationale.

- Il a pour but de diversifier la production minière au Mali par la mise en valeur à travers la recherche, d'autres substances, ressources du sous-sol que seulement l'or.

- Le PDRM fait des prestations (géochimie, géophysique, géotechnique, sondages, topographie, d'analyses chimiques) pour l'Etat et pour les tiers sur contrat, convention ou en régie.

- Les analyses d'échantillons sont faites en laboratoire à la suite de prélèvements d'échantillons lors des missions de géochimie et sondages.

- Le Prélèvement d'échantillons, le nombre de kilomètres linéaires en cartographie et en géophysique sont du ressort du service exploration qui est chargé des travaux d'exploration et de prospection géologiques. Ces travaux sont exécutés dans le cadre de prestations sous forme de contrats et protocoles d'accord entre le PDRM et les sociétés privées ou des projets propres de la DNGM. En plus des tâches qui lui sont assignées, le service exploration participe beaucoup dans la formation professionnelle des jeunes diplômés en géologie et autres filières connexes à travers des stages pratiques.

- La vente d'explosifs civils et accessoires, l'exécution des forages hydrogéologiques, la réalisation des sondages et échantillonnages géotechniques entrent dans les attributs du service géotechnique.

- Les perspectives sont prometteuses car le programme est en phase d'être doté d'une sondeuse RC et accessoires ce qui permettra une relance conséquente dans les travaux de sondages.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 3.010 est bâti autour d'un (01) objectif spécifique et de six (06) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la mono production de l'or.

Objectif 1: Assurer la diversification et le développement des ressources minérales					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Nombre d'échantillons analysés	Nombre	20000	65	35 000	40 000
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Nombre d'échantillons prélevés	Nombre	15000	20 000	25 000	30 000
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 Métrage foré	Métre	3000	4 000	6 000	6 500
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.4 Nombre de kilomètre linéaire géophysique réalisé	kilomètre	60	65	100	150
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Précision Méthodologique : Comptage					
1.5 Nombre de kilomètres linéaires en cartographie réalisé	kilomètre	200	250	300	350
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Précision Méthodologique : Comptage					
1.6 Volume d'explosifs vendus	Kg	12500	12 500	12 500	12 500
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du PDRM					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	260 000	310 000	276 484	294 317
Biens et services	220 000	280 000	249 899	266 012
Investissement	35 000	15 000	21 268	22 639
Total :	**515 000**	**605 000**	**547 651**	**582 968**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Appui au développement des ressources minérales (PDRM)	515 000	605 000	547 651	582 968
Total :	**515 000**	**605 000**	**547 651**	**582 968**

Action 01 Appui au développement des ressources minérales (PDRM)

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	260 000	310 000	276 484	294 317
Biens et services	220 000	280 000	249 899	266 012
Investissement	35 000	15 000	21 268	22 639
Total	**515 000**	**605 000**	**547 651**	**582 968**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	310 000
1.1.2	Analyse des échantillons	33 000
1.2.1	Travaux de géochimie	75 000
1.3.1	Travaux de sondage	75 000
1.4.1	Travaux de géophysique	56 000
1.5.1	Cartographie géologique et topographique	53 000
1.6.1	Vente explosifs	3 000
Total		**605 000**

Le Programme : 3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)

Responsable du Programme : Monsieur Ahmed Ag MOHAMED, Directeur de l'Autorité pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (AUREP)

a) Présentation stratégique du programme

* Le programme 4.003 « Appui à la Promotion de la Recherche Pétrolière» est créé pour assurer la promotion et le développement des ressources pétrolière, disposer de ressources humaines et matérielles de qualité dans les métiers du pétrole.

* Il intervient dans la recherche et la promotion des ressources pétrolières.

* En perspective, il est attendu :

- la réforme institutionnelle de l'AUREP ;

- la reprise de la recherche pétrolière.

b) Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 4.003 est bâti autour d'un (01) objectif spécifique et de quatre (04) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la promotion de la recherche pétrolière.

Objectif 1: Assurer la promotion de la recherche pétrolière

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de nouvelles zones d'intérêts identifiées	Nombre	1	2	3	3
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de l'AUREP					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Taux de réalisation des missions de suivi et contrôle	%	2	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de l'AUREP					
Précision Méthodologique : (nombre de missions réalisées)/(Nombre de missions programmées) x100					
1.3 Taux de participation aux évènements promotionnels	%	5	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de l'AUREP					
Précision Méthodologique : (Nombre d'évenements réalisées)/(Nombre d'évenements programmées) x100					
1.4 Taux d'exécution du plan de formation	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de l'AUREP					
Précision Méthodologique : (Formations réalisées)/(Formations programmées) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	210 000	120 000	223 314	237 717
Biens et services	538 750	432 000	732 416	779 654
Investissement	515 000	133 000	388 141	413 176
Total :	**1 263 750**	**685 000**	**1 343 871**	**1 430 547**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	1 263 750	685 000	1 343 871	1 430 547
Total :	**1 263 750**	**685 000**	**1 343 871**	**1 430 547**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		14	0	0
CATEGORIE B1		0	0	0
CATEGORIE B2		6	0	0
CATEGORIE C		1	0	0
CONTRACTUEL		0	0	0
Total :		**21**	**0**	**0**

Action 01 Appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	210 000	120 000	223 314	237 717
Biens et services	538 750	432 000	732 416	779 654
Investissement	515 000	133 000	388 141	413 176
Total	**1 263 750**	**685 000**	**1 343 871**	**1 430 547**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	120 000
1.1.2	Géophysique	90 500
1.1.3	Etudes géologiques et géochimiques	86 000
1.1.4	Forages	88 000
1.2.1	Suivi contrôle	150 500
1.3.1	participation aux Foras et conférences	60 000
1.4.1	Formations	90 000
Total		**685 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.027	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE		95 000	120 000	95 000	120 972	128 496
Total :		**95 000**	**120 000**	**95 000**	**120 972**	**128 496**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.075	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES		190 000	350 000	190 000	252 025	267 700
EQUIPEMENT PDRM		190 000	500 000	190 000	504 050	554 455
CARTOGRAPHIE GEOLOGIQUE BIRRIMIEN A 1/50000		1 425 000	247 000	1 425 000	249 000	273 900
Total :		**1 805 000**	**1 097 000**	**1 805 000**	**1 005 075**	**1 096 055**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication élabore et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine des médias, des télécommunications, de la poste et des nouvelles technologies de l'information conformément à la déclaration de politique générale du gouvernement.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- L'insuffisance de l'offre de couverture du pays en moyens de communication(infrastructures) ;
- Lesdifficultés de rentabilisation du quotidien national dans la perspective de l'augmentation du nombre de pages ;
- Lesdifficultés de concilier les contraintes d'un EPA avec les exigences d'une entreprise de communication ;
- Les difficultés de basculement au numérique intégral ;
- L'insuffisance de ressources humaines qualifiées.

I.2.2 Défis

- L'organisation de la table ronde sur la mise en oeuvre de la politique nationale de l'économie numérique ;
- L'amélioration du contenu du quotidien national ;
- La relecture des textes législatifs et réglementaires des EPA du secteur de la communication ;
- L'achèvement du processus de transition numérique ;
- Le renforcement des capacités des ressources humaines.

I.3 La politique sectorielle

Le département dispose de deux politiques sectorielles et d'une stratégie. Il s'agit de :

La Politique Nationale de Communication pour le Développement (PNCD), adoptée en mars 2017, elle est structurée autour de quatre (04) objectifs stratégiques :Promouvoir la participation de la population à la définition et à la mise en oeuvre des grandes orientations de développement du pays en favorisant un dialogue entre tous les acteurs du développement sur ces actions :

-Appuyer les initiatives prises au niveau des communautés de base dans les différents secteurs du développement, en favorisant l'échange des informations, des savoirs, et des techniques entre ces communautés;

-Permettre à tous ceux qui ont la responsabilité de diffuser des informations ou d'introduire des innovations dans les différents secteurs du développement, de disposer des instruments de communication sociale et éducative leur permettant de le faire dans les meilleures conditions ;

-Promouvoir, pour tous les intervenants au niveau du monde rural, les systèmes de vulgarisation, d'encadrement, de formation et de communication basés sur des stratégies de dialogue, de concertation et de participation plutôt que sur des stratégies de messages verticaux.

La Politique Nationale de Développement de l'Economie Numérique, adoptée par le Gouvernement en 2015, elle est articulée autour de six (06) orientations stratégiques :

-Permettre à tous les Maliens d'accéder aux réseaux et services numériques ;

-Développer la production et l'offre de contenus numériques ;

-Développer et diversifier les usages et services numériques ;

-Mettre en place un écosystème favorable au développement de l'industrie numérique ;

-Assurer la disponibilité en qualité et en quantité des compétences humaines en mesure de répondre aux besoins du secteur ;

-Instaurer la sécurité et la confiance numérique.

La Stratégie de Communication Gouvernementale, adoptée par le Gouvernement en mai 2015: elle a pour objectif général d'impulser une dynamique de communication pour améliorer et promouvoir l'action gouvernementale dans tous les domaines (politique, économique,

Tableau 1 : **Quelques indicateurs - 2017**

social, culturel etc).

Pour atteindre les objectifs, la stratégie s'articule autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui sont :

-Bâtir un cadre de communication gouvernementale et définir ses mécanismes de coordination ;

-Améliorer la visibilité et la lisibilité de l'action gouvernementale dans les domaines économique et social ;

-Contribuer à la promotion de la réconciliation nationale, de la paix et de la cohésion sociale ;

-Contribuer à la réussite d'élections municipales et régionales transparentes, crédibles et justes.

La mise en oeuvre de la Stratégie de Communication Gouvernementale se fera à travers cinq (05) stratégies :

-le renforcement des compétences en communication ;

-le renforcement des moyens de production et de diffusion ;

-l'information et la sensibilisation ;

-le renforcement des structures de communication gouvernementale ;

-le plaidoyer

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

2014

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Pourcentage de populations couvertes par la radiodiffusion	%	96	96	96	96
2	Densité téléphonique nationale	lignes/100 hbts	132	139	ND	130
3	Pourcentage de communes couvertes par les téléphones (fixe et mobile)	%	72	75	ND	ND
4	Total abonnés (fixe et mobile)	Nombre	22 084 265	24 330746	ND	22867921
5	Accroissement des abonnés	%	66,70	10,22	ND	-6,24
6	Taux de perte des envois de la Poste	%	0,83	0,38	0,71	0,48
7	Délai moyen de d'acheminement	Nombre	J+2	J+2	J+2	J+2
8	Total des Services connectés de l'administration	Nombre	144	150	371	427
9	Total Communes connectées	Nombre	25	28	31	35

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	1 097 568	1 072 467	1 101 619	1 194 543
Medias et Communication Publics	7 933 360	7 620 275	8 087 360	9 443 740
Poste et Nouvelles Technologies	2 413 577	2 355 724	2 445 827	2 689 464
Total :	**11 444 505**	**11 048 466**	**11 634 806**	**13 327 747**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	199 682	229 682	215 655	240 821
Biens et services	580 023	701 538	644 414	666 079
Transferts et subventions	7 801 022	7 623 021	7 776 437	9 154 864
Investissement	2 863 778	2 494 225	2 998 300	3 265 983
Total :	**11 444 505**	**11 048 466**	**11 634 806**	**13 327 747**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.028 Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du département.

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme 1.028 s'occupe de :

-la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;

-la gestion des ressources matérielles et financières.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.028 est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) à la gestion efficace des ressources matérielles et financières (iii) à la gestion des services du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen terme. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Assurer la coordination et le suivi de la mise en oeuvre de la politique nationale dans les domaines de la communication, de la poste, de la télécommunication et des technologies de la communication.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution du programme d'activités du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité du Cabinet du département					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombres d'activités programmées) x 100					
1.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des conseils de cabinet, des comités d'orientation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activité du Cabinet du département					
Précision Méthodologique : (Nombre derecommandations mises en oeuvre / Nombres de recommandations formulées) x 100					
1.3 Taux d'exécution des missions de suivi-évaluation sur terrain.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Missions de suivi évaluation (Rapports)					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions exécutées /nombre de Missions prévues) x100					

Objectif 2: Assurer la gestion des ressources financières, matérielles et humaines du MENC

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : compte administratif du département					
Précision Méthodologique : (crédits liquidés/crédits notifiés) x100					
2.2 Taux d'exécution du plan de formation du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM					
Précision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/Nombre de formations prévues) x 100					

Objectif 3: Améliorer le système d'archivage des documents.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de numérisation des documents	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du CDI/DFM					
Précision Méthodologique : (Nombre de documents numérisés/ le nombre total de documents à numériser) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	199 682	199 682	215 655	240 821
Biens et services	580 023	631 538	644 414	666 079
Transferts et subventions	249 085	226 522	224 500	269 400
Investissement	68 778	14 725	17 050	18 243
Total :	**1 097 568**	**1 072 467**	**1 101 619**	**1 194 543**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et pilotage de la politique de communications pour le developpement et de la politique de developpement de l'economie numérique	530 122	510 204	541 887	607 375
Gestion financière et matérielle	567 446	562 263	559 732	587 168
Total :	**1 097 568**	**1 072 467**	**1 101 619**	**1 194 543**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	16	14	14	14
CATEGORIE B1	8	10	10	10
CATEGORIE B2	6	6	6	6
CATEGORIE C	4	7	7	7
CONTRACTUEL	26	35	35	35
Total :	**60**	**72**	**72**	**72**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique de communications pour le developpement et de la politique de developpemer

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	114 673	114 673	123 846	138 298
Biens et services	183 349	182 256	193 541	199 677
Transferts et subventions	224 500	213 275	224 500	269 400
Investissement	7 600			
Total	**530 122**	**510 204**	**541 887**	**607 375**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	114 673
1.1.2	Mise en oeuvre du programme d'activité du département	86 407
1.1.3	Organisation du Festival Ondes de Liberté	27 580
1.1.4	Appui à la presse	95 000
1.1.5	Appui au Comité National de Transition vers le Numérique (CNTN)	118 275
1.2.1	Mise en oeuvre des recommandations issues des conseils de cabinet, des comités d'orientation	35 140
1.3.1	Missions de suivi-évaluation sur terrain.	33 128
Total		**510 204**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	85 009	85 009	91 809	102 523
Biens et services	396 674	449 282	450 873	466 402
Transferts et subventions	24 585	13 247	0	0
Investissement	61 178	14 725	17 050	18 243
Total	**567 446**	**562 263**	**559 732**	**587 168**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	85 009
2.1.2	Préparation du budget du département	14 250
2.1.3	Exécution et suivi du budget du département	364 635
2.2.1	Mise en oeuvre du plan de formation du département	43 394
3.1.1	Numérisation des documents du département	54 975
Total		**562 263**

Le Programme : 2.076 Medias et Communication Publics

Responsable du programme : Le Conseiller Technique en charge des Médias publics

Le programme 2.076 poursuit deux (02) objectifs. Il s'agit de :

- Promouvoir l'information et la communication d'utilité publique et pluraliste aux plans national, régional et international ;
- Développer et moderniser les infrastructures d'information et de communication.

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme a pour objet d'assurer l'information, la communication, la régulation, la publicité, la sensibilisation et le divertissement dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique nationale de communication pour développement.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme 2.076 « Médias et Communication » vise à atteindre spécifiquement deux objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Promouvoir l'information et la communication d'utilité publique et pluraliste aux plans national, régional et international					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux de réalisationdes activités de l'ORTM	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de l'ORTM					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues) x 100					
1.2 Taux de réalisationdes activités du Contrat plan Etat/ANCD	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de l'ANCD					
Précision Méthodologique : (nombre d'activités réalisées/ nombre d'activités prévues) x 100					
1.3 Taux de couverture géographique de la presse écrite	%	90	95	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuelde l'AMAP					
Précision Méthodologique : (superficie par le territoire sur superficie totale) x 100					
1.4 Taux de progression de tirage du quotidien national	%	10	15	20	20
Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels de l'AMAP					
Précision Méthodologique : (nombre de tirage journaux (l'Essor) de l'année N- nombre de tirage de l'année N-1/ nombre de tirage de l'année N-1) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	5 783 360	5 644 275	5 783 360	6 940 030
Investissement	2 150 000	1 976 000	2 304 000	2 503 710
Total :	**7 933 360**	**7 620 275**	**8 087 360**	**9 443 740**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Promotion de la communication et de l'Information	6 829 739	6 852 868	6 953 739	8 146 395
Amélioration de la presse écrite et de la publicité	1 103 621	767 407	1 133 621	1 297 345
Total :	**7 933 360**	**7 620 275**	**8 087 360**	**9 443 740**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	137	127	129	131
CATEGORIE B1	86	47	48	49
CATEGORIE B2	112	96	98	100
CATEGORIE C	41	23	23	23
CONTRACTUEL	88	32	33	34
Total :	**464**	**325**	**331**	**337**

Action 01 Promotion de la communication et de l'Information

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	5 279 739	5 161 868	5 279 739	6 335 685
Investissement	1 550 000	1 691 000	1 674 000	1 810 710
Total	**6 829 739**	**6 852 868**	**6 953 739**	**8 146 395**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	1 208 553
1.1.2	Poursuite de la diffusion de programme de l'ORTM en bande KU	190 000
1.1.3	Prise en charge de la diffusion des matchs internationaux	489 250
1.1.4	Gestion, exploitation et maintenance des ressources matérielles	3 102 312
1.1.5	Acquisition d'équipements et immobilisations incorporelles	883 500
1.1.7	CONSTRUCTION TOUR ORTM	475 000
1.2.1	Prise en charge du personnel	16 647
1.2.2	Renforcement de capacité ANCD	155 106
1.2.3	Mise en oeuvre contrat plan Etat/ANCD	332 500
Total		**6 852 868**

Action 02 Amélioration de la presse écrite et de la publicité

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	503 621	482 407	503 621	604 345
Investissement	600 000	285 000	630 000	693 000
Total	**1 103 621**	**767 407**	**1 133 621**	**1 297 345**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Prise en charge du personnel	119 556
1.3.2	Poursuite de la distribution du quotidien national à des nouvelles localités	142 055
1.4.1	Production du quotidien national	220 795
1.4.2	Construction équipement bureaux régionaux de l'AMAP	285 000
Total		**767 407**

Le Programme : 2.077 Poste et Nouvelles Technologies

Responsable du Programme : Le Conseiller Technique en charge de la Poste et des Nouvelles Technologies MENC

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme 2.077 s'occupe de:

-la conception, la réalisation, l'entretien des infrastructures TIC;

-le développement de contenus;

-l'élaboration et la mise en oeuvre du plan national de formation et de renforcement des capacités dans le domaine des TIC pour les services publics, parapublics et les collectivités territoriales;

-la promotion et la vulgarisation des TIC en faveur des masses les plus larges;

-la consolidation des infrastructures,

-l'amélioration de la qualité des services du réseau postal.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.077 «Poste et Nouvelles Technologies » est bâti autour de trois objectifs spécifiques qui

contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la consolidation et l'approfondissement de l'informatisation de l'Administration publique (ii) au désenclavement numérique des communes et des écoles du Mali (iii) et à la consolidation des infrastructures du réseau postal.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Consolider et approfondir l'informatisation de l'Administration publique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de structures connectées au réseau intranet	Nbre	30	3	50	50

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC
Précision Méthodologique : Dénombrement

1.2 Nombre de structures de l'administration assistées pour tous les projets TIC	Nbre	-	75	80	80

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC
Précision Méthodologique : Dénombrement

1.3 Nombre de structures couvertes par l'étude de l'impact de l'Intranet sur les structures de l'Administration	Nbre	-	10	20	20

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC
Précision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 2: Assurer le désenclavement numérique des communes et des écoles du Mali

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Nombre de communes et écoles connectées à Intranet/Internet	Nbre	100	10	10	10

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de l'AGETIC
Précision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 3: Consolider les infrastructures du réseau postal

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de mise en oeuvre des activités du contrat plan Etat/la Poste	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la Poste
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités programmées) x100

Objectif 4: Assurer la coordination de la mis en oeuvre de la politique des télécommunications, des technologies de l'information, de la communication et des postes.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux de mise en oeuvre des activités de suivi du secteur numérique	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité de la Direction Nationale de l'Economie Numérique
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombres d'activités programmées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		30 000	0	0
Biens et services		70 000	0	0
Transferts et subventions	1 768 577	1 752 224	1 768 577	1 945 434
Investissement	645 000	503 500	677 250	744 030
Total :	**2 413 577**	**2 355 724**	**2 445 827**	**2 689 464**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Développement des Technologies de l'Information et de la Communication	1 998 577	2 070 724	2 010 077	2 210 139
Développement et modernisation des services postaux et services financiers postaux	415 000	285 000	435 750	479 325
Total :	**2 413 577**	**2 355 724**	**2 445 827**	**2 689 464**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	33	33	34	35
CATEGORIE B1	9	8	8	8
CATEGORIE B2	15	16	16	16
CATEGORIE C	9	10	10	10
CONTRACTUEL	42	40	41	42
Total :	**108**	**107**	**109**	**111**

Action 01 Développement des Technologies de l'Information et de la Communication

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		30 000	0	0
Biens et services		70 000	0	0
Transferts et subventions	1 768 577	1 752 224	1 768 577	1 945 434
Investissement	230 000	218 500	241 500	264 705
Total	**1 998 577**	**2 070 724**	**2 010 077**	**2 210 139**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel AGETIC	481 070
1.1.2	Extension du Réseau Intranet de l'Administration	263 319
1.2.1	Appui aux structures de l'Administration pour leurs projets TIC	131 648
1.2.2	Développement de contenues pour les structures de l'Administration	658 372
1.2.3	Vulgarisation du nom de domaine point ml	25 514
1.3.1	Etude de l'impact de l'Intranet sur les structures de l'Administration	180 414
1.3.2	Promotion des TIC auprès des jeunes, des femmes et des associations TIC	40 387
2.1.1	Connexion des communes et des écoles du Mali	190 000
4.1.1	Prise en charge du personnel de la Direction Nationale de l'économie Numérique	30 000
4.1.2	Elaboration des projets de textes législatifs et réglementaires aux secteurs des TIC et des postes	10 000
4.1.3	Mise en oeuvre des activités de la Direction Nationale de l'Economie Numérique	60 000
Total		**2 070 724**

Action 02 Développement et modernisation des services postaux et services financiers postaux

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	415 000	285 000	435 750	479 325
Total	**415 000**	**285 000**	**435 750**	**479 325**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Mise en oeuvre Contrat plan Etat/La Poste	285 000
Total		**285 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.076	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX DE L'AMA		285 000	600 000	285 000	630 000	693 000
CONTRAT PLAN ETAT ANCD		332 500	320 000	332 500	336 000	369 600
Total :		**617 500**	**920 000**	**617 500**	**966 000**	**1 062 600**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.077	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET CONNEXION ECOLES & COMMUNES A INTERNET		190 000	200 000	190 000	210 000	231 000
CONTRAT PLAN ETAT ONP		285 000	415 000	285 000	435 750	479 325
Total :		**475 000**	**615 000**	**475 000**	**645 750**	**710 325**

SECTION :732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Au terme de l'article 5 de l'ordonnance n° 2014-006/P-RM du 21 janvier 2014, la Haute Autorité de la Communication a pour mission, la régulation du secteur de la Communication, dans les domaines de la communication audiovisuelle, de la presse écrite, de la publicité par voie de presse audiovisuelle et écrite, de la distribution, de la mise à disposition et de la commercialisation d'images par voie hertzienne terrestre, par satellite ou par câble et dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

Elle a également pour mission, l'autorisation de création, d'établissement et/ou d'exploitation des services privés de radiodiffusion sonore et télévisuelle et des services de distribution de programme à la demande.

Elle a, en outre, des attributions de veille et d'alerte, de consultation, de recherche, de contrôle et de sanction.

I.2 Les contraintes et les défis

Dans le cadre de la mission ci-dessus présentée, la Haute Autorité de la Communication fait face à plusieurs contraintes et défis, dont les plus importants sont ci-après présentés.

I.2.1 Contraintes

Les contraintes rencontrées par la HAC se résument essentiellement :

- aux irrégularités et les violations de la loi ou de la convention d'autorisation ;
- au parc auto inexistant rendant difficile les missions des membres et du personnel administratif ;
- au faible moyen en matériel et équipement pour la bonne marche des missions ;
- au manque de bâtiment adéquat pour abriter toutes les structures techniques.

I.2.2 Défis

Les deux (2) défis majeurs que la HAC se propose de relever sont :

- l'application correcte et stricte des lois et règlements régissant le secteur de la Communication ;
- l'appui au développement de la liberté d'expression au Mali.

I.3 La politique sectorielle

La Haute Autorité de la communication, en tant qu'instance de régulation, est acteur de la mise en oeuvre de la Politique nationale de Communication pour le Développement (PNCD). Cette politique, définie en 1993 et mise à jour en 2017, se justifie principalement par les besoins de :

- promotion de l'écoute, le dialogue, la concertation, la réflexion, la participation et la responsabilisation des populations à l'analyse de situation, la prise de décision, la planification, la mobilisation des ressources et la gestion du développement ;
- mise en place d'un mécanisme de coordination entre les différents intervenants en matière de communication et un système de suivi-évaluation ;
- large accès des populations au débat démocratique et à la gouvernance, par le biais des médias ;
- renforcement et accompagnement des actions de communications sociales, éducatives et institutionnelle.

Pour ce faire, la création de la Haute Autorité de Communication constitue une opportunité.

Les objectifs généraux de la Politique nationale de Communication pour le Développement sont :

- promouvoir la participation de la population à la définition et à la mise en oeuvre des grandes orientations de développement du pays en favorisant un dialogue entre tous les acteurs du développement sur ces actions ;
- appuyer les initiatives prises au niveau des communautés de base dans les différents secteurs du développement, en favorisant l'échange des informations, des savoirs et des techniques entre ces communautés ;
- permettre à tous ceux qui ont la responsabilité de diffuser des informations dans les différents secteurs du développement, de disposer des instrûments de communication sociale et éducative leur permettant de le faire dans les meilleures conditions ;
- promouvoir, pour tous les intervenants au niveau du monde rural, les systèmes de vulgarisation, d'encadrement, de formation et de communication basés sur des stratégies de messages verticaux.

En outre la PNCD doit participer à la consolidation des acquis démocratiques, institutionnels et politiques, y compris la prise de conscience par les citoyens de leurs droits et devoirs et par l'Etat de ses responsabilités et de son autorité.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Régulation de la Communication	1 439 968	1 546 106	1 535 544	1 722 953
Total :	**1 439 968**	**1 546 106**	**1 535 544**	**1 722 953**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	694 710	694 710	750 286	837 844
Biens et services		0	0	0
Transferts et subventions	345 258	376 396	345 258	414 309
Investissement	400 000	475 000	440 000	470 800
Total :	**1 439 968**	**1 546 106**	**1 535 544**	**1 722 953**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.096 Régulation de la Communication

Le programme vise à assurer la disponibilité permanente des lois et textes législatifs et réglementaires dans le domaine de la communication et à veiller au respect de l'éthique et à la déontologie et au règlement des conflits. Il assure la promotion, le développement du secteur de la communication et le renforcement des capacités de la Haute Autorité de la Communication en ressources humaines, financières et matérielles.

Objectif 1: Renforcer le cadre juridique et assurer la veille, l'alerte, la consultation et la recherche pour le secteur de la communication

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de traitement des projets de texte legislatif et règlementaire et des plaintes	%	80	95	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités

Précision Méthodologique : (Nombre de projets de texte reçus et/ou initiés traités/Nombre de projets de texte initiés dans le secteu de la communciation) x 100

1.2 Indice national de liberté de la presse	indice	Disponible	fourni	à fournir	à fournir

Moyen de Vérification : Rapport de classement national de la liberté de la presse; rapport annuel d'activités

Précision Méthodologique : Disponibilité d'un indice national de la liberté de la presse

Objectif 2: Autoriser la création, l'installation et l'exploitation des services privés des radiodiffusions et de television

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de signature de conventions d'installation et d'exploitation	%	70	90	100	-

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités

Précision Méthodologique : (Nombre de conventions signées/Nombre de demandes en situation irrégulière) x 100

Objectif 3: Assurer le contrôle et la sanction

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de structures émettant sur des fréquences autorisées	%	80	90	100	-

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités

Précision Méthodologique : (Nombre de structures contrôlées/Nombre total de structures de communciation) x 100

Objectif 4: Assurer la gestion efficace des ressources humaines, materiels et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux d'exécution du programme de formation du personnel	%	80	90	100	-

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités

Précision Méthodologique : (Nombre de formations organisées/Nombre de formations programmées) x 100

4.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations et décisions des réunions et sessions de la HAC	%	80	90	100	-

Moyen de Vérification : Rapport financier, PV de réunions et de sessions

Précision Méthodologique : (Nombre de décisions et de recommandations exécutées/Nombre formulé) x 100

4.3 Taux de satisfaction des besoins en ressources humaines, matérielles et en équipements	%	80	80	100	-

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités

Précision Méthodologique : (Nombre de besoins satisfaits/Nombre de besoins exprimés) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	694 710	694 710	750 286	837 844
Transferts et subventions	345 258	376 396	345 258	414 309
Investissement	400 000	475 000	440 000	470 800
Total :	**1 439 968**	**1 546 106**	**1 535 544**	**1 722 953**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Régulation de la communication	1 439 968	1 546 106	1 535 544	1 722 953
Total :	**1 439 968**	**1 546 106**	**1 535 544**	**1 722 953**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		1	1	1
CONTRACTUEL		13	13	13
Total :		**14**	**14**	**14**

Action 01 Régulation de la communication

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	694 710	694 710	750 286	837 844
Transferts et subventions	345 258	376 396	345 258	414 309
Investissement	400 000	475 000	440 000	470 800
Total	**1 439 968**	**1 546 106**	**1 535 544**	**1 722 953**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Proposer des projets de mesures législatives et règlementaires en matière de communication ainsi que des mesures d'aide à la presse, recevoir et donner un avis motivé sur les projets de mesures règlementaires et législatives en matière de communication	1 742
1.1.2	Recevoir les plaintes et contribuer au règlement à l'amiable des conflits entre les médias et entre les médias et le public ou les Institutions.	2 105
1.2.1	Définir un indice national de liberté de la presse dans le cadre de la veille et de l'alerte	1 105
2.1.1	Lancer les appels à candidature, recevoir et examiner les dossiers, autoriser la création, l'installation et l'exploitation des services privés de radiodiffusion et de télévision, conformément à la réglementation en vigueur (signature de conventions)	10 000
3.1.1	Elaborer et mettre en oeuvre un programme annuel de contrôle des services de communication	5 938
3.1.2	Prendre et appliquer les sanctions contre les violations des dispositions législatives et règlementaires en matière de communication	2 105
4.1.1	Recenser les besoins en formation de la HAC, exécuter le programme annuel de formation	8 000
4.2.1	Tenir les sessions et les réunions conformément au règlement intérieur de la HAC,	59 190
4.3.1	Paiement des salaires et accessoires de salaires et autres dépense du personnel	694 710
4.3.2	Elaborer les avant-projets de budget 2019, 2020, 2021, organiser les ateliers de la revue des projets / programmes de la HAC	1 263
4.3.3	Elaborer et publier des rapports	8 000
4.3.4	Entretenir les matériels et équipement et bâtiments	74 000
4.3.5	Assurer le fonctionnement des Services	100 948
4.3.6	Exécuter le programme d'investissement (acquisition d'un centre de monitoring)	240 000
4.3.7	Exécuter le programme d'investissement (acquisition de matériel informatique, de mobilier de bureau, de matériel de bureau, de matériel roulant et pièces auto et autres)	235 000
4.3.8	Assurer les missions à l'intérieur et à l'extérieur.	55 000
4.3.9	Autres activités	47 000
Total		**1 546 106**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'Habitat et de l'Urbanisme.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et le suivi de la mise en oeuvre des outils de planification urbaine;
- la promotion d'un développement harmonieux des agglomérations, notamment à travers la mise en oeuvre d'une politique visant à assurer l'accès du plus grand nombre de Maliens à un logement décent;
- l'élaboration et l'application des règles relatives à la réalisation et aux conditions d'attributions de logements sociaux;
- l'amélioration de la qualité du logement et de l'habitat;
- la valorisation et la promotion des matériaux locaux de construction;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles relatives à la construction et à l'urbanisme ;
- la mise en oeuvre de programmes de développement des villes et de réhabilitation de quartiers spontanés, en rapport avec les acteurs du secteur privé et des citoyens ;
- L'organisation et la gestion du cadastre.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- des lacunes dans la procédure d'immatriculation des terres et de la tenue du Livre Foncier ;
- la multiplicité des intervenants dans l'attribution des terres;
- la spéculation foncière et l'accaparement des terres ;
- la spoliation du patrimoine foncier de l'Etat et des Collectivités territoriales ;
- le faible niveau de couverture du pays par les notaires et les cabinets de géomètres-experts et les ordres professionnels des BTP ;
- la difficulté dans la sécurisation du patrimoine immobilier bâti et non bâti de l'Etat ;
- le faible niveau de couverture du pays par les notaires et les cabinets de géomètres-experts ;
- la faible capacité des agents de recouvrement en fiscalité minière et les procédures de vérification des bilans de sociétés minières ;
- la non-spécification des redevances superficiaires et de la taxe d'extraction sur les fiches de versement de la DNGM adressées à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique ;

- la difficulté de mobilisation de ressources financières adaptées afin de faire face aux besoins d'investissement en infrastructures et équipements sociaux de base ;
- l'occupation illicite et l'utilisation des servitudes de passage et des cours d'eau ;
- le non-respect de la vocation des équipements publics ;
- le faible niveau de contrôle des constructions et des servitudes d'urbanisme ;
- la non satisfaction des besoins en logements.

I.2.2 Défis

- la relecture du Code Domanial et Foncier, destinée à rationaliser et maitriser la gestion du domaine national ;
- la poursuite des actions permettant l'élargissement de l'assiette des recettes fiscales et domaniales;
- la sécurisation des archives de la conservation foncière à travers la mise en place de système d'archivage physique et numérique ;
- la mise en place d'un Système d'Informations foncières : guichet unique du foncier ;
- la construction de nouveaux locaux pour certains services du département ;
- la bonne maitrise des réserves foncières et des pratiques opaques ;

- la mise à disposition d'infrastructures et d'équipements de services urbains ou sociaux de base;
- la réorganisation de la planification spatiale des équipements ;
- l'adoption d'une Politique Nationale de l'Habitat ;
- la promotion et la valorisation des matériaux locaux de construction ;
- la poursuite de la construction de logements sociaux en Partenariat Public Privé (PPP) ;
- la relecture des textes relatifs à l'Urbanisme, la Construction et au Cadastre pour pallier à la faible couverture ;
- le respect de textes de l'Urbanisme et de la Construction.

I.3 La politique sectorielle

Le département dispose de deux documents de politique sectorielle et d'une stratégie. Il s'agit de :

- la Politique Nationale de la Ville (PONAV) ;
- la Politique Sectorielle de développement Urbain (PSDU).

La Politique Nationale de la Ville (PONAV) a été adoptée le 26 février 2014 et est structurée autour de quatre (4) objectifs stratégiques :

1. Améliorer la qualité de vie dans les villes par un meilleur cadre de vie;
2. Renforcer les économies locales pour améliorer les capacités d'autofinancement des villes et lutter contre le sous-emploi et la pauvreté;
3. Favoriser l'expression des diversités socioculturelles, le renforcement de la citoyenneté locale et l'affermissement des principes démocratiques;
4. Améliorer la gestion des villes et maitriser leur étalement.

La Politique Sectorielle de développement Urbain (PSDU) a été adoptée le 25 septembre 1996 et est structurée autour de trois (3) objectifs stratégiques :

1. Mieux maitriser la croissance des villes;
2. Plus grande amélioration des conditions de vie dans les villes;
3. Développement urbain plus harmonieux.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Collectivités territoriales (CT) disposant d'un livre foncier fonctionnel	nbre	55	55	55	-
2	Missions de contrôle externes effectuées et suivies d'effets	nbre	11	11	11	-
3	Nombre de logements sociaux	nbre	-	-	2052	0
4	Nombre de SDU élaborés	nbre	28.57	0	25	100
5	Taux de SDU révisés	%	-	-	50	100
6	Taux de PUS élaborés	%	-	-	25	0
7	Code domanial et foncier et textes d'application actualisés	%	1	-	-	-

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	4 364 504	4 198 970	4 454 831	4 829 919
Gestion Cadastrale et Foncière	3 299 462	3 222 346	3 587 936	3 917 395
Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	14 559 496	8 582 525	16 459 258	17 569 601
Total :	**22 223 462**	**16 003 841**	**24 502 025**	**26 316 915**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	3 062 909	3 062 909	3 492 411	3 889 787
Biens et services	1 751 541	1 820 849	1 796 031	1 949 905
Transferts et subventions	659 720	483 449	659 720	725 997
Investissement	16 749 292	10 636 634	18 553 863	19 751 226
Total :	**22 223 462**	**16 003 841**	**24 502 025**	**26 316 915**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.029 Administration Générale

Responsable du Programme 1.029 : le Secrétaire Général du département.

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de: i) la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;ii) la gestion des ressources matérielles et financières ; iii) la reforme domaniale et foncière, iv) le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère, v) la programmation des activités dans le cadre du développement urbain durable, vi) le suivi du développement des villes maliennes et la coordination des actions des différents secteurs et Ministères dans le domaine du développement urbain.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme1.029 « Administration Générale » est bâti autour de quatre objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

i) la mise en oeuvre de la politique ;

ii) la gestion efficace des ressources matérielles et financières ;

iii) la gestion des services et des deniers publics ;

iv) la décentralisation et de déconcentration au sein du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et long terme. Le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés est donné dans le tableau ci-après:

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi-évaluation des politiques et stratégies du Déparement.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'execution des activités du Département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités des différentes structures du Département					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées) X 100					
1.2 Nombre d'études et de recherches effectuées dans le domaine du développement urbain durable	nbre	1	4	4	4
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de l'ONAV					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 Taux de mise en oeuvre du plan de suivi du PONAV	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la CS-PONAV					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées /Nombre d'activités programmées) X 100					

Objectif 2: Assurer la gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières du département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Compte Administratif					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/ Crédits notifiés) x 100					

Objectif 3: Contribuer à l'amélioration de la gestion en matière domaniale, foncière, d'urbanisme et d'habitat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des services du département et des Collectivités Territoriales	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de l'IDAF					
Précision Méthodologique : (Nombre de contrôles effectués / Nombre de contrôles programmés) X 100					
3.2 Taux de réalisation des missions de suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des rapports d¿inspection	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de l'IDAF					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi réalisées/ Nombre de missions de suivi prévues) X 100					
3.3 Taux de réalisation des formations des inspecteurs	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de sessions de formation de l'IDAF					
Précision Méthodologique : (Nombre de sessions des formations réalisées/ Nombre de sessions des formations programmées) X 100					

Objectif 4: assurer la sécurisation domaniale et foncière

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux de mise en oeuvre du programme d'activités du secrétariat permanent	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités du Secrétariat Permanent					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/nombre d'activités programmées) X100					

Objectif 5: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
5.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des compétences aux Collectivités Territoriale		100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	773 254	773 254	822 740	918 752
Biens et services	1 112 530	1 050 967	1 150 642	1 265 694
Transferts et subventions	219 720	204 949	219 720	237 597
Investissement	2 259 000	2 169 800	2 261 729	2 407 876
Total :	**4 364 504**	**4 198 970**	**4 454 831**	**4 829 919**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination de la politique domaniale et foncière	699 364	698 663	725 175	799 846
Gestion financière et matérielle	1 374 338	1 322 281	1 414 652	1 557 444
Vérification et contrôle de la gestion domaniale et foncière	221 637	212 319	229 449	254 234
Réforme domaniale et foncière	2 050 000	1 947 500	2 066 200	2 197 106
Processus de décentralisation et de déconcentration	19 165	18 207	19 355	21 289
Total :	**4 364 504**	**4 198 970**	**4 454 831**	**4 829 919**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	39	63	64	65
CATEGORIE B1	35	30	30	30
CATEGORIE B2	27	28	28	28
CATEGORIE C	18	18	18	18
CONTRACTUEL	126	118	120	122
Total :	**245**	**257**	**260**	**263**

Action 01 Coordination de la politique domaniale et foncière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	379 949	379 949	404 265	451 442
Biens et services	149 695	161 265	151 190	166 307
Transferts et subventions	169 720	157 449	169 720	182 097
Total	**699 364**	**698 663**	**725 175**	**799 846**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charges des salaires	379 949
1.1.2	Tenue des rencontres de suivi et de contrôle des tâches du département	9 500
1.1.3	Missions de visites sur terrain à l'intérieur et à l'extérieur	63 074
1.1.4	Pilotage des activités du département.	72 132
1.1.5	Mise en oeuvre du plan de communication du département	16 559
1.1.6	Appui aux établissements publics	15 139
1.1.7	Tenue des réunions statutaires de l'ONAV	9 500
1.1.8	Tenue des rencontres statutaires de la PONAV	9 500
1.2.1	Supervision de la réalisation des études et recherches effectuées dans le domaine du développement urbain durable	42 500
1.2.2	Missions de suivi et d'évaluation de la PONAV et du PRODEV	47 750
1.3.1	Mission de suivi de la PONAV : Concertations régionales pour l'élaboration du PRODEV 2019-2023 (Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso, Mopti, Gao, Tombouctou)	26 600
1.3.2	Mise en place du Fonds Social Urbain	3 610
1.3.3	Appui aux activités de développement des villes du Mali	2 850
Total		**698 663**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	289 653	289 653	308 190	344 155
Biens et services	825 685	762 828	860 933	947 019
Investissement	259 000	269 800	245 529	266 270
Total	**1 374 338**	**1 322 281**	**1 414 652**	**1 557 444**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge des salaires et accessoires	289 653
2.1.3	Exécution et suivi du budget du département	871 128
2.1.4	Réalisation des sessions de formation du département	142 500
2.1.5	Renforcement de capacité	19 000
Total		**1 322 281**

Action 03 Vérification et contrôle de la gestion domaniale et foncière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	103 652	103 652	110 285	123 155
Biens et services	117 985	108 667	119 164	131 079
Total	**221 637**	**212 319**	**229 449**	**254 234**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge des salaires et accessoires	103 652
3.1.2	Mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des services du département et des C.T.	83 968
3.2.1	suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des rapports de vérification	5 699
3.3.1	Réalisation de session de formation	19 000
Total		**212 319**

Action 04 Réforme domaniale et foncière

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	50 000	47 500	50 000	55 500
Investissement	2 000 000	1 900 000	2 016 200	2 141 606
Total	**2 050 000**	**1 947 500**	**2 066 200**	**2 197 106**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Formation sur les enquêtes	9 500
4.1.2	Ateliers sur la relecture des textes	9 500
4.1.3	Réunion des groupes sectoriels	9 500
4.1.4	supervision des travaux cadastraux	19 000
4.1.5	Reforme domaniale et foncière	1 900 000
Total		**1 947 500**

Action 05 Processus de décentralisation et de déconcentration

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	19 165	18 207	19 355	21 289
Total	**19 165**	**18 207**	**19 355**	**21 289**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Mise en oeuvre du plan de transfert des compétences et des ressources de l'Etat aux Collectivités Territoriales.	18 207
Total		**18 207**

Le Programme : 2.078 Gestion Cadastrale et Foncière

Responsable du Programme 2.078 : LE DIRECTEUR NATIONAL DU CADASTRE

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à contribuer à l'amélioration de la gestion, de la conservation, de la sécurisation des droits fonciers, de la reforme du cadre institutionnel, de l'amélioration de la connaissance du foncier et de la mobilisation des ressources pour le Trésor Public.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.078 « Gestion Domaniale et Foncière » est bâti autour de (03) objectifs spécifiques assortis d'indicateurs de performance.

Objectif 1: Renforcer les capacités de la DNCet de la DND

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des études administratives	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Précision Méthodologique : (Nombre d'études réalisées/Nombre d'études programmés) x100					
1.2 : Taux de réalisation de missions de collecte d'information cadastrale auprès des structures ayant travaillées dans le foncier	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de collecte effectuée /Nombre de missions programmées) X100					
1.3 Taux de réalisation de session de formation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Précision Méthodologique : Nombre formations réalisées/Nombre de formations prévues) X100					
1.4 Taux de recouvrement des recettes (DND)	%	100	25	100	100
Moyen de Vérification : Documents des comptabilités annuelles de la DND					
Précision Méthodologique : Total des recettes Recouvrées / Total des recettes Prévues) * 100					

Objectif 2: Maitriser la Gestion cadastrale

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de contrôle des dossiers techniques	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Précision Méthodologique : (Nombre de dossiers contrôles / Nombre de dossiers reçus) X100					
2.2 Taux de réalisation des enquêtes foncières	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Précision Méthodologique : (Nombre d'enquêtes réalisées/ Nombre d'enquêtes programmées) X100					

Objectif 3: Sécuriser et valoriser le patrimoine foncier et immobilier de l'Etat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de réalisations des missions d'évaluation et d'immatriculation du patrimoine foncier de l'Etat	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées/ Nombre de missions programmées) X100					
3.2 Taux d'immatriculation des SDU	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités DNC					
Précision Méthodologique : (Nombre de SDU immatriculés/ Nombre de SDU programmées) X100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 259 121	1 259 121	1 556 701	1 728 186
Biens et services	275 795	447 350	278 545	306 389
Transferts et subventions	440 000	278 500	440 000	488 400
Investissement	1 324 546	1 237 375	1 312 690	1 394 420
Total :	**3 299 462**	**3 222 346**	**3 587 936**	**3 917 395**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Gestion domaniale	3 199 462	1 652 230	1 959 406	2 182 105
Gestion foncière et cadastrale	100 000	1 570 116	1 628 530	1 735 290
Total :	**3 299 462**	**3 222 346**	**3 587 936**	**3 917 395**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	78	127	128	129
CATEGORIE B1	84	102	102	102
CATEGORIE B2	27	40	40	40
CATEGORIE C	43	55	55	55
CONTRACTUEL	149	171	174	177
Total :	**381**	**495**	**499**	**503**

Action 01 Gestion domaniale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 259 121	1 059 121	1 339 701	1 496 040
Biens et services	175 795	312 234	177 545	195 289
Transferts et subventions	440 000	278 500	440 000	488 400
Investissement	1 324 546	2 375	2 160	2 376
Total	**3 199 462**	**1 652 230**	**1 959 406**	**2 182 105**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.1	Prise en charge du personnel (DND-DNC)	1 059 112
1.4.5	Dématérialisation des archives foncières et cadastrales (Appui PAMORI)	178 500
1.4.6	Recouvrement des recettes domaniales et fiscales	314 618
1.4.8	Appui PREM	100 000
Total		**1 652 230**

Action 02 Gestion foncière et cadastrale

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		200 000	217 000	232 146
Biens et services	100 000	135 116	101 000	111 100
Investissement		1 235 000	1 310 530	1 392 044
Total	**100 000**	**1 570 116**	**1 628 530**	**1 735 290**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	200 000
1.1.2	Impressions et imprimés	40 116
1.1.3	Etudes administratives	9 500
1.1.4	Mise en place des outils de contrôle	4 750
1.1.5	Opérationnalisation des Divisions du Cadastre de trois Directions Régionales	19 000
1.2.1	Capitalisation des informations cadastrales auprès des structures impliquées dans le foncier	4 750
1.3.1	Formation des agents	12 350
1.4.9	Construction/Equipement Direction Nationale Cadastre	1 235 000
2.1.1	Contrôle des dossiers techniques	4 750
2.2.1	Enquête foncière et immobilière	9 500
2.2.2	Délimitation et immatriculation	9 500
2.2.3	Mise à jour du cadastre	4 750
2.2.4	Densification du réseau cadastral et renouvellement des bornes défectueuses ou déplacées	4 750
2.2.5	Entretien de la station permanente, des drones et des appareils topographiques	4 750
3.1.1	Recensement et immatriculation des bâtiments de l'Etat et autres domaines privés de l¿Etat	4 750
3.1.2	Immatriculation et balisage des zones prévus dans le SDU	1 900
Total		**1 570 116**

Le Programme : 2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires

Responsable du programme 2.079: le Directeur National de l'Urbanisme et de l'Habitat

a)Présentation stratégique du programme

Ce programme contribue à améliorer le cadre de vie des populations et à réaliser les études et recherches nécessaires à la mise en oeuvre des politiques du Département, d'assurer la coordination et le contrôle des Services Régionaux, Subrégionaux, des Services rattachés et des Organismes Personnalisés.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

La mise en oeuvre du programme 2.079 « Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires » vise à atteindre spécifiquement quatre objectifs. Ces objectifs assortis d'indicateurs de performance se présentent comme suit :

Objectif 1: Maitriser la croissance des villes

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de mise en oeuvre du programme d'activités de la DNUH	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports d'activités DNUH, PDSU, PACUM
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités prévues) x100

Objectif 2: Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux de réalisation des études dans le cadre du programme de construction de logements sociaux.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels de la DNUH, de l'Office Malienne de l'Habitat (OMH) et de la fédération Nationale des Sociétés Coopératives d'Habitat.					
Précision Méthodologique : (Nombre d'études réalisées/ Nombre d'études programmées) X 100					
2.2 Taux de réalisation des missions de supervision/contrôle dans le cadre de construction de logements sociaux.		100	100	100	1000
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel de la Direction Nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat (DNUH).					
Précision Méthodologique : (Nombre de chantiers supervisés/ contrôlés/ Nombre total de chantiers) X 100					

Objectif 3: Contribuer à la promotion des matériaux locaux de construction					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Nombre de logements sociaux réalisés avec les matériaux locaux de construction	Nbre	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNUH					
Précision Méthodologique : Denombrement					

Objectif 4: Contribuer à l'amélioration du cadre de vie dans les Quartiers précaires					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de réalisation des activités dans le cadre d'amélioration, de prévention et de resorption des quartiers précaires	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de la Cellule de Coordination du PVMSB					
Précision Méthodologique : (Nombre de profils urbains élaborés/Nombre de profils urbains prévus)x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	1 030 534	1 030 534	1 112 970	1 242 849
Biens et services	363 216	322 532	366 844	377 822
Investissement	13 165 746	7 229 459	14 979 444	15 948 930
Total :	**14 559 496**	**8 582 525**	**16 459 258**	**17 569 601**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Développement harmonieux des villes	14 559 496	8 582 525	16 459 258	17 569 601
Total :	**14 559 496**	**8 582 525**	**16 459 258**	**17 569 601**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	57	52	53	54
CATEGORIE B1	140	137	138	139
CATEGORIE B2	51	57	58	59
CATEGORIE C	95	92	93	94
CONTRACTUEL	153	151	152	153
Total :	**496**	**489**	**494**	**499**

Action 01 Développement harmonieux des villes

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 030 534	1 030 534	1 112 970	1 242 849
Biens et services	363 216	322 532	366 844	377 822
Investissement	13 165 746	7 229 459	14 979 444	15 948 930
Total	**14 559 496**	**8 582 525**	**16 459 258**	**17 569 601**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	1 032 957
1.1.2	Supervision des études d'élaboration et révision des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU) et des Plans d'Urbanisme Sectoriels (PUS) et suivi des activités de mise en oeuvre	1 808 688
1.1.3	Traitement, investigation, enquête et supervision des dossiers d'opérations d'urbanisme	11 400
1.1.4	Traitement, investigation, enquête des demandes d'autorisation de construire.	11 400
1.1.5	Contrôle des constructions et des servitudes d'urbanisme	33 250
1.1.6	Supervision des chantiers de l'Etat et des collectivités territoriales	23 735
1.1.7	Mise en oeuvre PACUM	400 000
2.1.1	Réalisation des études techniques et architecturales des constructions de l'Etat	343 847
2.1.2	Réalisation des études dans le cadre du programme de construction de logements sociaux	96 733
2.2.1	Supervision des chantiers dans le cadre du programme de construction de logements sociaux	30 400
2.2.2	Impression des recueils de textes, guides pratiques et autres	40 116
2.2.3	Construction 50 000 logements sociaux	4 750 000
Total		**8 582 525**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
1.029	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET RENFORCEMENT CAPACITE DOMAINE AFF FONCIERES U		142 500	100 000	142 500	100 809	107 078
MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISEE		1 900 000	2 000 000	1 900 000	2 016 200	2 141 606
Total :		**2 042 500**	**2 100 000**	**2 042 500**	**2 117 009**	**2 248 684**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.079	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ELABORATION/REVISION SDU		380 000	500 000	380 000	504 050	535 401
PROGRAMME CONSTRUCTION 50 000 LOGEMENTS SOCIAUX		4 750 000	10 000 000	4 750 000	10 081 000	10 708 038
PROJET APPUI COMMUNES URBAINES DU MALI		95 000	0	95 000	0	0
Total :		**5 225 000**	**10 500 000**	**5 225 000**	**10 585 050**	**11 243 439**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire prépare et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine du plan et de l'aménagement du territoire.

A ce titre, il est compétent pour :

- l'élaboration et le contrôle de la mise en oeuvre de la législation relative à l'aménagement du territoire ;
- l'appui à la définition et à la gestion du foncier agricole et des espaces pastoraux ;
- l'élaboration et la mise en oeuvre du schéma national d'aménagement du territoire ;
- l'appui à l'élaboration et au suivi de la mise en oeuvre des schémas nationaux sectoriels, tout en assurant leur coordination et leur cohérence avec les niveaux régional et local, en vue d'un développement cohérent et harmonieux du territoire ;
- la conception et le suivi de la mise en oeuvre de stratégies et de grands pôles d'activités visant le développement harmonieux et équilibré du territoire national ;
- la collecte, le traitement et la diffusion des données de population nécessaires à la formulation des politiques publiques et la constitution de bases de données démographiques, en liaison avec les ministres concernés ;
- l'initiation et l'appui à la recherche d'études et recherches en matière de population et de développement en vue de réaliser des projections démographiques et de suivre les indicateurs de mouvement de la population ;
- le suivi et la prise en compte des questions de population dans les politiques nationales ;
- l'amenagement de pôles de développement, en rapport avec les Ministres chargés de l'agriculture, de l'amenagement du territoire et de l'élevage et de la pêche;
- la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques dans le cadre de la mise en oeuvre du suivi-évaluation du schéma directeur (SDS).

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du département.

I.2.1 Contraintes

- l'absence du Schéma national d'Aménagement du Territoire ;
- la faible mise en oeuvre des dispositions de la Charte africaine de la statistique ratifiée par le Mali en février 2011 ;
- insuffisance de personnel qualifié dans le domaine de la statistique et de population.

I.2.2 Défis

- l'élaboration du schéma national d'aménagement du territoire ;
- la promotion de la formation dans le domaine de la statistique ;
- la promotion de la formation dans le domaine du dividende démographique ;
- la prospective, l'anticipation et la veille territoriale ;
- le développement territorial cohérent, équilibré et durable ;
- la Réalisation du 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 2019
- le changement de statut du CERCAP de service rattaché en Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST).

I.3 La politique sectorielle

Le Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire exécute deux (2) politiques nationales et une (1) stratégie nationale qui sont structurées autour des objectifs/ stratégiques suivants :

La Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT) adoptée par Décret n°2016-881-23 novembre 2016.

Ces objectifs spécifiques sont :

a) assurer l'égalité des chances entre les citoyens en garantissant en particulier à chacun d'entre eux un égal accès aux services sociaux

Tableau 1 : **Quelques indicateurs - 2017**

de base sur l'ensemble du territoire national ;

b) réduire les disparités de développement entre collectivités territoriales par une péréquation de leurs ressources en fonction de leurs charges et par une modulation des aides publiques ;

c) renforcer l'attractivité, la compétitivité, la complémentarité et la solidarité entre les régions.

La Politique Nationale de la Population (PNP) du Mali, adoptée le 08 mai 1991, a fait l'objet d'une première évaluation en 2001 et actualisée en 2003. Une seconde évaluation a été faite en 2015, après une période de mise en oeuvre (2004-2014). Cette nouvelle Politique de Population et son Plan d'Actions 2017-2021 est dans le circuit d'adoption en Conseil de Ministres. Ces objectifs spécifiques sont :

a) accélérer la transition démographique pour une meilleure exploitation du potentiel du dividende démographique ;

b) renforcer la qualité du capital humain en mettant le focus sur les femmes et les filles ;

c) soutenir l'amélioration de la gouvernance des politiques éducative, économique et sociale ;

d) renforcer les stratégies de Communication pour de Changement Social et Comportemental ;

e) élaborer un mécanisme de coordination et de suivi-évaluation de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Population.

Le Schéma Directeur de la Statistique (SDS-II 2015-2019)

Le Schéma Directeur de la Statistique (SDS-II) 2015-2019 a été adopté par le Gouvernement le 14 juillet 2014.

Les objectifs stratégiques qui en découlent sont déclinés en plans d'actions à exécuter sur une période de cinq (5) ans 2015-2019, il s'agit de :

a) adapter le cadre légal et organisationnel ;

b) améliorer la coordination et la programmation ;

c) doter le Système Statistique National (SSN) de ressources humaines de qualité en quantité suffisante ;

d) assurer le financement du SSN ;

e) améliorer la qualité de la production statistique ;

f) développer la production statistique pour mieux couvrir les besoins des utilisateurs ;

g) promouvoir une utilisation efficiente des données statistiques.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

2014

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Nombre de SCAT élaborés	nbre	1	-	1	31
2	Nombre de SDU évalués	nbre	-	7	6	10
3	Pourcentage des 280 agents non statisticiens en activité dans le SSN formés	%	41,4	41	75	80
4	Pourcentage des indicateurs de réalisations des activités du suivi du Schéma Directeur de la Statistique.	%	97	97	98	98
5	Le taux de réalisation des activités d'intégration de la dynamique démographique, de suivi et de coordination des activités de population dans les politiques et programmes de développement.	%	86	95	95	75

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme** En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale et Contrôle	3 788 154	3 799 371	3 958 385	4 255 321
Population	7 528 445	5 499 785	7 715 813	8 499 461
Aménagement du Territoire	533 984	553 548	544 156	584 959
Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	3 483 591	3 502 560	3 505 620	3 720 094
Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	3 170 420	3 374 912
Total :	**18 315 574**	**16 336 664**	**18 894 394**	**20 434 747**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	312 614	312 614	333 944	372 913
Biens et services	555 359	703 403	716 548	783 808
Transferts et subventions	699 046	629 097	713 650	762 084
Investissement	16 748 555	14 691 550	17 130 252	18 515 942
Total :	**18 315 574**	**16 336 664**	**18 894 394**	**20 434 747**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.031 Administration Générale et Contrôle

Responsable du Programme 1. 031 : Seydou Moussa TRAORE, Secrétaire Général du département

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme 1.031 s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;
- du suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du ministère.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.031 « Administration Générale » est bâti autour de trois objectifs spécifiques assortis d'indicateurs de performance et qui se présentent comme suit :

a. améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département;

b. assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières;

c. renforcer les capacités humaines de l'administration publique, du Secteur privé et des organisations faîtières de la société civile.

Le détail des objectifs et des indicateurs qui leur sont asssociés est donné dans la tableau ci-après:

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des activités département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités annuel du département					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) x 100					
1.2 Taux de mise en oeuvre du plan d'actions du département.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels d'activités des structures					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) x 100					

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources matérielles et financières.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du Département.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM, compte administratif					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/crédit notifiés) x 100					

Objectif 3: Renforcer les capacités humaines de l'administration publique, du Secteur privé et des organisations faîtières de la société civile

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux de mise en oeuvre du programme de renforcement des capacités	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de renforcement des capacités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités programmées) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	108 748	108 748	116 360	129 938
Biens et services	475 796	613 936	605 238	661 999
Transferts et subventions	30 710	24 037	30 710	33 473
Investissement	3 172 900	3 052 650	3 206 077	3 429 911
Total :	**3 788 154**	**3 799 371**	**3 958 385**	**4 255 321**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et pilotage des politiques d'aménagement du territoire, de population et de la statistique	3 390 173	3 347 456	3 551 953	3 807 684
Gestion financière et matérielle	397 981	451 915	406 432	447 637
Total :	**3 788 154**	**3 799 371**	**3 958 385**	**4 255 321**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	8	13	13	13
CATEGORIE B1	14	13	13	13
CATEGORIE B2	5	5	5	5
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	17	15	15	15
Total :	**45**	**47**	**47**	**47**

Action 01 Coordination et pilotage des politiques d'aménagement du territoire, de population et de la statistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	54 918	54 918	58 762	65 619
Biens et services	162 355	239 888	287 114	312 154
Investissement	3 172 900	3 052 650	3 206 077	3 429 911
Total	**3 390 173**	**3 347 456**	**3 551 953**	**3 807 684**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.2	Pilotage et coordination du programme d'activités du département.	67 336
1.1.3	Appui Système Statistique (FNDS)	2 981 400
1.1.4	Prise en charge du personnel du Cabinet	54 918
1.1.5	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	71 250
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'actions du département (Batiment).	172 552
Total		**3 347 456**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	53 830	53 830	57 598	64 319
Biens et services	313 441	374 048	318 124	349 845
Transferts et subventions	30 710	24 037	30 710	33 473
Total	**397 981**	**451 915**	**406 432**	**447 637**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel du Cabinet	53 830
2.1.2	Préparation du budget du département	47 500
2.1.3	Suivi et exécution du budget du département	326 549
2.1.4	suventions aux établissements publics	10 093
2.1.5	Appui CERCAP	13 944
Total		**451 915**

Le Programme : 2.080 Population

Responsable du Programme 2.080 : Mme DIALL Absatou N'DIAYE, Directrice Nationale de la Population

a)Présentation stratégique du programme :

Il vise trois (03) objectifs spécifiques. Il s'agit de :

- améliorer la coordination, et le suivi évaluation de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Population ;
- contribuer à une meilleure prise en compte des questions de population dans les politiques et programmes de développement;
- renforcer les capacités des acteurs ainsi que la communication et le plaidoyer sur les questions de population et du Dividende Démographique.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme «Population » est bâti autour de trois objectifs spécifiques et de cinq indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes de population.

le détail de ces objectifs et des indicateurs de performance est donné dans la tableau ci-dessous.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi évaluation de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Population

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des missions de suivi programmées	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapports de missions de suivi et des réunions de coordination
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi et de réunions de coordination réalisées / Nombre de missions et réunions programmées) x 100

1.2 Nombre de rapports de suivi-évaluation de politique, projets et programmes de population	nbre	100	1	1	1

Moyen de Vérification : Rapports de suivi évaluation
Précision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 2: Renforcer les capacités des acteurs ainsi que la communication et le plaidoyer sur les questions de population et du Dividende Démographique ;					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux d'exécution des sessions de formation des acteurs sur les questions de population et le Dividende Démographique	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports des sessions de formation					
Précision Méthodologique : (Nombre de sesions de formation réalisées /nombre de sessions de formation programmées)*100					
2.2 Taux d'exécution d'études programmées	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (nombre d'etudes réalisées/nombre d'études programmées)*100					
2.3 Taux d'exécution des activités de sensibilisation et de plaidoyer programmées	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités de sensibilisation et de plaidoyer					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prgrammées) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	111 945	111 945	119 781	133 759
Biens et services	46 500	55 340	68 197	74 386
Investissement	7 370 000	5 332 500	7 527 835	8 291 316
Total :	**7 528 445**	**5 499 785**	**7 715 813**	**8 499 461**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Mise en oeuvre de la politique nationale de population	7 528 445	5 499 785	7 715 813	8 499 461
Total :	**7 528 445**	**5 499 785**	**7 715 813**	**8 499 461**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	10	12	12	12
CATEGORIE B1	1	2	2	2
CATEGORIE B2	3	3	3	3
CATEGORIE C	4	5	5	5
CONTRACTUEL	9	8	8	8
Total :	**27**	**30**	**30**	**30**

Action 01 Mise en oeuvre de la politique nationale de population

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	111 945	111 945	119 781	133 759
Biens et services	46 500	55 340	68 197	74 386
Investissement	7 370 000	5 332 500	7 527 835	8 291 316
Total	**7 528 445**	**5 499 785**	**7 715 813**	**8 499 461**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Mise en oeuvre du programme d'activités de la Direction Nationale de la Population	55 340
1.1.2	Prise en charge du personnel	111 945
1.2.1	Appui Gestion Politique Nationale Population	237 500
1.2.2	Programme Autonomisation Femmes Dividendes Démographiques	5 095 000
Total		**5 499 785**

Le Programme : 2.081 Aménagement du Territoire

Responsable du Programme 2.081 : Imirane Abdoulaye, Directeur National de l'Aménagement du Territoire.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme assure :

- la cohérence des politiques et stratégies spatiales et sectorielles ;
- l'amélioration et la mise en oeuvre du cadre législatif et règlementaire de l'Aménagement du Territoire ;
- le renforcement de la connaissance du territoire national.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.081 « Aménagement du Territoire » est bâti autour de trois objectifs spécifiques et de dix indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes de développement équilibré du territoire national. Ces objectifs et indicateurs de performance se présentent comme suit.

Objectif 1: Doter le Mali d'un Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités d'élaboration du SNAT	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Les rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées /Nombre d'activités prévues) x 100					
1.2 Taux de réalisation des activités de dissémination du SNAT	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/Nombre d'activités prévues) x 100					
1.3 Taux de réalisation des activités de révision des Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT)	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Documents de SRAT révisés					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités prévues) X 100					

Objectif 2: Assurer la cohérence des politiques et stratégies spatiales et sectorielles					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Pourcentage de documents de planification spatiale élaborés avec l'appui de la DNAT	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Documents de planification élaborés					
Précision Méthodologique : (Nombre de documents de planification spatiale élaborés/Nombre total de documents de planificationspatiale prévus) x100					
2.2 Taux de réalisation de la mise en oeuvre de la PNAT par la DNAT	%	25	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nombre d'activités prévues) x100					
2.3 Taux de réalisation des missions d'évaluation des Schémas Directeurs d'Urbanisme (SDU)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de missions					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées /Nombre de missions prévues) x 100					
2.4 Taux de réalisation des activités de dissémination des outils de la PNAT	%	50	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports annuels DNAT, DRPSIAP					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre total d'activités prévues) x 100					

Objectif 3: Renforcer la connaissance du territoire national					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de réalisation des activités de collecte de données	%	25	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités de collecte					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de collecte réalisées/ Nombre total de mission de collecte prévues) x 100					
3.2 Pourcentage de cartes thématiques réalisées sur l'Aménagement du Territoire	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports Annuels DNAT,DRSIAP					
Précision Méthodologique : (Nombre de cartes thématiques réalisées/ Nombre de cartes thématiques prévues) x 100					
3.3 Taux de réalisation des activités d'analyse et d'études spécifiques sur la connaissance du territoire national	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Fiches d'analyse et rapports d'études					
Précision Méthodologique : (Nombre des activités réalisées/ Nombre des activirés prévues) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	91 921	91 921	97 803	109 216
Biens et services	33 063	34 127	43 113	47 423
Investissement	409 000	427 500	403 240	428 320
Total :	**533 984**	**553 548**	**544 156**	**584 959**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Développement équilibré du territoire national	533 984	553 548	544 156	584 959
Total :	**533 984**	**553 548**	**544 156**	**584 959**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	11	16	16	16
CATEGORIE B1	2	5	5	5
CATEGORIE B2	5	8	8	8
CATEGORIE C	4	6	6	6
CONTRACTUEL	11	14	14	14
Total :	**33**	**49**	**49**	**49**

Action 01 Développement équilibré du territoire national

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	91 921	91 921	97 803	109 216
Biens et services	33 063	34 127	43 113	47 423
Investissement	409 000	427 500	403 240	428 320
Total	**533 984**	**553 548**	**544 156**	**584 959**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	91 921
1.1.2	Renforcement dispositif institutionnel Juridique Aménagement du territoire	427 500
1.1.3	Travaux d'entretien de bâtiments	9 000
1.2.1	Approbation, dissémination et élaboration des programmes/projets de mise en oeuvre du SNAT	15 200
1.3.1	Révision des Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT)	9 927
Total		**553 548**

Le Programme : 2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National

Responsable de Programme 2.082 : Modibo DOLO, Conseiller Technique

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme vise à :

- réaliser les actions de production, de recherche et de formation dans le domaine de la statistique ;
- renforcer les capacités institutionnelles des organes du système statistique national et des acteurs chargés du suivi et de l'analyse de la pauvreté.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.082 « Collecte, analyse, diffusion des données et coordination du système statistique national» est bâti autour de trois objectifs spécifiques et de quatre indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes de développement équilibré du territoire national. Ces objectifs et indicateurs de performance se présentent comme suit:

Objectif 1: Améliorer la production des statistiques de base

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Pourcentage des indicateurs de suivi du CREDD renseignés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Bases de données Malikunnafoni
Précision Méthodologique : (Nombre d'indicateurs renseignés /Nombre total d'indicateurs suivis)*100

Objectif 2: Améliorer la coordination et le fonctionnement du Système Statistique National					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux de réalisation des activités du programme statistique du SSN	%	92	100	95	100

Moyen de Vérification : Revue du Schéma Directeur de la Statistique
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées/ Nombre total d'activités programmées) x 100

Objectif 3: Améliorer la capacité des organes du SSN et des acteurs dans le cadre du suivi de la réduction de la pauvreté					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Pourcentage des 280 agents non statisticiens en activité dans le SSN formés	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de la révue du Schéma Directeur de la Statistique et du CFP/STAT					
Précision Méthodologique : (Somme des auditeurs formés au cours des différentes sessions/280)*100					
3.2 Taux d'exécution du programme indicatif 2019-2020 du SSN	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de la revue du SSN
Précision Méthodologique : (Activités réalisées/activités prévues)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Transferts et subventions	668 336	605 060	682 940	728 611
Investissement	2 815 255	2 897 500	2 822 680	2 991 483
Total :	**3 483 591**	**3 502 560**	**3 505 620**	**3 720 094**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Amélioration de la Coordination et du fonctionnement du système statistique national	2 627 812	2 712 594	2 645 227	2 823 040
Renforcement des Capacités en Statistique	855 779	789 966	860 393	897 054
Total :	**3 483 591**	**3 502 560**	**3 505 620**	**3 720 094**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	67	19	19	19
CATEGORIE B1	7	4	4	4
CATEGORIE B2	15	6	6	6
CATEGORIE C	13	5	5	5
CONTRACTUEL	14	1	1	1
Total :	**116**	**35**	**35**	**35**

Action 01 Amélioration de la Coordination et du fonctionnement du système statistique national

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	477 812	432 594	477 812	520 814
Investissement	2 150 000	2 280 000	2 167 415	2 302 226
Total	**2 627 812**	**2 712 594**	**2 645 227**	**2 823 040**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel INSTAT	289 402
1.1.2	Mise en oeuvre du programme d'activités de l'INSTAT	143 192
1.1.3	Appui au schéma Directeur de la Statistique	475 000
1.1.4	Appui à la mise en oeuvre de l'INSTAT	380 000
1.1.5	Construction Equipement INSTAT	1 425 000
Total		**2 712 594**

Action 02 Renforcement des Capacités en Statistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	190 524	172 466	205 128	207 797
Investissement	665 255	617 500	655 265	689 257
Total	**855 779**	**789 966**	**860 393**	**897 054**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Formation de 30 agents non statisticiens du niveau central en techniques d'analyse de la pauvreté	20 275
3.1.2	Prise en charge du personnel CFPSTAT	55 456
3.1.3	Construction siège CFPSTAT	475 000
3.2.1	Doter le Système Statistique National des Ressources humaines de qualité suffisante	96 735
3.2.2	Programme Formation/Perfectionnement Agents MEF/MPAT	95 000
3.2.3	Appui CFPSTAT	47 500
Total		**789 966**

Le Programme : 3.008 Appui au développement de la statistique

Responsable de Programme 3.008: Seydou Moussa TRAORE, Secrétaire Général du Département.

Objectif 1: Assurer le financement du secteur de la statistique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécutions du FDS	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel du Fonds

Précision Méthodologique : (Ressources liquidées/ressources mobilisées)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	2 981 400	2 981 400	3 170 420	3 374 912
Total :	**2 981 400**	**2 981 400**	**3 170 420**	**3 374 912**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	3 170 420	3 374 912
Total :	**2 981 400**	**2 981 400**	**3 170 420**	**3 374 912**

Action 01 Appui au développement de la statistique

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	2 981 400	2 981 400	3 170 420	3 374 912
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**3 170 420**	**3 374 912**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Mise en oeuvre du Fonds de développement de la Statistique	2 981 400
Total		**2 981 400**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.031	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP		71 250	75 000	71 250	75 607	80 309
Total :		**71 250**	**75 000**	**71 250**	**75 607**	**80 309**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.080	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI GESTION POLITIQUE NATIONALE POPULATION		237 500	250 000	237 500	252 025	267 700
PROG. AUTONOMISATION FEMMES DIVIDENDES DEMOGRAPHIQ		95 000	100 000	95 000	100 810	107 080
Total :		**332 500**	**350 000**	**332 500**	**352 835**	**374 780**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.081	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
RENF. DISPOSITIF INSTITUT. JURIDIQUE AMENAG. TERRITOIRE		427 500	400 000	427 500	403 240	428 320
Total :		**427 500**	**400 000**	**427 500**	**403 240**	**428 320**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.082	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROG.FORMATION & PERFECTIONNEM AGENTS DU MEF/MPAT		95 000	100 000	95 000	100 810	107 080
APPUI MISE EN OEUVRE INSTAT		380 000	450 000	380 000	453 645	481 861
APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA STATISTIQUE		475 000	200 000	475 000	201 620	214 160
APPUI CENTRE FORMATION EN STATISTIQUES		47 500	50 000	47 500	50 405	52 925
CONSTRUCT/ EQUIPEMENT CENTRE PERFECTIONNEMENT STAT		475 000	500 000	475 000	504 050	529 252
Total :		**1 472 500**	**1 300 000**	**1 472 500**	**1 310 530**	**1 385 278**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère des Transports et du Désenclavement prépare et met en oeuvre la politique nationale en matière de développement des équipements et infrastructures de transport du pays et d'organisation des activités de transport.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis. Cette analyse porte sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

Les principale contraintes rencontrées dans le secteur sont :

- l'insuffisance et l'inadéquation des ressources humaines ;
- le non-respect de l'application du règlement N° 14/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures de contrôle du gabarit, du poids, et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine;
- l'occupation anarchique des domaines aéroportuaires;
- le mauvais état et l'inadaptation des équipements de transport ;
- la vétusté et l'inadaptation des moyens de transports ferroviaire et fluvial ;
- l'insuffisance des moyens de collecte (faible densité du réseau de stations météorologiques) et de transmission des données en temps réel par rapport aux exigences pour la performance des prévisions météorologiques et la satisfaction des besoins des usagers ;
- le manque d'aires de stationnement et de parking ;
- l'insuffisance des capacités d'entreposage et de dépotage.

I.2.2 Défis

La mise en oeuvre de la politique Nationale des Transports et du Désenclavement débouchera sur la préparation de stratégies fondées sur des objectifs, ainsi que sur la conception et la réalisation de projets et programmes qui concourent à l'atteinte des objectifs qui lui sont assignés.

Quelques défis sont cités ici :

- le renforcement de la capacité institutionnelle et humaine des acteurs du secteur des transports ;
- le renforcement du secteur en moyens de transport modernes;
- le recours à des financements innovants pour la réalisation et la gestion des services de transport ;
- la réduction du coût et du délai d'acheminement des marchandises ;
- le renforcement des capacités de stockage des entrepôts;
- la sécurisation des transports et l'amélioration de la fluidité du trafic.

I.3 La politique sectorielle

Le Document de la Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement (PNTITD) a été adopté par le décret n°2016-0066/P-RM du 15 février 2016. Cette Politique a été élaborée de façon participative avec l'appui constant des partenaires techniques et financiers et sur la base d'une vision partagée. Elle constitue une opportunité pour booster et orienter véritablement les activités du secteur jusqu'à l'horizon 2034.

L'objectif général de la Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement (PNTITD) est: (i) de contribuer à la croissance économique par le désenclavement intérieur et extérieur, (ii) de créer un environnement juridique et institutionnel propice aux investissements et à une gestion performante du secteur des transports, (iii) d'assurer une articulation entre les différentes politiques et stratégies d'intervention et contribuer au renforcement des capacités afin de répondre aux besoins d'aménagement du territoire de façon pérenne d'un point de vue sociale, économique et environnementale.

La Politique Nationale des Transports, des Infrastructures de Transport et du Désenclavement est structurée autour des objectifs

Tableau 1 : **Quelques indicateurs - 2017**

stratégiques suivants :

-créer un environnement juridique et institutionnel propice aux investissements et à une gestion performante du secteur des transports ;

-assurer la formation et le développement des ressources humaines participant à la conception, à la construction, à l'exploitation et à l'entretien des infrastructures de transport ;

-promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies dans l'exploitation des infrastructures et moyens de transport.

Les axes stratégiques sont :

Axe n°1 : Renforcement de la capacité institutionnelle et humaine de l'administration et des autres acteurs par la formation, le développement de la recherche, la modernisation des outils de travail et le recrutement de jeunes ;

Axe n°2 : Entretien, réhabilitation des équipements et infrastructures existants ;

Axe n°3 : Poursuite du désenclavement intérieur et extérieur par la construction de nouvelles infrastructures de qualité et changement des caractéristiques techniques ;

Axe n°4 : Développement et promotion du transport rural ;

Axe n°5 : Développement du transport multimodal et amélioration de la performance des activités de transport ;

Axe n° 6 : Promotion de la sécurité et de la sûreté des transports ;

Axe n°7 : Promotion de l'utilisation des TIC au niveau du secteur des Transports.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

2014

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Accidents de la circulation	nombre	6262	5944	5532	10631
2	Délai moyen d'acheminement des marchandises (transport rouier)	jours	4	4	4	4
3	Délai moyen d'acheminement des marchandises (transport ferroviaire)	jours	1	12	12	12
4	Passagers transportés arrivées, départs et transit (aérien)	nombre	615977	672769	681511	783514
5	Taux de variation de la pluviométrie	%	10	19,99	20	20
6	Passagers transportés par voie fluviale	nombre	4635	11549	12884	12897

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	685 382	511 760	520 875	574 448
Développement et sécurisation des transports	5 735 263	4 886 480	5 380 052	5 898 533
Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	6 514 208	7 857 978	6 921 317	7 370 435
Total :	**12 934 853**	**13 256 218**	**12 822 244**	**13 843 416**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	2 936 035	2 924 859	3 075 955	3 327 082
Biens et services	2 823 603	3 139 138	3 074 434	3 295 975
Transferts et subventions	1 655 796	1 646 524	1 687 775	1 831 455
Investissement	5 519 419	5 545 697	4 984 080	5 388 904
Total :	**12 934 853**	**13 256 218**	**12 822 244**	**13 843 416**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.042 Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire General du Minstère des Transports

a)Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- l'amélioration du système de planification et de production de l'information statistique ;
- la gestion des ressources matérielles et financières.

Le programme intervient dans la mise en oeuvre des actions suivantes :

- Coordination et pilotage des politiques de transports et d'infrastructures de transports ;
- Gestion financière et matérielle.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 1.042 est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques et de deux (02) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la coordination et à la mise en oeuvre du programme Administration Générale.

Le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés est donné dans le tableau ci-après:

Objectif 1: Coordonner et assurer le suivi de la mise en oeuvre les politiques sectorielles du département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités du département

Précision Méthodologique : (activités réalisées/ activités programmées) x 100

Objectif 2: Assurer la gestion efficace des ressources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'exécution du budget du Département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de la DFM, compte administratif

Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/Crédits notifiés) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	138 676	82 500	89 100	99 497
Biens et services	446 706	429 260	431 775	474 951
Investissement	100 000			
Total :	**685 382**	**511 760**	**520 875**	**574 448**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et pilotage de la politique des transports	253 000	243 080	258 155	284 646
Gestion materielle et financiére	257 000	268 680	262 720	289 802
Planification, programmation et suivi évaluation	175 382			
Total :	**685 382**	**511 760**	**520 875**	**574 448**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	8			
CATEGORIE B1	4			
CATEGORIE B2	3			
CATEGORIE C	5			
CONTRACTUEL	11	4	4	4
Total :	**31**	**4**	**4**	**4**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique des transports

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	37 500	37 500	40 500	45 226
Biens et services	215 500	205 580	217 655	239 420
Total	**253 000**	**243 080**	**258 155**	**284 646**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel CABINET	37 500
1.1.2	pilotage des activités du département	205 580
Total		**243 080**

Action 02 Gestion materielle et financiére

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	45 000	45 000	48 600	54 271
Biens et services	212 000	223 680	214 120	235 531
Total	**257 000**	**268 680**	**262 720**	**289 802**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Préparation du budget du département	8 500
2.1.2	Exécution du budget du département	215 180
2.1.3	Prise en charge du personnel DFM	45 000
Total		**268 680**

Action 03 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	56 176			
Biens et services	19 206			
Investissement	100 000			
Total	**175 382**			

Le Programme : 2.066 Développement et sécurisation des transports

Responsable du Programme : Monsieur Mamadou KONE, Directeur National des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux.

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à assurer le Développement et la Sécurisation des transports terrestres, maritimes, fluviaux et aériens.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.066 est bâti autour de quatre objectifs spécifiques et de huit (08) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs au développement et à la sécurisation des transports et assistances météorologiques.

Le détail des objectifs et des indicateurs qui leurs sont associés est donné dans le tableau ci-après:

Objectif 1: Améliorer l'efficacité et la compétitivité des transports de surfaces

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de variation du coût d'approvisionnement du pays par route	%	-0,6	-0,8	-1	-1
Moyen de Vérification : Annuaire Statistique.					
Précision Méthodologique : (coût d'approvisionnement à N - coût à N-1) / (coût à N-1)) x100					
1.2 Délais moyen d'acheminement des marchandises par route	jrs	3	2	2	2
Moyen de Vérification : Rapports CMC, CMTR					
Précision Méthodologique : somme des moyennes des délais d'acheminement des marchandises sur les principaux corridors de l'année N / nombre des principaux corridors					
1.3 Taux moyen de réalisation du nombre de train voyageurs entre Bamako et Kayes	%	90	95	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités DBF					
Précision Méthodologique : (Nombre de rotations réalisées en année N / Nombre de rotations prévues en année N) x 100					
1.4 Taux variation de rotation des moyens de transports	%	-	55	55	55
Moyen de Vérification : Rapports d'activités COMANAV					
Précision Méthodologique : (rotation de N - rotation de N-1)/(rotation de N-1) x100					
1.5 Le temps moyen de traitement des documents de transport	jrs	-	30	25	20
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNTTMF					
Précision Méthodologique : Temps moyen de traitement des documents de transport par région/ nombre de régions					

Objectif 2: Améliorer la sécurité dans le transport routier

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'inspection des Etablissements d'enseignement de la conduite automobile.	%	70	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités DNTTMF					
Précision Méthodologique : (Nombre d'établissements de la conduite automobile inspectés N / Nombre d'établissements de la conduite automobile prévus en N) x100					

Objectif 3: Renforcer les mesures de sûreté et de sécurité de l'aviation civile					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux d'exécution du programme de vol de surveillance	%	90	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ANAC
Précision Méthodologique : (nombre de vols effectués en année N /nombre de vols programmés en année N) x 100

3.2 Taux de disponibilité du salon d'honneur	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités ADM
Précision Méthodologique : Nombre de jours de disponibilité du salon d'honneur/Nombre de jours de l'année

Objectif 4: Rendre disponible les informations météorologiques					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de satisfaction des demandes d'informations des différents secteurs socioéconomiques	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités (MALI METEO)
Précision Méthodologique : (nombre de demandes satisfaites/nombre de demande reçues) x100

4.2 Taux de diffusion des bulletins	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités (MALI METEO)
Précision Méthodologique : (nombre de bulletins diffusés /nombre bulletins prévus) x100

Objectif 5: Réduire le déficit pluviométrique par les opérations de pluies provoquées					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Taux de variation de la pluviométrie	%	-	20	20	20

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités (MALI METEO)
Précision Méthodologique : (cumul moyen période opération - cumul moyen période sans opération) / (cumul moyen opération) X 100

5.2 Taux de couverture du territoire par le programme de pluies provoquées	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités (MALI METEO)
Précision Méthodologique : (nombre de régions ensemencées/ nombre total de régions) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	838 359	838 359	905 421	1 011 078
Biens et services	249 624	238 838	251 764	275 006
Transferts et subventions	1 067 796	823 524	1 063 026	1 166 163
Investissement	3 579 484	2 985 759	3 159 841	3 446 286
Total :	**5 735 263**	**4 886 480**	**5 380 052**	**5 898 533**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Gestion et sécurisation des transports routiers, ferroviaires, maritimes et fluviaux	2 877 082	2 745 575	2 524 896	2 746 337
Gestion, sécurité et sûreté du transport aerien	352 231	267 695	352 231	376 182
Developpement des services de la météorologie	2 505 950	1 873 210	2 502 925	2 776 014
Total :	**5 735 263**	**4 886 480**	**5 380 052**	**5 898 533**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	51	44	45	46
CATEGORIE B1	73	69	70	71
CATEGORIE B2	32	37	37	37
CATEGORIE C	90	69	70	71
CONTRACTUEL	104	102	103	104
Total :	**350**	**321**	**325**	**329**

Action 01 Gestion et sécurisation des transports routiers, ferroviaires, maritimes et fluviaux

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	838 359	838 359	905 421	1 011 078
Biens et services	249 624	238 838	251 764	275 006
Transferts et subventions	477 065	362 569	477 065	509 505
Investissement	1 312 034	1 305 809	890 646	950 748
Total	**2 877 082**	**2 745 575**	**2 524 896**	**2 746 337**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel.	418 861
1.1.2	Elaboration et suivi de la mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux	19 000
1.1.3	Etablissement et délivrance des documents de transport (certificat d'immatriculation, permis et autorisation de conduire, autorisation de transport, carte professionnelle de transporteur routier).	53 380
1.1.4	Elaboration de l'annuaire statistique et des recueils de textes sur le transport.	33 892
1.1.5	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux KAYES	105 507
1.1.6	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux KOULIKORO	53 250
1.1.7	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux SIKASSO	65 848
1.1.8	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux SEGOU	47 285
1.1.9	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux MOPTI	38 432
1.1.10	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux TOMBOUCTOU	33 230
1.1.11	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux GAO	44 059
1.1.12	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux KIDAL	10 902
1.1.13	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux TAOUDENIT	14 117
1.1.14	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux MENAKAT	14 117
1.1.15	Mise en oeuvre de la réglementation en matière de transport routier, ferroviaire, maritimes et fluviaux BKO	119 052
1.1.16	Sces locaux des transports de SIKASSO	3 634
1.2.1	Suivi des accords et conventions en matière de transport et de transit entre le Mali et les pays de transit. DNTTMF	19 000
1.2.2	Construction entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	665 000
1.2.3	Construction entrepôts maliens au TOGO	190 000
1.3.1	Suivi du trafic ferroviaire de voyageurs	362 569
1.4.1	Mise en oeuvre du contrat plan Etat-COMANAV	380 000
1.5.1	Production des documents de transport	47 500
2.1.1	Inspection des établissements d'enseignement de la conduite automobile DNTTMF.	6 941
Total		**2 745 575**

Action 02 Gestion, sécurité et sûreté du transport aerien

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	352 231	267 695	352 231	376 182
Total	**352 231**	**267 695**	**352 231**	**376 182**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Réalisation de vol de surveillance.	252 320
3.2.1	Entretien du salon d'honneur	15 375
Total		**267 695**

Action 03 Developpement des services de la météorologie

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	238 500	193 260	233 730	280 476
Investissement	2 267 450	1 679 950	2 269 195	2 495 538
Total	**2 505 950**	**1 873 210**	**2 502 925**	**2 776 014**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.7	traitement des demandes d'informations météorologiques	85 738
4.1.9	Contribution au fonctionnement de l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM), de la Conférence Ministérielle Africaine de la Météorologie (AMCOMET) et du Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ACMAD)	17 450
4.2.2	Elaboration des bulletins météorologiques quotidiens, hebdomadaires et décadaires	107 523
5.1.2	Programme National de Pluies Provoquées	1 425 000
5.2.1	Réhabilitation reseau d'observation météorologique du Mali et Appui au Monde rural	237 500
Total		**1 873 210**

Le Programme : 4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

Responsable du Programme : Monsieur Mamadou KONE, Directeur National des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux

a) Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à assurer la gestion des installations mises à la disposition du Mali dans les pays de transit et la coordination des activités de transports et de transit des marchandises en provenance ou à destination du Mali.

Le programme intervient dans la mise en oeuvre des actions suivantes:

-Gestion des Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire;

-Gestion des Entrepôts du Mali au Sénégal;

-Gestion des Entrepôts du Mali en Guinée;

-Gestion des Entrepôts du Mali en Mauritanie;

-Gestion des Entrepôts du Mali au Ghana;

-Gestion des Entrepôts du Mali au Togo;

-Gestion des Entrepôts du Mali au Bénin.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 4.001est bâti autour de deux objectifs spécifiques et de 14 indicateurs qui contribuent à la résolution

des problèmes relatifs au développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports.

Le détail des objectifs et des inducateurs qui leur sont assoviés est donné dans le tableau ci-après:

Objectif 1: Améliorer le temps de passage du fret					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts (EMACI)	jours	20	20	17	15
Moyen de Vérification : rapports d'activités des EMACI					
Précision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons /Nombre de cargaisons					
1.2 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts (EMASE)	jours	-	20	20	20
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMASE					
Précision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons /Nombre de cargaisons					
1.3 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts (EMAGUI)	jours	-	20	20	20
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMAGUI					
Précision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons /Nombre de cargaisons					
1.4 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts (EMAMAU)	jours	-	15	15	15
Moyen de Vérification : rapports d'activités des EMAMAU					
Précision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons /Nombre de cargaisons					
1.5 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts (EMAGHA)	jours	-	20	17	17
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMAGHA					
Précision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons /Nombre de cargaisons					
1.6 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts (EMATO)	jours	-	9	9	9
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMATO					
Précision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons /Nombre de cargaisons					
1.7 Délai moyen de séjour des marchandises dans les Entrepôts (EMABE)	jours	-	20	20	20
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMABE					
Précision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons /Nombre de cargaisons					

Objectif 2: Optimiser l'exploitation des installations portuaires					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Taux d'utilisation des installations (EMACI)	%	80	87,5	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMACI					
Précision Méthodologique : (capacité occupée/capacité totale) x100					
2.2 Taux d'utilisation des installations (EMASE)	%	-	85	90	20
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMASE					
Précision Méthodologique : (capacité occupée/capacité totale) x100					
2.3 Taux d'utilisation des installations (EMAGUI)	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMAGUI					
Précision Méthodologique : (capacité occupée/capacité totale) x100					
2.4 Taux d'utilisation des installations (EMAMAU)	%	-	90	90	90
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMAMAU					
Précision Méthodologique : (capacité occupée/capacité totale) x100					
2.5 Taux d'utilisation des installations (EMAGHA)	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMAGHA					
Précision Méthodologique : Somme annuelle des durées de séjour des cargaisons /Nombre de cargaisons					
2.6 Taux d'utilisation des installations (EMATO)	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMATO					
Précision Méthodologique : (capacité occupée/capacité totale) x100					
2.7 Taux d'utilisation des installations (EMABE)	%	-	90	90	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités des EMABE					
Précision Méthodologique : (capacité occupée/capacité totale) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 959 000	2 004 000	2 081 434	2 216 507
Biens et services	2 127 273	2 471 040	2 390 895	2 546 018
Transferts et subventions	588 000	823 000	624 749	665 292
Investissement	1 839 935	2 559 938	1 824 239	1 942 618
Total :	**6 514 208**	**7 857 978**	**6 921 317**	**7 370 435**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Gestion des Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 142 000	1 859 000	1 213 371	1 292 105
Gestion des Entrepôts Maliens au Senegal	2 684 497	3 009 417	2 852 274	3 037 370
Gestion des Entrepôts Maliens en Guinée	691 400	648 900	734 607	782 273
Gestion des Entrepôts Maliens en Mauritanie	600 323	810 323	637 837	679 221
Gestion des Entrepôts Maliens au Ghana	646 500	652 500	686 904	731 474
Gestion des Entrepôts Maliens au Togo	749 488	622 838	796 324	847 992
Gestion des Entrepôts Maliens au Benin		255 000	0	0
Total :	**6 514 208**	**7 857 978**	**6 921 317**	**7 370 435**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		14	0	0
CATEGORIE B1		6	0	0
CATEGORIE B2		3	0	0
CATEGORIE C		5	0	0
CONTRACTUEL		36	0	0
Total :		**64**	**0**	**0**

Action 01 Gestion des Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	432 000	432 000	459 000	488 787
Biens et services	445 000	767 000	525 935	560 060
Transferts et subventions	95 000	95 000	100 937	107 487
Investissement	170 000	565 000	127 499	135 771
Total	**1 142 000**	**1 859 000**	**1 213 371**	**1 292 105**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Coordination des activités de transport et de transit EMACI	877 000
1.1.2	Prise en charge du personnel EMACI	432 000
2.1.2	Gestion des installations EMACI	550 000
Total		**1 859 000**

Action 02 Gestion des Entrepôts Maliens au Senegal

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	440 000	455 000	467 499	497 837
Biens et services	569 000	616 417	636 436	677 733
Transferts et subventions	493 000	728 000	523 812	557 805
Investissement	1 182 497	1 210 000	1 224 527	1 303 995
Total	**2 684 497**	**3 009 417**	**2 852 274**	**3 037 370**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Coordination des activités de transport et de transit	1 941 417
1.2.2	Prise en charge du personnel	463 000
2.2.1	Gestion des installations EMASE	605 000
Total		**3 009 417**

Action 03 Gestion des Entrepôts Maliens en Guinée

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	255 000	260 000	270 937	288 520
Biens et services	373 900	243 900	398 327	424 171
Investissement	62 500	145 000	65 343	69 582
Total	**691 400**	**648 900**	**734 607**	**782 273**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	Coordination des activités de transport et de transit	303 200
1.3.2	Prise en charge du personnel EMAGUI	260 700
2.3.1	Gestion des installations EMAGUI	85 000
Total		**648 900**

Action 04 Gestion des Entrepôts Maliens en Mauritanie

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	228 000	233 000	242 249	257 969
Biens et services	222 323	237 323	246 838	262 850
Investissement	150 000	340 000	148 750	158 402
Total	**600 323**	**810 323**	**637 837**	**679 221**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.4.1	Coordination des activités de transport et de transit EMAMAU	249 100
1.4.2	Prise en charge du personnel EMAMAU	241 223
2.4.1	Gestion des installations EMAMAU	320 000
Total		**810 323**

Action 05 Gestion des Entrepôts Maliens au Ghana

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	250 000	251 000	265 625	282 862
Biens et services	242 500	274 500	286 342	304 919
Investissement	154 000	127 000	134 937	143 693
Total	**646 500**	**652 500**	**686 904**	**731 474**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.5.1	Coordination des activités de transport et de transit EMAGHA	356 500
1.5.2	Prise en charge du personnel EMAGHA	256 000
2.5.1	Gestion des installations EMAGHA	40 000
Total		**652 500**

Action 06 Gestion des Entrepôts Maliens au Togo

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	354 000	271 000	376 124	400 532
Biens et services	274 550	251 900	297 017	316 285
Investissement	120 938	99 938	123 183	131 175
Total	**749 488**	**622 838**	**796 324**	**847 992**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.6.1	Coordination des activités de transport et de transit EMATO	266 900
1.6.2	Prise en charge du personnel EMATO	272 000
2.6.1	Gestion des installations EMATO	83 938
Total		**622 838**

Action 07 Gestion des Entrepôts Maliens au Benin

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 07 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		102 000	0	0
Biens et services		80 000	0	0
Investissement		73 000	0	0
Total		**255 000**	**0**	**0**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 07 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.7.1	Coordination des activités de transport et de transit EMABE	124 000
1.7.2	Prise en charge du personnel EMABE	103 000
2.7.1	Gestion des installations EMABE	28 000
Total		**255 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.066	DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES					
CONSTRUCTION ENTREPOTS MALI ENS EN COTE D'IVOIRE		2 865 000	280 000	665 000	282 268	299 825
CONSTRUCTION / EQUIP. ENTREPOT AU TOGO		190 000	200 000	190 000	201 620	214 160
AM.NAV.NIGER (CONTRAT-PLAN ETAT-COMANAV)		380 000	300 000	380 000	307 500	330 562
PROGRAMME NATIONAL PLUIE PROVOQUEE		1 425 000	2 000 000	1 425 000	2 000 000	2 200 000
REHABILITATION RESEAU OBSERV METEO. APPUI MONDE RURA		237 500	250 000	237 500	250 000	275 000
Total :		**5 097 500**	**3 030 000**	**2 897 500**	**3 041 388**	**3 319 547**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

le Ministère du Développement industriel a pour missions:

-la création d'un environnement favorable à la promotion des industries, en rapport notamment avec le Ministère chargé de la Promotion de l'Investissement et du Secteur Privé ;

-le suivi des unités industrielles en rapport avec les ministres sectoriels compétents et la mise en oeuvre d'actions ou de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays;

-l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries;

-l'aménagement de zones industrielles;

-la promotion et le développement de la propriété industrielle;

-l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité dans la fabrication des produits industriels.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes et des defis qu'elles posent.Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la strategie.

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées et matérielles ;
- la vétusté des locaux existant et le manque de locaux appropriés pour abriter les structures du MDI ;
- la Faible synergie entre les structures du MDI et les autres acteurs de la promotion du secteur industriel ;
- le faible niveau de maitrise de la nouvelle approche budgétaire par les cadres ;
- absence de mécanisme de financement du secteur industriel.

I.2.2 Défis

- renforcement des capacités des structures du MDI en ressources humaines qualifiées et matérielles ;
- construction et équipement des locaux appropriés pour abriter les structures du MDI ;
- meilleure synergie entre les structures du MDI et les autres acteurs de la promotion du secteur industriel ;
- formation des cadres sur la nouvelle approche budgétaire;
- mise en place d'un mécanisme idoine pour mobiliser le financement nécessaire à la mise en oeuvre des Politiques, stratégies et programmes.

I.3 La politique sectorielle

1.1. Politique de Développement Industriel (PDI) :

Le Gouvernement a adopté en mars 2010, l'actuel document de Politique de Développement Industriel (PDI) avec son Plan opérationnel 2010-2012.

L'objectif général de la PDI demeure un développement industriel ordonné, rapide, durable et équilibré, générateur d'emplois, permettant au secteur secondaire d'atteindre une contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) de 20% en 2012 et 42% en 2025.

L'objectif général s'articule autour de trois (03) objectifs spécifiques, à savoir :

Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'environnement des entreprises industrielles pour attirer les investisseurs et faire du secteur privé le vecteur de la croissance

Objectif Spécifique 2 : Améliorer la compétitivité des unités industrielles existantes afin qu'elles puissent poursuivre leur modernisation industrielle et pénétrer des marchés d'exportation avec des produits à plus forte valeur ajoutée. ;

Objectif Spécifique 3 : Encourager la création de nouvelles unités industrielles et l'utilisation des meilleures idées, technologies, techniques et méthodes en s'appuyant sur les actifs de la propriété intellectuelle.

La Politique de Développement Industriel s'articule autour de quinze (15) axes stratégiques d'intervention liés aux trois (03) objectifs spécifiques.

Le premier Plan opérationnel 2010-2012 de la PDI a été évalué en 2014, à l'issue de cette évaluation un deuxième Plan d'actions 2015-2017 a été adopté en mai 2015. Son évaluation est prévue en 2018.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs		Unité	2014	2015	2016	2017

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 0 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	831 348	0	0	0
Développement du secteur industriel	1 777 250	0	0	0
Total :	**2 608 598**	**0**	**0**	**0**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	908 455	0	0	0
Biens et services	713 741	0	0	0
Transferts et subventions	273 006	0	0	0
Investissement	713 396	0	0	0
Total :	**2 608 598**	**0**	**0**	**0**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Action 01 Coordination et pilotage des politiques et strategies de developpement industriel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	63 021			
Biens et services	109 000			
Transferts et subventions	16 000			
Investissement	155 000			
Total	**343 021**			

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	6 015			
Biens et services	291 000			
Transferts et subventions	5 000			
Investissement	70 000			
Total	**372 015**			

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	16 485			
Total	**16 485**			

Action 04 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	70 945			
Biens et services	28 882			
Total	**99 827**			

Action 01 Développement du tissu industriel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	768 474			
Biens et services	268 374			
Investissement	301 046			
Total	**1 337 894**			

Action 02 Amélioration de la Compétitivité des entreprises industrielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	252 006			
Investissement	187 350			
Total	**439 356**			

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère du développement industriel et de la promotion des investissements prépare et met en oeuvre les politiques nationales de développement industriel, de promotion des investissements et du secteur privé.

A ce titre, il est compétent pour :

- la création d'un environnement favorable à la promotion des industries, en rapport notamment avec le Ministère chargé de la Promotion de l'Investissement et du Secteur Privé ;
- le suivi des unités industrielles en rapport avec les ministres sectoriels compétents et la mise en oeuvre d'actions ou de stratégies de renforcement de leur compétitivité et de leur contribution au développement économique et social du pays;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des règles en matière d'implantation et d'exploitation des industries;
- l'aménagement de zones industrielles;
- la promotion et le développement de la propriété industrielle;
- l'élaboration et le contrôle de l'application des normes et de la qualité dans la fabrication des produits industriels ;
- l'appui au développement des initiatives privées et le renforcement de la compétitivité des entreprises, sociétés et industries et de leur contribution au développement économique et social du Pays ;
- l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la compétitivité et de l'attractivité de l'économie nationale ;
- la coordination du dialogue entre l'Etat et les institutions représentatives du secteur privé ;
- le suivi de la mise en oeuvre d'accords d'investissement ou de concrétisation de promesses d''investissement;
- la promotion et le développement des investissements directs nationaux ou étrangers ;
- la promotion et le développement des systèmes financiers décentralisés;
- l'élaboration des règles relatives au partenariat public-privé et aux mécanismes innovants de financement de l'économie nationale, en rapport avec le ministre chargé de l'économie;
- la participation au processus de sélection et de pilotage des projets de partenariat public-privé;
- la participation à la promotion des intérêts économiques du Mali dans le monde.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- l'insuffisance de ressources humaines qualifiées et matérielles ;
- la vétusté des locaux existant et le manque de locaux appropriés pour abriter les structures du département;
- la faible synergie entre les structures du département et les autres acteurs de la promotion du secteur industriel ;
- le faible niveau de maitrise de la nouvelle approche budgétaire par les cadres ;
- absence de mécanisme de financement du secteur industriel ;
- la précarité de la situation sécuritaire du pays;
- la gouvernance au niveau de certains SFD;
- le retard dans la mise en oeuvre du dispositif public de refinancement durable des SFD;
- l'insuffisance de synergie entre les projets et programmes en faveur du secteur privé;
- l'insuffisance de dynamisme de la concertation entre l'Etat et le secteur privé.

I.2.2 Défis

- renforcement des capacités des structures du département en ressources humaines qualifiées et matérielles ;
- construction et équipement des locaux appropriés pour abriter les structures du département ;
- meilleure synergie entre les structures du département et les autres acteurs de la promotion du secteur industriel ;
- formation des cadres sur la nouvelle approche budgétaire;
- mise en place d'un mécanisme idoine pour mobiliser le financement nécessaire à la mise en oeuvre des Politiques, stratégies et programmes

- la restructuration du département;
- la promotion de la destination Mali;
- la mise en cohérence des interventions des différents partenaires du secteur privé ;
- l'amélioration continue du climat des affaires ;
- l'assainissement du secteur de la microfinance;
- la mise en place des mécanismes de refinancement des SFD.

I.3 La politique sectorielle

Pour mener à bien les objectifs assignés, le Ministère du Développement Industriel et de la Promotion des Investissements dispose de :

a) La Politique de Développement Industriel (PDI)

Le Gouvernement a adopté en mars 2010, l'actuel document de Politique de Développement Industriel (PDI) avec son Plan opérationnel 2010-2012.

L'objectif général de la PDI demeure un développement industriel ordonné, rapide, durable et équilibré, générateur d'emplois, permettant au secteur secondaire d'atteindre une contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) de 20% en 2012 et 42% en 2025.

L'objectif général s'articule autour de trois (03) objectifs spécifiques, à savoir :

- Objectif Spécifique 1 : Améliorer l'environnement des entreprises industrielles pour attirer les investisseurs et faire du secteur privé le vecteur de la croissance ;
- Objectif Spécifique 2 : Améliorer la compétitivité des unités industrielles existantes afin qu'elles puissent poursuivre leur modernisation industrielle et pénétrer des marchés d'exportation avec des produits à plus forte valeur ajoutée ;
- Objectif Spécifique 3 : Encourager la création de nouvelles unités industrielles et l'utilisation des meilleures idées, technologies, techniques et méthodes en s'appuyant sur les actifs de la propriété intellectuelle.

b) La Politique Nationale de Développement de la Micro Finance et son Plan d'Actions (PNDMF PA) 2016-2020 ont été adoptés suivant le Décret n°2016-0498/P-RM du 07 juillet 2016.

Les objectifs spécifiques visés sont :

- assainir le secteur et professionnaliser les SFD ;
- protéger les intérêts des clients et adapter l'offre à la demande des populations ;
- améliorer le cadre institutionnel du dispositif en charge de l'encadrement du secteur (CCS/SFD, CPA/SFD, APSFD -Mali).

Elle est structurée autour de quatre (4) axes stratégiques suivants:

- construire un secteur de la micro finance professionnel qui contribue efficacement à l'amélioration des conditions de vie des ménages ;
- cibler prioritairement les secteurs productifs et générateurs de revenus et d'emplois pour les femmes et les jeunes ;
- améliorer l'environnement et les capacités des SFD ;
- assainir le secteur et protéger les consommateurs.

c) La Politique Nationale de Promotion des Investissements (PNPI) du Mali et son plan d'actions 2017-2019 ont été adoptés suivant le décret n° 2017-0197/P-RM du 06 mars 2017.

Cette politique vise à «promouvoir et susciter davantage l'investissement privé étranger et national pour une croissance inclusive et durable».

De manière spécifique, la PNPI vise à :

- promouvoir les investissements dans les secteurs porteurs, ainsi que dans les Petites et Moyennes Entreprises (PME) ;
- renforcer les institutions chargées de la promotion des investissements et développer une meilleure synergie entre ces institutions et les départements sectoriels ;
- intégrer la dimension régionale dans la promotion des investissements ;
- promouvoir davantage le développement des investissements nationaux ;
- utiliser le Partenariat Public-Privé pour favoriser l'investissement dans certains secteurs ;
- mettre en oeuvre, lorsqu'elles sont pertinentes, les meilleures pratiques en matière de promotion des investissements dans le monde.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Durée de la procédure pour créer une entreprise (en jour)	Nombre	3	3	3	3
2	Nombre de bénéficiaires des services SFD (en milliers)	Nombre	1213	1083	1007	1083
3	Taux de satisfaction des investisseurs au Mali	%	80	85	82	78
4	Nombre d'entreprises industrielles recensées en activités	Nombre	651	829	878	900
5	Part de l'industrie dans le PIB	%	14,1	12,8	11,6	14

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	1 171 756	1 348 500	1 488 305	1 557 170
Développement du secteur industriel		1 830 426	1 843 660	2 005 944
Appui au développement du secteur privé	1 537 729	1 554 796	1 523 755	1 738 773
Promotion et Développement de la Micro-finance	185 317	176 659	196 236	210 581
Total :	**2 894 802**	**4 910 381**	**5 051 956**	**5 512 468**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	248 377	1 087 796	1 174 273	1 311 784
Biens et services	1 069 419	1 375 331	1 565 431	1 605 978
Transferts et subventions	949 424	1 154 308	1 196 147	1 400 564
Investissement	627 582	1 292 946	1 116 105	1 194 142
Total :	**2 894 802**	**4 910 381**	**5 051 956**	**5 512 468**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.033 Administration Générale

Responsable du Programme : à confirmer

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la gestion des ressources matérielles et financières.

Le programme intervient dans la mise en oeuvre des actions suivantes:

- Coordination et pilotage de la politique de promotion des investissements et du secteur privé ;
- Gestion financière et matérielle.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.033 est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques et de cinq (05) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs (i) à la mise en oeuvre des politiques sectorielles (ii) à la gestion efficace des ressources matérielles et financières.

Le détail des objectifs et des indicateurs est donné dans le tableau ci-dessous.

Objectif 1: Assurer le suivi de la mise en oeuvre des politiques et stratégies nationales dans les domaines des investissements et du développement du secteur privé.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution du programme d'activités du département.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités annuels du département					
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées /Nombre d'activités programmées)*100					
1.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issues des revues sectorielles-sous secteur investissement.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des revues sectorielles					
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre /Nombre de recommandations formulées) x100					

Objectif 2: Améliorer la visibilité des actions menées par le département dans les domaines des investissements et du développement du secteur privé.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de couverture médiatique des actions du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports d'activités					
Précision Méthodologique : (Nombre d'actions de communication médiatisées/Nombre d'actions programmées) x 100					

Objectif 3: Améliorer la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'exécution du budget du département.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Comptes administratifs					
Précision Méthodologique : Crédits liquidés /Crédits notifiés x100					
3.2 Taux de réalisation des sessions de formation	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités					
Précision Méthodologique : (Sessions de formations réalisées/sessions de formations programmées)x 100					

Objectif 4: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental de transfert des compétences et des ressources de l'État aux collectivités territoriales en matière de commerce et d'industrie	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de la CADD					
Précision Méthodologique : (Activités réalisées/Activités prévues) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	209 971	280 916	303 387	338 791
Biens et services	866 560	912 924	1 017 703	1 040 671
Transferts et subventions		12 160	16 000	17 088
Investissement	95 225	142 500	151 215	160 620
Total :	**1 171 756**	**1 348 500**	**1 488 305**	**1 557 170**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et pilotage de la politique de promotion des investissements et du secteur privé	285 462	296 496	308 440	327 107
Gestion financière et matérielle	886 294	798 592	906 471	936 379
Processus de décentralisation et de déconcentration		14 429	16 649	17 148
Planification, programmation et suivi évaluation		238 983	256 745	276 536
Total :	**1 171 756**	**1 348 500**	**1 488 305**	**1 557 170**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	10	23	15	15
CATEGORIE B1	4	9	8	8
CATEGORIE B2	4	8	7	7
CATEGORIE C	5	6	6	6
CONTRACTUEL	14	32	24	24
Total :	**37**	**78**	**60**	**60**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique de promotion des investissements et du secteur privé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	82 862	82 862	89 490	99 933
Biens et services	202 600	201 474	202 950	210 086
Transferts et subventions		12 160	16 000	17 088
Total	**285 462**	**296 496**	**308 440**	**327 107**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel du Cabinet	82 862
1.1.2	Coordination et suivi de la mise en oeuvre des politiques nationales de la promotion des investissements et du secteur Privé et du développement de la microfinance (Acquisition de biens et services)	34 842
1.1.3	Prise en charge des activités du dispositif de soutien au financement des Petites et Moyennes Entreprises dans les Etats membres de l'UEMOA	47 500
1.1.4	Organisation d'une journée annuelle de l'entreprise privée	28 500
1.2.1	Suivi des recommandations de la revue sectorielle 2018	22 687
1.2.2	Organisation des missions de suivi-évaluation des projets et programmes	23 105
2.1.1	Elaboration et mise en oeuvre du programme de communication du département (Couverture médiatique, achat/confection supports de communication)	38 000
2.1.2	Création et mise à jour du site web du Département	19 000
Total		**296 496**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	127 109	127 109	137 277	153 297
Biens et services	663 960	671 483	769 194	783 082
Investissement	95 225			
Total	**886 294**	**798 592**	**906 471**	**936 379**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Préparation du budget du département	6 000
3.1.2	Exécution et Suivi du budget du département	540 763
3.1.3	Prise en charge du personnel	127 109
3.1.4	Frais de location des bâtiments administratifs baillés	74 720
3.2.1	Réalisation de sessions de formation	50 000
Total		**798 592**

Action 03 Processus de décentralisation et de déconcentration

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services		14 429	16 649	17 148
Total		**14 429**	**16 649**	**17 148**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental de transfert des compétences et des ressources de l'État aux collectivités territoriales en matière de commerce et d'industrie	14 429
Total		**14 429**

Action 04 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		70 945	76 620	85 561
Biens et services		25 538	28 910	30 355
Investissement		142 500	151 215	160 620
Total		**238 983**	**256 745**	**276 536**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.5	Planification des projets et programmes du departement	25 538
3.1.6	Appui CPS	142 500
3.1.7	Gestion du personnel	70 945
Total		**238 983**

Le Programme : 2.084 Développement du secteur industriel

Responsable du Programme : à confirmer

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme développement du secteur Industriel est chargé de:

- l'élaboration des élements des poltiques et stratégies de développement industriel et le suivi de leur mise en ouevre;
- l'élaboration des éléments de la Politique Nationale de la Qualité et suivi de la mise en ouevre de son plan d'action;
- la promotion et le suivi des entreprises industrielles;
- le suivi de la réalisation des projets industriels;
- la promotion des normes et de la qualité au sein des entreprises et le suivi de l'application des normes;
- la promotion de la propriété industrielles et l'application des règles y afférents;
- la promotion de la recherche et de la formation en industrie;
- l'amélioration de la compétitivité des entreprises industrielles;
- la promotion et la diffusion des technologies industrielles;
- la promotion de la valorisation des matières prémières locales et le développement des pôles industriels.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

1. la mise en oeuvre de la Politique de Développement Industriel (PDI);
2. la mise en oeuvre de la Politique Nationale de la Qualité (PNQ);
3. la mise en oeuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire;
4. la mise en oeuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle;
5. la mise en oeuvre du Programme de Restructuration et de Mise à Niveau « Phase de Relance ».

Objectif 1: Assurer le suivi de la mise en oeuvre de la Politique de Développement Industriel

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités de la DNI	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité DNI
Précision Méthodologique : (Activités réalisées / activités prévues)*100

Objectif 2: Assurer la mise en ouvre de la Politique Nationale de la Qualité

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux d'élaboration des normes	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité de AMANORM
Précision Méthodologique : (Nombre de normes élaborées / Nombre de normes à élaborer) * 100

2.2 Nombre d'utilisateurs de la marque nationale de la conformité	Nbre	10	10	10	10

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité de AMANORM
Précision Méthodologique : Dénombrement

2.3 nombre d'entreprises accompagnées à la démarche qualité	Nbre	5	5	5	5

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de AMANORM
Précision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 3: Assurer la mise en ouvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Proportion des acteurs formés femmes/hommes	%	85	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité du CDA
Précision Méthodologique : (Nombre de femmes/Hommes formés / nombre d'acteurs formés)*100

3.2 Taux d'entreprises agroalimentaires accompagnées (10)/ an	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité du CDA
Précision Méthodologique : (Nombre d'entreprises accompagnées/nombre total d'entreprises à accompagner)*100

3.3 Taux d'entreprises formées à la démarche qualité	%	5	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de formation
Précision Méthodologique : Nombre d'entreprises formées /nombre total d'entreprises ciblées*100

Objectif 4: Assurer la mise en ouvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 Taux d'accroissement des titres de propriétés industrielles	%	44	5	7	10

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du CEMAPI
Précision Méthodologique : (Nombre de titres enregistrés N - Nombre de titres enregistrés N-1 / Nombre de titres enregistrés N-1)*100

4.2 Nombre d'actions de promotion de la propriété industrielle	Nbre	15	15	15	15

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du CEMAPI
Précision Méthodologique : Dénombrement

4.3 Nombre de CATI périphériques créées	Nbre	33	42	42	42

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du CEMAPI
Précision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 5: Assurer la mise en ouvre du Programme de restructuration et de mise à niveau « phase de relance »

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
5.1 Taux de réalisation des actions de restructuration et de mise à niveau des entreprises industrielles	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du BRMN
Précision Méthodologique : [(Nombre actions immatérielles (ou actions matérielles) réalisées)/ (Nombre actions immatérielles (ou actions matérielles) prévues)]*100

Objectif 6: contribuer à la promotion du développement Industriel à travers la mise à disposition des études et recherches					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
6.1 Taux de réalisation des activités d'études et de recherches		-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités de l'ONI
Précision Méthodologique : Précision Méthodologique : (Nombre d'études et de recherches réalisées/ Nombre d'études et de recherches prévues) x100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		768 474	829 408	926 675
Biens et services		210 608	270 139	280 196
Transferts et subventions		306 523	249 713	266 956
Investissement		544 821	494 400	532 117
Total :		**1 830 426**	**1 843 660**	**2 005 944**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Développement du tissu industriel		1 288 826	1 403 515	1 533 357
Amélioration de la Compétitivité des entreprises industrielles		541 600	440 145	472 587
Total :		**1 830 426**	**1 843 660**	**2 005 944**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A		39	39	39
CATEGORIE B1		25	25	25
CATEGORIE B2		16	16	16
CATEGORIE C		7	7	7
CONTRACTUEL		44	44	44
Total :		**131**	**131**	**131**

Action 01 Développement du tissu industriel

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel		768 474	829 408	926 675
Biens et services		210 608	270 139	280 196
Investissement		309 744	303 968	326 486
Total		**1 288 826**	**1 403 515**	**1 533 357**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Suivi de la mise en oeuvre de la Politique de Développement Industriel (PDI) et son plan d'actions.	27 460
1.1.2	Suivi des projets industriels et entreprises industrielles.	5 705
1.1.3	Contrôle des engagements de 75 entreprises agréées au Code des Investissements.	15 800
1.1.4	Suivi de la mise en oeuvre des contrats de performance, conventions d'établissement, protocoles d'accord signés entre l'État et certaines entreprises industrielles.	14 524
1.1.6	Suivi des projets industriels des DRI	32 543
1.1.7	Suivi des entreprises industrielles des DRI	56 464
1.1.8	Prise en charge du personnel DNI et DRI	674 972
3.1.1	Formation des entreprises à la démarche qualité	5 061
3.2.1	Organisation des trois sessions de formation à Tombouctou, Gao et district de Bamako	12 744
3.2.2	Accompagnement des entreprises agroalimentaires	2 030
3.2.3	Projet d'opérationnalisation de la stratégie du secteur agroalimentaire	95 000
3.3.1	Mission d'appui technique dans les régions	13 059
3.3.2	Prise en charge du personnel	33 829
4.1.1	Caractérisation des produits identifiés comme Indication Géographique	14 000
4.2.1	Sensibilisation des entreprises sur l¿importance de l'exploitation des actifs de la propriété industrielle à caractère techniques et sur l'innovation et le transfert de technologie	32 655
4.3.1	Création et suivi du fonctionnement de Centres d'Appui à la Technologie et l'Innovation (CATI)	10 000
4.3.2	Prise en charge du personnel	52 981
4.3.3	réhabilitation du CEMAPI	190 000
Total		**1 288 826**

Action 02 Amélioration de la Compétitivité des entreprises industrielles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions		306 523	249 713	266 956
Investissement		235 077	190 432	205 631
Total		**541 600**	**440 145**	**472 587**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Organisation des différentes activités d'élaboration et diffusion des Normes	21 427
2.2.1	Sensibilisation et vulgarisation sur la marque Nationale de conformité (MN)	13 500
2.3.1	Renforcement des capacités de l'Agence	22 936
2.3.2	Promotion de la qualité (sensibilisation, certification, accréditation)	20 000
2.3.3	Prise en charge du personnel EPA	54 371
2.3.4	Projet d'appui à AMANORM	66 500
5.1.1	Conception et mise en place des outils de suivi-évaluation du Programme	10 782
5.1.2	Elaboration et réalisation des plans de formation pour le personnel du BRMN et des séminaires de sensibilisation pour les membres du Conseil d'Administration	25 000
5.1.3	Elaboration et mise en oeuvre de la stratégie et du plan de communication du BRMN	15 311
5.1.4	Prise en charge du personnel EPA	50 023
5.1.5	Programme de restructuration et de mise à niveau	142 500
6.1.1	Réalisation des études et recherches prospectives	79 250
6.1.2	Prise en charge du personnel EPA	20 000
Total		**541 600**

Le Programme : 2.085 Appui au développement du secteur privé

Responsable du Programme : à confirmer.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme appui au développement du secteur privé est chargé de :

-la mobilisation des ressources financières pour alimenter les fonds d'appui au secteur privé (Fonds de garantie, Fonds à coûts partagés);

-l'examen des questions concernant le développement du secteur privé ;

-la promotion des investissements privés.

Le programme intervient dans la mise en oeuvre des actions suivantes:

-Promotion des investissements privés ;

-Développement du secteur privé.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de preformance du programme 2.085 est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques et de neuf (09) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs au Développement du Secteur Privé.

Le détail des objectifs et des indicateur est donné dans le tableau ci-dessous:

Objectif 1: Assurer la promotion des investissements privés.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux de réalisation des activités programmées pour la promotion des investissements au Mali	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport d'activités API-Mali					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions programmées/Nombre de missions organisées) X 100					
1.2 Taux d'accroissement du volume des investissements nationaux	%	20	21	22	22
Moyen de Vérification : Rapport d'activités API-Mali					
Précision Méthodologique : (Nombre de projets structurants financés / Nombre de projets structurants soumis) x 100					
1.3 Taux de satisfaction des Investisseurs au Mali.	%	98	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport de sondage annuel API-Mali et Rapport ONUDI					
Précision Méthodologique : (Nombre d'usagers satisfaits / Nombre d'usagers enquêtés) x 100					

Objectif 2: Faciliter la concertation entre l'Etat et le Secteur Privé (BMCESP)					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Nombre de concertations tenues		2	2	2	2
Moyen de Vérification : Rapport annuel du Département					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: Améliorer le climat et la pratique des affaires.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux réalisation des actions de réformes programmées	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de performance
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées /Nombre d'activités programmées) X100

3.2 Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités du personnel de la CTRCA		100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de performance
Précision Méthodologique : (Nombre de formations réalisées/nombre de formations programmées)x 100

Objectif 4: Coordonner et suivre la mise en oeuvre des politiques et stratégies de développement du secteur privé					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Nombre de rencontres institutionnelles tenues	Nomnre	1	1	1	1

Moyen de Vérification : rapports d'activités
Précision Méthodologique : Dénombrement

4.2 Taux de mise en oeuvre des initiatives de développement du secteur privé	%	45	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nombre d'initiatives réalisées/ nombre d'initiatives prevues) x100

4.3 Taux d'exécution des activités du Secrétariat Technique Permanent du CSSP	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités programmées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Biens et services	175 805	161 046	176 331	178 093
Transferts et subventions	949 424	835 625	930 434	1 116 520
Investissement	412 500	558 125	416 990	444 160
Total :	**1 537 729**	**1 554 796**	**1 523 755**	**1 738 773**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Promotion des investissements privés	899 924	940 980	887 639	1 042 963
Développement du secteur privé	637 805	613 816	636 116	695 810
Total :	**1 537 729**	**1 554 796**	**1 523 755**	**1 738 773**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	1	1	1	1
CATEGORIE B1	2	2	2	2
CONTRACTUEL	1	1	1	1
Total :	**4**	**4**	**4**	**4**

Action 01 Promotion des investissements privés

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	737 424	644 105	722 674	867 208
Investissement	162 500	296 875	164 965	175 755
Total	**899 924**	**940 980**	**887 639**	**1 042 963**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Construction de Guichets uniques création d'entreprises dans les régions	142 500
1.1.2	Travaux de réfection de bâtiments	95 000
1.1.3	Acquisition de matériels et équipements	47 500
1.2.1	Organisation des rencontres des Investisseurs (Forum Invest in Mali)	228 000
1.2.2	Animation des comités d'agréments et dela commission desuivi des investissements	7 125
1.2.3	Préparation et production des documents de promotion et de communication	23 750
1.2.4	Réalisation d'études sectorielles	25 509
1.2.5	Organisation des missions promotion	9 500
1.2.6	Réalisation d'une enquête-sondage auprès des investisseurs	11 875
1.2.7	Prise en charge du personnel	10 572
1.3.1	Mise à niveau du système informatique de API MALI	95 000
1.3.2	Acquisition de biens et services	244 649
Total		**940 980**

Action 02 Développement du secteur privé

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	175 805	161 046	176 331	178 093
Transferts et subventions	212 000	191 520	207 760	249 312
Investissement	250 000	261 250	252 025	268 405
Total	**637 805**	**613 816**	**636 116**	**695 810**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Tenue des réunions de concertation du Partenariat Public Privé au compte du BMCESP	19 000
2.1.2	Prise en charge du personnel du bureau du modérateur de la concertation Etat Secteur Privé	28 500
2.1.3	Acquisition de biens et services pour le compte BMCESP	9 500
3.1.1	Evaluation et actualisation du Plan Stratégique et Opérationnel (PSO) des Réformes du Climat des Affaires 2015 - 2018	18 127
3.1.2	Prise en charge des Salaires et accessoires du personnel de la CTRCA	66 000
3.1.3	Organisation et tenue des ateliers de sensibilisation et d'information des usagers sur les réformes adoptées	5 075
3.1.4	Acquistion de biens et services pour le compte de la CTRCA (carburant, entretien et reparation des véhicules, maintenance du parc informatiques, des climatiseurs et des équipements électriques)	36 254
3.1.5	Opérationnalisation du Régime de l'entreprenant	19 000
3.1.6	Appui au fonctionnement du cercle de réflexion économique et de dialogue entre l'université et les chefs d'entreprises	19 000
3.1.7	Missions d'immersion dans le cadre des réformes	9 063
3.1.8	Communication sur les réformes & conception des supports	17 100
3.1.9	Renouvelement du parc informatique de la CTRCA	11 400
3.1.10	Acquisition de véhicules	36 100
3.1.11	Acquisition de motos	2 280
3.1.12	Organisation de voyage d'étude	22 420
3.2.1	Formation du personnel de la CTRCA et des membres du comités techniques restreints en Gestion Axée sur les Résultats	21 850
3.2.2	Formation en Management	9 500
3.2.3	Formation en Gestion des Ressources Humaines	7 600
4.1.1	Organisation de la session du CSSP	19 950
4.1.2	Suivi de la mise en oeuvre des recommandations du Conseil Supérieur du secteur Privé.	9 500
4.2.1	Réalisation d'une étude de faisabilité du projet de construction et d'équipement de centres de démonstration technologiques dans les régions du Mali suivant leurs potentialités	33 250
4.2.2	Actualisation de la base de données sur les MPME.	23 750
4.2.3	Acquisition de biens et services pour le compte du STP/CSSP	29 450
4.3.1	Conception et production des supports de communication (Agenda, Cartes de voeux, blocs notes et stylos personnalisés, cartes de visites)	19 000
4.3.2	Renforcement des PME sur les outils innovants de financement (crédit-bail, capital-risque, finance islamique)	9 500
4.3.3	Renforcement des capacités des assistants du STP/CSSP en formulation des projets et en Gestion axée sur les resultats.	9 500
4.3.4	Prise en charge du personnel su STP/CSSP	102 146
Total		**613 816**

Le Programme : 2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

Responsable du programme : à confirmer a) Présentation stratégique du programme

Le programme Promotion et développement de la micro-finance est chargé :

-de l'harmonisation et la coordination des interventions des acteurs du secteur de la micro finance ;

-de l'élaboration et la mise en oeuvre des outils de promotion du secteur ;

-du suivi des projets et programmes et d'appui au plan d'actions de la politique nationale de développement de la micro finance ;

-de la mobilisation des ressources financières pour alimenter le mécanisme de refinancement durable des SFD.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programmes 2.086 est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques et de trois (03) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la promotion et développement de la micro-finance.

Le détail des objectifs et des indicateurs est donné dans le tableau ci-dessous:

Objectif 1: Contribuer à la professionnalisation des Systèmes Financiers Décentralisés(SFD)					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Taux d'exécution des activités de renforcement des capacités des acteurs de la microfinance	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport du CPA/SFD					
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre /Nombre de recommandations formulées) X 100					
1.2 Nombre de bénéficiaires des services des SFD (en milliers)	Nbre	17	1383	1783	2000
Moyen de Vérification : RAP					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Améliorer l'environnement des affaires des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Nombre de SFD appuyés dans le cadre du refinancement	Nbre	-	20	30	35
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités du CPA/SFD					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	38 406	38 406	41 478	46 318
Biens et services	27 054	90 753	101 258	107 018
Investissement	119 857	47 500	53 500	57 245
Total :	**185 317**	**176 659**	**196 236**	**210 581**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Développement de la micro finance	185 317	176 659	196 236	210 581
Total :	**185 317**	**176 659**	**196 236**	**210 581**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	4	5	5	5
CATEGORIE B1	3	2	2	2
CATEGORIE B2		1	1	1
CATEGORIE C	1	1	1	1
CONTRACTUEL	9	8	8	8
Total :	**17**	**17**	**17**	**17**

Action 01 Développement de la micro finance

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	38 406	38 406	41 478	46 318
Biens et services	27 054	90 753	101 258	107 018
Investissement	119 857	47 500	53 500	57 245
Total	**185 317**	**176 659**	**196 236**	**210 581**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Formation des acteurs du secteur en microfinance	53 631
1.2.1	Réalisation des études et recherches (Etude Revue à mi-parcours du plan d'action 2016-2020 de la politique nationale de la microfinance; Etude pour la transformation institutionnelle CPA/SFD; Etude pour l'Elaboration d'un projet en finance islamique)	47 500
2.1.1	Acquisition de biens et services	37 122
2.1.2	Prise en charge du personnel du CPA/SFD	38 406
Total		**176 659**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.033	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI A LA CPS MIN. INDUSTRIE & COMMERCE		142 500	0	142 500	151 215	160 620
Total :		**142 500**	**0**	**142 500**	**151 215**	**160 620**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.084	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET OPERAT. STRATEGIE DVPT SECT AGRO ALIMENTAIRE		95 000	0	95 000	75 000	82 500
REHABILITATION CEMAPI		190 000	0	190 000	201 620	214 725
PROGR. RESTRUCT. MISE A NIVEAU ENTREPRISES AU MALI		142 500	0	142 500	100 810	110 891
APPUI AGENCE MALIENNE NORMAL. PROMOTION QUALITE		47 500	0	47 500	50 405	53 681
Total :		**475 000**	**0**	**475 000**	**427 835**	**461 797**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.085	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI MISE EN PLACE REFORMES ETAT/ SECTEUR PRIVE		166 250	150 000	166 250	151 215	161 043
APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE		95 000	100 000	95 000	100 810	107 362
APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS		285 000	150 000	285 000	151 215	161 043
Total :		**546 250**	**400 000**	**546 250**	**403 240**	**429 448**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Agriculture élabore et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine de l'Agriculture.

A ce titre, il est compétent pour :

- L'accroissement de la production et de la productivité agricole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires;
- la réalisation de travaux d'aménagement hydro-agricoles et d'équipements ruraux et de la maitrise de l'eau;
- la vulgarisation des techniques modernes de production agricole;
- l'organisation de l'approvisionnement des producteurs en équipement, matériels, intrants et semences et l'amélioration de leur qualité en rapport avec le ministre chargé du développement industriel;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs agricoles et des exploitations familiales;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production agricole;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisation des productions agricoles en rapport avec le ministre chargé du Commerce;
- l'appui aux organisations de producteurs;
- l'amélioration du cadre de vie des producteurs agricoles en milieu rural;
- la contribution au développement et à la sécurisation de l'emploi rural salarié;
- la gestion du foncier agricole et des espaces pastoraux en rapport avec les ministères chargés des affaires foncières et de l'administration du territoire;
- la conservation et la restauration des sols cultivés;
- la protection des cultures et la conservation des récoltes;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans le domaine de l'Agriculture.

I.2 Les contraintes et les défis

L'une des principales caractéristiques du sous-secteur agricole est l'existence d'exploitations agricoles familiales de taille réduite. Ces exploitations se caractérisent par leur faible niveau de modernisation, la pratique de techniques de production extensives et peu liées aux marchés.

I.2.1 Contraintes

- la forte vulnérabilité par rapport aux aléas climatiques (sécheresse, inondations; mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace) et aux risques majeurs (prédateurs);
- la faible performance des exploitations agricoles (faible recours aux engrais et aux semences améliorées, faible niveau de mécanisation);
- la faible maitrise des problèmes environnementaux (dégradation des sols);
- l'insuffisance de financement;
- l'insuffisance du système d'appui conseil et le faible niveau de formation des producteurs;
- la faiblesse du système d'information notamment les statistiques agricoles;
- la problématique de la gestion du foncier agricole.

I.2.2 Défis

Au regard des contraintes sus évoquées; les principaux défis peuvent etre resumés comme suite:

- l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population de plus en plus croissante;
- l' amélioration de la productivité et de la compétitivité agricoles en vue de valoriser et de positionner les produits agricoles maliens sur les marchés nationaux, sous régionaux et internationaux;
- la sécurisation et l'accroissement du revenu des exploitants agricoles.

I.3 La politique sectorielle

Le secteur Agricole constitue l'epine dorsale de l'economie malienne. Pour faire face aux defis et enjeux et assurer un developpement rural durable, les autorités maliennes ont pris des engagements et des mesures legistlatives et reglementaires fortes qui orientent les interventions publiques dans le secteur du developpememnt rural au Mali.Ces interventions publiques sont mises en oeuvre à travers les

Tableau 1 : **Quelques indicateurs - 2017**

projets et programmes.On peut citer entre autres les documents de references ci-après.

-la Loi d'Orientation Agricole (LOA);

-le plan de passage à l'approche sectorielle du Secteur développement Agricole;

-le Pacte ECOWAP/PDDA du Mali;

-la Politique de Developpement Agricole (PDA).

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

2014

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux de réalisations des superficies Aménagées	%	22,12	57,20	55,10	95,41
2	Taux de réalisation de linéaire de réseaux entretenus	%	22,32	61,14	100,38	80,9
3	Taux d'accroissement des productions céréalières	%	-14	22	15,26	10
4	Pourcentage des superficies infestées traitées	%	56,8	56,8	86,02	27,42
5	Taux de couverture en postes d'inspection phytosanitaire frontaliers	%	45,45	45,45	63,63	63,63
6	Nombre de technologies et innovations techniques produites	Nbre	3	10	5	27
7	Taux de réalisation de fiches techniques pour une application des innovations et techniques générées	%	100	100	100	100

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 5 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	37 156 434	36 373 419	35 640 483	36 835 892
Appui au Monde Rural	28 589 692	34 546 132	30 607 002	33 720 650
Aménagement et Equipement Rural	65 376 298	56 252 719	40 776 404	44 738 692
Recherche et Formation	11 814 258	7 038 697	398 218	437 102
Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 317 000	5 659 946
Total :	**147 936 682**	**139 210 967**	**112 739 107**	**121 392 282**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 728 878	5 728 878	6 095 509	6 887 905
Biens et services	3 334 678	3 111 665	3 573 795	3 951 964
Transferts et subventions	29 698 920	25 372 774	25 751 684	26 112 273
Investissement	109 174 206	104 997 650	77 318 119	84 440 140
Total :	**147 936 682**	**139 210 967**	**112 739 107**	**121 392 282**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.034 Administration Générale

Responsable du Programme : le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture

a) Présentation stratégique du programme

Le programme s'occupe de :

i) la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;

ii) la coordination, l'évaluation, le contrôle, l'animation et la supervision des activités du Département ;

iii) la coordination du système de planification et de production des statistiques du secteur ;

iv) le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du Ministère.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.034 est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à :

(i) la mise en oeuvre des politiques sectorielles ;

(ii) la gestion efficace des ressources humaines, matérielles et financières ;

(iii) la gestion des services et des deniers publics ;

(iv) la décentralisation et de déconcentration au sein du département.

A ces objectifs sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes. Dans ce qui suit, il sera donné le détail des objectifs ainsi que les indicateurs qui leur sont associés.

Objectif 1: Améliorer la coordination des politiques et stratégies du département

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel					
Précision Méthodologique : (activités réalisées / activités prévues) x 100					
1.2 Taux de mise en Oeuvre des recommandations des réunions du conseil de Cabinet	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : compte rendu des conseils de Cabinet					
Précision Méthodologique : (recommandations exécutées / recommandations formulées) x 100					
1.3 Taux d'application des textes adoptés	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel du SP/CEN-CSA					
Précision Méthodologique : (Nombre de textes appliqués/Nombre de textes adoptés) X100					
1.4 Taux d'exécution du plan de communication	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport plan de communication					
Précision Méthodologique : (activités réalisées / activités prévues) x 100					

Objectif 2: Améliorer le système de planification et de production de l'information statistique

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Taux de réalisation des activités de la C.P.S/SDR.	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport de la revue sectorielle conjointe					
Précision Méthodologique : (activités réalisées / activités prévues) x 100					

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux d'infrastructures du département transférées aux collectivités territoriales conformément aux compétences transférées	%	30	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de CADA					
Précision Méthodologique : (Nbre d'infrastructures transférées / Nbre d'infrastructures prévues) X 100					
3.2 Taux de déconcentration des services du sous-secteur de l'Agriculture	%	-	100	100	100
Précision Méthodologique : plan déconcentration					
Formule : (Nbre de services déconcentrés / Nbre de services prévus) X 100					

Objectif 4: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : compte administratif					
Précision Méthodologique : (Crédits liquidés/crédits notifiés) x100					
4.2 Taux de réalisation des activités du plan de formation	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports de formation					
Précision Méthodologique : (formations réalisées/ formations prévues) X100					
4.3 Taux de satisfaction du cadre organique	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport DRH/SDR					
Précision Méthodologique : (Besoins satisfaits en personnel/Besoins exprimés) X100					

Objectif 5: Renforcer le contrôle du fonctionnement et de l'action des services et organismes relevant du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Taux d'exécution des missions de vérifications de gestion et de performance	%	76	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'Inspection					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions effectuées/nombre de missions programmées) x100					
5.2 Taux de mises en Oeuvre des recommandations issues des missions de suivi	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'Inspection					
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en Oeuvre / recommandations issues des missions de suivi) x100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	1 481 326	1 481 326	1 576 128	1 781 022
Biens et services	2 512 893	2 459 100	2 751 237	3 038 991
Transferts et subventions	20 974 991	20 922 993	20 968 613	20 994 413
Investissement	12 187 224	11 510 000	10 344 505	11 021 466
Total :	**37 156 434**	**36 373 419**	**35 640 483**	**36 835 892**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et pilotage de la politique et stratégie agricole	31 987 294	31 650 961	30 904 744	31 600 095
Gestion financière et matérielle	3 028 629	2 935 964	3 066 344	3 377 125
Gestion des ressources humaines	488 793	476 743	515 665	581 298
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	44 848	40 335	45 144	49 763
Contrôle, assistance à la gestion du sous-secteur de l'agriculture	354 328	128 824	147 109	163 475
Loi d'Orientation Agricole	168 700	152 665	168 868	187 442
Planification, programmation et suivi évaluation	1 083 842	987 927	792 609	876 694
Total :	**37 156 434**	**36 373 419**	**35 640 483**	**36 835 892**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	121	121	124	127
CATEGORIE B1	48	39	39	39
CATEGORIE B2	46	65	66	67
CATEGORIE C	46	45	45	45
CONTRACTUEL	323	304	309	315
Total :	**584**	**574**	**583**	**593**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique et stratégie agricole

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	462 999	462 999	492 630	556 671
Biens et services	324 295	217 962	324 614	360 317
Transferts et subventions	20 600 000	20 600 000	20 600 000	20 600 000
Investissement	10 600 000	10 370 000	9 487 500	10 083 107
Total	**31 987 294**	**31 650 961**	**30 904 744**	**31 600 095**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	pilotage des activités du département	201 369
1.1.2	Prise en charge du personnel	462 999
1.1.4	Mise en Oeuvre des recommandations du conseil de Cabinet	10 000
1.1.6	Appui Fonds National Agriculture	5 000 000
1.1.7	CPR et Equipements Agricoles	475 000
1.1.8	Prise en charge des intrants agricoles.	20 600 000
1.1.9	Prise en charge des activités du Centre national de Lutte contre la Sécheresse au Sahel	2 983
1.1.10	Mise en oeuvre du PAPAM	4 800 000
1.4.1	suivi de la mise en Oeuvre du plan de communication du département.	3 610
2.1.4	Appui Cellule Planif Statistique Secteur Dvpt Rural	95 000
Total		**31 650 961**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	424 678	424 678	451 857	510 598
Biens et services	1 772 552	1 868 032	2 004 699	2 210 693
Transferts et subventions	358 887	310 754	352 783	377 475
Investissement	472 512	332 500	257 005	278 359
Total	**3 028 629**	**2 935 964**	**3 066 344**	**3 377 125**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Préparation du Budget du département	18 000
4.1.2	Exécution du Budget du département	2 160 786
4.1.3	Prise en charge du personnel	424 678
4.1.4	Réhabilitation / Equipement. Bureaux DAF	285 000
4.2.1	Prise en charge des activités de formation	47 500
Total		**2 935 964**

Action 03 Gestion des ressources humaines

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	418 793	418 793	445 595	503 522
Biens et services	70 000	57 950	70 070	77 776
Total	**488 793**	**476 743**	**515 665**	**581 298**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.3.1	Mission d'inventaire et d'évaluation des cadres organiques.	34 200
4.3.2	organisation du recrutement du personnel pour la campagne agricole.	23 750
4.3.3	Gestion du personnel	418 793
Total		**476 743**

Action 04 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	39 636	40 335	45 144	49 763
Investissement	5 212			
Total	**44 848**	**40 335**	**45 144**	**49 763**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	mise en Oeuvre et suivi du plan de transfert de compétences du sous-secteur de l'agriculture	26 120
3.1.2	élaboration et mise en oeuvre du plan de déconcentration du département	14 215
Total		**40 335**

Action 05 Contrôle, assistance à la gestion du sous-secteur de l'agriculture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	38 565	38 565	41 033	46 367
Biens et services	90 159	78 020	90 246	100 170
Transferts et subventions	16 104	12 239	15 830	16 938
Investissement	209 500			
Total	**354 328**	**128 824**	**147 109**	**163 475**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Exécution du programme annuel de vérification de gestion et de performance	70 259
5.1.2	Prise en charge du personnel	38 565
5.2.1	suivi des recommandations suite aux missions de vérification de gestion et de performance.	20 000
Total		**128 824**

Action 06 Loi d'Orientation Agricole

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 06 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	168 700	152 665	168 868	187 442
Total	**168 700**	**152 665**	**168 868**	**187 442**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 06 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.3.1	diffusion des textes d'application de la LOA	117 665
1.3.2	Organisation matérielle du CENA et du CSA.	35 000
Total		**152 665**

Action 07 Planification, programmation et suivi évaluation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 07 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	136 291	136 291	145 013	163 864
Biens et services	47 551	44 136	47 596	52 830
Investissement	900 000	807 500	600 000	660 000
Total	**1 083 842**	**987 927**	**792 609**	**876 694**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 07 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	planification des projets et programmes du département	14 365
2.1.2	organisation des missions de suivi évaluation des projets et programmes du département	29 771
2.1.3	Prise en charge du personnel	136 291
2.1.5	Projet Appui Mise en Oeuvre Enquête Agricole de conjoncture (EAC)	427 500
2.1.6	Recensement Général Agricole Elevage et Pêche	380 000
Total		**987 927**

Le Programme : 2.087 Appui au Monde Rural

Responsable du Programme : le Directeur National de l'Agriculture

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme "Appui au Monde Rural" vise à :

- Assurer la promotion et la modernisation des filières agricoles ;

- concevoir et suivre la mise en oeuvre des actions de formation, de conseil, de vulgarisation et de communication à l'intention des producteurs agricoles ;
- Protéger les cultures et récoltes contre les nuisibles ;
- Élaborer et veiller à l'application de la réglementation relative au contrôle phytosanitaire et au conditionnement des produits agricoles ;
- Participer à la définition et à la mise en oeuvre de la politique de recherche agricole ;
- Participer à l'élaboration et au suivi des normes de qualité des produits et intrants agricoles ;
- Réaliser la collecte, le traitement, la centralisation et la diffusion de données dans le domaine agricole ;
- Faciliter l'accès des producteurs aux intrants agricoles.

Le budget programme 2019 est élaboré en tenant compte des orientations du Mali en matière de développement consignées dans les documents suivants :
- La déclaration de Politique Générale du Gouvernement;
- Le Programme d'Action Gouvernemental ;
- Le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018 ;
- La Loi d'Orientation Agricole (LOA) ;
- La Politique de Développement Agricole (PDA) ;
- Le Plan d'Action National sur la Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols au Mali.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :
Le cadre de performance du programme d'Appui au Monde Rural est bâti autour de (4) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des objectifs ci-dessous:
-Augmentation de la production et de la productivité agricoles en vue d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
-Amélioration des conditions de vie des populations rurales en contribuant à la réduction de la pauvreté;
Objectifs spécifiques
-Accroitre la production et la productivité agricoles à travers l'intensification;
-Assurer une meilleure protection des cultures, des récoltes et des pâturages contre les nuisibles;
-Améliorer le contrôle de qualité et veiller à l'application correcte des normes sur les intrants agricoles, les produits et denrées alimentaires d'origine végétale;
-Promouvoir et diversifier les filières agricoles.

Objectif 1: Accroitre la production et la productivité Agricoles à travers l'intensification

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'accroissement des productions céréalières	%	9	2	8	8
Moyen de Vérification : Rapports DNA et CPS/SDR					
Précision Méthodologique : Production (n) - production (n-1) / production (n-1) x100					
1.2 Rendement des principales cultures céréalières	Kg/ha	-	0	-	-
Moyen de Vérification : Rapports DNA et CPS/SDR					
Précision Méthodologique : Rendement = Production (tonne) / Superficie (ha) X 1000					
1.3 Riz	Kg/ha	3231	959	3874	3913
1.4 Maïs	Kg/ha	2855	732,5	2959	2989
1.5 Blé	Kg/ha	3597	894,25	3613	3649
1.6 Sorgho	Kg/ha	1103	240	969	979
1.7 Mil	Kg/ha	996	214,75	867	876
1.8 Fonio	Kg/ha	700	149,25	603	609
Moyen de Vérification : Rapports DNA et CPS/SDR					
Précision Méthodologique : Rendement = Production (tonne) / Superficie (ha) X 1000					

Objectif 2: Assurer une meilleure protection des cultures, des récoltes et des pâturages contre les nuisibles

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de superficies infestées traitées	%	90,90	90,83	90,83	90,83
Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'OPV et CNLCP					
Précision Méthodologique : Rapport superficies traitées sur superficies infestées X 100					

Objectif 3: Améliorer le contrôle de qualité et veiller à l'application correcte des normes sur les intrants agricoles, les produits et denrées alimentaires d'origine végétale.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Pourcentage de postes d'inspection phytosanitaire opérationnels	%	90,83	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports DNA					
Précision Méthodologique : Nombre de postes fonctionnels / le nombre total des postes X 100 (soit 21 postes)					
3.2 Pourcentage de textes législatifs et réglementaires harmonisés	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Journal officiel					
Précision Méthodologique : Nbre de textes harmonisés / nbre de textes à harmoniser conformément à ceux de la CEDEAO X100					
3.3 pourcentage de produits saisis à l'importation et à l'exportation	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapports DNA, cadre intégré, lettre de notification de rejets					
Précision Méthodologique : Quantité de produits à saisir / quantité de produits contrôlés (à l'import et à l'export) X 100					
3.4 pourcentage de produits exportés notifiés de rejet.	%	-	100	100	1000
Moyen de Vérification : Rapports DNA, cadre intégré, lettre de notification de rejets					
Précision Méthodologique : Quantité de produits exportés notifiés non conforme sur quantité totale de produits exportés X 100					

Objectif 4: Promouvoir et diversifier les filières agricoles					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Nombre de filières organisées	Nbre	3	2	3	3
Moyen de Vérification : Rapport: DNA, APCAM					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
4.2 Nombre OP formées par filière	Nbre	20	20	20	20
Moyen de Vérification : Rapport APCAM, DNA, Offices et Projets Programmes					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
4.3 Quantités de produits exportés	Tonnes	-	-	-	-
4.4 Céréales	Tonnes	12309	3077	13 540	14 894
4.5 Oléagineux:	Tonnes	14181	3545	15 600	17 160
4.6 Fruits et légumes	Tonnes	30600	7650	33 660	37 026
4.7 Coton et dérivées	Tonnes	76654	19164	84 319	92 751
4.8 Produits de cueillette	Tonnes	20080	5020	22 088	24 297
Moyen de Vérification : Rapport PCDA, Cadre intégré, DNA, CMDT					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	3 627 749	3 627 749	3 859 917	4 361 696
Biens et services	541 193	426 418	541 706	601 258
Transferts et subventions	1 676 081	1 448 729	1 647 567	1 762 882
Investissement	22 744 669	29 043 236	24 557 812	26 994 814
Total :	**28 589 692**	**34 546 132**	**30 607 002**	**33 720 650**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Intensification de la production agricole	26 089 702	32 290 816	28 102 986	30 998 587
Protection des cultures	1 576 435	1 385 372	1 573 276	1 699 663
Diversification des filières agricoles	716 020	680 669	725 607	802 021
Organisation de la profession agricole	207 535	189 275	205 133	220 379
Total :	**28 589 692**	**34 546 132**	**30 607 002**	**33 720 650**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	335	300	306	312
CATEGORIE B1	30	30	30	30
CATEGORIE B2	475	498	507	517
CATEGORIE C	552	532	542	552
CONTRACTUEL	265	258	262	266
Total :	**1 657**	**1 618**	**1 647**	**1 677**

Action 01 Intensification de la production agricole

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	3 348 748	3 348 748	3 563 063	4 026 255
Biens et services	478 945	376 054	479 400	532 103
Transferts et subventions	492 340	434 778	483 961	517 833
Investissement	21 769 669	28 131 236	23 576 562	25 922 396
Total	**26 089 702**	**32 290 816**	**28 102 986**	**30 998 587**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Appui conseil aux Producteurs	228 046
1.1.2	Renforcement de capacités techniques des acteurs du secteur Agricole	15 558
1.1.3	Prise en charge du personnel	509 096
1.1.4	Projet de développement de la ferme rizicole de SABE	285 000
1.1.5	Programme de renforcement de la résilience à la sécurité alimentaire	237 500
1.1.6	Programme 2 de renforcement de la résilience au Sahel	855 000
1.1.7	Projet Développement Rural Intégré du Kita (Phase2)	285 000
1.1.8	Projet d'Amélioration pour la productivité des petits exploitants en Afrique sud saharienne	76 000
1.1.9	Etudes Projet de Développement du Kaarta/Séféto	190 000
1.1.13	Mise en Oeuvre du PTBA OMVF	202 795
1.1.16	Prise en charge du personnel des Directions Régionales, Secteurs d'Agriculture et C.A.R	3 088 821
1.1.17	Prise en charge des activités de la Ferme Rizicole de SABE	190 000
1.1.18	Projet d'Amélioration pour la productivité des petits exploitants en Afrique sud saharienne	2 880 000
1.1.19	Programme de renforcement de la résilience à la sécurité alimentaire	2 939 000
1.1.20	Programme 2 de renforcement de la résilience au Sahel	12 000 000
1.1.21	Projet de Développement de ANNACARDE	3 000 000
1.1.22	Projet Développement Rural Intégré du Kita (Phase2)	3 624 000
1.1.23	Projet de Développement du Système faguibine	285 000
1.1.24	Prise en charge des activités du PAFA	1 064 000
1.1.25	Prise en charge des activités de l'ABS Suisse	336 000
Total		**32 290 816**

Action 02 Protection des cultures

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	102 754	102 754	109 330	123 542
Biens et services	55 558	44 963	55 610	61 724
Transferts et subventions	943 123	800 655	927 086	991 979
Investissement	475 000	437 000	481 250	522 418
Total	**1 576 435**	**1 385 372**	**1 573 276**	**1 699 663**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.12	Mise en Oeuvre du contrat Plan Office Moyen Bani	332 500
1.1.15	Mise en Oeuvre du PTBA de l'Office du Moyen Bani	187 650
2.1.1	Surveillance et lutte contre les nuisibles des cultures, des récoltes et des pâturages.	352 880
2.1.2	Surveillance et lutte contre le Criquet Pèlerin	124 124
2.1.3	Prise en charge du personnel	388 218
Total		**1 385 372**

Action 03 Diversification des filières agricoles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	162 259	162 259	172 641	195 082
Biens et services	6 690	5 401	6 696	7 431
Transferts et subventions	47 071	38 009	46 270	49 508
Investissement	500 000	475 000	500 000	550 000
Total	**716 020**	**680 669**	**725 607**	**802 021**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.2.1	Sensibilisation et information sur l'utilisation des semences certifiées dont les hybrides	205 669
4.1.1	Diversification des filières agricoles	475 000
Total		**680 669**

Action 04 Organisation de la profession agricole

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	13 988	13 988	14 883	16 817
Transferts et subventions	193 547	175 287	190 250	203 562
Total	**207 535**	**189 275**	**205 133**	**220 379**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.2	Structuration des organisations professionnelles Agricoles	189 275
Total		**189 275**

Le Programme : 2.088 Aménagement et Equipement Rural

Responsable de Programme : le Directeur National du Génie Rural

a) Présentation stratégique du programme

Ce programme a pour objectif l'élaboration des élements de la Politique du Gouvernement en matière d'Aménagement et d'Equipement

Rural ainsi que le suivi et la coordination de la mise en oeuvre de ladite Politique.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme est bati autour de trois (03) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à l'Aménagement et l'Equipement Rural.

Objectif 1: Aménager progressivement les terres dans les zones recelant d'importantes potentialités hydro-agricoles (PI, PM, PIV, Bas-fonds, Pistes Agricoles...)

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 superficies aménagées	ha	40425	-	-	-
1.2 Nouveaux	ha	276	6906	17399	1091
1.3 Réhabilitées	ha	-	27624	7670	3560
Moyen de Vérification : Rapport trimestriel du PGA, Rapport bilan du PGA					
Précision Méthodologique : Mesure de superficies réalisées et réhabilitées					
1.4 linéaires des pistes rurales réalisées		-	-	-	-
1.5 Nouveaux	km	-	43	108	140
1.6 Réhabilitations	km	-	120,5	80	73
Moyen de Vérification : Rapport trimestriel du PGA, Rapport bilan du PGA					
Précision Méthodologique : Mesure de longueur linéaire réalisée					

Objectif 2: Moderniser et augmenter le niveau d'équipements des producteurs

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Nombre d'exploitations agricoles équipées		22 654	-	-	-
2.2 Attelés	Nombre	65	7042	23864	18780
2.3 Motorisées	Nombre	-	133	53	12
Moyen de Vérification : Rapport trimestriel du PGA, Rapport bilan du PGA, rapport de mission et suivi supervision de la DNGR					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.4 Nombre de magasins mis à la disposition des producteurs	Nombre	-	31,75	98	51
Moyen de Vérification : Rapport trimestriel du PGA, Rapport bilan du PGA, rapport de mission et suivi supervision de la DNGR					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	613 372	613 372	652 622	737 456
Biens et services	240 592	195 273	240 813	267 274
Transferts et subventions	3 137 521	2 954 160	3 084 167	3 300 048
Investissement	61 384 813	52 489 914	36 798 802	40 433 914
Total :	**65 376 298**	**56 252 719**	**40 776 404**	**44 738 692**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Aménagement, réhabilitation et équipement des terres agricoles	65 376 298	56 252 719	40 776 404	44 738 692
Total :	**65 376 298**	**56 252 719**	**40 776 404**	**44 738 692**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	221	209	212	215
CATEGORIE B1	31	32	32	32
CATEGORIE B2	232	217	220	223
CATEGORIE C	211	230	235	240
CONTRACTUEL	223	221	226	231
Total :	**918**	**909**	**925**	**941**

Action 01 Aménagement, réhabilitation et équipement des terres agricoles

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	613 372	613 372	652 622	737 456
Biens et services	240 592	195 273	240 813	267 274
Transferts et subventions	3 137 521	2 954 160	3 084 167	3 300 048
Investissement	61 384 813	52 489 914	36 798 802	40 433 914
Total	**65 376 298**	**56 252 719**	**40 776 404**	**44 738 692**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Mission d'identification, études et formulation des projets et programmes	5 531
1.1.2	Mission de suivi / supervision (terrain) des structures rattachées du budget programme n°3	15 914
1.1.3	Validation APS , APD	4 500
1.1.4	Suivi-Evaluation des projets et programmes	22 000
1.1.5	Réalisation des inventaires	4 600
1.1.6	Prise en charge du personnel	228 278
1.1.7	Projet Saouné	95 000
1.1.8	Etude Aménagement Aménagement des Bas-fonds PPTE/PNPBBF	142 500
1.1.9	PDI-BS	2 484 448
1.1.10	PROJ. RENF. SECU. ALIMENT. DVPT CULT .IRRIG (PRESA-DCI)	190 000
1.1.11	PROJ. RENF. SECU. ALIMENT. DVPT CULT .IRRIG (PRESAN- KL)	190 000
1.1.12	PARIIS	190 000
1.1.13	PADER-S1	1 900 000
1.1.16	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et ON	4 750 000
1.1.17	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et ORS	380 000
1.1.18	Mise en oeuvre du contrat plan ADRS	332 500
1.1.19	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et ODRS	380 000
1.1.20	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et OHVN	380 000
1.1.21	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et ORM	380 000
1.1.22	Mise en oeuvre du contrat plan ETAT et OPIB	427 500
1.1.23	Prise en charge des activités de `ATI	1 123 001
1.1.24	Prise en charge des activités de ODRS	528 237
1.1.25	Prise en charge des activités de OPIB	393 709
1.1.26	Prise en charge des activités de ADRS	658 047
1.1.27	Prise en charge des activités de OHVN	677 337
1.1.28	Prise en charge des activités de ORS	554 276
1.1.29	Prise en charge des activités de ORM	300 127
1.1.30	Prise en charge des activités des Directions Régionales et Services Locaux du Génie Rural	551 244
1.1.31	PROJ. RENF. SECU. ALIMENT. DVPT CULT .IRRIG (PRESA-DCI)	6 000 000
1.1.32	PROJ. RENF. SECU. ALIMENT. DVPT CULT .IRRIG (PRESAN- KL)	4 000 000
1.1.33	PARIIS	2 500 000
1.1.34	PROJET APPUI ON	4 345 000
1.1.35	PROJET DE DEVEPT AGRICULTURE ZONE ARIDE DU MALI	4 500 000
1.1.36	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE IPRO GAO MENAKA	3 717 000
1.1.37	IPRO NORD	142 500
1.1.38	IPRODI/PROGRAMME MALI-NORD	6 428 000
1.1.40	PDI-BS	7 324 250
2.1.1	Com Gestion Suivi Prog Pil. Subv.Equip. Rural	7 220
Total		**56 252 719**

Le Programme : 2.089 Recherche et Formation

Responsable du Programme : le Directeur Général de l'IER

a) Présentation stratégique du programme

Le Programme porte sur le développement institutionnel et le renforcement des capacités des structures de recherche dont l'objectif global est de Contribuer à l'augmentation de la production et de la qualité des productions agricoles, animales, forestières, halieutiques par des

recherches mieux adaptées aux besoins du monde rural pour l'amélioration des revenus et la sécurité alimentaire des populations.

Les principales missions du Programme se résument comme suit :

-assister les ministres chargés du secteur Agricole dans l'élaboration et le contrôle de la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de recherche Agricole ;

-procéder à la mise au point de technologies appropriées dans les domaines des cultures irriguées et pluviales, des productions animales, des productions forestières et halieutiques, des systèmes de production et gestion des ressources naturelles et du machinisme agricole pour l'accroissement de la production et de la productivité du monde rural ;

-diffuser à travers des fiches techniques : les technologies, les innovations techniques et les conseils transférables issus des travaux de recherche et d'étude.

a) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 2.089 est bâti autour de trois objectifs spécifiques constituant des actions. Il s'agit de :

- Améliorer durablement la productivité des chaines de valeurs Agricoles dans les exploitations Agricoles familiales et entreprises Agricoles, la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement ;
- Renforcer les capacités des structures et du personnel de recherche dans l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi-évaluation des activités de recherche adaptées aux besoins des acteurs des chaines de valeur des filières Agricoles et péri-Agricoles ;
- Renforcer les capacités des agents du Conseil agricole, des OPA et des Collectivités Territoriales sur l'utilisation durable des technologies et innovations générées.

A ces objectifs, sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes.

Objectif 1: Améliorer durablement la productivité des chaines de valeurs agricoles dans les exploitations agricoles familiales et entreprises agricoles, la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Nombre de technologies et innovations produites	Nombre	16	17	20	25

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'IER
Précision Méthodologique : Dénombrement des technologies et innovations produites

Objectif 2: Renforcer les capacités des structures et du personnel de recherche dans l'élaboration, la mise en Oeuvre et le suivi-évaluation des activités de recherche adaptées aux besoins des chaines de valeur des filières agricoles et péri-agricoles.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage de rapports de recherche validés par la Commission Scientifique du CNRA	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'IER

Précision Méthodologique : Rapport entre le nombre de propositions et de rapports de recherche validés (Dv) en une année et le nombre de document soumis à validation (Ds) la même année. Le calcul est effectué pour chaque type de document comme suit: (Dv / Ds) x 100.

2.2 Pourcentage de propositions de recherche validés par la Commission Scientifique du CNRA	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'IER

Précision Méthodologique : Rapport entre le nombre de propositions et de rapports de recherche validés (Dv) en une année et le nombre de document soumis à validation (Ds) la même année. Le calcul est effectué pour chaque type de document comme suit: (Dv / Ds) x 100.

2.3 Taux de réalisation des activités de recherche	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'IER

Précision Méthodologique : Nombre d'activités réalisées (Ae)/Nombre total d'activités planifiées (Ae/Ap) x100.

2.4 Taux de satisfaction des besoins exprimés en infrastructures, matériels et équipements de recherche	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel

Précision Méthodologique : Nombre total de marché exécuté (MARex) en une année sur l'ensemble des marchés planifiés (MARpI) pour la même année exprimé en pourcentage; (MARex/MARpl) x100

Objectif 3: Renforcer les capacités des agents du Conseil agricole, des OPA et des Collectivités Territoriales sur l'utilisation durable des technologies et innovations générées

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'exécution du nombre d'activités médiatiques programmées sur les technologies et innovations générées	%	100	23,75	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'IER

Précision Méthodologique : Nombre d'activités médiatiques réalisées (AMr) sur le nombre total d'activités médiatiques planifiées (AMp): (AMr/AMp) x 100

3.2 Nombre d'agents d'encadrement, de producteurs et autres acteurs de chaines de valeur Agricole formés sur les technologies et innovations générées	Nombre	-	1750	8000	10000

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'IER

Précision Méthodologique : Dénombrement du nombre d'agents et d'acteurs de chaines de valeur Agricole formés sur les technologies et innovations générées dans les différents domaines de recherche Agricole

3.3 Taux de réalisation de fiches techniques et de guides pour une application des technologies et innovations générées	%	-	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel de l'IER

Précision Méthodologique : Rapport entre le nombre de fiches techniques réalisées en année N (FTn) et le nombre de projets recherche clos en année N-1 (PRn-1). Le calcul est effectué comme suit : (FTn / PRn-1) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	6 431	6 431	6 842	7 731
Biens et services	40 000	30 874	40 039	44 441
Transferts et subventions	3 910 327	46 892	51 337	54 930
Investissement	7 857 500	6 954 500	300 000	330 000
Total :	**11 814 258**	**7 038 697**	**398 218**	**437 102**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Recherche et formation	11 814 258	7 038 697	398 218	437 102
Total :	**11 814 258**	**7 038 697**	**398 218**	**437 102**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	99			
CATEGORIE B1	10			
CATEGORIE B2	45	2	2	2
CATEGORIE C	48			
CONTRACTUEL	84			
Total :	**286**	**2**	**2**	**2**

Action 01 Recherche et formation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	6 431	6 431	6 842	7 731
Biens et services	40 000	30 874	40 039	44 441
Transferts et subventions	3 910 327	46 892	51 337	54 930
Investissement	7 857 500	6 954 500	300 000	330 000
Total	**11 814 258**	**7 038 697**	**398 218**	**437 102**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Animation et Gestion scientifique	84 197
2.3.4	PROJET APPUI COMPETITIVITE AGRO-INDUST. AU MALI.	6 337 000
2.3.5	PROJET APPUI COMPETITIVITE AGRO-INDUST. AU MALI.	380 000
2.4.4	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAPP) II	237 500
Total		**7 038 697**

Le Programme : 3.006 Appui au financement de l'Agriculture

Responsable du Programme : le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de l'Agriculture

a) Présentation stratégique du programme

Le programme «Appui au Financement de l'Agriculture s'occupe du financement des activités agricoles et péri-agricoles.

b).Présentation des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 3.006 est bâti autour de l'objectif spécifique suivant : assurer efficacement le financement des activités du Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA).

A cet objectif, sont associés des indicateurs dont les cibles permettent de mesurer les progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen termes.

Objectif 1: Assurer efficacement le financement des activités du Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités du FNAA	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activités
Précision Méthodologique : (Activités réalisées / Activités programmées)*100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 317 000	5 659 946
Total :	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 317 000**	**5 659 946**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 317 000	5 659 946
Total :	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 317 000**	**5 659 946**

Action 01 Fonds National d'Appui à l'Agriculture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 317 000	5 659 946
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 317 000**	**5 659 946**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Acquisition de matériels agricoles	5 000 000
Total		**5 000 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.034	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI CELLULE PLANIF. & STATISTIQUE		95 000	100 000	95 000	100 000	110 000
APPUI A ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE (EAC)		427 500	300 000	427 500	300 000	330 000
RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE		380 000	300 000	380 000	300 000	330 000
REHABILITATION / EQUIPEMENT BUREAUX DAF		285 000	175 000	285 000	175 000	192 500
Total :		**1 187 500**	**875 000**	**1 187 500**	**875 000**	**962 500**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.087	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. COMPETIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE		475 000	500 000	475 000	500 000	550 000
POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN		76 000	100 000	76 000	100 000	110 000
PROG. RENF. RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)		237 500	250 000	237 500	250 000	275 000
PROPJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)		855 000	700 000	855 000	700 000	770 000
PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE		285 000	300 000	285 000	300 000	330 000
PROJET DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE KITA (PDRIK) II		285 000	300 000	285 000	300 000	330 000
PROJ. DVPT RURAL DU KAARTA / SEFETO		190 000	200 000	190 000	200 000	220 000
OFFICE DU MOYEN BANI		332 500	350 000	332 500	350 000	385 000
MISE EN VALEUR DU SYSTEME LAC FAGUIBINE		285 000	300 000	285 000	100 000	110 000
Total :		**3 021 000**	**3 000 000**	**3 021 000**	**2 800 000**	**3 080 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.088	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
ETUDE AMENAGEMENT DES BAS FONDS		142 500	150 000	142 500	150 000	165 000
ENTRETIEN AMENAG. INFRAST. ET VULG. O.N.		4 750 000	5 000 000	4 750 000	5 000 000	5 500 000
PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION		2 565 000	2 200 000	2 565 000	2 200 000	2 420 000
PROJ. RENFORC. SECU. ALIMENT. DVPT CULT. IRRIG. (PRESA-DC		190 000	500 000	190 000	500 000	550 000
PROJ. RENF.SECU. ALIMENT. NUTRIT. REGION KKORO (PRESAN-		190 000	400 000	190 000	400 000	440 000
TRAVAUX EXTENSION 200 HA PLAINE DE SAOUNE		95 000	100 000	95 000	100 000	110 000
PROJET APPUI REG. INITIATIVE IRRIGAT° AU SAHEL POUR LE M		190 000	200 000	190 000	200 000	220 000
IPRODI / PROGRAMME MALI NORD		142 500	0	142 500	0	0
CONTRAT-PLAN ETAT OHVN		380 000	400 000	380 000	400 000	440 000
OFFICE RIZ SEGOU (CONTRAT PLAN /ORS)		380 000	400 000	380 000	400 000	440 000
CONTRAT PLAN ETAT / ODRS		380 000	410 000	380 000	410 000	451 000
CONTRAT PLAN ETAT OPIB EXPLOITANTS		427 500	330 000	427 500	330 000	363 000
CONTRAT PLAN ETAT ADRS		332 500	250 000	332 500	250 000	275 000
CONTRAT PLAN ETAT/OFFICE RIZ MOPTI (ORM)		380 000	350 000	380 000	350 000	385 000
Total :		**10 545 000**	**10 690 000**	**10 545 000**	**10 690 000**	**11 759 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.088	**DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJET APPUI IRRIGAT° PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA		11 151 000	0	3 717 000	0	0
PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI		16 333 000	0	2 250 000	0	0
Total :		**27 484 000**	**0**	**5 967 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.089	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAP) II		237 500	300 000	237 500	300 000	330 000
PROJET APPUI COMPETITIVITE AGRO-INDUST. AU MALI.		380 000	0	380 000	0	0
Total :		**617 500**	**300 000**	**617 500**	**300 000**	**330 000**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère, de l'Élevage et de la Pêche prépare et met en oeuvre la politique nationale dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche. A ce titre, il est compétent pour :

- l'accroissement de la production et de la productivité pastorale et aquacole en vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaires ;
- la vulgarisation des techniques modernes de production animale ou aquacole ;
- l'appui à la structuration, à l'organisation et à la formation des organisations de producteurs ;
- la mise en place de mécanismes d'accompagnement des unités de production animales;
- l'organisation, la diversification et la modernisation des filières et des circuits de commercialisations des productions animales et aquacoles, en rapport avec le ministre chargé du commerce ;
- la contribution au développement et la sécurisation de l'emploi rural salarié ;
- la gestion des espaces pastoraux, en rapport notamment avec les ministres chargés des affaires foncières, de l'administration territoriale et de l'aménagement du territoire ;
- le développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans les domaines de l'Elevage et de la Pêche.
- la prévention et la lutte contre les maladies animales.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes rencontrées et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- le problème foncier pour la réalisation des infrastructures dans les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche ;
- la faible productivité des systèmes pastoraux traditionnels et halieutiques;
- l'insuffisance de moyens et de capacités pour faire face aux variations cycliques de la pluviométrie et aux effets du changement climatique ;
- le non-respect de la réglementation au niveau des sous-secteurs de l'elevage et de la pêche;
- le faible niveau d'organisation et d'équipements des professionnels des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche;
- le coût élevé des intrants de l'élevage et de la pêche par rapport à la capacité financière des producteurs;
- la vétusté et l'insuffisance des infrastructures et équipements de transformation des produits et sous produits de l'élevage et de la pêche ;
- le faible niveau de pratique des cultures fourragères ;
- les difficultés dans la collecte des données statistiques sur le terrain ;
- le manque de données actualisées sur le cheptel et la pêche ;
- l'insuffisance du personnel d'encadrement;
- la persistance de certaines maladies animales ;
- l'insécurité dans certaines zones du pays.

I.2.2 Défis

- la mise en oeuvre de la politique foncière;
- l'accroissement de la contribution des sous-secteurs de l'Élevage et de la Pêche au PIB respectivement de 19 à 30% et de 4,2 à 10% sur une période de 10 ans (horizon 2027);
- la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en mettant à leur disposition des protéines d'origine animale de qualité ;
- l'éradication de la peste des petits ruminants et la rage canine.

I.3 La politique sectorielle

La politique sectorielle du Ministère de l'Élevage et de la Pêche est structurée autour de trois (03) objectifs stratégiques :

- accroître la contribution des sous-secteurs de l'Élevage et de la Pêche au PIB respectivement de 19 à 30% et de 4,2 à 10% sur une période de 10 ans et améliorer les conditions de vie des producteurs ;
- assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en mettant à leur disposition des protéines d'origine animale de qualité ;
- créer des emplois durables.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Taux d'augmentation des productions de viande dans les bassins de production	%	9	10	10	6,26
2	Part de la production poisson de pisciculture dans la production totale de poisson	%	2	5	5	3,6
3	Taux de couverture vaccinale contre la péripneumonie contagieuse bovine(PPCB)	%	81,60	80	80	60,16

I.5 La Programmation Pluriannuelle des Dépenses

Cette section possède 4 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	23 132 377	19 800 936	15 949 821	17 277 718
Développement des Productions et Industries Animales	3 279 929	5 722 299	6 961 755	7 459 264
Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	3 083 341	4 216 393	5 536 075	5 920 612
Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	2 866 907	2 314 064	1 979 046	2 219 234
Total :	**32 362 554**	**32 053 692**	**30 426 697**	**32 876 828**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	3 312 284	3 312 284	3 524 251	3 982 385
Biens et services	1 681 420	1 632 632	1 884 915	2 079 437
Transferts et subventions	4 553 546	3 705 713	3 812 372	3 869 231
Investissement	22 815 304	23 403 063	21 205 159	22 945 775
Total :	**32 362 554**	**32 053 692**	**30 426 697**	**32 876 828**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.037 Administration Générale

Responsable du Programme : Le Secrétaire Général du Département.

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 1.037 s'occupe de :

- la coordination, l'évaluation le contrôle, l'animation et la supervision des activités du département ;
- la formation dans le domaine de l'élevage, la pêche et l'aquaculture ;
- la gestion des ressources matérielles et financières ;
- le suivi de la mise en oeuvre du processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département ;
- le contrôle du fonctionnement et de l'action des services et organismes relevant du département.

b) Présentation détaillée des objectifs spécifiques et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme 1.037 « Administration Générale » est bâti autour de cinq (05) objectifs spécifiques qui sont assortis d'indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le pilotage de la politique de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'exécution des activités du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel du département

Précision Méthodologique : (activités réalisées / activités prévues) x 100

Objectif 2: Former dans le domaine de l'élevage, la pêche et l'aquaculture

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Nombre de diplômés des centres de formation en élevage	Nombre	54	54	54	54

Moyen de Vérification : Rapport de sessions de formation organisées

Précision Méthodologique : Dénombrement

2.2 Nombre de diplômés des centres de formation en pêche et aquaculture	Nombre	35	35	35	35

Moyen de Vérification : Rapport de session de formation organisées

Précision Méthodologique : Dénombrement

Objectif 3: Assurer une gestion efficace et efficiente des ressources humaines, matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Taux d'exécution du budget du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Comptes administratifs

Précision Méthodologique : (crédits liquidés / crédits notifiés) x 100

3.2 Taux de mise en oeuvre du plan de formation du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport activités

Précision Méthodologique : (nombre de sessions tenues / nombre de sessions prévues) x 100

Objectif 4: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration au sein du département					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Taux de mise en oeuvre du plan de transfert des compétences des sous-secteurs élevage et pêche aux collectivités territoriales	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel CADD					
Précision Méthodologique : (Activités réalisées / activités prévues) x 100					

Objectif 5: Renforcer le contrôle et l'assistance à la gestion des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
5.1 Taux d'exécution des missions de vérification	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel IEP					
Précision Méthodologique : (nombre de missions effectuées / nombre de missions programmées) x 100					
5.2 Taux de réalisation des missions de suivi de la mise en oeuvre des recommandations	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport IEP					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi des recommandations réalisées / nombre de missions de suivi des recommandations programmées) x 100					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	152 048	152 048	161 778	182 808
Biens et services	795 044	822 112	953 553	1 048 487
Transferts et subventions	3 354 688	3 280 776	3 309 490	3 331 152
Investissement	18 830 597	15 546 000	11 525 000	12 715 271
Total :	**23 132 377**	**19 800 936**	**15 949 821**	**17 277 718**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Coordination et pilotage de la politique de l'elevage, de la pêche et de l'aquaculture	14 486 505	18 751 743	14 764 575	15 982 154
Renforcement des Capacités dans le domaine de l'elevage, de la pêche et de l'aquaculture	380 130	327 129	344 469	375 636
Gestion financière et matérielle	8 138 841	620 864	712 783	779 171
Processus de décentralisation et de deconcentralisation	40 955	32 788	41 334	45 420
Contrôle, assistance à la gestion des sous secteurs de l'Elevage et de la Pêche	85 946	68 412	86 660	95 337
Total :	**23 132 377**	**19 800 936**	**15 949 821**	**17 277 718**

Tableau 3 : Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
CATEGORIE A	6	7	7	7
CATEGORIE B1	2	1	1	1
CATEGORIE B2	3	2	2	2
CATEGORIE C	5	5	5	5
CONTRACTUEL	6	11	11	11
Total :	**22**	**26**	**26**	**26**

Action 01 Coordination et pilotage de la politique de l'elevage, de la pêche et de l'aquaculture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	45 000	45 000	47 880	54 104
Biens et services	191 505	160 743	191 695	212 779
Transferts et subventions	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Investissement	11 250 000	15 546 000	11 525 000	12 715 271
Total	**14 486 505**	**18 751 743**	**14 764 575**	**15 982 154**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	45 000
1.1.2	Pilotage des activités du département	65 743
1.1.3	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'action du département	95 000
1.1.4	Projet de Développement Intégré des Ressources Animale Aquaculture du Mali (PDIRAAM)	4 718 500
1.1.5	Projet Régionale d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS)	8 879 500
1.1.6	Appui aux producteurs	3 000 000
1.1.7	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	1 948 000
Total		**18 751 743**

Action 02 Renforcement des Capacités dans le domaine de l'elevage, de la pêche et de l'aquaculture

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	101 162	101 162	107 636	121 628
Biens et services	26 787	39 695	47 116	51 012
Transferts et subventions	232 840	186 272	189 717	202 996
Investissement	19 341			
Total	**380 130**	**327 129**	**344 469**	**375 636**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	Prise en charge du personnel	101 162
2.1.2	Formation/recyclage des agents et des producteurs dans les filières d'élevage, la pêche et l'aquaculture	142 221
2.2.1	Formation/recyclage des agents et des producteurs dans les filières pêche et l'aquaculture	83 745
Total		**327 129**

Action 03 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	5 886	5 886	6 262	7 076
Biens et services	469 675	520 474	586 748	643 939
Transferts et subventions	121 848	94 504	119 773	128 156
Investissement	7 541 432			
Total	**8 138 841**	**620 864**	**712 783**	**779 171**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	Prise en charge du personnel	5 886
3.1.2	Préparation du budget du département	23 750
3.1.3	Exécution et suivi du budget du département	423 706
3.1.4	Appui salons Elevage	45 600
3.1.5	Appui aux organisations des journées	22 800
3.1.6	Appui aux organismes publics	16 604
3.1.7	Appui à la collecte des données sous-secteur Pêche (Enquête UEMOA)	9 500
3.2.1	Mise en oeuvre du plan de formation	73 018
Total		**620 864**

Action 04 Processus de décentralisation et de deconcentralisation

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	34 025	32 788	41 334	45 420
Investissement	6 930			
Total	**40 955**	**32 788**	**41 334**	**45 420**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	Mise en oeuvre du plan de transfert des compétences des sous-secteur élevage et pêche aux collectivités territoriales	32 788
Total		**32 788**

Action 05 Contrôle, assistance à la gestion des sous secteurs de l'Elevage et de la Pêche

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 05 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	73 052	68 412	86 660	95 337
Investissement	12 894			
Total	**85 946**	**68 412**	**86 660**	**95 337**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 05 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
5.1.1	Mise en oeuvre du programme annuel de contrôle des structures du département	48 176
5.2.1	Suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des missions de verification	20 236
Total		**68 412**

Le Programme : 2.090 Développement des Productions et Industries Animales

Responsable du Programme : Le Directeur National des Productions et des Industries Animales

a).Présentation stratégique du programme :

Ce programme a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale dans les domaines des productions animales et de la valorisation des produits et sous-produits animaux et d'assurer la coordination et le contrôle de sa mise en oeuvre :

Il poursuit quatre (04) objectifs. Il s'agit de :

1. Promouvoir par des pratiques durables les filières de productions animales ;
2. Renforcer les capacités techniques et d'intervention des acteurs du sous-secteur de l'élevage ;
3. Améliorer l'alimentation du cheptel à travers un meilleur accès des animaux aux ressources pastorales.
4. Suivre la mise en oeuvre et évaluer les politiques et stratégies visant à promouvoir les productions et les industries animales.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.090 « Développement des Productions et des industries Animales » est bâti autour de quatre (04) objectifs spécifiques qui sont assortis d'indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme.

Objectif 1: Promouvoir par des pratiques durables, les filières de productions animales.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux d'augmentation des productions de viande	%	18	18	18	18
Moyen de Vérification : Rapport annuel activités					
Précision Méthodologique : [Quantité de l'année n)-(Quantités n-1) / (Quantités de l'année n-1)] / (Quantités de l'année n-1)] x 100					
1.2 Taux d'augmentation des productions de lait	%	10	10	10	10
Moyen de Vérification : Rapport annuel activités					
Précision Méthodologique : [Quantité de l'année n)-(Quantités n-1) / (Quantités de l'année n-1)] / (Quantités de l'année n-1)] x 100					
1.3 Taux d'accroissement du volume des exportations contrôlées de cuirs et peaux	%	40	18	18	20
Moyen de Vérification : Rapport annuel activités					
Précision Méthodologique : [volume des exportations contrôlées de l'année n)- (volume des exportations contrôlées de l'année n-1) / (volume des exportations contrôlées de l'année n-1)] x 100					
1.4 Taux d'augmentation des productions d'oeufs de consommation	%	8	10	10	10
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : [Production de l'année n)- (Production de l'année n-1) / (Production de l'année n-1)] x 100					

Objectif 2: Renforcer les capacités techniques et d'intervention des acteurs du sous-secteur de l'élevage

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage des organisations et coopératives de producteurs et productrices ayant bénéficié l'appui leur permettant de mieux valoriser leurs productions	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel activités /					
Précision Méthodologique : (Nombre OP ayant bénéficié d'appui / Nombre OP prévu) x 100					
2.2 Nombre de professionnels des filières de productions animales encadrées formés et équipés	Nombre	2500	3000	3500	3500
Moyen de Vérification : Rapport annuel activités DNPIA					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 3: Améliorer l'alimentation du cheptel à travers un meilleur accès des animaux aux ressources pastorales.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 Superficie de parcelles de cultures fourragères mises en place dans les zones de production	Ha	12500	12500	13000	13000
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités					
Précision Méthodologique : Mesure					

Objectif 4: Suivre et évaluer la mise en oeuvre des politiques et stratégies visant promouvoir les productions et les industries animales					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 Nombre des missions de supervisions	Nombre	2	4	4	4

Moyen de Vérification : Rapport de missions
Précision Méthodologique : Dénombrement

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 062 472	1 062 472	1 130 462	1 277 416
Biens et services	289 462	259 629	306 311	338 937
Transferts et subventions	115 638	119 853	113 668	121 623
Investissement	1 812 357	4 280 345	5 411 314	5 721 288
Total :	**3 279 929**	**5 722 299**	**6 961 755**	**7 459 264**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Promotion des filières de productions, des industries animales et renforcement des rapacités techniques des intervenants	3 279 929	5 722 299	6 961 755	7 459 264
Total :	**3 279 929**	**5 722 299**	**6 961 755**	**7 459 264**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	109	100	101	102
CATEGORIE B1	7	7	7	7
CATEGORIE B2	118	110	110	110
CATEGORIE C	113	133	133	133
CONTRACTUEL	78	70	70	70
Total :	**425**	**420**	**421**	**422**

Action 01 Promotion des filières de productions, des industries animales et renforcement des rapacités techniques des intervenan

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 062 472	1 062 472	1 130 462	1 277 416
Biens et services	289 462	259 629	306 311	338 937
Transferts et subventions	115 638	119 853	113 668	121 623
Investissement	1 812 357	4 280 345	5 411 314	5 721 288
Total	**3 279 929**	**5 722 299**	**6 961 755**	**7 459 264**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel et accessoires	1 019 396
1.1.2	Intensification des activités d'embouche et organisation de ventes promotionnelles d¿animaux à l'occasion de fêtes religieuses	52 744
1.1.3	Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de 300 femmes et jeunes en unités Wassaché et intrants, construction de poulaillers améliorés)	280 000
1.1.4	Installation de 140 jeunes pour la production de poulets de chair	242 500
1.1.5	Mise en oeuvre du programme d'appui au développement de l'apiculture	14 488
1.1.6	Renforcement des capacités du Projet d'appui au Développement Elevage au Sahel Occidental	46 104
1.1.7	Projet de développement Intégré Zone ONDY/Madina Diassa	95 000
1.1.8	Projet de Développement de l'Elevage dans la Région du Liptako Gourma (PDELG)	71 250
1.1.9	Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale dans la Région de Koulikoro	1 574 500
1.1.10	Renforcement des capacités du CCMD/BRE	28 500
1.2.1	Promotion de l'insémination artificielle pour la production du lait dans les bassins de production (Suivi des activités d'insémination chez les éleveurs)	19 553
1.2.2	Projet de Développement et de Valorisation de la production laitière au Mali (PRODEVALAIT)	190 000
1.2.3	Prise en charge du personnel CNIA	17 654
1.2.4	Renforcement des capacités du CNIA	60 820
1.2.5	Missions de sensibilisation et de supervision des activités d'insémination dans les bassins de production	9 500
1.2.6	Campagne d'intensification de l'insémination artificielle	1 140 000
1.2.7	Centre National Insémination Artificielle Animale (PROJET)	380 000
1.2.8	TRANSFORMATION SOUS PRODUITS ABATTAGE	95 000
1.3.1	Vulgarisation des normes de conditionnement et de classement des cuirs et peaux adoptées par l'UEMOA	8 487
1.3.2	Suivi de l'approvisionnement des marchés à bétail et de l'exportation des animaux et produits animaux (50 marchés, 50 Smartphones et accessoires)	23 663
1.3.3	Renforcement des capacités de la Cellule d'appui à la valorisation des sous-produits d'abattage	38 764
1.4.1	Installation de 100 jeunes pour la production d'oeufs de consommation	190 000
2.1.1	Formation de 540 producteurs et 60 encadreurs en aviculture (techniques de production d'oeufs, de chair et aviculture traditionnelle améliorée)	12 516
2.2.1	Formation de 2 500 producteurs dont 200 femmes sur divers thèmes	10 901
3.1.1	Diffusion des cultures fourragères	5 615
4.1.1	Mise en oeuvre du plan de Campagne Agricole	47 125
4.1.2	Appui aux établissements publics (SLPIA Kayes)	3 230
4.1.3	Travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments administratifs	44 989
Total		**5 722 299**

Le Programme : 2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles

Responsable du Programme : Le Directeur National de la Pêche.

a) Présentation stratégique du programme :

Le programme 2.091 « Développement des productions halieutiques et aquacoles » a pour mission l'élaboration des éléments de la Politique Nationale en matière de Pêche et d'Aquaculture et d'assurer la coordination et le suivi de la mise en oeuvre de ladite politique.

A ce titre, le programme a été élaboré en tenant compte des politiques, stratégies et lois suivantes :

-Loi d'Orientation Agricole (LOA) a pour but de promouvoir une Agriculture durable, moderne et compétitive reposant prioritairement sur

les exploitations familiales agricoles,

- Politique de Développement Agricole (PDA, 2013) fédère l'ensemble des Politiques et stratégies sous sectorielles.

-Politique Nationale de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (PNDPA, 2012).

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.091 « Développement des productions halieutiques et aquacoles » est bâti autour de deux (02) objectifs spécifiques qui sont assortis d'indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme.

Objectif 1: Développer et promouvoir les productions halieutiques et aquacoles					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
1.1 Quantité de poissons produits	Tonne	44000	120000	130000	135000
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP et Rapport plan de campagne					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 Part de la production poisson de pisciculture dans la production totale de poisson	%	6	7	8	9
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP					
Précision Méthodologique : (Quantités production aquacole / quantité totale) x 100					
1.3 Quantités de poisson exportées	Tonne	9000	7400	7500	8000
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP et Rapport plan de campagne					
Précision Méthodologique : Dénombrement					

Objectif 2: Assurer le contrôle et la surveillance des pêcheries et veiller à l'application des textes législatifs et règlementaires relatifs à la pêche et à l'aquaculture dans le cadre de la gestion durable des ressources halieutiques et aquacoles.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
2.1 Nombre de plan d'eau mis en défens	Nombre	550	730	750	800
Moyen de Vérification : Rapport annuel et Rapport plan de campagne					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.2 Nombre de permis de pêche délivrés	Nombre	5000	5500	6000	6500
Moyen de Vérification : Rapport annuel et Rapport plan de campagne					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
2.3 Taux de réalisation des missions de suivi contrôles et surveillance (SCS) des pêcheries et des exploitations piscicoles	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel DNP					
Précision Méthodologique : (Nombre de missions de suivi contrôles et surveillance (SCS) des pêcheries et des exploitations piscicoles / Nombre de missions de suivi contrôles et surveillance (SCS) des pêcheries et des exploitations piscicoles) *100					
2.4 Taux de mise en oeuvre des recommandations des missions de suivi contrôles et surveillance (SCS)	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel et Rapport plan de campagne					
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandations mises en oeuvre /nombre de recommandations formulées) x 100					

<u>Tableau 1</u> : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	**Budget**	**Prévisions**		
	2018	**2019**	**2020**	**2021**
Personnel	707 421	707 421	752 693	850 538
Biens et services	250 992	213 203	266 321	294 640
Transferts et subventions	280 000	218 500	275 238	294 503
Investissement	1 844 928	3 077 269	4 241 823	4 480 931
Total :	**3 083 341**	**4 216 393**	**5 536 075**	**5 920 612**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action**

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Promotion des filières de productions halieutiques et aquacoles et renforcement des capacités des intervenants	3 083 341	4 216 393	5 536 075	5 920 612
Total :	**3 083 341**	**4 216 393**	**5 536 075**	**5 920 612**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	60	55	55	55
CATEGORIE B1	11	11	11	11
CATEGORIE B2	78	73	73	73
CATEGORIE C	117	127	127	127
CONTRACTUEL	70	69	69	69
Total :	**336**	**335**	**335**	**335**

Action 01 Promotion des filières de productions halieutiques et aquacoles et renforcement des capacités des intervenants

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique

(En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	707 421	707 421	752 693	850 538
Biens et services	250 992	213 203	266 321	294 640
Transferts et subventions	280 000	218 500	275 238	294 503
Investissement	1 844 928	3 077 269	4 241 823	4 480 931
Total	**3 083 341**	**4 216 393**	**5 536 075**	**5 920 612**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01

(En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel et accessoires	707 421
1.1.2	Mise en oeuvre des projets et programmes	105 143
1.1.3	Collecte, traitement et diffusion des informations et données statistiques du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture	72 145
1.1.4	Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacoles (PQAA 2016-2020)	332 500
1.1.5	Approvisionnement en glace de conservation des producteurs (Agence Central Poisson de Bamako)	47 500
1.1.6	appui à l'installation et à l'organisation des producteurs	9 500
1.1.7	appui conseil pour le stockage et conservation du poisson frais	9 500
1.1.8	Renforcement des capacités de l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur du Niger (ODPA-DIN)	152 000
1.1.9	Construction marché moderne poisson	332 500
1.1.10	Mise en oeuvre du plan de campagne agricole	190 000
1.1.11	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	1 636 850
1.1.12	Travaux et entretien des bâtiments DNP DRP	38 651
1.2.1	Diffusion des techniques de pisciculture	190 000
1.3.1	Diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson	237 500
2.1.1	Mise en défens des plans d'eau	48 347
2.2.2	Diffusion des textes législatifs et réglementaires en matière de pêche et d'aquaculture	10 648
2.3.1	Mission de suivi contrôle et surveillance des pêcheries	89 640
2.4.1	Mise en oeuvre des recommandations des missions de suivi, contrôle et surveillance	6 548
Total		**4 216 393**

Le Programme : 2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire

Responsable du Programme : Le Directeur National des Services Vétérinaires.

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme 2.092 « Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire» a pour mission l'élaboration des éléments de la politique nationale dans les domaines de la protection sanitaire et de la santé publique vétérinaire, le suivi et la coordination de la mise en oeuvre de ladite politique.

A ce titre, le programme a été élaboré en tenant compte des politiques, stratégies et lois suivantes :

-Loi d'Orientation Agricole (LOA) a pour but de promouvoir une Agriculture durable, moderne et compétitive reposant prioritairement sur les exploitations familiales agricoles,

-Politique de Développement Agricole (PDA, 2013) fédère l'ensemble des Politiques et stratégies sous sectorielles.

-Politique Nationale de Développement de l'Elevage (PNDE, 2004).

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

Le cadre de performance du programme 2.092 « Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire» est bâti autour de trois (03) objectifs spécifiques qui sont assortis d'indicateurs dont les cibles permettent de mesurer leur progrès réalisés et de projeter des efforts à fournir à court et moyen et terme.

Objectif 1: Assurer la lutte contre les principales maladies animales y compris les zoonoses, les mouches tsé-tsé

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de couverture vaccinale contre la PPCB	%	80	80	80	80
Moyen de Vérification : Rapport bilan campagne de vaccination, Rapport annuel DNSV					
Précision Méthodologique : Nombre de têtes vaccinées / Nombre de têtes à vacciner x 100					
1.2 Taux de couverture vaccinale contre la peste des petits ruminants	%	100	30	30	30
Moyen de Vérification : Rapport bilan campagne de vaccination, Rapport annuel DNSV					
Précision Méthodologique : Nombre de têtes vaccinées / Nombre de têtes à vacciner x 100					
1.3 Taux de couverture vaccinale contre la maladie de Newcastle	%	100	50	60	70
Moyen de Vérification : Rapport bilan campagne de vaccination, Rapport annuel DNSV /					
Précision Méthodologique : Nombre de têtes vaccinées / Nombre de têtes à vacciner x 100					
1.4 Taux de réduction de la population de mouches tsé-tsé	%	95	95	95	95
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités, Rapport de suivi, Rapport d'activités de CCLMT					
Précision Méthodologique : (Densité apparente de mouches avant lutte - Densité apparente de mouches après la lutte) / Densité apparente de mouches avant la lutte x 100					
1.5 Taux de production de vaccins	%	100	100	100	100

Objectif 2: Assurer la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale et des aliments pour animaux

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Pourcentage d'établissements de production, transformation et de commercialisation inspectés	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités de la DNSV					
Précision Méthodologique : Nombre d'établissements inspectés / Nombre d'établissements prévus x 100					

Objectif 3: Assurer le suivi et l'évaluation des activités de protection sanitaire et santé publique vétérinaire					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
3.1 Taux de réalisation des missions de suivi et évaluation.	%	60	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport de missions de suivi-évaluation
Précision Méthodologique : (Nombre de missions réalisées / Nombre de missions programmées) x 100

3.2 Taux de mise en oeuvre des recommandations issue des missions de suivi-évaluation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité de la DNSV
Précision Méthodologique : (Nombre de recommandation mise en oeuvre / Nombre de recommandations formulées) x 100

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 390 343	1 390 343	1 479 318	1 671 623
Biens et services	345 922	337 688	358 730	397 373
Transferts et subventions	803 220	86 584	113 976	121 953
Investissement	327 422	499 449	27 022	28 285
Total :	**2 866 907**	**2 314 064**	**1 979 046**	**2 219 234**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Protection sanitaire et santé publique vétérinaire	1 809 887	2 254 840	1 900 457	2 135 145
Recherche animale et production de vaccins	1 057 020	59 224	78 589	84 089
Total :	**2 866 907**	**2 314 064**	**1 979 046**	**2 219 234**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	164	97	98	99
CATEGORIE B1	20	11	11	11
CATEGORIE B2	183	151	152	153
CATEGORIE C	154	149	149	149
CONTRACTUEL	90	67	68	69
Total :	**611**	**475**	**478**	**481**

Action 01 Protection sanitaire et santé publique vétérinaire

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	1 390 343	1 390 343	1 479 318	1 671 623
Biens et services	345 922	337 688	358 730	397 373
Transferts et subventions	36 000	27 360	35 387	37 864
Investissement	37 622	499 449	27 022	28 285
Total	**1 809 887**	**2 254 840**	**1 900 457**	**2 135 145**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge personnel DNSV-DRSV-CNASA	1 390 343
1.1.2	Organisation de la campagne de vaccination contre la PPCB	275 000
1.1.3	Travaux de rénovation et d'entretien des bâtiments administratifs	36 335
1.1.4	Mise en oeuvre du programme d'activités de ONDY Madina Diassa	28 361
1.2.1	Organisation de la campagne de vaccination contre la PPR	209 000
1.3.1	Organisation de la campagne de vaccination contre la Maladie de Newcastle	200 000
1.4.1	Appui à la Cellule de coordination de la lutte contre mouches TSE TSE	27 360
2.1.1	Mise en oeuvre du programme de contrôle des produits et denrées alimentaires d'origine animale et aliments pour animaux à l'importation et à l'exportation	33 205
3.1.1	Organisation de missions de suivi évaluation des activités de protection sanitaire et de santé publique vétérinaire.	47 500
3.2.1	Mise en oeuvre des recommandations issues des missions de suivi évaluation	7 735
Total		**2 254 840**

Action 02 Recherche animale et production de vaccins

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Transferts et subventions	767 220	59 224	78 589	84 089
Investissement	289 800			
Total	**1 057 020**	**59 224**	**78 589**	**84 089**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.5.4	Mise en place des intrants de production de vaccins (LVG)	44 665
1.5.5	Prise en charge du personnel LVG	14 559
Total		**59 224**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.037	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROG. DVPT INTEGRE RESS. ANIMALES. AQUACOLES AU MALI (		142 500	100 000	142 500	100 000	110 000
PROG. REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL(PRAPS)		142 500	150 000	142 500	150 000	165 000
Total :		**285 000**	**250 000**	**285 000**	**250 000**	**275 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
1.037	**DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)		1 948 000	0	1 948 000	0	0
Total :		**1 948 000**	**0**	**1 948 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.090	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROGR. DVPT. INTEGRE ZONE ONDY/MADINA DIASSA		95 000	100 000	95 000	100 000	110 000
PROJET DEVELOP. ELEVAGE REGION LIPTAKO-GOURMA		71 250	100 000	71 250	100 000	110 000
PROJET DVPT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE MALI		190 000	200 000	190 000	200 000	220 000
APPUI RENF. ELEVAGE ET ECO. PASTORALE REG. KKORO		142 500	0	142 500	0	0
TRANSFORMATION SOUS PRODUITS ABATTAGE		95 000	250 000	95 000	250 000	275 000
Total :		**593 750**	**650 000**	**593 750**	**650 000**	**715 000**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.090	**DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
APPUI RENF. ELEVAGE ET ECO. PASTORALE REG. KKORO		4 774 319	0	1 432 000	0	0
Total :		**4 774 319**	**0**	**1 432 000**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.091	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
PROJET APPUI MARCHE CENTRAL POISSON BAMAKO		332 500	350 000	332 500	350 000	385 000
PROGRAMME QUINQUENAL AMENAGEMENTS AQUACOLES		332 500	400 000	332 500	400 000	440 000
Total :		**665 000**	**750 000**	**665 000**	**750 000**	**825 000**

SECTION :850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Les missions du Commissariat à la Securité Alimentaire sont definies dans l'article 2 du decret N°04-150/P-RM du 18 mai 2004 qui le rattache à la Presidence de la Republique.

A ce titre,le Commissariat à la Securité alimetaire est chargé de:

- Proposer les stratégies,préparer et mettre en oeuvre, en rapport avec les départements ministériels concernés, les mesures visant à mesurer une pleine couverture des besoins alimentaires du pays;
- Veiller à la constitution,à la reconstitution et à la bonne gestion du stock national de securité et des banques de cereales;
- Procéder à l'analyse des perspectives alimentaires resultant de la campagne agricole et à l'identification des zones sinistrées ou déficitaires;
- Planifier, coordonner et contrôler les opérations de distribution de vivres dans les zones sinistrées;
- Elaborer et mettre en oeuvre, en rapport avec les structures publiques et privées concernées, les mesures d'organisation des marchés céréaliers et de modernisation des circuits de distribution des denrees alimentaires ;
- Veiller à l'information des consommateurs notamment sur les prix et sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des denrées alimentaires .

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analyse des principales contraintes et des défis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la stratégie du ministère.

I.2.1 Contraintes

- La non déconcentration du Commissariat à la Sécurité Alimentaire dans les Régions, Cercles et Communes;
- La faible opérationnalisation des organes décentralisés de gestion du cadre institutionnel de gestion de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle;
- L'enclavement de certaines zones d'insécurité alimentaire chronique;
- L'insuffisance d'infrastructures de stockage et de marchés;
- La faible capacité des collectivités à jouer leur rôle dans la sécurité alimentaire;
- L'insuffisance de ressources pour la mise en oeuvre de la stratégie de communication;
- La capacité limitée du dispositif de suivi-évalution des politiques et stratégies de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

I.2.2 Défis

- La couverture des besoins alimentaires et nutritionnels d'une population en forte croissance;
- La mise en oeuvre de la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle;
- Le renforcement des capacités de résilience des communautés vulnérables.

I.3 La politique sectorielle

Le Commissariat à la Sécurité Alimentaire dispose d'une stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA) adoptée en 2002.

Elle a pour finalité de contribuer à la création des conditions d'une sécurité alimentaire durable et à la réduction structurelle de la pauvreté et des inégalités au Mali, en "assurant l'accès de tous les maliens, à tout moment,aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active et en renforçant les capacités de prevention et de gestion des crises conjonctuelles".

Cet objectif stratégique :

- S'appuie sur la définition couramment admise de la sécurité alimentaire et recouvre ainsi les quatre dimensions correspondant aux principaux déterminants de la sécurité alimentaire;
- Requiert l'ensemble des mesures spécifiques destinées à atteindre les objectifs alimentaire tout en reduisant la malnutrition, en priorité chez les enfants et les femmes enceintes dans le cadre du plan général de développement du Mali. Ces mesures concernant la consommation alimentaire et la nutrition doivent être reliées aux efforts fournis en matière de production alimentaire.Elles doivent s'inscrire également dans la recherche de systèmes plus équitables de distribution des aliments et dans la mise en place d'une infrastructure de sécurité alimentaire.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017

1	Proportion de populations en insécurité alimentaire	%	6	8,8	2,54	4,94
2	Proportion de populations sous pression	%	13	12,50	15,28	18,10
3	Niveau des stocks nationaux de céréales composés du Stock National de Sécurité (SNS) et du Stock d'Intervention de l'Etat (Banques de céréales) en tonnes	tonne	92724,42	34072,35	56038,4	73442,600
4	Taux de malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans	%	28	26	24	26,2
5	Taux d'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans	%	18	17	16	20,1

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 1 programme.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Sécurité Alimentaire	6 909 740	7 752 828	1 895 061	2 012 491
Total :	**6 909 740**	**7 752 828**	**1 895 061**	**2 012 491**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	221 798	221 798	235 992	266 670
Biens et services	128 892	145 942	138 396	153 022
Transferts et subventions	29 050	22 078	28 556	30 554
Investissement	6 530 000	7 363 010	1 492 117	1 562 245
Total :	**6 909 740**	**7 752 828**	**1 895 061**	**2 012 491**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 2.093 Sécurité Alimentaire

Responsable du Programme 2.093 : le Commissaire à la Sécurité Alimentaire

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme s'occupe de :

- la coordination, le suivi-évaluation, le contrôle et l'animation des activités de sécurité alimentaire;
- la gestion des ressources humaines, matérielles et financières ;
- la coordination du système de planification et de production des statistiques de sécurité alimentaire.

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme de sécurité alimentaire est bâti autour de (05) objectifs spécifiques qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la sécurité alimentaire.

Objectif 1: Assurer la bonne gouvernance du cadre institutionnel de la gestion de la Sécurité Alimentaire.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de réalisation des activités du CSA	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel du CSA et comptes rendu

Précision Méthodologique : (Nombre d'activités réalisées / Nombre d'activités prévues) x 100

Objectif 2: Assurer la gestion et la prévention des crises alimentaires

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 Niveau de stock atteint par rapport aux 100 000 tonnes à l'horizon 2021	tonnes	60000	60000	100000	100000

Moyen de Vérification : Rapports, Compte rendu Contrat Plan Etat/OPAM

Précision Méthodologique : Stock initial+les achats de l'année+les entrées des dons

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	221 798	221 798	235 992	266 670
Biens et services	128 892	145 942	138 396	153 022
Transferts et subventions	29 050	22 078	28 556	30 554
Investissement	6 530 000	7 363 010	1 492 117	1 562 245
Total :	**6 909 740**	**7 752 828**	**1 895 061**	**2 012 491**

Tableau 2 : Récapitulatif du programme par action (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination de la politique de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle	6 909 740	7 752 828	1 895 061	2 012 491
Total :	**6 909 740**	**7 752 828**	**1 895 061**	**2 012 491**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	18	13	13	13
CATEGORIE B1	2	2	2	2
CATEGORIE B2	7	7	7	7
CATEGORIE C	3	3	3	3
CONTRACTUEL	26	23	23	23
Total :	**56**	**48**	**48**	**48**

Action 01 Coordination de la politique de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	221 798	221 798	235 992	266 670
Biens et services	128 892	145 942	138 396	153 022
Transferts et subventions	29 050	22 078	28 556	30 554
Investissement	6 530 000	7 363 010	1 492 117	1 562 245
Total	**6 909 740**	**7 752 828**	**1 895 061**	**2 012 491**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prise en charge du personnel	221 798
1.1.2	Approvisionnement en biens et services du CSA	1 555 901
1.1.3	Organisation des missions de suivi des projets de sécurité alimentaire	23 640
1.1.4	Organisation des sessions de formation	8 489
2.1.1	Reconstitution du stock national de sécurité	5 943 000
Total		**7 752 828**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.093	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
APPUI OFFICE DES PRODUITS AGRICOLES DU MALI (OPAM)		4 127 140	0	4 127 140	0	0
APPUI SECRETARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER (STF)		126 913	0	126 913	0	0
APPUI SYSTEME ALERTE PRECOCE (SAP)		286 478	0	286 478	0	0
APPUI OBSERVATOIRE MARCHE AGRICOLE (OMA)		209 468	0	209 468	0	0
Total :		**4 749 999**	**0**	**4 749 999**	**0**	**0**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	Source de financement	2019	2018	2019	2020	2021
2.093	**DONS PROJETS/PROGRAMMES (BSI)**					
LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION		4 264 000	0	1 193 000	0	0
Total :		**4 264 000**	**0**	**1 193 000**	**0**	**0**

I. DOCUMENT DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES DEPENSES (DPPD)

I.1 La mission

Le Ministère de l'Artisanat et du Tourisme prépare et met en oeuvre la politique nationale dans le domaine de l'Artisanat et du Tourisme.

A ce titre, il est compétent pour:

- l'élaboration et la mise en oeuvre des actions de promotion du secteur de l'Artisanat, notamment celle visant à renforcer les capacités des acteurs, à améliorer l'offre et la qualité des produits, à moderniser les outils de production et le système de commercialisation;
- l'élaboration et la mise en oeuvre des actions de promotion en vue d'optimiser la contribution du secteur touristique au développement du pays;
- l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique de diversification des sites et produits touristiques;
- la politique de développement régional des métiers de l'art.

I.2 Les contraintes et les défis

Cette partie comprend une analsye des principales contraintes rencontrées et des defis qu'elles posent. Cette analyse porte sur chacun des programmes et globalement sur la mise en oeuvre de la strategie du ministère.

I.2.1 Contraintes

-faible organisation des acteurs professionnels ;

-faible accès des entreprises artisanales et touristiques aux crédits et aux marchés ;

-insuffisance de Ressources humaines qualifiées;

-insuffisance de données sur les secteurs (artisanat et tourisme) ;

- insuffisance d'action de valorisation et de promotion des sites et attraits touristiques.

I.2.2 Défis

-restructuration des chambres de métier et des organisations professionnelles d'artisans conformément au code communautaire de l'Artisanat de l'UEMOA ;

-mise en place d'un système de financement adapté et d'une politique de promotion;

- développement des compétences;

- opérationnalisation du système d'information régional sur l'artisanat(SIRA) et mise en place d'un compte satellite du tourisme;

- diversification de l'offre touristique.

I.3 La politique sectorielle

Le document de Politique de Développement de l'Artisanat au Mali et son plan d'Actions 2009-2013, adopté par le Conseil des ministres du 24 mars 2010, a pour objectif général de promouvoir le développement du secteur de l'Artisanat par l'exploitation de ses potentialités, en vue de créer des emplois durables et d'accroître les revenus afin de contribuer à la réduction de la pauvreté. Cinq axes stratégiques ont été définis pour la mise en oeuvre de la politique, à savoir (i) le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire du secteur ; (ii) l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des artisans ; (iii) la mise en place de systèmes de financement ; (iv) l'amélioration de l'accès aux marchés et (v) le renforcement du système d'information et des mécanismes d'aide à la décision. Le premier plan d'actions 2009-2013 a fait l'objet d'une évaluation en 2014. Un second plan d'actions 2014-2018 a été adopté par le Conseil des ministres, le 18 mars 2015.

La stratégie nationale pour le développement du Tourisme adoptée en juin 2010 dans le cadre du projet d'appui à la croissance, s'articule autour de huit principaux axes : à savoir (i) le développement de l'offre ; (ii) promotion de la destination ;(iii) tourisme d'affaires ; (iv) systèmes d'information touristiques ; (v) financement du secteur touristique ; (vi) organisation ; (vii) renforcement des compétences ; (viii) : partenariat public-privé.

I.4 Evolution de quelques indicateurs socio-économiques

Tableau 1 : **Quelques indicateurs 2014 - 2017**

	Indicateurs	Unité	2014	2015	2016	2017
1	Valeur des exportations des produits artisanaux	en mrds de FCFA	9,509	4,394	5,054	6,128
2	Taux d'evolution des valeurs des exportations des produits artisanaux	%	15,62	53,8	15	21,3
3	Recettes touristiques	en mrds de FCFA	47,264	61,133	57	33,840

I.5 **La Programmation Pluriannuelle des Dépenses**

Cette section possède 3 programmes.

Tableau 1 : **Répartition des dépenses par programme**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Administration Générale	684 836	760 793	670 436	739 095
Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 631 668	2 323 122	1 058 897	1 130 486
Promotion du Secteur du Tourisme	563 439	459 506	569 030	615 082
Total :	**2 879 943**	**3 543 421**	**2 298 363**	**2 484 663**

Tableau 2 : **Répartition des dépenses par nature économique**

En milliers de francs CFA

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	460 963	460 963	183 365	204 762
Biens et services	819 393	806 879	700 071	768 957
Transferts et subventions	470 971	472 917	336 400	365 183
Investissement	1 128 616	1 802 662	1 078 527	1 145 761
Total :	**2 879 943**	**3 543 421**	**2 298 363**	**2 484 663**

II - PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (PAP)

Le Programme : 1.040 Administration Générale

Responsable du Programme : Mr Elmehdi AG HAMATY; Secrétaire Général

a)Présentation stratégique du programme :

Ce programme intervient dans la mise en oeuvre des actions suivantes:

- la coordination et pilotage des politiques des secteurs de l'artisanat et du tourisme;
- la gestion financière et matérielles ;
- processus de décentralisation et de déconcentration;
- le contrôle assistance, appui conseil des services de l'Artisanat et du Tourisme;

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme

Le cadre de performance du programme N°.1.040 est bâti autour de (4) objectifs spécifiques et six(06) indicateurs de performance.

c) Perspectives:

- Projet de loi adopté au conseil des ministres et programmé à la session d'avril 2018 de l'Assemblée Nationale;
- Projet de loi régissant les Chambres des Métiers du Mali;
- Projet de loi régissant la Chambre Nationale de Métiers du Mali en cours d'élaboration;
- Projet de communication écrite sur l'organisation des associations proffessionnelles des artisans.

Objectif 1: Améliorer la coordination et le suivi évaluation des politiques et stratégies du département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 taux d'exécution des activites du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activité

Précision Méthodologique : (nbre d'actions réalisées/nbre d'actions programmées)*100

1.2 taux de mise en oeuvre du plan d'action du département	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activités

Précision Méthodologique : (le nombre d'actions realisées/nombre d'actions programmées)*100

Objectif 2: Assurer une gestion efficace et efficiente des réssources matérielles et financières

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 taux d'exécution du budget	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : compte administratif

Précision Méthodologique : [(crédits liquidés/crédits notifiés)*100]

Objectif 3: Impulser le processus de décentralisation et de déconcentration aun sein du département.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 taux de mise en oeuvre du processus de décentralisation	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport annuel d'activité C.A.D.D.

Précision Méthodologique : [(nbre d'étapes de processus réalisés /nbre d'activités programmées)*100]

Objectif 4: Assurer le controle, l'assistance, l'appui conseil au service de l'Artisanat et du Tourisme.					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 taux de mise en oeuvre du programme annuel de controle des structures du département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport de mission de controle					
Précision Méthodologique : [(nbre de missions de controle réalisées/nbre de missions de controle prévues)*100]					
4.2 taux de réalisation des missions de suivi de la mise en oeuvre des récommendations issues des missions de controle du Département	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel de l'inspection					
Précision Méthodologique : [(nbre de missions de suivi réalisées/ nbre de missions de suivi programmées)*100]					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	153 849	153 849	163 694	182 796
Biens et services	456 187	505 796	451 844	495 913
Transferts et subventions	54 800	51 148	54 898	60 386
Investissement	20 000	50 000	0	0
Total :	**684 836**	**760 793**	**670 436**	**739 095**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Coordination et pilotage des politiques des secteurs de l'Artisanat et du Tourisme	228 453	223 113	235 202	260 204
Gestion financière et matérielle	355 396	460 933	333 441	368 033
Processus de décentralisation et de deconcentration	22 166	16 845	22 187	23 295
Contrôle assistance, appui conseil des services de l'Artisanat et du Tourisme	78 821	59 902	79 606	87 563
Total :	**684 836**	**760 793**	**670 436**	**739 095**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	11	11	11	11
CATEGORIE B	5			
CATEGORIE B1		4	4	4
CATEGORIE C	4	3	3	3
CONTRACTUEL	9	13	13	13
Total :	**29**	**31**	**31**	**31**

Action 01 Coordination et pilotage des politiques des secteurs de l'Artisanat et du Tourisme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	83 453	83 453	88 793	99 155
Biens et services	140 000	126 360	141 400	155 540
Transferts et subventions	5 000	13 300	5 009	5 509
Total	**228 453**	**223 113**	**235 202**	**260 204**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	pilotage des activités du département	90 250
1.1.3	prise en charge du personnel	83 453
1.2.1	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'actions du departement	49 410
Total		**223 113**

Action 02 Gestion financière et matérielle

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 02 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	70 396	70 396	74 901	83 641
Biens et services	215 200	302 689	208 651	229 515
Transferts et subventions	49 800	37 848	49 889	54 877
Investissement	20 000	50 000	0	0
Total	**355 396**	**460 933**	**333 441**	**368 033**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 02 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
2.1.1	préparation du budget du département	7 000
2.1.2	exécution et suivi du budget du département	383 537
2.1.3	prise en charge du personnel	70 396
Total		**460 933**

Action 03 Processus de décentralisation et de deconcentration

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 03 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	22 166	16 845	22 187	23 295
Total	**22 166**	**16 845**	**22 187**	**23 295**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 03 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
3.1.1	mise en oeuvre du plan de transfert des compétences au sein du département	16 845
Total		**16 845**

Action 04 Contrôle assistance, appui conseil des services de l'Artisanat et du Tourisme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 04 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Biens et services	78 821	59 902	79 606	87 563
Total	**78 821**	**59 902**	**79 606**	**87 563**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 04 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
4.1.1	mise en oeuvre du programme annuel de controle des structures du département	38 000
4.1.2	suivi de la mise en oeuvre des recommandations issues des missions de controle des structures du département	21 902
Total		**59 902**

Le Programme : 2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat

Responsable du Programme : Monsieur Diadié Hama SANGHO Directeur National de l'Artisanat

a).Présentation stratégique du programme :

Ce programme vise à améliorer les performances des entreprises artisanales à travers le renforcement des capacités des acteurs et de leurs organisations, la modernisation des outils de production, l'amélioration de la qualité et l'écoulement des produits artisanaux.

Ce programme intervient dans la mise en oeuvre de l'action « Développement et promotion du secteur de l'artisanat»

b) Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

La mise en oeuvre du programme N°2.050 « promotion du secteur de l'Artisanat » est bâtit autour de cinq (05) objectifs spécifiques et huits (08) indicateurs de performance qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs à la promotion du secteur de l'artisanat.

c) Perspective:

- Création des textes pour les OPA;
- Création dse textes du cadre de concertation DNA, APCMM, FNAM et au niveau régional;
- Poursuite de la relecture de la nomenclature des métiers selon le code de l'UEMOA;
- Couverture des cercles en agents;
- Mission de sensibilisation sur le code de l'UEMOA;
- Mission de sensibilisation et d'information sur le code de l'UEMOA;
- Mise en place des chambres de métier;
- Séance de causerie et de reportage documentaire à la radio et à la télévision nationale;
- Mission de coordination et de controle des activités;
- Atelier de formation sur les normes, controle de qualité;
- Atelier de renforcement de capacité des artisans dans le domaine du textile;
- Poursuite de la construction des villages artisanaux, des maisons des artisans et les centres de ressources;
- Organisation de la journée nationale de l'artisanat;
- Participation aux salons, foires, festivals au niveau national et international;
- Organisation des voyages d'etudes;
- Activités de collecte et de diffusion d'information sur le site;
- Poursuite de la traduction du code en cinq (05) langues nationale;
- Actualiser l'abonnement du site;

- redynamiser le site web du SIRA;

- Poursuite des activités d'assurances des artisans avec l'INPS et d'autres opérateurs.

Objectif 1: Ameliorer l'environnement institutionnel, réglementaire et organisationnel du secteur de l'Artisanat.

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 Taux de couverture des régions et cercles en services de l'artisanat	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activités

Précision Méthodologique : [(le nbre de régions et cercles couverts/nbre de régions et cercles à couvrir)*100]

1.2 Taux de mise en oeuvre des textes conformément au code communautaire de l'UEMOA	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité DNA

Précision Méthodologique : [(le nbre de textes mis en oeuvre/ nbre de textes prévus)*100]

1.3 Taux de mise en oeuvre du programme d'activité des chambres de métiers et OPA dans la mise en oeuvre du code communautaire artisanat de l'UEMOA	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport annuel d'activité

Précision Méthodologique : [(nbre d'activités réalisées/ nbre d'activité programmées)*100]

1.4 Taux de réalisation des missions de sensibilisation et d'information sur le code communautaire artisanat de l'UEMOA	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapport d'activité

Précision Méthodologique : [(nbre de missions de sensibilisation et d'information réalisées/ nbre de missions prévues)*100]

Objectif 2: Accroitre la productivité et la compétitivité des entreprises artisanales

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 taux de mise en oeuvre du programme de renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'artisanat	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : Rapoport de formation

Précision Méthodologique : [(nbre de formations réalisées/ nbre de formations prévues)*100]

Objectif 3: Assurer la promotion commerciale des produits artisanaux

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 taux de participation / organisation de manifestation commerciale et promotionnelle de l'artisanat	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport de mission

Précision Méthodologique : [(nbre de participations/ organisations de manifestations/nbre de manifestations commerciales et promotionnelles programmées)*100]

Objectif 4: Développer un système d'information performant sur l'artisanat

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
4.1 taux de réalisation des activités du système d'information régional sur l'artisanat(SIRA-ML)	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activité

Précision Méthodologique : [(nbre d'activités réalisées/ nbre d'activités prevues)*100]

Objectif 5: Développer le secteur de l'artisanat textile

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
5.1 taux de mise en oeuvre des programmes de renforcement des capacités des acteurs de l'artisanat textile	%	100	100	100	100

Moyen de Vérification : rapport d'activité

Précision Méthodologique : [(nbre d'activités réalisées/nbre d'activités prévues)*100]

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	288 626	288 626	0	0
Biens et services	138 935	120 409	21 715	23 886
Transferts et subventions	264 561	274 541	129 892	142 879
Investissement	939 546	1 639 546	907 290	963 721
Total :	**1 631 668**	**2 323 122**	**1 058 897**	**1 130 486**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Developpement et Promotion du secteur de l'artisanat	1 631 668	2 323 122	1 058 897	1 130 486
Total :	**1 631 668**	**2 323 122**	**1 058 897**	**1 130 486**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	31	25	25	25
CATEGORIE B1	1	1	1	1
CATEGORIE B2	12	10	10	10
CATEGORIE C	4	4	4	4
CONTRACTUEL	119	117	119	121
Total :	**167**	**157**	**159**	**161**

Action 01 Developpement et Promotion du secteur de l'artisanat

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	288 626	288 626	0	0
Biens et services	138 935	120 409	21 715	23 886
Transferts et subventions	264 561	274 541	129 892	142 879
Investissement	939 546	1 639 546	907 290	963 721
Total	**1 631 668**	**2 323 122**	**1 058 897**	**1 130 486**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Couverture des régions et cercles en service de l'artisanat	8 550
1.1.2	Elaboration de textes d'application du code communautaire artisanat de l'UEMOA	5 853
1.1.3	Mise en place des chambres de métiers et des OPA	7 125
1.1.4	Prise en charge du personnel	256 284
1.1.5	Réalisation du programme d'activité de la DRA SEGOU	6 501
1.1.6	Réalisation du programme d'activité de la DRA MOPTI	6 501
1.1.7	Réalisation du programme d'activité de la DRA TAOUDENIT	19 045
1.1.8	Réalisation du programme d'activité de la DRA MENAKA	10 500
1.1.9	SUB-REG réalisation du programme d'activité de KIDAL	2 423
1.1.10	SUB-REG réalisation du programme d'activité du SERVICE- LOCAUX TOMBOUCTOU	3 634
1.1.11	SUB-REG réalisation du programme d'activité de TAOUDENI	8 075
1.1.12	SUB-REG réalisation du programme d'activité de MENAKA	3 230
1.1.13	réalisation du programme d'activité de la DRA BAMAKO	6 883
1.1.14	réalisation du programme d'activité de la DRA KAYES	29 001
1.1.15	réalisation du programme d'activité de la DRA KOULIKORO	6 972
1.1.16	réalisation du programme d'activité de la DRA SIKASSO	7 445
1.1.17	réalisation du programme d'activité de la DRA TOMBOUCTOU	13 898
1.1.18	réalisation du programme d'activité de la DRA GAO	9 800
1.1.19	réalisation du programme d'activité de la DRA KIDAL	10 150
1.1.20	mise en oeuvre du programme de renforcement des capacités de l'Assemblée Permanente des Chambres de Métier du Mali	84 988
1.1.21	EXTENSION /AMENAGEMENT SIEGE APCCM	285 000
1.1.22	CONSTRUCTION VILLAGES ARTISANAUX	665 000
2.1.1	organisation des sessions de formation, des voyages d'études	13 300
3.1.1	Organisation d'une journée nationale de l'artisanat	7 125
3.1.2	Organisation et ou participation aux manifestations de promotion artisanales	81 462
4.1.1	Actualisation et diffusion des données statistiques sur les ventes et les exportations	12 350
5.1.1	Mise en oeuvre du programme de renforcement des capacités des acteurs de l'artisanat textile	56 848
5.1.2	Prise en charge du personnel CDAT	30 180
5.1.3	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DVPT ARTISANAT TEXTILE	665 000
Total		**2 323 122**

Le Programme : 2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

Responsable du Programme : Monsieur Sidi KEITA; Directeur National du Tourisme et de l'Hôtellerie

a).Présentation stratégique du programme :

Le programme N°2.051 "promotion du secteur du tourisme" découle du Cadre stratégique pour la Rélance Economique et le Développement Durable (CREDD).Il vise principale à consolider le secteur du tourisme au Mali à travers la mise enoeuvre d'initiatives de valorisation et de promotion d'offres touristiques attractives et compétitives.

b).Présentation détaillée des objectifs et des indicateurs du programme :

la cadre de performance du programme N°2.051 « promotion du secteur du tourisme» s'articule autour de quatre (04) objectifs et de dix (10) indicateurs qui contribuent à la résolution des problèmes relatifs au développement et à la promotion du secteur du tourisme.

c) Perspective:

S'agissant des perspectives, elles s'annoncent plutot bonnes pour 2018. En effet, l'augmentation du nombre d'arrivée de touristes internationaux au Mali au cours des trois années devra normalement se poursuivre en 2018. Le taux de croissance devra s'améliorer d'avantage pour les années 2018 et 2019. Aussi, l'augmentation du parc hotelier de la ville de Bamako avec notamment l'ouverture de l'hotel Sheraton renforcera sans nul doute de la destination Mali sur le segment affaires-Congrès. En outre, la mise en place de mesures d'accompagnement en faveur des entreprises touristiques au Mali et l'élaboration en cours d'une nouvelle politique nationale de développement touristique avec son plan d'action pourrait coincider avec la mise en place d'un nouveau gouvernement au lendemain des élections présidentielles prévues en juillet 2018.

Objectif 1: Développer et promouvoir une offre touristique compétitive et attractive

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
1.1 nombre de nouveaux sites touristiques répertoriés	nbre	20	50	50	50
Moyen de Vérification : répertoire des sites touristiques					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.2 nombre d'acteurs publics et privés formés	nbre	-	200	200	200
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : Dénombrement					
1.3 taux d'éxecution des missions d'inspection des entreprises touristiques	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : [(nbre de missions d'inspection réalisées/nbre de missions programmées)*100]					
1.4 taux d'exécution des missions de promotion touristique de la destination Mali	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : [(nbre de participation aux manifestations nationales et internationales/ le nbre de manifestations ciblées)*100]					

Objectif 2: Développer un système d'information statistique sur le secteur du tourisme

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
2.1 taux de mise à jour des indicateurs de performance du tourisme	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport annuel sur les statistiques du tourisme					
Précision Méthodologique : [(nbre d'indicateurs de performance sur le secteur du tourisme mis à jour/ le nbre d'indicateurs de performance ciblés)*100]					
2.2 taux d'exécution des missions d'enquête sur le secteur du tourisme	%	-	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : [(nbre d'enquête réalisées/ nbre d'enquêtes programmées)*100]					

Objectif 3: Renforcer le partenariat public-privé dans le domaine du tourisme

Indicateurs	Unité	Estimation	Cibles		
		2018	2019	2020	2021
3.1 taux dexécution des rencontres entre l'administration chargée du tourisme et les autres acteurs du secteur	%	100	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : [(nbre de rencontre organisées /nbre de rencontres programmées)*100]					
3.2 taux de mise en oeuvre des appuis aux acteurs privés du tourisme	%	50	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : [(nbre d'appuis effectués/nbre d'appuis prévus)*100]					

Objectif 4: Développer le tourisme interne au Mali					
Indicateurs	**Unité**	**Estimation**	**Cibles**		
		2018	**2019**	**2020**	**2021**
4.1 taux de réalisation des activités de sensibilisation et d'information sur le tourisme interne	%	2	100	100	100
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : /[(nbre d'activités réalisées/ nbre d'activités programmées)*100]					
4.2 nbre de voyage organisés par an à l'intention des publics cibles	nbr	2	10	10	10
Moyen de Vérification : rapport d'activités					
Précision Méthodologique : dénombrement					

Tableau 1 : Evolution des dépenses du programme par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	18 488	18 488	19 671	21 966
Biens et services	224 271	180 674	226 512	249 158
Transferts et subventions	151 610	147 228	151 610	161 918
Investissement	169 070	113 116	171 237	182 040
Total :	**563 439**	**459 506**	**569 030**	**615 082**

Tableau 2 : **Récapitulatif du programme par action** (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Developpement et Promotion du tourisme	563 439	459 506	569 030	615 082
Total :	**563 439**	**459 506**	**569 030**	**615 082**

Tableau 3 : **Répartition prévisionnelle des emplois rémunérés de l'Etat par catégorie**

Désignation	Effectif au 31 décembre			
	2018	2019	2020	2021
CATEGORIE A	16	16	16	16
CATEGORIE B1	4	3	3	3
CATEGORIE B2	11	11	11	11
CATEGORIE C	3	1	1	1
CONTRACTUEL	17	15	15	15
Total :	**51**	**46**	**46**	**46**

Action 01 Developpement et Promotion du tourisme

Tableau 1 : Répartition des dépenses de l'Action 01 par nature économique (En milliers de francs CFA)

Désignation	Budget	Prévisions		
	2018	2019	2020	2021
Personnel	18 488	18 488	19 671	21 966
Biens et services	224 271	180 674	226 512	249 158
Transferts et subventions	151 610	147 228	151 610	161 918
Investissement	169 070	113 116	171 237	182 040
Total	**563 439**	**459 506**	**569 030**	**615 082**

Tableau 2 : Détail sur le contenu constitutif de l'Action 01 (En milliers de francs CFA)

	Intitulé de l'activité	Coût activité
1.1.1	Prospection et développement de nouveaux sites d'attraction touristique	10 450
1.1.2	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-BAMAKO	4 655
1.1.3	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-KAYES	19 438
1.1.4	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-SIKASSO	2 826
1.1.5	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-KOULIKORO	7 814
1.1.6	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-SEGOU	10 000
1.1.7	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-MOPTI	6 341
1.1.8	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-TOMBOUCTOU	8 099
1.1.9	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-GAO	8 503
1.1.10	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-KIDAL	8 750
1.1.11	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-TAOUDENIT	20 758
1.1.12	Réalisation du programme d'activités de la DRTH-MENAKA	9 975
1.1.13	Réalisation du programme d'activités des services locaux -TOMBOUCTOU	3 634
1.1.14	Réalisation du programme d'activités des services locaux -GAO	3 634
1.1.15	Réalisation du programme d'activités des services locaux -KIDAL	2 423
1.1.16	Réalisation du programme d'activités des services SUB-REGIONAUX DE TAOUDENIT	11 305
1.1.17	Réalisation du programme d'activités des services SUB-REGIONAUX DE MENAKA	3 230
1.1.18	Realisation des enquetes quantitatives et qualitatives sur l'offre et la demande touristique au Mali	14 250
1.1.19	FLECHAGE AMENAGEMENT. CIRCUIT TOURISME PHASEII	95 000
1.2.1	Renforcement des capacités des acteurs publics-privés intervenant dans la chaine de production, distribution,commercialisation des offres et services touristiques	10 845
2.1.1	elabotation et suivi des normes réglementaires applicables à l'activité et aux équipements touristiques	5 700
2.2.1	renforcement des outils de promotion touristique, la destination et participation aux conférences, salons, foires nationaux et internationaux du tourisme	10 450
2.2.2	financement des actions de récherche et développement dans le secteur du tourisme (etudes prospectives, fora, voyage de brenchmarking, seminaire etc.)	10 450
3.1.1	renforcement des capacités opérationelles des structures institutionnelles en charge du tourisme et de l'hotelerie	9 500
3.1.2	organisation des rencontres périodiques avec le secteur privé du tourisme et autres intervenants dans le domaine du tourisme au Mali; et formulation de projets partenariat public privé dans le secteur du tourisme	4 750
3.2.1	appui aux opérateurs du tourisme	4 750
3.2.2	organisation d'action de promotion des sites touristiques du Mali auprès des résidents nationaux	4 750
4.1.1	personnel EPA	118 350
4.1.2	Subvention aux Etablissement publics	13 878
4.1.3	Electricité et Téléphone	15 000
Total		**459 506**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.050	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
CONSTRUCTION VILLAGES ARTISANAUX		1 465 000	500 000	665 000	504 050	535 401
REHAB. EQUIPEM. CENTRE DVPT ARTISANAT TEXTILE		665 000	200 000	665 000	201 620	214 160
EXTENSION /AMENAGEMENT SIEGE APCCM		285 000	200 000	285 000	201 620	214 160
Total :		**2 415 000**	**900 000**	**1 615 000**	**907 290**	**963 721**

Annexe I : Echéancier des CP liés aux AE (Budget Spécial d'investissement) (En milliers de francs CFA)

Désignation		AE	Crédits de paiement			
Programmes	**Source de financement**	**2019**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
2.051	**DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES**					
FLECH. AMENG. CIRCUIT TOURISME PHASEII		95 000	150 000	95 000	151 214	160 618
Total :		**95 000**	**150 000**	**95 000**	**151 214**	**160 618**